



## "La dynamique démographique et la transition de la fécondité dans le bassin industriel de la région de Charleroi, de 1831 à 1910"

Eggerickx, Thierry

### Abstract

La transition démographique, marquée par la baisse de la fécondité et de la mortalité, est l'un des processus déterminants de l'histoire des populations au cours des deux derniers siècles. La baisse de la fécondité s'enclenche de manière brutale dans le bassin industriel de Charleroi vers 1873-1876. La reconstitution de la vie génésique de plus de 2000 familles montre que, quelle que soit leur origine géographique ou socioprofessionnelle, les générations nées après 1843 peuvent être qualifiées de "générations contraceptives". Le contrôle volontaire des naissances serait, dans un premier temps, une réponse à la crise socio-économique des années 1873-1892 qui mit à mal le niveau de vie des familles et qui aurait radicalement remis en question le rôle de l'enfant dans l'économie des ménages.

Document type : *Monographie (Book)*

### Référence bibliographique

Eggerickx, Thierry. *La dynamique démographique et la transition de la fécondité dans le bassin industriel de la région de Charleroi, de 1831 à 1910*. Académie Royale de Belgique : Bruxelles (2004) 561 pages

ACADÉMIE ROYALE  
*des sciences, des lettres & des beaux-arts*  
DE BELGIQUE



Cette œuvre littéraire est soumise à la législation belge en matière de droit d'auteur.  
Elle a été publiée et numérisée par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

### Utilisation

L'Académie royale de Belgique met gratuitement à la disposition du public les copies numérisées d'œuvres littéraires appartenant au domaine public : aucune rémunération ne peut être réclamée par des tiers ni pour leur consultation ni au prétexte du droit d'auteur.

Pour les œuvres ne faisant pas encore partie du domaine public, l'Académie royale de Belgique aura pris soin de conclure un accord avec les ayants droit afin de permettre leur numérisation et mise à disposition.

Les documents numérisés peuvent être utilisés à des fins de recherche, d'enseignement ou à usage privé. Quiconque souhaitant utiliser les documents à d'autres fins et/ou les distribuer contre rémunération est tenu d'en demander l'autorisation à l'Académie royale de Belgique (Palais des Académies, rue Ducale, 1 - B-1000 Bruxelles), en joignant à sa requête, l'auteur, le titre et l'éditeur du ou des documents concernés.

Pour toutes les utilisations autorisées, l'utilisateur s'engage à citer, dans son travail, les documents utilisés par la mention « Académie royale de Belgique » accompagnée des précisions indispensables à l'identification des documents.

Par ailleurs, quiconque publie un travail – dans les limites des utilisations autorisées – basé sur une partie substantielle d'un ou plusieurs document(s) numérisé(s) s'engage à remettre ou à envoyer gratuitement à l'Académie royale de Belgique, un exemplaire ou à défaut, un extrait justificatif de cette publication.

### Responsabilité

Malgré les efforts consentis pour garantir les meilleures conditions d'accessibilité et de qualité des documents numérisés, des défauts peuvent y subsister. L'Académie royale de Belgique décline toute responsabilité concernant les coûts, dommages et dépenses entraînés par l'accès et l'utilisation des documents numérisés. Elle ne pourra en outre être mise en cause dans l'exploitation subséquente des documents numérisés et la dénomination « Académie royale de Belgique » ne pourra être ni utilisée, ni ternie au prétexte d'utiliser des documents numérisés mis à disposition par elle.

**Les liens profonds**, donnant directement accès à une copie numérique particulière, sont autorisés si :

1. les sites pointant vers ces documents informent clairement leurs utilisateurs qu'ils y ont accès via le site web de l'Académie royale de Belgique ;
2. l'utilisateur, cliquant sur un de ces liens profonds, devra voir le document s'ouvrir dans une nouvelle fenêtre. Cette action pourra être accompagnée de l'avertissement « Vous accédez à un document du site web de l'Académie royale de Belgique ».

### Reproduction

#### *Sous format électronique*

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans ce règlement, le téléchargement, la copie et le stockage des données numériques sont permis ; à l'exception du dépôt dans une autre base de données, qui est interdit.

#### *Sous format papier*

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans le présent texte, les fac-similés exacts, les impressions et les photocopies, ainsi que le copié/collé sont permis.

#### *Références*

Quel que soit le support de reproduction, la suppression des références à l'Académie royale de Belgique dans les copies numériques est interdite.











## Déjà parus

### 1ère série

- t.II, vol. 1 : *Essai sur la révolution industrielle en Belgique, 1770-1847*, par P. Lebrun, M. Bruwier, J. Dhondt (†), G. Hansotte (†), 2e éd., 1981 (1ère éd. 1979), 749 p.
- t.II, vol. 2 : *Les débuts de la machine à vapeur dans l'industrie belge, 1800-1850*, par A. Van Neck (†), 1979, 998 p.
- t.II, vol. 3 : *La métallurgie et le commerce international du fer dans les Pays-Bas autrichiens et la Principauté de Liège pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle*, par G. Hansotte (†), 1980, 412 p.
- t.II, vol. 4a : *Banque et crédit en Hainaut pendant la révolution industrielle belge*, par J. Lebrun, 1999, 796 p.
- t.II, vol. 5a' et 5a'' : *Le premier ensemble de maisons ouvrières. Les «Grandes Rames» de Verviers (1792-1853). Projet, construction, occupation. Prosographie, statistique, informatique*, par N. Voss et P. Lebrun, 2004, 1370 p.
- t.III, vol. 1 : *La dynamique démographique et la transition de la fécondité dans le bassin industriel de la région de Charleroi, de 1831 à 1910*, par T. Eggerickx, 2004, 560 p.
- t.IV, vol. 1a : *Le produit physique de l'économie belge, 1830-1913. Présentation critique des données statistiques. Introduction générale. Agriculture*, par J. Gadisseur, 1990, 898 p.
- t.V, vol. 1a et 1b : *Le commerce extérieur de la Belgique, 1830-1913-1939. Présentation critique des données statistiques*, par D. Degréve, 1982, 997 p.
- t.VI, vol. 1a, 1b et 1c : *Le pouvoir central belge et ses comptes économiques, 1830-1913*, par J. Pirard, 1980 et 1985, 1621 p.
- t.VII, vol. 1 : *Le monde des parlementaires liégeois, 1831-1893. Essai de socio-biographies*, par N. Caulier-Mathy, 1996, 806 p.
- t.VII, vol. 2 : *L'extension du rôle de l'Etat en Belgique aux XIXe et XXe siècles*, par J. Pirard, 1999, 878 p.
- t.VIII, vol. 1a et 1b : *Les chemins de fer belges, 1830-1913. Genèse du réseau et présentation critique des données statistiques*, par M. Laffut, 1985-1995, 878 p.

### 2e série

- t.III, vol. 1a : *La rationalisation dans l'industrie belge de l'Entre-deux-guerres*, par E. Geerkens, 2004, 1200 p.
- t.VII, vol. 1 : *L'extension du rôle de l'Etat en Belgique aux XIXe et XXe siècles*, par J. Pirard, 1999, 878 p.
- (pour rappel)
- t.X, vol. 1 : *Croissance et régulation. La Belgique 1944-1974*, par F. Bismans, 1992, 696 p.



**Histoire Quantitative et Développement  
de  
la Belgique aux XIXe et XXe siècles**

*1ère série  
(XIXe siècle)*

*tome III  
(les forces de production)*

**volume 1**  
*(La dynamique démographique et la transition de la fécondité dans le  
bassin industriel de la région de Charleroi, de 1831 à 1910)*



**ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE**

*HISTOIRE QUANTITATIVE ET DÉVELOPPEMENT  
DE LA BELGIQUE  
AUX XIXE ET XXE SIÈCLES*

Sous la direction de

Pierre LEBRUN  
Membre de l'Académie



**tome III**

*LES FORCES DE PRODUCTION*

**volume 1**

La dynamique démographique et la transition de la fécondité  
dans le bassin industriel de la région de Charleroi,  
de 1831 à 1910

**La dynamique démographique  
et la transition de la fécondité  
dans  
le bassin industriel de la région de Charleroi  
de 1831 à 1910**

*par*

Thierry Eggerickx

Chercheur qualifié au FNRS

Chargé de cours

Département des Sciences de la Population  
et du Développement (SPED)

Université catholique de Louvain-la-Neuve

Préface de Guillaume Wunsch

Professeur à l'Université catholique de Louvain

Président de l'Académie et directeur de la Classe des Lettres

Bruxelles

2004







La Collection HQD

Histoire Quantitative et Développement de la Belgique  
aux XIXe et XXe siècles

Première série en dix tomes XIXe siècle	Seconde série en dix tomes XXe siècle
I. D'une histoire l'autre (tome commun aux deux séries)	
II. La révolution industrielle	II. Les économies de guerre
III. Les forces de production (population et progrès technique)	III. Les forces de production (population et progrès technique)
IV. Le produit physique de l'économie belge	IV. Le produit physique de l'économie belge
V. Les relations économiques inter- nationales	V. Les relations économiques inter- nationales
VI. L'Etat et les finances publiques	VI. L'Etat et les finances publiques
VII. L'argent et le pouvoir	VII. L'argent et le pouvoir
VIII. Les moyens de transport et de com- munication	VIII. Les moyens de transport et de com- munication. Les circuits d'informa- tion
IX. Le produit national. Sa significa- tion.	IX. Comptabilité nationale et compta- bilités régionales. Le monde de la régionalisation
X. Le « coeur » gnoséo-politico- économique et le développement au XIXe siècle	X. Le « coeur » gnoséo-politico- économique et le développement au XIXe siècle



Comme on le voit, la première série comprendra dix tomes<sup>1</sup> formant un tout cohérent : la mise en place d'un système de référence<sup>2</sup>, l'exposé du point de départ choisi, l'étude approfondie de la période 1830-1913 en sept tomes, enfin une conclusion collective. Cette première série concerne une période relativement paisible tant sur le front monétaire que politique.

La seconde série, dont le plan reste semblable à celui de la première série – le régime sociétaire ne change pas fondamentalement –, envisage une période mouvementée qu'il s'agisse des secteurs technique, démographique, économique (notamment monétaire) ou politique. Ce 20<sup>e</sup> siècle apparaît déjà « scandé » : 1. La « Seconde Guerre de Trente ans » avec les guerres mondiales et la crise majeure qui ne se termine véritablement qu'avec la seconde de celles-là (1914-1944) ; 2. Les « Trente Glorieuses », de 1945 à 1975, où le rôle de l'Etat, qui n'avait jamais été négligeable, devient fort important en même temps que s'accélère le progrès technique, où la politique crée un champs d'observations qui conforte la théorie (keynésienne) en mettant en application la doctrine ; 3. Une période d'histoire immédiate où se multiplient les confrontations qui prennent nom : récupération capitaliste, progrès technique et durée du travail, sous-emploi et immigration, capital variable et plus-value, transformations institutionnelles nationales et internationales. Cette périodisation peut faire penser à de récents Kondratieff, elle ne s'y ramène pas.

- 1 Chaque tome est divisé en autant de volumes qu'il est nécessaire selon une simple numérotation en chiffres arabes. Les lettres minuscules après un chiffre arabe ne représentent qu'une division en « reliures » des volumes comportant trop de pages pour être supportées par une seule reliure. La pagination reste continue pour un même volume.
- 2 Nous avons commencé à dessiner le cadre logique de nos recherches au début des années 50. La parution des volumes du tome I, commun aux deux séries, devrait donner à ce qui n'était qu'une succession d'esquisses fragiles ce que nous espérons être un certain ordre, à la fois éphémère et nécessaire. Nous prenons les premiers risques en publiant *L'angoisse capitaliste : plus-value ou civilisation. Essai d'introduction à la socio-histoire*, tome I, vol. 1 de la Collection « Histoire quantitative et développement de la Belgique de la révolution industrielle à nos jours », Bruxelles (Académie Royale de Belgique), 2005. Nous nous limiterons à rappeler : *Essai sur le « Modèle » proposé par le Livre I du Capital : de la valeur de la force de travail à une dynamique intersectorielle. Une manière de voir*, dans *Bulletin de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique*, Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, 6<sup>e</sup> série, t. IX, 1998, 1-6, p. 211-280 ; *La croissance endogène, Le Capital et l'historien*, dans *Cahiers marxistes*, n° 210, août-septembre 1998, p. 75-130 ; *L'évolution du bien-être matériel des Belges depuis la révolution industrielle jusqu'à nos jours*, dans *Bulletin de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique*, Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, 6<sup>e</sup> série, t. X, 1999, 1-6, p. 125-169.



De la première à la seconde série, les problématiques diffèrent – nos objectifs ne sont pas superposables – bien que le régime sociétaire reste capitaliste pour l'essentiel<sup>3</sup>.

La première série étudie l'établissement – à partir de la révolution industrielle, prise comme une structure génétique – et le fonctionnement stabilisé d'un régime capitaliste classique, celui qui règne en Belgique. Les particularités individuelles, même à effets cumulatifs, devraient converger par rapport à une évolution intrastructurelle équilibrée.

La deuxième série envisage une suite de perturbations graves du système sous examen. D'une part, il est confronté au changement de mode de production tayloriste, d'autre part il se trouve dans l'obligation d'assimiler des chocs exogènes multiples. En conséquence, le cœur technico-politico-économique entre dans des zones de tensions dont les résolutions ou les poursuites permettent de mesurer la stabilité intrastructurelle du régime, son degré de résistance, sa capacité de permanence au sein d'un même « bassin attracteur d'équilibres ».

Une lecture semiotico-herméneutique a toujours été nécessaire afin de délimiter la couverture idéologique. Elle l'est devenue davantage.

- 
- 3 Les divers « phénomènes de l'Est » obtiennent aujourd'hui toute l'attention que mérite leur spécificité extrêmement éclairante – aux multiples facettes puisqu'ils révèlent les tensions d'un remplacement d'un nouveau genre (du communisme au capitalisme) et les retombées d'un échec. Il y a là une forme de « repoussoir » utile et ce serait une erreur que d'en ignorer les enseignements. Parlant de l'Union Soviétique, ne jamais oublier le grand livre d'un jeune historien russe, mort prématurément : A. AMALRIK, *L'Union Soviétique survivra-t-elle en 1984 ?* Paris, 1970. Tout allait dépendre, selon l'auteur, de la réponse qu'elle donnerait à l'alternative qui se posait : l'Union Soviétique choisirait-elle la communauté de race (blanche), se rapprochant de l'Europe puis des Etats Unis, ou choisirait-elle la parenté de conception de vie (communiste), allant vers la Chine. On connaît la suite. Sous la conduite de Gorbatchev, l'Union Soviétique a opté pour l'Occident et s'est magistralement trompée. Le développement, les croissances et la transformation actuels de la Chine en feront vraisemblablement à la fin du 21<sup>e</sup> siècle, sinon avant, le premier pays du monde – en rivalité avec l'Inde, mais en avance sur elle. Il faudra probablement ce siècle à la Russie pour sortir du marasme dans lequel ce choix l'a précipitée, à moins que la Sibérie ne l'en sauve avant. « Mesurer » l'allusion « colorée » à la pensée d'Amalrik (la rapprochant de celle du démographe E. TODD, *La chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Paris, 1976) que fait F. Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1995, p. 802, ainsi que la forme de publicité donnée de la sorte au livre lui-même d'Amalrik. Les tentatives américaines poursuivies avec acharnement d'acculturation par le mondialisme nous semblent révéler qu'au-delà de leurs intérêts économiques, les Etats-Unis imaginent leur réponse au problème.



\*

Que d'essais et d'erreurs, que d'avancées et de reculs, que d'espoirs et de déceptions, que de doutes et de remises en cause, que d'errances finalement depuis nos premières illusions quantitativistes. Nous le concédons sans peine. Mais on nous permettra de ne pas nous arrêter là et de tenir qu'il y eut aussi des ouvertures nouvelles quand bien même il nous faut dorénavant exiger que toute une critique historique soit construite, bâtie sur de nouveaux frais.

Notre conception de l'histoire quantitative a évolué en même temps que nous découvriions les approximations douteuses et les insuffisances graves des travaux qui se réclamaient de la nouvelle méthode et qui étaient surtout les produits de recherches menées dans les départements d'économie des universités américaines, dont on ne peut dire que les précautions historiennes soient le souci dominant.

Du même pas, nos recherches concrètes, les nôtres et celles de nos amis, notamment celles de la présente collection, révélaient les obstacles à l'application de nos propositions théoriques, épistémologiques et méthodologiques. Aucun de nous n'était dupe, chacun réduisait ses ambitions à l'état de sa documentation et aux techniques comptables ou statistiques utilisables dans son cas. Souvent, il retrouvait avec soulagement les préoccupations traditionnelles.

Pire, nous constatons progressivement que les approbations et les adhésions venaient soit de ceux qui n'y connaissaient rien, soit de ceux qui trouvaient intérêt à une approche qu'ils auraient volontiers élevée au statut de nouveau « paradigme ».

Pendant ce temps, l'histoire quantitative ne disparaissait pas comme une erreur que l'on gomme et oublie. Au contraire, elle subsistait obsédante, mais changeait d'outils, d'objet et de sens.

D'abord, elle bénéficiait de la « manne » informatique dont on ne peut prévoir jusqu'où la lecture optique, le traitement automatique, la reproduction en trois dimensions, entre autres, élargiront le dépouillement des sources et le traitement des observations. Ensuite, elle abandonnait des espoirs actuellement injustifiables par suite de l'état de la documentation accessible et de l'appareil disponible pour la consultation de celle-ci, y compris les crédits à la recherche. Enfin, elle redevenait proprement historique, en l'occurrence prosopographique, critique, herméneutique, donc critique spécifique d'observations chiffrées, interprétation des ensembles de nombres et règles de comparaison entre eux, qu'il s'agisse des chiffres d'une



même série ou d'un même espace ou de comparaisons spatio-temporelles ou de rapprochements plus larges de variables socio-historiques.

Comme toute méthode rigoureuse, elle situait le lieu où se réconciliaient les deux approches, méfiantes à juste titre l'une de l'autre, d'une part les études concrètes basées sur des chiffres n'ayant pas subi l'épreuve d'une critique sérieuse, d'autre part les travaux axiomatisés insuffisamment coordonnés au réel dont la discipline avait cependant pour mission de rendre compte. Il s'est fait ainsi que l'histoire quantitative nous est apparue au fil du temps comme un lieu de rencontre et de rectification de deux tendances qui aujourd'hui écartèlent indûment la socio-histoire. Sauf exceptions admirables, nous lisons tantôt des formalisations sans chiffre, le plus souvent axiomatisées, mal ou peu ou pas coordonnées au réel<sup>4</sup>, tantôt des ajustements-récits qui décrivent ce qu'ils ont ajusté et se font gloire de coefficients d'ajustement élevés, appelés pompeusement coefficients de corrélation multiple. Il y a là deux types de déviation qui finalement se ressemblent : pas de chiffres ou des chiffres quelconques au statut injustifié. Les déroulements des écrits sont différents comme leurs invocations de validité, mais leur absence de fondement concret est le même.

Visant en priorité la critique et l'évaluation de la qualité des nombres, l'histoire quantitative offre aux uns comme aux autres la possibilité de travailler avec une rigueur que leur forme de démarche les conduit à oblitérer même si elle ne les y autorise jamais. L'histoire quantitative en devient de la sorte un lieu de rendez-vous empirique qui est aussi, naturellement, un lieu de rencontre, de rapprochement, peut-être d'unifications. Une nouvelle fois, le progrès scientifique est en passe de naître d'un instrument<sup>5</sup>. Ce n'est pas

4 C'est-à-dire des variables théoriques qui n'ont pas de correspondants observables de bonne qualité, bref des variables que l'on peut dire « méta-physiques ».

5 L'« analyse de variance interactive » (interactivité entre les variables explicatives – celle avec la variable expliquée allant de soi) est un exemple, plus facile à imaginer qu'à réaliser, mais auquel nous tenons. L'« analyse de variance interactive » évoque une distinction entre les niveaux des sommes des carrés et une possibilité d'élargissement de l'analyse de variance qui s'étendrait 1. de la somme des carrés totaux, de la somme des carrés normaux [les « normes » n'étant pas modifiables quand elles dérivent de procédures d'ajustement déterminées a priori, linéaires le plus souvent], de la somme des carrés des écarts ; 2. à la division de celle-ci entre la somme des carrés des écarts au modèle et la somme des carrés des écarts internes [permettant d'éliminer l'aléatoire interne pour ne laisser subsister que la mesure de l'adéquation du modèle partant de mettre en cause le type de modèle, une fois que la documentation a été rendue de qualité par l'histoire quantitative, fournissant plusieurs observations de la variable à expliquer pour une même référence calculée] ; 3. enfin à la définition d'une bande élargie de variabilité en fonction



pour déplaire à un historien, par nature soucieux de critique, donc d'une forme de technique.

Un des grands problèmes de l'histoire quantitative est l'union du nombre et du texte, partant un de ses soucis méthodologiques majeurs est celui des populations et des distributions d'attributs. Cela va de soi, mais ne résume pas tout. Au-delà se profilent les questions qui s'appellent passage du qualitatif au quantitatif et, ce qui est différent, du quantitatif au qualitatif, nature fondamentalement discontinue du réel et approximation par la continuité, rôle des décalages de réaction des acteurs et des délais d'adoption des projets comme de leur réalisation. Nous retrouverons souvent le temps, cette soi-disant dernière venue des dimensions de la science actuelle. Et très précisément dans l'analyse de populations statistiques de plus de trois dimensions où la chronologie rejoindrait la localisation géographique pour se combiner à l'attribution de caractères. Cela non plus n'est pas pour attrister l'historien.

On peut se faire une première idée du domaine de recherches dont l'histoire quantitative a la charge en imaginant ce que représentent le dépouillement et l'analyse d'une comptabilité d'une firme sur le siècle qui couvre la révolution industrielle belge (1770-1847)<sup>6</sup>. Sans oublier l'encodage de la correspondance – à raison simplement d'une lettre reçue et d'une lettre envoyée par jour et par firme. Et puis pour dix firmes. Dix firmes pour une seule ville, par exemple Verviers que nous connaissons moins mal, capitale continentale de la laine. Et puis pour les principales villes d'un pays. Etc.

Les données fournies aux socio-historiens par les volumes de la présente Collection sont soumises aux trois principes herméneutiques – ou interprétatifs – fondamentaux de nos études qui en sont aussi les trois critères d'une utilisation correcte, à savoir : le statut d'ordre de grandeur<sup>7</sup>, la

---

des variances multipliées des variables *explicatives* [soulignant à nouveau l'importance de la qualité du matériel statistique qu'a pour vocation de fournir l'histoire quantitative]. Nous avons commencé à envisager les procédures concrètes quand notre ami Henri Breny, spécialiste du calcul des probabilités et de l'analyse statistique, nous a été enlevé.

- 6 Le calcul à la main du chiffre d'affaires du fabricant de draps hodimontois (faubourg de Verviers) Pierre Henri Dethier (1736-1817) d'août 1775 à juillet 1777 a demandé trois mois de travail, P. LEBRUN, *L'industrie de la laine à Verviers pendant le XVIIIe et le début du XIXe siècle. Contribution à l'étude des origines de la révolution industrielle*, Liège, 1948, p. 380.
- 7 La géniale expression de Marc Bloch « la décimale spécifique » relativise la mesure et la valeur observée de chaque phénomène, de chaque problème, de chaque événement même. Notre concept d'ordre de grandeur s'y rattache expressément. Un moment de réflexion pourrait ne pas être inutile. L'idée de base est que les valeurs ou grandeurs que nous



proximité des comparaisons<sup>8</sup>, le raisonnement a fortiori<sup>9</sup>. Ces trois critères pourraient constituer une base de départ valable pour structurer une réflexion cohérente sur la méthodologie de l'histoire quantitative.

Nous n'avons aucune honte, plutôt un sentiment de tâche accomplie, quand nous constatons que les produits authentiques actuels de l'histoire quantitative – dont les bientôt trente volumes de la présente collection – sont au même niveau de scientificité que les premiers volumes des *Monumenta Germaniae Historica*.

Indiscutablement, nous rêvions de plus au départ, confondant quantification et mathématisation, nous donnant beaucoup de peine pour finalement constater que la première n'entraîne pas la seconde, ou l'entraîne mal, ou l'entraîne sur de fausses pistes, mais que la seconde exige que la première soit de qualité solidement établie et soigneusement vérifiée. C'est afin que

---

observons grâce aux mesures que nous pouvons faire des phénomènes historiques ne sont pas des valeurs exactes. Elles sont simplement dépendantes des instruments disponibles et de la fragilité-labilité des objets sous examen. De ce point de vue, la socio-histoire elle-même présente des secteurs diversement quantifiables, plus exactement de quantification diversement rigoureuse (avec les limites – asymptotiques – de la quantification dépourvue de *tout* sens et de l'exactitude totale). De quoi, il vient qu'il est important que le socio-historien fixe l'endroit du chiffre où celui-ci ne correspond plus à la signification qui lui est attribuée, le moment où l'on cesse de pouvoir dire avec quelque raison qu'il est plus petit ou plus grand que son voisin. Ainsi aucune population d'aucune ville, d'aucun recensement ne peut être mesurée pratiquement à une unité près, fût-ce dans l'instant. En fait c'est souvent bien avant l'unité que les conditions de travail (nature de l'objet et instruments d'observation) force le scientifique à s'arrêter. Tout au moins s'il ne cède pas à l'illusion de l'exactitude. Dans les meilleurs cas, l'ordre de grandeur se situe au milieu d'un intervalle que les outils d'observation utilisés et la pratique comparative des évolutions de l'objet ont permis au praticien de fixer avec vraisemblance. Cet intervalle n'est évidemment pas sans rapport avec l'intervalle de confiance statistique, mais il ne lui est comparable que de manière très approximative. En bref, la somme des carrés des écarts n'y joue aucun rôle bien que l'écart-type ne soit pas sans intérêt à certains moments ultérieurs de la recherche. Dire que l'ordre de grandeur est de 100 signifie que les valeurs présentées aux lecteurs ont été arrondies d'emblée à la centaine et se situent avec vraisemblance – le mot n'est pas sans référence ni promesse – entre 50 et 149. L'unité est un ordre de grandeur, 1 000 un autre (entre 500 et 1 499), mais aussi 500 (entre 250 et 749). Tout dépend de l'objet, des moyens de l'atteindre et ... des désillusions rencontrées.

- 8 Critère que nous pensons respecter par une analyse des taux de croissance selon des périodes d'évolution homogène, emboîtées et de plus en plus courtes. On en voit un exemple dans l'article cité à la note suivante.
- 9 On verra un premier exposé dans notre article *L'évolution du bien-être matériel des Belges depuis la révolution industrielle jusqu'à nos jours*, dans *Bulletin de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique*, Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, 6e série, t. X, 1999, 1-6, p. 125-169.





d'autres atteignent ce qui fut notre objectif premier, devenu ultime, avec des outils davantage solides que nous avons circonscrit autrement le travail d'aujourd'hui, nous fondant simplement sur les résultats d'hier.

Notre conception de l'histoire quantitative n'invalide ni les méthodes éprouvées de la critique historique qu'elle utilise dès ses premières tâches, ni l'histoire traditionnelle jusqu'à son expression la plus prosopographique à laquelle une informatisation récente assure les plus larges bénéfices.

Du moment qu'il est rigoureusement élaboré, un surcroît d'information est disponible. Nous savons que demain on fera plus. Et si c'était en partie parce qu'aujourd'hui nous avons fait moins, mais solide<sup>10</sup> !

\*

Certes, nous avons fait des choses et d'autres sont en train de s'achever – une trentaine de volumes déjà. La tâche cependant est loin d'être finie.

Ainsi, la matière du tome III se travaille depuis longtemps, mais la publication ne commence qu'aujourd'hui par trois ouvrages consacrés à la population, particulièrement à la force de travail : celui de Me Nicole Voss et de M. Pierre Lebrun<sup>11</sup>, celui de M. Eric Geerkens<sup>12</sup> et le présent de M. Thierry Eggerickx.

10 Peut-être devrions-nous nous hasarder à donner l'ordre de grandeur du multiplicateur/diviseur qui « suggérerait » une idée de l'expression approximative des valeurs du début du 19e siècle en unités monétaires de la fin du 20e. Si nous ne le faisons pas, la curiosité éventuelle du lecteur pourrait l'engager à s'y hasarder sans les précautions nécessaires. En ordre de grandeur brutal, on peut estimer qu'au minimum, un multiplicateur de 100 à 200 permettrait de formuler les sommes des années 1800 en sommes des années 2000, d'autant plus proche de 200 (ou beaucoup plus, si la chose a un sens) que l'on désire tenir un compte très imparfait du genre de vie, de la nouveauté, de la diversification des biens et des services, de leur consommation de masse, mais aussi de la hausse de productivité dont ils bénéficient, de la baisse de leur coût de production et de leur prix, de l'accumulation et de la transmission des connaissances et des œuvres. Il faut d'autre part signaler que l'on ne tient pas un compte suffisant des retombées environnementales. Mais le problème est posé.

11 N. VOSS et P. LEBRUN, *Le premier ensemble de maisons ouvrières. Les « Grandes Rames » de Verviers (1792-1853). Projet. Construction. Occupation. Prosopographie, informatique et statistique*, Bruxelles, 2004. Cet ouvrage vient de paraître dans la présente Collection, 1ère série, t. II (Révolution industrielle), 5 (documents verviétois), vol. 5a' et 5a" en pagination continue.

12 E. GEERKENS, *La rationalisation dans l'industrie belge de l'Entre-deux-guerres*, Bruxelles, 2004. Cet ouvrage vient de paraître dans la présente Collection, 2e série, t. III, vol 1a et 1b en pagination continue.



Le tome III est consacré à ce que nous appelons les forces de production, qui sont :

1. la force de travail directement ou indirectement employée, par conséquent une démographie certes, mais qui ne néglige pas les conditions de la vie ouvrière – en général, on connaît beaucoup moins mal celles de la vie bourgeoise,
2. l'imaginaire de ceux – inventeurs, innovateurs et investisseurs – dont la collaboration conduit au progrès technique conçu, concrétisé et appliqué.

Manifestement, notre analyse du développement socio-historique de la Belgique manque d'études préparatoires sur ces deux secteurs : le Travail et la Technique. Certes l'*Essai sur la révolution industrielle en Belgique, 1770-1847*<sup>13</sup> prête une grande attention à ces deux problèmes. Mais cela ne suffit pas, le tome III est resté vide trop longtemps. Le meubler est du reste nécessaire à la reprise, en cours, de l'*Essai sur la révolution industrielle*.

Or, voici que des analyses de haute qualité se présentent à notre attention. D'une part, les démographes se mettent à rencontrer les problèmes de la main d'œuvre qui sont souvent au 19<sup>e</sup> siècle ceux des ouvriers et des Pauvres et appellent à leur tâche les grandes ressources documentaires de la bienfaisance et de la police capitalistes. D'autre part, les problèmes du progrès technique commencent à être posés dans une perspective socio-historique globale qui pose l'accent sur l'intersectorialité des phénomènes et, de ce fait, met en question le caractère jusqu'à présent considéré comme exogène du changement technique.

\*

M. Eggerickx, historien et démographe, formé à la grande école de démographie de l'Université de Louvain-la-Neuve, est un chercheur chevronné. Sa thèse de doctorat est naturellement – c'est le propre de l'historien – limitée dans l'espace et dans le temps, mais elle agrandit la démarche aux dimensions d'une analyse scientifique d'une belle rigueur.

La transition démographique, qu'exprime au plus court la baisse de la fécondité – les femmes en âge d'avoir des enfants en ont moins –, souvent dite baisse de la natalité – une population a moins d'enfants –, ses raisons et

---

13 Dans la présente Collection, t. II, vol 1, Bruxelles, 1979, 2<sup>e</sup> éd. 1981 (réimpression en 2002), 749 pages.



ses facteurs au pays de Charleroi de 1831 à 1910 sont étudiés avec un luxe de détails et un souci de la mise en convergence des éléments qui satisfait pleinement.

La période choisie dépend des sources. Le premier grand recensement belge date de 1846, mais la Belgique dispose très tôt d'une remarquable Commission de statistique. Le dernier recensement d'avant la Première Guerre mondiale date de 1910.

On connaît depuis toujours les façons d'éviter d'avoir des enfants tout en assurant le plaisir sexuel d'au moins un des deux partenaires – ne fût-ce parfois qu'en transformant l'autre en objet, les livres anciens en parlent déjà.

A part certaines situations biologiques relativement rares, une sous-alimentation grave par exemple, la baisse de la fécondité résulte essentiellement d'attitudes mentales humaines. Elle est en première instance, non un « refus de l'enfant », mais une préférence pour un « moins d'enfants » – le premier étant un cas particulier (très particulier, encore aujourd'hui) du second. Elle est en deuxième instance l'adoption de tout ou partie des pratiques connues – souvent en tentatives successives. Elle est en troisième instance l'ensemble des conditions de vie qui amènent une population à préférer l'utilisation de ces pratiques à la charge de longue durée que représenteraient la mise au monde et l'éducation de tous les enfants que les rapports sexuels engendreraient naturellement. Contrôle des naissances, méthodes contraceptives ne sont que des dénominations avec colorations idéologiques.

C'est l'adoption de ces pratiques qui entraînent la baisse de la fécondité et forme l'une des faces de la transition – ou de la révolution – démographique. L'autre face est constituée de toutes les pratiques sanitaires et médicales<sup>14</sup> et de toutes les améliorations des genres et niveaux de vie qui provoquent un report de la mort et une baisse de la mortalité – on sent bien que les deux faces n'ont pas la même structure, l'une est pérenne<sup>15</sup>, l'autre est retard.

Ainsi s'opposeraient les sociétés traditionnelles et les sociétés modernes. Tout passage d'une société traditionnelle à une société moderne aurait un aspect démographique qui serait appelé transition démographique, laquelle se localiserait en toute relativité.

L'utilisation de ces pratiques aux multiples aspects pose problème, un immense problème dont la facette religieuse (pistéologique) n'est pas la

14 Et, de ce fait, relie avec bonheur l'élément « force de travail » à l'autre élément des forces de production qu'est le « progrès technique ».

15 Il en est de même des mouvements migratoires – vases communicants à somme non nulle.



moindre – tout le monde se souvient de la condamnation du *coïtus interruptus*, de la solution de l'abstinence ou de l'obligation des relevailles.

Nous avons toujours tenu que la sexualité, cette question sans cesse occultée, sans cesse défigurée, mais toujours présente dans les comportements humains, était un des segments majeurs de la socio-histoire, particulièrement de son secteur démographique.

Et cela nous semble vrai tout universellement d'abord, liée que la sexualité se trouve être à la reproduction, première activité de toute espèce. Tout génériquement ensuite, puisque les agents humains ont donné à la sexualité une dimension sentimentale – l'amour, qui est devenu par ailleurs un élément central du secteur esthétique. Tout spécifiquement encore, en ceci que les sociétés humaines dépendent d'un environnement qu'elles aménagent – enrichissent ou détruisent –, qu'elles n'ont d'autre prédateur qu'elles-mêmes et que ce fait les confrontent à une obligation d'auto-contrôle – dit la régulation des naissances (à la limite, la suppression des nouveaux-nés ou des vieux) – si elles veulent échapper à la solution de l'auto-destruction dans un monde fini, au moins localement fini. Tout singulièrement enfin, parce que les comportements individuels semblent être l'objet de mille conditionnements circonstanciels d'une part, d'autre part échapper à toute règle.

Nous croyons que, dans ce sens, appliquée ou non, la régulation des naissances est chose très ancienne, que l'homosexualité lui est en partie liée comme lui sont en partie un substitut toutes les formes de prostitution, que le retard de l'âge au mariage risque d'installer la première en prolongation d'habitudes naturelles de première jeunesse et d'augmenter les clients des secondes.

Plus grave, ce retard multiplie les relations sexuelles entre garçons et filles et implique une connaissance transmise de pratiques qui évitent de multiplier les filles mères, les enfants abandonnés, les mariages obligés et avancés, les concubinages, les avortements – et tous les transferts comme toutes les condamnations dont ces conséquences sont grosses.

Faut-il distinguer le contrôle des naissances *par* le mariage et le contrôle des naissances *dans* le mariage ? Sans doute, puisque notre auteur le place au point de départ de son étude : « Le régime de fécondité contrôlé par le mariage est en quelques décennies remplacé par un système de fécondité contrôlée dans le mariage » (p.5), lequel remplacement se produirait au pays de Charleroi (371 communes) en liaison avec les deux crises économiques de 1845-1856 et de 1873-1892 (p. 9).



Un premier pas est fait. Certes. Mais combien en reste-t-il à faire, bravant de la sorte tous les interdits ? Le jour où l'on décidera d'étudier « cela », tout cela, et plus que cela, avec la plus grande rigueur, car « cela » fait intimement partie de la misère humaine, cet immense sujet de l'historien.

Merci à M. Eggerickx d'avoir commencé la tâche pour notre Collection.

Notre reconnaissance va tout naturellement à notre éminent collègue, M. G. Wunsch, d'avoir accepté de situer le thème de la transition dans sa plus grande généralité et d'avoir bien voulu donner à cet ouvrage la préface qu'il méritait.

\*

Il convient que nous disions un mot bref de l'autre force de production, unissant pour un temps gnoséologie et technologie.

Ce mot est nécessaire. Le rapprochement entre l'intuition géniale de la notion d'« entrepreneur » par Joseph Schumpeter<sup>16</sup> et le labeur incessant de Nathan Rosenberg<sup>17</sup> sur la « boîte noire » – qui constituent, à notre estime, la forme de travail la plus proche de celle que nous croyons la meilleure – est éclairant. La plupart des économistes se gardent bien d'aller voir comment les choses se passent au sein de cette « boîte noire » où naissent, *chacune à leur façon (path-dependent)*, les nouveautés techniques.

Nous avons sur le métier, déjà bien avancé, un *Essai sur les progrès techniques, leur découverte, leur innovation, leur perfectionnement, leur transmission, leur propagation. L'exemple de l'épopée de William Cockerill père et de ses enfants*<sup>18</sup>.

16 *Théorie de l'évolution économique*, Paris, 1935 (1ère éd. all. 1912 ; 2e éd. all. 1926), qui inspire, encore aujourd'hui, le principal de la problématique des économistes.

17 *Inside the black box : technology and economics*, Cambridge (USA), 1982 ; *Exploring the black box. Technology, economics and history*, Cambridge (USA), 1994. Le terme *black box* est utilisé pour suggérer que les économistes ont trop longtemps négligé l'extrême diversité des multiples éléments, anciens et nouveaux, dont sont formés les changements technologiques. La chose est vraie ici. Elle l'est aussi de toute histoire. Et elle est connue de tout historien – comme « intrigue », dirait peut-être Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire suivi de Foucault révolutionne l'histoire*, 2e éd. Paris, 1979 (1ère éd. 1971), p.36 et suiv. Les économistes ont eu tort, c'est tout.

18 Cette étude est née de deux constatations. *Premièrement*, les tentatives actuelles de résoudre le problème de la croissance économique endogène, posé il y a plus de trente ans par Robert Solow – qui n'en donnait qu'une solution provisoire, laissant le ressort majeur que constitue le progrès technique à l'état de variable exogène (tout comme l'avait fait J. Schumpeter au début du siècle) –, ne sont pas satisfaisantes dans la mesure où leur objectif est d'endogénéiser le progrès technique en en faisant une variable économique



L'étude du progrès technique n'est pas une mince affaire. Au regard du savoir-faire, pris comme conservation et transmission traditionnelles des tours de main efficaces déjà mis en place, le progrès technique n'est qu'une forme possible de l'apparition de la nouveauté, éventuellement une partie de sa compréhension et de sa généralisation

L'étude des progrès techniques est difficile. Elle requiert au moins la mise en connexion de quatre secteurs : le démographique, le gnoséologique (probablement lié au pistéologique), le politique et l'économique. Elle retrouve la problématique de la croissance endogène intersectorielle à laquelle son apport est indispensable, lui permettant de dépasser les limites de l'« exogénéité du progrès gnoseologique » qu'impose aux économistes de stricte observance l'objectif limité d'une simple endogénéité économique, laquelle ne peut les conduire que vers des simplismes de nature « backerienne »<sup>19</sup>.

Ainsi, notre façon de procéder déplace l'objet et le localise dans une intersectorialité élargie qui refuse la « technologification » comme l'« économification » du problème. Certes le progrès technique est d'abord partie des variables techniques et est l'objet d'une analyse intrasectorielle. Mais le technique ne peut être exclusivement expliqué par le technique. L'analyse du

---

endogène, partant en en détruisant la nature authentique. Deuxièmement, tous les essais des économistes, même quand ils signent un retour à la microéconomie, ne sont pas des authentiques microanalyses dans la mesure où ils construisent des comportements-types d'agents [sorte de moyenne que l'on peut multiplier par le nombre d'agents] et ne retournent pas aux études concrètes dont se dégagent les ressemblances et les différences entre les acteurs d'abord, les relations socio-historiques qui unissent les acteurs et font de leurs actes des phénomènes collectifs ensuite. Dans les deux cas, la solution n'est pas trouvée parce que le problème est mal posé ou indûment simplifié.

Il est possible que ce travail exigera une mise en commun de multiples démarches, chacune spécifique, et la construction d'un modèle intersectoriel. Nous croyons que le point de départ le plus approprié pour construire ce modèle se trouve dans le Livre I du *Capital* de Marx. Voir P. LEBRUN, *Essai sur le « Modèle » proposé par le Livre I du Capital : de la valeur de la force de travail à une dynamique intersectorielle. Une manière de voir*, dans *Bulletin de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique*, Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, 6e série, t. IX, 1998, 1-6, p. 211-280 ; *La croissance endogène, Le Capital et l'historien*, dans *Cahiers marxistes*, n° 210, août-septembre 1998, p. 75-130.

- 19 Il y aurait des choix qui conduiraient à la préférence pour la préparation à l'étude et à la recherche du progrès technique parce que le temps, l'énergie, la concentration, les renoncements et l'argent qui lui sont consacrés et qui en forment le coût sont estimés inférieurs aux retours que l'on s'attend à retirer de la réussite, celle-ci fût-elle probabilisée et énoncée en termes d'espérance mathématique individuelle conditionnelle (au risque).



technique doit prendre en compte d'autres variables d'autres secteurs – dont le secteur économique tout naturellement.

Il ne nous semble pas, et ceci est essentiel, que l'on puisse réussir l'endogénéisation des variables qu'exige l'intersectorialité sans un retour minutieux et patient, tout prosopographique, aux individus qui, seuls ou en participation avec d'autres, sont le siège de l'union des « activités et phénomènes » sectoriels à combiner.

\*

Nous pensons avec émotion à ceux qui nous ont quitté trop tôt, Jan Dhondt, Anne Van Neck, Georges Hansotte, et nous rêvons à ce que, tous, ils nous auraient apporté de sympathie et de richesses dans notre orientation rectifiée de l'histoire quantitative.

Nous remercions le Fonds National de la Recherche Scientifique, le Fonds de la Recherche Fondamentale Collective, la Fondation Francqui, le Département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour les aides qu'ils accordent ou ont accordées à la Collection « Histoire quantitative et développement de la Belgique aux XIXe et XXe siècles ».

Enfin, l'Académie Royale de Belgique a accepté d'apporter à notre entreprise sa caution morale – laissant naturellement aux auteurs la responsabilité de leurs idées et ... de leurs erreurs. Nous lui devons beaucoup et le lui redisons avec une joie reconnaissante.

*Pierre Lebrun*





A Isabelle, Manon et Marie  
A mes parents, ma sœur et mes frères



## *Plan*

Avant propos  
Introduction générale

PREMIÈRE PARTIE. LA DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE DES DIFFÉRENTS MILIEUX D'HABITAT DU CENTRE DE LA WALLONIE, DE 1830 À 1910. LE BASSIN INDUSTRIEL CAROLORÉGIEN : UN MODÈLE DÉMOGRAPHIQUE PARTICULIER ?

Chapitre 1. Repères méthodologiques : définition des milieux d'habitat, présentation des données et des hypothèses de travail

Chapitre 2. L'évolution de la population et de la dynamique démographique des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1830 à 1910

Chapitre 3. Un aperçu des comportements démographiques selon les milieux d'habitat. La natalité, la fécondité et la nuptialité

Chapitre 4. La mortalité : l'inégalité devant la mort selon le milieu d'habitat

Chapitre 5. De l'intensité croissante de la mobilité à son rôle autorégulateur

Conclusion de la première partie. Les crises socio-économiques comme agents détonateurs de la modification des comportements démographiques

DEUXIÈME PARTIE. LE DÉCLIN DE LA FÉCONDITÉ DANS LES MILIEUX INDUSTRIELS DE LA RÉGION DE CHARLEROI ET LE RÔLE JOUÉ PAR LA « GRANDE DÉPRESSION » ÉCONOMIQUE DES ANNÉES 1873-1892

Chapitre 1. Repères méthodologiques : objectifs, hypothèse et sources de données

Chapitre 2. Les mécanismes de la baisse de la fécondité dans les milieux industriels de la région de Charleroi. Approche longitudinale

Chapitre 3. Innovateurs ou imitateurs ? Les sédentaires et les migrants : des comportements reproducteurs différents ?

Chapitre 4. Des comportements différents selon le statut socioprofessionnel ?

Chapitre 5. Le déclin de la fécondité dans le bassin industriel de Charleroi et la dépression économique des années 1873-1892

Conclusion de la seconde partie. La grande dépression économique des années 1873-1892 et la baisse de la fécondité dans le bassin industriel de Charleroi

Pour un bilan... provisoire !  
Bibliographie

## Préface

Le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui est notamment le résultat de la *transition démographique*, ou *révolution démographique* selon les termes d'Adolphe Landry, qui a débuté à la fin du 18<sup>e</sup> siècle en France et qui s'est peu à peu propagée aux autres pays européens, au continent nord-américain, puis aux autres régions du monde, pour atteindre actuellement l'Afrique, le dernier continent à ne pas encore avoir achevé dans sa totalité sa transition. Si l'on parle de transition ou même de révolution, c'est qu'au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles la plupart des pays du globe ont connu une chute sans précédent dans l'histoire de l'humanité de leur mortalité et de leur fécondité, passant ainsi d'un état de faible croissance démographique en moyenne à la suite d'une forte mortalité et d'une forte natalité, à un état de faible croissance ou même de décroissance due cette fois à une faible mortalité et une très faible fécondité.

Sur le plan purement démographique, cette (r)évolution s'est accompagnée d'un vieillissement marqué de la structure par âge de la population et d'une répartition nouvelle des effectifs de la population sur la surface de la terre. Elle a également affecté la répartition interne de la population au sein des pays, par exemple la Belgique, dans la mesure où certaines régions comme la Wallonie ont connu une transition démographique plus précoce que d'autres, telle que la Flandre. A ces modifications profondes du mouvement naturel et de la structure par âge des populations, il faut aussi ajouter les transformations au niveau des migrations internationales et des migrations internes, tel l'exode rural, qui varient toutefois au cours du temps, en quantité et en direction, de pays à pays et de région à région.

Si les causes de la chute de la mortalité sont assez faciles à repérer, puisque la transition épidémiologique et sanitaire a entraîné la forte régres



sion des maladies infectieuses puis beaucoup plus récemment des maladies chroniques, les déterminants de la baisse de la fécondité sont plus difficiles à cerner. Les nombreuses recherches effectuées dans ce domaine ont mis en exergue des facteurs tels que l'industrialisation et les changements des modes de production, la vie urbaine, l'instruction croissante notamment féminine, la modification des relations entre sexes, l'évolution du mariage et de la famille, la présence accrue des femmes sur le marché du travail, l'accès à une contraception efficace, l'autonomie grandissante par rapport aux valeurs religieuses, la montée de l'individualisme et du désir de réalisation de soi, etc. C'est donc la transformation de la société tout entière qui a accompagné la transition démographique.

La pondération entre les différentes causes du déclin de la fécondité est toutefois dépendante du lieu et de l'époque. Si l'on souhaite comprendre en profondeur la transition démographique et sa relation avec la transformation de la société, il faut dès lors descendre à une échelle assez basse permettant de déceler notamment les particularités locales telles que les types d'agriculture pratiqués, les différences religieuses, les modes d'industrialisation, les contrastes rural-urbain.

C'est tout l'intérêt du présent livre de Thierry Eggerickx, couronné par l'Académie royale de Belgique. Concentrant son analyse sur le bassin industriel de la région de Charleroi de 1831 à 1910, l'auteur éclaire la dynamique démographique par une analyse fine du milieu d'habitat et du milieu industriel, de la relation entre évolution démographique et crises économiques. Sans se limiter à la seule fécondité, comme c'est trop souvent le cas dans les études sur la transition démographique, l'auteur aborde également l'inégalité devant la mort et le rôle important de la mobilité spatiale. Combinant donc démographie et histoire, Thierry Eggerickx nous livre ainsi un panorama dynamique des liens entre la démographie et la vie d'une région. Son ouvrage retiendra l'attention non seulement des démographes et des historiens, mais aussi de toute personne s'intéressant aux mutations globales des sociétés occidentales au cours des siècles derniers.

Guillaume Wunsch  
Président de l'Académie  
Décembre 2003



## *Introduction générale*

Le thème des transitions démographiques – de la fécondité, de la mortalité, de la nuptialité et de la mobilité – a déjà fait couler beaucoup d'encre et suscité, entre chercheurs ou « écoles de pensées », de vives controverses. Les débats ne sont pas clos et le sujet reste d'une actualité brûlante, tant au Sud qu'au Nord de la planète. La démographie actuelle des pays occidentaux, par exemple, porte les traces indélébiles des bouleversements qui ont affecté, il y a un peu plus d'un siècle, les comportements de fécondité, de mortalité et de mobilité. La crainte d'une dépopulation (justifiée ou non) et surtout le vieillissement de la population, qu'ils ont enfanté, sont plus que jamais au cœur des débats. Le vieillissement de la population semble inexorable et dépasse largement le cadre restreint de la démographie. C'est un problème de société qui pose des enjeux nouveaux et considérables et qui requiert une adaptation rapide des mentalités, des comportements, des modes de vie, des institutions et de l'organisation des systèmes de protection sociale. En bref, l'actualité et l'avenir démographiques de nos sociétés ne peuvent que très difficilement se défaire de leur passé.



### **1. La transition démographique : apports et limites de l'étude de Princeton**

En dépit de chronologies variables, et de contextes socio-économiques, politiques et culturels radicalement différents, ces changements démographiques sont universels. Pourtant, malgré les efforts des chercheurs depuis des dizaines d'années, l'explication unilatérale des transitions démographiques semble bel et bien être un leurre. La cause unique et généralisée de la baisse

de la fécondité dans le mariage – pour ne s'en tenir qu'à la transition la plus prisée et la plus « mystérieuse » – existe-t-elle ? Le *Projet Européen de Fécondité de Princeton*, entamé en 1963 sous la direction de A. Coale, en descendant à l'échelle des régions, a favorisé d'indiscutables progrès dans la description des transitions démographiques<sup>1</sup> en Europe. Les faits sont désormais mieux connus, tant dans leurs déroulements chronologiques que dans leurs clivages spatiaux. Mais, de larges zones d'ombre subsistent, notamment dans le cadre des explications, où, il faut bien l'admettre, nous demeurons toujours aussi démunis. Pourquoi, avec un relatif synchronisme, mais dans des contextes socio-économiques et culturels très différents, les populations d'une multitude de régions d'Europe ont-elles jeté aux oubliettes un régime démographique vieux de plusieurs siècles ? Le régime de fécondité contrôlée par le mariage est remplacé en quelques décennies par un système de fécondité contrôlée dans le mariage.

La recherche des causalités se heurte à la complexité et à l'hétérogénéité des sociétés, mais aussi à l'indigence des données et à l'imperfection des instruments de mesure. L'étude de Princeton a permis d'établir la chronologie et les séquences de la transition démographique sous un éclairage spatial qui se calque sur les découpages administratifs en vigueur en Europe. Le découpage proposé comporte quelque 700 divisions et toutes les analyses ont utilisé les mêmes instruments de mesure, les célèbres indices de Coale concernant la fécondité totale (If), la fécondité légitime (Ig), la fécondité illégitime (Ih) et la nuptialité (Im). L'entreprise fut d'envergure et son apport scientifique considérable, mais elle présente quelques limites. Le calcul des indices de Coale nécessite de disposer au numérateur du nombre de naissances légitimes et illégitimes et au dénominateur de la structure de la population féminine par groupe quinquennal d'âges et selon l'état matrimonial. C'est ici que le bât blesse ! Ces structures par âge et par état matrimonial ne sont pas disponibles à chaque recensement pour tous les découpages administratifs. Prenons le cas de la Belgique. Si les indices de Coale peuvent être calculés à partir de 1846 à l'échelle des provinces, ce n'est qu'à partir de 1880 que les recensements de la population fournissent les données requises au niveau plus fin des arrondissements. En d'autres termes, comme le constate M. Poulain (1996, p. 295),

1 Même si elles font partie intégrante des systèmes démographiques du passé, les migrations sont les grandes absentes du projet de Princeton. Mais il est vrai que les sources de données utilisées (recensement et état civil) comme les découpages régionaux choisis (provinces et arrondissements) ne se prêtent guère à une étude détaillée de la migration au siècle dernier.



« [...] il convient de constater que les sources chiffrées utilisées par Lesthaeghe<sup>2</sup>, pour caractériser le déclin de la fécondité, sont malheureusement assez tardives. [...] ces données ne peuvent rendre compte de la précocité du déclin de la fécondité wallonne qui s'amorce dès la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Elles sont plus appropriées pour décrire le déclin de la fécondité flamande qui, quant à elle, se développe vers 1900 ».

Ensuite, les indices de Coale sont des mesures transversales de la fécondité qui n'expriment que l'intensité du phénomène. Nous ne savons rien de son calendrier et des stratégies mises en œuvre – augmentation de l'âge au mariage, étalement des naissances, contrôle volontaire des naissances par arrêt – lors du recul de la fécondité. Enfin, les structures par âge et par état matrimonial ne sont fournies qu'au moment des recensements, soit avec une périodicité le plus souvent décennale. Or, comme l'observe E. Van de Walle (1998, p. 144),

« Ce qui frappe, c'est le caractère tout à fait brutal de la transition. [...] le point d'inflexion de la courbe est net, sans hésitation [...] ».

Cette précision chronologique ne peut être assurée par les recensements de la population, même si certaines méthodes indirectes permettent d'estimer ce point de rupture dans les courbes d'évolution de la fécondité<sup>3</sup>.

Ces limites étant rappelées, personne n'est réellement en droit de contester les apports de l'étude de Princeton dans la description et la compréhension de la transition de la fécondité en Europe. Le terrain a été sérieusement défriché, des balises ont été jetées, des ponts ont été érigés, mais la route est encore longue, notamment dans le cadre de l'explication des changements démographiques dont l'Europe fut le théâtre au siècle dernier.

## 2. La micro-analyse comme complément indispensable à la macro-analyse

La modification des comportements démographiques au siècle dernier s'est produite dans le même espace-temps que d'autres changements ou évolutions radicales de la société qui ont pour nom « industrialisation »,

2 Dans le cadre du projet de Princeton, R. Lesthaeghe a réalisé l'étude consacrée au déclin de la fécondité en Belgique (1977).

3 Il sera généralement défini comme le moment à partir duquel une baisse d'au moins 10 % de la fécondité n'est plus rattrapée.



« urbanisation », « déchristianisation », « individualisation », « démocratisation » ou encore « généralisation de l'instruction ». C'est tout un monde qui bascule, qui se modifie et qui évolue. L'explication de la transformation des comportements démographiques au siècle dernier s'inscrit dans un cadre pluridimensionnel où les faits et facteurs décisifs s'entremêlent, s'enchaînent, agissent et interagissent avec des intensités variables selon les classes sociales, les milieux d'habitat, les contextes locaux, régionaux et nationaux. Si au siècle dernier, la plupart des sociétés européennes ont été confrontées au même défi d'une croissance démographique sans précédent, les solutions adoptées pour le résoudre furent très diverses – recul de l'âge au mariage, baisse de la fécondité légitime, émigration vers les métropoles, les cités industrielles et le Nouveau Monde – même si au bout du compte il y eut convergence vers une solution commune – le contrôle volontaire des naissances – mais pas exclusive.

En Belgique, la distinction entre une Wallonie progressiste et déchristianisée et une Flandre conservatrice et imprégnée d'un catholicisme tenace suffit-elle à justifier le déphasage important entre le déclin de leur fécondité. Rappelons, qu'en Wallonie celui-ci se généralise vers 1880, soit un quart de siècle avant que les prémices du mouvement n'apparaissent de l'autre côté de la frontière linguistique. Mais, dans « l'espace culturel » wallon, la baisse de la fécondité légitime ne s'est pas produite partout au même moment ni avec la même intensité. Ainsi, dans les régions rurales de l'Entre-Sambre-et-Meuse, ce processus semble s'être enclenché dès le second quart du 19<sup>e</sup> siècle (Damas, 1964 ; Poulain, 1996). En 1880, par exemple, l'indice de fécondité légitime (Ig) dans l'arrondissement de Philippeville est plus de 40 % inférieur à celui de l'arrondissement de Bastogne, soit une différence sensiblement plus grande que celle qui distingue la Flandre de la Wallonie, à la même date<sup>4</sup>. Comment expliquer cet écart et la précocité de la transition de la fécondité dans l'Entre-Sambre-et-Meuse ? De même, de réelles différences existent entre les localités industrielles, les grandes agglomérations ou les petites villes de province (Eggerickx, 1995a ; Oris, 1995a)<sup>5</sup>. Une région, une province ou un arrondissement ne constitue pas un milieu homogène,

4 En 1880, l'indice de fécondité légitime est de 0,489 pour l'arrondissement de Philippeville, de 0,854 pour celui de Bastogne et de 0,663 et 0,646 pour les arrondissements voisins de Dinant et de Namur (Lesthaeghe, 1977). A la même date, l'indice Ig pour la Flandre et la Wallonie, définies selon leurs frontières actuelles, est respectivement de 0,801 et de 0,622.

5 En 1866, Ig est de 0,541 à Mons, 0,672 à Bruxelles, 0,686 à Namur, atteint 0,764 à Jumet, 0,780 à Gilly, 0,921 à Dison et 0,985 à Grivegnée.



quel que soit l'angle sous lequel on l'aborde. L'histoire démographique d'un pays ne se résume à sa « ligne droite » nationale, voire à ses quelques détours régionaux. La Wallonie d'hier est disparate, elle présente de multiples personnalités que la modernisation de la société n'a pas réussi à anéantir totalement, comme le démontre aisément l'atlas du dernier recensement de la population<sup>6</sup>. Il importe donc de définir des espaces de vie plus fins et plus homogènes que ceux proposés par les traditionnelles délimitations administratives en provinces et/ou arrondissements.

Cette micro-analyse doit compléter, enrichir, voire tempérer la macro-analyse et le pluriel doit se substituer au singulier. Comme le souligne R. Leboutte (1988, p. 15),

« [...] la microdémographie, appliquée avec une volonté de comparaisons systématiques, constitue la voie royale vers une meilleure compréhension des transitions, car elle traduit la pluralité des attitudes et la diversité des sociétés anciennes ».

C'est au contact des hommes et de leur cadre de vie quotidien et immédiat que l'on comprendra mieux pourquoi et comment leurs comportements démographiques se sont radicalement modifiés dans le courant du siècle dernier.

### 3. Objectifs et hypothèses de travail

Pour le 19<sup>e</sup> siècle, la micro-démographie des villes et des campagnes n'est guère prise en compte (Van de Walle, 1998). Pourtant, en Belgique, grâce aux recensements de la population, aux données du mouvement de la population et surtout aux registres de population, le potentiel statistique est bien présent et ne demande qu'à être exploité. Mais, la quantité d'informations à récolter, à encoder, à digérer et à analyser ne rebute-t-elle pas les initiatives ? Certains ont néanmoins réussi à surmonter l'obstacle. En Wallonie, la province de Liège a reçu une attention toute particulière grâce aux travaux de M. Oris (1988b, 1993) sur la petite ville de Huy, de C. Desama (1985) et G. Alter (1988) sur Verviers, de S. Pasleau (1993, 1995) sur la cité industrielle de Seraing et de R. Leboutte (1988) sur les bassins industriels en aval de Liège. Curieusement, le bassin industriel de Charleroi n'a fait l'objet, à notre

6 « La Belgique. Diversité territoriale », (1998), sous la direction de B. Mérenne, H. Van Der Haegen et E. Van Hecke, *Bulletin du Crédit Communal*, 4, n°202.



connaissance, d'aucune étude démographique approfondie pour le 19<sup>e</sup> siècle.

Le bassin industriel de Charleroi est au cœur de ce travail. Il fut l'un des principaux théâtres de la révolution industrielle en Belgique et l'un des principaux acteurs des processus d'industrialisation et d'urbanisation de la Wallonie au siècle dernier. De véritables conglomerats d'hommes vont subitement se développer, le plus souvent de manière désordonnée, au gré des besoins de l'industrie, et donner naissance à un modèle urbain d'un nouveau type : la cité industrielle. Une culture ouvrière, structurée par une certaine homogénéité des conditions de travail et de vie quotidienne, va se déployer et progressivement dominer la vie sociale de la Wallonie. Au gré de leur pauvreté, de leurs revendications et de leurs luttes, des milliers d'anonymes vont surgir de l'ombre et créer une véritable conscience de classe qui deviendra un rouage essentiel du processus de démocratisation de la société belge. Mais, hier, symboles de puissance, de richesse et de progrès, ces bassins d'industries lourdes sont aujourd'hui les chancres de plaies béantes qui ont pour nom exclusion, chômage, pauvreté, violence, insécurité, solitude...

L'histoire rapide et souvent désorganisée de ce bassin industriel a généré, dès le départ, les germes de son sous-développement actuel. Après 1880, la Wallonie industrielle se fige dans ses spécificités charbonnières et métallurgiques. D'une part, le grand capital s'intéresse peu aux autres secteurs industriels, notamment celui des industries plus légères ou productrices de biens de consommation,

« [...] dans un pays petit, où les bas salaires limitent encore le marché disponible. Ce grand capital mobilise, en Wallonie, les ressources en travail restreintes d'une classe ouvrière structurée. Le milieu social est donc peu attractif pour des investisseurs nouveaux [...] » (Vandermotten et al., 1990, p.16).

D'autre part, sous l'impulsion de la baisse de la natalité, la croissance démographique ralentit et n'est plus capable de fournir à l'industrie wallonne les indispensables ressources humaines que requièrent son développement et sa diversification. Incapable de s'adapter aux mutations de l'environnement économique et socioculturel, ces bassins d'industries lourdes, tels qu'ils existaient encore il y a quelques décennies, se sont progressivement éteints. Comme le rappelle R. Leboutte (1997, p. 547),

« A l'aube du second millénaire, la boucle est bouclée. Deux siècles ont suffi pour voir naître, prospérer et disparaître les bassins industriels ».



Mais, la population subsiste et cumule aujourd'hui la plupart des handicaps sociaux (La Belgique [...], 1998). La connaissance du passé socio-économique et démographique du bassin industriel de Charleroi doit contribuer à améliorer la compréhension du développement insoutenable qui frappe aujourd'hui de plein fouet cette région. C'est dans ce cadre général que s'inscrit cette thèse de doctorat.

Cette étude est centrée autour de trois objectifs majeurs :

1. *Mettre en évidence l'évolution des caractéristiques et des comportements démographiques de la population du bassin industriel au cours du 19<sup>e</sup> siècle.* Ceux-ci se démarquent-ils résolument des voies démographiques empruntées par la population d'autres milieux d'habitat du centre de la Wallonie ? Pour répondre à cette question, nous avons reconstitué, de 1831 à 1910, le mouvement annuel de la population de 371 communes. Celles-ci ont ensuite été regroupées en six milieux d'habitat constitués grâce à un procédé de classification introduisant une contrainte de contiguïté spatiale (AGRECC). Ces données annuelles seront complétées et enrichies d'autres informations issues des recensements de la population. Cette approche comparative ne se limitera pas à ces milieux d'habitat. Nous tenterons également, aussi souvent que possible, de vérifier si le modèle démographique développé par la population du bassin industriel carolorégien ressemble ou se démarque de ceux observés dans d'autres bassins industriels wallons et européens.
2. *Juxtaposer les phases de l'évolution démographique de ces différents milieux d'habitat et les principales crises socio-économiques du 19<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement les crises agricoles et alimentaires des années 1845 à 1856 et la crise industrielle des années 1873 à 1892.* Nous supposons que ces deux crises ont joué un rôle majeur dans l'émergence des grandes révolutions démographiques du siècle dernier que furent l'accroissement des mobilités et la limitation volontaire des naissances dans le mariage.
3. *Tenter d'expliquer les raisons qui ont motivé l'apparition et le développement du contrôle volontaire des naissances dans le bassin industriel carolorégien.* Comme nous le verrons en détail, la natalité dans les cités industrielles est en chute libre à partir de 1875. La brutalité et la rapidité du mouvement cadrent mal avec le principe de diffusion d'une innovation qui semble dominer les théories explicatives de la transition de la fécondité, depuis la publication des résultats de l'enquête de Princeton. Selon le modèle diffusionniste, la contraception serait une innovation qui

se serait transmise des élites urbaines vers les autres classes sociales et des villes vers les campagnes. Selon nous, ce changement radical des comportements de fécondité serait plutôt une réponse à des circonstances exceptionnelles. Celles-ci auraient été fournies par la grande dépression économique des années 1873-1892 qui secoua durement les milieux ouvriers de Wallonie. Pour R. Leboutte (1992, p. 271), qui développe la même hypothèse explicative dans le cas des bassins industriels en aval de Liège,

« La transition entre le monde ancien, pré-industriel, où la pauvreté est le lot de tous à l'exception d'une infime minorité et le monde moderne (ouest-européen et américain vers 1900) où l'étreinte de la pauvreté de masse se déserte sans toutefois effacer toute crainte d'une rechute dans la misère, constitue la toile de fond sur laquelle s'est déroulée la transition démographique, partie intégrante d'une stratégie nouvelle en vue de mieux vivre ».

L'industrialisation de la Wallonie aurait donc favorisé le transfert d'une société d'un type ancien, caractérisée par une pauvreté de masse, à la société moderne qui cultive une relative abondance de masse. Le passage se serait opéré entre 1850 et 1873, une période de quasi-plein emploi durant laquelle le niveau de vie des populations ouvrières se serait lentement amélioré. Puis survint, après quelques années d'euphorie, à partir de 1873, une période de dépression économique d'une âpreté et d'une longueur sans précédent. Le choc psychologique de la crise est important. Mais plutôt que de se résigner, de s'accommoder de cette précarité qui menace à nouveau, les populations ouvrières vont tenter de préserver les acquis en déployant une stratégie d'adaptation nouvelle : le contrôle volontaire et direct de la fécondité dans le mariage. La crise industrielle qui s'amorce en 1873 aurait donc agi comme un détonateur sur la baisse irréversible de la fécondité.

Notre analyse de la baisse de la fécondité dans les milieux industriels de la région de Charleroi se base sur l'exploitation des registres de population des communes de Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux. Notre échantillon de familles – plus de 2 000 familles pour lesquelles nous avons reconstitué la vie génésique complète de l'épouse – est spécifiquement adapté à la problématique posée. Nous avons pris en considération des générations dont la vie génésique s'est déroulée avant, totalement ou en partie pendant la période couverte par la crise.



#### 4. L'organisation de l'ouvrage

Cet ouvrage sera divisé en deux parties distinctes mais complémentaires. Chacune d'elles comportera un chapitre introductif, où nous présenterons dans le détail nos objectifs, les hypothèses de travail et les données utilisées, et une conclusion générale résumant les principaux résultats observés. Dans la première partie, nous étudierons la dynamique démographique des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1830 à 1910. Dans ce contexte, le bassin industriel carolorégien présente-t-il un modèle démographique particulier ? Nous aborderons successivement l'analyse de l'évolution de la population et de ses déterminants naturel et migratoire, de la natalité, de la fécondité et de la nuptialité, de la mortalité, et, enfin, de la mobilité.

Cette première partie, réalisée uniquement à partir de données agrégées, servira en quelque sorte de toile de fond et de point d'ancrage aux résultats présentés dans la seconde partie du travail. Cette seconde partie, intitulée « Le déclin de la fécondité dans les cités industrielles de la région de Charleroi et le rôle joué par la grande dépression économique des années 1873-1892 », reposera entièrement sur les données plus individualisées des registres de population et sur la reconstitution de familles. Nous mènerons tout d'abord une analyse longitudinale classique de l'intensité et du calendrier de la fécondité. Il s'agira de démontrer les mécanismes démographiques de la baisse de la fécondité. Ensuite, en distinguant, d'une part, les migrants des sédentaires, et d'autre part, quelques catégories socioprofessionnelles représentatives, nous vérifierons si certains groupes peuvent être identifiés comme des précurseurs de la baisse de la fécondité, ou si celle-ci, une fois enclenchée, a concerné invariablement l'ensemble de la population. Enfin, en combinant à la fois les approches démographiques longitudinales et transversales, nous tenterons de vérifier l'impact de la crise industrielle de 1873-1892 sur l'évolution de la fécondité.

\*

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous tenons à remercier celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de ce livre.

J'exprime toute ma gratitude à Michel Poulain qui, il y a plus de quinze ans déjà, m'a initié à la recherche scientifique et plus particulièrement à la démographie historique. Je le remercie également, au même titre qu'Eric



Vilquin, pour l'encadrement, les précieux conseils et les marques d'encouragement qu'ils m'ont prodigués tout au long de ma recherche doctorale.

Je tiens également à remercier Dominique Tabutin pour son soutien, son implication scientifique et les discussions que nous avons partagées au sujet de ce travail. Que René Leboutte et Jean Pirotte trouvent également ici l'expression de ma profonde gratitude pour leur lecture critique de cet ouvrage.

Mes remerciements vont également à Guillaume Wunsch qui a aimablement accepté de rédiger la préface de ce livre, ainsi qu'à Pierre Lebrun qui a bien voulu l'éditer dans la collection qu'il dirige.

Enfin et surtout, ce livre n'aurait pu voir le jour sans le soutien moral, la compréhension, la patience et l'aide technique, dans la collecte des données et la mise en page, d'Isabelle, mon épouse. Qu'elle en soit au moins mille fois remerciée !



# PREMIÈRE PARTIE

LA DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE  
DES DIFFÉRENTS MILIEUX D'HABITAT  
DU CENTRE DE LA WALLONIE, DE 1831 À 1910

LE BASSIN INDUSTRIEL CAROLORÉGIEN :  
UN MODÈLE DÉMOGRAPHIQUE PARTICULIER ?





## ***Chapitre 1.***

### ***Repères méthodologiques : définition des milieux d'habitat, présentation des données et des hypothèses de travail***

L'objectif général de cette première partie est de mettre en évidence l'évolution démographique spécifique et la diversité des comportements démographiques qui caractérisent les populations de différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1830 à 1910. L'hypothèse centrale est que ces tendances démographiques sont conditionnées par les contraintes et les caractéristiques socio-économiques et environnementales du milieu dans lequel ces populations résident. Le cas du bassin industriel de Charleroi sera au cœur de notre analyse et les autres milieux d'habitat que nous définirons serviront ici essentiellement de points de comparaison. Dans une synthèse récente sur les bassins industriels en Europe, R. Leboutte (1997) identifie un « modèle démographique propre aux bassins industriels ». Jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, celui-ci mêlerait des traits spécifiques à l'ancien régime démographique – surmortalité et fécondité légitime élevée pas ou peu contrôlée – et des aspects résolument nouveaux – nuptialité importante marquée par une diminution de l'âge au premier mariage et du célibat définitif. Ajoutons à ce tableau une croissance démographique très rapide, stimulée par des bilans naturel et migratoire largement positifs, et une structure par sexe marquée par un déséquilibre très nettement en faveur des hommes. Retrouve-t-on ce modèle démographique dans le cas du bassin industriel carolorégien ? L'évolution de la population de ce milieu d'habitat et de ses comportements démographiques se distingue-t-elle résolument des trajectoires démographi





ques empruntées par la population d'autres milieux d'habitat du centre de la Wallonie, au cours du siècle dernier ?

Avant de tenter de répondre à ces questions, il importe de définir ces milieux d'habitat et de présenter les données statistiques utilisées.

## 1. La définition des milieux d'habitat

### 1.1. La diversité des expériences urbaines et rurales

La compréhension des mécanismes démographiques d'hier pourra certainement progresser en recourant à un découpage spatial plus fin et plus homogène que les traditionnelles délimitations administratives en provinces et/ou arrondissements. L'espace joue un rôle déterminant. C'est en resserrant l'environnement quotidien des individus, en ciblant avec précision leur cadre de vie, leur univers professionnel et socioculturel que l'on comprendra mieux comment ils ont vécu et comment leurs comportements se sont adaptés aux grands changements qui ont émaillé le 19<sup>e</sup> siècle.

Depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle, le monde occidental a été le théâtre d'une redistribution radicale de sa population dans l'espace. Ce processus, dont la formidable ampleur contraste avec la relative fixité du monde d'Ancien Régime, est généralement connu sous le nom « d'urbanisation ». Ce processus s'inscrit dans une double dimension : le temps et l'espace. Il ne s'agit pas d'une révolution, d'un passage brutal d'un état à un autre, mais plutôt d'une évolution, tantôt inhibée, tantôt stimulée, qui a déployé ses effets sur la longue durée. Ensuite, l'urbanisation se matérialise dans l'espace, dans un cadre territorial de référence. La plupart des études qui intègrent la problématique de l'urbanisation consacre, par commodité ou par nécessité<sup>1</sup>, les dualités traditionnelles entre le monde urbain et le monde rural, entre la ville et la campagne. A. Sharlin (1986, p. 236), dans la synthèse de l'enquête de Princeton, soutient que

« The march into the quagmire involves an effort to make distinctions between different kinds of rural and urban places – by size and by social and economic characteristics ».

Au 19<sup>e</sup> siècle, la ville n'est plus le théâtre unique de l'urbanisation. L'histoire s'est accélérée et l'identité stricte urbain-ville est rapidement deve

<sup>1</sup> L'indisponibilité des statistiques requises explique bien souvent ce choix.

nue obsolète. De nombreuses localités qui, au début du siècle dernier, n'étaient encore que des villages de quelques centaines d'habitants, ont bénéficié d'une croissance démographique prodigieuse. Plus précisément, la croissance urbaine a consacré au 19<sup>e</sup> siècle au moins deux nouveaux modèles urbains : les cités industrielles et les banlieues. Même si l'industrialisation est souvent présente dans chacune de ces éclosions urbaines, elles n'en constitueront pas moins, à terme, des types d'agglomérations distincts. Dans le cas des banlieues s'agrégeant au pourtour des grandes villes, il s'agira de « l'agglomération par complémentarité » d'une population très dense et diversifiée. Quant aux cités industrielles, elles formeront une « agglomération par identité » d'une population plus dispersée mais relativement homogène (Roncayolo, 1983). « Villes imparfaites » ou « pseudo-villes », elles n'en constituent pas moins des modèles urbains originaux mais déviants, qui côtoient dans l'espace wallon les modèles plus traditionnels que sont Liège, les villes moyennes, chefs-lieux d'arrondissement, telles que Mons, Namur ou Tournai, ou encore de petites villes, traits d'union entre l'univers urbain et le monde rural, comme Gembloux, Jodoigne, Wavre, Andenne, Walcourt...

En d'autres termes, l'amalgame des modèles urbains dans un cadre unique de référence – l'urbain – est nécessaire pour tracer les tendances lourdes, les lignes de façade d'un processus qui marquera de plus en plus de son poids statistique les tendances régionales et nationales, mais il se révèle largement insuffisant en regard de la diversité des rythmes de croissance de la population et des régimes démographiques de ces différents modèles urbains (Lawton, 1991 ; Eggerickx, 1995a).

Qu'en est-il du monde rural ? Les processus d'urbanisation et d'industrialisation ne peuvent se concevoir sans y intégrer les campagnes. Dans les domaines économique et démographique, le monde urbain et le monde rural interagissent comme des partenaires associés. Rappelons qu'en Wallonie, vers 1830, les localités industrielles n'étaient encore, pour la plupart, que de petites communes rurales. De plus, par le jeu des migrations, le peuplement urbain et industriel s'est nourri d'une bonne dose de rural. Enfin, l'urbanisation, associée à l'industrialisation et au développement des moyens de communication, a progressivement raccourci les distances, décloisonné les villes des campagnes, affirmé l'emprise des premières sur les secondes et, en fin de compte, accéléré la diffusion des innovations et des comportements. Car après tout, l'urbanisation ne se résume pas à une simple poussée démographique, c'est aussi l'accroissement de la mobilité géographique des personnes



et des biens, des messages et des idées (Rémy et Voyé, 1974). En résumé, comme le rappelle A. Fauve-Chamoux (1985, p. 1 023),

« Quelle que soit sa taille, la ville vit avec et par la campagne, économiquement et démographiquement. Étudier la famille urbaine c'est assister au va-et-vient des individus, hommes, femmes, enfants, et des familles. L'ample brassage géographique ne peut que faciliter la mobilité sociale et les changements culturels ».

Nous ne pouvons donc pas ignorer le monde rural. Mais doit-on l'accorder au singulier ou au pluriel ? Plus encore que dans le cas de l'urbain, le monde rural est généralement considéré comme un tout, implicitement homogène. Ainsi, dans le *Précis d'histoire rurale de la Belgique*, d'A. Verhulst (1990), dans l'*Histoire de la France rurale*, publiée sous la direction de G. Duby et de A. Wallon (1976), ou encore dans l'*Histoire de la population française*, dirigée par J. Dupâquier (1988), on ne trouve aucune trace d'une éventuelle typologie des campagnes. Or, peut-on affirmer à priori que le régime démographique d'une commune de 500 habitants est identiques à celui d'un gros bourg rural de 2 000 habitants ? Les communes rurales où se mêlent les travaux des champs et l'industrie familiale à domicile se caractérisent-elles par des comportements démographiques identiques à ceux dont bénéficient les communes plus strictement agricoles ? Un certain nombre d'indices semblent par exemple démontrer que certaines communes rurales des arrondissements de Thuin et de Philippeville, où, depuis le Moyen Âge, s'est développée une industrie du fer, ont emboîté très précocement (1840-1860) le pas de la transition de la fécondité. Enfin, ces communes définies comme rurales ont-elles toutes et équitablement participé à la croissance urbaine et industrielle ? En d'autres termes, il nous faudra également, sur base d'un certain nombre de critères distinctifs, considérer plusieurs milieux d'habitat ruraux et vérifier les convergences et les divergences de leurs trajectoires et comportements démographiques.

En résumé, l'utilisation exclusive de la dualité urbain-rural, fondée le plus souvent sur le critère de taille de la population, est insuffisante en regard de la complexité et de la variété des expériences urbaines et rurales. Il nous reste à distinguer ces différents milieux d'habitat urbains et ruraux.

## 1.2. La distinction des milieux d'habitat du centre de la Wallonie

La plupart des données statistiques, qu'elles soient de nature démographique, socio-économique ou autres, sont collectées et publiées dans le cadre



d'une hiérarchie administrative. Dans le cas de la Belgique, les « anciennes » communes constituent les unités spatiales les plus petites pour lesquelles on dispose de séries annuelles, exhaustives et fiables de données démographiques de base depuis 1831 (Eggerickx, 1994). Les études spatio-temporelles qui se fondent sur l'ancien découpage communal se heurtent inévitablement au problème de la modification des territoires communaux, par création, suppression et rectification de limites. Entre 1830 et 1900, le nombre de communes est passé de 2 498 à 2 617 ; 119 communes ont été créées et 4 furent supprimées (Malvost et Verbist, 1976). Il importe avant tout de travailler à territoire constant, et donc avec un nombre invariable de communes, tout au long de la période d'observation. La méthode la plus simple et la plus fiable consiste à refusionner les communes qui furent scindées ou amputées d'une partie importante de leur territoire.

### 1.2.1. La couverture spatiale de l'étude : le centre de la Wallonie

La constitution de ces milieux d'habitat s'opère sur base du découpage communal antérieur à la fusion des communes de 1977. Nous travaillons sur un ensemble de 371 entités communales du centre de la Wallonie, couvrant une partie des arrondissements de Thuin, de Charleroi, de Nivelles et de Dinant et la totalité des arrondissements de Namur et de Philippeville (figure 1). Ce territoire regroupe 338 000 habitants en 1831 et près de 740 000 habitants en 1910, soit respectivement 22,5 et 25,1 % de la population wallonne. La frontière ouest de cette zone correspond plus ou moins à la ligne de partage des dialectes picard et wallon<sup>2</sup>, alors que sa limite orientale se calque, au nord de la Meuse, sur la frontière entre les sous-dialectes centre-wallon (namurois) et est-wallon (liégeois) (figure 2). Nous disposons donc d'un territoire culturellement homogène, où dominent les sous-dialectes wallo-picard, parlé dans les régions de Charleroi, de Chimay et de Philippeville, et centre-wallon, parlé aux environs de Jodoigne, de Namur et de Dinant.

2 Les dialectes régionaux de Wallonie se répartissent en 3 groupes différents : le picard dans l'ouest, centré sur Mons et Tournai, le gaumais dans le sud et le wallon. Ce dernier se subdivise en 4 sous-dialectes : l'est-wallon parlé dans une zone comprise entre Huy, Liège et Malmédy, le centre-wallon, pratiqué dans les régions de Jodoigne, de Namur et de Dinant, le wallo-picard, parlé dans les régions de Nivelles, de Charleroi et de Philippeville et le wallo-lorrain, centré dans la région de Neufchâteau, Marche, Bastogne (Architecture rurale de Wallonie, 1989 ; Maquet, 1995).

Hormis cette caractéristique linguistique, cette zone fut l'un des théâtres privilégiés de la révolution industrielle et de l'urbanisation en Wallonie. Outre les cités industrielles, telles que Charleroi, Châtelet, Gilly, Jumet..., nous trouvons dans cet ensemble de communes une ville traditionnelle importante, Namur, ainsi que quelques petites villes comme Dinant, Gembloux, Jodoigne, Chimay, Philippeville... Cette zone comprend aussi les arrondissements précurseurs de la transition de la fécondité en Belgique (Thuin et Philippeville) ainsi que les communes hesbignonnes qui ont fourni le gros des contingents d'émigrants vers les Etats-Unis et vers les cités industrielles de la région de Charleroi. Bref, nous nous trouvons sur la scène d'une série de bouleversements socio-économiques et démographiques majeurs qui ont caractérisé le 19<sup>e</sup> siècle en Wallonie. Enfin, contrairement à la région de Liège et au Borinage, les recherches démographiques consacrées au 19<sup>e</sup> siècle se sont rarement penchées sur la partie centrale de la Wallonie (Oris, 1994a).

Figure 1. La couverture spatiale de l'étude

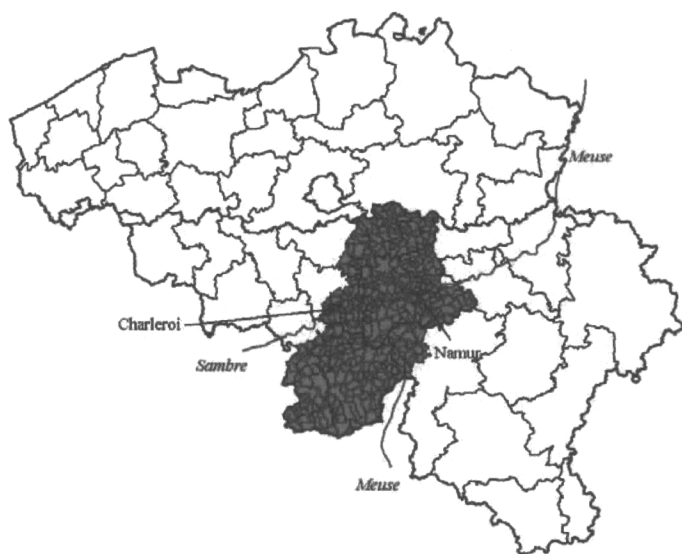
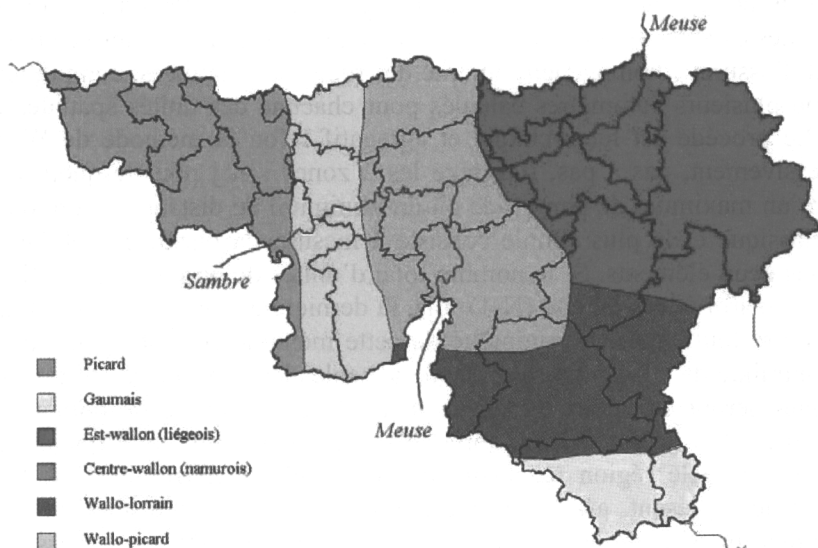


Figure 2. Les dialectes en Wallonie



### 1.2.2. *Le centre de la Wallonie partagé en six milieux d'habitat différents*

Chaque milieu d'habitat se composera de communes qui seront aussi semblables que possible selon un certain nombre de critères. En d'autres termes, chaque milieu d'habitat se distinguera par une forte homogénéité interne et une hétérogénéité importante par rapport aux autres milieux d'habitat. Pour construire cette typologie, nous n'aurons pas recours à l'analyse de classification traditionnelle qui propose un regroupement optimum des communes en classes, sans tenir compte de leur localisation spatiale<sup>3</sup>. En effet, au-delà des aventures démographiques individuelles, on pose l'hypothèse d'une cohérence géographique des évolutions, liée par exemple aux ressources naturelles du sol, au relief, à la culture au sens large du terme (langue, religion, éducation...). Dans un premier temps, nous utiliserons la méthode

<sup>3</sup> L'analyse de classification peut regrouper dans une même classe des zones non contiguës présentant des similitudes.

AGRECC qui peut se définir brièvement comme un procédé de classification introduisant une contrainte de contiguïté spatiale (Poulain, 1981).

Sans entrer dans le détail mathématique de cette méthode, voici ses principales caractéristiques. Il s'agit d'une régionalisation descriptive dont le but est d'assurer l'homogénéité interne des régions constituées, compte tenu d'un ou plusieurs paramètres calculés pour chacune des unités spatiales de base. Le procédé est hiérarchique et agrégatif selon la méthode de Ward. Progressivement, pas à pas, il agrège les 2 zones *i* et *j* pour lesquelles on mesure un maximum de similitude ou un minimum de distance. L'option la plus classique et la plus simple consiste à mesurer la distance euclidienne entre les deux éléments. Si le nombre total d'unités de base est égal à *N*, ce procédé pourra être appliqué (*N*-1) fois, la dernière agrégation reconstituant le territoire tout entier. L'originalité de cette méthode consiste à introduire une contrainte de contiguïté selon laquelle seules les similitudes entre zones contiguës seront calculées. Enfin, la méthode doit prendre en compte un critère d'arrêt, à défaut duquel, après (*N*-1) regroupements on n'obtiendrait plus qu'une seule région reconstituant l'ensemble du territoire considéré. Mais jusqu'à présent, aucune forme analytique satisfaisante n'existe pour déterminer un critère d'arrêt de la procédure agrégative. De façon classique, le critère d'arrêt sera dès lors celui de la perte minimale de variance : on stoppera le processus avant que la variance intergroupe des variables étudiées ne diminue fortement, ou que la variance intragroupe n'augmente dans une même proportion (Poulain, 1981).

Ce procédé d'agrégation spatiale doit avant tout être considéré comme un outil qui doit nous guider dans un certain nombre de choix. En d'autres termes, par rapport aux résultats bruts d'AGRECC, nous nous autorisons un certain nombre de rectifications qui répondent soit à une logique historique, soit à une logique géographique. Ainsi, toutes les localités qui portent le titre officiel de villes seront isolées du processus d'agrégation spatiale.

Trois analyses AGRECC ont été menées sur les 371 communes avec des indicateurs différents (Eggerickx, 1998). Le choix des indicateurs doit tenir compte de leur pertinence, de leur fiabilité mais aussi de leur disponibilité pour l'ensemble des communes, quelle que soit la taille de leur population<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> La taille des communes est souvent déterminante au 19<sup>e</sup> siècle pour la production de statistiques spécifiques. Ainsi, par exemple, les résultats des recensements de la population, à partir de 1866, ne concernent par arrondissement que l'ensemble des communes de moins de 5 000 habitants. De même, certaines informations, telles que la structure par âge

La première analyse se base uniquement sur des indicateurs démographiques (le dénominateur commun est le chiffre de population en 1865) :

- Le taux de croissance de la population entre 1865 et 1904.
- Le bilan naturel entre 1865 et 1904.
- Le bilan migratoire entre 1865 et 1904.
- Le taux de natalité entre 1860 et 1869.
- Le taux de mobilité (entrées + sorties) entre 1860 et 1869.

La seconde analyse est réalisée à partir d'indicateurs provenant du recensement de l'agriculture de 1846 (le dénominateur commun est la superficie de la commune) :

- La densité de population en 1846.
- La taille moyenne des exploitations cultivées.
- La superficie occupée par la culture du froment (%).
- La superficie occupée par la culture de l'avoine (%).
- La superficie occupée par les bois (%).

La troisième analyse est réalisée à partir d'indicateurs provenant du recensement de l'agriculture de 1880 (le dénominateur commun est la superficie de la commune) :

- La densité de population en 1880.
- La superficie occupée par les terres exploitées.
- La superficie occupée par la culture du froment (%).
- La superficie occupée par la culture de l'avoine (%).
- La superficie occupée par la culture de l'épeautre (%).

De ces analyses, nous pouvons observer que :

Quelle que soit la série d'indicateurs, et en faisant abstraction des « villes officielles », certaines zones se dégagent systématiquement :

- une zone composée des communes qui furent le théâtre de l'industrialisation du siècle dernier : cette zone est centrée autour de Charleroi ;

---

et par état matrimonial, ne sont fournies individuellement que pour les localités de plus de 10 000 habitants.

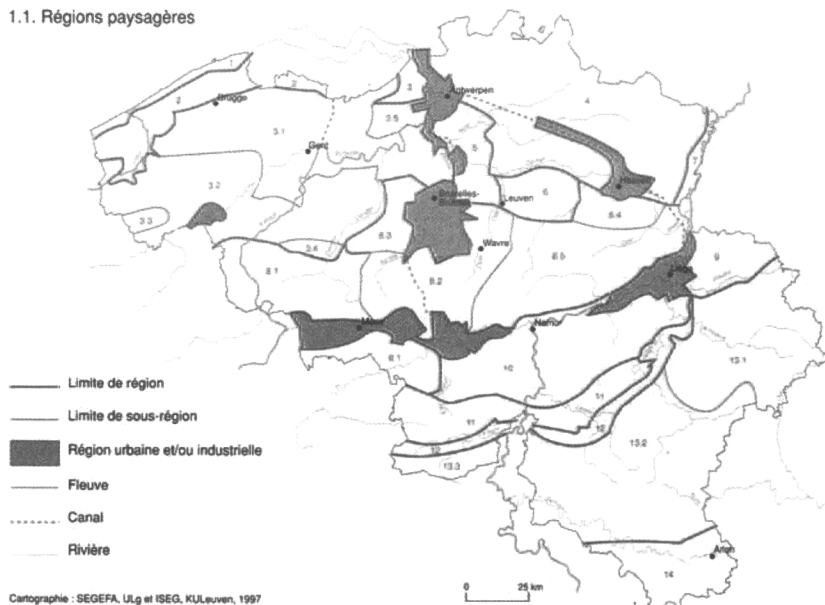


- une zone constituée du Brabant Wallon, du nord de l'arrondissement de Charleroi et de la Hesbaye namuroise grosso-modo située au nord de la Sambre ;
- une zone cernée par la Sambre et la Meuse, composée d'une grande partie des arrondissements de Thuin et de Philippeville.

Au travers de ces partitions, on retrouve approximativement les grandes zones agro-géographiques ou paysagères de la Wallonie, définies sur base des traits morphologiques des paysages ruraux (relief, climat, caractéristiques de la structure agraire) (Christians, 1982 ; Vandermotten et Decroly, 1995) (figure 3).

Figure 3. Les grandes zones agro-géographiques ou paysagères de la Belgique

#### 1.1. Régions paysagères



- |                                      |                         |                        |
|--------------------------------------|-------------------------|------------------------|
| 1. Zone des dunes                    | 6. Hageland             | 10. Condroz            |
| 2. Polders                           | 7. Maastland            | 11. Fagne-Famenne      |
| 3. Flandre                           | 8. Région limoneuse     | 12. Calestienne        |
| 3.1. Flandre sablonneuse             | 8.1. Région hennuyère   | 13. Ardennes           |
| 3.2. Flandre sablo-limoneuse         | 8.2. Région brabançonne | 13.1. Haute Ardenne    |
| 3.3. Collines de Flandre occidentale | 8.3. Pajottenland       | 13.2. Ardenne centrale |
| 3.4. Ardennes flamandes              | 8.4. Hesbaye humide     | 13.3. Thiérache-Rièzes |
| 3.5. Waastland                       | 8.5. Hesbaye sèche      |                        |
| 4. Campine                           | 9. Pays de Herve        | 14. Lorraine           |
| 5. Région maraîchère                 |                         |                        |

Source : La Belgique [...], 1998.

En tenant compte des résultats des analyses d'agrégation spatiale et du découpage régional de la Wallonie en zones agro-géographiques, nous proposons de distinguer les quatre milieux d'habitat suivants (figure 4) :

- La Hesbaye.
- Le Condroz.
- La Fagne-Thiérache.
- Le sillon urbain et industriel carolorégien.

Présentons brièvement les principales caractéristiques physiques et économiques de ces milieux d'habitat, en nous référant notamment au recensement de l'agriculture de 1846.

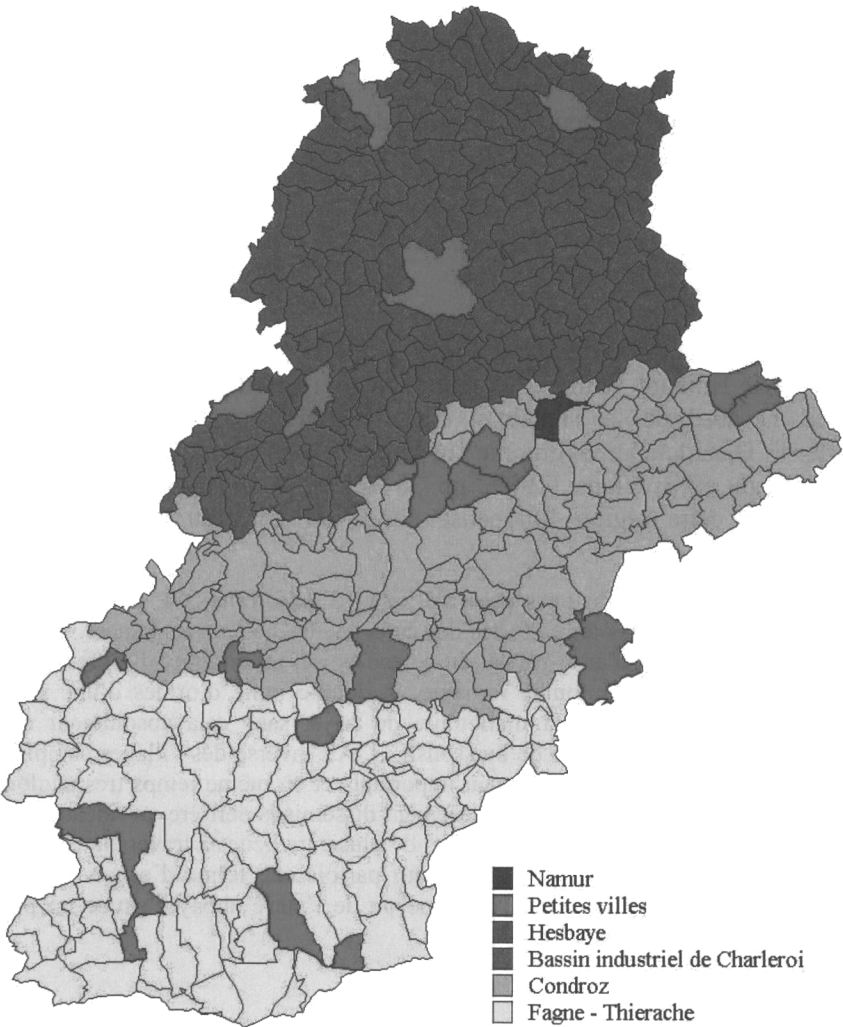
### La Hesbaye

Cette région, telle que nous l'avons définie, comprend 134 communes et couvre le Brabant Wallon, les communes de l'arrondissement de Namur situées au nord de la Meuse et enfin le nord de l'arrondissement de Charleroi. Dans leur monographie sur la population agricole de la Hesbaye, E. Vliebergh et R. Ulens (1909, pp. 33-34) nous donnent la description suivante de cette région limoneuse située au nord du sillon industriel Sambre-Meuse.

« L'aspect général du pays présente assez d'uniformité. Ce sont partout les mêmes cultures, des terres fortes des céréales, les betteraves à sucre, les pommes de terre. [...]. Par-ci par-là, un coteau boisé, un bouquet d'arbres cachant un petit village, une tombe romaine, la double ligne d'ormes d'une grande route rompent un peu la monotonie du pays, sans cela absolument nu et dépourvu d'arbres, même de buissons [...]. A l'inverse des villages campinois, ceux de la Hesbaye sont très peu importants et en même temps très agglomérés ; comme ils se trouvent généralement disséminés derrière un rideau de verdure, on peut souvent faire des trajets de plusieurs lieues à travers la campagne sans apercevoir aucune habitation, sauf parfois une ferme d'origine seigneuriale ou ayant dépendu jadis de l'une ou de l'autre abbaye, située un peu à l'écart des autres habitations ».



Figure 4. Présentation des 6 milieux d’habitat du centre de la Wallonie



Sous l'altitude de 200 mètres, bénéficiant d'un climat moyen humide, c'est un pays presque totalement voué à la culture, où les champs s'étendent à perte de vue, parfois entrecoupés d'un bois, d'un groupe de bosquets ou d'une lignée d'arbres. Victime de nombreux défrichements au cours de son histoire, la Hesbaye offre le visage d'une région entièrement déboisée. Selon le recensement de l'agriculture de 1846, les bois occupaient moins de 8 % de la superficie non habitée, soit sensiblement moins qu'en Condroz et surtout qu'en Fagne-Thiérache (tableau 1). Considérée depuis longtemps comme le « grenier à blé » de la Wallonie, cette région jouit de terres très fertiles. En 1846, les prairies y sont rares et les terres labourées occupent la quasi totalité de la superficie agricole. Définie par E. De Laveleye (1875) comme une « terre à froment », la culture de cette céréale riche occupe près de 23 % des exploitations agricoles, suivie par le seigle (14 %) et l'avoine (13 %). Seulement 5 % de la surface cultivée est affectée à la culture de la pomme de terre. En 1880, la superficie dévolue à ce tubercule a pratiquement doublé ; il est vrai qu'au cours du 19<sup>e</sup> siècle, la pomme de terre connut un succès grandissant dans l'alimentation des classes populaires (Vandenbroeke, 1975). Au début du 20<sup>e</sup> siècle, bien que la culture des céréales traditionnelles soit encore partout présente, leur part relative, comme celle de la pomme de terre, a diminué au profit notamment de la betterave sucrière.

Terre de grande culture, la grande propriété n'est pourtant représentée en Hesbaye que par quelques domaines importants. La petite et moyenne propriété y dominant surtout : en 1846, près de 60 % des exploitations agricoles ne disposent pas de plus d'un hectare et 38 % d'entre elles ont une superficie inférieure à 50 ares. La physionomie du paysage hesbignon, décrite par le recensement agricole de 1846, nous montre un terroir cultivé dans ses moindres recoins et très morcelé. Or, à ce morcellement des exploitations ne correspondait pas un morcellement des propriétés. Les propriétaires exploitants ne constituaient qu'une minorité d'agriculteurs. La plupart d'entre eux, incapables d'acquérir une exploitation agricole digne de ce nom, vivaient sous le joug des gros propriétaires terriens et autres notables locaux (Vliebergh et Ulens, 1909). La parcellisation des exploitations justifia la combinaison des activités agricoles et industrielles. La coutellerie dans les environs de Gembloux et le tressage de la paille dans la vallée du Geer constituèrent deux formes d'activités industrielles à domicile, propres à la Hesbaye. En Brabant Wallon, le caractère rural des cantons de Wavre, Perwez et Jodoigne favorisa également l'essor d'industries connexes de l'agriculture. Le tissage du lin et du coton y était très répandu (Thielemans, 1985). On pouvait aussi y déceler la présence de nombreuses distilleries, de



sucreries, de brasseries, de moulins à grain, de papeteries et autres vinaigres (Horn et Goffin, 1958).

Tableau 1. Quelques indicateurs de présentation des différents milieux d'habitat, en début de période d'observation

Population, superficie et densité, en 1831

Milieu d'habitat	Nombre de communes	Population en 1831	Taille moyenne de la population en 1831	Superficie (en hectares)	Densité de population en 1831 (hab./km <sup>2</sup> )
Namur	1	19 358	19 358	1 028	1 844
Petites villes	14	40 272	2 877	32 268	125
Cités industrielles	26	49 550	1 906	20 065	247
Hesbaye	134	113 043	844	112 099	101
Condroz	112	70 300	628	108 131	65
Fagne-Thiérache	84	45 459	541	111 948	41
Total	371	337 982	911	385 538	88

Structure des exploitations et type d'occupation des exploitations (recensement de l'agriculture, 1846)

Milieu d'habitat	Subdivision des exploitations					Type d'exploitation	
	< 50 ares	0,5 -1 hect.	1-2 hect.	2-20 hect.	≥ 20 hect.	Prop. ou usufruit	Location
Namur	44,7 %	21,4 %	17,4 %	14,0 %	2,5 %	46,3 %	53,7 %
Petites villes	62,5 %	11,0 %	9,0 %	14,5 %	3,0 %	47,1 %	52,9 %
Cités industrielles	69,4 %	13,1 %	8,8 %	7,8 %	0,9 %	45,0 %	55,0 %
Hesbaye	37,9 %	21,4 %	17,5 %	19,5 %	3,7 %	44,0 %	56,0 %
Condroz	37,8 %	19,5 %	17,4 %	21,5 %	4,1 %	47,1 %	52,9 %
Fagne-Thiérache	30,2 %	12,7 %	16,9 %	36,3 %	3,9 %	56,4 %	43,6 %
Total	44,3 %	17,3 %	15,1 %	20,0 %	3,3 %	47,1 %	52,9 %

Les principales affectations des exploitations agricoles  
(recensement de l'agriculture de 1846)

Milieu d'habitat	Principales affectations du sol				
	Froment	Seigle	Epeautre	Avoine	Pomme de terre
Namur	10,8%	11,5 %	2,8 %	7,7 %	8,3 %
Petites villes	5,4 %	5,2 %	5,8 %	8,0 %	2,7 %
Cités industrielles	13,8 %	10,7 %	3,0 %	8,3 %	5,7 %
Hesbaye	22,8 %	13,6 %	0,4 %	12,7 %	4,7 %
Condroz	3,0 %	5,0 %	12,7 %	13,5 %	3,1 %
Fagne-Thiérache	0,4 %	1,9 %	8,0 %	7,7 %	1,4 %
Total	8,8 %	6,9 %	6,6 %	10,8 %	3,2 %

Enfin, la Hesbaye est parsemée de petits villages compacts et la population y est relativement dense, puisqu'en 1831, on y dénombre 100 habitants par kilomètre carré, soit un peu moins que la moyenne nationale (128 hab./km<sup>2</sup>).

Le Condroz namurois

Cette région comprend toutes les communes de l'arrondissement de Namur situées au sud de la Meuse, le nord-ouest de l'arrondissement de Dinant, une large bande du territoire de l'arrondissement de Philippeville fuyant vers l'arrondissement voisin de Thuin en passant au nord du chef-lieu d'arrondissement, le « pays d'Acoz » au sud de l'arrondissement de Charleroi et les communes de l'arrondissement de Thuin situées au nord de Beaumont. En tout, ce sont 112 communes qui regroupent en 1831 un peu plus de 70 000 habitants. Moins densément peuplé que la Hesbaye, le Condroz namurois (65 hab./km<sup>2</sup> en 1831) apparaît comme une région de transition entre la région limoneuse au nord et le plateau ardennais au sud. Les terres y sont moins fertiles qu'en Hesbaye, mais jamais sans valeur. Les céréales qui dominent les exploitations ne sont ni le froment, ni le seigle, mais l'avoine et l'épeautre. Les bois y occupent également une superficie appréciable ; en 1846, ils représentent 28 % de la superficie en exploitation

(tableau 1). La structure des exploitations est comparable à celle de la Hesbaye. Le morcellement est important ; en 1846, 57 % des exploitations disposent de moins d'un hectare. Mais comme en Hesbaye, la majorité des exploitants ne sont que locataires des terres qu'ils cultivent.

L'image que donne E. De Laveleye (1875, pp. 198-199) de cette région est cependant bien triste :

« [...] les villages eux-mêmes sont mal peuplés, tristes et sales [...]. Les maisons de pierre noirâtre qui, groupées autour de l'église, constituent les hameaux, sont presque toutes habitées par des cultivateurs, et les fumiers, noyés dans une mare boueuse, s'étalent devant la porte des habitations jusque sur la voie publique ».

Si l'agriculture était omniprésente dans le Condroz, de nombreuses petites industries étaient disséminées dans les campagnes au début du 19<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi qu'exploitant un sous-sol riche en minerai de fer, utilisant les combustibles fournis par des bois denses, profitant d'un relief accusé et sillonné par des cours d'eau à débit rapide, l'industrie métallurgique s'est développée dès le Moyen Âge dans l'Entre-Sambre-et-Meuse. Cette activité se combine avec le travail agricole et le travail de la pierre, également très répandu dans les nombreuses carrières (Ulens, 1914).



La Fagne-Thiérache,



Cette région se compose de 84 communes, peuplées en 1831 d'un peu plus de 45 000 habitants. Elle comprend la majeure partie des arrondissements de Thuin et de Philippeville et empiète, à l'est, sur quelques communes de l'arrondissement de Dinant. La densité de la population, au moment de l'Indépendance, y est très lâche, à peine 40 habitants au kilomètre carré. Contrée sauvage, peu habitée, couverte pour moitié de bois et de forêts (ils représentent en 1846, 48 % de la surface exploitable), le sol de la Fagne-Thiérache est également peu fertile. E. De Laveleye (1875) la décrit comme l'une des régions agricoles les plus pauvres de Belgique. D'ailleurs, les recensements agricoles de 1846 et de 1880 témoignent de la prédominance des cultures céréalières les plus pauvres – notamment l'épeautre et l'avoine –, alors que le froment et le seigle sont quasiment absents des cultures. La structure des exploitations est différente de celle qui prédomine en Hesbaye et en Condroz. En effet, même si la petite exploitation de moins d'un hectare domine le paysage agricole (43 %), les grandes exploitations, en 1846, y sont

mieux représentées. Enfin, contrairement à la Hesbaye et au Condroz, les propriétaires exploitants sont majoritaires (tableau 1).

Mais, si l'économie rurale de la Fagne-Thiérache semble peu prospère, elle s'est rapidement alliée à la production industrielle. La métallurgie y est exercée depuis au moins le 13<sup>e</sup> siècle et, à la fin du siècle des Lumières, cette région, riche en minerai de fer, en réserve forestière et en cours d'eau à débit rapide empruntant les dépressions du relief, est couverte de forges, de fourneaux, d'affineries et de mines de fer. La région est florissante et ses habitants, cumulant un travail agricole et le travail du fer, semblent bénéficier, jusque dans les premières décennies du 19<sup>e</sup> siècle, d'un certain bien-être (Poulain, 1996).

### Le sillon urbain et industriel carolorégien

Cette région se compose seulement de 26 communes, mais elles rassemblent déjà en 1831 près de 50 000 habitants. La densité de population est, à la même date, de 250 habitants au kilomètre carré, soit deux fois plus élevée que dans les petites villes qui parsèment tout le centre de la Wallonie (tableau 1). C'est que cette zone étroite, filant le long de la Sambre, fut l'un des principaux théâtres de la révolution industrielle en Belgique. Le bassin industriel carolorégien fait partie de la vaste formation géologique qui s'étend du Nord de la France à la Ruhr. Sur une distance d'environ 400 kilomètres, l'industrialisation a profondément marqué de son empreinte l'environnement humain et physique. B. S. Rowntree (1910, p. 73) décrit brièvement la physionomie du Hainaut industriel :

« Là, des régions entières ont été presque complètement absorbées par l'industrie : le voyageur qui parcourt ces régions aperçoit les mines, les usines, les grands villages manufacturiers se succéder avec rapidité et l'étendue des campagnes continue à diminuer de plus en plus ».

C'est la formation du « pays noir », organisé par et autour du charbon, et dont les friches industrielles, témoins rouillés d'une économie glorieuse, scandent aujourd'hui encore le paysage du sillon Sambre-Meuse.

Le charbon, le fer et le verre ont dominé, depuis des siècles, la vie économique du pays de Charleroi. L'exploitation de la houille est mentionnée depuis la fin du 13<sup>e</sup> siècle et, vers 1770, on y dénombre déjà plus de 30 fosses en activité. Dans ce pays de vieille tradition houillère, le mineur était d'abord homme de métier, mais jumelait cette activité avec le travail des champs ou la fabrication des clous. Celle-ci remonte également au Moyen





Age et, d'une manière générale, le travail du fer est tout aussi ancien dans les environs de Charleroi que l'extraction du charbon. Enfin, la verrerie, moins ancienne puisque apparue au 17<sup>e</sup> siècle, se développe rapidement (Hasquin, 1971 ; Lebrun et al., 1981).

De vieille tradition industrielle, le bassin de Charleroi conserve encore au siècle dernier de nombreux champs et bois. En 1846, lors du recensement de l'agriculture, 20 % de la superficie exploitable était couverte de bois et de forêts. Le froment, pas plus que le seigle ou l'avoine, ne sont absents des exploitations agricoles, et la part relative dévolue à la pomme de terre est, tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, plus importante que dans les régions plus typiquement rurales du centre de la Wallonie. Entre 1846 et 1880, la part relative de ce tubercule, l'une des principale composante de l'alimentation des populations ouvrières, augmente de 6 à 12 %. Enfin, selon le recensement de l'agriculture de 1846, le morcellement des terres est considérable ; près de 70 % des parcelles ne dépassent pas 50 ares et il est probable que la plupart d'entre elles s'apparentent davantage à des jardins destinés à la production domestique (Rowntree, 1910).

En plus de ces quatre milieux d'habitat assez homogènes, nous avons distingué deux catégories de villes : Namur et les petites villes.



## Namur

Il s'agit, dans la région que nous avons délimitée, de la seule ville « classique » ayant une certaine dimension démographique. En 1831, on dénombrait à Namur un peu moins de 20 000 habitants et la ville se situait au 11<sup>e</sup> rang de la hiérarchie urbaine de la Belgique, seulement devancée en Wallonie par Liège (4<sup>e</sup>), Tournai (6<sup>e</sup>) et Mons (9<sup>e</sup>). La population y est très agglomérée ; en 1831, la densité de population atteint 1 900 habitants au kilomètre carré.

Au début du 19<sup>e</sup> siècle, Namur est avant tout une place forte, une ville de garnison. Le carcan des fortifications, jusqu'à leur démantèlement au début des années 1860, aurait inhibé le développement économique et démographique de la ville. Toutefois, la position géographique de Namur, au confluent de la Meuse et de la Sambre, entre Charleroi et Liège, assura à la future capitale de la Wallonie un rôle important dans le commerce de transit. Le commerce de détail y est également important, et jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, c'est avant tout la petite industrie qui domine, à l'exception des verreries (Lothe, 1978).

## Les petites villes

Dans le centre de la Wallonie, ces petites villes sont au nombre de 14 : Wavre, Jodoigne, Gembloux, Andenne, Fleurus, Gosselies, Fosses-la-Ville, Dinant, Florennes, Philippeville, Walcourt, Beaumont, Chimay et Couvin. A l'exception de Florennes, toutes portent le titre officiel de « ville »<sup>5</sup>. La population de l'ensemble de ces villes n'atteint pas 50 000 habitants en 1846 et la densité de population y est à peine plus élevée (125 hab./km<sup>2</sup> en 1831) que dans les campagnes hesbignonnes. Les plus importantes, Dinant et Wavre, contiennent un peu moins de 5 000 habitants en 1831 et figurent aux alentours du 90<sup>e</sup> rang dans la hiérarchie des localités les plus peuplées de Belgique. A l'exception de Walcourt (870 habitants), de Philippeville (1 100 habitants) et de Florennes (1 400 habitants), toutes ont plus de 2 000 habitants au début de l'Indépendance.

Disséminées au milieu des campagnes, la plupart furent de petits centres agricoles, des villes de marchés et de foires qui profitèrent de l'activité rurale environnante. Certaines, toutefois, ne se conforment pas rigoureusement à ce profil (Hasquin, 1980). Ainsi, la vie économique de Dinant, au 19<sup>e</sup> siècle, est avant tout marquée par la coexistence de l'industrie extractive et des filatures de laine. Philippeville est une ancienne ville fortifiée par les soins de Vauban, où se développent au 19<sup>e</sup> siècle les carrières de marbre. Andenne, au début du 19<sup>e</sup> siècle, était réputée pour ses faïenceries et ses fabriques de porcelaine, avant que ne s'établissent quelques industries extractives et métallurgiques. Gembloux fut le siège de la coutellerie et Couvin, petite ville prospère, se spécialisa à la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans la fabrication d'appareils de chauffage domestique et d'objets artistiques en fonte. Ce fut également le siège d'exploitation de carrières et de fours à chaux. Enfin, Fleurus et Gosselies se situent en marge du bassin industriel carolorégien. L'une et l'autre ont vu se développer quelques charbonnages importants, mais la boulonnerie et la clouterie constituèrent des activités dominantes de l'économie gosselienne.

5 Sous le gouvernement hollandais, la distinction entre la ville et la campagne fut décrétée par les articles 6 et 129 de la Loi Fondamentale des Pays-Bas de 1815 (Rutten, 1897). En exécution de ces articles, un arrêté royal, daté du 30 mai 1825, fournit la liste officielle des villes. Quatre-vingt-six appartenaient à l'actuel territoire de la Belgique (Quetelet et Smits, 1832).

## 2. Présentation et critique des données

### 2.1. *Une base de données démographiques de plus de 220 000 informations*

L'une des originalités de cette recherche repose sur la constitution d'une banque de données annuelles inédites, comprenant, pour chacune des communes considérées et pour la plupart des années, le chiffre de population, le nombre de décès, de naissances, de mariages, d'entrées et de sorties. En tout, près de 220 000 informations ont été collectées, pour une période s'étendant de 1803 à 1910. Dans le cadre de ce travail, nous n'en exploiterons qu'un peu plus de 170 000 se rapportant à la période 1831-1910. C'est à partir de 1831 que l'on dispose, année par année, du chiffre de la population par commune, soit du dénominateur de la plupart des indices démographiques de base. Par ailleurs, on peut considérer qu'à cette date, les données d'état civil – naissances, décès, mariages – ont acquis un niveau de fiabilité optimal. Contrairement au recensement de la population qui propose une photographie instantanée, une image statique de la population et de ses principales caractéristiques démographiques et socio-économiques à un moment donné, cette banque de données nous permettra d'appréhender, avec la finesse chronologique requise, les changements rapides et brutaux qui se sont produits au siècle dernier.

Pour les années 1841 à 1850, des volumes publiés par la Commission centrale de Statistique présentent pour chaque commune le chiffre de la population et les composantes du mouvement de la population. Outre les naissances, les décès et les mariages, ces volumes nous renseignent sur le nombre d'entrées et de sorties. Toutefois, ces deux dernières informations doivent être manipulées avec précaution car les registres de population ne furent créés qu'en 1846, et ce n'est qu'après 1856 que furent instaurés les registres d'entrées et de sorties dans les communes (Poulain, 1978).

Pour les années 1857 à 1910, des statistiques annuelles du mouvement de la population sont conservées sous forme de microfilms. Nous disposons donc, pour chaque commune et selon le sexe, des naissances, des décès, des mariages, des entrées, des sorties et des chiffres de la population au 1<sup>er</sup> janvier et au 31 décembre de chaque année. Ces chiffres étaient fournis par les communes sur base des informations contenues dans les registres d'état civil et dans les registres d'entrées et de sorties. Ces derniers, à l'instar des registres de population auxquels ils sont liés, souffrent d'un sous-



enregistrement qui touche essentiellement les sorties<sup>6</sup>. Jusqu'en 1856, aucune loi n'oblige les personnes qui changent leur résidence à le signaler à l'administration. Cette obligation interviendra à partir de 1856 mais ne modifia guère la qualité des informations (Leboutte et Obotela, 1988).

Fort heureusement, ce biais peut être évalué et corrigé, grâce aux recensements de la population. En Belgique, le recensement de 1846 a servi de base à l'élaboration des premiers registres de population. Chaque recensement a alors permis de corriger et de remettre à jour ces registres. Les statistiques du mouvement de la population prennent en considération ces corrections dès le début de l'année civile qui suit le recensement de la population. Ainsi, le chiffre de population proposé au 31-12-1866 par la statistique annuelle de 1866 ne tient pas compte des corrections éventuelles apportées par le recensement, contrairement au chiffre de population au 1-1-1867 fourni par la statistique annuelle de 1867. Il suffit donc de comparer le chiffre de la population aux deux dates – au 31 décembre de l'année  $t$  et au 1<sup>er</sup> janvier de l'année  $t+1$  – pour juger de l'ampleur des erreurs accumulées au cours de la période intercensitaire précédente. En supposant que les naissances et les décès sont correctement enregistrés, une surestimation du chiffre de la population au 31 décembre par rapport au chiffre du recensement reflètera l'ampleur du sous-enregistrement des sorties. Dans le cas contraire, si le chiffre de la population en fin d'année est inférieur au chiffre proposé par le recensement au début de l'année civile suivante, on admettra que les entrées sont sous-enregistrées. Les données ont été corrigées dans ce sens : la différence observée entre les deux dates a été répartie annuellement au cours de la période intercensitaire en tenant compte des fluctuations annuelles des entrées ou des sorties, fournies par la statistique du mouvement de la population.

Le tableau 2 présente l'importance du biais d'un recensement à l'autre. Indubitablement, 1831-1846 constitue la période la plus critique. D'une part, fait unique, les chiffres fournis par la statistique de la population sont en moyenne sous-estimés par rapport aux chiffres officiels du recensement de 1846. D'autre part, pour un peu plus de la moitié des communes, le biais excède 5 %. A partir de 1856, les chiffres du mouvement de la population sont en moyenne surestimés. Si l'on se réfère uniquement à la proportion de communes dont l'erreur sur le chiffre de la population au moment du recensement est inférieure à 2 %, on peut constater que l'enregistrement des entrées et des sorties n'a cessé de s'améliorer au cours de la seconde moitié

6 Pour une analyse critique plus détaillée des registres de population, nous renvoyons le lecteur à la seconde partie de ce travail, chapitre 1, point 2.1.



du 19<sup>e</sup> siècle. Ainsi, en 1846, 21 % des communes étaient dans ce cas, en 1866, elles sont 39 % et en 1910, 57 %.

Tableau 2. Comparaison des chiffres de population fournis respectivement par la statistique du mouvement de la population (au 31 décembre) et les recensements de la population (au 1<sup>er</sup> janvier)<sup>7</sup>

Rec.	Ecart moyen	Communes avec sous-estimation.	Communes avec surestimation	Répartition des communes selon l'ampleur de la sous-estimation ou de la surestimation					
				≥ - 5%	- 5 à - 2%	- 2 à 0%	0 à 2%	2 à 5%	≥ 5 %
1846	- 2,1 %	50,6 %	49,4 %	27,3 %	14,5 %	8,9 %	11,6 %	14,7 %	23,1 %
1856	0,3 %	39,3 %	61,7 %	14,0 %	12,3 %	13,0 %	11,1 %	19,7 %	30,0 %
1866	3,2 %	41,5 %	59,5 %	5,9 %	15,0 %	20,6 %	18,7 %	20,6 %	19,2 %
1880	1,2 %	30,5 %	69,5 %	3,0 %	10,3 %	17,2 %	34,6 %	23,8 %	11,1 %
1890	2,0 %	35,1 %	64,9 %	4,9 %	11,3 %	18,9 %	20,2 %	25,6 %	19,2 %
1900	0,8 %	34,9 %	65,1 %	3,4 %	11,6 %	19,9 %	28,8 %	22,1 %	14,3 %
1910	0,4 %	39,8 %	61,2 %	3,7 %	9,8 %	26,3 %	31,5 %	17,2 %	11,6 %

2.2. Les autres sources de données statistiques

Les données annuelles du mouvement de la population seront complétées et enrichies par des informations issues des recensements de la population, de l'agriculture et de l'industrie. Si les recensements de la population, organisés en Belgique au siècle dernier, sont généralement de bonne qualité, certaines données ne sont pas toujours disponibles pour chaque commune. Cette lacune concerne essentiellement les structures de la population selon l'âge, le sexe et l'état matrimonial. Les recensements de la population de 1846 et de 1856 proposent ces informations pour les chefs-lieux de province, pour les villes officielles et pour l'ensemble des communes de la province définies comme « rurales ». A partir du recensement de 1866, ces données sont disponibles pour toutes les localités de plus de 10 000 habitants, pour l'ensemble des communes de plus de 5 000 habitants et de moins de 5 000 habitants de chaque province. Ce n'est qu'à partir du recensement de 1880 que ces informations seront ventilées par arrondissement. Non seulement les structures par âge et par sexe de la population font défaut pour les communes

7 On notera que toutes les communes ont fait l'objet de corrections.

de petite taille considérées individuellement, mais, même pour les communes les plus peuplées, il n'existe pas de série homogène de données de ce type au 19<sup>e</sup> siècle. Ces structures de population permettent de calculer les indices transversaux de fécondité proposés par A. Coale pour un certain nombre de communes, mais pas pour toutes ni à chacun des recensements. Compte tenu de la périodicité des recensements de la population (le plus souvent décennale) et d'une information souvent disparate, ces indices ne rendent compte que très imparfaitement de la précocité et des différences de « timing » des changements de comportement de fécondité dans les différentes régions et milieux d'habitat du pays.

En revanche, d'autres informations proposées par les recensements de la population sont systématiquement disponibles à l'échelle des communes. C'est le cas notamment de la répartition de la population selon le lieu de naissance, qui permet de distinguer les natifs des non-natifs. Toujours dans le domaine des sources quantitatives, mais en sortant du champ strict de la démographie, nous utiliserons également les recensements agricoles de 1846, 1880 et 1910. Contrairement aux recensements de l'industrie, les informations des recensements de l'agriculture sont presque systématiquement disponibles à l'échelle des communes. D'une manière générale, le déroulement et la qualité de ces recensements de l'agriculture furent très satisfaisants, en dépit d'une précision souvent inférieure à celle du cadastre, en ce qui concerne par exemple l'étendue du domaine agricole (Gadisseur, 1990).

Enfin, nous avons pu disposer d'une source d'informations relativement inédite : les registres d'entrées de la ville industrielle de Châtelet, entre 1856 et 1870. Ces registres relèvent, pour chaque année, les immigrations à Châtelet avec mention de la composition du ménage entrant, du nom et du prénom de chaque personne qui le compose, de la profession, du lieu de provenance, du lieu de naissance et de l'âge ou de la date de naissance. On comprendra tout l'intérêt de cette source de données, lorsqu'il s'agira de dresser l'origine et le profil socio-démographique de l'immigrant vers une cité industrielle. Mentionnons également que c'est à partir de ces registres que les communes fournissaient chaque année le nombre d'immigrations et d'émigrations de leur territoire.



### 3. Objectifs et questions

Cette première partie s'articule autour d'une question principale : observe-t-on, au siècle dernier, des différences significatives dans l'évolution des comportements démographiques et des composantes naturelles et migratoires de la population des différents milieux d'habitat qui composent le centre de la Wallonie ? Le modèle démographique des cités industrielles du bassin de Charleroi – lesquelles retiendront essentiellement notre attention – s'écarte-t-il résolument ou non de ceux qui caractérisent, d'une part, les autres milieux d'habitat du centre de la Wallonie, et d'autre part, les autres bassins industriels wallons<sup>8</sup> ?

Six milieux d'habitat ont été distingués et chacun d'eux se constitue par l'agrégation d'un ensemble d'anciennes communes et se définit par une certaine homogénéité du cadre de vie professionnel, socioculturel et environnemental (relief, climat, structure et richesse du sol). Pour chacun de ces milieux d'habitat, le mouvement naturel et migratoire de la population a été reconstitué annuellement de 1831 à 1910. Ces données annuelles permettent de :

Périodiser les phases de l'évolution du peuplement des différents milieux d'habitat. Si la population de la Wallonie n'a cessé de croître au cours du siècle dernier, elle ne l'a fait ni partout, ni en même temps. La simultanéité et l'intensité des phases de croissance et de décroissance des différents milieux d'habitat ne sont certainement pas indépendantes. Selon une vision « romantique »<sup>9</sup>, propre au 19<sup>e</sup> siècle, l'urbanisation va de pair avec la dépopulation des campagnes. Cette image ne mérite-t-elle pas d'être tempérée ? Les migrations ont-elles occasionné dans les campagnes les ravages démographiques dont on les accuse ? Ne constituent-elles pas plutôt un régulateur démographique, au même titre que le contrôle des naissances, le célibat, l'augmentation de l'âge au mariage... lorsque l'équilibre entre population et ressource est rompu ? L'industrialisation, et par extension l'urbanisation, en offrant de nouveaux débouchés, n'a-t-elle pas permis d'éponger une partie du surplus démographique des campagnes et d'y retarder le recours à la contraception ?

8 La comparaison avec les autres bassins industriels wallons ne sera possible que pour certains indices démographiques, comme par exemple les indices de fécondité et de nuptialité de Coale.

9 C'est l'image des « villes tentaculaires » et des « campagnes hallucinées » dessinée par le poète belge Emile Verhaeren. Ce thème est également abordé par E. Nicolai (1919) dans *La dépopulation des campagnes* et par E. Vandervelde (1910) dans *L'exode rural [...]*.



Juxtaposer les phases d'évolution des différents milieux d'habitat et les crises socio-économiques qui ont émaillé le 19<sup>e</sup> siècle, en particulier la crise alimentaire et agricole de 1845-1856 et la crise industrielle de 1873-1892. Comme nous le constaterons en détail dans la suite de ce travail, l'évolution des différents paramètres démographiques porte l'empreinte de ces deux crises socio-économiques. Nous posons l'hypothèse que ces dernières ont servi de détonateur pour au moins deux des grandes « révolutions » démographiques du siècle dernier que sont, d'une part, l'accroissement des mobilités, et d'autre part, la généralisation du contrôle volontaire des naissances dans le mariage.

Nous ne pouvons entamer l'analyse démographique des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie sans avoir brièvement décrit la situation socio-économique qui caractérise ces deux périodes troublées.

#### **4. Les crises agricoles et alimentaires des années 1845-1856 et la « grande dépression » économique des années 1873-1892**

##### **4.1. Les crises agricoles et alimentaires des années 1845-1856**

###### **4.1.1. La fragilité de l'univers rural de la moitié du 19<sup>e</sup> siècle**

A l'abri pour un temps de la trilogie classique des fléaux – guerre, épidémie, famine – la Wallonie connaît dès le début du 19<sup>e</sup> siècle une croissance démographique très rapide et quasi ininterrompue, bien soutenue par une forte fécondité et une mortalité qui commence timidement à régresser. Vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, compte tenu des ressources disponibles et du potentiel économique des structures agricoles, les campagnes atteignent une densité démographique qui confine à la surpopulation (Ducpétiaux, 1855 ; Van Houtte, 1943 ; Braive, 1973 ; Gadisseur, 1973).

Dans les campagnes wallonnes, les structures socio-économiques n'étaient plus adaptées à une croissance rapide de la population. Trois traits fondamentaux caractérisent le monde rural de la moitié du siècle dernier :

La croissance démographique entraîna un morcellement excessif du patrimoine cultivable. En Hesbaye et en Condroz, plus de 75 % des exploitations agricoles disposent de moins de deux hectares et près de 50 % d'entre





elles ont moins de 50 ares (tableau 1). A la limite, ces dernières relèvent davantage du jardinage que de l'exploitation agricole (Braive, 1973).

Couvert de micro-exploitations, le terroir est cultivé dans ses moindres recoins. Dès 1840, la phase extensive de la croissance agricole arriva à son terme. Désormais, l'augmentation des revenus de l'agriculture ne pouvait plus se manifester que par l'intensification de la culture et de l'élevage, ainsi que par l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre et du matériel. Or, la parcellisation des terres, l'affectation prioritaire du capital dans le secteur industriel en pleine croissance et peut-être le conservatisme des populations campagnardes ont contrarié le développement technique et scientifique de l'agriculture (Bublot, 1957 ; Braive, 1973 ; Gadisseur 1973).

Le cumul des activités agricole et industrielle. Résultat d'une main-d'œuvre surabondante et du morcellement des exploitations, les activités proto-industrielles avaient pour objet de suppléer à l'insuffisance des revenus tirés de l'exploitation des terres (Bruwier, 1981).

Cette exploitation des terres, menée sur une petite échelle et combinée à l'industrie à domicile, n'offrait que peu de perspectives de progrès. Un double goulot d'étranglement est apparu avec la pression démographique comme pierre angulaire. D'une part, il y avait disparité entre une population rurale en augmentation continue et l'étendue limitée du patrimoine cultivable, avec pour conséquences, un « chômage » persistant et le maintien des salaires agricoles à des niveaux très bas. D'autre part, il y avait rupture d'équilibre entre les effectifs humains et les ressources agricoles, provoquant une hausse des prix des denrées de première nécessité (Eggerickx, 1987). Cet univers rural, si fragile, ne pouvait lutter efficacement contre les caprices de la conjoncture économique. Il en fit la cruelle expérience lorsque, au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, plusieurs fléaux se déclenchèrent presque simultanément. La maladie de la pomme de terre, plusieurs années de très mauvaises récoltes céréalières et le déclin de l'industrie à domicile mirent à mal le niveau de vie des classes les moins favorisées.

#### 4.1.2. Les crises alimentaires du milieu du 19<sup>e</sup> siècle : 1845-1856

L'introduction de la pomme de terre comme produit de culture remonte à la fin du 17<sup>e</sup> siècle. Les risques de disette, occasionnés par les guerres et les mauvaises récoltes, amenèrent d'abord les journaliers à l'adopter dans leur petite exploitation. La culture de ce tubercule se diffusa rapidement. Mais le principal facteur qui conditionna son adoption fut l'accroissement



constant de la population et l'incapacité d'y faire face en augmentant les rendements des cultures céréalières classiques. Or, sur une surface identique, la pomme de terre permettait de nourrir deux fois plus de monde que le blé et de surcroît de subsister sur une exploitation d'un hectare à peine (Verhulst, 1990). Vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, la pomme de terre était devenu l'aliment essentiel de la classe ouvrière et agricole.

Vers la fin de l'été 1845, on signala que partout, les tubercules étaient malades et pourrissaient dans le sol. En quelques semaines, la maladie dévasta la Belgique et la plupart des pays européens (Jacquemyns, 1928). En Brabant Wallon, la récolte fut de 76 % inférieure à celle de l'année précédente (Eggerickx, 1993).

« [...] cette production déficitaire jeta la consternation au sein de nos populations qui eurent, dans certaines régions surtout, à souffrir véritablement de la faim » (Vandervaeren, 1930).

Cette maladie ne quitta nos régions qu'en 1856. Entre l'apparition de la maladie et sa disparition, d'autres années furent désastreuses sans pour autant atteindre le niveau de 1845. En 1848, les rendements furent de 46 % inférieurs à ceux d'une récolte ordinaire. En 1850 et 1854, le déficit atteignit respectivement 52 et 42 %<sup>10</sup>.

Un malheur n'allant jamais seul, l'année 1846 fut catastrophique pour la production céréalière belge. Des conditions météorologiques et atmosphériques épouvantables eurent raison des récoltes de seigle. La production des autres céréales – le froment, le méteil, l'épeautre, l'orge, l'escourgeon et l'avoine – ne fut pas plus épargnée. Comme pour la pomme de terre, la production céréalière ne retrouvera une situation normale que vers 1856-1857. En 1853, le froment ne rapporta que les deux-tiers d'une récolte normale. Deux ans plus tard, les récoltes de seigle et de froment furent à nouveau très largement déficitaires ; de 33 % pour les premières et d'environ 50 % pour les secondes.

Ces mauvaises récoltes eurent des conséquences néfastes sur le mouvement des prix. Dès le mois d'août 1845, lorsque la destruction partielle de la récolte de pomme de terre fut connue, leur prix s'éleva dans des proportions considérables : 131 % par rapport à l'année précédente. Le prix très élevé des pommes de terre, provoquant un accroissement de la demande des autres denrées alimentaires, se répercuta sur celui des céréales, dont les récoltes étaient pourtant jugées normales. En 1846, la production déficitaire

10 Voir à ce sujet le *Mémorial administratif de la province de Brabant*, Bruxelles, 1845-1857.



du seigle entraîna une augmentation du coût de cette céréale et de celui du froment. La situation ne s'améliora pas l'année suivante, les prix du seigle et du froment présentant respectivement une progression de 103 % et de 78 % par rapport à 1844. La cherté des céréales provoqua naturellement une augmentation équivalente du prix du pain, accompagnée d'une forte spéculation ; de nombreux boulangers, en particulier dans les communes rurales, vendaient du pain qui n'avait pas 50 % du poids légal (Jacquemyns, 1928). De 1848 à 1850, la situation alla en s'améliorant. Mais dès l'année suivante, les prix des denrées alimentaires de base reprirent leur mouvement ascensionnel ; mouvement qui culmina en 1855 avec une intensité presque égale à celle connue en 1847 (Peeters, 1939). Face à une telle situation, il est facile d'imaginer les privations et les souffrances subies par les classes les plus défavorisées, d'autant que les salaires agricoles ne subirent pratiquement aucun réajustement durant cette période (Ducpétiaux, 1855). Dans le Mémorial administratif de la province de Brabant (1856, p. 559), on pouvait lire cet extrait du rapport publié par la Chambre de Commerce de Nivelles :

« [...] la crise alimentaire a rendu de plus en plus pénible la position des classes moyenne et ouvrière de la société. Leurs ressources, déjà épuisées par les hauts prix de toutes les denrées, leur ont à peine permis, en présence d'une nouvelle augmentation du prix des céréales, de donner à leurs familles le pain nécessaire à leur subsistance ».

#### 4.1.3 *Le déclin de l'industrie à domicile*

Le cumul des activités industrielle et agricole était étroitement lié à une pression démographique de plus en plus intense, ainsi qu'à la parcellisation excessive des exploitations rurales. Ce cumul d'activité pouvait revêtir trois formes : le cas d'ouvriers salariés dans l'industrie et possédant un lopin de terre ; le cas d'activité industrielle combinée à l'activité agricole – la matière première est achetée ou provient de l'exploitation agricole, le paysan se charge donc à la fois de la production et de la transformation de la matière première – ; et enfin, le cas où une partie de la famille se consacre aux travaux de la ferme, tandis que les autres membres cherchent du travail en dehors de la petite exploitation familiale (Verhaegen, 1961).

Si le cumul des activités agricoles et industrielles s'imposa comme une nécessité, la façon dont il s'est concrétisé différa d'une région à l'autre de la Belgique. En Flandre, il ne fait aucun doute que les plus grandes possibilités de cumul étaient offertes par l'industrie linière (Sabbe, 1945). L'armurerie



liégeoise et la fabrication des clous – une spécialité du Namurois, des campagnes ardennaises, des régions de Liège et de Charleroi – remplissaient un rôle similaire au travail du lin en Flandre (Schöller, 1948). Mais, les tisseurs et les fileuses étaient également très nombreux dans les campagnes liégeoises et hennuyères (Lewinski, 1911). La coutellerie dans les environs de Gembloux ou encore le tressage de la paille dans la vallée du Geer constituaient également d'autres formes d'activités industrielles à domicile.

L'artisanat et le métier à domicile se concilièrent très mal aux acquis de la révolution industrielle. La diffusion de la machine ainsi que l'apparition d'autres innovations, trop coûteuses, commandaient la concentration technique, humaine et financière des activités de production. La mise en place de cette nouvelle structure devait permettre d'accroître dans de larges proportions la production et surtout, d'en abaisser les coûts. Le développement des voies et des moyens de communication donnèrent une impulsion décisive à l'expansion industrielle en permettant la concentration d'entreprises autrefois disséminées dans les campagnes (Gadisseur, 1981). La lutte était par trop inégale. Le tissage à domicile, les distilleries, les sucreries, la coutellerie, les meuneries et autres chapelleries disparurent progressivement devant la concurrence victorieuse du travail mécanique. Dans un rapport émanant de la Chambre de Commerce et des Fabriques de Nivelles, publié dans le Mémorial administratif de la province de Brabant de 1851 (p. 731), on pouvait lire que :

« Nos distilleries ne peuvent soutenir la concurrence ruineuse que leur font les grands établissements [...] chaque année le nombre de nos distilleries en activité diminue ; de 27 établissements qui fonctionnaient dans notre arrondissement en 1840, [...] il ne s'en trouvait plus, en 1850, que huit [...] ».

Le même processus, néfaste à la production à domicile, s'était amorcé, dès 1830, au sein de la clouterie wallonne.

« Vers 1830, s'introduisit la fabrication mécanique, et pour certaines sortes de clous tout au moins, elle rend bientôt la concurrence impossible à l'ouvrier à la main » (Schöller, 1948).

En résumé, partout, le travail en fabrique se substitua progressivement au travail à domicile, entraînant une scission décisive entre l'industrie et l'agriculture.



#### 4.1.4. Une augmentation importante du paupérisme

La coïncidence des crises alimentaires et agricoles et de la crise de l'industrie à domicile fut la cause d'une grande misère. Si l'on se réfère aux informations fournies par E. Ducpétiaux (1855), en Brabant, en 1839, un habitant sur sept bénéficiait du soutien des bureaux de bienfaisance. Selon le Mémorial administratif de la province de Brabant (1851, pp. 854-855), vers 1850, dans de nombreuses communes hesbignonnes, un habitant sur deux était recensé comme pauvre. La situation n'était pas meilleure dans l'Entre-Sambre-et-Meuse. Le Commandant Michaux (1968, p. 11) signalait que vers 1845-1850, « [...] le nombre de chômeurs ainsi que celui des familles secourues par les bureaux de bienfaisance atteignit jusqu'à 30 à 40 % de la population ».

### 4.2. La « grande dépression » économique des années 1873-1892

#### 4.2.1. Les grands traits du développement industriel de la Wallonie

La Wallonie fut la première région du continent européen à adopter le modèle industriel importé d'Angleterre, mais cette mutation économique ne s'est pas imposée sur tout le territoire wallon de la même manière, avec la même intensité et les mêmes conséquences. L'industrialisation de la Wallonie est un processus fortement polarisé dans l'espace, autour des deux centres majeurs que sont Charleroi et Liège. Progressivement, un chapelet d'usines, de terrils, de cheminées et de corons va s'ériger le long du sillon Sambre-Meuse-Vesdre, joignant le Pas-de-Calais à la Ruhr et coupant littéralement la Belgique en deux.

La précocité et le développement rapide de l'industrialisation s'expliquent notamment par l'abondance et la relative diversité des ressources que renferme le territoire. Ensuite, la Belgique est un petit pays – 300 km séparent les points les plus éloignés – qui s'est rapidement doté d'un réseau de voies de communication très dense ; les routes, les voies navigables et le chemin de fer quadrillent le territoire et assurent l'indispensable liaison entre ses centres névralgiques et l'intérieur du continent (Van Der Hertzen et Horlings, 1997). Mais surtout, l'industrialisation s'est d'abord développée autour d'une main-d'œuvre qualifiée, héritière de traditions industrielles séculaires. Ensuite, affamée par les crises alimentaires du milieu du siècle,



meurtrie par les épidémies de typhus et de choléra, écartelée entre deux modes de production, l'un chancelant et l'autre triomphant, les populations des campagnes vont rapidement succomber à la loi du plus fort et constituer une main-d'œuvre à bon marché, véritable armée de réserve, qui peuplera en masse les grands centres urbains et les cités industrielles.

La révolution industrielle, focalisée autour du charbon, de la sidérurgie et du textile, s'achève vers 1850. Les progrès sont fulgurants : entre 1831 et 1850, la production industrielle s'accroît de 2,6 % par an puis s'accélère au rythme de 3,8 % par an de 1850 à 1875. D'autres chiffres ? De 1846 à 1910, la production de charbon passe de 5 à 24 millions de tonnes alors que de 1834 à 1913, la production de fonte est multipliée par 24, de 100 000 à 2 356 000 tonnes (Bruwier, 1981). En chiffres absolus, la Belgique fut, de 1830 à 1900, le deuxième exportateur de charbon et occupait même la tête du classement si l'on rapporte le chiffre de production au nombre d'habitants (Bairoch, 1997).

Si la création du réseau de chemin de fer en 1835 et son expansion rapide assura aux charbonnages et à la sidérurgie de formidables débouchés, l'industrie wallonne lorgnait vers les marchés extérieurs. La construction du chemin de fer aux Etats-Unis, à la suite de la Guerre de Sécession, la guerre franco-prussienne et la reconstruction de leur appareil industriel furent une aubaine pour la sidérurgie et les charbonnages wallons, qui vécurent quelques années d'euphorie. La demande de produits sidérurgiques s'est considérablement accrue et se répercuta sur le marché du charbon. Les prix de la tonne de charbon et de la tonne de fonte ont considérablement augmenté entre 1870 et 1873 (figures 5 et 6). Au fil des commandes, les stocks diminuèrent et il fallut accroître la production. Ces efforts sollicitèrent fortement le marché de l'emploi alors que les salaires bénéficièrent également d'une hausse substantielle (Gadisseur, 1981 ; Pasleau, 1997).

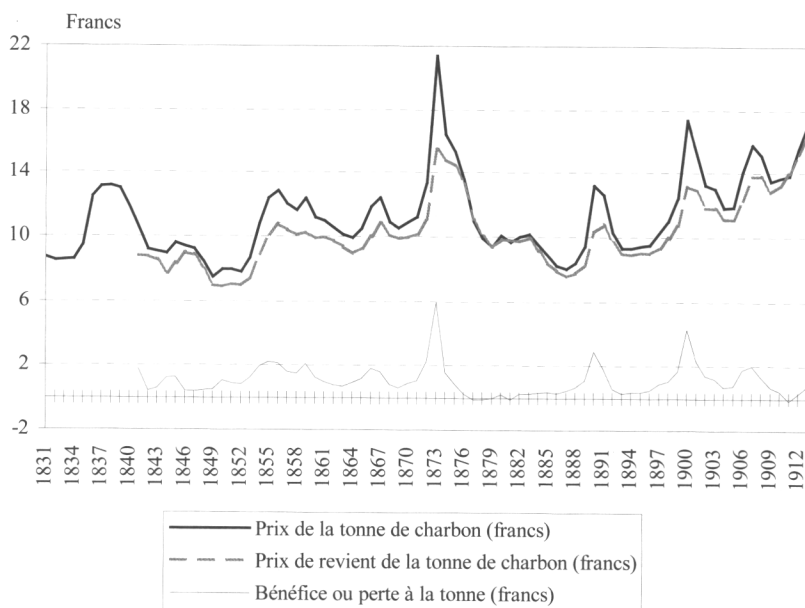
#### 4.2.2. *Et survint la première grande crise du monde industriel : la « grande dépression » économique des années 1873-1892*

L'année 1873 est considérée comme le point de départ de la grande dépression économique qui secoua l'ensemble du monde industrialisé à la fin du siècle dernier (Cochet et Henry, 1995). Au 19<sup>e</sup> siècle, les courbes de



prix et de la production portent l’empreinte de quelques crises sporadiques<sup>11</sup>, mais celle qui s’enclenche en 1873 se distingue par son intensité, sa longueur et son caractère international. Il s’agit de la première grande crise moderne dite de « surproduction ».

Figure 5. L’évolution du prix de la tonne de charbon, de son prix de revient et de la marge bénéficiaire



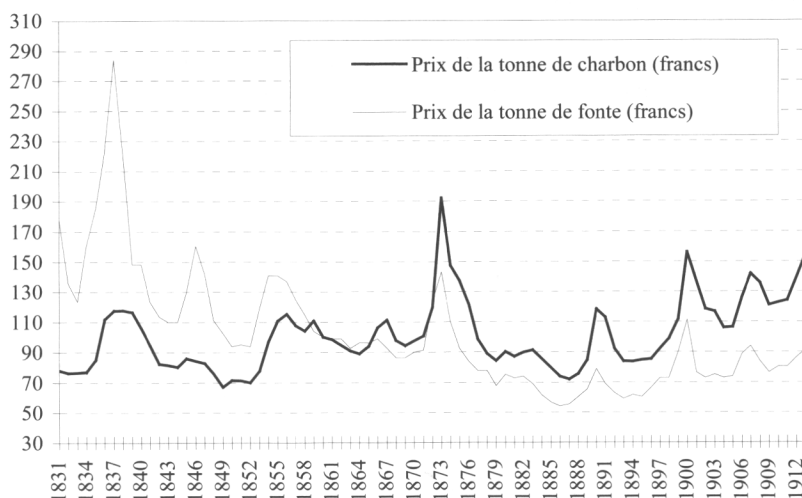
Source : Wibail, 1934.

Les prix chutèrent sur les marchés internationaux et les débouchés que s’était offert la Belgique se tarirent. D’un côté, le chemin de fer américain achevé, les Etats-Unis limitèrent leurs importations et commencèrent eux-mêmes à inonder le marché de leurs produits sidérurgiques. De l’autre, les usines françaises fonctionnaient à nouveau alors que l’Allemagne se mit à son tour à exporter, notamment du charbon (Gadisseur, 1981). La concurrence s’intensifiait et, petit à petit, on assista à un nouveau partage des responsabilités économiques mondiales. Mais si l’afflux de matières premières

<sup>11</sup> En 1825, 1836-1839, 1847-1848, 1857-1858 et en 1864-1866 (Gadisseur, 1981 ; Servais, 1991).

permet de reconstituer les stocks, les prix s'effondrèrent. Après avoir atteint un maximum de 21 francs la tonne en 1873, le prix du charbon avait baissé de moitié en 1880 et atteignit en 1887 un plancher de 8 francs qui fut rarement dépassé au cours du 19<sup>e</sup> siècle (figure 5). Les prix de la fonte subirent un mouvement équivalent : de 116 francs en 1873, le prix de la tonne n'était plus que de 44 francs en 1886 (figure 6).

Figure 6. L'évolution du prix de la tonne de charbon et de la tonne de fonte (1860 = base 100)



Source : Wibail, 1933 ; 1934.

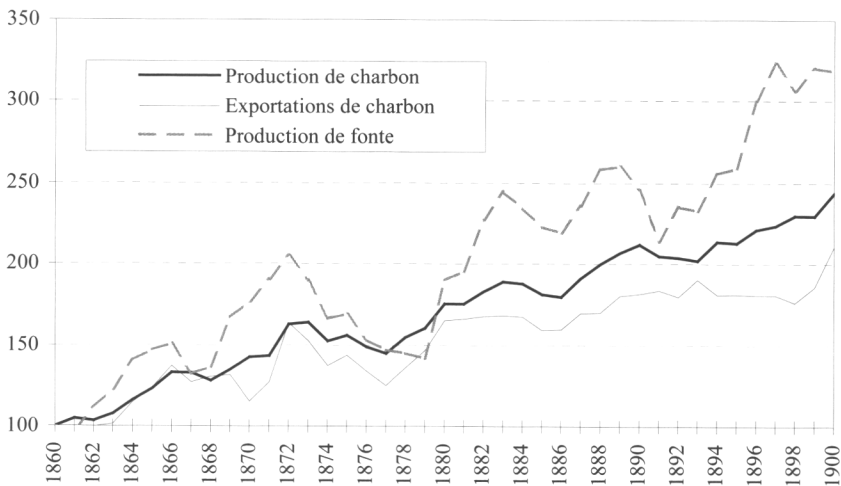
Parallèlement, la production de charbon diminua de 11 % entre 1873 et 1877 et les exportations en subirent le contrecoup (-24 % entre 1872 et 1877) (figure 7). Alors que les prix continuaient de dégringoler, la production repartit à la hausse à partir de 1878, grâce à un accroissement de la productivité lié à la modernisation de l'équipement et à la concentration des entreprises. Ainsi, alors que la production annuelle de charbon par ouvrier passe de 146 tonnes en 1873 à 171 tonnes en 1886, le nombre de sièges en activité diminue, dans le même temps, de 317 à 280 (Stenuit, 1949). Les mêmes tendances touchent la sidérurgie (figure 7). Entre 1872 et 1879, la production de fonte s'effondre de plus de 30 %, avant de se relever. La production de fonte par ouvrier augmente de 114 tonnes en 1873 à 281 tonnes en 1886, mais à cette date, on recense 30 hauts-fourneaux, pour 54 au moment où se



déclenche la crise (Wibail, 1933). Enfin, la verrerie ne reste pas à l'écart de ce mouvement. D'un côté, on améliore l'appareil de production avec notamment l'introduction des fours à bassin, de l'autre, on réduit le nombre de fours en activité. Dans le pays de Charleroi, leur nombre chute de 167 à la fin de l'année 1874, à 148 cinq ans plus tard (Poty et Delaet, 1986).

Les entreprises ont avant tout tenté de préserver leur marge bénéficiaire en comprimant leur prix de revient. Principales victimes : les ouvriers, qui furent non seulement confrontés à des réductions sensibles de leur salaire alors que le patronat cherchait à allonger la durée du travail, mais aussi et surtout, à un chômage important<sup>12</sup>.

Figure 7. L'évolution de la production et des exportations de charbon et de la production de fonte (1860 = 100)



Source : Wibail, 1934.

<sup>12</sup> Les conséquences sociales de la crise seront davantage étudiées dans la seconde partie de cet ouvrage.

**Chapitre 2.**  
***L'évolution de la population***  
***et de la dynamique démographique des***  
***différents milieux d'habitat du centre***  
***de la Wallonie, de 1830 à 1910***



Nos commentaires se limiteront ici à présenter les grandes différences entre les milieux d'habitat et à souligner les tendances, les continuités et les ruptures de la chronologie. Nous proposerons d'abord une brève synthèse de l'évolution de la population au cours du 18<sup>e</sup> siècle et des premières décennies du 19<sup>e</sup> siècle. Ensuite, nous brosserons les grands traits de l'évolution du chiffre de la population des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie. Enfin, nous clôturerons ce chapitre en analysant de façon plus précise la contribution des déterminants démographiques – les bilans naturels et les bilans migratoires – de l'évolution du chiffre de la population des milieux d'habitat.

## 1. Une brève description de l'évolution de la population de la Belgique, de ses régions, de ses villes et de ses campagnes, du début du 18<sup>e</sup> siècle à 1830

### 1.1. *L'essor démographique de la Belgique et de ses régions au 18<sup>e</sup> siècle*

Avant le dénombrement de 1784, l'état de la documentation statistique ne permet guère d'évaluer, avec une marge d'erreur raisonnable, le chiffre de la population de la Belgique, de ses régions, de ses villes et de ses campagnes. Néanmoins, il semble qu'au cours de la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, les incursions meurtrières des épidémies, notamment de la peste et de la dysenterie, ainsi que les famines brisent moins fréquemment l'élan démographique. Le chiffre de la population atteint 2 500 000 âmes en 1784.

Durant la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, la hausse des effectifs est attestée partout, dans les terroirs les plus fertiles comme dans les zones les plus pauvres et les plus isolées, au nord comme au sud du pays (Hélin, 1997). Néanmoins, les rythmes ne sont ni uniformes, ni soutenus dans tout le pays (tableau 3). Ainsi, bien que sa population augmente, le Brabant wallon est à la traîne du Brabant flamand et des campagnes flamandes pendant tout le 18<sup>e</sup> siècle (Ruwet, 1967). En fait, l'augmentation de la population est surtout importante dans les régions où la proto-industrialisation s'est solidement implantée (Bruneel, 1987 ; Hélin, 1997). Celle-ci aurait rendu compatibles, pour un temps au moins, les progrès modérés des productions de subsistance et les avancées rapides de la démographie. En Flandre, là où s'est implantée l'industrie linière à domicile, la population double. Il en est de même dans le pays de Charleroi, où la clouterie, la verrerie et l'exploitation de la houille occupent déjà, ne fut-ce qu'à « temps partiel », de nombreux bras (Hasquin, 1971).

Les premières décennies du 19<sup>e</sup> siècle perpétuent les progrès démographiques amorcés au cours du siècle des Lumières. Vers 1815, la population de la Belgique, selon son étendue territoriale actuelle, s'élèverait à 3 250 000 personnes. De 1815 à 1830, la population croît au rythme de 1,1 % par an, soit un taux de croissance qui sera rarement égalé depuis.



### ***1.2. La croissance démographique est plus rapide dans les campagnes que dans les ville***

C'est entre les villes et les campagnes que les contrastes sont les plus prononcés. Au début de « l'époque moderne », la Belgique, définie dans ses limites actuelles, apparaît comme l'une des régions les plus urbanisées d'Europe (Lottin et Soly, 1983 ; Bairoch, 1985 ; Bairoch et al., 1988). Les contrastes régionaux sont pourtant déjà largement ancrés dans la géographie urbaine du pays. La Wallonie, sous-urbanisée, s'oppose au « plat-pays », où le développement d'une industrie drapière prospère permet, dès le Moyen Age, la multiplication de petites et moyennes villes. Celles-ci ont participé à l'expansion économique, aux 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> siècles, d'une vaste zone nordique qui s'étend de l'Angleterre à la Baltique. A la fin du 18<sup>e</sup> siècle, ces contrastes régionaux ne se sont guère estompés. Sur les 34 localités de plus de 5 000 habitants dénombrées en 1784, 23 se situent dans le nord du pays. Celles-ci concentrent 71 % de la population, définie comme « urbaine »<sup>1</sup>.

Toutefois, quantité ne rime pas avec vitalité. Au cours des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, les villes des Flandres et du Brabant connaissent un déclin démographique plus ou moins prononcé (Ruwet, 1967 ; Klep, 1988 ; Hélin, 1997). Cette période de « ruralisation » ou de « désurbanisation » coïncide avec l'âge d'or de l'industrie rurale et avec l'intensification des cultures vivrières (Vandenbroeke, 1987) et affecte surtout les villes de grande taille (Bruneel et al, 1987). Partout, en Flandre comme en Wallonie, la croissance démographique est plus rapide dans les campagnes que dans les villes (tableau 3). Au sud, les villes wallonnes stabilisent leurs effectifs, ou amorcent, comme Mons, Charleroi ou Verviers, une croissance démographique soutenue par une pré-industrialisation dynamique (Ruwet, 1967).

## **2. Le centre de la Wallonie. Une évolution démographique marquée par l'urbanisation du sillon industriel Sambre-Meuse**

Durant les premières décennies du 19<sup>e</sup> siècle, les populations de la Flandre et de la Wallonie augmentent rapidement au rythme de 1 % par an. Mais, dès 1831, les deux régions linguistiques adoptent des vitesses de

<sup>1</sup> En prenant comme critère de définition la population résidant dans des localités de plus de 5 000 habitants.

croissance radicalement différentes (figure 8). En Belgique, l’industrialisation est née autour d’un paradoxe démographique. Au cours du 19<sup>e</sup> siècle, la Révolution industrielle émerge et se développe dans une Wallonie faiblement urbanisée, presque sous-peuplée, mais riche en charbon. A l’opposé, la Flandre, surpeuplée, parsemée de villes au passé glorieux, est en crise. Les famines et les épidémies y ont une emprise plus forte qu’ailleurs. De surcroît, l’industrie textile, jadis florissante, engluée dans ses traditions, refuse de s’adapter aux nouvelles règles de production.

Tableau 3. L’évolution de la population de quelques régions et milieux d’habitat au 18<sup>e</sup> siècle (indices)

Régions	1700	1709	1715	1750-55	1780-84	1801	1806
<i>Flandre</i>							
Châtellenie de Courtrai	100			171	227		
Métier de Furnes	100			97	112		
Région au sud de Bruges	100			98	141		
Région d’Alost	100			159	194		
Région de Nevele	100			133	157		
Région de Schorisse	100			141	164		
<i>Parties rurales des actuels arrondissements de :</i>							
Anvers		100		106	147		160
Malines		100		121	150		177
Turnhout		100		117	132		144
Bruxelles		100		119	163		193
Louvain		100		130	210		236
Nivelles		100		139	205		242
<i>Pays de Charleroi :</i>							
Partie autrichienne (indust.)			100	126	210	238	
Partie liégeoise			100	118		144	
<i>Lux. (vallée de la Semois)</i>	100			179	234		185

Villes	1690-1695	vers 1710	vers 1740	vers 1760	1780-1784
Verviers	100			164	155
Mons	100	123	139	149	162
Nivelles	100	118			137
Namur	100	110			121
Tournai	100		84	90	101
Bruxelles	100	104	114		150
Liège	100			109	106
Anvers	100			64	76
Gand	100	93	74	76	88

Source : Bruneel et al. (1987).

L'industrialisation de la Wallonie s'accompagnera d'une croissance rapide de sa population. Durant la première moitié du 19e siècle et jusqu'en 1880, les taux d'accroissement annuels de la population wallonne sont toujours supérieurs à ceux de la population flamande.

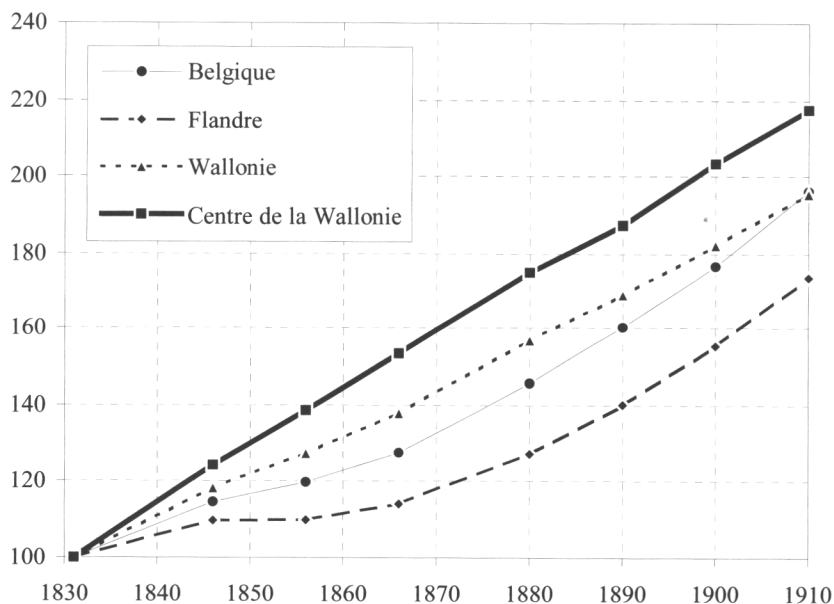
Tableau 4. L'évolution du chiffre de la population de la Belgique et de ses régions (chiffres aux recensements)

Année du recensement	Belgique	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Centre de la Wallonie (371 communes)
1831	3 786 556	140 322	2 142 006	1 504 228	337 982
1846	4 337 198	211 634	2 348 739	1 776 825	419 682
1856	4 529 465	260 754	2 353 380	1 915 331	468 959
1866	4 827 834	309 321	2 443 231	2 075 282	517 788
1880	5 520 016	436 710	2 726 141	2 357 165	591 639
1890	6 069 317	520 163	3 004 831	2 544 323	633 209
1900	6 693 546	626 075	3 325 314	2 742 157	687 001
1910	7 423 784	761 898	3 722 716	2 939 170	735 503

La part relative de la population de la Wallonie, qui s'élevait à un peu moins de 40 % en 1831, grimpe à près de 43 % vers 1870. Mais ce dynamisme n'aura qu'un temps. La croissance démographique ralentit, incapable d'assurer à l'industrie l'indispensable assise quantitative que requièrent son développement et sa diversification (Poulain et Vandermotten, 1984).

Qu'en est-il du centre de la Wallonie ? L'évolution de la population des 371 communes qui composent, selon notre définition, le centre de la Wallonie, suit la tendance régionale. La croissance démographique de cette sous-région est néanmoins plus rapide que celle de l'ensemble de la Wallonie. En 1831, la population des 371 communes représentait 22,5 % de la population de la Wallonie. En 1910, cette proportion est passée à 25 %. Le décor étant planté, observons à présent l'évolution de la population et de ses composantes naturelles et migratoires dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie.

Figure 8. L'évolution du chiffre de la population de la Belgique et de ses régions (1831 = 100)



## 2.1. L'explosion démographique des cités industrielles du centre de la Wallonie

La figure 9 illustre l'évolution démographique des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910. Sur la longue durée, l'évolution de leur population présente des différences évidentes, mais qui paraissent insignifiantes face au décollage démographique spectaculaire des communes du sillon industriel carolorégien. En 1831, leur population ne représentait que 15 % de l'ensemble de la région considérée. En 1911, leur part relative s'élève à 40 % (tableau 5). En moins d'un siècle, elles vont sextupler leur population<sup>2</sup>. L'analyse des trajectoires individuelles reflète des croissances encore plus prononcées (figure 10) : la population de Marchienne-au-Pont

<sup>2</sup> En termes de densité de population, la progression est similaire, car nous travaillons selon le même découpage territorial. De 247 hab./km<sup>2</sup>, la densité atteint près de 1 000 hab./km<sup>2</sup> en 1881 et 1 500 hab./km<sup>2</sup> en 1911.

s'est multipliée par un facteur 24, celle de Monceau-sur-Sambre par un facteur 13, celle de Châtelain par un facteur 12, ou encore celle de Dampremy, par un facteur 11. Charleroi parvient, dans le même temps, à sextupler sa population, alors que Jumet et Gilly, les localités les plus peuplées du bassin industriel en 1831, quadruplent leurs effectifs. D'autres localités industrielles ont connu une expansion démographique plus modeste, mais elles ont néanmoins réussi, au pire, à tripler leur population entre 1831 et 1910. L'augmentation de la population de ces communes fut très rapide et seul le développement des communes bruxelloises peut soutenir la comparaison dans le contexte de la Belgique du 19<sup>e</sup> siècle (Eggerickx et Poulain, 1995a). On le conçoit aisément, une croissance aussi rapide et massive constitua un véritable défi aux capacités de logement et d'accueil, et par extension, aux règles les plus élémentaires de la salubrité publique et de l'hygiène privée.

Figure 9. L'évolution de la population des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (1831 = indice 100)

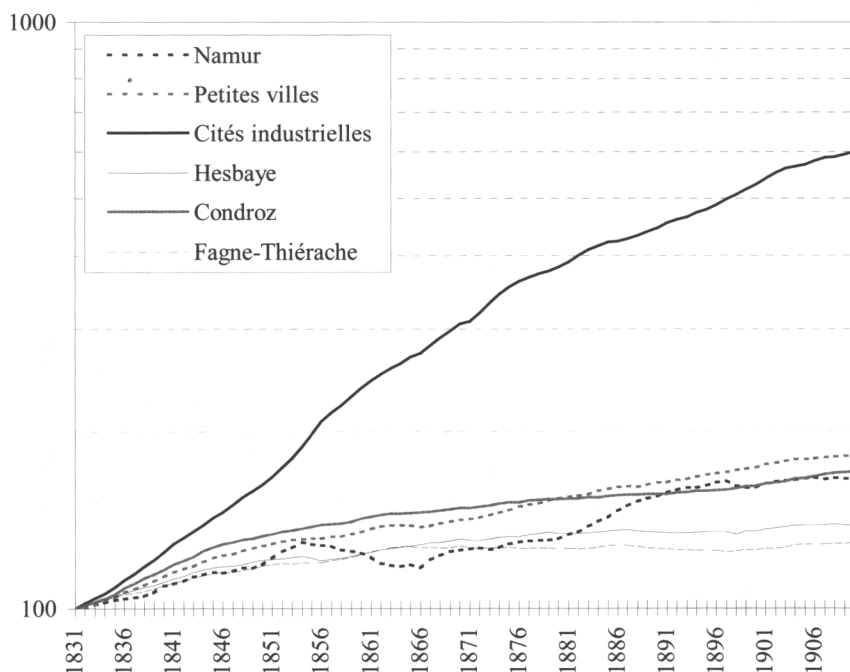
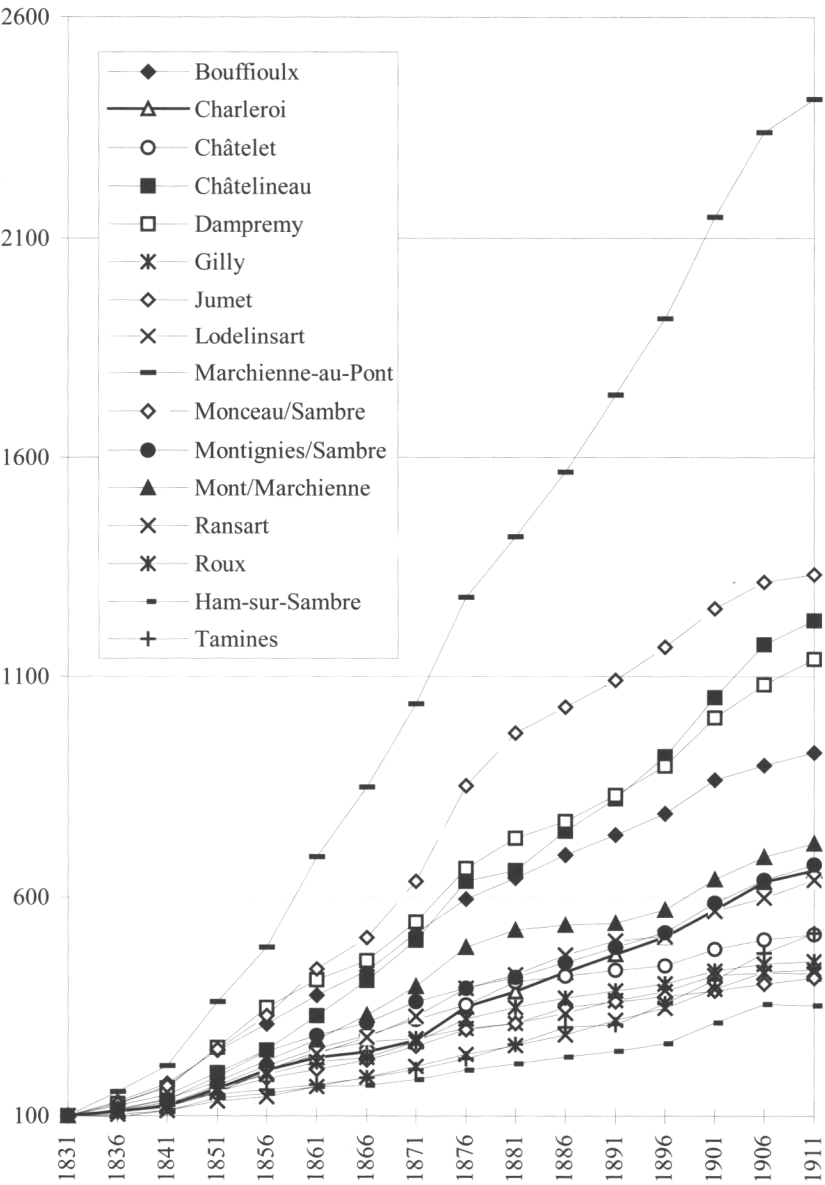




Figure 10. L'évolution de la population de quelques cités industrielles de la région de Charleroi, de 1831 à 1910 (1831 = indice 100)



## 2.2. *La cité industrielle : un milieu d'habitat original mais qui ne parvint pas à se hisser au sommet de la pyramide urbaine*

L'industrialisation massive de la Wallonie, qui permit à la Belgique de figurer dans le peloton de tête des nations industrialisées au 19<sup>e</sup> siècle, a largement contribué à défigurer les campagnes. Dans le cas de la Wallonie, comme dans le cadre plus large du monde occidental, le développement industriel fut le principal moteur de l'urbanisation du 19<sup>e</sup> siècle (Bairoch, 1997). L'adoption du coke, en lieu et place du charbon de bois, et l'emploi de la machine à vapeur comme source d'énergie, plutôt que la roue hydraulique, permit à la métallurgie de s'affranchir des cours d'eau et de se localiser à proximité des sites charbonniers. Progressivement, un espace urbain désordonné se développe. Les logements, simples alignements de baraques ou véritables cités ouvrières, viennent se greffer à proximité des usines et des fosses. Les voies ferrées, traits d'union indispensables entre les complexes industriels, lézardent le paysage de larges entailles et achèvent de relier entre eux ces conglomérats d'hommes et de machines.

L. Munford (1964, pp. 588-590) dresse un tableau sans complaisance de ce qu'il qualifie « d'énormes ruches bourdonnantes et grinçantes » :

« L'agglomération carbonifère, la « carboville » [...], nouveau prototype urbain, n'avait ni passé historique, ni limites précises. Conglomérat de moyenne densité d'occupation, elle s'étalait sur des dizaines, parfois des centaines de kilomètres carrés. Aucun centre n'apparaissait de façon distincte [...]. La cité carbonifère portait les stigmates de la nuit. Des nuages de fumée noire couronnaient les cheminées d'usine et l'enchevêtrement des voies ferrées s'enfonçait loin dans le centre de l'agglomération, dévorant sa substance, tandis que les locomotives répandaient partout des poussières charbonneuses. [...]. A cette poussière de charbon, souillant la peau et les vêtements, se mêlaient les particules de fer, détachées par les broyeurs et les limes, le chlore des usines de soude caustique, les nuages poudreux des cimenteries, les vapeurs des réactions chimiques. Tous ces déchets divers obscurcissaient la vue, raclaient la gorge, pénétraient dans les poumons et sapaient la vitalité. [...]. Sombre, terne, âcre, malodorant, tel était ce nouveau milieu, où les travaux étaient rudes [...] ».

Le bassin industriel carolorégien a vu se développer comme une traînée de poudre un habitat urbain original mais hybride, qui ne s'apparente ni à la ville, ni au village (Hélin, 1992). C'est avant tout la proximité des bassins charbonniers qui conditionna, d'une part la localisation des industries sidé



rurgiques, et d'autre part, l'éclosion et le développement de ce nouveau modèle urbain qu'est la cité industrielle (Bairoch, 1985). De simples villages de quelques centaines d'habitants vont très rapidement accéder au rang de centres industriels peuplés de plusieurs milliers d'habitants (Sporck, 1982 ; Hohenberg et Lees, 1992). Pourtant, faute d'espace notamment, aucune des localités industrielles du bassin de Charleroi ne rejoindra les rangs des métropoles. Malgré une croissance rapide, pas une ne dépassera le cap des 30 000 habitants. En 1910, elles n'occupent généralement qu'un classement modeste dans la hiérarchie urbaine belge, à l'instar du cas français (Roncayolo, 1983 ; Poussou, 1992) et contrairement aux exemples de l'Angleterre et de l'Allemagne où les cités industrielles se sont hissées au sommet de la pyramide urbaine. Dans le cadre régional de la Wallonie, hormis Seraing et Charleroi, aucune des cités industrielles n'est parvenue, en 1910, à rejoindre et à dépasser les villes provinciales alanguies de Mons, Namur et Tournai (tableau 6). Le 19<sup>e</sup> siècle wallon a donc consacré le triomphe des petites agglomérations, axées sur et autour des usines et des charbonnages.

Après l'euphorie démographique du 19<sup>e</sup> siècle, la croissance des cités industrielles est en perte de vitesse dès 1910 (Eggerickx et Poulain, 1995a). Les taux de croissance ralentissent et certaines communes commencent à enregistrer une diminution du chiffre de leur population. Engluées dans leur spécificité industrielle, et malgré la taille de leur population, la grande majorité de ces communes n'ont pu réunir la panoplie d'activités qui en aurait fait de « vraies villes ». Ces agglomérations, nées de l'industrialisation du 19<sup>e</sup> siècle, se distinguent par un sous-équipement notoire dans le domaine du tertiaire en général et du commerce en particulier (Sporck, 1982). En d'autres termes, elles étaient privées de ce qui constitue le fondement même d'une croissance urbaine régulière (Poussou, 1992). L'amalgame étroit entre l'usine ou le charbonnage et la commune a créé un carcan où la croissance démographique était largement tributaire de la demande de main-d'œuvre, et plus globalement de la bonne ou mauvaise conjoncture d'un secteur économique mono-céphalique.



En chiffres absolus (nombre d'habitants)

Milieux d'habitat	1831	1841	1851	1861	1871	1881	1891	1901	1911
Namur	19 358	21 306	23 551	23 637	24 393	25 800	30 570	31 652	32 362
Petites villes	40 272	46 305	51 758	54 932	57 195	62 564	66 169	70 858	73 273
Cités indus.s	49 550	63 687	83 281	121 112	153 118	193 042	224 989	267 459	297 024
Hesbaye	113 043	126 754	136 859	140 588	147 449	151 582	152 026	154 076	156 597
Condroz	70 300	83 345	93 963	100 577	104 514	108 357	110 371	114 768	120 547
Fagne-Thi.	45 459	50 229	53 856	56 625	57 517	57 322	57 232	57 322	58 809
Centre Wal.	337 982	391 627	443 268	497 650	544 185	598 667	641 357	696 135	738 612
Wallonie	1 504 228	1 671 729	1 871 386	2 038 010	2 164 652	2 374 240	2 565 858	2 769 672	2 949 762
Flandre	2 142 006	2 306 158	2 351 082	2 406 040	2 557 927	2 774 089	3 050 789	3 404 482	3 729 201
Bruxelles	140 322	176 925	236 795	286 796	351 823	447 866	529 448	642 074	771 294
Belgique	3 786 556	4 154 812	4 459 263	4 730 846	5 074 402	5 596 195	6 146 089	6 816 228	7 450 257

En indices : 1831 = base 100

Milieux d'habitat	1831	1841	1851	1861	1871	1881	1891	1901	1911
Namur	100	110	122	122	126	133	158	164	167
Petites villes	100	115	129	136	142	155	164	176	182
Cités indus.s	100	129	168	244	309	390	454	540	599
Hesbaye	100	112	121	124	130	134	134	136	139
Condroz	100	119	134	143	149	154	157	163	171
Fagne-Thi.	100	110	118	125	127	126	126	126	129
Centre Wal.	100	116	131	147	161	177	190	206	219
Wallonie	100	111	124	135	144	158	171	184	196
Flandre	100	108	110	112	119	130	142	159	174
Bruxelles	100	126	169	204	251	319	377	458	550
Belgique	100	110	118	125	134	148	162	180	197

### En part relative

[illegible]

Tableau 6. L'évolution du rang des cités industrielles du bassin de Charleroi et des villes traditionnelles wallonnes dans la hiérarchie urbaine belge, entre 1831 et 1910

Milieu urbain	1831	1856	1880	1910
<i>Cités industrielles</i>				
Charleroi	63 <sup>e</sup>	34 <sup>e</sup>	30 <sup>e</sup>	25 <sup>e</sup>
Châtelet	288 <sup>e</sup>	95 <sup>e</sup>	58 <sup>e</sup>	71 <sup>e</sup>
Châtelain	820 <sup>e</sup>	245 <sup>e</sup>	79 <sup>e</sup>	57 <sup>e</sup>
Gilly	67 <sup>e</sup>	27 <sup>e</sup>	26 <sup>e</sup>	32 <sup>e</sup>
Jumet	47 <sup>e</sup>	24 <sup>e</sup>	21 <sup>e</sup>	26 <sup>e</sup>
Lodelinsart	619 <sup>e</sup>	248 <sup>e</sup>	103 <sup>e</sup>	104 <sup>e</sup>
Marchienne-au-Pont	1 214 <sup>e</sup>	136 <sup>e</sup>	42 <sup>e</sup>	39 <sup>e</sup>
Montignies-sur-Sambre	190 <sup>e</sup>	53 <sup>e</sup>	35 <sup>e</sup>	38 <sup>e</sup>
<i>Villes traditionnelles</i>				
Ath	27 <sup>e</sup>	51 <sup>e</sup>	68 <sup>e</sup>	93 <sup>e</sup>
Dinant	88 <sup>e</sup>	69 <sup>e</sup>	114 <sup>e</sup>	147 <sup>e</sup>
Huy	44 <sup>e</sup>	36 <sup>e</sup>	38 <sup>e</sup>	61 <sup>e</sup>
Liège	4 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
Mons	9 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>	19 <sup>e</sup>	27 <sup>e</sup>
Namur	11 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>	18 <sup>e</sup>	22 <sup>e</sup>
Nivelles	36 <sup>e</sup>	46 <sup>e</sup>	59 <sup>e</sup>	74 <sup>e</sup>
Soignies	53 <sup>e</sup>	76 <sup>e</sup>	83 <sup>e</sup>	94 <sup>e</sup>
Tournai	6 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>	13 <sup>e</sup>	17 <sup>e</sup>

2.3. *La relative apathie démographique du réseau urbain traditionnel et des campagnes*

Parallèlement au dynamisme démographique des cités industrielles, il convient d'observer l'apathie relative du réseau des villes traditionnelles, peu concernées par le processus d'industrialisation. Ni Namur, ni les petites villes, ne sont parvenues à doubler leur population (figure 9), et leur croissance démographique fut presque toujours plus lente que celle de l'ensemble de la population du centre de la Wallonie. Cependant, tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, l'évolution de la population des petites villes fut un rien plus rapide et régulière que celle de Namur (tableau 5 et figure 9). L'industrialisation a donc généré un processus d'urbanisation rapide et anarchique dont les campagnes du bassin de Charleroi ont fait les frais alors que, paradoxalement, le

réseau urbain traditionnel en fut écarté. Cette caractéristique est commune à la plupart des pays qui se sont industrialisés aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. En Angleterre, en Allemagne et en France, les zones de développement industriel et de forte croissance démographique se situent généralement hors des cadres urbains traditionnels (Bairoch, 1985).

L'évolution de la population de la Hesbaye, du Condroz et de la Fagne-Thiérache ne soutient pas non plus la comparaison avec l'extraordinaire croissance démographique des cités industrielles. Toutefois, dans les trois cas, les effectifs recensés en 1910 sont plus élevés qu'en 1831 ; de 71 % pour le Condroz, de 39 % en Hesbaye et de 29 % en Fagne-Thiérache. Jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, la croissance démographique de ces milieux ruraux est malgré tout soutenue et poursuit la tendance observée durant les périodes autrichienne et française. Vers 1850, la croissance ralentit et devient finalement nulle dans le cas de la Fagne-Thiérache, d'abord, dans celui de la Hesbaye, ensuite (figure 9).

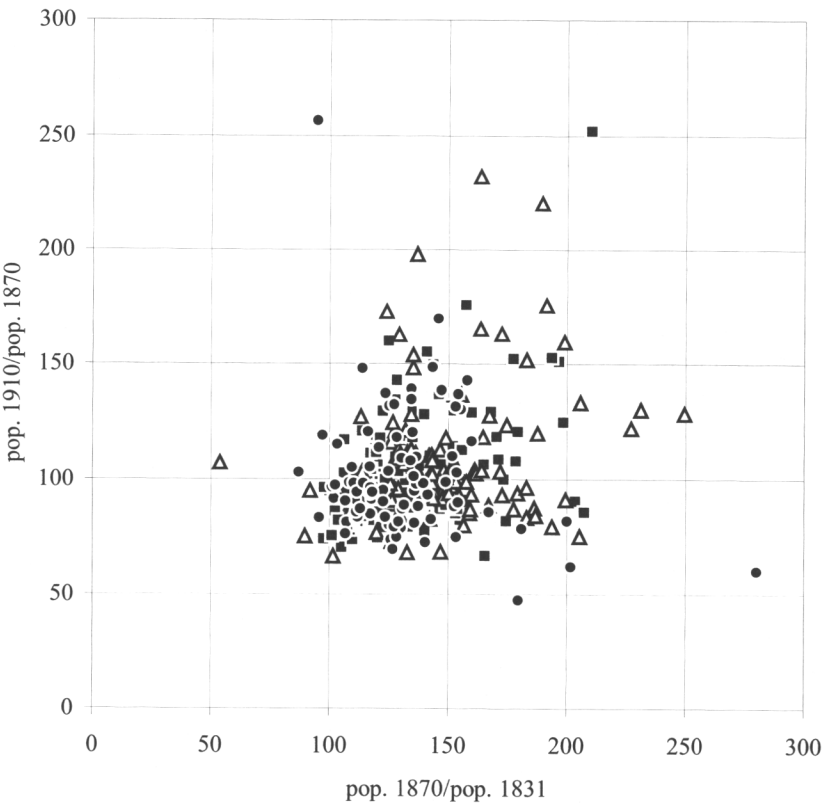
Le profil de ces courbes ne laisse transparaître aucune trace de dépopulation des campagnes, mais plutôt un ralentissement, voire une stagnation démographique de ces milieux d'habitat dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Mais les moyennes n'occultent-elles pas des cas individuels de dépopulation ? La figure 11 rapporte, pour toutes les communes des trois régions typiquement rurales, en ordonnée, le chiffre de population de 1870 à celui de 1831, et en abscisse, les effectifs dénombrés en 1910 à la population de 1870. En dessous du seuil de 100, en lecture horizontale comme verticale, il y a donc diminution de la population au cours des périodes considérées. En 1870, parmi les 330 communes qui composent ces trois régions, seules 9 enregistrent une diminution du chiffre de leur population par rapport à leur situation au lendemain de l'Indépendance. En revanche, en 1910, pour une commune rurale sur deux, le chiffre de population est inférieur à celui de 1870. Mais pour près de la moitié d'entre elles, la diminution de la population est inférieure à 10 % alors que 20 % d'entre elles connaissent une baisse de leur effectifs supérieure à 20 %. Quoi qu'il en soit, si le chiffre de population de quelques communes rurales diminue sensiblement durant le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas, dans l'ensemble, de dépopulation des campagnes.

Le « plein rural », ou le chiffre maximal de population, est atteint en Fagne-Thiérache vers 1860-1865, et en Hesbaye quelques vingt années plus tard. Ce seuil, qui pourrait traduire la capacité maximale de charge de l'environnement, déterminée notamment par la productivité des sols, la technologie ou les possibilités de cumul des activités agricoles et industrielles,



n'est pas suivi par une véritable dépopulation, comme le suggère J. Dupâquier (1989), mais plutôt par un état d'équilibre démographique qui se prolonge au moins jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Figure 11. L'évolution de la population des communes de la Hesbaye, du Condroz et de la Fagne-Thiérache, entre 1831 et 1870 et entre 1870 et 1910.



carrés noirs = Hesbaye ; cercles noirs = Condroz ; triangles blancs = Fagne-Thiérache

### 3. La dynamique démographique : la contribution des bilans naturels et des bilans migratoires à l'évolution du chiffre de la population

L'analyse précédente a permis de brosser d'un trait l'évolution du chiffre de la population des différents milieux d'habitat. Rappelons que tous les chiffres de population ont systématiquement été comparés au chiffre initial de 1831. Cette méthode comparative, très simple, « noie » cependant les effets conjoncturels, les phases d'accélération et de ralentissement du peuplement. Il convient dès lors d'utiliser un outil un peu plus pointu, mais d'usage courant : le taux d'accroissement annuel de la population. Celui-ci se définit comme le rapport de l'accroissement brut de la population au cours d'une année à l'effectif de la population en milieu d'année<sup>3</sup>.

En outre, cette analyse devrait nous permettre de répondre à deux questions importantes :

- Observe-t-on une dépopulation des campagnes, au travers de taux d'accroissement annuels de la population très négatifs ?
- Dans le cas des milieux industriels et urbains, l'apport du bilan migratoire l'emporte-t-il sur celui du bilan naturel ?

#### 3.1. L'évolution des taux d'accroissement annuels de la population : des profils inconstants mais témoins d'importantes différences entre les milieux d'habitat

##### 3.1.1. Des cités industrielles en surrégime démographique de 1831 à 1875

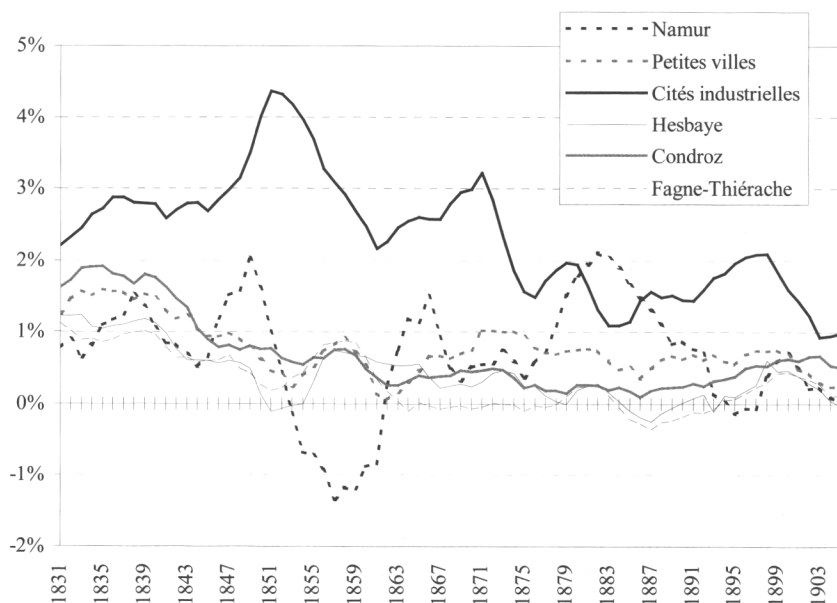
La figure 12 et le tableau 7 présentent l'évolution des taux d'accroissement annuels de la population des différents milieux d'habitat. L'évolution des taux de croissance est irrégulière, scandée de hausses brutales et de baisses tout aussi rapides, en particulier dans le cas des cités industrielles et de la ville de Namur. Tout au long de la période d'observation, les taux de croissance des communes industrielles sont globalement les plus élevés. Très

3 Soit  $T_a$ , le taux d'accroissement de la population  $P$  entre  $t_1$  et  $t_2$ ,  $P_{t_1}$ , la population au temps  $t_1$  et  $P_{t_2}$ , la population au temps  $t_2$ . Dès lors,  $T_a = (P_{t_2} - P_{t_1}) / ((P_{t_1} + P_{t_2}) / 2)$



schématiquement, la dynamique démographique des cités industrielles peut être scindée en deux grandes phases. D'abord une phase de croissance démographique soutenue, durant laquelle les taux de croissance annuels ne descendent jamais sous le seuil de 2 %. Cette période, qui s'étale jusqu'en 1875 environ, est surtout marquée par une poussée démographique extraordinaire entre 1845 et 1860. Les taux de croissance dépassent alors 3 % par an avec une pointe record à près de 5 % par an, entre 1852 et 1856. Constatons simplement que ces années furent marquées par les graves crises alimentaires et agricoles qui jetèrent sur les chemins une partie de la population des campagnes. Ensuite, brusquement, au moment où s'enclenche la crise industrielle de 1873-1892, les cités industrielles entament une phase de croissance plus lente, durant laquelle les gains démographiques oscillent entre 1 et 2 % par an. Ces taux annuels restent malgré tout soutenus, dans les contextes belge et wallon de ce 19<sup>e</sup> siècle finissant.

Figure 12. L'évolution des taux de croissance annuels de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



Ces deux grandes séquences s'observent dans la grande majorité des communes industrielles. La figure 13 résume, pour chacune d'elles, ces deux périodes clés de leur histoire démographique. En abscisse figurent les taux

d'accroissement annuels observés au cours des années 1846-1855, celles de l'explosion démographique des cités industrielles, alors qu'en ordonnée sont rapportés les taux d'accroissement annuels relevés entre 1876 et 1885, les années de ralentissement de l'expansion démographique. Entre 1846 et 1855, deux groupes de communes se détachent nettement : d'une part, les communes qui ceinturent Charleroi, et d'autre part, les communes qui se situent plus à l'est, le long de la Sambre, de part et d'autre de la frontière entre les arrondissements de Charleroi et de Namur. Les premières bénéficient toutes d'une croissance annuelle de leur population supérieure à 3 %, alors que les secondes se caractérisent par une croissance moins soutenue, mais néanmoins plus rapide que celles des autres milieux d'habitat, au cours de la même période. Les années 1876-1885 marquent une diminution sensible des taux d'accroissement de la population pour toutes les communes industrielles, à l'exception de Tamines. Compte tenu de la situation des autres milieux d'habitat à la même époque, ces communes, avec un taux d'accroissement oscillant entre 1 et 2 % par an, ne peuvent toutefois pas être rangées dans la liste des faibles croissances ou des stagnations.



### *3.1.2. Le cas des régions rurales : une croissance ralentie mais aucune trace de dépopulation des campagnes*



Par rapport aux cités industrielles, les taux de croissance des régions rurales de la Hesbaye, du Condroz et de la Fagne-Thiérache semblent bien anémiques. Mais ne nous y trompons pas, jusqu'à la crise de la pomme de terre de 1845-1846, la population des campagnes croît à un rythme qui avoisine 1 % par an, voire davantage dans le cas du Condroz. En d'autres termes, les quinze premières années du nouvel Etat belge traduisent une évolution démographique tout aussi soutenue<sup>4</sup>, sinon davantage, que celle qui caractérisait ces milieux d'habitat durant la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle et les premières décennies du 19<sup>e</sup> siècle (Bruneel et al., 1987). Même si, depuis 1831, on observe un léger glissement du taux de croissance annuel de la population des trois régions rurales, la décennie 1845-1856, celle de la maladie de la pomme de terre et de récoltes céréalières désastreuses, marque une rupture nette. En Hesbaye, les taux d'accroissement annuels deviennent négatifs entre 1852 et 1856, alors qu'en Fagne-Thiérache, au cours de la

<sup>4</sup> A titre comparatif, ces taux de croissance se conforment à la moyenne de la Wallonie des années 1830-1850 et ils sont, par exemple, dix fois plus importants que ceux qui ont caractérisé la Wallonie au cours des années 1981-1990 (Debuisson et al., 2000).

même période quinquennale, ils maintiennent des valeurs à peine positives. En Condroz, la population continue à s'accroître durant ces années, mais le taux de croissance a diminué de moitié par rapport aux cinq années précédentes. La récupération qui survint ensuite dans les trois régions fut éphémère. Dès le début des années 1860, les taux de croissance diminuent à nouveau, lentement en Hesbaye, plus brutalement en Condroz et surtout en Fagne-Thiérache. Si en Condroz, la croissance de la population demeura positive jusqu'à la fin du siècle, la Hesbaye connut une brève et légère diminution de sa population entre 1885 et 1890, alors qu'en Fagne-Thiérache, les taux d'accroissement annuels furent très légèrement négatifs entre 1865 et 1880, avant de plonger un peu plus sérieusement « dans le rouge » entre 1885 et 1890.

Figure 13. Les taux d'accroissement annuels de la population des cités industrielles entre 1846 et 1855 et entre 1876 et 1885



L'évolution des taux d'accroissement de la population rurale de la Hesbaye, du Condroz et de la Fagne-Thiérache laisse-t-elle transparaître des indices d'un dépeuplement des campagnes ? Selon une vision « romantique », propre au 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle, l'urbanisation va de pair avec la dépopulation des campagnes. C'est l'image des « villes tentaculaires » et des « campagnes hallucinées » dessinée par le poète belge Emile Verhaeren (s.d.). Ce thème obsédant des villages vidés de leur population résulte très souvent de confusions terminologiques. Ainsi, dans l'ouvrage de E. Nicolai (1919, p. 76), *La dépopulation des campagnes*, c'est uniquement « l'exode rural » qui est fustigé, et l'auteur de reconnaître que

« Dans les campagnes aussi bien que dans les centres industriels et urbains, le nombre des habitants augmente, mais l'augmentation ne se fait pas sentir au même degré partout ; elle est plus que double dans ces derniers centres comparés aux communes rurales ».

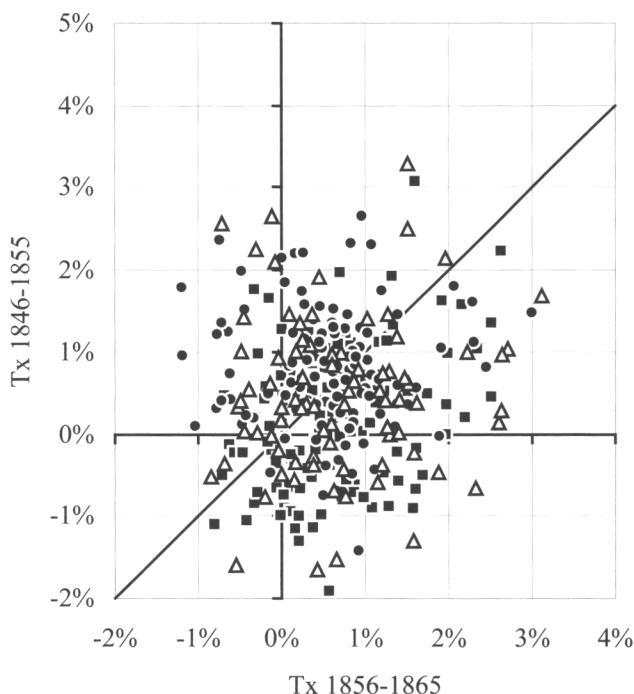
En d'autres termes, la « dépopulation des campagnes » équivaut ici à une croissance au ralenti des populations rurales. Quant à E. Vandervelde (1910), dans son livre *L'exode rural et le retour aux champs*, le dépeuplement des campagnes est amalgamé à l'exode rural. En outre, ce processus affecte la population travaillant dans le secteur de l'agriculture et non pas la population qui réside dans des communes rurales. De plus, la dépopulation des campagnes, et son corollaire l'exode rural, ne peuvent être confondues à la diminution de la population rurale, exprimée en pour-cent de la population totale. Cette dernière, observée depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle, est davantage le fait de l'augmentation rapide de la population urbaine et du passage dans la catégorie urbaine d'un certain nombre de communes dont le chiffre de population a dépassé, à un moment, le seuil fixant la frontière entre les communes urbaines et les communes rurales. En d'autres termes, la part relative de la population résidant dans des communes rurales peut s'effondrer, sans pour autant, qu'en chiffres absolus, cela se traduise par une diminution du chiffre de leur population. C'est exactement ce qui se produit en Wallonie au siècle dernier. De même, au siècle dernier, ce dépeuplement des campagnes est loin d'être généralisé en France, où il ne concerne réellement que quelques régions isolées, comme par exemple le Lot-et-Garonne (Poussou, 1992), alors qu'il semble davantage présent en Angleterre (Friedlander, 1992).

Quoi qu'il en soit, les taux d'accroissement négatifs relevés, dans les campagnes du centre de la Wallonie, en 1852-1856 ou en 1885-1890, ne traduisent en aucun cas un processus de dépopulation rurale. La croissance s'est globalement ralentie tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, mais les villages ne se



sont pas vidés de leur population. En Brabant Wallon, comme en Hesbaye namuroise, certains villages ont bien dû faire face à quelques hémorragies migratoires au moment de la ruée vers le Nouveau Monde, mais les vides furent rapidement comblés (Eggerickx, 1987 ; Eggerickx et Poulain, 1987). Vérifions si les moyennes n'occulent pas des cas de dépeuplement important. La figure 14 croise les taux d'accroissement de la population des communes typiquement rurales en 1846-1855 – années cruciales marquées par de mauvaises récoltes de pomme de terre et de céréales et de graves crises alimentaires – et en 1856-1865. Durant les années de crise, 27 % des communes rurales enregistrent des taux d'accroissement négatifs, mais ceux-ci sont rarement inférieurs à -1 %. La Hesbaye est principalement affectée, 40 % des communes connaissent une diminution du chiffre de leur population, pour 27 % en Fagne-Thiérache et seulement 12 % en Condroz.

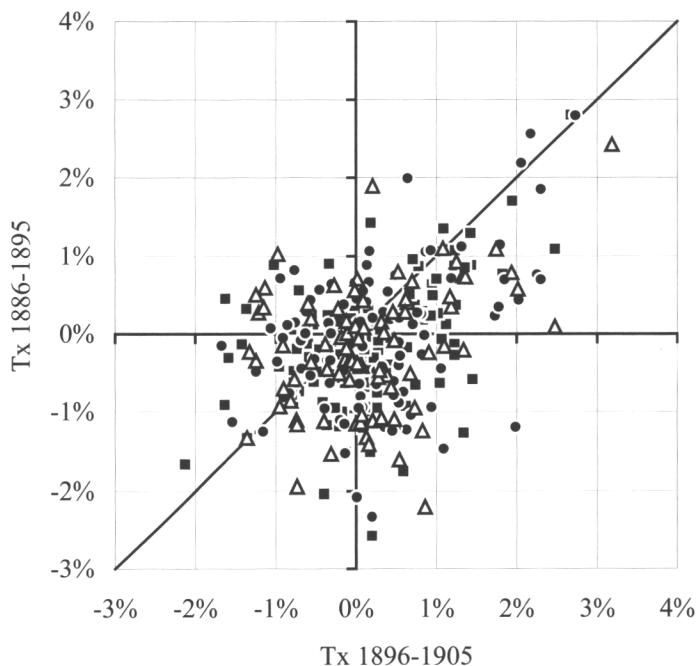
Figure 14. Les taux d'accroissement annuels de la population des communes rurales, en 1846-1855 et en 1856-1865



carrés noirs = Hesbaye ; cercles noirs = Condroz ; triangles blancs = Fagne-Thiérache

La récupération fut rapide : entre 1856 et 1865, la population ne diminue plus que pour 18 % des communes, et cette proportion est tombée à 16 % en Hesbaye. Le même exercice a été réalisé pour les années 1886-1895 et 1896-1905 (figure 15). Rappelons qu'entre 1886 et 1895, la population des communes de Hesbaye et de Fagne-Thiérache diminue, alors qu'en Condroz, la croissance démographique est à peine positive. Plus de la moitié des communes (55 %) perdent des habitants entre 1886 et 1895, et cette proportion dépasse 60 % en Hesbaye, atteint 56 % en Fagne-Thiérache et 49 % en Condroz. Le phénomène est plus prononcé qu'au milieu du siècle, mais une fois de plus, le déficit démographique excède rarement -1 %. Pour la moitié de ces communes « déficitaires », on observe à nouveau une augmentation de leur chiffre de population entre 1896 et 1905.

Figure 15. Les taux d'accroissement annuels de la population des communes rurales, en 1886-1895 et en 1896-1905



carrés noirs = Hesbaye ; cercles noirs = Condroz ; triangles blancs = Fagne-Thiérache

Tableau 7. L'évolution du taux d'accroissement annuel et des bilans naturel et migratoire de la population  
des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910

Taux de croissance	1831-35	1836-40	1841-45	1846-50	1851-55	1856-60	1861-65	1866-70	1871-75	1876-80	1881-85	1886-90	1891-95	1896-00	1901-05	1906-10
Namur	0,82 %	1,09 %	1,06 %	0,64 %	1,63 %	-0,72 %	-0,88 %	1,13 %	0,51 %	0,37 %	1,79 %	1,66 %	0,87 %	-0,14 %	0,71 %	0,03 %
Petites villes	1,09 %	1,59 %	1,48 %	0,94 %	0,61 %	0,52 %	0,54 %	0,46 %	0,75 %	0,94 %	0,75 %	0,51 %	0,61 %	0,56 %	0,68 %	0,23 %
Cités industrielles	2,10 %	2,73 %	2,79 %	2,69 %	4,01 %	3,68 %	2,48 %	2,61 %	2,99 %	1,56 %	1,95 %	1,15 %	1,45 %	1,96 %	1,59 %	0,99 %
Hesbaye	1,27 %	1,05 %	1,13 %	0,60 %	0,13 %	0,30 %	0,65 %	0,55 %	0,25 %	0,25 %	0,19 %	-0,10 %	0,02 %	0,09 %	0,47 %	-0,03 %
Condroz	1,41 %	1,92 %	1,76 %	0,89 %	0,76 %	0,64 %	0,49 %	0,40 %	0,44 %	0,22 %	0,27 %	0,18 %	0,24 %	0,38 %	0,62 %	0,51 %
Fagne-Thiérache	1,11 %	0,86 %	0,96 %	0,59 %	0,26 %	0,63 %	0,64 %	0,02 %	-0,07 %	-0,10 %	0,24 %	-0,22 %	-0,18 %	0,07 %	0,44 %	0,14 %
Centre Wallonie	1,35 %	1,53 %	1,55 %	1,07 %	1,17 %	1,13 %	0,98 %	1,02 %	1,11 %	0,69 %	0,91 %	0,50 %	0,64 %	0,87 %	0,95 %	0,50 %
Bilan naturel	1831-35	1836-40	1841-45	1846-50	1851-55	1856-60	1861-65	1866-70	1871-75	1876-80	1881-85	1886-90	1891-95	1896-00	1901-05	1906-10
Namur	0,53 %	0,53 %	0,96 %	0,59 %	0,70 %	0,71 %	0,30 %	0,07 %	0,40 %	0,44 %	0,31 %	0,44 %	0,46 %	0,42 %	0,36 %	0,09 %
Petites villes	0,79 %	0,88 %	1,10 %	0,85 %	0,69 %	1,11 %	1,13 %	0,80 %	0,76 %	0,87 %	0,74 %	0,66 %	0,62 %	0,57 %	0,56 %	0,32 %
Cités industrielles	1,14 %	1,70 %	1,83 %	1,57 %	1,26 %	1,89 %	1,87 %	1,65 %	1,70 %	1,57 %	1,43 %	1,13 %	1,04 %	1,12 %	1,07 %	0,78 %
Hesbaye	1,31 %	1,28 %	1,31 %	0,99 %	0,92 %	1,17 %	1,01 %	1,15 %	1,06 %	1,10 %	0,89 %	0,74 %	0,71 %	0,87 %	0,88 %	0,68 %
Condroz	1,15 %	1,52 %	1,44 %	1,26 %	1,06 %	1,28 %	1,20 %	1,14 %	1,04 %	1,05 %	0,82 %	0,61 %	0,59 %	0,64 %	0,67 %	0,46 %
Fagne-Thiérache	1,10 %	0,99 %	1,11 %	0,83 %	0,64 %	0,83 %	0,80 %	0,64 %	0,50 %	0,57 %	0,39 %	0,25 %	0,08 %	0,27 %	0,31 %	0,23 %
Centre Wallonie	1,12 %	1,27 %	1,35 %	1,09 %	0,95 %	1,28 %	1,22 %	1,14 %	1,12 %	1,13 %	0,97 %	0,78 %	0,73 %	0,82 %	0,81 %	0,58 %
Bilan migratoire	1831-35	1836-40	1841-45	1846-50	1851-55	1856-60	1861-65	1866-70	1871-75	1876-80	1881-85	1886-90	1891-95	1896-00	1901-05	1906-10
Namur	0,29 %	0,56 %	0,10 %	0,05 %	0,92 %	-1,42 %	-1,18 %	1,06 %	0,11 %	-0,08 %	1,49 %	1,22 %	0,41 %	-0,56 %	0,34 %	-0,06 %
Petites villes	0,30 %	0,71 %	0,37 %	0,08 %	-0,08 %	-0,59 %	-0,59 %	-0,34 %	-0,01 %	0,07 %	0,01 %	-0,15 %	-0,01 %	-0,01 %	0,12 %	-0,09 %
Cités industrielles	0,97 %	1,02 %	0,96 %	1,12 %	2,75 %	1,79 %	0,61 %	0,95 %	1,29 %	0,00 %	0,51 %	0,01 %	0,41 %	0,84 %	0,51 %	0,21 %
Hesbaye	-0,04 %	-0,23 %	-0,19 %	-0,39 %	-0,79 %	-0,87 %	-0,36 %	-0,60 %	-0,82 %	-0,85 %	-0,70 %	-0,84 %	-0,69 %	-0,77 %	-0,41 %	-0,71 %
Condroz	0,26 %	0,41 %	0,31 %	-0,36 %	-0,30 %	-0,63 %	-0,71 %	-0,74 %	-0,60 %	-0,83 %	-0,55 %	-0,43 %	-0,35 %	-0,26 %	-0,04 %	0,04 %
Fagne-Thiérache	0,01 %	-0,13 %	-0,15 %	-0,24 %	-0,38 %	-0,19 %	-0,16 %	-0,62 %	-0,57 %	-0,67 %	-0,15 %	-0,47 %	-0,26 %	-0,19 %	0,13 %	-0,09 %
Centre Wallonie	0,24 %	0,26 %	0,19 %	-0,02 %	0,23 %	-0,15 %	-0,24 %	-0,12 %	-0,02 %	-0,44 %	-0,06 %	-0,28 %	-0,08 %	0,04 %	0,14 %	-0,08 %

En résumé, ponctuellement, au cours du 19<sup>e</sup> siècle, des communes rurales du centre de la Wallonie ont enregistré une diminution de leurs effectifs. Celle-ci fut généralement modérée et de courte durée. Il convient donc de démystifier le thème lancinant de la dépopulation des campagnes. D'après les chiffres, aucune commune du centre de la Wallonie n'a été victime de saignées démographiques au cours du siècle dernier.

Jusqu'en 1880 environ, l'évolution des taux d'accroissement des cités industrielles et des régions plus typiquement rurales est relativement dissymétrique ; aux fortes poussées démographiques, d'un côté, correspondent des ralentissements, de l'autre, et inversement. Comme nous le démontrons plus en détail par la suite, le monde industriel et le monde des campagnes semblent étroitement imbriqués selon un principe de « vases communicants ». Les petites villes s'intègrent également dans ce système, et l'évolution de leurs taux annuels d'accroissement de la population se calque plutôt sur le schéma évolutif des milieux spécifiquement ruraux. On constatera néanmoins que dans le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, les petites villes se caractérisent par une plus grande vigueur démographique que celle observée dans les campagnes de Hesbaye, du Condroz et de Fagne-Thiérache.

Le cas de la ville de Namur est plus particulier. Les tendances lourdes de l'évolution de sa population sont difficiles à déceler, tant les variations et les ruptures de croissance sont importantes. Jusqu'au début des années 1850, les taux de croissance sont irréguliers, mais résolument positifs. Puis subitement, entre 1854 et 1864, la ville wallonne perd 9 % de sa population. J. Lohte (1978) constate également cette diminution, à travers les chiffres des recensements de 1856 et de 1866, mais n'y apporte aucune explication. Cependant, ces années sont marquées par un profond malaise dans la coutellerie, la tannerie, les industries céramiques, les carrières et les fours à chaux, les industries traditionnelles namuroises (Lohte, 1978). Le déficit démographique sera vite comblé.

« C'est que, depuis 1866, la ville connaît un regain d'activité : la démolition des fortifications, l'exécution d'un vaste programme de travaux publics, l'urbanisation des faubourgs peuvent avoir influencé l'immigration » (Lohte, 1978, p. 114).

Les taux d'accroissement de la population, bien que généralement positifs, n'en sont pas moins toujours instables. C'est entre 1880 et 1890 que la





population namuroise augmente le plus vite, au moment où, dans les autres milieux d'habitat, la croissance démographique ralentit<sup>5</sup>.

### 3.2. *L'évolution des bilans naturel et migratoire de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910*

L'évolution du chiffre d'une population entre deux moments,  $t_1$  et  $t_2$ , est conditionnée par l'intensité de quatre facteurs : les naissances, les décès, les immigrations (ou entrées) et les émigrations (ou sorties). Entre  $t_1$  et  $t_2$ , la population d'une commune enregistrera l'arrivée de nouveaux habitants par naissance et par immigration et le départ d'autres personnes par décès et par émigration. Les naissances et les décès constituent le mouvement naturel alors que les immigrations et les émigrations représentent le mouvement migratoire<sup>6</sup>. C'est le bilan ou le solde des composantes des mouvements naturel et migratoire qui détermine l'augmentation ou la diminution de la population entre  $t_1$  et  $t_2$ . Un solde positif signifie que l'on a comptabilisé plus de naissances que de décès ou davantage d'immigrations que d'émigrations. Le bilan sera négatif dans le cas contraire<sup>7</sup>. A des fins comparatives, – d'un milieu d'habitat à l'autre et/ou d'une période à l'autre – il convient de traduire ces composantes naturelle et migratoire en chiffres relatifs. Le taux d'accroissement de la population sera donc égal à la somme des taux d'accroissement naturel et migratoire. Ces taux expriment en chiffres relatifs les soldes naturel et migratoire<sup>8</sup>.

5 Les études consacrées à la démographie de la population namuroise au siècle dernier sont rares. Le cas namurois, comme d'ailleurs celui des autres villes wallonnes de taille moyenne, mériterait une analyse plus détaillée, que nous ne sommes malheureusement pas en mesure de mener ici.

6 On peut donc écrire que :

$$\text{Population } Pt_2 = \text{Population } Pt_1 + \text{mouvement naturel} + \text{mouvement migratoire}$$

Si l'on détaille les composantes des mouvements naturel et migratoire, on aura

$$\text{Population } Pt_2 = \text{Population } Pt_1 + \text{naissances} - \text{décès} + \text{immigrations} - \text{émigrations}$$

7 Ceci se traduit par l'équation suivante :

$$\text{Population } Pt_2 = \text{Population } Pt_1 + \text{bilan naturel} + \text{bilan migratoire}$$

8 Soit :

- $T_a$ , le taux d'accroissement de la population entre  $t_1$  et  $t_2$  ;
- $Pt_1$ , la population en début de période ;
- $Pt_2$ , la population en fin de période ;
- $Pt_m$ , la population à mi-période ;
- $T_n$ , le taux d'accroissement naturel de la population entre  $t_1$  et  $t_2$  ;

### 3.2.1. L'intensité des bilans naturel et migratoire : la suprématie des cités industrielles sur les autres milieux d'habitat

La figure 16 et le tableau 7 présentent, pour chaque milieu d'habitat, l'évolution en chiffres relatifs des composantes naturelles et migratoires du mouvement de la population. Décrivons brièvement les différences observées entre les milieux d'habitat et les grandes tendances de l'évolution des bilans naturel et migratoire.

#### 3.2.1.1. Les bilans naturels sont les plus élevés pour les cités industrielles, mais ils fléchissent dans tous les milieux d'habitat dans le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle

De 1831 à 1910, les cités industrielles se distinguent par des taux d'accroissement naturel sensiblement supérieurs à ceux qui caractérisent les autres milieux d'habitat. A l'opposé du classement figure Namur qui, fait exceptionnel dans le contexte du centre de la Wallonie, enregistre même un peu plus de décès que de naissances entre 1861 et 1865. Dans les campagnes, les naissances l'emportent systématiquement sur les décès, mais tout au long de la période d'observation, les bilans naturels de la Fagne-Thiérache sont plus faibles que ceux observés en Hesbaye et en Condroz. Enfin, le taux d'accroissement naturel des petites villes leur permet de se situer en milieu de classement.



- 
- N, le nombre de naissances entre  $t_1$  et  $t_2$  ;
  - D, le nombre de décès entre  $t_1$  et  $t_2$  ;
  - $T_m$ , le taux d'accroissement migratoire de la population entre  $t_1$  et  $t_2$  ;
  - I, le nombre d'immigrations entre  $t_1$  et  $t_2$  ;
  - E, le nombre d'émigrations entre  $t_1$  et  $t_2$  ;

Notons que

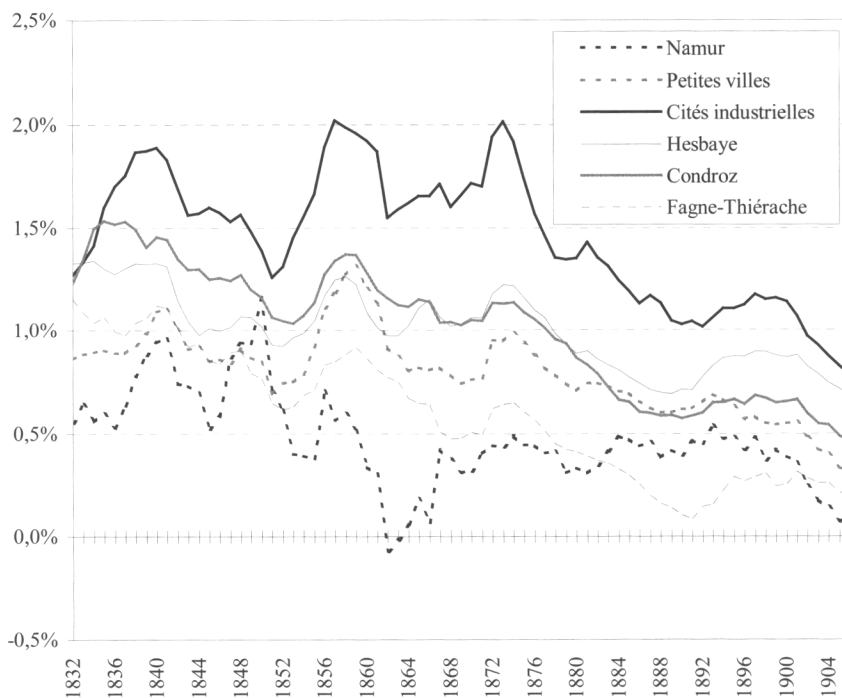
$$T_n = (P_{t_2} - P_{t_1}) / P_{t_m}$$

$$T_n = (N - D) / P_{t_m}$$

$$T_m = (I - E) / P_{t_m}$$

$$T_a = ((N - D) + (I - E)) / P_{t_m}$$

Figure 16. L'évolution du bilan naturel de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



Si les variations des taux d'accroissement naturel sont importantes d'un milieu d'habitat à l'autre, leur évolution, à l'exception du cas namurois, est rythmée par les mêmes grandes séquences. De 1831 à 1840, les taux d'accroissement naturel sont relativement stables. Puis, un décrochage se produit et les bilans naturels fléchissent de concert et atteignent un premier palier entre 1851 et 1855, au plus fort des crises agricoles et alimentaires du milieu du 19<sup>e</sup> siècle. La récupération sera rapide et intense ; les bilans naturels atteignent des taux presque records entre 1856-1860. Ils retombent ensuite, avant de se stabiliser pendant une dizaine d'années. Ensuite, après une brusque hausse au début des années 1870, ils amorcent vers 1873-1875 une longue diminution qui ne sera plus contrariée que par un léger redressement, de courte durée, à la fin du siècle (figure 16).

### 3.2.1.2. Les bilans migratoires sont presque toujours négatifs dans les campagnes et positifs dans les cités industrielles

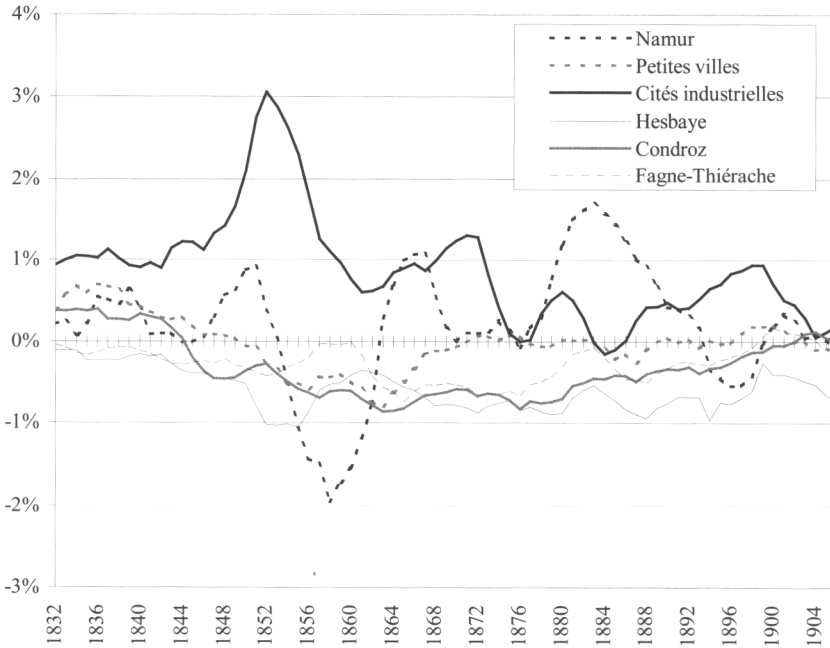
Globalement, ce sont les cités industrielles qui enregistrent, tout au long de la période, les taux d'accroissement migratoire les plus élevés (figure 17 et tableau 7). Seule la période 1875-1890 marque, à ce niveau, une suprématie de la ville de Namur. Les bilans migratoires étant le plus souvent positifs, les cités industrielles sont, au 19<sup>e</sup> siècle, des milieux d'habitat particulièrement attractifs. L'industrialisation rapide du bassin de Charleroi épuisa très vite les réserves locales de main-d'œuvre. Attirés par des perspectives de meilleur salaire, incapables de subvenir à leurs besoins dans des campagnes morcelées à l'extrême et victimes d'une industrie à domicile en pleine décadence, de nombreux ruraux vinrent offrir leurs bras au capitalisme triomphant (Bublôt, 1957 ; Lebrun et al., 1981). C'est entre 1845 et 1856 que l'attractivité des cités industrielles a atteint son intensité maximale, en bénéficiant de l'apport d'une main-d'œuvre rurale chassée de son terroir par les crises alimentaires et agricoles de ces années charnières. La dépression économique qui frappe le monde industriel de 1873 à 1892 marque une période durant laquelle les bilans migratoires des communes du bassin carolorégien s'effondrent, passant même furtivement en négatif en 1875 et en 1885-1886. Enfin, durant la dernière décennie du siècle, les bilans migratoires se relèvent, avant de subir une nouvelle chute, au cours des premières années du 20<sup>e</sup> siècle. La figure 18 résume pour chacune des cités industrielles du bassin de Charleroi les deux périodes clés – d'une part les années 1846-1855, et d'autre part, les années 1876-1885 – de leur histoire migratoire. A l'exception du cas de Tamines, l'attractivité migratoire, qui caractérisait ces centres industriels au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, n'est plus que l'ombre d'elle-même trente années plus tard. Et pour la moitié d'entre eux, des bilans migratoires négatifs traduisent une répulsivité, entre 1876 et 1885. Des déficits migratoires sont également constatés pour les cités charbonnières anglaises, à partir de 1870 (Lawton, 1991 ; Friedlander, 1992), ainsi que dans la cité industrielle de Seraing, de 1873 à 1890 (Pasleau, 1995a). Comme dans les autres bassins industriels de la première génération, le « plein d'hommes » est réalisé avant 1880-1890.

Dans les campagnes, en Hesbaye, en Condroz et en Fagne-Thiérache, les bilans migratoires sont presque toujours négatifs, de 1831 à 1910 (figure 17). Le mouvement peut être résumé en trois phases : de 1831 à 1855, le nombre d'émigrations supplante de plus en plus le nombre d'immigrations ; de 1855 à 1880, les bilans migratoires stagnent mais



demeurent franchement négatifs ; de 1880 à 1910, la « répulsivité » des campagnes s'estompe progressivement. Cette dernière phase est cependant moins sensible en Hesbaye.

Figure 17. L'évolution du bilan migratoire de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



Les faits sont clairs. Au 19<sup>e</sup> siècle, les campagnes du centre de la Wallonie repoussent davantage la population qu'elles ne l'attirent, et c'est en Hesbaye que cette tendance se manifeste le plus. Mais ces bilans migratoires négatifs, qui en moyenne excèdent rarement -1 % par an, cadrent-ils avec les saignées migratoires et l'exode rural si souvent décriés par la littérature contemporaine des faits ? Les migrations des populations rurales vers les centres urbains sont considérées comme l'un des phénomènes sociaux les plus importants du 19<sup>e</sup> siècle et figurent en tête des préoccupations des dix congrès internationaux d'agriculture qui se sont déroulés de 1889 à 1913 (Bublott, 1957). Des économistes comme J. Vandervaeren (1930) ou E. Vliebergh (1911), le sociologue-statisticien E. Nicolaï (1919) ou encore le socialiste E. Vandervelde (1910) ont consacré de longues pages à ce thème.

A la charnière des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, l'exode rural, et plus précisément les migrations des campagnes en direction des villes et des centres industriels, doivent être combattues. C'est qu'elles constituent le trait d'union entre le monde sain et pur des champs et la ville immonde et corruptrice (Hélin, 1990). Dans « La ville », E. Verhaeren (s.d.) écrit (p.14) :

« La ville au loin s'étale et domine la plaine  
comme un nocturne et colossal espoir  
[...]  
C'est la ville tentaculaire  
La pieuvre ardente et l'ossuaire ».

Comme le suggère J.-P. Poussou (1992), cette notion « d'exode rural », qui suppose à la fois une importante émigration et un dépeuplement des campagnes, doit être manipulée avec beaucoup de précaution. Les bilans migratoires sont négatifs, mais comme dans le cas de la Hesbaye entre 1846 et 1855, un déficit migratoire maximal de -1 % par an ne reflète en aucune manière le caractère dramatique suggéré par cette notion « d'exode rural »<sup>9</sup>. Quelques villages hesbignons furent bien touchés par une véritable fièvre migratoire en direction des Etats-Unis<sup>10</sup>, entre 1852 et 1856. Le 26 février 1856, le *Moniteur belge* reproduisait dans ses colonnes un article paru dans *l'Ami de l'ordre*. On pouvait y lire que :

« La fièvre de l'émigration sévit d'une manière intense dans plusieurs communes des cantons d'Eghezée et de Gembloux. A Grand-Leez, beaucoup de petits cultivateurs sont déjà partis ; on dit qu'il ne reste plus dans le village que quatre maisons ayant un ou plusieurs chevaux. A Meux, on n'entend parler que de préparatifs de départ. [...] Il est certain qu'il s'opère un mouvement très extraordinaire ; c'est une véritable crise ».

Ce mouvement d'émigration outre-Atlantique prit fin aussi promptement qu'il s'était amorcé. D'ailleurs, si entre 1846 et 1855, 40 % des communes hesbignonnes enregistrent des bilans migratoires négatifs inférieurs à -1 %, entre 1856 et 1865, elles ne sont plus que 13 % dans ce cas.

En résumé, même si les bilans migratoires de la Hesbaye, du Condroz et de la Fagne-Thiérache sont presque systématiquement négatifs, entre 1831

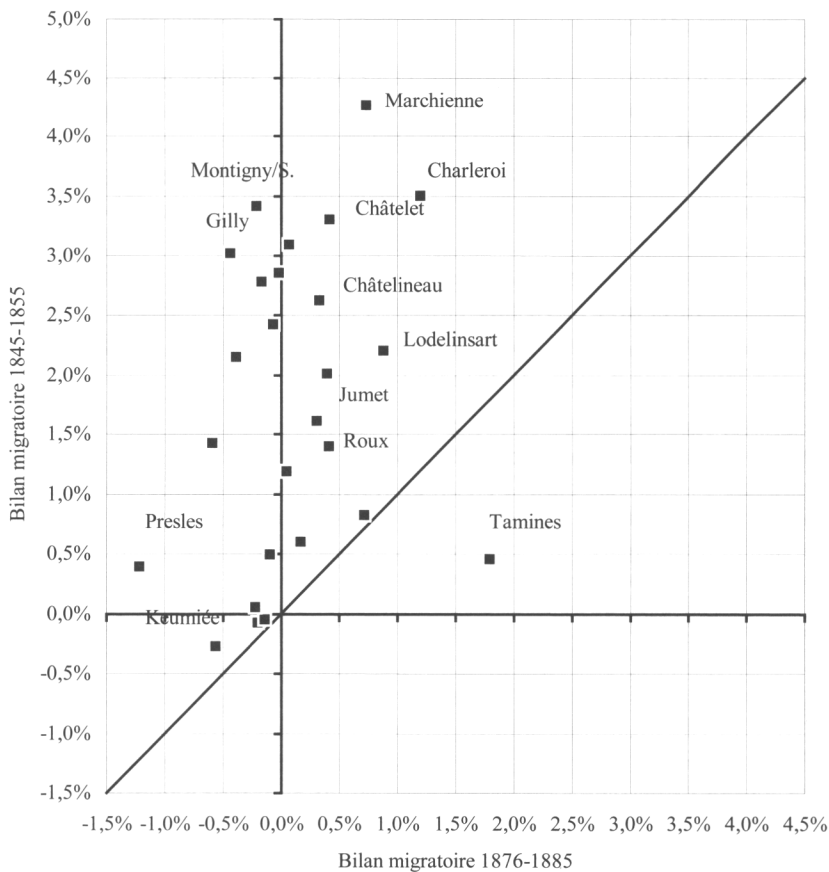
9 Pour D. Friedlander (1992), certains districts ruraux d'Angleterre et du pays de Galles se caractériseraient au 19<sup>e</sup> siècle par un véritable exode rural ; les bilans migratoires affichent régulièrement des déficits annuels dépassant - 2 % et les bilans naturels ne suffisent pas à éponger les pertes migratoires.

10 Ainsi, par exemple, à Grez-Doiceau ce mouvement concerna un habitant sur 6, à Beauvechain, 1 sur 8, à Aishe-en-Refail, 1 sur 11, à Corroy-le-Grand, 1 sur 13... (Eggerickx, 1987).



et 1910, ils ne reflètent en aucun cas les hémorragies migratoires ou l'exode rural, si souvent décriés dans la littérature contemporaine. Les campagnes ne se dépeuplent pas, leur croissance démographique est lente, voire nulle, et l'émigration constituerait plutôt un moyen d'éponger leur surplus démographique.

Figure 18. Les bilans migratoires annuels des cités industrielles de la région de Charleroi en 1846-1855 et en 1876-1885



### 3.2.2. *La contribution des bilans naturels et migratoires à la croissance démographique des milieux d'habitat du centre de la Wallonie au 19<sup>e</sup> siècle*

#### 3.2.2.1. Le monde urbain : une trappe mortelle qui ne grandit que par l'afflux des campagnards ?

Il est généralement admis que la croissance rapide de la population urbaine doit principalement être associée à l'intensité des mouvements migratoires orientés des campagnes vers les centres urbains (Weber, 1899 ; Lawton et Lee, 1989) et ce, d'autant que le bilan naturel y est généralement très faible, voire négatif. Selon R. Mols (1954, p. 333),

« Les villes d'autrefois étaient en majorité des villes tombeaux. Le mouvement naturel de la population y présentait un bilan déficitaire, non seulement à cause des chiffres désastreux enregistrés par les années de cataclysmes, mais encore, dans beaucoup de villes, par suite d'un excédent de mortalité à l'état endémique ».

La ville serait une mangeuse d'hommes et elle ne compenserait les pertes démographiques dues à la surmortalité que par une importante immigration en provenance du monde rural (Wrigley, 1969). K. Davis, dans un article intitulé « Cities and mortality »<sup>11</sup>, écrivait :

« [...] until very recently city populations did not reproduce themselves. They depended on migrants from rural villages not only to give them their growth but even to maintain their population. City mortality was generally so high that the fertility, whatever it was, was insufficient to come even close to providing replacement ».

Selon P. Bairoch (1985), la ville traditionnelle, comme la ville des premières phases de l'industrialisation, se caractérise par une croissance naturelle négative. Plus prudent, E. Hélin (1990, p. 606) soutient que le niveau de la population citadine « [...] durant la phase de l'industrialisation la plus intense, dépend davantage du solde migratoire (immigrés-émigrés) que du solde naturel (naissances-décès) ».

En Hongrie, en Allemagne, en Autriche et en Suède, plus de la moitié de la croissance urbaine de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle proviendrait de l'immigration plutôt que de l'accroissement naturel. Le constat est similaire

<sup>11</sup> Extrait cité par De Vries (1984).



pour de grandes villes comme Naples, Rome, Prague, Saint-Pétersbourg, Paris ou Londres (Hohenberg et Lees, 1992). D'une manière générale, la fragilité de l'excédent naturel est l'une des principales caractéristiques de la démographie urbaine de la France au 19<sup>e</sup> siècle (Bourillon, 1992 ; Pinol, 1991). Le constat est globalement similaire dans le cas de Verviers, où, jusque vers 1866, la contribution du bilan naturel à l'essor démographique du centre textile fut relativement modérée (Desama et Pasleau, 1996).

Même si la plupart des témoignages et des études insistent sur le faible croît naturel du monde urbain et sur l'apport indispensable de l'immigration à sa croissance démographique, l'interprétation précise et complète des bilans démographiques urbains demeure très malaisée (De Vries, 1984 ; Garden et Le Bras, 1988). D'une part, il convient de ne pas surestimer le potentiel descriptif des bilans naturels et migratoires. Ils ne constituent que les composantes additives de l'évolution du chiffre d'une population entre deux dates déterminées, et il est hors de question d'y entrevoir l'intensité de la natalité, de la fécondité ou de la mobilité. Car après tout, un faible taux d'accroissement naturel peut très bien résulter d'une sous-natalité plutôt que d'une surmortalité. De même, les caractéristiques de la structure par âge et par sexe de la population, elles-mêmes déterminées en partie par le caractère sélectif de la migration selon ces deux variables, peuvent influencer la valeur des taux de natalité ou de mortalité, sans pour autant que des comportements spécifiques de fécondité ou des risques élevés de mourir doivent être mis à l'index. Ainsi, A. Sharlin (1978) réfute la théorie du déficit naturel inéluctable du monde urbain. Selon lui, les résidents permanents de la ville – les natifs et les migrants définitifs – assurent leur propre renouvellement, alors que l'excédent des décès par rapport aux naissances serait uniquement imputable aux résidents temporaires, c'est-à-dire à une population flottante essentiellement composée de servantes, de domestiques et de commerçants. Ceux-ci augmenteraient la population urbaine soumise au risque de mourir, mais leur contribution à la natalité serait quasiment nulle, compte tenu d'un marché matrimonial qui ne leur serait pas ouvert.

Par ailleurs, un certain nombre d'études ont récemment souligné l'importance du croît naturel dans le développement démographique de certains modèles urbains et à certaines époques. Ainsi, à partir du dernier tiers du 19<sup>e</sup> siècle, le mouvement naturel devient le principal déterminant de la croissance urbaine en France (Poussou, 1992). De même, dans les milieux urbains d'Angleterre, l'impact du croît naturel supplante la contribution migratoire dès les années 1810-1820 (Williamson, 1988). Par ailleurs, R. Mols (1955) reconnaît que le déficit naturel concerne avant tout les grandes



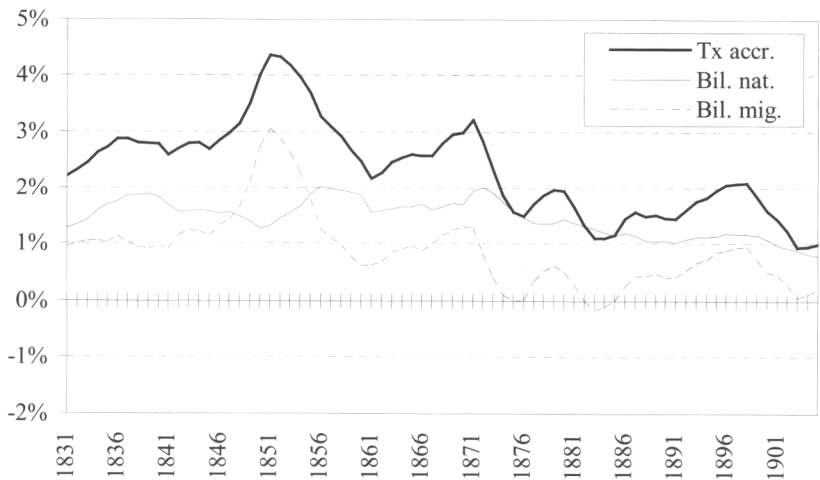
villes et certaines villes moyennes. R. Lawton (1991) précise que la population des « villes industrielles » anglaises a augmenté plus vite que celle des « vieilles villes », grâce notamment à leur croissance naturelle plus élevée. En Prusse, durant la période 1875-1905, les cités industrielles de Rhénanie et de Westphalie se distinguent par un bilan naturel presque équivalent à leur bilan migratoire, alors que cette dernière composante détermine largement la croissance des autres types urbains (Laux, 1989 ; Pinol, 1991). R. Leboutte (1988), dans sa thèse sur les bassins industriels en aval de Liège, conclut qu'au 19<sup>e</sup> siècle, l'influence du bilan migratoire sur l'évolution de la population est faible et même négative au cours des périodes 1847-1856 et 1867-1889. De même, dans la petite ville de Huy, l'essentiel de la croissance démographique au 19<sup>e</sup> siècle est assuré par l'excédent des naissances sur les décès (Oris, 1993). Il est inutile de multiplier davantage les exemples et les contre-exemples pour démontrer que les contributions respectives des bilans naturels et migratoires au développement démographique des « ensembles urbains » varient dans le temps et selon les modèles urbains.

#### 3.2.2.2. Dans les milieux d'habitat du centre de la Wallonie, le bilan naturel est l'élément moteur de leur croissance démographique au 19<sup>e</sup> siècle

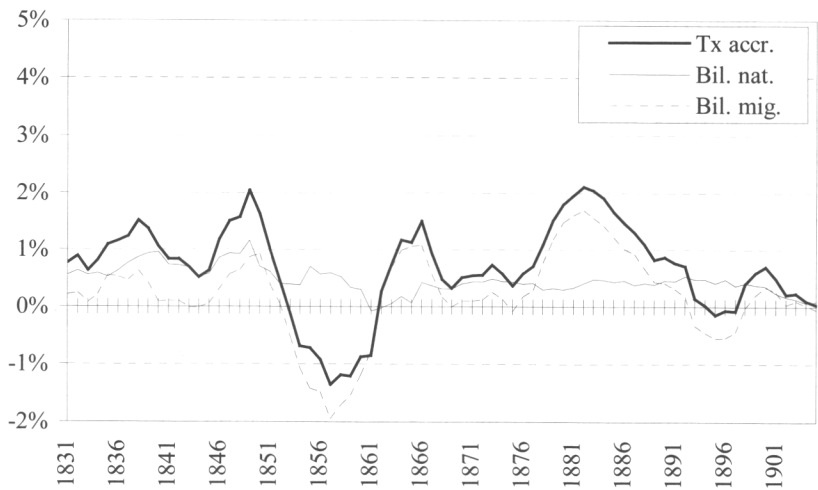
La figure 19 présente pour chaque milieu d'habitat les deux composantes du mouvement de la population. En Hesbaye, dans le Condroz et en Fagne-Thiérache, les excédents naturels compensent les déficits migratoires et assurent tant bien que mal des taux d'accroissement de la population très légèrement positifs, ou au pire à peine négatifs, au cours de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. De même, dans les petites villes, l'impact du bilan naturel l'emporte systématiquement sur celui du bilan migratoire et les taux d'accroissement naturel sont toujours positifs. Il en est de même dans le cas de la ville de Namur : le nombre de naissances est, à quelques exceptions près, toujours plus élevé que celui des décès, et dans 58 % des années considérées, les taux d'accroissement naturel sont plus élevés que les taux d'accroissement migratoire. La dynamique démographique de ces deux milieux d'habitat urbain prend quelque peu le contre-pied de l'image traditionnelle de la ville, dont la croissance de la population s'alimente presque exclusivement de l'immigration. Le cas des cités industrielles confirme largement cette conclusion.

Figure 19. L'évolution des taux annuels d'accroissement de la population, des bilans naturels et des bilans migratoires des différents milieux d'habitat, de 1831 à 1910 (moyennes mobiles sur 5 années)

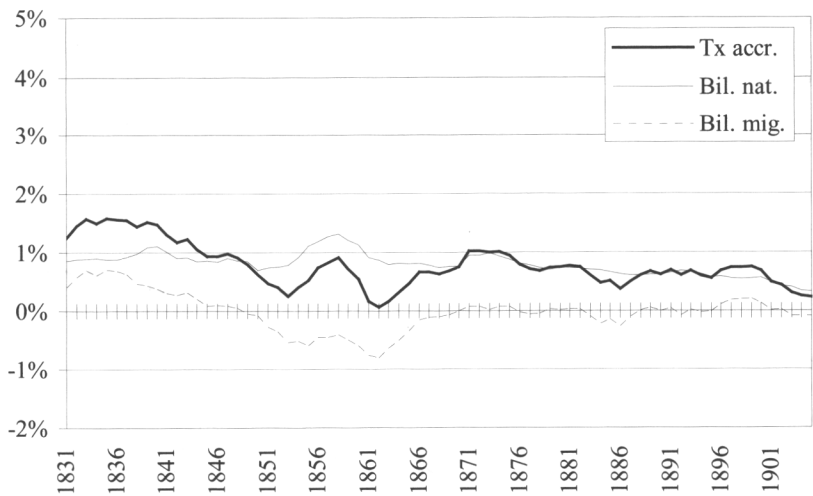
Cités industrielles



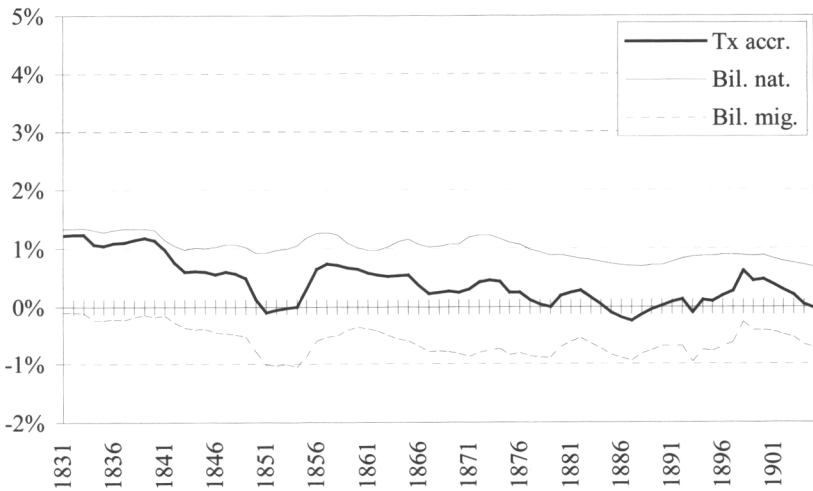
Namur



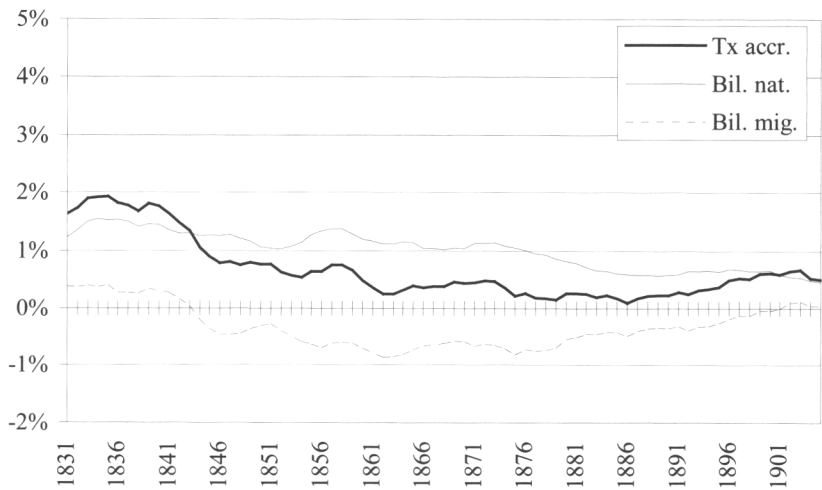
Petites villes



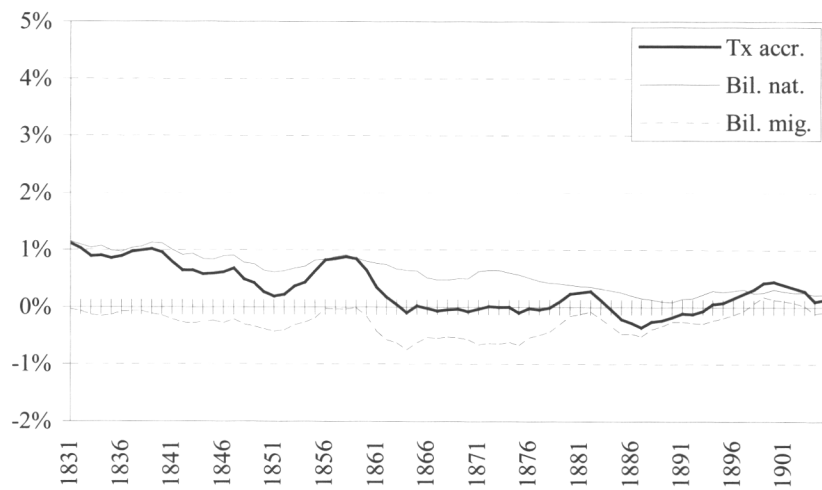
Hesbaye



Condroz



Fagne-Thiérache



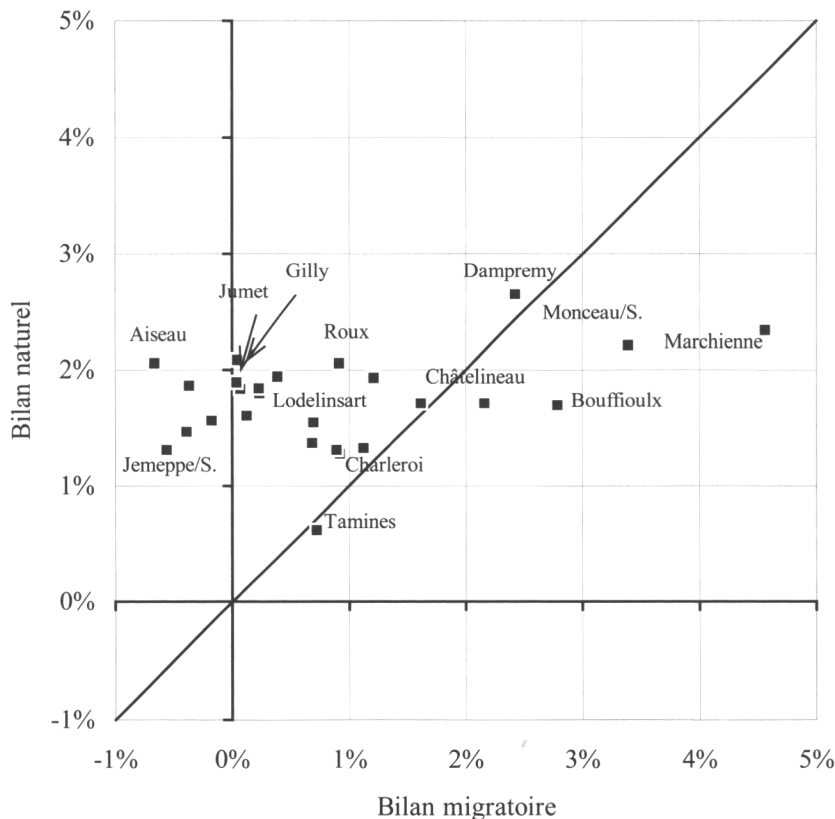
Pour les cités industrielles, c'est avant tout le mouvement naturel qui conditionne leur poussée démographique au 19<sup>e</sup> siècle. Hormis la période 1846-1856, caractérisée par une attractivité migratoire considérable, le taux d'accroissement naturel domine toujours le taux d'accroissement migratoire, pourtant supérieur à celui des autres milieux d'habitat. L'intensité des composantes naturelles et migratoires diminue de concert à partir du dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, mais beaucoup plus rapidement dans le cas de la seconde. La contribution du bilan naturel s'en trouve ainsi renforcée et représente plus des trois quart de la croissance démographique des communes industrielles dans les dernières décennies du 19<sup>e</sup> siècle. Ces résultats expriment les tendances moyennes d'une agrégation de communes, où chacune ne dispose pas du même poids démographique que les autres. Il importe donc de vérifier si, prises individuellement, elles se conforment au schéma général ou si, au contraire, celui-ci est déterminé par quelques cas particuliers qui pèsent sur les moyennes. Les figures 20, 21 et 22 croisent, pour chaque cité industrielle, les bilans naturels et migratoires au cours de trois périodes quinquennales spécifiques. Les observations suivantes se dégagent de l'analyse de ces figures :

- Le taux d'accroissement naturel des cités industrielles, au cours des périodes considérées, n'est jamais insignifiant ni négatif, contrairement au taux d'accroissement migratoire, presque nul ou déficitaire dans certains cas.
- Dans la plupart des cas, la valeur des bilans naturels l'emporte sur celle des bilans migratoires, comme l'indique la position des cités industrielles au-dessus de la diagonale.
- La variabilité des bilans migratoires est sensiblement plus importante que celle des bilans naturels.

En résumé, le mouvement naturel est l'élément moteur de la croissance démographique des cités industrielles au 19<sup>e</sup> siècle. Même si elles n'auraient pu croître aussi rapidement sans un apport migratoire conséquent, celui-ci présente un caractère nettement plus instable et souvent moins déterminant que le bilan naturel. Néanmoins, ces conclusions ne prennent pas en considération le bilan naturel largement positif induit par les migrants. Comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre consacré aux migrations et dans la deuxième partie de cet ouvrage, les jeunes adultes en âge de procréer sont surreprésentés parmi les migrants et leur contribution à la natalité du lieu d'accueil est loin d'être négligeable.



Figure 20. Les bilans naturels et les bilans migratoires des cités industrielles de la région de Charleroi en 1841-1845



Enfin, si le bilan naturel semble bel et bien être l'élément moteur de la croissance de la population des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, au cours du 19<sup>e</sup> siècle, ce sont surtout les bilans migratoires qui déterminent les variations annuelles du taux d'accroissement de la population (figure 19). D'une certaine manière, on pourrait admettre que les bilans naturels ont un impact tendanciel sur l'évolution du chiffre de la population, alors que le rôle des bilans migratoires s'avère davantage lié à la conjoncture économique. On en veut pour preuve la variabilité plus importante des bilans migratoires, notamment dans le cas des milieux urbains (tableau 8). De même, à l'exception de la Fagne-Thiérache, pour tous les autres milieux d'habitat, le coefficient de corrélation entre le taux d'accroissement de la

population et le bilan migratoire est toujours plus significatif qu'entre le taux d'accroissement de la population et le bilan naturel (tableau 8). En d'autres termes, même s'ils pèsent moins lourd dans la balance démographique, ce sont avant tout les bilans migratoires qui impriment les fluctuations ascendantes ou descendantes du chiffre de la population des milieux d'habitat.

Figure 21. Les bilans naturels et les bilans migratoires des cités industrielles de la région de Charleroi en 1876-1880

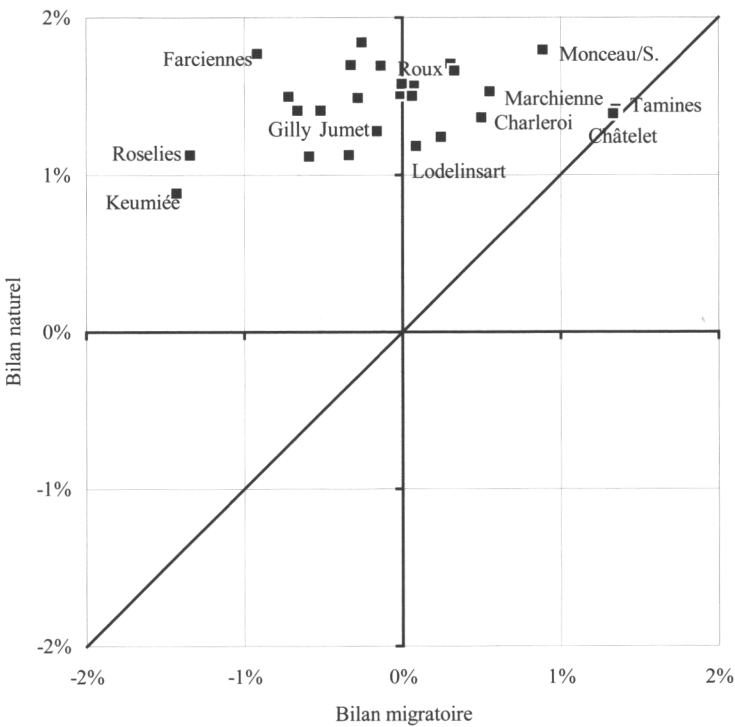
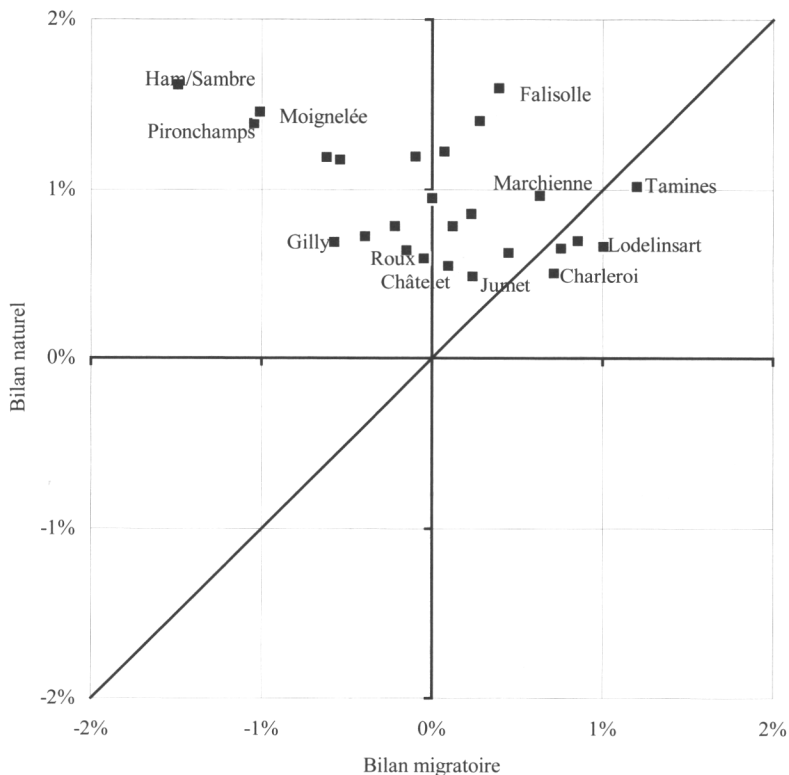




Figure 22. Les bilans naturels et les bilans migratoires des cités industrielles de la région de Charleroi en 1906-1910



#### 4. Conclusion

Parallèlement à l'industrialisation massive du sillon Sambre-Meuse, certaines communes, situées aux alentours de Charleroi, ont connu une croissance démographique explosive au 19<sup>e</sup> siècle. En moyenne, de 1831 à 1910, la population de ces communes a été multipliée par six. Progressivement intégrées dans la catégorie urbaine en vertu de la taille et de la densité de leur peuplement, ces cités industrielles ne s'apparentent que très imparfaitement à la ville, car dépourvues de la panoplie des fonctions requises. Même si aucune d'elles n'a atteint les sommets de la hiérarchie urbaine de la

Belgique, elles n'en constituent pas moins le moteur de l'urbanisation de la Wallonie, définie ici comme un processus de concentration spatiale de la population. La croissance démographique rapide de ces cités industrielles est le résultat de l'action combinée et positive des bilans naturels et migratoires. Mais si l'impact de ces derniers sur l'expansion de la population fut loin d'être négligeable, la contribution du bilan naturel s'avéra presque systématiquement plus déterminante au cours du siècle dernier<sup>12</sup>. On est loin de l'image du modèle urbain mortifère dont la croissance démographique s'alimente presque exclusivement de l'immigration. Les petites villes du centre de la Wallonie et Namur ne s'intègrent pas davantage à ce modèle ; leurs bilans naturels sont rarement négligeables et bien souvent supérieurs à leurs apports migratoires. Il n'empêche, le développement démographique de ces milieux d'habitat urbains ne soutient pas la comparaison avec celui des cités industrielles.

Tableau 8. La variabilité des bilans naturel et migratoire annuels des milieux d'habitat du centre de la Wallonie et leur corrélation avec le taux d'accroissement de la population, de 1831 à 1910

Milieux d'habitat	Bilan naturel (écart type)	Bilan migratoire (écart type)	Cf. corrélation tx accr. * bil. nat.	Cf. corrélation tx accr. * bil. mig.
Namur	0,0045	0,0097	0,46	0,91
Petites villes	0,0029	0,0043	0,53	0,81
Cités industrielles	0,0044	0,0080	0,60	0,90
Hesbaye	0,0025	0,0039	0,74	0,90
Condroz	0,0034	0,0042	0,68	0,80
Fagne-Thiérache	0,0035	0,0032	0,74	0,69
Total	0,0027	0,0023	0,80	0,71

Dans les campagnes de Hesbaye, du Condroz et de la Fagne-Thiérache, la croissance de la population n'est guère plus fringante, notamment durant la seconde moitié du 19e siècle. Toutefois, on ne décèle dans ces milieux d'habitat aucune trace de la dépopulation des campagnes, si souvent décriée

12 Rappelons que nous ne prenons pas en considération l'impact des migrations sur le bilan naturel. Celui-ci ne peut pas être déterminé à partir des données agrégées utilisées ici. Seul le recours aux registres de population et à une ventilation des naissances, par exemple, selon le lieu de naissance et/ou de provenance des parents pourrait apporter une solution à ce problème, par ailleurs très rarement évoqué et traité dans la littérature scientifique.

à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle. Et si le chiffre de la population des campagnes stagne ou augmente timidement, c'est uniquement en vertu de bilans naturels positifs qui compensent un déficit migratoire chronique. L'émigration l'emporte donc sur l'immigration, mais, hormis quelques hémorragies migratoires sporadiques rapidement comblées, il ne s'agit en aucune manière d'un exode rural, mais plutôt d'un mouvement épongeant le surplus démographique des campagnes.

Enfin, l'évolution des taux annuels d'accroissement de la population et de leurs vecteurs naturels et migratoires porte clairement l'empreinte des deux grandes crises économiques du siècle dernier : les crises alimentaires et agricoles des années 1845-1856 et la dépression industrielle des années 1873-1892. Contentons-nous d'établir des parallèles sans encore y entrevoir des relations de causalité. Les années 1845-1856 marquent une rupture dans la croissance démographique des campagnes ; celle-ci ralentit sous l'influence conjuguée d'une diminution des bilans naturels et d'un déficit migratoire qui s'est accentué, notamment en Hesbaye. Or, c'est justement au cours de cette période déprimée que les cités industrielles enregistrent des taux d'accroissement records, grâce notamment à des surplus migratoires dont l'intensité ne sera plus jamais égalée au cours du 19<sup>e</sup> siècle. La deuxième période clé couvre la grande dépression économique des années 1873-1892. Dans les cités industrielles, les taux de croissance ralentissent ; les bilans naturels s'effondrent et les bilans migratoires enregistrent pour la première fois des valeurs négatives. Dans les autres milieux d'habitat, à l'exception de Namur, les bilans naturels diminuent aussi durant cette période, mais moins franchement et avec un léger retard par rapport aux cités industrielles. Par ailleurs, l'attractivité migratoire atteint son maximum d'intensité à Namur pendant cette période, alors que dans les campagnes, le déficit migratoire s'atténue quelque peu.



### ***Chapitre 3.***

## ***Un aperçu des comportements démographiques selon les milieux d'habitat : la natalité, la fécondité et la nuptialité***

L'analyse des bilans naturels et migratoires ne fournit qu'une vue très partielle et souvent trompeuse de la dynamique démographique des différents milieux d'habitat. L'intensité des bilans naturels et migratoires n'est pas en relation directe avec l'intensité de la natalité et de l'immigration, par exemple. Un bilan naturel élevé ne signifie pas forcément une natalité importante, mais peut fort bien traduire un mouvement de recul prononcé de la mortalité. De même, le taux d'accroissement migratoire peut être élevé sans pour autant que l'attraction migratoire soit exceptionnelle. Il est donc nécessaire de procéder à une analyse plus détaillée des composantes démographiques des mouvements naturels et migratoires, c'est-à-dire d'envisager les évolutions respectives de la natalité, de la mortalité, de l'immigration et de l'émigration. Malheureusement, comme nous le verrons plus en détail par la suite, celles-ci ne traduisent qu'imparfaitement les comportements démographiques. Ainsi, même si la corrélation peut être étroite, la natalité n'est jamais qu'une approximation de la fécondité dans le mariage. La natalité, qui exprime le nombre de naissances relevées dans une population donnée, est non seulement influencée par la fécondité de cette population – son aptitude à se reproduire – mais également par l'intensité de la nuptialité et par les caractéristiques spécifiques de sa structure par âge et par sexe – une population plus âgée et plus masculine que la moyenne donnera, à fécondité égale, relativement moins de naissances. Lorsque la disponibilité des données l'autorise, nous tenterons de cerner plus précisément les comportements en



matière de fécondité, de nuptialité, de mobilité et de mortalité, selon les différents milieux d'habitat.

## 1. Le cadre général : la natalité en Belgique, en Flandre et en Wallonie au 19<sup>e</sup> siècle

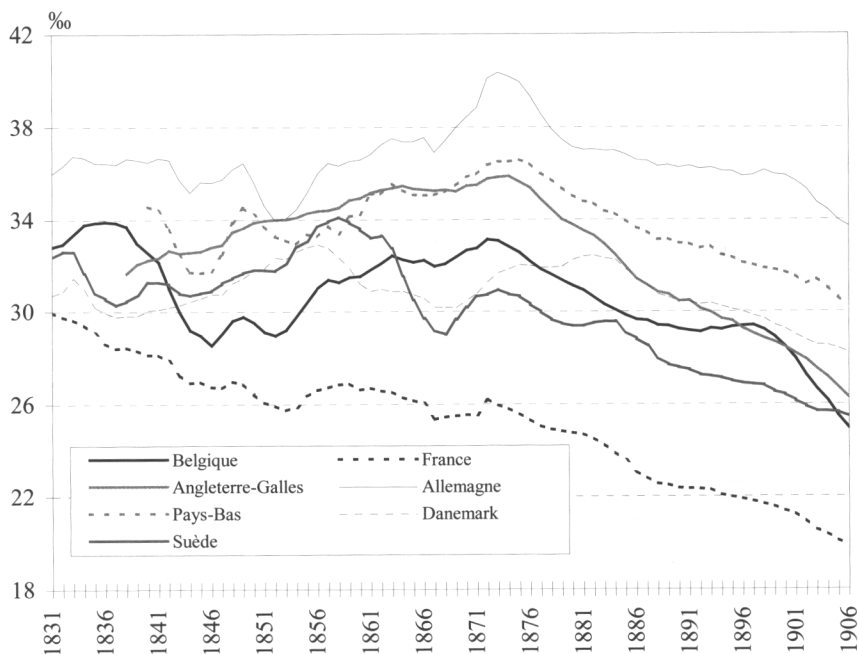
L'évolution de la natalité et de la mortalité, au cours de ces deux derniers siècles, s'inscrit dans le cadre de la transition démographique. Très schématiquement, celle-ci traduit le passage d'une situation de forte natalité et de forte mortalité à une situation de faible natalité et de faible mortalité. C'est la phase de transition entre ces deux régimes démographiques, soit lorsque survient le déphasage classique entre la baisse des deux phénomènes – celle de la mortalité précédant généralement celle de la natalité – qui a généré la croissance rapide de la population au siècle dernier.

Résumons brièvement le mouvement de la natalité en Belgique au cours du 19<sup>e</sup> siècle. Durant les trois premiers quarts du siècle dernier, les taux bruts de natalité se maintiennent au-dessus de 30 ‰. Dans le contexte de l'Europe de l'Ouest et du Nord, et si l'on fait abstraction du cas particulier de la France où la natalité a amorcé son mouvement de baisse irréversible dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle, la population de la Belgique est relativement peu prolifique. Tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, le niveau de son taux brut de natalité est sensiblement inférieur à celui que l'on peut observer dans les pays limitrophes (Allemagne, Angleterre-Galles et Pays-Bas) et se rapproche davantage des valeurs relevées dans les pays scandinaves (figure 23).

Dans le contexte pré-transitionnel, donc globalement avant 1870, les contrastes observés entre les différents pays de l'Europe de l'Ouest, du Centre et du Nord s'expliqueraient davantage par les modalités du système de contrôle de la nuptialité<sup>1</sup> que par une amorce, ici ou là, de restriction volontaire des naissances (Chesnais, 1986). Plus le frein de la nuptialité est efficace, c'est-à-dire plus la fréquence du célibat définitif est élevée et plus l'âge moyen au premier mariage est tardif, moins la natalité serait élevée.

1 Nous verrons plus en détail, dans les pages qui suivent, comment le régime de nuptialité peut influencer ou réguler la natalité.

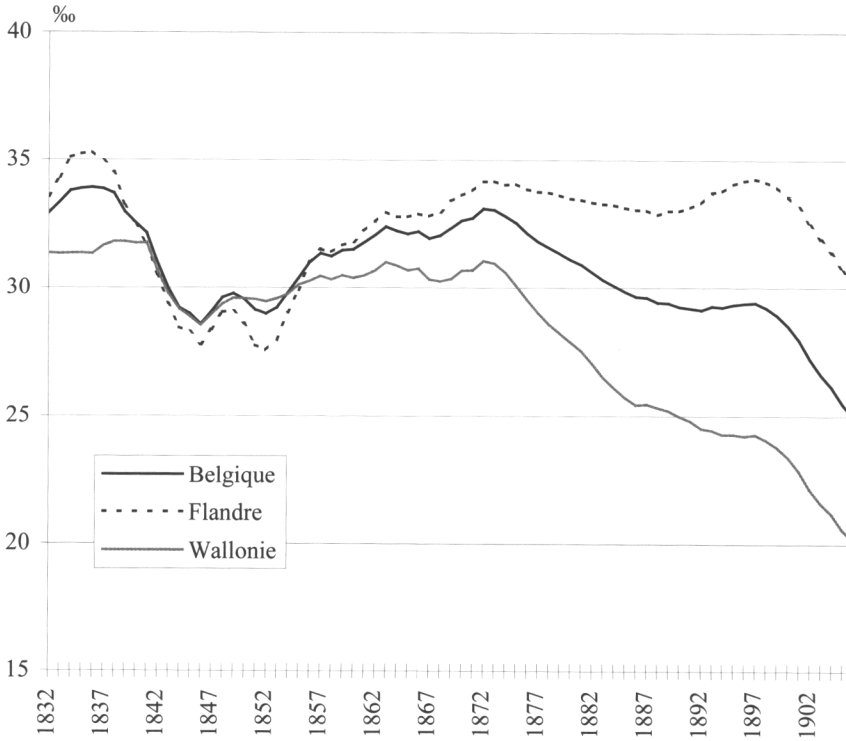
Figure 23. L'évolution du taux brut de natalité en Belgique et dans quelques pays européens, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



Source : Chesnais, 1986.

La courbe du taux de natalité de la population de la Belgique n'est pas régulière. Une première phase de natalité déprimée survient au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, au moment où sévissent les crises agricoles et alimentaires des années 1845-1856. Durant cette période, le taux de natalité passe sous le seuil des 30 ‰. Son redressement rapide, après 1856, correspond au retour à une situation économique meilleure. Des séquences chronologiques très similaires sont également observées en Allemagne et aux Pays-Bas (figure 23). Ce n'est que vers le début des années 1870 que s'enclenche la baisse décisive de la natalité, au moment où survient la première grande crise industrielle. Le redressement économique coïncide également avec le début d'une courte période de stabilité de la natalité, à partir de 1890. Mais, dès le début du 20<sup>e</sup> siècle, les taux de natalité sont à nouveau en chute libre.

Figure 24. L'évolution du taux brut de natalité en Belgique, en Flandre et en Wallonie<sup>2</sup>, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



A l'exception des années troublées de la moitié du 19<sup>e</sup> siècle, la natalité en Flandre fut toujours plus élevée qu'en Wallonie. Jusqu'au début des années 1870, les courbes sont pourtant relativement parallèles, soumises aux mêmes oscillations, aux mêmes chocs conjoncturels. Lorsque débute le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, les deux mouvements se dissocient. Dès 1870-1875, la natalité s'effondre dans la moitié sud du pays, alors que la courbe flamande n'esquisse aucun mouvement de baisse significative avant le début du 20<sup>e</sup> siècle (figure 24). En d'autres termes, la Wallonie a entamé sa transition démographique un quart de siècle avant la Flandre.

<sup>2</sup> La Flandre et la Wallonie sont ici définies selon leurs limites actuelles (Debuisson et al., 2000).

## 2. Des niveaux de natalité très variables selon les milieux d'habitat, mais des évolutions marquées par les mêmes séquences

Les moyennes nationale et régionale cachent une grande variété de situations. La figure 25 retrace pour chacun des milieux d'habitat du centre de la Wallonie l'évolution annuelle du taux brut de natalité, de 1831 à 1910.

### 2.1. De la surnatalité des cités industrielles à la sous-natalité de la Fagne-Thiérache

Au siècle dernier, les cités industrielles se démarquent des autres milieux d'habitat par le niveau élevé de leur natalité. Ainsi, entre 1856 et 1876, les taux bruts de natalité des communes industrielles, proches de 40 ‰, sont 20 % plus élevés qu'en Hesbaye, plus de 30 % supérieurs à ceux de Namur, des petites villes et du Condroz et excèdent de 60 % ceux de la Fagne-Thiérache (tableau 9 et figure 25). L'analyse par commune renforce ce constat (figure 26). En 1836-1845 comme en 1856-1865, par exemple, ces cités industrielles constituent un groupe homogène qui se distingue par une natalité plus élevée que celle des autres milieux d'habitat. Industrialisation et forte natalité semblent marcher de pair. Au 18<sup>e</sup> siècle déjà, les localités les plus industrialisées du bassin de Charleroi se caractérisent par des taux de natalité largement supérieurs à ceux des campagnes (Hasquin, 1971). En France également, les fortes natalités sont relevées dans les agglomérations industrialisées (Lequin, 1983). Il en est ainsi du bassin minier valenciennois, que P. Guignet (1988) qualifie de « château d'eau démographique », en vertu de la natalité débridée qui y règne. Les mêmes tendances sont observées en Prusse, où les zones minières ont, à la fin du siècle dernier, des taux de natalité sensiblement supérieurs aux moyennes régionales (Wrigley, 1961).

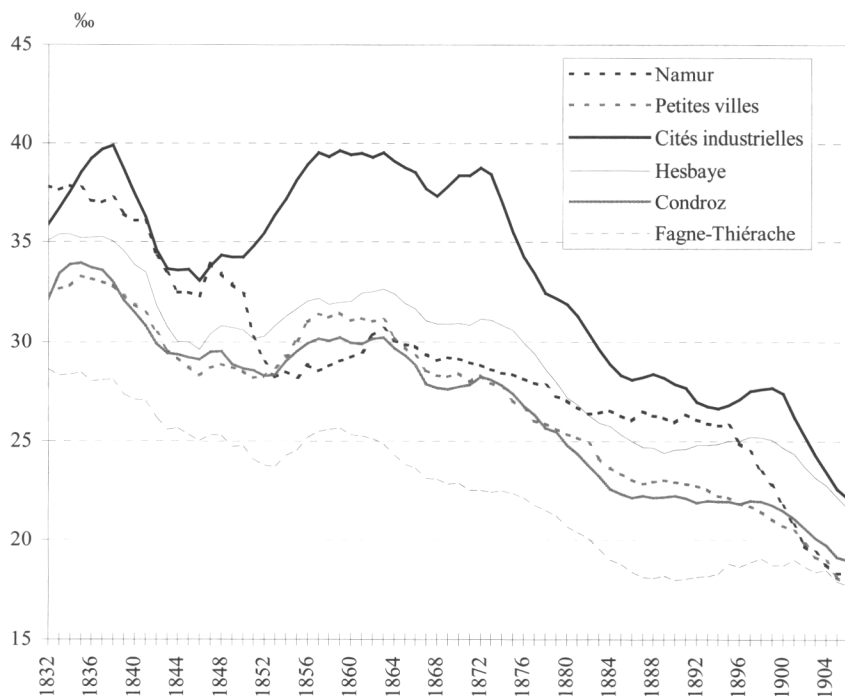
Si de 1831 à 1910, la natalité des cités industrielles supplante largement celle des autres milieux d'habitat, c'est en Fagne-Thiérache qu'elle est la plus faible, et cette tendance n'est pas démentie par l'examen des cas individuels (figure 26). Les écarts par rapport aux autres milieux typiquement ruraux sont importants. Au cours de la période considérée, la natalité de la Fagne-Thiérache est 20 à 25 % inférieure au niveau observé en Hesbaye. Les différences par rapport au Condroz sont à peine moins prononcées ; de 15 à 20 % dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. A aucun moment, le seuil des 30 ‰ ne sera atteint. Dès 1880, la natalité de la Fagne-Thiérache se situe





constamment en deçà de 20 ‰, ce qui implique, selon les estimations de J.-C. Chesnais (1986, p. 124), « [...] la maîtrise générale de la fécondité et annonce l'ère post-transitionnelle ». On constate également, en comparant les courbes des figures 23 et 25, que la natalité de cette région se situe, de 1831 à 1910, à proximité et souvent même en dessous des niveaux observés en France, pays précurseur de la transition démographique.

Figure 25. L'évolution du taux brut de natalité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)

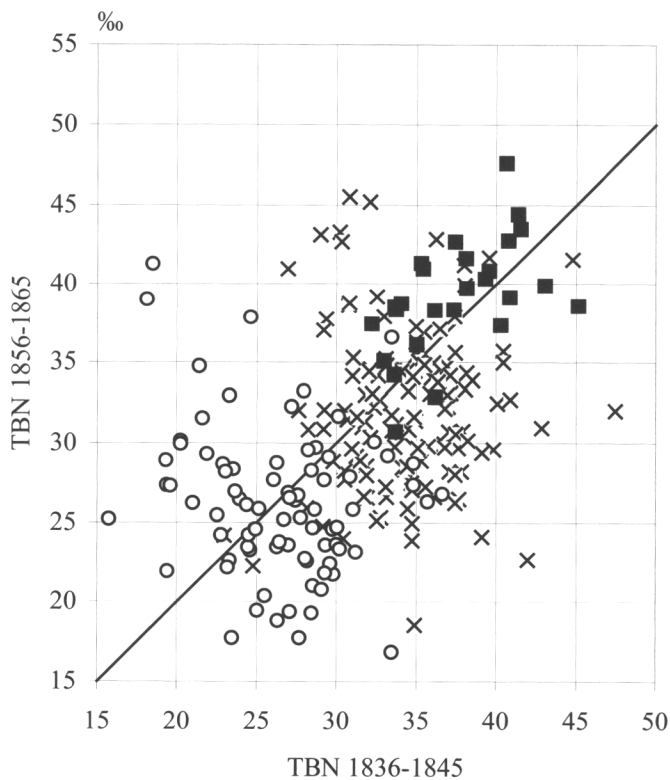


Enfin, le niveau de la natalité dans les petites villes est très proche de celui observé dans les milieux ruraux de la Hesbaye et du Condroz. Quant au cas de la ville de Namur, la natalité y est très élevée dans la première moitié du siècle, avec des niveaux comparables à ceux des cités industrielles. Puis, la natalité namuroise se désolidarise du « modèle industriel » pour se rapprocher davantage du niveau des milieux ruraux hesbignons et condruziens et des petites villes.

Tableau 9. L'évolution des taux bruts de natalité (‰) de la population des milieux d'habitat  
du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910

Milieux d'habitat	1831-35	1836-40	1841-45	1846-50	1851-55	1856-60	1861-65	1866-70	1871-75	1876-80	1881-85	1886-90	1891-95	1896-00	1901-05	1906-10	1831-1910		
																	Moy.	Ecart type	Coeff. var.
Namur	38,2	37,1	36,1	32,3	30,3	28,8	29,5	29,8	28,9	28,1	26,7	26,0	26,3	24,9	20,8	18,3	28,8	5,4	0,19
Petites villes	32,3	33,2	31,5	28,3	28,1	31,0	31,2	29,3	28,0	26,5	25,2	23,1	22,9	21,9	20,5	17,7	26,8	4,6	0,17
Cités industrielles	35,6	39,3	36,3	33,1	34,8	39,0	39,5	38,6	38,4	34,3	31,3	28,0	27,6	27,0	26,2	22,1	33,2	5,6	0,17
Hesbaye	35,2	35,2	33,5	29,6	30,2	32,1	32,5	31,7	30,9	30,0	26,8	25,0	24,6	25,0	24,4	21,6	29,2	4,2	0,14
Condroz	32,0	33,7	30,8	29,1	28,5	29,9	29,9	28,8	27,8	26,7	24,4	22,1	22,1	21,8	21,1	19,0	26,7	4,4	0,16
Fagne-Thiérache	28,7	28,0	27,0	25,0	24,1	25,2	25,2	23,7	22,5	22,2	20,4	18,4	18,0	18,7	19,0	17,7	22,7	3,6	0,16
Centre Wallonie	33,5	34,5	32,5	29,5	29,8	32,1	32,6	31,8	31,2	29,5	27,1	24,8	24,6	24,4	23,5	20,6	28,8	4,2	0,15

Figure 26. Les taux bruts de natalité dans les cités industrielles, en Hesbaye et en Fagne-Thiérache, en 1836-1845 et en 1856-1865



Carrés noirs : Cités industrielles

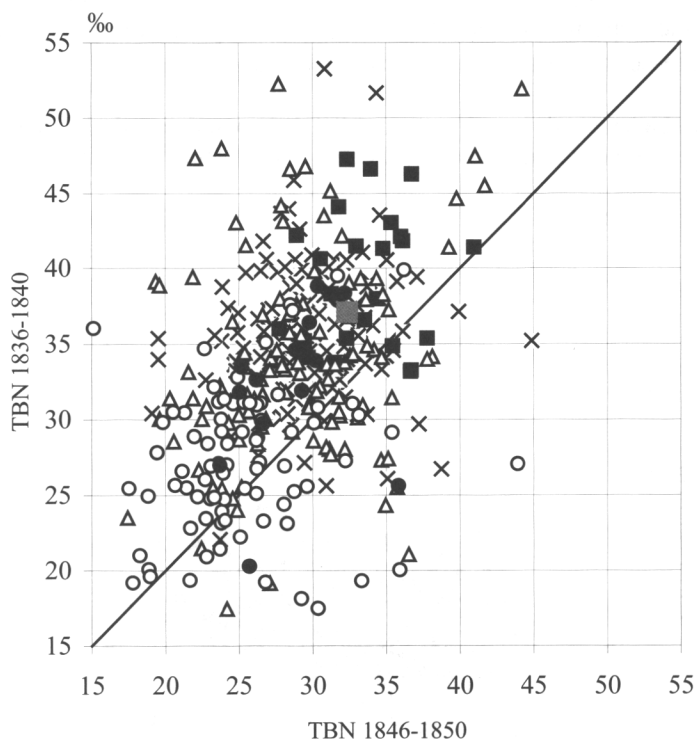
Croix : Hesbaye

Cercles blancs : Fagne-Thiérache

## 2.2. De la précocité de la baisse décisive de la natalité en Fagne-Thiérache à la brutalité du déclin de la natalité dans les milieux industriels, vers le milieu des années 1870

L'évolution de la natalité, de 1831 à 1910, dans les différents milieux d'habitat présente, de prime abord, un certain synchronisme (figure 25).

Figure 27. La diminution des taux bruts de natalité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie au milieu du 19<sup>e</sup> siècle



Grand carré gris = Namur

Petits carrés noirs = Cités industrielles

Cercles noirs = Petites villes

Croix = Hesbaye

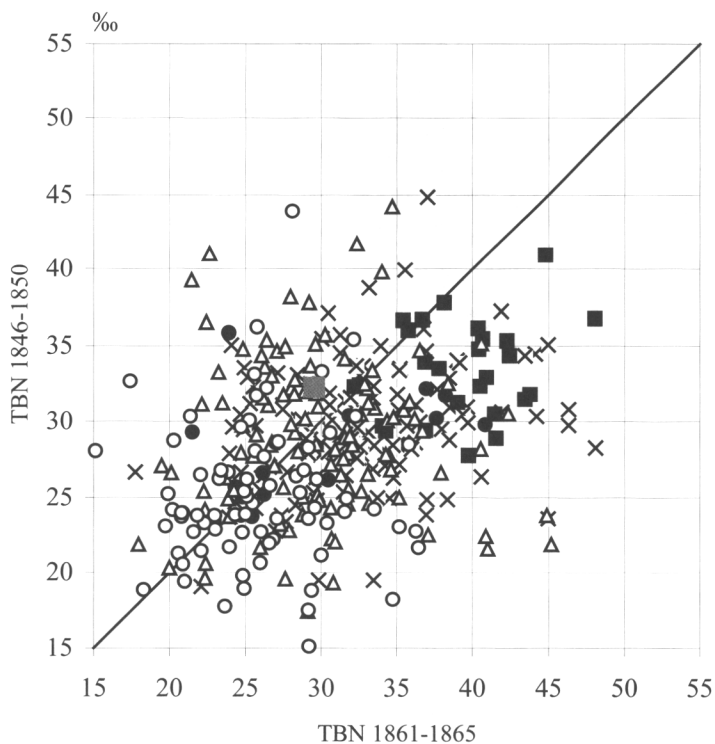
Triangles blancs = Condroz

Cercles blancs = Fagne-Thiérache

Globalement, on retrouve les séquences déjà observées à l'échelle de la Wallonie et de la Belgique (figure 24). Entre les périodes quinquennales 1836-1840 et 1851-1855, la natalité diminue dans tous les milieux d'habitat : de 18,3 % à Namur, de 15,4 % dans les petites villes, de 11,5 % dans les cités industrielles, de 14,2 % en Hesbaye, de 15,4 % en Condroz et de 13,9 % en Fagne-Thiérache (tableau 9). Comme nous le verrons plus en détail par la suite, cette période de natalité déprimée coïncide avec celle des crises alimentaires et agricoles des années 1845-1856, et plus globalement à la détérioration de la situation socio-économique des campagnes, au cours de cette période (Eggerickx, 1993). Comme le montre la position de la grande

majorité des communes au-dessus de la diagonale de la figure 27, la baisse de la natalité est quasi-généralisée et sera le plus souvent suivie d'une phase de récupération (figure 28). La diminution de la natalité apparaît avant tout comme une réponse momentanée au choc conjoncturel provoqué par les crises socio-économiques du milieu du 19<sup>e</sup> siècle.

Figure 28. La hausse du taux brut de natalité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie entre 1846-1850 et 1861-1865



Grand carré gris = Namur  
Petits carrés noirs = Cités industrielles  
Cercles noirs = Petites villes

Croix = Hesbaye  
Triangles blancs = Condroz  
Cercles blancs = Fagne-Thiérache

Le cas de la Fagne-Thiérache se démarque cependant de ce cadre explicatif. La natalité, dont le niveau est sensiblement inférieur à celui des autres milieux d'habitat, diminue régulièrement depuis au moins le début de l'Indépendance, et cette tendance est à peine perturbée par la brève et légère

hausse des taux après 1855. Il s'agirait d'un cas de transition de la fécondité précoce, dans le contexte occidental du siècle dernier. Malheureusement, même si plusieurs auteurs ont déjà épinglé cette spécificité régionale à l'aide d'indicateurs synthétiques et souvent rudimentaires (Damas, 1964 ; Lesthaeghe, 1977 ; Poulain, 1996), aucune étude démographique et historique fouillée, mettant en œuvre notamment le potentiel des registres de population afin de démonter les rouages et les causes de cette baisse de la natalité, n'a encore été menée. Deux pistes explicatives ont néanmoins été avancées. Selon H. Damas (1964), cette région de l'Entre-Sambre-et-Meuse aurait été contaminée par le modèle français, où rappelons-le, la restriction volontaire des naissances s'est amorcée avec près d'un siècle d'avance sur les autres pays de l'Europe occidentale. Mais alors, pourquoi la diffusion de ce processus aurait-elle buté sur d'autres régions frontalières (par exemple, le Tournaisis ou les Ardennes) ? Pourquoi, également, faut-il attendre plusieurs décennies avant que les régions de la Wallonie qui ceignent la Fagne-Thiérache n'adoptent ces « nouveaux » comportements procréateurs ? Pour M. Poulain (1996), la fermeture progressive, vers 1820-1830, des fourneaux, des forges et des mines de fer, qui parsemaient cette région, a pu modifier les comportements reproducteurs des populations redevenues presque exclusivement rurales. Le choc de la crise fut d'autant plus brutal que ces populations s'étaient accoutumées à une certaine aisance. Si les uns choisirent d'émigrer plus au nord, vers les zones nouvellement industrialisées, pour les autres, il fallait composer avec le potentiel limité du terroir. Pour survivre sur des terres moins productives que celle de la Hesbaye ou du Condroz namurois (Ulens, 1914), il fallait limiter leur morcellement et donc réduire la descendance. Ces hypothèses étant avancées, il conviendrait de les vérifier par des études plus détaillées et mieux ciblées sur cette problématique.

Après une période de relative stagnation des taux de natalité, entre 1860 et 1875, ceux-ci entament leur mouvement de baisse décisive. Le tableau 10 compare l'intensité de la diminution de la natalité dans les différents milieux d'habitat, en prenant systématiquement la période quinquennale 1871-1875 comme référence. Sans conteste, c'est dans les cités industrielles que la baisse de la natalité fut la plus brutale. Entre les périodes quinquennales 1871-1875 et 1876-1880, les taux de natalité ont déjà chuté de 11 %, alors que le mouvement est nettement plus timide dans les autres milieux d'habitat. A la fin des années 1880, les taux de natalité dans les cités industrielles ont perdu près de 30 % de leur valeur des années 1871-1876, et au début du 20<sup>e</sup> siècle, le déficit se chiffre à plus de 40 %.

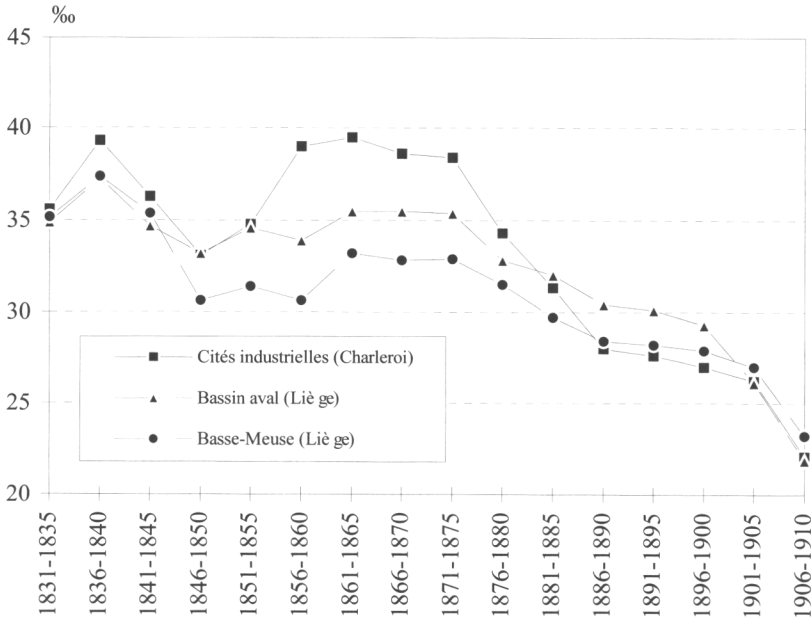


Tableau 10. L'intensité de la baisse de la natalité dans les différents milieux d'habitat, après 1875

Milieux d'habitat	1876-80/1871-75	1881-85/1871-75	1886-90/1871-75	1906-10/1871-75
Namur	- 2,8 %	- 7,6 %	- 10,0 %	- 36,7 %
Petites villes	- 5,4 %	- 10,0 %	- 17,5 %	- 36,8 %
Cités industrielles	- 10,7 %	- 18,5 %	- 27,1 %	- 42,5 %
Hesbaye	- 2,9 %	- 13,3 %	- 19,1 %	- 30,1 %
Condroz	- 4,0 %	- 12,2 %	- 20,5 %	- 31,7 %
Fagne-Thiérache	- 1,3 %	- 9,3 %	- 18,2 %	- 21,3 %
Total Centre Wallonie	- 5,5 %	- 13,1 %	- 20,5 %	- 34,0 %
Bassin aval (Liège)*	- 7,3 %	- 9,6 %	- 14,1 %	- 38,1 %
Basse-Meuse (Liège)*	- 4,3 %	- 9,7 %	- 13,7 %	- 29,5 %

\* Source : Leboutte (1988).

Figure 29. Les taux bruts de natalité dans les cités industrielles du bassin de Charleroi et dans les bassins industriels en aval de Liège



Le déclin de la natalité dans les cités industrielles du bassin de Charleroi fut sensiblement plus rapide que celui qui caractérisa les bassins industriels en aval de Liège, au cours de la même période (tableau 10 et figure 29). La restriction volontaire des naissances – dans l’hypothèse où la baisse du taux brut de natalité témoigne bien de ce comportement – semble donc avoir été particulièrement radicale dans le bassin industriel carolorégien. Le décrochage brutal du taux de natalité après 1873 laisse augurer d’un phénomène d’adaptation rapide, sans rémission, au choc conjoncturel que constitua la grande dépression économique des années 1873-1892 qui toucha en priorité les milieux industriels. Nous aurons largement l’occasion d’étayer cette hypothèse explicative, mais constatons simplement que le synchronisme chronologique entre ces deux phénomènes est particulièrement troublant.

### 3. L’évolution de la fécondité légitime au 19e siècle en Belgique, dans ses régions et selon les milieux urbain et rural

#### 3.1. *Note méthodologique et critique sur la mesure de la fécondité et de la nuptialité*

Le taux brut de natalité n’est qu’une approximation de la fécondité. La faiblesse de cet indicateur réside dans son dénominateur, celui-ci concernant la population qui *accueille* les naissances et non la population spécifique qui les *produit*. Plus précisément, une large part de la population totale n’est pas soumise au risque de donner naissance à un enfant et trois facteurs influencent le taux brut de natalité :

- La structure par sexe de la population, car le dénominateur comprend aussi bien les hommes que les femmes. A fécondité égale, une surreprésentation masculine influencera négativement la valeur du taux brut de natalité alors qu’un surnombre de femmes aura un effet positif sur son intensité.
- La structure par âge de la population, car le dénominateur prend en considération des tranches d’âges (les moins de 15 ans et les plus de 50 ans) qui ne sont pas soumises au risque de procréer. A fécondité égale, une surreprésentation de femmes en âge de procréer stimulera le taux de



natalité alors qu'une sous-représentation de cette population spécifique aura un effet négatif.

- La fécondité qui est définie comme la propension à mettre un enfant au monde parmi la population effectivement soumise au risque de procréer, soit globalement, la population féminine âgée de 15 à 50 ans.

En d'autres termes, l'évolution du taux brut de natalité ne résulte pas nécessairement d'une augmentation ou d'une diminution de la fécondité. Elle est également fonction des changements qui interviennent dans la structure par âge et par sexe de la population.

Pour mesurer la fécondité, durant une période donnée, il faut disposer de la répartition des naissances selon l'âge des mères. Or, en Belgique, ces statistiques ne sont disponibles que depuis 1939 (Van de Walle, 1965). Pour le 19<sup>e</sup> siècle, et si l'on se réfère uniquement aux données publiées, il convient d'utiliser les indices mis au point par A. Coale (1965). Ces indices, d'un usage courant chez les démographes historiens, nécessitent les données suivantes : la structure de la population féminine selon l'âge et le statut matrimonial et le nombre total de naissances légitimes et illégitimes. La construction des indices de Coale repose sur un procédé de standardisation indirecte. Cette méthode consiste simplement à comparer le nombre total de naissances qu'auraient eu les femmes dénombrées lors d'un recensement, si elles avaient eu la fécondité par âge des Huttérîtes, avec le nombre de naissances réellement observées au moment du recensement. Ce schéma type de fécondité – celui des Huttérîtes mariées en 1921-1930, une secte d'Amérique du Nord proscrivant la limitation volontaire des naissances – est probablement la fécondité naturelle la plus élevée jamais observée dans une population<sup>3</sup> (Tabutin, 1980a).

Rappelons très brièvement le mode de calcul et l'interprétation des différents indices de Coale. Soit :

- **B**, le nombre total de naissances observées pendant une période de 5 ans, centrée sur le recensement de la population ;
- **Bl**, le nombre total de naissances légitimes observées pendant une période de 5 ans, centrée sur le recensement de la population ;
- **Bi**, le nombre total de naissances illégitimes observées pendant une période de 5 ans, centrée sur le recensement de la population ;

3 Les taux de fécondité légitime par groupe d'âges des huttérîtes sont les suivants : 0,300 (15-19 ans), 0,550 (20-24 ans), 0,502 (25-29 ans), 0,447 (30-34 ans), 0,406 (35-39 ans), 0,222 (40-44 ans), 0,061 (45-49 ans).



- **Wi**, le nombre total de femmes pour un groupe d'âges *i* ;
- **Mi**, le nombre total de femmes mariées pour un groupe d'âges *i* ;
- **Ui**, le nombre total de femmes non mariées pour un groupe d'âges *i* ;
- **Fi**, le taux de fécondité des Huttérites pour un groupe d'âges *i*.

Quatre indices différents ont été mis au point :

1. L'indice de fécondité générale **If** qui compare le nombre total de naissances observées dans une population féminine donnée au nombre de naissances qui seraient survenues si cette population se caractérisait, pour chaque groupe d'âges, par les mêmes niveaux de fécondité que ceux des Huttérites.

$$If = \frac{B}{\sum (Wi \times Fi)}$$

2. L'indice de fécondité légitime **Ig** qui compare le nombre de naissances légitimes observées dans une population de femmes mariées donnée au nombre de naissances légitimes qui seraient survenues si cette population se caractérisait, pour chaque groupe d'âges, par les mêmes niveaux de fécondité que ceux des Huttérites.

$$Ig = \frac{Bl}{\sum (Mi \times Fi)}$$

3. L'indice de fécondité illégitime **Ih** qui compare le nombre de naissances illégitimes observées dans une population de femmes non mariées donnée au nombre de naissances illégitimes qui seraient survenues si cette population se caractérisait, pour chaque groupe d'âges, par les mêmes niveaux de fécondité que ceux des Huttérites.

$$Ih = \frac{Bi}{\sum (Ui \times Fi)}$$

4. L'indice de la proportion de femmes mariées **Im**. Cet indice d'intensité de la nuptialité mesure l'impact de la nuptialité sur la fécondité générale en comparant le nombre d'enfants que les femmes mariées auraient mis au monde si elles se caractérisaient par les mêmes taux de fécondité que ceux des Huttérites au nombre qui serait survenu si toutes les femmes se distinguaient par ce schéma type de fécondité.

$$Im = \frac{\sum (Mi \times Fi)}{\sum (Wi \times Fi)}$$

Ces quatre indices, qui varient entre 0 et 1 selon qu'ils traduisent des comportements plus ou moins proches de ceux des Huttérites, sont reliés par la fonction suivante :



$$I_f = I_g \times I_m + I_h \times (1 - I_m)$$

Le produit  $I_g \times I_m$  traduit la contribution de la fécondité légitime à la fécondité générale et le produit  $I_h \times (1 - I_m)$  reflète celle de la fécondité illégitime. Lorsque cette dernière est négligeable, on peut admettre que la fécondité générale est essentiellement déterminée par l'intensité de la fécondité légitime et de la nuptialité. Dans ce cas,

$$I_f \approx I_g \times I_m$$

D'un calcul simple et d'une interprétation aisée, ces indices souffrent malgré tout de l'indisponibilité des données requises pour les unités administratives les plus fines (arrondissements et communes) avant 1866 ou 1880, selon les cas. Ainsi, les indices de Coale peuvent être calculés à l'échelle du Royaume et des provinces à partir de 1846 et avec une périodicité plus ou moins décennale, calquée sur celle des recensements de la population<sup>4</sup>. Organisés en moyenne tous les dix ans, les recensements de la population ne permettent pas réellement d'appréhender, avec la finesse chronologique requise, les changements rapides et brutaux qui se sont produits au siècle dernier.

Les structures par âge et par état matrimonial sont disponibles à partir de 1880 à l'échelle des arrondissements et dès 1866, pour les localités de plus de 10 000 habitants. Elles sont également publiées, à partir de 1866, pour les communes de moins de 5 000 habitants (globalisées) de chaque province, définies comme des communes rurales, et pour l'ensemble des communes de plus de 5 000 habitants (globalisées). En soustrayant de la structure par âge provinciale celle des communes de moins de 5 000 habitants et celles des localités de plus de 10 000 habitants, on obtient la structure par âge de la catégorie manquante, celle des communes de 5 000 à 10 000 habitants. Donc, à partir de 1866, les recensements de la population fournissent la structure par âge des communes lorsque celles-ci dépassent la taille de 10 000 habitants. En dessous de ce seuil, seules sont disponibles les structures par âge pour des catégories de communes, agrégées selon un critère de taille de population. En d'autres termes, la structure par âge des petites villes du centre de la Wallonie, dont la grande majorité ne dépasse guère 5 000 habitants, sera noyée dans la catégorie définie comme « rurale ». Ces données ne rendent compte que très imparfaitement de la précocité et des différences de « timing » de la transition de la fécondité dans les différentes régions et les milieux d'habitat du pays, et plus particulièrement de Wallonie (Poulain, 1996).

4 Rappelons qu'en Belgique, les recensements de la population au 19<sup>e</sup> siècle ont été successivement organisés en 1846, 1856, 1866, 1880, 1890, 1900 et 1910.

Ensuite, compte tenu du processus d'urbanisation, et plus précisément de l'extraordinaire poussée démographique de certaines communes au siècle dernier, les rangs des communes de plus de 10 000 habitants se garniront progressivement d'un recensement à l'autre. Ainsi, si en 1866, 15 communes wallonnes ont plus de 10 000 habitants, en 1910, elles seront trois fois plus nombreuses. En d'autres termes, les chiffres que nous avons reconstitués ne brillent pas par leur homogénéité, et les interprétations que nous pourrions en dégager ne pourront s'affranchir de cette absence, bien involontaire, de cohérence<sup>5</sup>. De même, compte tenu de la disponibilité des données, il est hors de question de retrouver stricto sensu, dans le cadre de cette analyse de la fécondité et de la nuptialité, les milieux d'habitat définis préalablement. Certains pourront être plus ou moins approchés, d'autres pas du tout, comme par exemple la catégorie des petites villes.

### **3.2. *La précocité du déclin de la fécondité légitime en Wallonie et les différences observées entre le milieu rural et le milieu urbain***

Pour brosser l'évolution de la fécondité en Belgique, dans ses deux principales régions et dans ses milieux urbain et rural, nous nous bornerons à analyser rapidement les tendances de la fécondité légitime (Ig) et à les replacer dans un cadre comparatif international.

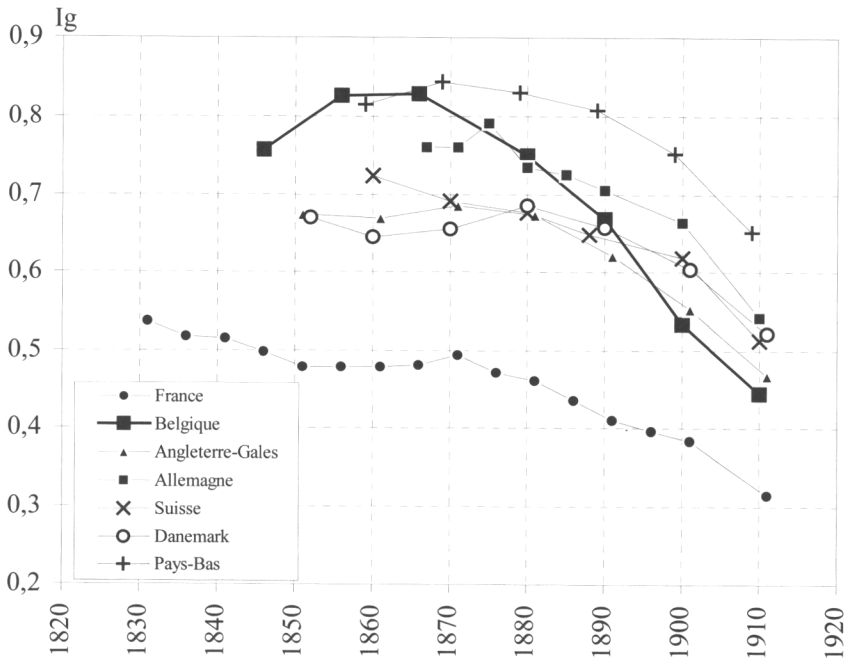
#### **3.2.1. *En Belgique, la transition de la fécondité légitime démarre entre 1866 et 1880***

Avant 1866, la moyenne nationale ne laisse transparaître aucune trace d'une baisse de la fécondité, contrairement au cas français, où le mouvement s'est amorcé dès le 18<sup>e</sup> siècle, ce qui, dans le contexte occidental et à l'échelon national, demeure une exception (figure 30). En Belgique, les indices Ig sont non seulement particulièrement élevés durant la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, proches d'une fécondité « naturelle », mais ils ont augmenté. La baisse décisive de la fécondité légitime se produit entre 1866

<sup>5</sup> En résumé, les catégories génériques que nous avons constituées (par exemple, les cités industrielles de Charleroi, les cités industrielles du Centre-Borinage, les vieilles villes...) s'enrichissent d'un recensement à l'autre, et donc ne concernent pas systématiquement le même territoire.

et 1880, et serait un rien plus précoce que dans certains pays voisins, où la rupture se situerait plutôt aux alentours de 1880. Si l'on se réfère à la date à laquelle Ig a diminué de 10 %, il s'agit de 1881 pour la Belgique, de 1887 pour la Suisse, de 1888 pour l'Allemagne, de 1892 pour l'Angleterre-pays de Galles, de 1897 pour les Pays-Bas, ou encore de 1898 pour le Danemark (Coale et Treadway, 1986). Une fois enclenchée, la baisse de la fécondité légitime est particulièrement rapide en Belgique. Entre 1880 et 1910, l'indice Ig a perdu 41 % de sa valeur en Belgique, pour 31 % en Angleterre-Pays de Galles, 26 % en Allemagne, 24 % en Suisse et au Danemark et 22 % aux Pays-Bas.

Figure 30. L'évolution de la fécondité légitime (Ig) dans quelques pays d'Europe occidentale au 19<sup>e</sup> siècle



Source : Coale et Treadway, 1986.

### 3.2.2. *Le déclin de la fécondité légitime : un déphasage important entre la Flandre et la Wallonie*

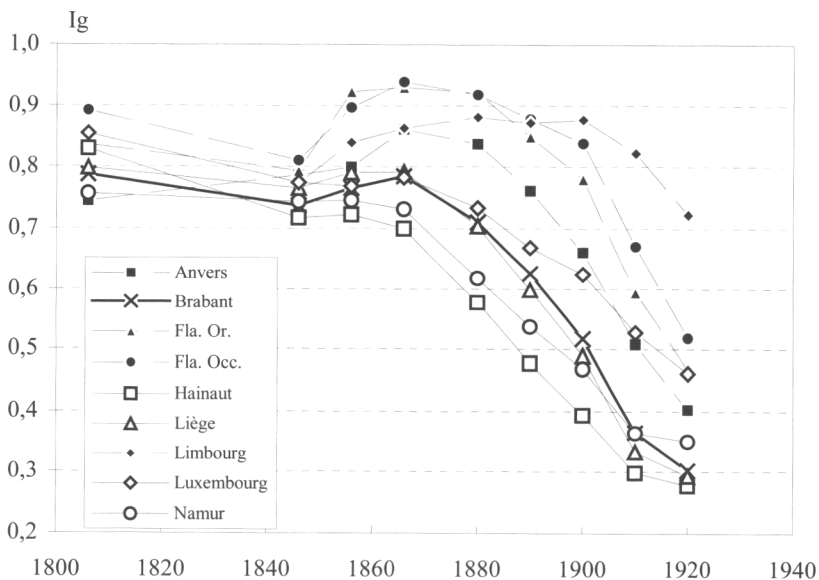
La tendance nationale occulte d'importants contrastes régionaux. Toutefois, durant la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les différences régionales, sur base du découpage en provinces, sont faibles (figure 31). Ainsi, en 1846, l'indice Ig varie de 0,717 en Hainaut à 0,810 en Flandre occidentale. Entre 1846 et 1866, la fécondité légitime se stabilise dans les provinces wallonnes, alors qu'elle augmente partout en Flandre. Les différences entre les deux grandes régions linguistiques de la Belgique apparaissent et ne cesseront de s'accroître jusqu'à la Première Guerre mondiale<sup>6</sup>. Entre 1866 et 1880, la fécondité légitime baisse de façon significative dans toutes les provinces wallonnes et en Brabant. Dans le nord du pays, le déclin est plus tardif et accuse globalement un retard de 20 à 30 ans sur la partie wallonne du pays. En Flandre, c'est la province d'Anvers qui donna le ton et c'est le Limbourg qui résista le plus longtemps au contrôle volontaire des naissances dans le mariage (figure 31).

La Wallonie se distingue donc de la Flandre par la relative précocité et la rapidité du déclin de sa fécondité légitime. Le processus de laïcisation aurait joué un rôle déterminant pour freiner ou accélérer le mouvement de baisse de la fécondité et donc pour expliquer le déphasage temporel entre l'évolution des tendances régionales (Lesthaeghe, 1977). Cette hypothèse explicative repose donc essentiellement sur la dualité entre une Wallonie en voie de laïcisation, ouverte au progrès et aux idées nouvelles et une Flandre catholique, conservatrice, dont les mentalités restent imprégnées d'une solide résistance aux changements. Mais il ne fait aucun doute que le développement de la laïcisation en Wallonie ne peut être isolé de la mutation profonde de la société induite par les processus d'industrialisation et d'urbanisation. Vecteurs des idées nouvelles et progressistes, ceux-ci ont généralement généré dans les villes et les cités industrielles une pression démographique qui a pu s'exprimer en termes de surdensification de l'habitat, d'individualisme, de pauvreté, de chômage... et, in fine, par l'adoption de normes familiales nouvelles et d'attitudes particulières à l'égard de l'enfant. Celles-ci auraient alors justifié une baisse irréversible de la fécondité.

<sup>6</sup> Le coefficient de variation des Ig provinciaux est de 0,06 en 1802-1809, de 0,04 en 1846, de 0,09 en 1856, de 0,1 en 1866, de 0,17 en 1880, de 0,22 en 1890, de 0,28 en 1900 et de 0,34 en 1920.



Figure 31. L'évolution de la fécondité légitime (Ig) dans les provinces de la Belgique au 19e siècle



Source : Duchêne et Lesthaeghe, 1975 ; Lesthaeghe, 1977.

### 3.2.3. Des différences significatives entre le milieu urbain et le milieu rural

Le 19e siècle en Occident est le théâtre de la « révolution urbaine », d'une redistribution radicale de la population dans l'espace. Jadis marginal, le mode de vie urbain est progressivement devenu la règle. L'urbanisation, sous le couvert de la « modernisation », constitue l'un des piliers explicatifs de la théorie classique de la transition démographique (Caldwell, 1976 ; Chesnais, 1986 ; Tabutin, 1980b). En bref, le passage de la société rurale traditionnelle à la société industrielle et urbaine moderne aurait modifié les normes, aspirations et comportements à l'égard de l'enfant et donc provoqué la chute de la fécondité.

### 3.2.3.1. Urbanisation et déclin de la fécondité : des liens complexes et flous

L'association entre l'urbanisation et le déclin de la fécondité repose en grande partie – consciemment ou non – sur l'image d'une culture paysanne traditionnelle monolithique, s'opposant à une culture urbaine moderne, souple et ouverte à l'innovation. En milieu urbain, le sentiment d'appartenir à une communauté, de partager des traditions et des coutumes communes est absent. Les liens traditionnels de famille et de voisinage, qui assurent une connaissance réciproque profonde et un contrôle omniprésent au sein des communautés rurales, sont remplacés par l'anonymat et la compétition (Rémy et Voyé, 1974). En milieu urbain, l'individu a la possibilité d'acquérir un statut, une position sociale déterminée par ses propres capacités plutôt que par sa naissance. L'opposition ville-campagne, ou plus largement urbain-rural, se refléterait dans les comportements reproducteurs de leur population. Pour J. Knodel (1974), les conditions propres à la ville – individualisme, mobilité sociale, surdensification de l'habitat, ... – expliquent davantage les différences de niveau de la fécondité entre milieu urbain et milieu rural que son déclin. Comme le rappelle A. Perrenoud (1990), aucune relation causale entre l'urbanisation et la baisse de la fécondité n'a été définitivement établie.

A propos de la Prusse, J. Knodel (1974) conclut que les liens entre l'urbanisation et la baisse de la fécondité sont complexes. Une urbanisation précoce et rapide semble avoir favorisé le déclin de la fécondité en Prusse, mais l'association des deux processus est faible. Des conclusions similaires ont été avancées par J.W. Leasure (1963) dans le cas de l'Espagne. Le cadre urbain et industriel y a sans aucun doute influencé les comportements reproducteurs, mais d'autres facteurs ont joué un rôle plus important. A. Sharlin (1986), dans la synthèse du projet de Princeton, ne peut que constater qu'une urbanisation massive n'est pas une condition nécessaire au déclin de la fécondité dans le contexte occidental du 19<sup>e</sup> siècle. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer les niveaux d'urbanisation des pays d'Europe au moment où la baisse de la fécondité légitime survient dans chacun d'eux. Aux Pays-Bas, en Ecosse, en Angleterre et au Pays de Galles, la majorité de la population résidait dans des zones urbaines lorsque l'indice de fécondité légitime (Ig) chuta de 10 %. En France, la transition de la fécondité se généralisa presque partout à la fin du 18<sup>e</sup> siècle (Bardet et Le Bras, 1988) dans un contexte d'urbanisation très lente (Lepetit et Poussou, 1988). En Finlande, en Hongrie et en Suède, plus de 75 % de la population était encore rurale lorsque se déclencha le déclin de la fécondité (Sharlin, 1986). Même constat





dans les Balkans. En Bulgarie, en Grèce, en Roumanie et en Yougoslavie, la transition démographique débuta et se développa dans des sociétés essentiellement agraires (Botev, 1990).

Devant la multiplicité des expériences nationales, les relations de cause à effet entre l'urbanisation et le déclin de la fécondité sont loin d'être évidentes. Il n'en est pas moins vrai que des différences significatives, dans le cadre de la fécondité et de son déclin, se dégagent entre le milieu urbain et le milieu rural (Sharlin, 1986). Épinglons brièvement ces différences.

### 3.2.3.2. La fécondité légitime en milieu urbain est presque toujours inférieure à la fécondité légitime en milieu rural

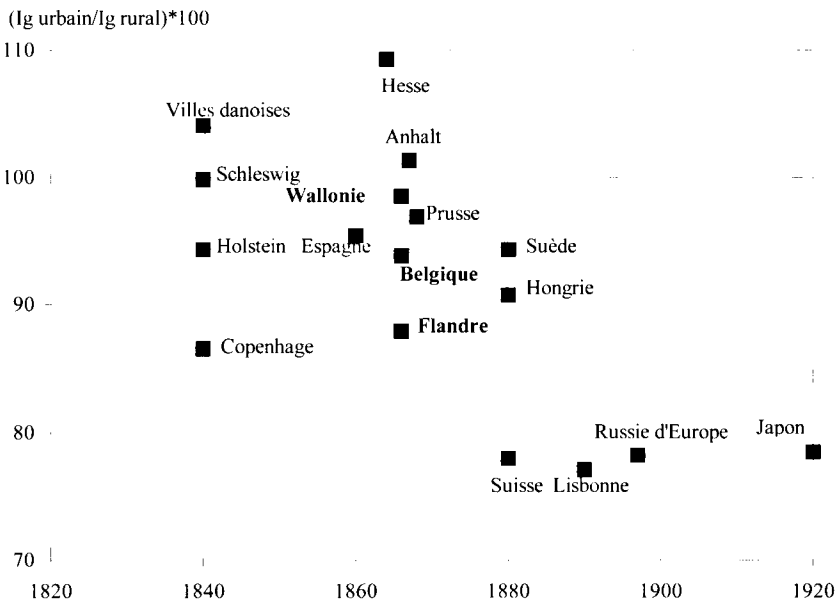
Dans leur synthèse sur l'Europe urbaine de l'an 1000 à 1950, P.H. Hohenberg et L.H. Lees (1992) soutiennent que la fécondité urbaine a toujours été inférieure à la fécondité rurale, avant (figure 32) comme après la période de transition démographique. Dans un article précurseur, A.J. Jaffé (1942) concluait également – en étudiant le cas des populations des États-Unis, de la Prusse et de la Roumanie – que tout au long du 19<sup>e</sup> siècle la fécondité urbaine était plus basse que la fécondité des campagnes. A. Sharlin (1986) observe les mêmes tendances dans la plupart des régions d'Allemagne, de Belgique, de Suisse, d'Italie, du Portugal, de Hongrie, de Finlande et de Suède. A cette liste, on peut également ajouter les cas de l'Espagne (Reher, 1990), de la Bulgarie (Botev, 1990), de la Tchécoslovaquie (Fialova et al., 1990) et des Pays-Bas (Van Poppel, 1989).

### 3.2.3.3. Les écarts entre la fécondité légitime des populations urbaines et rurales n'ont cessé de s'accroître tout au long du 19<sup>e</sup> siècle

Une fois la transition de la fécondité amorcée, les différences entre le milieu urbain et le milieu rural augmentent. Bien sûr, le retard éventuel concédé par les campagnes peut contribuer à accroître les écarts (Mosk, 1980), mais le déclin semble avoir été généralement plus rapide en milieu urbain qu'en milieu rural.



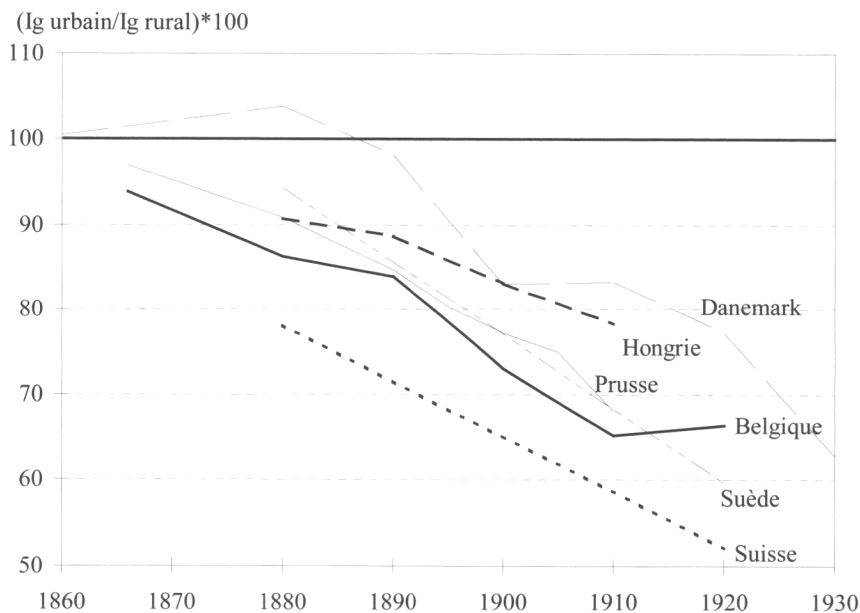
Figure 32. L'écart entre la fécondité légitime (Ig) des milieux urbains et ruraux de quelques pays et régions d'Europe avant le début de leur transition de la fécondité :  
(Ig urbain / Ig rural) x 100



Sources : Coale et al., 1979 ; Knodel, 1974 ; Livi-Bacci, 1971 ; Mosk, 1980 ; Reher, 1990 ; Sharlin, 1986 ; Van de Walle, 1969.

En France, dès la seconde moitié du 19e siècle, les écarts entre la fécondité urbaine et la fécondité rurale se creusent. Entre 1861 et 1891, la chute de la fécondité aurait été cinq fois plus rapide en milieu urbain qu'à la campagne (Tugault, 1975). Au Danemark, l'indice Ig des villes de province a mis trente ans pour chuter de 0,67 à 0,40. A même niveaux de départ et d'arrivée, le déclin dans les districts ruraux de ce même pays s'effectua en quarante ans (Van de Walle, 1969). Quelques cas nationaux, illustrés par la figure 33, confirment l'accroissement des différences entre les fécondités urbaines et rurales au cours du 19e siècle.

Figure 33. L'écart entre la fécondité légitime des populations urbaines et rurales dans quelques pays d'Europe au 19e et au début du 20e siècle :  
 $(I_g \text{ urbain} / I_g \text{ rural}) * 100$



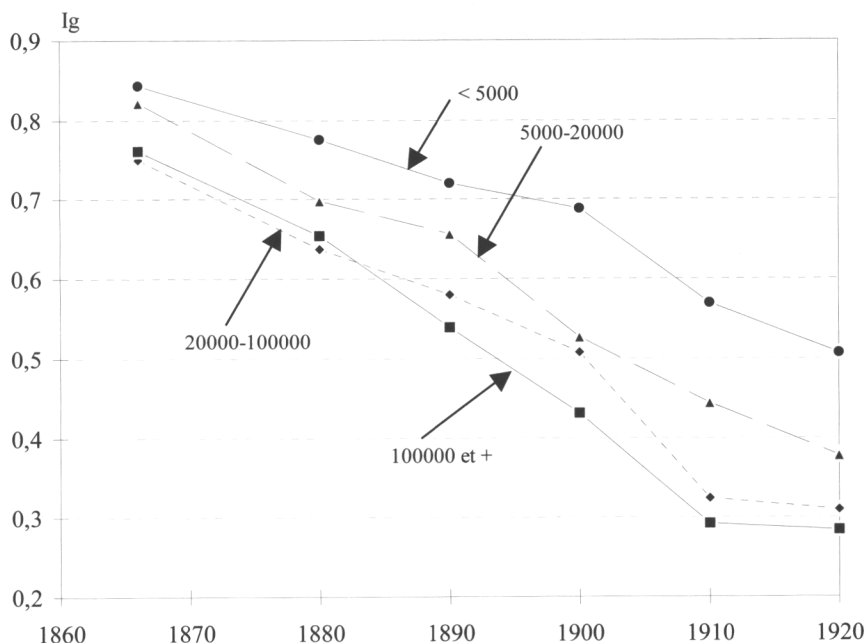
Sources : Knodel, 1974 ; Mosk, 1980 ; Sharlin, 1986 ; Van de Walle, 1969.

#### 3.2.3.4. L'évolution de la fécondité légitime selon la taille de la population ou le degré d'urbanisation des localités

Comment varie au 19e siècle la fécondité légitime selon la taille de la population des localités urbaine ? On peut légitimement supposer que plus une localité est populeuse, plus son « degré d'urbanisation » (concentration de la population, prédominance d'une culture, de normes, de comportements typiquement urbains ...) sera élevé. L'influence du milieu urbain sur les niveaux de fécondité légitime sera d'autant plus significative que l'on observera une corrélation négative entre la taille des localités et la fécondité légitime. Les recherches effectuées dans les quelques pays pour lesquels on dispose des données adéquates ont largement confirmé cette hypothèse. Dans les régions du Nord et du Centre de l'Italie, de 1871 à 1951, les taux de

fécondité légitime varie en fonction inverse de la taille des communes (Livi-Bacci, 1977). J. Knodel (1974) aboutit aux mêmes conclusions pour la Prusse en distinguant, de 1867 à 1911, Berlin, les autres grandes villes, les petites villes et les zones rurales. Globalement, les cas de l'Espagne (Reher, 1990) et de la Belgique ne démentent pas non plus cette tendance (figure 34).

Figure 34. Niveaux et tendances de la fécondité légitime selon la taille des communes en Belgique, de 1866 à 1920



Bien sûr, il existe des exceptions à ce schéma. Au Danemark, les indices de fécondité légitime des villes de province et des districts ruraux sont très proches et témoignent même, de 1840 à 1880, d'une légère surfécondité urbaine. Mais comme le note E. Van de Walle (1969), la plupart des villes danoises sont encore à cette époque des bourgs à prédominance agricole et artisanale. Un autre contre-exemple notoire est fourni par l'expérience française. Y. Tugault (1975) a démontré que vers 1860, la fécondité des campagnes française est inférieure à celle des villes de province. Autre exception, le cas des arrondissements de Philippeville et de Thuin, en Wallonie. En

1880, ces deux régions rurales, où quelques localités franchissent à grande peine le seuil des 5 000 habitants, présentent des indices de fécondité légitime (Lesthaeghe, 1977) inférieurs à ceux des plus grandes villes de Wallonie. D'ailleurs, dans le cas de la Wallonie, la fécondité légitime varie peu en fonction de la taille des communes, contrairement à la Flandre (figure 35). Mais les modalités de l'urbanisation des deux grandes régions de la Belgique au siècle dernier sont différentes. Si au nord du pays, le monde urbain est dominé par deux grandes villes, Anvers et Gand, et par une myriade de villes historiques de taille moyenne, en Wallonie, la croissance urbaine du 19<sup>e</sup> siècle fut surtout stimulée par la prodigieuse poussée démographique de localités qui, rurales à l'origine, se sont industrialisées. En d'autres termes, en Wallonie, la frontière entre le monde rural et le monde urbain, en matière de fécondité légitime, est plus floue qu'en Flandre.

Figure 35. Niveaux et tendances de la fécondité légitime selon la taille des communes en Flandre et en Wallonie, de 1866 à 1920



Si le degré d'urbanisation des localités détermine plus ou moins étroitement le niveau de la fécondité et le rythme de sa baisse, cela ne signifie pas pour autant que la ville, ou plus globalement l'urbain, ait joué un rôle précurseur dans le déclin de la fécondité.

### 3.2.3.5. L'antériorité des populations urbaines dans le déclin de la fécondité

Les monographies urbaines ont pratiquement toutes confirmé l'antériorité de la ville dans le déclin de la fécondité. Dans les villes de Genève et de Rouen, le contrôle de la fécondité s'est généralisé dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle (Perrenoud, 1991). C'est également le cas à Zurich, où vers la moitié du 17<sup>e</sup> siècle, apparaît la limitation des naissances (Pfister, 1988). A Liège, il faut remonter au-delà du 19<sup>e</sup> siècle pour situer l'apparition d'une mentalité et d'habitudes malthusiennes (Hélin, 1963). A Barcelone, la baisse de la fécondité légitime est attestée vers 1860, avec près de 30 ans d'avance sur la moyenne nationale (Reher et Iriso-Napal, 1989). Dans la République tchèque, le déclin de la fécondité légitime aurait débuté à Prague avant 1880, soit plus d'un quart de siècle avant le reste du pays. Bratislava aurait amorcé sa transition de la fécondité vers 1900, avec 30 ans d'avance sur le reste de la Slovaquie (Fialova et al., 1990). Ce mouvement d'anticipation se rencontre également dans des villes de plus petite taille. A Huy – une petite ville d'une dizaine de milliers d'habitants située à proximité de Liège – le déclin de la fécondité légitime s'observe précocement, dès la moitié du 19<sup>e</sup> siècle (Oris, 1988b). La limitation des naissances est également attestée à Verdun dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle (Beauvalet-Boutouyrie, 1990) ainsi qu'à Vic-sur-Seille, des villes de très petite taille (Bideau et al., 1988).

L'étude de Princeton (Sharlin, 1986) a confirmé qu'en Allemagne, en Belgique, en Hongrie, en Italie, au Portugal, dans les provinces européennes de la Russie, en Finlande, en Suède, le déclin de la fécondité légitime fut généralement plus précoce en milieu urbain qu'en milieu rural. Les mêmes constatations ont été faites aux Pays-Bas (Van Poppel, 1989) et en Bulgarie (Botev, 1990).

En résumé, dans le cadre de la transition de la fécondité, le milieu urbain se distingue du milieu rural au moins par trois tendances :

- de plus faibles niveaux de fécondité légitime avant et pendant la transition ;
- un rythme de déclin de la fécondité légitime plus rapide ;
- une antériorité dans le contrôle des naissances.



### 3.2.4. *Retour critique sur la pertinence du « modèle culturel régional » et du « modèle culturel urbain »*

L'un des principaux apports de l'étude de Princeton est d'avoir montré, qu'au sein d'un même pays, les différences régionales de fécondité sont souvent plus importantes que celles existant entre le milieu urbain et le milieu rural (A. Sharlin, 1986). Par rapport aux oppositions régionales, la dualité urbain-rural n'aurait qu'un rôle subsidiaire, accessoire, dans l'explication des différences de fécondité. Dans leur espace régional, villes et campagnes, milieux urbains et milieux ruraux, partageraient avant tout les mêmes normes culturelles, au sens large du terme.

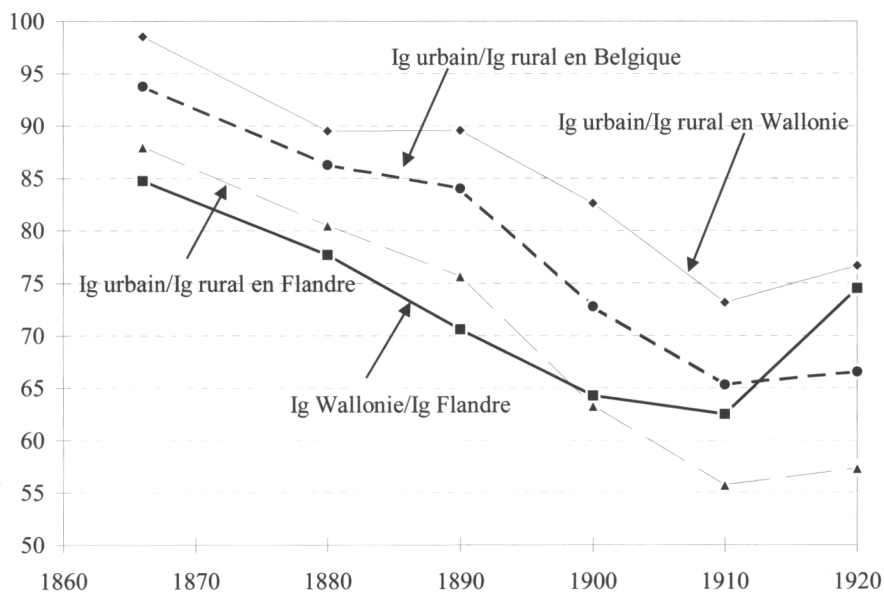
Néanmoins, à l'intérieur d'un même espace régional et tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, des différences significatives subsistent et augmentent entre les niveaux de fécondité des populations rurales et urbaines (figure 36). Quel que soit le cadre culturel, il existe un modèle urbain associant un plus faible niveau de fécondité à une transition plus précoce et plus rapide. Compte tenu des caractéristiques de la fécondité légitime associée au milieu urbain – niveau plus faible, baisse plus précoce et plus rapide – et de la poussée irrésistible de l'urbanisation au cours du 19<sup>e</sup> siècle, le « modèle culturel urbain » ne supplantera-t-il pas à la longue le « modèle culturel régional » ? Les écarts entre les fécondités des populations urbaines et rurales finiront peut-être par dépasser les écarts interrégionaux. C'est ce que l'on observe en Belgique au début du 20<sup>e</sup> siècle (figure 36), au moment où la population urbaine devient majoritaire (Eggerickx, 1995a).

Tout se résumerait en fait à une inversion statistique entre l'importance relative des populations urbaines et des populations rurales. Aussi longtemps que ces dernières dominent en nombre, et à supposer qu'elles constituent un bastion solide face aux changements de comportements reproducteurs, le modèle urbain aura du mal à infléchir les tendances régionales. Sous les coups de l'urbanisation, la population urbaine grignotera du terrain et son modèle de fécondité guidera de plus en plus la moyenne régionale. En conclusion, comme le soulignait D. Friedlander (1969), le développement des conduites malthusiennes dans un cadre urbain en pleine expansion pèsera tôt au tard sur les moyennes nationales et régionales. N'y-a-t-il pas là une contradiction évidente avec le rôle modéré et confus que l'urbanisation semble tenir dans les modèles explicatifs de la transition de la fécondité ? La difficulté réside, semble-t-il, dans l'analyse de l'évolution d'un processus – la transition de la fécondité légitime – dans le cadre d'un contexte dual – l'opposition urbain-rural – lui-même en pleine mutation. N'oublions pas que



l'urbanisation européenne du 19<sup>e</sup> siècle s'est nourrie d'une bonne dose de rural. D'une part, si un pays s'est urbanisé, c'est non seulement parce que le réseau urbain traditionnel a pu connaître une certaine expansion démographique, mais c'est aussi, et parfois surtout, parce que des localités, à l'origine peu peuplées et rurales, ont connu une croissance prodigieuse de leur population qui a favorisé leur transfert dans la catégorie urbaine.

Figure 36. Les écarts de la fécondité légitime (Ig) entre les régions et entre les milieux urbains et ruraux en Belgique



Il convient donc de dépasser le cadre de la simple opposition entre le monde urbain et le monde rural. Sous ces concepts globalisants se cachent des modèles de peuplement, produits et/ou victimes de l'urbanisation, qu'il faut identifier et isoler et dont les comportements démographiques peuvent répondre à des stimuli bien particuliers. Dans « l'espace culturel » wallon, la baisse de la fécondité légitime ne s'est pas produite partout au même moment ni avec la même intensité. Ainsi, dans les régions rurales de l'Entre-Sambre-et-Meuse, le mouvement semble s'être enclenché dès le second quart du 19<sup>e</sup> siècle, soit un demi-siècle avant sa généralisation à l'ensemble du territoire wallon (Damas, 1964 ; Poulain, 1996). En 1880, par exemple,



l'indice de fécondité légitime (Ig) dans l'arrondissement de Philippeville est plus de 40 % inférieur à celui de l'arrondissement de Bastogne, soit une différence sensiblement plus grande que celle qui distingue la Flandre de la Wallonie à la même époque<sup>7</sup>. Comment expliquer cet écart et la précocité de la transition de la fécondité dans l'Entre-Sambre-et-Meuse ? De même, comme nous le verrons plus en détail par la suite, de réelles différences existent entre les cités industrielles, les grandes agglomérations et les petites villes de province (Eggerickx, 1995a ; Oris, 1995a). Une région, une province, un arrondissement ne constitue pas un milieu homogène, quel que soit l'angle sous lequel on l'aborde. L'analyse d'unités spatiales plus fines et plus homogènes doit compléter, enrichir, voire tempérer les conclusions dégagées à partir d'ensembles administratifs plus vastes.

#### 4. Fécondité et nuptialité au 19<sup>e</sup> siècle en Wallonie, selon le milieu d'habitat

Comme nous l'avons déjà évoqué, le corpus de données sur lequel sera basée cette analyse n'est pas homogène. D'un recensement à l'autre, le nombre de communes pour lesquelles nous disposons des données de base augmente, et enrichit progressivement les milieux d'habitat ou catégories de communes constituées. En d'autres termes, chacune d'elles se compose, au fil des recensements, d'un nombre variable de communes. L'interprétation de l'évolution des différents paramètres calculés devra tenir compte de cette caractéristique. Outre les catégories de communes, nous avons tenu à présenter les indices pour chacune des communes wallonnes et bruxelloises pour lesquelles nous disposons des données requises.

Nous débordons du cadre régional du centre de la Wallonie, mais les éléments de comparaison n'en sont que plus nombreux. Ainsi, outre les cités industrielles de la région de Charleroi, nous pourrions distinguer celles de la région du Borinage-Centre et de la région liégeoise. Jusqu'en 1890, nous disposons également des indices calculés par R. Leboutte (1988) dans le cadre des bassins industriels (bassin aval et Basse-Meuse) en aval de Liège. Outre les cités industrielles, d'autres catégories urbaines peuvent être distinguées : les communes bruxelloises qui se caractérisent aussi par une crois

<sup>7</sup> En 1880, Ig pour l'arrondissement de Philippeville est de 0,489, alors que le même indice pour l'arrondissement de Bastogne s'élève à 0,854 (Lesthaeghe, 1977). A la même date, l'indice Ig pour la Flandre et la Wallonie, définies selon leurs frontières actuelles, est respectivement de 0,801 et de 0,622.

sance démographique prodigieuse au 19<sup>e</sup> siècle (Eggerickx, Poulain, 1993) et les vieilles villes de plus de 10 000 habitants (Mons, Tournai, Huy, Verviers, Namur...).

Le milieu strictement rural est plus difficile à appréhender à partir des données proposées par les recensements de la population. À partir de 1866, le milieu rural est officiellement défini par toutes les communes dont la taille n'excède pas 5 000 habitants. En d'autres termes, toutes les petites villes distinguées précédemment (Gembloux, Wavre, Jodoigne, Andenne, Philippeville...) sont incluses dans cette catégorie rurale. Certains arrondissements fournissent une approximation plus ou moins grossière des différents milieux ruraux du centre de la Wallonie que nous avons délimités. Ainsi, on peut considérer que l'arrondissement de Nivelles correspond plus ou moins à la Hesbaye, alors que celui de Namur, duquel la ville du même nom a été défalquée, se rapprocherait du Condroz. Enfin, les arrondissements de Thuin et de Philippeville comprennent la région de la Fagne-Thiérache. Notons enfin que si aucune ville de plus de 10 000 habitants n'est présente dans ces arrondissements, ceux-ci sont néanmoins parsemés de villes de plus petite taille (< 5 000 hab.).



#### **4.1. La fécondité générale : des niveaux élevés en milieu industriel**



##### **4.1.1. Un problème à évacuer rapidement : l'impact des structures par âge et par sexe sur la natalité**



L'analyse des taux de natalité selon les milieux d'habitat du centre de la Wallonie a permis d'épingler la surnatalité des cités industrielles. Or, l'intensité de la natalité peut non seulement être influencée par l'importance de la fécondité, mais aussi par les caractéristiques de la population selon l'âge et le sexe. Avant d'analyser la fécondité des différents milieux d'habitat, il convient très brièvement de mesurer ces effets de structure. Les tableaux 11 et 12<sup>8</sup> présentent respectivement la proportion de femmes âgées de 15 à 49 ans parmi la population totale et le rapport de masculinité (nombre d'hommes pour 100 femmes) entre 15 et 49 ans.

8 Pour plus de détails, par commune de plus de 10 000 habitants, voir les annexes 2 et 3.

Tableau 11. Evolution de la proportion de femmes âgées de 15-49 ans (%)

Milieu d'habitat	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	29,1	28,6		31,1	32,2
Cités industrielles carolorégiennes	24,1	24,6	25,5	26,6	26,9
Cités industrielles du Borinage-Centre		24,4	25,2	25,6	25,8
Cités industrielles liégeoises		23,7	23,7	25,0	26,9
Vieilles villes	27,8	27,6	27,7	28,8	28,2
Grande ville : Liège	28,7	28,2	28,8	29,9	31,1
Milieu rural ou assimilé					
Wallonie < 5 000	23,4	23,5	24,2	24,9	24,9
Arr. de Nivelles		23,1	24,2	25,1	25,4
Arr. de Thuin		23,5	24,9	25,9	26,1
Arr. de Philippeville		24,5	25,0	25,4	25,2
Arr. de Namur		23,9	25,2	25,4	25,4
Wallonie	27,0	26,0	25,8	27,5	28,1

Tableau 12. Evolution du rapport de masculinité entre 15 et 49 ans  
(nbr. d'hommes pour 100 femmes)

Milieu d'habitat	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	87	88		85	86
Cités industrielles carolorégiennes	115	106	109	109	109
Cités industrielles du Borinage-Centre		108	107	109	108
Cités industrielles liégeoises		116	115	113	108
Vieilles villes	92	92	95	91	94
Grande ville : Liège	91	91	92	89	89
Milieu rural ou assimilé					
Wallonie < 5 000	106	105	104	105	105
Arr. de Nivelles		102	100	102	103
Arr. de Thuin		103	102	102	103
Arr. de Philippeville		101	100	101	102
Arr. de Namur		100	100	102	104
Wallonie	98	99	105	101	101

Dans tous les milieux d'habitat, les proportions de femmes en âge de procréer ont timidement augmenté au cours du siècle dernier, alors que, rappelons-le, la natalité a partout chuté. Les communes bruxelloises et les vieilles villes se distinguent par des proportions de femmes en âge de procréer supérieures à celles des cités industrielles ou des milieux ruraux (arrondissements et communes de moins de 5 000 habitants). En revanche, entre ces deux derniers milieux d'habitat, les différences sont minimes et n'ont guère influencé leur natalité respective. Ces tendances sont confirmées par l'analyse des rapports de masculinité entre 15 et 49 ans. Les communes bruxelloises et les vieilles villes se caractérisent par une surféminisation à ces âges, alors que dans les cités industrielles, le rapport de masculinité est largement favorable aux hommes. Ces caractéristiques spécifiques laissent déjà entrevoir un effet sélectif selon le sexe de l'immigration vers ces différents modèles urbains. Dans les milieux ruraux, le rapport entre les effectifs féminins et masculins est plus équilibré, bien qu'entre 15 et 49 ans, les hommes soient un peu mieux représentés.

En définitive, en regard de la natalité, les cités industrielles ne disposent pas d'une structure par âge et par sexe, entre 15 et 49 ans, favorable. En d'autres termes, dans les cités industrielles, surnatalité et surfécondité marcheraient de pair.

#### 4.1.2. *La surfécondité des cités industrielles et la sous-fécondité des villes traditionnelles*

Un certain nombre d'études ont mis en évidence les niveaux élevés de fécondité dans les milieux industriels (Friedlander, 1973 ; Haines, 1981 ; Wrigley, 1961...). En France,

« Dans une assez large mesure, la carte des fortes fécondités au milieu du 19<sup>e</sup> siècle apparaît comme la superposition de la carte de l'industrialisation et de celle de l'isolement géographique » (Tugault, 1975).

Les départements à vocation industrielle du Nord et du Pas-de-Calais se distinguent, tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, par des indices de fécondité générale sensiblement supérieurs à la moyenne nationale (Van de Walle, 1974). En 1861 par exemple, aucun des 82 départements français n'avait d'indice de fécondité générale (If) aussi élevé que celui de l'arrondissement de Lille



(Spagnoli, 1977a ; 1983)<sup>9</sup>. Au siècle dernier, les indices de fécondité générale des « counties » industriels de Durham ou de Staffordshire figurent parmi les plus élevés de l'Angleterre et du Pays-de-Galles (Newell, 1986 ; Teitelbaum, 1984). En Prusse (Laux, 1989) et en Espagne (Reher, 1990) également, les localités charbonnières et sidérurgiques se distinguent par une fécondité générale très largement supérieure aux autres modèles d'habitat.

Les fécondités générales élevées semblent étroitement associées aux milieux industriels. Le cas de la Wallonie ne trahit en rien cette tendance. Observons la situation en 1866, avant que ne démarre la baisse irréversible de la fécondité. A l'exception de Charleroi, et dans une moindre mesure de Herstal, toutes les cités industrielles wallonnes, auxquelles s'ajoutent les communes de Molenbeek et d'Anderlecht, les plus industrialisées de l'agglomération bruxelloise, ont un indice de fécondité générale supérieur à 0,400 (tableau 13 et annexe 4). A titre comparatif, aucune des provinces flamandes ne peut se targuer, à cette date, d'indices If aussi élevés<sup>10</sup>. Les zones industrielles wallonnes sont donc particulièrement prolifiques.

A l'autre bout de la hiérarchie figurent les villes traditionnelles, où If dépasse rarement 0,300 en 1866. Les niveaux de fécondité générale de villes telles que Mons, Tournai, Huy ou encore Namur, sont inférieurs à la moyenne française de 1866, et à la même date, aucune des provinces belges n'a une fécondité générale aussi faible (annexe 4). Enfin, les campagnes, définies par les communes de moins de 5 000 habitants, occupent une position intermédiaire entre les cités industrielles et les villes traditionnelles. Le spectre des différences entre ces milieux d'habitat est particulièrement étendu et, dans tous les cas supérieur à celui qui oppose les provinces flamandes aux provinces wallonnes en 1866.

Comment a évolué la fécondité générale de ces différents milieux d'habitat, dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle ?

9 En 1861, dans l'arrondissement de Lille, If est de 0,374, alors que la moyenne nationale est de 0,275 et que les moyennes des départements du Nord et du Pas-de-Calais sont respectivement de 0,371 et de 0,330.

10 D'une manière générale, et si l'on se réfère à la série d'indices relatifs aux divisions administratives (environ 700), publiée dans l'étude de Princeton, rares sont celles dont la fécondité générale (If) dépasse au siècle dernier une valeur de 0,400 (Coale et Treadway, 1986).



Tableau 13. Evolution des indices de fécondité générale (If)

Milieu d'habitat	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises			0,350	0,334	0,266	0,213	0,145
Cités industrielles carolorégiennes			0,426	0,348	0,294	0,274	0,204
Cités industrielles du Borinage-Centre				0,333	0,310	0,279	0,220
Cités industrielles liégeoises				0,411	0,365	0,309	0,171
<i>Bassin aval*</i>	0,366	0,377	0,409	0,351	0,317		
<i>Basse-Meuse*</i>	0,321	0,328	0,371	0,360	0,317		
Vieilles villes	0,308	0,321	0,302	0,283	0,245	0,206	0,163
Grande ville : Liège	0,416	0,337	0,320	0,292	0,242	0,204	0,139
Milieu rural ou assimilé							
Wallonie < 5 000			0,341	0,319	0,273	0,278	0,213
Arr. de Nivelles				0,337	0,322	0,259	0,211
Arr. de Thuin				0,304	0,238	0,231	0,198
Arr. de Philippeville				0,255	0,204	0,210	0,199
Arr. de Namur				0,308	0,265	0,254	0,206
Belgique **	0,306	0,328	0,359	0,354	0,320	0,273	0,244

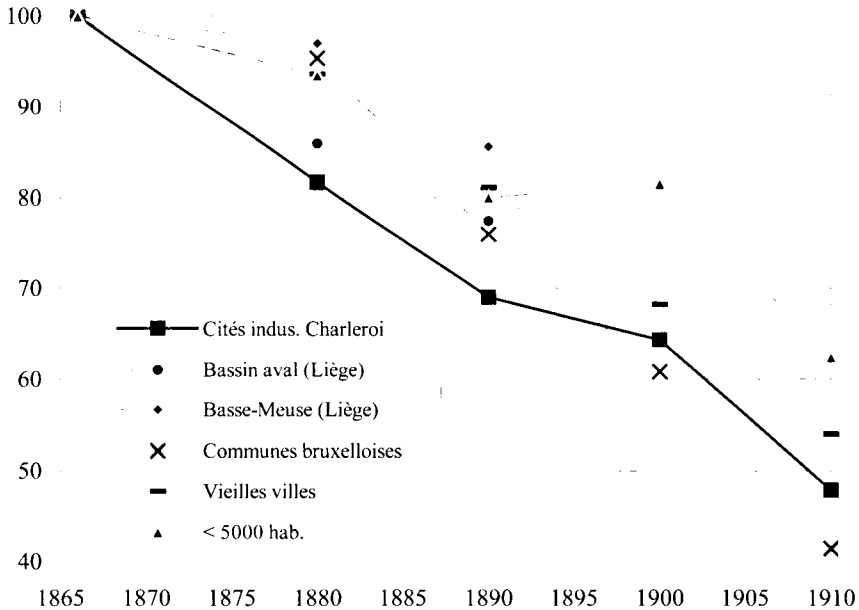
\* Leboutte (1988), \*\* Lesthaeghe (1977).

4.1.3. *C'est dans les cités industrielles que l'indice If a baissé le plus brutalement, entre 1866 et 1880*

A l'amorce du 20<sup>e</sup> siècle, les cités industrielles wallonnes bénéficient toujours d'une fécondité générale légèrement supérieure en moyenne à celle des autres milieux d'habitat, alors que les vieilles villes occupent toujours le bas du classement (tableau 13). Dans tous les milieux d'habitat et dans toutes les localités de plus de 10 000 habitants, les indices If ont diminué entre 1866 et 1880. Cette baisse fut la plus rapide dans les cités industrielles (figure 37). En moyenne, la fécondité générale des cités industrielles de la région de Charleroi a perdu 18 % de sa valeur entre 1866 et 1880. A Gilly et à Jumet, le déficit est même supérieur à 20 %. Dans les bassins industriels liégeois, la diminution est plus modérée, mais demeure en moyenne plus importante que celle qui touche les vieilles villes (- 6 %), les communes bruxelloises (- 5 %) et les localités de moins de 5 000 habitants (- 6 %). Pour celles-ci, le rythme de baisse s'accélère entre 1880 et 1890. Au cours de la décennie suivante, le mouvement de baisse ralentit dans les cités industriel

les et dans les campagnes, ce qui confirme les tendances affichées par les taux bruts de natalité (figure 25). Ce répit sera momentané. Dès le début du 20<sup>e</sup> siècle, les indices de fécondité générale diminuent à nouveau rapidement.

Figure 37. La baisse de la fécondité générale (If) de la population de différents milieux d'habitat (1866 = indice 100)



L'analyse de la fécondité générale ne diffère en rien de celle réalisée précédemment à propos des taux bruts de natalité. Trois éléments peuvent être dégagés :

- les différences importantes qui opposent la fécondité générale des milieux d'habitat définis comme « urbains » (population de plus de 5 000 habitants), en particulier les cités industrielles et les villes traditionnelles, avant 1880 ;
- le niveau élevé de fécondité générale dans les cités industrielles en période pré-transitionnelle ;

- la brutalité de la baisse de la fécondité générale, entre 1866 et 1880, dans les cités industrielles de la région de Charleroi.

L'évolution et le niveau de la fécondité générale ne résultent pas uniquement de l'augmentation ou de la diminution de la fécondité dans le mariage. Ils sont également fonction des variations de la nuptialité. Ainsi, deux grandes stratégies sont possibles pour réduire le nombre d'enfants mis au monde : une limitation par la nuptialité, caractérisée en particulier par l'augmentation de l'âge au mariage et l'accroissement du nombre de célibataires définitifs, et une limitation par la contraception, marquée par une diminution de la fécondité légitime. Explorons plus en détail ces deux voies, dans le cadre des différents milieux d'habitat.

## 4.2. Niveau et tendance de la fécondité légitime dans les différents milieux d'habitat

### 4.2.1. En 1866, la fécondité légitime est élevée dans les cités industrielles, mais l'écart entre les milieux d'habitat est relativement réduit

A quelle valeur de l'indice de fécondité légitime (Ig) correspond la ligne de partage entre les régimes de fécondité dite « naturelle » et le régime de fécondité contrôlée ? Question délicate à laquelle on ne peut apporter qu'une réponse largement teintée d'arbitraire, tant les différences de fécondité légitime en régime pré-malthusien sont importantes. En régime de fécondité non-contrôlée, le niveau de la fécondité légitime est influencé par une série de facteurs biologiques et sociaux, parmi lesquels figurent la fécondabilité, la stérilité, la mortalité intra-utérine, l'importance du temps mort entre deux conceptions, les normes en vigueur à l'égard de la sexualité et du sevrage des enfants (Knodel, 1974 ; Lesthaeghe, 1977). R. Lesthaeghe (1977) fixe ce seuil à 0,700. Pour d'autres, le contrôle volontaire des naissances se marquerait au moment où Ig descend sous le niveau de 0,600 (Knodel, 1974 ; Woods et Smith, 1983 ; Teitelbaum, 1984 ; Oris, 1995a).

En ne considérant que les localités de plus de 10 000 habitants, les variations de la fécondité légitime en 1866, comme d'ailleurs ultérieurement,





sont moins importantes que celles de la fécondité générale<sup>11</sup>. Des différences subsistent néanmoins. Avant 1866, seule la ville de Mons se démarque par un indice de fécondité légitime inférieur à 0,600 (annexe 5). Si rien ne permet d'affirmer que la transition de la fécondité a d'abord démarré dans les villes traditionnelles, celles-ci, auxquelles on peut associer les communes bruxelloises, se caractérisent en 1866 par des niveaux de fécondité légitime inférieurs à ceux des campagnes et des cités industrielles (tableau 14). Les indices Ig sont particulièrement élevés dans les bassins industriels en aval de Liège, avec des valeurs proches de celles rencontrées dans les provinces flamandes en 1866 (Lesthaeghe, 1977). Dans le bassin industriel de Charleroi, la fécondité légitime est inférieure en moyenne à celle des zones industrielles liégeoises et à peine supérieure au niveau atteint dans les vieilles villes et dans les communes bruxelloises. En d'autres termes, la surfécondité des cités industrielles carolorégiennes transparaît moins à l'analyse de la fécondité légitime. Néanmoins, le cas particulier de Charleroi (Ig = 0,592 en 1866) pèse largement sur la moyenne, et les indices Ig des communes de Gilly et de Jumet, proches de 0,800, sont sensiblement supérieurs à ceux des villes traditionnelles, des communes bruxelloises et même des localités rurales (annexe 5). On peut donc admettre que, dans le contexte de la Wallonie pré-transitionnelle, les cités industrielles se caractérisent par une fécondité légitime élevée. En Angleterre-Pays de Galles (Haines, 1981 ; Teitelbaum, 1984 ; Woods, 1987), en Allemagne (Knodel, 1974 ; Haines, 1979) et en France (Van de Walle 1974 ; Spagnoli, 1983), les circonscriptions administratives définies comme « industrielles », se distinguent également, vers 1860-1870<sup>12</sup>, par des niveaux de fécondité légitime supérieurs aux moyennes nationales.

11 En 1866, le coefficient de variation de la fécondité générale est de 0,206 alors que pour la fécondité légitime, il atteint 0,117 (annexes 4 et 5).

12 En Angleterre-Pays de Galles, les « counties » industriels de Staffordshire et de Durham ont, en 1871, un indice Ig respectivement 9 % et 11 % supérieur à la moyenne nationale. Dans le cas de la fécondité générale, les écarts par rapport à la moyenne nationale étaient plus importants : 35 % à Durham et 25 % à Staffordshire. En France, à la même date, l'indice Ig du département du Nord était 41 % supérieur à la moyenne nationale, alors que dans le Pas-de-Calais, cette différence était de 23 %. Enfin, en Allemagne, les « Kreise » industriels de la Ruhr, Düsseldorf (+ 15 %), Cologne (+ 15 %) et Arnsberg (+ 10 %) ont un indice Ig supérieur à la moyenne nationale.

Tableau 14. Evolution des indices de fécondité légitime (Ig)

Milieu d'habitat	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises			0,677	0,582	0,483	0,378	0,244
Cités industrielles carolorégiennes			0,708	0,570	0,481	0,401	0,279
Cités industrielles du Borinage-Centre				0,556	0,480	0,400	0,314
Cités industrielles liégeoises				0,682	0,605	0,489	0,263
<i>Bassin aval*</i>	0,796	0,855	0,839	0,704	0,630		
<i>Basse-Meuse*</i>	0,820	0,851	0,881	0,755	0,690		
Vieilles villes	0,701	0,745	0,686	0,569	0,505	0,383	0,290
Grande ville : Liège	0,985	0,869	0,731	0,584	0,476	0,372	0,244
Milieu rural ou assimilé							
Wallonie < 5 000			0,738	0,652	0,557	0,518	0,384
Arr. de Nivelles				0,707	0,686	0,486	0,359
Arr. de Thuin				0,539	0,405	0,347	0,283
Arr. de Philippeville				0,488	0,393	0,365	0,318
Arr. de Namur				0,646	0,571	0,485	0,356
Belgique **	0,757	0,827	0,830	0,749	0,669	0,534	0,444

\* Leboutte (1988), \*\* Lesthaeghe (1977).

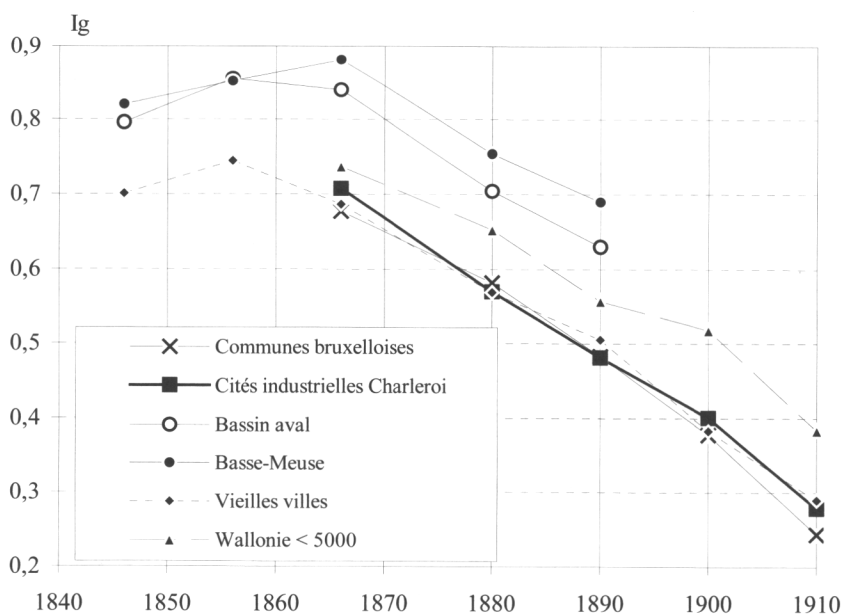
4.2.2. *La transition de la fécondité légitime dans les cités industrielles de la région de Charleroi : un modèle de déclin rapide et relativement précoce*

Pour mesurer l'intensité de la baisse de la fécondité légitime, R. Lesthaeghe a proposé une mesure ( $\Delta Ig$ )<sup>13</sup> où la soustraction des Ig 1880 et 1910 est pondérée par la valeur de l'Ig de 1910 moins 0,200, cette dernière valeur étant considérée comme le niveau d'achèvement de la transition de la fécondité. Malheureusement, cette mesure ne convient pas au cas de la Wallonie, car dans la plupart des milieux d'habitat ou des provinces (figure 31), une diminution significative de la fécondité légitime s'est déjà produite entre 1866 et 1880. Il est possible de remplacer dans la formule la valeur de Ig 1880 par celle de Ig 1866, mais les données disponibles sont plus éparées. Les résultats sont proposés au tableau 15 et montrent qu'en moyenne et sur

13  $\Delta Ig = \frac{Ig(1880) - Ig(1910)}{Ig(1880) - 0,200}$

la longue durée, la vitesse de déclin fut plus rapide dans les communes bruxelloises que dans les cités industrielles et dans les vieilles villes. Les différences entre ces deux derniers milieux d'habitat urbains sont relativement faibles, alors que, dans le cas des campagnes, la diminution fut sensiblement plus lente. Ainsi, en 1910, les milieux définis comme urbains avaient déjà réalisé plus de 80 % de leur transition de la fécondité, alors qu'en milieu rural, on n'en était encore qu'à un peu plus de 65 %.

Figure 38. L'évolution de l'indice de fécondité légitime Ig dans différents milieux d'habitat, de 1846 à 1910



Une mesure plus précise du rythme de la baisse de la fécondité consiste, selon nous, à calculer, entre deux recensements, le taux annuel d'évolution de la fécondité (ici de décroissance). Considérons l'évolution entre 1866 et 1880, au moment où s'enclenche la baisse irréversible de la fécondité légitime en Wallonie. Dans tous les milieux d'habitat pour lesquels les données sont disponibles, la baisse de la fécondité légitime est partout supérieure à 10 % (figure 38). C'est dans les cités industrielles de la région de Charleroi que la diminution d'Ig est en moyenne la plus intense (tableau 15 et annexe 6) : elle atteint près de 20 %, avec des pointes à 22 % à Gilly et même à 27 % à Jumet. A Charleroi et à Montignies-sur-Sambre, le mou

vement est plus lent, mais reste supérieur à 10 %. Les variations internes sont importantes et cette tendance se retrouve également parmi les communes bruxelloises, les cités industrielles liégeoises et les vieilles villes. Il n'en demeure pas moins que dans ces milieux urbains, la diminution de la fécondité légitime entre 1866 et 1880 est significative et plus rapide que celle qui touche les communes de moins de 5 000 habitants. En 1880, la hiérarchie dégagée une quinzaine d'années plus tôt est donc bousculée. Si les bassins industriels liégeois occupent toujours son sommet, les écarts se sont sensiblement resserrés entre les autres milieux d'habitat, et ce sont désormais les cités industrielles carolorégiennes et celles de la région du Centre et du Borinage qui se distinguent, en moyenne, par les niveaux de fécondité légitime les plus bas.

Dans un article proposé lors de la Chaire Quetelet 1992, M. Oris (1995a) dresse une typologie simple de la précocité et de l'intensité de la baisse<sup>14</sup> de la fécondité dans les localités wallonnes et bruxelloises de plus de 10 000 habitants. Quatre types de transition ont été élaborés : précoce et rapide, précoce et lent, tardif et rapide, tardif et lent. Quelques nuances méritent d'être apportées aux conclusions dégagées par l'auteur. Ainsi, le déclin de la fécondité légitime dans le bassin industriel liégeois est qualifié de tardif et de dynamique. Or, si la valeur d'Ig dans les bassins industriels liégeois demeure, tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, plus élevée que dans les régions industrielles de Charleroi et du Centre-Borinage, il n'en demeure pas moins que la fécondité enregistre, entre 1866 et 1880, une diminution substantielle d'environ 15 %. Le démarrage de la transition de la fécondité dans les milieux industriels liégeois n'est pas plus tardif que dans les cités industrielles hennuyères, tout au plus est-il moins vigoureux au départ. Mais dès 1890, le déclin de la fécondité légitime dans les cités industrielles liégeoises s'accélère, pour atteindre en 1910, le niveau atteint dans la région indus

14 La précocité de la baisse de la fécondité est déterminée par interpolation linéaire à partir de l'année où Ig est devenu inférieur à 0,600. Cette méthode suppose, d'une part, que la fécondité varie linéairement entre deux dates données, et que, d'autre part, un Ig de 0,600 délimite le seuil entre la fécondité naturelle et la fécondité contrôlée. Or, nous avons vu précédemment, qu'en régime non-malthusien, la valeur de Ig pouvait varier considérablement, compte tenu d'une série de facteurs biologiques et socio-culturels pouvant influencer la fécondité. La rapidité de la chute de la fécondité est, quant à elle, estimée par le taux moyen annuel d'évolution entre l'année où Ig a atteint 0,600 et 1910. En d'autres termes, la typologie élaborée est entièrement conditionnée par ce seuil de 0,600. Selon nous, l'important n'est pas tant le niveau de fécondité légitime atteint à une date précise, mais plutôt l'irréversibilité et l'intensité du mouvement de baisse, une fois entamé.

truelle de Charleroi. On aurait donc un modèle de transition que l'on pourrait qualifier de précoce, lent dans un premier temps et rapide par la suite.

Tableau 15. L'intensité de la baisse de la fécondité légitime (Ig)

Milieu d'habitat	$\Delta Ig$ (1880- 1910)	$\Delta Ig$ (1866- 1910)	TMAE (1866- 1880)	TMAE (1880- 1890)	TMAE (1890- 1900)	TMAE (1900- 1910)
Communes bruxelloises	88,5 %	90,8 %	- 1,00 %	- 1,70 %	- 2,17 %	- 3,54 %
Cités industrielles carolorégiennes	78,6 %	84,4 %	- 1,39 %	- 1,56 %	- 1,66 %	- 3,04 %
Cités industrielles Borinage-Centre	68,0 %			- 1,37 %	- 1,67 %	- 2,15 %
Cités industrielles liégeoises	86,9 %			- 1,13 %	- 1,92 %	- 4,62 %
Vieilles villes	75,6 %	81,5 %	- 1,22 %	- 1,12 %	- 2,42 %	- 2,43 %
Grande ville : Liège	88,5 %	91,7 %	- 1,44 %	- 1,85 %	- 2,18 %	- 3,44 %
Milieu rural ou assimilé	59,3 %	65,8 %	- 0,83 %	- 1,46 %	- 0,70 %	- 2,59 %
Wallonie < 5 000	59,3 %	65,8 %	- 0,83 %	- 1,46 %	- 0,70 %	- 2,59 %
Arr. de Nivelles	68,6 %			- 0,30 %	- 2,92 %	- 2,61 %
Arr. de Thuin	75,5 %			- 2,49 %	- 1,43 %	- 1,84 %
Arr. de Philippeville	59,0 %			- 1,95 %	- 0,71 %	- 1,29 %
Arr. de Namur	65,0 %			- 1,16 %	- 1,51 %	- 2,66 %
Belgique	55,6 %	61,3 %	- 0,70 %	- 1,07 %	- 2,02 %	- 1,69 %

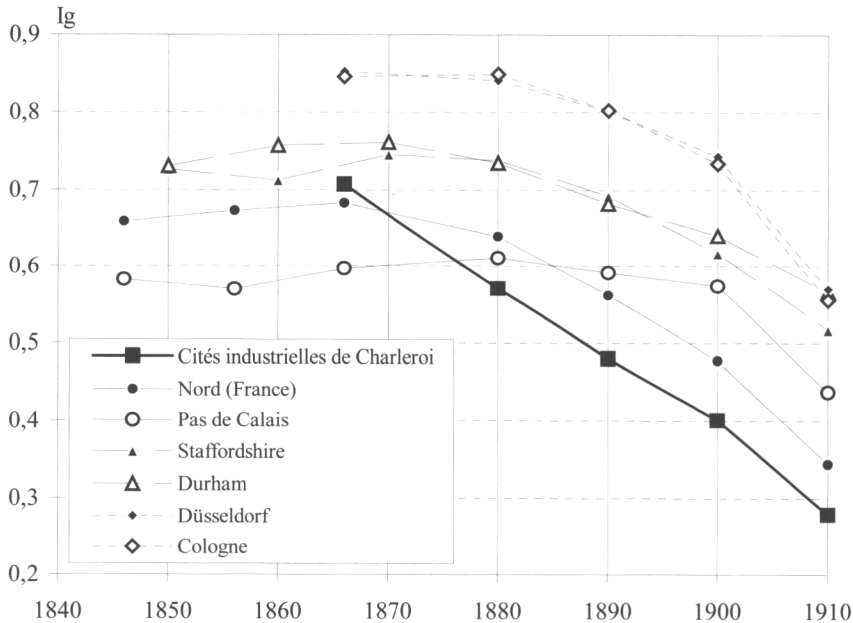
$\Delta Ig$  = Indice d'intensité de la baisse de la fécondité proposé par R. Lesthaeghe (1977)  
TMAE = Taux moyen annuel d'évolution de la fécondité légitime

Pour la région de Charleroi et du Borinage, « [...] le déclin est partout lent et, dans la majorité des cas, précoce » (Oris, 1995a, p. 365). Ignorons pour l'instant l'éventuelle précocité de la baisse de la fécondité dans les cités industrielles hennuyères, et focalisons-nous sur l'intensité du mouvement. Selon M. Oris (1995a), la lenteur de la chute de la fécondité dans la région de Charleroi ne dépareillerait pas le modèle de transition lente qui semble caractériser la plupart des bassins industriels d'Europe Occidentale (Friedlander, 1969 ; Spagnoli, 1983 ; Teitelbaum, 1984). Les arguments suivants suffisent à démontrer que la diminution de la fécondité légitime, dans le bassin industriel de Charleroi, fut au contraire très rapide et se démarque radicalement du modèle apparemment classique de la transition lente de la fécondité en milieu industriel :

- Entre 1866 et 1880, la diminution de la fécondité dans les cités industrielles a chuté de près de 20 %, soit au rythme de 1,4 % par an. Au cours de la même période, l'indice Ig en Belgique subissait un taux de (dé)croissance annuel de - 0,7 %.
- Dans les « counties » miniers de Staffordshire et de Durham, en Angleterre, le taux annuel d'évolution de l'indice Ig entre 1871 et 1881<sup>15</sup> était respectivement de - 0,1 et de - 0,3 %. Si le rythme de décroissance s'accélère par la suite, il ne sera jamais aussi rapide que celui des cités industrielles de la région de Charleroi, entre 1866 et 1880. D'autres exemples peuvent être avancés. Prenons le cas du département du Nord en France. Entre 1871 et 1881, la fécondité légitime diminue à raison de - 0,8 % par an ; la baisse est plus rapide qu'à Staffordshire et à Durham, mais ne soutient pas la comparaison avec celle du bassin industriel carolorégien. Dans la Ruhr, la fécondité du « kreise » de Düsseldorf chute de 0,4 % par an entre 1871 et 1880, alors que dans la région de Cologne et d'Arnsberg, le taux d'évolution annuel est de - 0,3 %. Globalement, dans le bassin industriel de la Ruhr, le rythme de diminution de la fécondité légitime, dans sa phase initiale, est trois à quatre fois moins rapide que dans la région de Charleroi (figure 39).
- Entre 1866 et 1910, l'indice Ig dans le bassin industriel de Charleroi a diminué de 61 % et, à la veille du premier conflit mondial, le niveau de la fécondité légitime ( $Ig = 0,279$ ) est inférieur à la moyenne française ( $Ig = 0,315$ ). D'ailleurs, hormis quelques cas particuliers, comme Arlon, Anderlues, Frameries ou encore Quaregnon, la plupart des localités wallonnes et bruxelloises de plus de 10 000 habitants se trouvent, en 1910, dans ce cas (tableau 15).
- Si nous appliquons la mesure d'intensité de la baisse de la fécondité ( $\Delta Ig$ ) proposée par R. Lesthaeghe (1977), les cités industrielles de la région de Charleroi ont « accompli » 79 % de leur transition de la fécondité légitime entre 1880 et 1910, alors que la moyenne nationale se situe à 55 %. Dans le même temps, Staffordshire et Durham ont respectivement achevé 41 % et 32 % de leur parcours. En France, dans le département du Nord,  $\Delta Ig$ , entre 1881 et 1911, atteint 67 %, alors que dans le Pas-de-Calais,  $\Delta Ig$  est de 42 %. Dans la Ruhr, les régions de Düsseldorf et de Cologne ont réalisé, au cours de la même période, 42 % et 45 % de leur transition de la fécondité.

15 C'est entre ces deux dates que démarre la baisse irréversible de la fécondité légitime dans ces deux régions industrielles, comme d'ailleurs dans le département du Nord en France et dans la région industrielle de la Ruhr en Allemagne.

Figure 39. L'évolution de la fécondité légitime dans quelques régions administratives industrielles de Belgique, de France, d'Angleterre-Pays de Galles et d'Allemagne, au 19<sup>e</sup> siècle



Les éléments de comparaison que nous avons introduits dans cette analyse ne sont probablement pas aussi homogènes<sup>16</sup> que nos cités industrielles. En dépit de ce biais, qu'il reste à évaluer, les bassins industriels de Charleroi et de la région du Centre-Borinage, d'abord, ceux de la région liégeoise ensuite, se caractérisent par une chute rapide de leur fécondité légitime. Cette tendance se démarque du mouvement plus lent observé dans les zones industrielles du nord de la France, de la Ruhr ou de l'Angleterre.

Les cités industrielles de la région de Charleroi se distinguent-elles par une transition de la fécondité précoce ? Dans le contexte wallon, rien ne permet de l'affirmer, car dans tous les milieux d'habitat considérés, l'indice Ig diminue de façon significative entre 1866 et 1880 (figure 38). Les don

16 Il s'agit généralement de circonscriptions administratives qualifiées « d'industrielles » car une part importante de leur population travaille dans les bassins houillers et sidérurgiques. En d'autres termes, ces « régions » renferment différents milieux d'habitat, même si le cadre industriel y est prédominant.

nées disponibles, et plus particulièrement le long intervalle qui sépare les deux recensements de 1866 et de 1880, ne permettent pas d'affiner la chronologie de la baisse de la fécondité. Néanmoins, comme l'ont constaté R. Lesthaeghe (1977) et M. Poulain (1996), la fécondité peu élevée des arrondissements de Thuin et de Philippeville en 1880 serait le prolongement d'une diminution précoce, entamée dès la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Dans ces deux arrondissements, l'indice  $I_g$  est à peine plus élevé que la moyenne française en 1880, et lui est inférieur dès 1890 (tableau 15). Cette région de l'Entre-Sambre-et-Meuse constitue probablement un cas spécifique de transition précoce, qui mériterait sans nul doute une recherche détaillée.

### 4.3. La fécondité illégitime

Nous n'aborderons que très brièvement le thème de la fécondité illégitime car sa contribution à la fécondité générale est souvent négligeable. En outre, l'interprétation de l'évolution de l'indice de fécondité illégitime de Coale ( $I_h$ ) peut parfois s'avérer délicate. D'une part, une certaine proportion des naissances hors mariage, définies pour un temps comme illégitimes, seront à posteriori légitimées par le mariage. Comme nous le verrons plus en détail par la suite, les conceptions prénuptiales sont fréquentes dans les milieux ouvriers du siècle dernier et elles sont bien souvent indissociables du mariage, la grossesse ou la naissance entraînant tôt ou tard la légalisation de l'union du couple concubin. Par ailleurs, une augmentation apparente de l'indice de fécondité illégitime ( $I_h$ ) peut fort bien être induite par une diminution de l'âge au mariage des femmes. Rappelons que l'indice  $I_h$  rapporte le nombre de naissances illégitimes au nombre de femmes célibataires. Supposons deux populations féminines A et B, la première caractérisée par un âge moyen au mariage de 24 ans, la seconde, par un âge moyen au mariage de 27 ans. Les deux populations produisent le même nombre de naissances illégitimes. Dans ce cas, l'indice  $I_h$  sera plus faible dans la population B car, en fonction d'un âge moyen au mariage plus tardif, le dénominateur de l'indice se référera à un nombre plus important de femmes célibataires (Lesthaeghe, 1977).

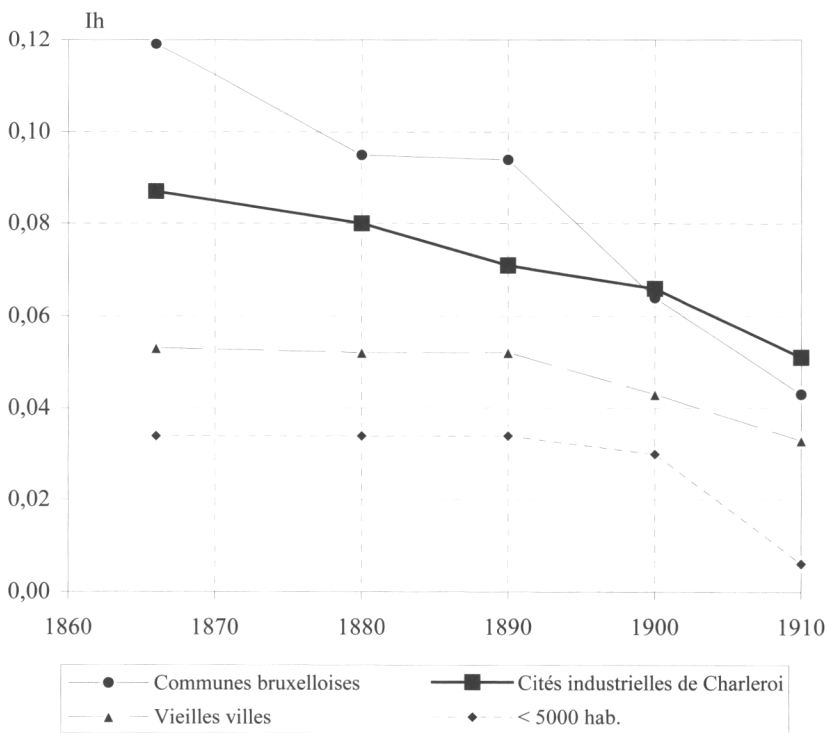
Du 16<sup>e</sup> siècle au début du 18<sup>e</sup> siècle, l'illégitimité des naissances était très faible en Europe Occidentale. Puis, à partir de la moitié du 18<sup>e</sup> siècle, la proportion de naissances illégitimes augmente (Shorter et al., 1971). Au 19<sup>e</sup> siècle, dans la plupart des régions d'Europe occidentale, l'indice de fécondité illégitime est inférieur à 0,060 et représente donc moins de 10 %





de l'indice de fécondité légitime (Lesthaeghe, 1977). A l'échelle de la Belgique, l'indice de fécondité illégitime ne dépassera jamais le niveau de 0,050 et la diminution de cet indice est plus ou moins concomitante de celle de la fécondité légitime. Dans toutes les provinces, au sud comme au nord du pays, l'indice de fécondité illégitime baisse à partir de 1890, soit une bonne dizaine d'année après le début de la transition de la fécondité légitime en Wallonie, mais largement avant que la fécondité légitime n'amorce son mouvement de baisse irréversible en Flandre.

Figure 40. L'évolution de l'indice de fécondité illégitime dans quelques milieux d'habitat, de 1866 à 1910



Quelle est l'importance de la fécondité illégitime dans les différents milieux d'habitat considérés et comment a-t-elle évolué durant la seconde moitié du 19e siècle ? C'est dans les communes bruxelloises que l'illégitimité des naissances est en moyenne la plus répandue au siècle der

nier (tableau 16, annexe 7 et figure 40). Viennent ensuite les cités industrielles de la région de Charleroi, où l'indice de fécondité illégitime est largement supérieur à celui des bassins industriels en aval de Liège, des villes traditionnelles et des localités rurales de moins de 5 000 habitants. Dans les communes bruxelloises, comme dans le bassin industriel carolorégien, la fécondité illégitime entame son mouvement de baisse irréversible au même moment que celui de la fécondité légitime. Dans les vieilles villes, comme dans les communes rurales de moins de 5 000 habitants ou encore dans les arrondissements de Nivelles et de Namur, la fécondité illégitime, après une longue période de stagnation, ne diminue que vers 1890. Enfin, on épinglera le niveau très bas de l'illégitimité des naissances dans l'arrondissement de Philippeville, alors qu'il est relativement important dans l'arrondissement voisin de Thuin.

Tableau 16. Evolution des indices de fécondité illégitime (Ih)

Milieu d'habitat	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloise			0,119	0,095	0,094	0,064	0,043
Cités industrielles carolorégiennes			0,087	0,080	0,071	0,066	0,051
Cités industrielles du Borinage-Centre				0,071	0,084	0,060	0,044
liégeoises				0,084	0,077	0,054	0,031
<i>Bassin aval*</i>	0,037	0,038	0,048	0,022	0,051		
<i>Basse-Meuse*</i>	0,026	0,024	0,017	0,024	0,027		
Vieilles villes	0,053	0,054	0,053	0,052	0,052	0,043	0,033
Grande ville : Liège	0,071	0,059	0,067	0,079	0,074	0,066	0,049
Milieu rural ou assimilé							
Wallonie < 5 000			0,034	0,034	0,034	0,030	0,006
Arr. de Nivelles				0,045	0,043	0,034	0,025
Arr. de Thuin				0,060	0,054	0,052	0,043
Arr. de Philippeville				0,019	0,016	0,013	0,011
Arr. de Namur				0,032	0,032	0,028	0,021
<b>Belgique **</b>	0,036	0,04	0,041	0,048	0,050	0,033	0,032

\* Leboutte (1988), \*\* Lesthaeghe (1977).

#### 4.4. L'érosion progressive du modèle restrictif de la nuptialité

##### 4.4.1. Le rôle régulateur de la nuptialité en régime pré-malthusien

Le schéma de nuptialité qui prévalait dans nos régions avant 1850 associait un âge tardif au premier mariage et une proportion élevée de personnes qui ne devaient jamais accéder au mariage. Ainsi, par exemple, au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, en Belgique, l'âge moyen des femmes est de 29 ans et 18 % d'entre elles ne se marieront jamais (Van de Walle, 1965). J. Hajnal (1965, 1982) fut le premier à mettre en évidence ce modèle de nuptialité, spécifique de l'Europe occidentale. Sa mise en place, dans une vaste zone située à l'ouest d'une ligne reliant Saint-Pétersbourg à Trieste, est difficile à dater. Dès le début du 17<sup>e</sup> siècle, ce modèle apparaît dans de nombreuses régions européennes (Fauve-Chamoux, Wall, 1997) et se généralisera par la suite (Gaskin, 1978).

Le mariage est le rouage essentiel d'un système complexe de relations entre l'économie, la société et la démographie. Les comportements matrimoniaux étaient au cœur d'un système autorégulateur, d'un processus d'ajustement homéostatique maintenant un certain équilibre entre la taille de la population et les ressources dont elle pouvait disposer. Selon J. Dupâquier (1973), le système reposait sur trois règles intangibles : pas de conception hors mariage, pas de cohabitation de couples non-mariés et pas de mariage sans établissement. Cette troisième règle est essentielle car elle implique que le couple marié était capable d'assurer son indépendance économique. Dans un texte publié en 1783, l'Abbé Mann écrivait<sup>17</sup> :

« Les grandes fermes sont un obstacle permanent contre la population, parce qu'elles empêchent les jeunes gens de la campagne de se marier, faute de trouver où se placer, ne trouvant point de petites fermes à louer et n'ayant pas les moyens d'en entreprendre des grandes, s'il s'en trouvait. [...] des personnes bien instruites assurent qu'il y a des paroisses dans la Flandre, où l'on trouve 50, 60 et même 70 couples de jeunes gens d'accord pour se marier ensemble, s'ils savaient où se placer ; mais qui n'osent pas le faire, parce qu'ils désespèrent de trouver un peu de terre à cultiver, pour tirer de quoi vivre ».

Se marier équivalait à s'établir, c'est-à-dire disposer d'un toit, là où la famille nucléaire prédominait, et pouvoir faire face à l'entretien d'un ménage

17 Ce texte fut publié dans les *Mémoires de l'Académie impériale et royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles* en 1783 et cité par Van Houtte (1914, p. 421).

et de sa progéniture. Lorsque la terre est exploitée dans ses moindres recoins et que le nombre des exploitations agricoles demeure invariable (en l'absence de parcellisation de la terre), les jeunes doivent attendre que l'une d'entre elles se libère pour se marier. En l'absence de crise de mortalité, l'accès au mariage se rétrécit et l'âge au mariage augmente, faute d'exploitations disponibles. Dès qu'une crise survient, des exploitations se libèrent sous les coups redoublés de la mortalité, la nuptialité s'intensifie et l'âge moyen au mariage diminue. Les célibataires constituent donc une réserve reproductive qui s'ouvre au marché matrimonial dès qu'une crise de mortalité offre de nouvelles possibilités d'établissement. De façon plus formelle, la crise serait un phénomène exogène qui déclenche dans le système démographique des réactions compensatoires de nature endogène (Bideau 1983).

Le modèle homéostatique décrit ci-dessus s'applique essentiellement aux communautés paysannes perçues comme autant de microcosmes figés, en autarcie démographique et économique. Ce principe autorégulateur se résume en fait à un système strictement démographique, dans lequel seule la soupape de l'âge au mariage permet d'ajuster le potentiel démographique aux ressources disponibles<sup>18</sup>. On suppose alors que le nombre d'exploitations agricoles demeure fixe et que les réponses éventuelles à la pression démographique ne peuvent survenir d'une extension des terres cultivables, d'un morcellement des propriétés conjugué à l'adoption de nouvelles cultures qui augmentent la production de subsistances (par exemple, la pomme de terre ou le maïs), du développement de l'artisanat rural ou de l'industrie à domicile<sup>19</sup>. De même, du côté démographique, c'est négliger les autres mécanismes de contrôle que sont l'avortement, l'infanticide et surtout l'émigration (Davis, 1963 ; Friedlander, 1969). En réalité, la régulation des mariages ne constitue qu'une des stratégies possibles dont on a pu user ou abuser ici ou là, au gré des circonstances, avec plus ou moins de vigueur. La nuptialité n'en est pas moins un élément déterminant des systèmes démographiques d'hier et les critiques énoncées ci-dessus n'enlèvent rien à la réalité du modèle de mariage tardif et « non-universel » décrit par J. Hajnal, pas

18 Pour une critique plus étayée de ce système autorégulateur, on se référera à Le Bras (1996).

19 Selon F. Mendels (1981),

« Si [...] les artisans saisonniers s'accompagnaient d'un morcellement des terres par le jeu des héritages ou par l'action des propriétaires louant leurs terres en petites parcelles et permettant ainsi l'établissement de nouveaux ménages, alors le « peuplement » pouvait s'accroître ».

plus qu'aux relations qui relient les fluctuations de la mortalité et les variations de l'âge au mariage.

La généralisation du régime de mariage tardif en Europe occidentale, sous l'Ancien Régime, ne serait que la conséquence de l'espacement et de l'effacement progressif des grandes crises de mortalité (Ohlin, 1960), et donc globalement, de l'amélioration des conditions de vie. A partir d'un ensemble de monographies locales touchant la Flandre et le Brabant, C. Vandembroeke (1977) a pu dégager les adaptations périodiques de l'âge au mariage aux pics et aux reculs de la mortalité, depuis le début du 17<sup>e</sup> siècle. Ainsi, l'âge au mariage diminue durant le second quart du 17<sup>e</sup> siècle, après les phases de surmortalité du début du siècle. Des adaptations analogues surviennent après les épidémies de peste de 1665-1667 et de dysenterie de 1676-1678, durant les années de cherté de la fin du 17<sup>e</sup> siècle et du début du 18<sup>e</sup> siècle et durant la Guerre de Succession autrichienne (1741-1748). Mais, dès la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, les crises de mortalité se raréfient et les comportements matrimoniaux deviennent de plus en plus restrictifs.

En résumé, les normes en matière de nuptialité étaient des régulateurs démographiques, ajustant la dimension et la croissance des communautés rurales aux ressources disponibles, et la fécondité demeurait dans une large mesure incontrôlée. Le mariage était avant tout un phénomène social largement contrôlé par la collectivité, dont les règles d'accès étaient solidement ancrées dans l'inconscient individuel (Lesthaeghe, 1980 ; Bideau, 1983).

#### 4.4.2. *La prolétarianisation de la population aurait rompu le carcan malthusien des mariages*

La proto-industrialisation ou, plus largement, le cumul des activités agricoles et industrielles dans les campagnes aurait favorisé le relâchement du frein malthusien que constituait le mariage tardif (Deyon, 1979).

« Selon l'hypothèse de la proto-industrialisation, une conséquence de l'industrie linière en Flandre fut de provoquer un mouvement de prolétarianisation [...]. Les paysans, une fois équipés d'un nouveau moyen d'ajouter un revenu monétaire à leur produit agricole, abandonnent leur ancienne prudence et se permettent de se marier plus jeunes, car cette nouvelle entrée d'argent ne dépend plus désormais ni de la terre ni de l'accumulation préalable d'un capital, mais seulement de leur travail et de celui de leur conjoint(e) éventuel(le) » (Mendels, 1984).

Thèse a priori attrayante mais contestée. C. Vandenbroeke (1987) constate par exemple qu'en Flandre la nuptialité devint de plus en plus restrictive à la fin de l'Ancien Régime et que, par conséquent, les relations entre la proto-industrie et l'évolution des comportements matrimoniaux ne sont pas aussi étroites que le suppose F. Mendels. C'est également la conclusion à laquelle aboutit J.R. Lehning (1983) dans le cas des campagnes françaises.

Pour M. Gutmann et R. Leboutte (1984), l'impact de la proto-industrialisation sur l'âge au mariage doit être nuancé. L'âge moyen au premier mariage dans les villages industriels de Wandre et de Vottem, dans la Basse-Meuse liégeoise, n'a pratiquement pas évolué entre la fin du 17<sup>e</sup> siècle et la fin du 19<sup>e</sup> siècle et se maintient à un niveau élevé, tant chez les hommes que chez les femmes. Ailleurs, en Angleterre, dans les villages proto-industriels de Shepshead, d'Alcester, de Bristall et de Gedling, les femmes se marient plus tôt, avant 25 ans au 18<sup>e</sup> siècle. Il en est de même dans les villages charbonniers du Borinage, de Wasmes et de Warquignies (Leboutte, 1988), alors que chez les mineurs d'Anzin, pendant tout le 18<sup>e</sup> siècle, l'âge moyen au premier mariage fluctue, chez les femmes, entre 22 et 23 ans (Mendels, 1984). La persistance du mariage tardif dans la Basse-Meuse liégeoise devrait être mise en relation avec l'ancienneté et la diversité des activités proto-industrielles.

« Au 18<sup>e</sup> siècle, ces activités industrielles sont loin d'être des nouveautés ; certaines, comme la houillerie et le travail des métaux, ont une longue tradition. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que cette industrie rurale multiséculaire n'entraîne pas de brusques ruptures d'équilibre entre ressources et bouches à nourrir » (Leboutte, 1988, p. 302).

A l'opposé, l'industrie textile est d'implantation récente dans les campagnes flamandes et constitue la seule alternative au travail des champs. Le changement économique y aurait été plus brutal et aurait favorisé des modifications plus radicales des comportements matrimoniaux. Cette hypothèse explicative mériterait de plus amples développements, notamment à l'aune d'études locales analysant dans le détail les rapports entre la démographie et l'économie rurale. Quoi qu'il en soit, force est de constater que dans le « contexte proto-industriel », aucune tendance unilatérale de l'évolution de l'âge au mariage des hommes et des femmes ne peut raisonnablement être dégagée (Gaskin, 1978).

Abordons à présent la période d'industrialisation. Ici, les relations entre le développement économique et la nuptialité semblent plus claires. Comme nous le constaterons plus en détail par la suite, la plupart des régions qui



furent le théâtre d'une industrialisation massive au 19<sup>e</sup> siècle se caractérisent par une nuptialité plus intense et plus précoce (Wrigley, 1961 ; Haines, 1981 ; Newell, 1986). En bref, avec la prolétarianisation de la population des zones industrielles, le frein malthusien du mariage se serait relâché. D'une part, l'industrialisation a favorisé l'afflux de la main-d'œuvre excédentaire des campagnes. D'autre part, elle a permis aux jeunes générations de s'affranchir de la terre et elle leur a assuré une certaine indépendance économique, même fragile.

#### 4.4.3. *L'intensité de la nuptialité dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie*

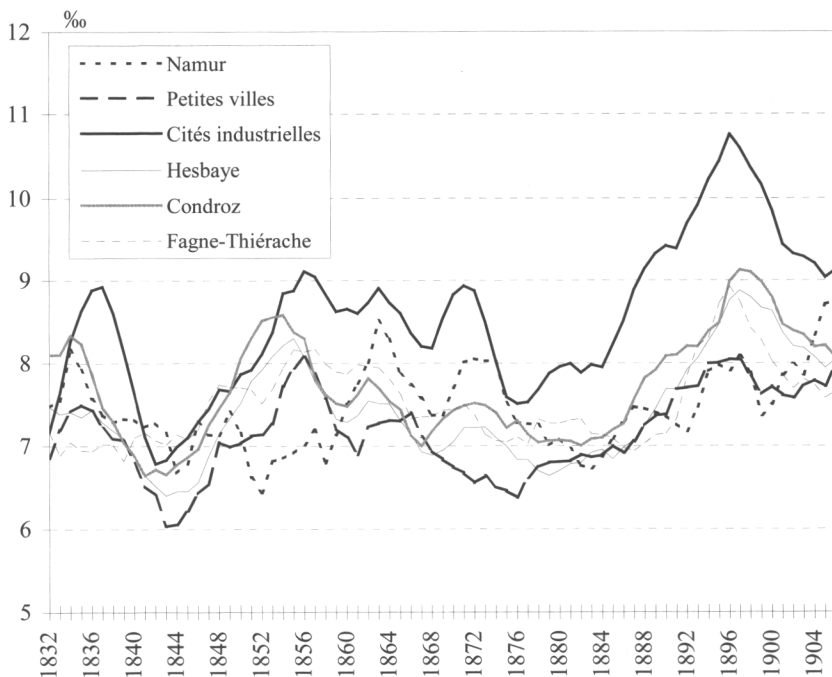
##### 4.4.3.1. Les taux de nuptialité sont les plus élevés dans les cités industrielles carolorégiennes

Comme dans le cas des taux bruts de natalité et de mortalité, le taux brut de nuptialité fait intervenir au dénominateur une population qui n'est pas strictement soumise au risque de se marier<sup>20</sup>. L'analyse de cet indice n'en est pas moins instructive. Nous pouvons dégager de l'analyse de l'évolution des taux bruts de nuptialité, de 1831 à 1910, dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, les enseignements suivants (tableau 17 et figure 41).

- C'est dans les cités industrielles que le taux de nuptialité est le plus élevé, et cette tendance se manifeste surtout durant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Se marie-t-on plus volontiers dans ces milieux industriels, ou ceux-ci bénéficient-ils d'une structure par âge favorable au mariage ? L'analyse d'autres mesures de la nuptialité permettra de répondre à cette question.
- Pour les autres milieux d'habitat, le classement est plus difficile à établir. Constatons cependant que le taux de nuptialité est toujours un rien plus élevé dans le Condroz qu'en Hesbaye, alors qu'il est globalement le plus bas dans les petites villes.

<sup>20</sup> Le taux brut de nuptialité est simplement, pour une année donnée, le rapport du nombre de mariages sur la population totale.

Figure 41. L'évolution des taux brut de nuptialité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



- L'évolution du taux de nuptialité dans ces différents milieux d'habitat présente un certain synchronisme. Seul le cas de la ville de Namur est parfois discordant. Au cours de la période considérée, le taux de nuptialité atteint sa valeur minimale dans les cités industrielles, dans les petites villes et dans les campagnes de Hesbaye et du Condroz vers 1845-1846, années de disette, marquées par la maladie de la pomme de terre. Mais le mouvement de baisse de la nuptialité s'était déjà amorcé depuis une dizaine d'années. En dépit d'une situation de crise qui perdurera jusqu'en 1856, ponctuée de plusieurs années de mauvaises récoltes céréalières, de quelques poussées du choléra (1849 et 1854) et du typhus (1847) et d'un paupérisme grandissant (Eggerickx, 1993), le taux de nuptialité a augmenté partout. C'est que jusqu'en 1866 au moins, année de la dernière grande épidémie de choléra, le mouvement de la nuptialité semble étroitement calqué sur celui de la mortalité (figure 42). Ainsi, la hausse de la nuptialité qui intervient au milieu du siècle accompagne une hausse de la



mortalité. Le parallélisme entre les courbes de mortalité et de nuptialité semble confirmer l'existence d'un processus d'ajustement de la nuptialité aux soubresauts de la mortalité et ce, aussi bien dans les cités industrielles que dans les campagnes de Hesbaye et du Condroz. Tout se passerait donc comme si, en période de surmortalité, la pression démographique se relâchait tout en libérant des exploitations et des emplois et en ouvrant le marché matrimonial aux mariages de célibataires en attente et aux remariages des veufs et des veuves. En outre, la migration ne peut être écartée de ce système homéostatique. En effet, dans les campagnes hesbignonne et condruzienne, l'intensification de la nuptialité, qui survient à la fin des années 1840, a été à la fois précédée et accompagnée d'une augmentation de la répulsion migratoire. En d'autres termes, l'émigration aurait également soulagé les campagnes de leur trop-plein démographique et contribué à restaurer un certain équilibre entre la population et un niveau de subsistance malmené par les crises agricoles et alimentaires des années 1845-1856. Dans les cités industrielles, la forte augmentation de l'attractivité migratoire au cours de ces années cruciales aurait, au contraire, stimulé la nuptialité. D'un côté, ces immigrants, prolétariés et détachés de la terre, rencontraient dans leur milieu d'accueil à priori moins d'entraves au mariage. De l'autre, l'effet sélectif de la mobilité selon le sexe – la migration vers les cités industrielles était avant tout masculine (Eggerickx et Poulain, 1987 ; Morsa, 1996) – offrait aux femmes des cités industrielles un marché matrimonial largement ouvert.

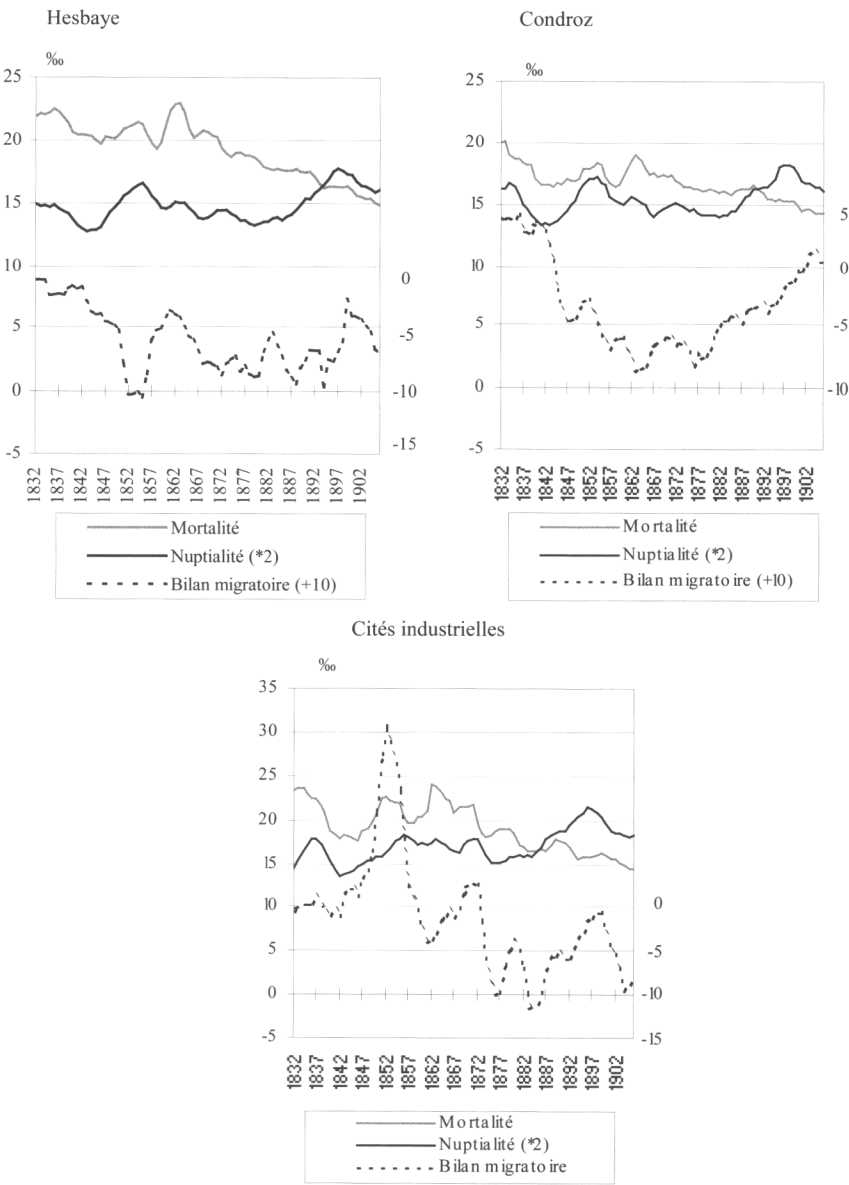
- Après 1870, les deux mouvements se désolidarisent. La nuptialité accuse une baisse sensible au moment où survient la grande dépression économique des années 1873-1892. Pourtant, la diminution ne sera que passagère et, dès la fin des années 1870, le taux de nuptialité augmente dans tous les milieux d'habitat pour atteindre sa valeur maximale dans les dernières années du siècle. Entre 1875 et 1900, le taux de nuptialité dans les cités industrielles s'est accru de plus de 40 %, alors que, dans les campagnes et les petites villes, l'augmentation fluctue, selon le cas, entre 20 et 30 %. On relèvera également que l'accroissement du taux de nuptialité dans le bassin industriel carolorégien fut sensiblement plus rapide, au cours du dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, que dans les bassins industriels en aval de Liège (+ 25 %) (Leboutte, 1988).
- Quel que soit le milieu d'habitat, dans le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, la nuptialité évolue de façon autonome et contraire aux mouvements de la natalité et de la mortalité.



Tableau 17. L'évolution des taux bruts de nuptialité (‰) de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910

Milieux d'habitat	1831-35	1836-40	1841-45	1846-50	1851-55	1856-60	1861-65	1866-70	1871-75	1876-80	1881-85	1886-90	1891-95	1896-00	1901-05	1906-10	1831-1910		
																	Moy.	Ecart type	Coeff. var.
Namur	7,2	7,6	7,2	7,3	6,6	7,0	7,8	7,7	8,0	7,3	7,0	7,3	7,3	7,9	7,9	8,7	7,5	0,9	0,12
Petites villes	6,6	7,4	6,5	6,4	7,1	8,1	6,9	7,4	6,7	6,4	6,8	6,9	7,7	8,0	7,6	8,0	7,2	0,7	0,10
Cités industrielles	6,9	8,9	7,1	7,3	7,9	9,1	8,6	8,4	8,9	7,5	8,0	8,5	9,4	10,8	9,4	9,1	8,5	1,1	0,13
Hesbaye	7,4	7,4	6,6	6,6	7,8	8,1	7,4	7,1	7,2	6,8	6,8	7,0	7,7	8,8	8,4	8,0	7,4	0,7	0,09
Condroz	8,0	7,9	6,6	7,0	8,3	8,3	7,6	7,1	7,5	7,3	7,1	7,3	8,1	9,0	8,5	8,1	7,7	0,8	0,10
Fagne-Thiérache	7,3	6,9	7,2	7,2	7,7	8,1	8,0	7,3	7,5	7,1	7,3	7,0	7,3	8,9	7,9	7,7	7,5	0,7	0,09
Centre Wallonie	7,3	7,7	6,8	6,9	7,8	8,3	7,8	7,5	7,8	7,1	7,3	7,6	8,3	9,4	8,7	8,5	7,8	0,7	0,09

Figure 42. Le synchronisme entre l'évolution des taux bruts de nuptialité et de mortalité et celle du bilan migratoire, au 19e siècle (moyenne mobile sur 5 années).



#### 4.4.3.2. L'indice Im n'augmente de façon significative qu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle

L'indice Im est une mesure de l'intensité du mariage. Plus la valeur de cet indice s'écarte de l'unité, plus se renforce le modèle du mariage tardif et non généralisé. Un niveau de nuptialité inférieur à 0,500 est typique de la plupart des pays d'Europe occidentale au 19<sup>e</sup> siècle, à l'exception de la France (Watkins, 1995). En Belgique, ce seuil ne sera dépassé en moyenne qu'en 1910, alors que seuls les arrondissements hennuyers de Charleroi, de Mons, de Soignies et de Thuin, auxquels s'ajoute celui de Philippeville, bénéficient d'un indice de nuptialité légèrement supérieur à 0,500 avant cette date (Lesthaeghe, 1977).

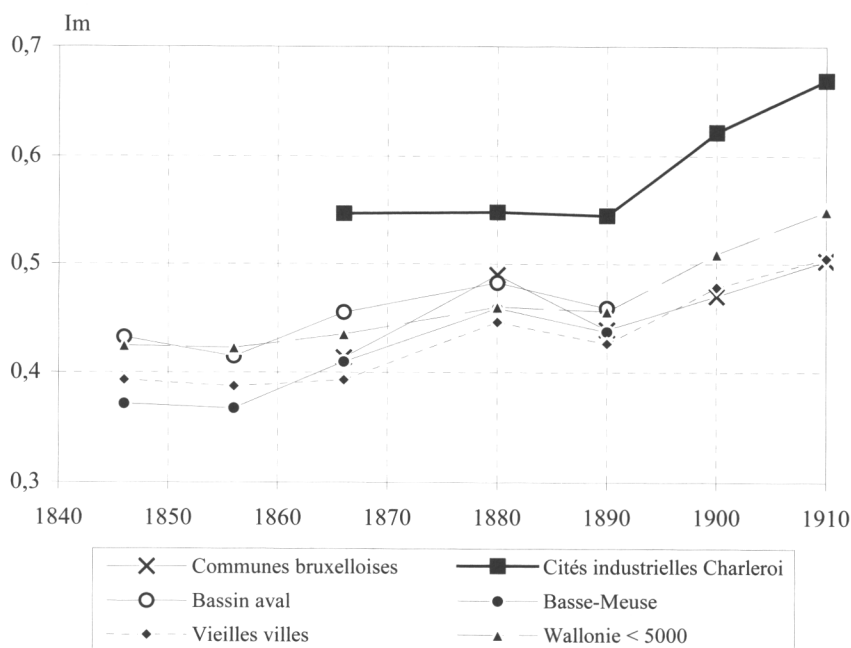
D'une manière générale, les régions industrialisées se caractériseraient au siècle dernier par des niveaux de nuptialité (Im) supérieurs aux moyennes nationales (Haines, 1981). C'est le cas notamment en Angleterre-pays de Galles, où les « counties » industriels de Staffordshire et de Durham figurent largement en tête du classement des indices de nuptialité les plus élevés (Teitelbaum, 1984 ; Newell, 1986). Cette tendance se retrouve également dans les cités minières prussiennes (Laux, 1989). Toutefois, les départements industriels du Nord et du Pas-de-Calais ont un indice Im inférieur à la moyenne française, ce qui autorise G. Spagnoli (1983) à réfuter le lien qui existerait entre l'industrialisation et l'intensité de la nuptialité. En Espagne également, D. Reher (1990) a montré que les localités charbonnières et métallurgiques ne se distinguaient pas par un niveau de nuptialité supérieur aux autres modèles urbains.

Et en Wallonie ? Les cités industrielles bénéficient, tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, d'une nuptialité plus intense que les autres milieux d'habitat (tableau 18 et figure 43). Seul l'arrondissement de Thuin, et dans une moindre mesure celui de Philippeville, rivalisent avec elles, à ce niveau. En 1866, dans le bassin industriel de Charleroi, l'indice Im atteint 0,546, soit un niveau 35 % supérieur à la moyenne du pays (0,403) et légèrement supérieur à la moyenne de la France (0,530). Des indices Im supérieurs à 0,500 sont également relevés dans les communes industrialisées d'Anderlecht et de Molenbeek (annexe 8), alors que dans les bassins industriels en aval de Liège, l'intensité de la nuptialité est en retrait par rapport aux localités industrielles hennuyères et bruxelloises et se situe au niveau des localités wallonnes de moins de 5 000 habitants. Enfin, ce sont les villes traditionnelles et Liège, où en 1866 l'indice Im est souvent inférieur à 0,400, qui se distinguent par les niveaux de nuptialité les plus faibles. En 1866, les écarts



entre ces différents milieux d'habitat sont importants et supplantent celui qui oppose, à la même date, la Flandre Orientale, où Im est le plus bas (0,361), et le Hainaut, où Im est le plus élevé (0,464).

Figure 43. L'évolution de l'indice de nuptialité Im dans différents milieux d'habitat, de 1846 à 1910



Comment évolue l'indice Im dans ces différents milieux d'habitat au cours du 19<sup>e</sup> siècle (figure 43) ? A l'échelle du pays, l'indice Im diminue timidement entre 1846 et 1856, puis augmente légèrement jusqu'en 1880. Ces séquences se retrouvent dans le cas des villes traditionnelles wallonnes, de Liège (tableau 18) et des bassins industriels en aval de Liège (figure 43). Selon R. Leboutte (1988), le redressement qui s'amorce à partir de 1856 annoncerait le début de la transition de la nuptialité. Mais cette tendance se rompt partout entre 1880 et 1890, au moment de la grande dépression économique. Ensuite, à partir de 1890, l'indice Im « décolle » dans les localités industrielles carolorégiennes. Entre 1890 et 1910, l'indice Im augmente de 23 % et seuls les arrondissements ruraux de Nivelles, Namur, Thuin et Philippeville enregistrent une progression aussi rapide. Ailleurs, dans les com

munes bruxelloises, dans les villes anciennes ou dans la métropole liégeoise, l'indice Im a augmenté, mais deux fois moins vite que dans les cités industrielles de la région de Charleroi. Comme dans le cas de la fécondité légitime, la rupture semble y avoir été particulièrement brutale.

Tableau 18. Evolution des indices d'intensité de la nuptialité (Im)

Milieu d'habitat	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises			0,414	0,490	0,442	0,473	0,505
Cités industrielles carolorégiennes			0,546	0,547	0,544	0,622	0,669
Cités industrielles du Borinage-Centre				0,541	0,570	0,644	0,650
Cités industrielles liégeoises				0,546	0,546	0,586	0,602
<i>Bassin aval*</i>	0,433	0,415	0,456	0,483	0,460		
<i>Basse-Meuse*</i>	0,371	0,367	0,410	0,460	0,438		
Vieilles villes	0,393	0,387	0,393	0,447	0,427	0,479	0,505
Grande ville : Liège	0,377	0,343	0,381	0,421	0,418	0,450	0,461
Milieu rural ou assimilé							
Wallonie < 5 000			0,436	0,461	0,457	0,509	0,548
Arr. de Nivelles				0,441	0,434	0,497	0,556
Arr. de Thuin				0,510	0,523	0,607	0,645
Arr. de Philippeville				0,504	0,499	0,560	0,611
Arr. de Namur				0,450	0,432	0,495	0,552
Belgique **	0,375	0,366	0,403	0,435	0,436	0,479	0,517

\* Leboutte (1988), \*\* Lesthaeghe (1977)

4.4.4. Age moyen au premier mariage et célibat définitif

4.4.4.1. De la précocité du mariage dans les cités industrielles  
au mariage tardif dans les villes traditionnelles

Deux facteurs essentiels peuvent contribuer à intensifier la nuptialité : une diminution de l'âge moyen au mariage et une diminution de la fréquence du célibat (Van de Walle, 1965). En 1953, J. Hajnal a présenté une formule permettant de calculer l'âge moyen au premier mariage à partir des proportions de célibataires à chaque âge fournies par les recensements de la population. Cette formule, qui suppose que les conditions de nuptialité ont été

identiques dans les cohortes successives – une hypothèse de stabilité relativement contraignante – est d’usage courant en démographie historique. L’âge moyen au premier mariage avant 50 ans est calculé comme suit :

$$15 + \frac{5 \times ((\sum_{x=15}^{45} 5P_x) - 35c(50))}{1 - c(50)}$$

avec :

- $P_x$ , la proportion de célibataires entre  $x$  et  $x+5$ ,
- $C(50)$ , la proportion des célibataires à 50 ans qui s’obtient en faisant la moyenne des proportions à 45-49 ans et à 50-54 ans. Sachant que les probabilités de se marier diminuent avec l’âge, on suppose généralement que la proportion des célibataires à 50 ans est une bonne estimation du célibat définitif.

L’âge moyen au premier mariage des femmes est une variable qui retient généralement davantage l’attention des chercheurs que son homologue masculin. Il est vrai qu’il s’agit de l’une des principales composantes de la fécondité. A fécondité légitime égale et en supposant que l’âge moyen à la dernière maternité reste invariable, toute diminution de l’âge au premier mariage des femmes aura pour effet d’augmenter la durée d’exposition au risque de procréer, et par extension la fécondité générale. En revanche, dans le cadre du principe homéostatique décrit précédemment, le relâchement ou le resserrement du frein démographique que constitue l’âge moyen au mariage concerne à priori autant les hommes que les femmes. Enfin, le marché du travail, et l’effet sélectif selon le sexe qu’il peut induire sur la mobilité, peut également modifier certaines caractéristiques de la nuptialité (Anderson, 1976). La migration, en privilégiant tantôt les hommes, tantôt les femmes, peut déséquilibrer le rapport statistique entre les sexes dans le lieu de départ et/ou dans le lieu d’accueil, et ainsi réduire ou élargir le champ des élus ou des élues potentiels.

Selon E. Van de Walle (1968), dans le contexte de l’Europe occidentale du siècle dernier, un âge moyen au premier mariage pour les femmes inférieur à 24 ans est exceptionnellement précoce. Ainsi, en France, pays à l’avant-garde des transitions de la fécondité et de la nuptialité, ce niveau ne sera atteint que vers 1880 (Van de Walle, 1974). Pour la Belgique, l’âge moyen au premier mariage de la population féminine est de 28 ans vers 1866 et approche 25 ans au début du 20<sup>e</sup> siècle (Van de Walle, 1965). En Wallonie, les femmes se marient en moyenne vers 27 ans en 1866 et aux alentours

de 25 ans à la fin du 19<sup>e</sup> siècle (tableau 19a et annexe 9a). Les contrastes entre les différents milieux d'habitat sélectionnés sont importants. En 1866, c'est sans conteste dans les cités industrielles carolorégiennes que les femmes se marient le plus précocement. Dans l'ensemble, l'âge moyen au premier mariage y est de 25 ans et descend même à 23,5 ans à Montignies-sur-Sambre. Les exemples internationaux confirment généralement cette tendance au mariage précoce, ou moins tardif<sup>21</sup>, dans les zones minières et métallurgiques. En 1851, dans les « counties » industriels de Durham et de Staffordshire, les femmes se marient respectivement à 24,2 ans et 24,5 ans, alors que la moyenne de l'Angleterre se situe à 25,8 ans (Newell, 1986). Selon la profession, les femmes de mineurs anglais se distinguent, au début des années 1880, par l'âge moyen au premier mariage le plus bas (22,5 ans), alors qu'il atteint près de 27 ans chez les femmes de fermiers et un peu plus de 26 ans chez les femmes de la classe moyenne (Haines, 1981). Des moyennes aussi faibles sont d'ailleurs calculées pour les mineurs d'Anzin au 18<sup>e</sup> siècle (Mendels, 1984). Cependant, dans leur ensemble, les régions industrielles du nord de la France cadrent moins bien avec ce modèle de mariage précoce (Spagnoli, 1983). Ainsi, en 1859-1863, dans l'arrondissement de Lille, l'âge moyen au premier mariage des femmes est supérieur à 27 ans, soit un retard de plus de deux années sur la moyenne nationale (Spagnoli, 1983). Il en est de même des bassins industriels en aval de Liège, et plus particulièrement de la Basse-Meuse, où les femmes se marient en moyenne à 29 ans en 1866.

Dans les communes bruxelloises et dans les vieilles villes, l'âge moyen au premier mariage des femmes est plus tardif que dans les cités industrielles de la région de Charleroi et de la région du Borinage-Centre. La nuptialité y est plus restrictive, mais la mobilité a très probablement déstabilisé le marché matrimonial. Au siècle dernier, la migration féminine est avant tout orientée vers les centres administratifs et commerciaux et liée aux débouchés offerts par la domesticité (Morsa, 1996). Plus globalement, M. Segalen (1988, pp. 425-427) admet que

« Hors de l'industrie, un ensemble de nouvelles professions s'ouvrent à la femme au 19<sup>e</sup> siècle, mais elles exigent d'elles une disponibilité totale ; domesticité qui se développe avec l'expansion de la bourgeoisie, emploi dans les grands magasins, les administrations, l'enseignement, etc. ».

21 Selon J. Hajnal (1982) le mariage tardif est supérieur à 26 ans chez les hommes et à 23 ans chez les femmes.



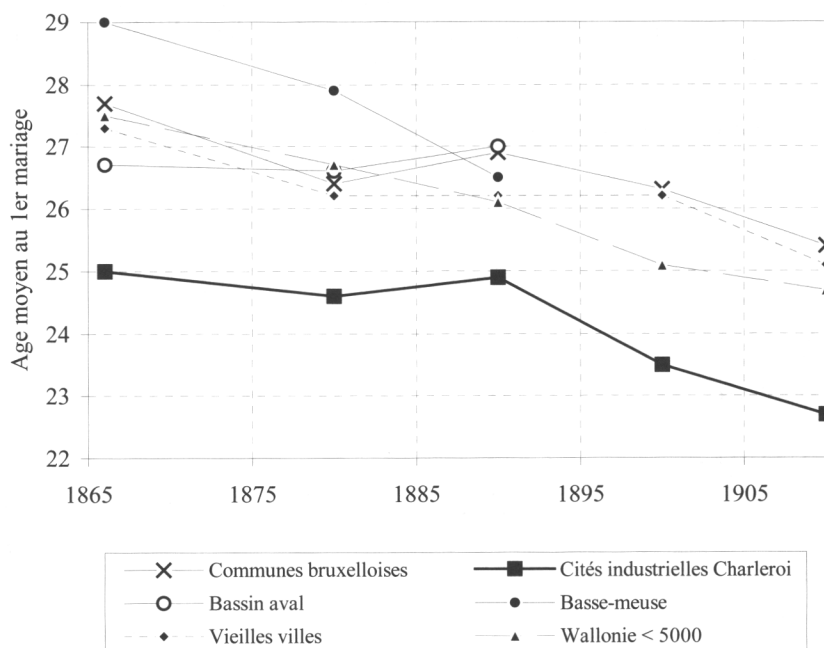
Tableau 19a. Evolution de l'âge moyen au 1<sup>er</sup> mariage de la population féminine (selon les recensements de la population)

Milieu d'habitat	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	27,7	26,4	26,9	26,3	25,4
Cités industrielles carolorégiennes	25,0	24,6	24,9	23,5	22,7
Cités industrielles du Borinage-Centre		24,5	24,4	23,3	22,9
Cités industrielles liégeoises		25,4	25,1	24,2	24,1
<i>Bassin aval*</i>	26,7	26,6	27,0		
<i>Basse-Meuse*</i>	29,0	27,9	26,5		
Vieilles villes	27,3	26,2	26,2	26,2	25,1
Grande ville : Liège	28,2	26,9	26,9	26,4	26,3
Milieu rural ou assimilé	27,5	26,7	26,1	25,1	24,7
Wallonie < 5 000		26,4	26,5	25,5	24,4
Arr. de Nivelles		25,1	24,9	23,4	22,7
Arr. de Thuin		25,5	25,7	24,6	22,9
Arr. de Philippeville		26,8	26,6	25,3	23,9
Arr. de Namur					
Total	27,2	26,3	25,6	24,5	24,3
	28,0		26,7	25,7	25,2

\*Leboutte (1988), \*\*Van de Walle (1965)

Certains métiers, comme la domesticité, constituent eux-mêmes un obstacle au mariage, la surféminisation des structures par âge dans ces milieux urbains en représente un autre (tableau 12). Pour ces citadines en surnombre, les opportunités de dénicher l'âme sœur se réduisent et expliquent, au moins en partie, un âge moyen au premier mariage plus tardif et des proportions de célibataires définitifs largement supérieures à celles rencontrées dans les milieux industriels (tableau 20a et annexe 10a). En revanche, les bassins miniers et sidérurgiques attirent surtout une main-d'œuvre jeune et masculine qui permet d'élargir le marché matrimonial féminin. Le mariage y est plus précoce et largement favorisé par l'importance que représente la cellule familiale et une nombreuse descendance dans l'économie du ménage (Friedlander, 1973 ; Haines, 1981 ; Newell, 1986).

Figure 44. L'évolution de l'âge moyen au premier mariage des femmes, de 1866 à 1910, dans quelques milieux d'habitat



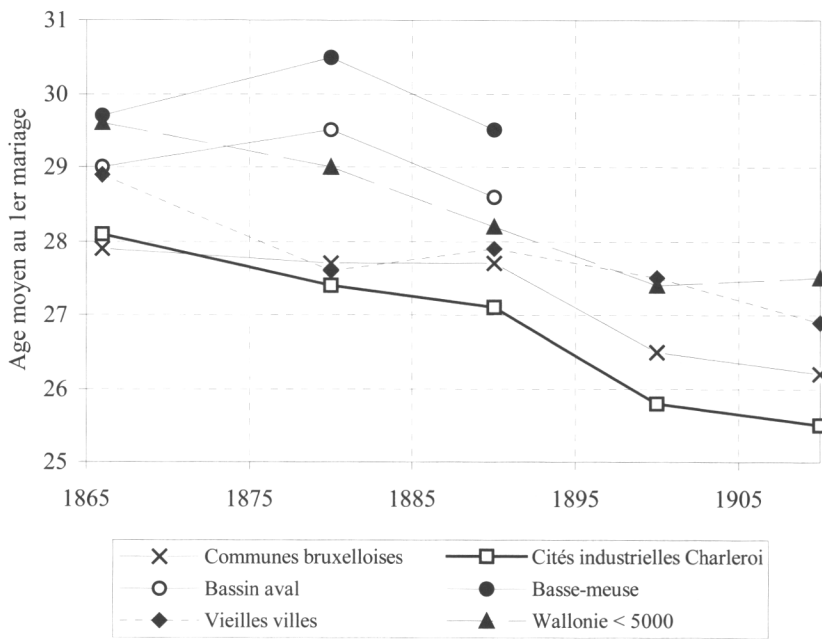
Comment a évolué l'âge moyen au premier mariage des femmes dans les différents milieux d'habitat au cours de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle ? Partout, il a diminué entre 1866 et 1880, avant de se stabiliser, voire de légèrement augmenter à nouveau entre 1880 et 1890, en pleine période de dépression économique. Seules les communes rurales de moins de 5 000 habitants échappent à cette dernière tendance. La baisse décisive de l'âge moyen au premier mariage intervient après 1890 et c'est, une fois de plus, dans les cités industrielles de la région de Charleroi que le mouvement est le plus radical (figure 44). Dans les milieux industriels, les jeunes filles travaillaient à la mine ou à l'usine ou étaient employées comme servantes jusqu'à leur mariage. Les lois de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et du début du 20<sup>e</sup> siècle réglementant et, à fortiori, limitant<sup>22</sup> le travail des femmes dans les

22 La loi de 1889, applicable à partir de 1892, interdisait aux filles de moins de 21 ans de travailler dans le fond des mines. Ce n'est qu'en 1911 que les travaux souterrains furent interdits à toutes les femmes, sans distinction d'âge (Leboutte, 1997).

mines, n'ont-elles pas contribué à favoriser un abaissement de l'âge des femmes au premier mariage ?

Du côté des hommes, l'âge moyen au premier mariage et son évolution présentent les caractéristiques suivantes, selon les différents milieux d'habitat (figure 45, tableau 19b et annexe 9b) :

Figure 45. L'évolution de l'âge moyen au premier mariage des hommes, de 1866 à 1910, dans quelques milieux d'habitat



- L'âge moyen au premier mariage des hommes est plus élevé que celui des femmes. Dans les cités industrielles des régions de Charleroi et de Liège, l'écart moyen est proche de 3 années sur l'ensemble de la période. La différence entre les deux sexes est de 2,3 années dans les cités industrielles de la région du Borinage-Centre et dans les localités rurales de moins de 5 000 habitants, et elle se réduit à 1,6 années dans les villes traditionnelles et à moins d'un an, en moyenne, dans les communes bruxelloises. Dans ces deux derniers milieux d'habitat, les écarts entre les deux

sexes sont relativement réduits, mais ils soulignent surtout le retard de l'âge au mariage des femmes.

- Dans les cités industrielles de la région de Charleroi, l'âge moyen au premier mariage des hommes est inférieur aux moyennes de la Belgique et de la Wallonie. Contrairement, aux cas des bassins industriels en aval de Liège, où l'âge moyen au mariage masculin, particulièrement tardif, accuse une augmentation entre 1866 et 1880, dans le bassin industriel carolorégien, comme d'ailleurs dans les communes rurales, les hommes se marient de plus en plus tôt, et cette tendance s'accélère nettement entre 1890 et 1900.

Tableau 19b. Evolution de l'âge moyen au 1<sup>er</sup> mariage de la population masculine (selon les recensements de la population)

Milieu d'habitat	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	27,9	27,7	27,7	26,5	26,2
Cités industrielles carolorégiennes	28,1	27,4	27,1	25,8	25,5
Cités industrielles du Borinage-Centre		26,5	26,4	25,6	25,2
Cités industrielles liégeoises		28,8	28,3	26,7	26,6
<i>Bassin aval*</i>	29,0	29,5	28,6		
<i>Basse-Meuse*</i>	29,7	30,5	29,5		
Vieilles villes	28,9	27,6	27,9	27,5	26,9
Grande ville : Liège	29,4	28,7	28,2	27,2	27,4
Milieu rural ou assimilé	29,6	29,0	28,2	27,4	27,5
Wallonie < 5 000		28,8	28,3	27,3	26,6
Arr. de Nivelles		28,3	26,9	25,6	25,4
Arr. de Thuin		27,6	27,8	27,2	26,5
Arr. de Philippeville		28,5	28,4	27,4	26,8
Arr. de Namur					
Total	29,2	28,5	27,7	26,7	26,9
	30,0		28,6	27,6	27,3

\*Leboutte (1988), \*\*Van de Walle (1965).

Dans le cas des bassins industriels en aval de Liège, l'évolution discordante des âges au mariage féminins et masculins avant 1880 – diminution chez les femmes et augmentation et maintien à un niveau élevé chez les hommes – ne cadre pas avec l'hypothèse selon laquelle l'industrialisation devrait rajeunir le calendrier de la nuptialité (Leboutte, 1988). Rappelons que la prolétarianisation de la main-d'œuvre assurerait très tôt aux jeunes gens

leur indépendance économique et faciliterait l'accès au mariage. Ce n'est pas le cas dans les régions industrielles étudiées par R. Leboutte, alors que l'exemple du bassin industriel carolorégien confirmerait plutôt cette hypothèse. L'âge moyen au premier mariage des hommes diminue. Bien sûr, jusqu'en 1890, la baisse est timide et le mariage demeure tardif. Mais n'oublions pas que ces milieux industriels se caractérisent par une nette surmasculinité de la main-d'œuvre et donc par un marché matrimonial relativement réduit pour les hommes. La concurrence est vive et certains sont obligés de postposer leur projet de mariage, voire même d'y renoncer définitivement, faute de prétendantes.

#### 4.4.4.2. Le célibat définitif

L'importance du célibat définitif constitue l'autre pan du modèle restrictif de la nuptialité décrit par J. Hajnal. Pour les femmes, les contrastes entre les milieux d'habitat sont importants (figure 46 et tableau 20a). Dans les milieux industriels, la proportion de célibataires définitives n'excède jamais 10 % au 19<sup>e</sup> siècle, alors que, dans les villes anciennes et les communes bruxelloises, une femme sur cinq, en moyenne, ne se mariera jamais. Dans ces milieux urbains, le mariage des femmes n'est visiblement pas à la mode au siècle dernier. Dans les campagnes, l'importance du célibat définitif se situe à mi-chemin entre le modèle de la ville traditionnelle et celui de la cité industrielle, où l'exiguïté du marché matrimonial pour les hommes, et par extension, l'importance des remariages peuvent aussi justifier la faible proportion de célibataires définitives.

Chez les hommes, les variations de la proportions de célibataires définitifs, selon le milieu d'habitat, sont sensiblement moins importantes que chez les femmes<sup>23</sup> (figure 47 et tableau 20b). Dans les cités industrielles, le célibat définitif masculin est proportionnellement plus important que chez les femmes, alors que dans les vieilles villes ou dans les communes bruxelloises, le célibat définitif est sensiblement plus répandu du côté des femmes. Tout dépend, une fois de plus, des caractéristiques de la structure de la population selon le sexe et de la structure socioprofessionnelle. En cas de surmasculinité, les hommes garniront davantage les rangs des « célibataires

23 L'écart type et le coefficient de variation, calculés sur les proportions de célibataires définitifs dans les communes de plus de 10 000 habitants, sont environ deux fois moins élevés chez les hommes que chez les femmes.

endurcis », et si les femmes sont en surnombre, la probabilité que certaines d’entre elles ne trouvent jamais de prétendant sera plus élevée.

Figure 46. L’évolution de la proportion de célibataires définitifs chez les femmes, dans quelques milieux d’habitat, de 1866 à 1910

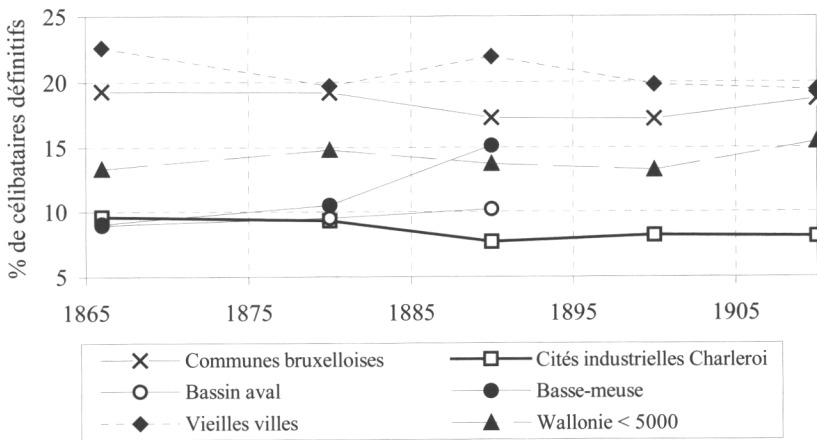


Figure 47. L’évolution de la proportion de célibataires définitifs chez les hommes, dans quelques milieux d’habitat, de 1866 à 1910

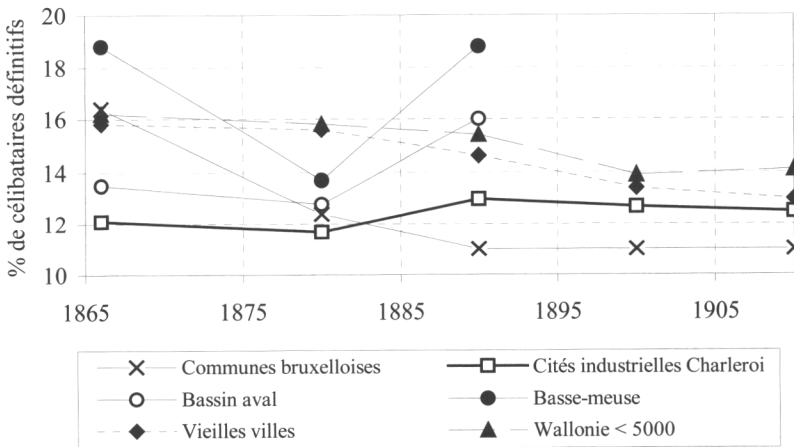


Tableau 20a. Evolution de la proportion de célibataires définitifs féminins (%)  
(selon les recensements de la population)

Milieu d'habitat	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	19,3	19,2	17,3	17,2	18,7
Cités industrielles carolorégiennes	9,6	9,3	7,7	8,2	8,1
Cités industrielles du Borinage-Mons		10,4	6,2	6,7	6,5
Cités industrielles liégeoises		6,6	7,8	8,4	8,7
<i>Bassin aval*</i>	9,0	9,5	10,2		
<i>Basse-Meuse*</i>	9,1	10,5	15,1		
Vieilles villes	22,6	19,7	21,9	19,8	19,4
Grande ville : Liège	19,4	21,0	19,9	19,7	19,5
Milieu rural assimilé	13,3	14,8	13,7	13,2	15,4
Wallonie < 5 000		16,8	15,6	14,8	14,3
Arr. de Nivelles		13,0	11,8	10,8	10,9
Arr. de Thuin		14,0	13,5	12,2	14,9
Arr. de Philippeville		14,2	17,2	14,6	15,0
Arr. de Namur					
Total	13,9	14,6	13,1	12,2	14,1
	18,2	18,9	17,5	16,8	16,4

\*Leboutte (1988), \*\*Van de Walle (1965).

Tableau 20b. Evolution de la proportion de célibataires définitifs masculins (%)  
(selon les recensements de la population)

Milieu d'habitat	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	16,4	12,4	11,0	11,0	11,0
Cités industrielles carolorégiennes	12,1	11,7	13,0	12,7	12,5
Cités industrielles du Borinage-Mons		12,7	11,7	11,0	10,3
Cités industrielles liégeoises		11,7	12,7	14,4	12,2
<i>Bassin aval*</i>	13,5	12,8	16,0		
<i>Basse-Meuse*</i>	18,8	13,7	18,8		
Vieilles villes	15,8	15,6	14,6	13,4	13,0
Grande ville : Liège	15,6	14,9	16,0	14,5	14,0
Milieu rural assimilé	16,9	17,0	16,9	15,3	15,9
Wallonie < 5 000		15,0	15,0	14,0	13,3
Arr. de Nivelles		12,8	13,3	11,9	11,6
Arr. de Thuin		13,8	13,0	12,1	11,8
Arr. de Philippeville		13,8	13,9	12,6	12,6
Arr. de Namur					
Total	16,2	15,8	15,4	13,9	14,1
	19,4	18,1	17,3	15,9	14,5

\*Leboutte (1988), \*\*Van de Walle (1965).

#### 4.5. Les relations entre l'évolution de la fécondité et celle de la nuptialité

##### 4.5.1. La nuptialité a-t-elle joué un rôle déterminant dans la transition de la fécondité légitime ?

Le changement des habitudes matrimoniales a-t-il suscité la modification des comportements procréateurs, ou au contraire, le contrôle volontaire des naissances, une fois amorcé et admis, a-t-il rendu inutile la fonction régulatrice de la nuptialité ? Pour R. Lesthaeghe (1977), trois hypothèses peuvent définir les liens entre la fécondité et la nuptialité.

Dans la première, le rôle moteur est dévolu à la nuptialité. Dans un contexte de progrès économique et d'amélioration du niveau de vie, les mariages s'intensifient et se concluent à un âge moins avancé. Résultat, la période féconde de la femme s'allonge, son potentiel de reproduction s'accroît et les naissances plus nombreuses qui en découlent risquent de perturber l'équilibre éventuel entre la population et les ressources disponibles. Il convient donc de limiter la descendance soit en espaçant davantage les naissances, soit en raccourcissant la période reproductive, mais cette fois, par l'autre extrémité. Dans ce cas, la transition de la nuptialité aurait précédé et entraîné la transition de la fécondité. La seconde hypothèse renverse la donne et attribue à la transition de la fécondité l'antériorité du processus. En d'autres termes, c'est dans la mesure où la limitation des naissances s'est généralisée que la nuptialité a perdu sa fonction régulatrice. La limitation des naissances dans le mariage rend désormais inutile la limitation des naissances par le mariage. Enfin, la troisième hypothèse suppose que la fécondité et la nuptialité évoluent indépendamment l'une de l'autre, et si une relation statistique semble les unir, c'est qu'elles répondent simultanément aux mêmes conditions exogènes.

Pour E. Van de Walle (1968 ; 1969), dans certains pays, la baisse de l'âge au mariage précède le déclin de la fécondité et « [...] a donc l'effet d'augmenter la natalité au moment où les couples sont sur le point d'accepter la limitation des naissances » (1969, p. 286). R. Lesthaeghe (1977) réfute la seconde hypothèse dans le cas de la Belgique, soutient que la troisième hypothèse pourrait s'appliquer à la Flandre, mais ne parvient pas à départager la première de la troisième hypothèse dans le cas de la Wallonie, en raison de la diversité de ses populations.





Dans le cas des cités industrielles de la région de Charleroi, la nuptialité s'intègre-t-elle dans une explication globale du déclin de la fécondité ? Des indices – augmentation de Im dans certaines communes, diminution de l'âge moyen au mariage et de la proportion de célibataires définitifs – semblent démontrer que le changement de la nuptialité aurait pu s'amorcer avant la baisse irréversible de la fécondité et donc la susciter. Mais les « progrès » de la nuptialité avant 1880 sont timides et paraissent bien insuffisants pour expliquer, à eux seuls, la brutalité de la baisse de la natalité et de la fécondité qui intervient vers 1875 dans toutes les cités industrielles de la région de Charleroi. Les intensités respectives des changements de nuptialité et de fécondité semblent disproportionnées pour justifier une relation de cause à effet entre ces deux mouvements. Par contre, selon nous, rien ne permet de réfuter la seconde hypothèse. D'une part, la natalité et la fécondité diminuent rapidement à partir du milieu des années 1870 et, d'autre part, la nuptialité s'intensifie brutalement vers la fin des années 1880, alors qu'au même moment, l'âge au premier mariage subissait une baisse sensible. L'intensité des deux mouvements est ici comparable et la baisse irréversible de la fécondité précède d'une bonne dizaine d'années l'augmentation décisive de la nuptialité. Ces tendances sont clairement illustrées par les figures 48 et 49 qui présentent l'évolution des taux bruts de natalité et de nuptialité dans le cas des cités industrielles et des campagnes hesbignonnes.

Jusque vers 1870, on constate que la courbe des mariages entraîne celle des naissances. Les mêmes oscillations se produisent, mais avec une légère anticipation de la nuptialité. Cela confirmerait la fonction régulatrice qu'exerçait cette dernière sur la natalité. Mais au cours des années 1870, les deux courbes se désolidarisent ; la natalité s'effondre sous l'impulsion du contrôle volontaire des naissances dans le mariage et le frein préventif que constituait le célibat et l'âge tardif au mariage perd sa raison d'être. Il reste à s'interroger sur les facteurs qui ont motivé, d'une part, les timides « progrès » de la nuptialité entre grosso-modo 1855 et 1870 et, d'autre part, le déclin rapide de la natalité et de la fécondité qui survient vers 1875. L'amélioration de la situation économique qui succède à la crise des années 1845-1856 et la lente amélioration du niveau de vie qui en découle n'auraient-elles pas favorisé un léger relâchement du frein préventif de la nuptialité. Puis, lorsque survient la grande crise des années 1873-1892, si les mariages deviennent moins nombreux et si l'âge moyen au premier mariage des femmes a même tendance à augmenter, une nouvelle réponse à la détérioration de la situation socio-économique se manifeste surtout : la limitation volontaire des naissances dans le mariage. Nous aurons largement



l'occasion, dans la seconde partie de ce travail, d'étayer cette hypothèse explicative.

Figure 48. L'évolution des taux brut de natalité et de nuptialité dans les cités industrielles de la région de Charleroi, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)

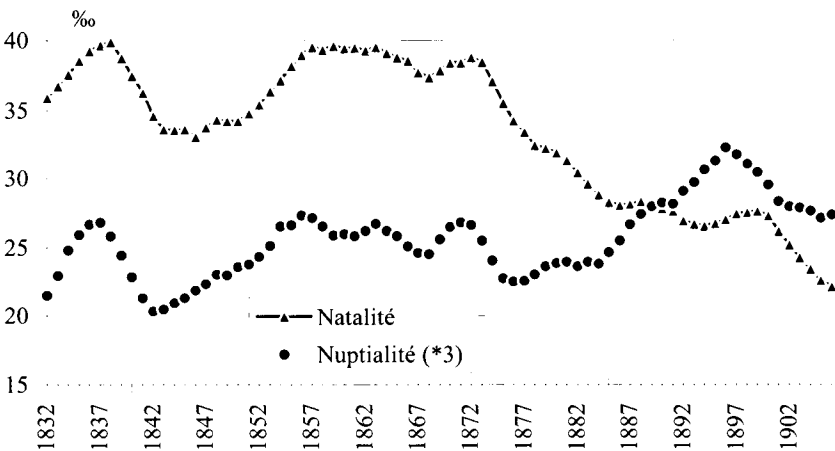
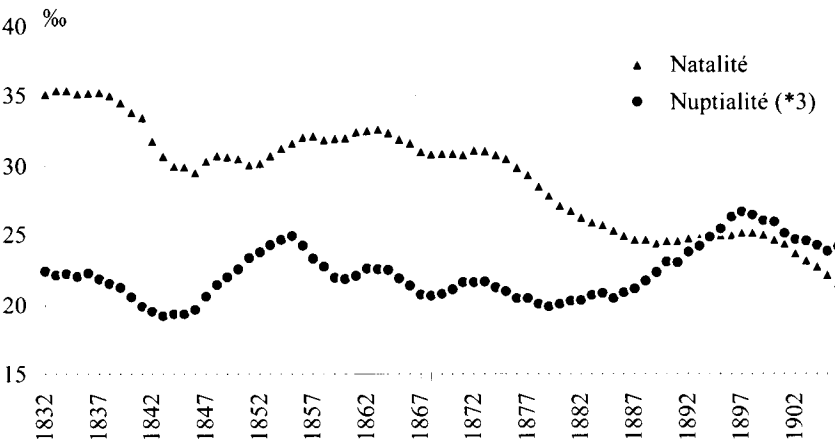


Figure 49. L'évolution des taux brut de natalité et de nuptialité dans la campagne hesbignonne de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



#### 4.5.2. Les contributions respectives de la fécondité légitime et de la nuptialité dans le déclin de la fécondité générale

Lorsque la fécondité illégitime est négligeable, ce qui est le cas dans la majeure partie de l'Europe occidentale au 19<sup>e</sup> siècle, l'importance de la fécondité générale est essentiellement déterminée par l'intensité de la nuptialité et de la fécondité légitime. La figure 50 présente l'évolution des indices de fécondité générale ( $I_f$ ), de fécondité légitime ( $I_g$ ) et de nuptialité ( $I_m$ ) pour quelques milieux d'habitat. Cette représentation à trois paramètres illustre clairement les spécificités des comportements démographiques des cités industrielles, marquées par l'intensité de leur nuptialité et de leur fécondité générale par rapport aux autres milieux d'habitat.

Il existait deux voies possibles pour diminuer la fécondité générale : une limitation par la nuptialité et une limitation par la contraception. Dans tous les milieux d'habitat, la fécondité générale a diminué sous l'effet exclusif de la fécondité légitime (figure 50). Au contraire, la nuptialité s'est accrue, légèrement dans un premier temps, puis de façon plus soutenue à partir de 1890, et a quelque peu contrebalancé l'impact de la baisse de la fécondité légitime sur l'évolution de la fécondité générale. Par contre, dans une optique transversale, c'est avant tout la nuptialité différentielle qui détermine l'écart entre la fécondité générale des cités industrielles et celle des autres milieux d'habitat.

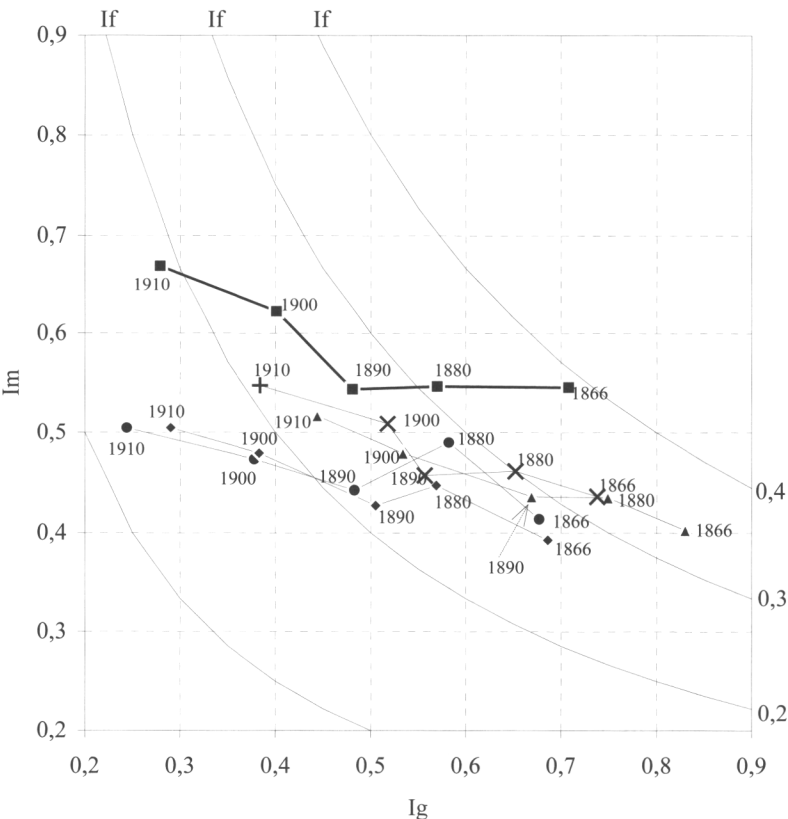
Il est possible de quantifier l'influence respective de la nuptialité et de la fécondité légitime sur l'évolution de la fécondité générale, en utilisant les indices de Coale. Le produit de l'indice de nuptialité ( $I_m$ ) par l'indice de fécondité légitime ( $I_g$ ) donne une bonne approximation de la fécondité générale, sous l'hypothèse que la fécondité hors mariage est négligeable. J. Duchêne et A. Ajbilou (1995) proposent de décomposer la variation de l'indice comparatif de la fécondité générale au cours d'une période donnée de la manière suivante. Soit  $D(2,1)$ , la variation de l'indice  $I_f$  entre l'année  $t_1$  et l'année  $t_2$  :

$$\begin{aligned} D(2,1) &= I_{f_2} - I_{f_1} \\ \text{et } I_{f_2} - I_{f_1} &= I_{g_2} \times I_{m_2} - I_{g_1} \times I_{m_1} \\ &= I_{g_1} \times (I_{m_2} - I_{m_1}) + I_{m_1} \times (I_{g_2} - I_{g_1}) + (I_{g_2} - I_{g_1}) \times (I_{m_2} - I_{m_1}) \end{aligned}$$

Tableau 21. L'impact du changement de la fécondité légitime et du changement de la nuptialité sur l'évolution de la fécondité générale

Milieu d'habitat	1866-1880				1880-1890				1890-1900				1900-1910			
	Effet lm	Effet lg	Inter. lg-lm	$\Delta$ lf	Effet lm	Effet lg	Inter. lg-lm	$\Delta$ lf	Effet lm	Effet lg	Inter. lg-lm	$\Delta$ lf	Effet lm	Effet lg	Inter. lg-lm	$\Delta$ lf
Communes bruxelloises	0,051	-0,039	-0,007	0,005	-0,028	-0,049	0,005	-0,072	0,015	-0,046	-0,003	-0,035	0,012	-0,063	-0,004	-0,056
Cités industrielles carolorégiennes	0,001	-0,075	0,000	-0,075	-0,002	-0,049	0,000	-0,050	0,038	-0,044	-0,006	-0,012	0,019	-0,076	-0,006	-0,063
Cités industrielles du Borinage-Centre					0,016	-0,041	-0,002	-0,027	0,036	-0,046	-0,006	-0,016	0,002	-0,055	-0,001	-0,054
Cités industrielles liégeoises					0,000	-0,042	0,000	-0,042	0,024	-0,063	-0,005	-0,044	0,008	-0,132	-0,004	-0,128
<i>Bassin aval</i>	0,023	-0,062	-0,004	-0,043												
<i>Basse-Meuse</i>	0,044	-0,052	-0,006	-0,014												
Vieilles villes	0,037	-0,046	-0,006	-0,015	-0,011	-0,029	0,001	-0,039	0,026	-0,052	-0,006	-0,032	0,010	-0,045	-0,002	-0,037
Grande ville : Liège	0,029	-0,056	-0,006	-0,033	-0,002	-0,045	0,000	-0,047	0,015	-0,043	-0,003	-0,032	0,004	-0,058	-0,001	-0,055
Milieu rural ou assimilé	0,018	-0,037	-0,002	-0,021	-0,003	-0,044	0,000	-0,046	0,029	-0,018	-0,002	0,009	0,020	-0,068	-0,005	-0,053
Wallonie < 5000					-0,005	-0,009	0,000	-0,014	0,043	-0,087	-0,013	-0,056	0,029	-0,063	-0,007	-0,042
Arr. de Nivelles					0,007	-0,068	-0,002	-0,063	0,034	-0,030	-0,005	-0,001	0,013	-0,039	-0,002	-0,028
Arr. de Thuin					-0,002	-0,048	0,000	-0,050	0,024	-0,014	-0,002	0,008	0,019	-0,026	-0,002	-0,010
Arr. de Philippeville					-0,012	-0,034	0,001	-0,044	0,036	-0,037	-0,005	-0,007	0,028	-0,064	-0,007	-0,044
Arr. de Namur																
Belgique	0,027	-0,033	-0,003	-0,009	0,001	-0,035	0,000	-0,034	0,029	-0,059	-0,006	-0,036	0,020	-0,043	-0,003	-0,026

Figure 50. L'évolution de la fécondité légitime (Ig), de l'intensité de la nuptialité (Im) et de la fécondité générale (If) dans différents milieux d'habitat, de 1866 à 1910



Le premier produit décrit l'effet du changement de la nuptialité sur la variation de la fécondité générale entre l'année  $t_1$  et l'année  $t_2$ . Le second terme traduit l'impact du changement de la fécondité légitime dans le même cadre, alors que le troisième élément décrit l'effet combiné de l'interaction entre les évolutions de la nuptialité et de la fécondité des mariages. Le

tableau 21<sup>24</sup> propose les résultats de cette décomposition des variations des indices de Coale sur la fécondité générale, dans différents milieux d'habitat et pour toutes les communes wallonnes et bruxelloises de plus de 10 000 habitants, de 1866 à 1910. Un signe négatif précède, sans exception, la mesure de l'effet du changement de la fécondité des mariages alors que l'effet du changement de la nuptialité est le plus souvent associé à un signe positif. En d'autres termes, c'est uniquement la limitation volontaire des naissances dans le mariage qui imprime à la fécondité générale sa tendance à la baisse au cours de la période considérée. Et lorsque la nuptialité diminue, ce qui est le cas entre 1880 et 1890 dans un certain nombre de communes, l'effet généré par cette baisse sur la fécondité générale est largement supplanté par celui de la baisse de la fécondité légitime.

## 5. Conclusion

En période de pré-transition, les niveaux de la natalité, de la fécondité générale ou de la nuptialité sont très différents entre les milieux d'habitat considérés et surpassent généralement ceux que l'on peut observer entre les provinces wallonnes et les provinces flamandes. En revanche, les niveaux de fécondité légitime sont plus homogènes, même si l'on observe une légère surfécondité des campagnes brabançonne et namuroise et des cités industrielles – cette tendance se marque davantage dans le bassin industriel liégeois que dans les régions industrielles hennuyères – par rapport aux villes traditionnelles, aux communes bruxelloises et surtout aux arrondissements ruraux de Thuin et de Philippeville. Pour cette région de l'Entre-Sambre-et-Meuse, tout semble indiquer que les comportements de fécondité ont subi de profondes modifications avant 1850. Nous serions donc en présence d'un cas précoce de transition de la fécondité, hypothèse qu'il reste à confirmer par une étude plus détaillée.

Avant 1866, la population des cités industrielles de la région de Charleroi se distingue par une natalité et une fécondité générale très élevées, ainsi que par une nuptialité abondante, stimulée par une relative précocité de l'âge au premier mariage et par un célibat définitif moins important que pour la population des autres milieux d'habitat. Les comportements démographiques de la population du milieu industriel carolorégien se conforment donc globalement au modèle démographique – fécondité « débridée » et nuptialité

24 Voir aussi l'annexe 11.

élevée – qui caractérise la population des bassins industriels européens du siècle dernier.

Entre les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, l'évolution de la natalité, de 1831 à 1910, présente un certain synchronisme, marqué notamment par une diminution des taux de natalité au moment où surviennent les crises agricoles et alimentaires des années 1845 à 1856, suivie par une remontée et une relative stagnation des taux entre 1860 et 1875 et par la baisse décisive de la natalité à partir de 1875-1880. Si celle-ci intervient presque simultanément dans tous les milieux d'habitat du centre de la Wallonie, à l'exception du cas particulier de la Fagne-Thiérache qui semble avoir anticipé le mouvement de plus d'un quart de siècle, c'est sans conteste dans le bassin industriel carolorégien que la baisse de la natalité fut la plus brutale (- 30 % entre 1871 et 1880). Celle-ci se produit au moment où s'enclenche la grande dépression économique qui frappa durement les milieux industriels entre les années 1873 et 1892. Ce décrochage décisif de la natalité s'observe aussi dans le cas des indices de fécondité, même si le corpus de données constitué ne permet pas de dater avec précision le moment où il survient. Entre 1866 et 1880, la fécondité légitime diminue très rapidement dans les cités industrielles de la région de Charleroi, et ce mouvement se démarque du modèle classique de transition lente de la fécondité qui caractérise les milieux industriels dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, et que l'on observe par exemple dans les bassins industriels liégeois (Leboutte, 1997).


Pour R. Lesthaeghe (1977), la transition de la fécondité en Wallonie est postérieure à celle de la nuptialité. Il réfute donc l'hypothèse selon laquelle la nuptialité a perdu sa fonction régulatrice parce que la limitation des naissances s'est généralisée. Or, dans le cas du bassin industriel carolorégien, avant 1880, les « progrès » de la nuptialité semblent bien timides en regard de ceux qui affectent déjà la fécondité ; celle-ci diminue brutalement vers 1875 soit 10 à 15 ans avant qu'une augmentation tout aussi décisive de la nuptialité ne se manifeste, sous l'impulsion d'une diminution sensible de l'âge moyen au premier mariage. En d'autres termes, le contrôle des naissances dans le mariage se serait généralisé et aurait bel et bien libéré le frein préventif que constituaient le célibat définitif et l'âge tardif au mariage.

Enfin, on constatera qu'entre les milieux d'habitat, les différences de niveaux de la fécondité générale sont avant tout dictées par les comportements spécifiques de nuptialité, alors que les baisses décisives de la natalité et de la fécondité générale sont essentiellement déterminées par la diminution de la fécondité légitime.



## ***Chapitre 4.***

### ***La mortalité : l'inégalité devant la mort selon le milieu d'habitat***



Un premier constat s'impose. Contrairement à la fécondité, une grande synthèse de l'évolution de la mortalité en Belgique aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles fait toujours défaut. Certains aspects de la mortalité ont cependant fait l'objet d'études détaillées à l'échelle du Royaume et de ses principales circonscriptions administratives. C'est principalement le cas de la mortalité infantile (Vilquin, 1978 ; Masuy-Stroobant, 1983 ; Masuy-Stroobant et Poulain, 1983 ; Debuissou, 1994) et de la mortalité des enfants (Poulain et Tabutin, 1977 ; 1979 ; Vandenbroeke et al., 1983). Le thème de la surmortalité féminine aux jeunes âges a également été bien couvert (Poulain et Tabutin, 1981 ; Eggerickx et Tabutin, 1994 ; Devos, 1996), alors que dans le cadre des grandes crises de mortalité du siècle dernier, seule l'épidémie de choléra de 1866 a bénéficié d'une couverture dépassant le strict cadre local (Eggerickx et Poulain, 1988 ; 1991 ; Oris, 1988a). Cette liste est loin d'être exhaustive et il n'est pas question ici de minimiser la qualité et l'importance des travaux à portée plus locale ou ciblés sur des problématiques très spécifiques<sup>1</sup>.

Il n'existe pas à notre connaissance, pour la Belgique du 19<sup>e</sup> siècle, une recherche approfondie étudiant l'impact de l'amélioration des conditions de vie en général, de l'alimentation et des logements en particulier, de l'hygiène privée et publique, des progrès médicaux et de l'éventuelle modification de l'équilibre immuno-parasitaire. La mortalité et ses différences spatio-tempo

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet la liste exhaustive de ces travaux publiée dans Oris (1994).



relles n'ont pas non plus encore été sérieusement intégrées au système démographique global. Quelles furent en Belgique les relations entre la transition de la mortalité et celle de la fécondité ? Les liens qui associent ces deux processus sont complexes (Knodel, 1982). Ainsi, par exemple, la fécondité, par l'entremise de la durée d'allaitement, de la fréquence des rapports sexuels et de la volonté de remplacement des enfants disparus, pourra dépendre du niveau plus ou moins élevé de la mortalité des nourrissons. Par ailleurs, un grand nombre d'enfants dans un ménage, en augmentant le degré de promiscuité et en favorisant la propagation de certaines maladies, en étri quant le budget et le temps consacrés à chacun d'eux, peut influencer négativement leur chance de survie, tout comme la santé de leur mère (Chesnais, 1986). Mais l'enquête de Princeton a démontré qu'il n'existait pas, dans le contexte européen des deux derniers siècles, de relation systématique entre les évolutions de la fécondité et de la mortalité. Trois arguments majeurs ont été avancés pour démontrer cette absence de relation (Van de Walle, 1986 ; Perrenoud, 1995) :

- Il n'existe pas un seuil de mortalité infantile à partir duquel la baisse de la fécondité légitime s'enclencherait de façon quasi systématique.
- Il n'y a pas de séquence causale unique. Si, généralement, la diminution du risque de mourir chez les nourrissons a précédé la baisse de la fécondité des mariages, en Belgique, par exemple, la mortalité infantile n'a commencé à baisser sérieusement que vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle (Lesthaeghe, 1977 ; Poulain et Tabutin, 1977), soit après la baisse de la fécondité légitime.
- Le délai qui s'écoule entre les moments où démarrent les déclins respectifs des deux phénomènes est très variable et s'échelonne de la stricte simultanéité à plusieurs dizaines d'années d'écart.

Par ailleurs, la diminution de la mortalité des enfants, au-delà d'un an, n'aurait-elle pas pu avoir autant d'impact, sinon davantage, que celle de la mortalité infantile sur l'évolution de la fécondité ? En Belgique, la mortalité juvénile, concernant les enfants âgés de 1 à 5 ans, aurait diminué dès le début des années 1860 (Poulain et Tabutin, 1977).

Enfin, s'il est acquis qu'au siècle dernier et à tous les âges, la mort fauchait davantage à la ville qu'à la campagne (Eggerickx et Debuissou, 1990), rien ne permet d'affirmer que derrière les moyennes « urbaine » ou « rurale » ne se dissimulaient pas d'importantes inégalités internes quant aux risques de mourir. La liste des questions en suspens n'est pas exhaustive et une thèse



de doctorat ne suffirait d'ailleurs pas à lever le voile des incertitudes quant à la description et à l'explication des évolutions différenciées de la mortalité au siècle dernier selon l'âge, le sexe, la profession, le milieu de résidence, et à leurs relations avec les autres paramètres démographiques. C'est loin d'être notre objectif ici. Nous nous contenterons, dans un premier temps, de considérer l'évolution des taux bruts de mortalité selon les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie. Ensuite, nous évaluerons les chances de survie, selon l'âge et le sexe, dans les villes traditionnelles, dans les cités industrielles et dans les campagnes wallonnes, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

## 1. Le cadre général : la mortalité en Belgique, en Flandre et en Wallonie au 19<sup>e</sup> siècle

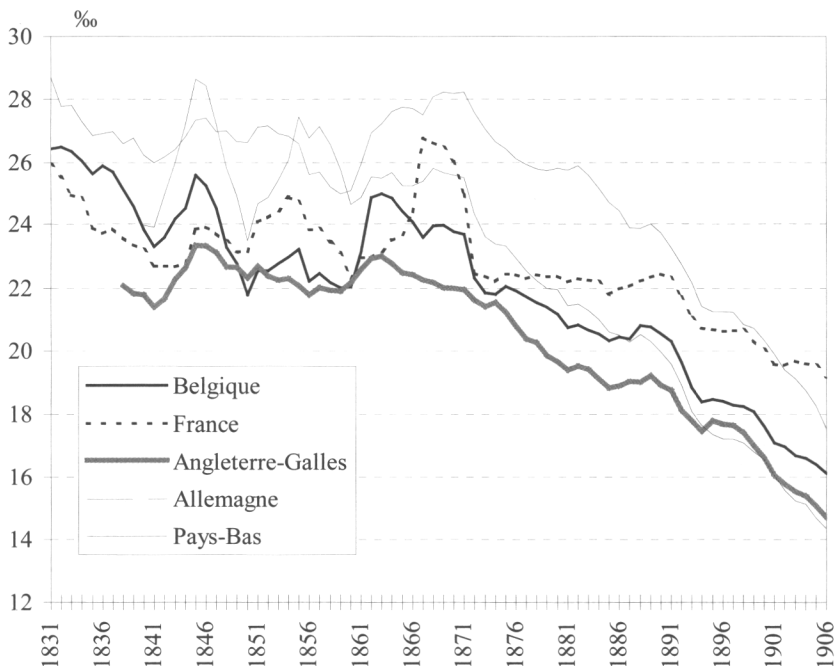
Au 19<sup>e</sup> siècle, les contrastes entre les pays d'Europe occidentale sont moins prononcés dans le cadre de la mortalité (figure 51) que dans celui de la natalité (figure 23). Si l'Angleterre-Pays de Galles bénéficie globalement des taux de mortalité les plus bas, la position de la Belgique est à peine moins favorable. Depuis la moitié du 18<sup>e</sup> siècle, la mortalité de crise a régressé en Europe occidentale (Vallin, 1989). Néanmoins, jusqu'en 1870-1875, des accidents conjoncturels viennent encore hérissier la courbe de quelques pics de mortalité. Citons, dans le cas de la Belgique, les épidémies de typhus en 1847, de choléra en 1849-1850 et surtout en 1866, et de variole en 1871. Si nous « écrétons » ces années de crises, la mortalité « normale » baisse timidement durant la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Puis, vers 1870, cette tendance s'accélère, d'autant que les fluctuations conjoncturelles s'atténuent en fin de période.

Durant la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les différences de mortalité entre les deux régions linguistiques de la Belgique sont importantes (figure 52). En Wallonie, les taux bruts de mortalité sont très bas et se maintiennent à un niveau presque constant, à peine supérieur à 20 ‰. En Flandre, la mortalité est plus élevée et plus instable, marquée notamment par le lourd tribut payé aux crises alimentaires et économiques des années 1845-1856. Un second pic de mortalité, commun cette fois aux deux régions, correspond aux épidémies de choléra de 1866 et de variole de 1871. Après ces années calamiteuses, les niveaux de mortalité baissent très rapidement. Entre 1870 et 1910, le taux brut de mortalité a diminué de 30 % en Wallonie et d'un peu plus de 25 % en Flandre. Il n'empêche, la surmortalité des Flandres se vérifie tout au long du 19<sup>e</sup> siècle. Ces inégalités régionales toucheraient essen



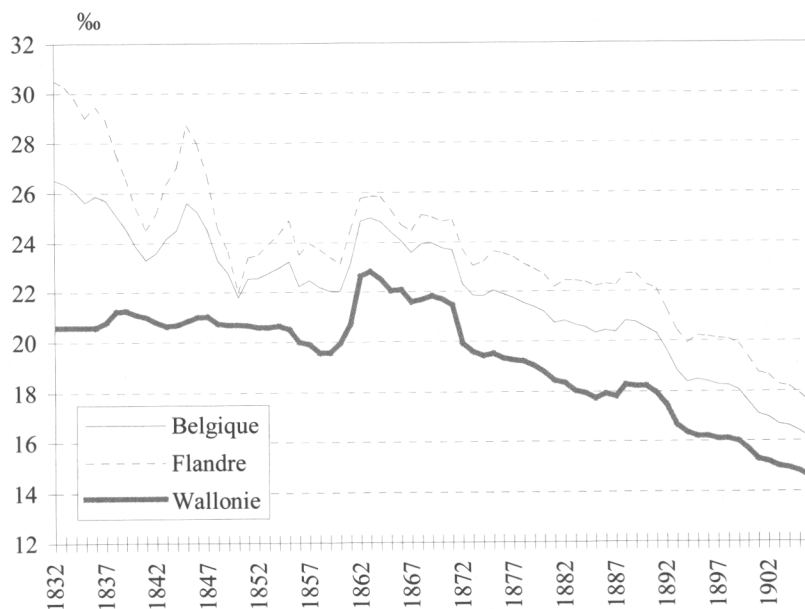
tiellement les jeunes enfants. En 1890, le quotient de mortalité infantile atteint près de 190 ‰ dans le nord du pays et 140 ‰ dans sa partie méridionale. Dans certains arrondissements flamands, un enfant sur quatre n'atteint pas son premier anniversaire, alors que, dans la plupart des arrondissements wallons, le rapport est de un enfant sur sept. Les mêmes contrastes affectent la mortalité des enfants âgés de 1 à 5 ans. En 1890, le quotient de mortalité juvénile (1 à 5 ans) est de 120 ‰ en Flandre et de 80 ‰ en Wallonie (Eggerickx et Tabutin, 1994). La surmortalité des enfants qui caractérise la Flandre du siècle dernier serait le fruit d'un sous-développement économique et social manifeste, mais aussi de différences dans le mode d'alimentation des nourrissons, dans le mode d'éducation, dans le degré d'instruction des mères... (Masuy-Stroobant, 1983).

Figure 51. L'évolution du taux brut de mortalité en Belgique et dans quelques pays européens, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



Source : Chesnais, 1986.

Figure 52. L'évolution du taux brut de mortalité en Belgique, en Flandre et en Wallonie<sup>2</sup> de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



## 2. Les taux de mortalité selon le milieu d'habitat

C'est dans la ville de Namur<sup>3</sup> que les taux brut de mortalité sont les plus élevés, dépassant largement la moyenne de la Wallonie et confirmant ainsi la surmortalité urbaine, si caractéristique des sociétés d'hier (Eggerickx et Debuissou, 1990). Par ordre d'intensité de la mortalité, vient ensuite un ensemble constitué des petites villes, des campagnes hesbignonnes et des cités industrielles (figure 53 et tableau 22). Dans ces trois milieux d'habitat, les valeurs du taux brut de mortalité se situent à proximité de la moyenne générale de la Wallonie. En revanche, les taux de mortalité dans les zones

<sup>2</sup> La Flandre et la Wallonie sont ici définies selon leurs limites actuelles (Debuissou et al., 2000).

<sup>3</sup> Bien que difficile à estimer ici, on ne peut ignorer, dans le cas namurois, la part importante des enfants trouvés vers le milieu du siècle dernier et leur mortalité largement supérieure à la moyenne.

rurales du Condroz et de la Fagne-Thiérache sont particulièrement faibles pour l'époque. On retrouve donc, grosso-modo, la dichotomie classique entre la surmortalité des milieux les plus urbanisés ou les plus densément peuplés et la faible mortalité relative des milieux ruraux. On s'étonnera toutefois des différences qui opposent, par exemple, les régions voisines du Condroz et de la Hesbaye et du niveau relativement modéré de la mortalité dans les cités industrielles de la région de Charleroi, qui cadre mal avec l'image mortifère habituellement associée aux bassins industriels (Leboutte, 1997). D'ailleurs, les taux bruts de mortalité relevés dans le milieu industriel de Charleroi sont, tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, inférieurs à ceux que l'on observe dans les bassins en aval de Liège, pourtant moins lourdement industrialisés et urbanisés (Leboutte, 1988) que leurs homologues hennuyers (figure 54). Bien sûr, ces observations se basent sur l'analyse de taux bruts, des indices assez grossiers dont la valeur dépend en partie de l'importance relative des groupes à forte probabilité de décès et dont les variations sont très sensibles aux changements de structure par âge, très fréquents dans des milieux qui subissent un renouvellement intense de leur population par le jeu des migrations. Il n'empêche, durant certaines périodes et entre certains milieux d'habitat, les différences sont si importantes que

« [...] les écarts relatifs entre taux différents ne deviennent en pratique fortement trompeurs sur le niveau intrinsèque de la mortalité que lorsque ces taux sont eux-mêmes déjà descendus assez bas » (Chesnais, 1986, p. 59).

Au-delà des niveaux variables de mortalité, les mêmes fluctuations et tendances semblent caractériser l'évolution de la mortalité dans ces différents milieux d'habitat. En d'autres termes, aux causes spécifiques qui détermineraient dans chaque milieu d'habitat leur niveau respectif de mortalité, se mêleraient des facteurs plus généraux qui orienteraient les tendances de la mortalité, quel que soit le milieu de résidence. Cela n'exclut pas non plus que les facteurs de niveau et les facteurs de tendance puissent se combiner. Parmi les causes spécifiques justifiant des écarts de mortalité, citons notamment la densité de population et son corollaire le niveau d'urbanisation, le climat, l'isolement, les conditions de logement, les régimes alimentaires, l'hygiène publique et privée, le mode d'alimentation des nourrissons, les conditions de travail et les risques spécifiques liés à certaines professions, l'importance du travail des femmes et des enfants, les comportements à l'égard des maladies, le niveau d'instruction, etc. Mais comme le souligne M.R. Haines (1989, pp. 142-143), un réseau d'interdépendance relie tous ces facteurs ;



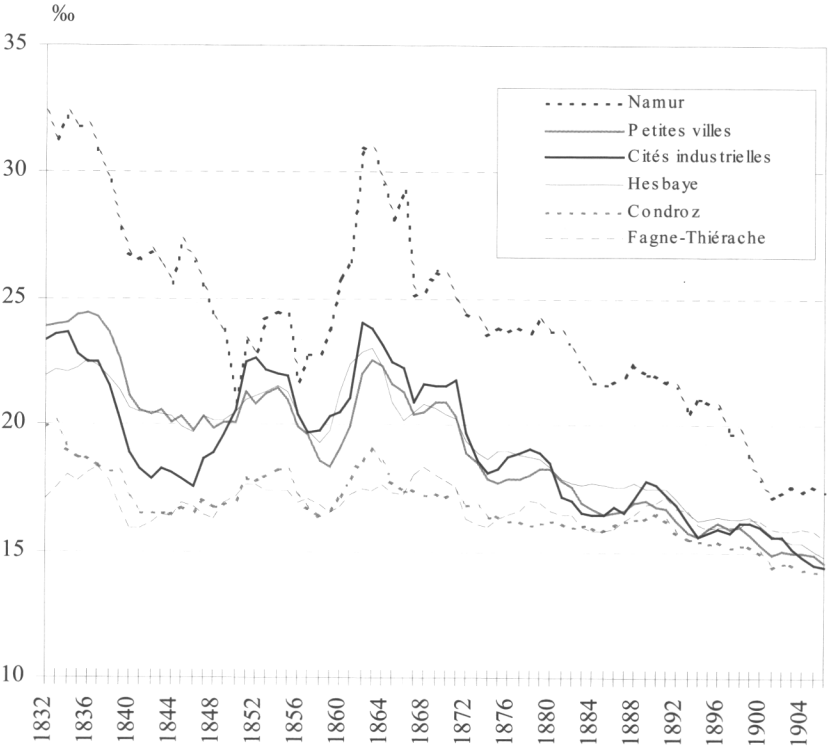
Tableau 22. L'évolution des taux bruts de mortalité (‰) de la population des milieux d'habitat  
du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910

Milieux d'habitat	1831-35	1836-40	1841-45	1846-50	1851-55	1856-60	1861-65	1866-70	1871-75	1876-80	1881-85	1886-90	1891-95	1896-00	1901-05	1906-10	1831-1910		
																	Moy.	Ecart type	Coeff. var.
Namur	32,9	31,8	26,5	26,5	23,3	21,7	26,5	29,2	24,9	23,7	23,6	21,7	21,7	20,7	17,2	17,4	24,0	5,5	0,23
Petites villes	24,4	24,4	20,5	19,8	21,3	20,0	19,9	21,3	20,4	17,9	17,8	16,5	16,7	16,2	14,9	14,6	18,7	3,4	0,18
Cités industrielles	24,3	22,5	18,3	17,6	22,4	20,4	21,0	22,3	21,7	18,7	17,2	16,8	17,3	15,9	15,6	14,4	19,4	3,7	0,19
Hesbaye	22,2	22,5	20,5	19,7	20,9	20,4	22,4	20,2	20,3	19,0	17,9	17,6	17,5	16,4	15,6	14,8	19,1	2,7	0,14
Condroz	20,5	18,7	16,5	16,6	17,9	17,2	17,9	17,4	17,4	16,2	16,1	16,1	16,3	15,4	14,5	14,4	16,4	1,8	0,11
Fagne-Thiérache	17,7	18,1	15,9	16,7	17,7	16,9	17,2	17,3	17,6	16,5	16,5	15,9	17,2	16,0	15,9	15,5	16,3	1,5	0,09
Centre Wallonie	22,5	21,9	19,0	18,7	20,4	19,4	20,5	20,4	20,1	18,3	17,4	17,0	17,3	16,2	15,4	14,7	18,1	2,5	0,14

« [...] la profession est liée à l’instruction, le revenu est lié à la profession, et ensemble revenu et instruction peuvent déterminer le régime alimentaire, l’habitat et la forme de vie ».

Il n’est pas question de mesurer ici l’impact des différents facteurs pouvant influencer l’intensité de la mortalité entre les milieux d’habitat. Nous nous contenterons ci-après d’aborder très brièvement les différentiels urbain-rural et urbain-industriel.

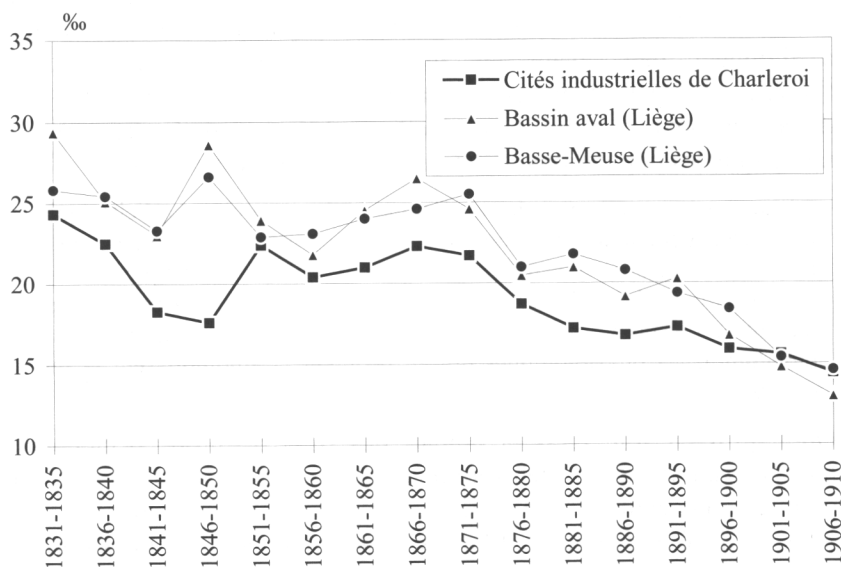
Figure 53. L’évolution du taux brut de mortalité de la population des milieux d’habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)



### 3. Les trois phases de l'évolution de la mortalité aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles

L'évolution de la mortalité dans les différents milieux d'habitat peut être résumée en trois grandes séquences, surtout perceptibles dans les milieux urbains, où les variations de la mortalité, au cours du siècle dernier, sont plus sensibles<sup>4</sup>. On distinguera donc :

Figure 54. L'évolution des taux bruts de mortalité dans le bassin industriel de Charleroi et dans les bassins industriels en aval de Liège de 1831 à 1910



Source : Leboutte, 1988, pour les bassins liégeois.

1. *Une première phase de recul de la mortalité*, qui se clôturerait vers 1840 et qui prolongerait une tendance amorcée dans les dernières décennies du 18<sup>e</sup> siècle. A partir de la moitié du 18<sup>e</sup> siècle, les crises de subsistances sont moins fréquentes, grâce notamment à l'apparition de cultures nouvelles, telles que la pomme de terre, à l'amélioration des techniques agri-

<sup>4</sup> On se référera notamment aux coefficients de variation présentés au tableau 23. Ceux-ci sont très faibles dans les milieux ruraux et beaucoup plus élevés dans les cités industrielles et surtout à Namur.



coles et des moyens de transport et au développement du commerce maritime (Chesnais, 1986 ; Leboutte, 1995b). Désormais, on meurt moins souvent de sous-alimentation<sup>5</sup>. En outre, les flambées de dysenterie, de variole ou de grippe, sans disparaître, se font moins virulentes et surtout plus localisées (Caselli, 1989). Mais, selon A. Perrenoud (1995), cette première phase de la transition sanitaire serait davantage liée à l'affaiblissement du régime « normal » de la mortalité qu'à l'atténuation de la mortalité de crise. Pour R. Fogel (1997), l'impact des crises de mortalité sur le niveau total de la mortalité en France et en Angleterre, au milieu du 18<sup>e</sup> siècle, est dérisoire. Peut-on y déceler alors les premiers effets de la lutte contre la variole, menée grâce aux découvertes de Jenner à la fin du 18<sup>e</sup> siècle ? Mais, dans certains pays, la mortalité a commencé à diminuer bien avant les premières campagnes de vaccination (Perrenoud, 1989). A moins que l'explication ne soit à rechercher du côté de la biogénétique et d'une éventuelle modification de la structure immunologique des populations. Pour A. Perrenoud (1989, p. 17),

« L'analyse requiert un cadre analytique biologique plus explicite, qui intègre les aspects génétiques et immunitaires à l'étiologie spécifique de chaque maladie, à ses modes de transmission, sa létalité, qui tienne compte de l'influence des facteurs individuels et environnementaux, de l'état nutritionnel mais également de l'effet synergique pouvant exister entre diverses affections, et enfin des dommages physiologiques qui en résultent et amoindrissent la résistance des survivants ».

Quoi qu'il en soit, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, la mortalité aurait bel et bien diminué entre le milieu du 18<sup>e</sup> siècle et les premières décennies du 19<sup>e</sup> siècle. On perçoit ce mouvement de baisse dans les différents milieux d'habitat, entre 1830 et 1840, mais nous manquons de recul pour évaluer son origine chronologique, son intensité et sa régularité.

2. *Une phase de stagnation, voire d'augmentation de la mortalité*, qui s'échelonne entre 1840 et 1870. Cette période est marquée par les crises alimentaires et agricoles des années 1845-1856 et par les épidémies de

5 En 1839, M. Briavoinne (p. 186) écrivait à propos de la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle :

« L'on vit en conséquence la population s'accroître par la diminution des chances de mortalité. Les trésors que la terre renferme furent mieux et plus abondamment exploités ; l'homme produisit et consumma davantage ; il devint plus riche ».

L'auteur évoque aussi la « découverte inappréciable de la vaccine » comme cause de diminution de la mortalité (p. 205).

choléra de 1866 et de variole de 1870-1871. Dans les campagnes, l'augmentation des taux de mortalité, à partir de 1845, est à peine perceptible, alors que dans les cités industrielles et un peu plus tard à Namur, la poussée de la mortalité est plus franche (figure 51). La dégradation de la situation socio-économique dans les campagnes et l'industrialisation massive, et par extension le développement urbain, sont interdépendants et ont pu mêler leurs effets, l'une par voie détournée et l'autre plus directement, pour expliquer la dégradation des niveaux de mortalité dans les milieux industriels.

Dans les campagnes, la pénurie et l'accroissement du prix des denrées alimentaires, la paupérisation qui en découla, ainsi que de mauvaises conditions climatiques constituèrent autant de facteurs propices à l'éclosion et au développement de maladies, telles que le typhus ou le choléra, parmi les populations les plus démunies (Eggerickx, 1993). Victime du besoin, une partie de la main-d'œuvre rurale dut se résoudre à quitter la campagne et à prendre le chemin de l'agglomération bruxelloise ou des bassins industriels. Rappelons que c'est durant ces années troublées de la moitié du 19<sup>e</sup> siècle que les cités industrielles de la région de Charleroi enregistrèrent leurs bilans migratoires les plus élevés et, par extension, un rythme d'accroissement démographique record. Une association positive entre la détérioration des niveaux de mortalité et la phase de croissance démographique rapide a également été décelée dans le cas de la cité industrielle du Creusot, en Saône-et-Loire (Bourdelaïs et Demonet, 1996), dans certaines localités du bassin industriel liégeois (Oris, 1998) ainsi qu'à Verviers (Desama, 1985 ; Desama et Pasleau, 1996). Ce déferlement humain, dans des milieux en pleine transformation, plus tout à fait village et pas encore ville, constitua un véritable défi à leur capacité d'accueil et de logement. On s'entassa là où l'on peut, dans de misérables taudis, sans se soucier de l'existence d'équipements collectifs élémentaires (égouts ou distribution d'eau potable). Les règles les plus simples de l'hygiène publique et privée sont bafouées en permanence, à quoi s'ajoutent les difficultés d'approvisionnement en produits frais et la spéculation commerciale qui en découle (Oris, 1998). Cette agglomération sauvage d'individus, et les conditions déplorables d'hygiène et d'alimentation que cela implique, aurait créé un véritable réceptacle pour les affections contagieuses en tous genres. A cette détérioration de l'état sanitaire liée à l'industrialisation, décrite et décriée par la plupart des observateurs sociaux, médecins et hygiénistes du siècle



dernier<sup>6</sup>, s'ajoute la mort collective au fond de la mine par éboulement ou sous les coups de grisou<sup>7</sup>, les explosions de machine à vapeur, les accidents de chemins de fer... (Lequin, 1987).

On notera aussi la sensibilité particulière des grandes villes et des cités industrielles aux agressions épidémiques. Le cas de l'épidémie de choléra de 1866 est révélateur. Avec ses 43 400 décès, cette épidémie fut la plus meurtrière qu'ait connu la Belgique au cours du 19<sup>e</sup> siècle. Elle est à l'origine de 29 % du nombre total de décès enregistrés la même année ; pourcentage qui se traduit par une brusque hausse du taux de mortalité, de 24,6 ‰ en 1865 à 31,3 ‰ en 1866. Si aucune des neuf provinces belges n'est sortie indemne de l'épidémie de 1866, le choléra a sévi en priorité dans les grands centres urbains et dans les bassins industriels, là où la classe ouvrière est prépondérante. L'agglomération bruxelloise est la principale victime de l'épidémie, mais le choléra moissonne largement aussi à Charleroi, à Mons, à Liège et dans leur périphérie industrielle, à Namur, à Anvers, à Arlon ou à Virton. En revanche, des régions assez vastes – l'Ardenne centrale et occidentale, l'Entre-Sambre-et-Meuse, le Condroz, la Hesbaye... –, à l'écart du mouvement d'urbanisation et d'industrialisation, n'y apportent presque aucune contribution (Eggerickx et Poulain, 1988 ; 1991). Ainsi, si l'on compare l'évolution du taux brut de mortalité entre 1865 et 1866 dans nos différents milieux

6 En 1865, dans sa topographie médicale, le docteur Meynne (p. 433) s'écrivait :

« Il faut avoir [...] pénétré dans ces impasses et cours écartées, et avoir sondé les mystères de la vie intérieure des pauvres, pour savoir dans quels galetas infects une partie de la population respire et se couche, au milieu de leurs habits crasseux, de leurs chiffons pourris, et de leurs literies en guenilles ».

Reprenant les résultats de l'enquête ouvrière de 1843, le docteur De Camps écrivait en 1890 (p. 73) :

« C'est dans les rues étroites et tortueuses, les ruelles et les impasses, que l'ouvrier des villes choisit sa demeure. Le soleil y pénètre à peine ; l'air y est vicié ; la malpropreté et l'oubli des lois les plus élémentaires de l'hygiène caractérisent ces coins abandonnés. On y trouve en permanence des tas d'immondices et des cloaques boueux qui dégagent continuellement des émanations méphitiques. Des familles nombreuses sont entassées dans des chambres étroites et obscures ; souvent une pièce doit servir à tous les besoins de la domesticité. A chaque étage croupissent ainsi un grand nombre de ménages, dans des chambres contiguës, dans la promiscuité et l'encombrement. Ces conditions déplorables présentent des foyers propices au développement du germe typhoïque, et des maladies infectieuses en général, outre qu'elles favorisent la dégénérescence des constitutions physiques : l'étiollement, le lymphatisme, la scrofule, la tuberculose pulmonaire ».

7 A propos de l'intensité et des causes de mortalité par accident dans les mines de charbon, on lira tout particulièrement l'article de R. Leboutte (1991a) consacré à ce sujet, dans le cadre de la Belgique des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.



d'habitat, il est resté stable en Hesbaye, en Condroz et en Fagne-Thiérache, alors qu'il a augmenté de 22 à 30 % dans les petites villes, de 21 à 35 % dans les cités industrielles de la région de Charleroi, et surtout de 24 à 47 % à Namur. En définitive, les zones les plus densément peuplées furent les principales victimes de l'épidémie. Selon le docteur Meynne (1873, pp. 113-114), le choléra se propage d'autant plus facilement :

« [...] qu'il existe dans un milieu donné plus de malpropreté et de misère, plus d'habitations étroites, sombres, malsaines, plus de désordre et d'excès. Car toutes ces conditions hygiéniques, qui facilitent la propagation des maladies infectieuses en général, facilitent aussi la communication du choléra ; si bien que l'on peut dire que les classes logées dans les quartiers très populeux et pauvres vivent toujours dans un état qui les prédispose à être atteintes des maladies ou épidémies régnantes ».

3. *Une phase de recul généralisé de la mortalité, à partir de 1870-1875, durant laquelle l'ampleur des écarts entre les différents milieux d'habitat se réduit progressivement, à l'exception du cas spécifique de la ville de Namur, où une nette surmortalité persiste jusqu'à la fin du siècle. Dans tous les cas, les fluctuations s'atténuent et un nouveau régime de mortalité s'installe progressivement, marqué par l'atténuation des agressions virales. C'est la transition sanitaire ou épidémiologique (Tabutin, 1995 ; Bourdelais, 1997) caractérisée notamment par les progrès réalisés dans les domaines de l'hygiène publique et de la médecine. Les principaux déterminants du recul décisif de la mortalité peuvent être regroupés en quatre grands types de facteurs (Perrenoud, 1989 ; Fogel, 1997)<sup>8</sup> :*

- l'amélioration des conditions de vie, de nutrition et de logement ;
- l'amélioration des conditions sanitaires ;
- les progrès de la médecine ;
- l'affaiblissement des maladies infectieuses grâce à l'action de facteurs biologiques ayant entraîné une modification du système immuno-parasitaire.

Dans un article datant de 1962, T. McKeown et R.G. Record soutenaient que, durant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les progrès médicaux ainsi que les politiques d'hygiène et de santé publique, n'auraient joué qu'un rôle marginal dans l'amélioration de l'espérance de vie des popu

8 Sur les différents courants explicatifs du déclin de la mortalité dans les sociétés d'hier et d'aujourd'hui, on se référera notamment à Tabutin (1995, 1997).

lations. Le facteur essentiel serait l'accroissement du niveau de vie et plus précisément l'amélioration qualitative et quantitative de l'alimentation<sup>9</sup> induisant une meilleure résistance des populations aux infections. Cette thèse « nutritionniste », soutenue encore aujourd'hui par R. Fogel (1997), a suscité de nombreuses controverses et critiques méthodologiques (Razzel, 1974 ; Kearn, 1993). Pour S. Preston et E. Van de Walle (1978), avant la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les avancées médicales n'ont guère influencé le recul de la mortalité dans la France urbaine, alors que l'environnement sanitaire, et notamment l'installation des systèmes d'égouts et d'alimentation en eau potable, semble être le seul facteur expliquant les évolutions particulières de la mortalité à Paris, à Lyon et à Marseille. L'amélioration de la santé publique et notamment les mesures d'assainissement, aurait également permis une augmentation appréciable de l'espérance de vie en Angleterre, alors que la contribution positive du niveau de vie ne serait intervenue qu'à la fin du siècle (Friedlander et al., 1985). Ces résultats insistent donc sur le rôle décisif qu'auraient joué les pouvoirs publics et les collectivités locales dans le recul de la mortalité au siècle dernier (Bourdelaïs, 1997).



#### **4. En 1890, les risques de mourir demeurent sensiblement différents selon le milieu de résidence**



##### **4.1. *Surmortalité urbaine et surmortalité des milieux industriels vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle***

L'irrésistible croissance urbaine du 19<sup>e</sup> siècle, sous les coups de butoir de l'industrialisation, ne s'est pas réalisée sans heurts ; la pression sur les logements, la promiscuité, la criminalité et la prostitution, auxquels il convient d'associer une dégradation de l'hygiène privée et publique, créèrent un milieu pathogène où la mort fauchait allègrement. La mortalité en milieu urbain a souvent dépassé celle des campagnes (Mols, 1954 ; Lequin, 1983 ; Friedlander et al., 1985 ; Kearn, 1993 ; Vögele, 1996). Au 18<sup>e</sup> siècle, les villes n'étaient-elles pas qualifiées de « tombeau des races » (Biraben, 1975) ? La surmortalité urbaine n'est pas un sous-produit de la révolution industrielle et de l'urbanisation, mais il est clair que ces deux processus ont exacerbé les inégalités sociales face à la mort (Garden, 1989 ; Haines, 1989).

<sup>9</sup> Voir aussi, McKeown, Brown, Record, (1972) et McKeown (1978).

et les différences de mortalité entre le monde urbain et celui des campagnes (Poussou, 1992). A Bruxelles et en Wallonie, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, il existe une relation directe entre l'intensité de la mortalité et le degré d'urbanisation des communes, défini selon la taille de leur population ; l'espérance de vie à la naissance diminue de 52 ans dans les communes rurales de moins de 5 000 habitants, à 50 ans dans les localités de 5 000 à 10 000 habitants, à 45 ans dans celles de 20 000 à 50 000 et à moins de 38 ans à Bruxelles (Eggerickx et Debuisson, 1990). La même relation a pu être dégagée dans le cas des villes prussiennes (Vögele, 1996). L'entassement dans des logements trop exigus, délabrés et mal aérés, des systèmes d'égouts et de distribution d'eau défectueux et insuffisants, l'insalubrité des lieux de travail... sont autant de facteurs expliquant cette surmortalité urbaine<sup>10</sup> (Eggerickx et Debuisson, 1990).

Comme dans le cadre de la fécondité, il y eut de profondes différences de mortalité selon le type de milieu urbain. Dans son analyse de la croissance des villes au 19<sup>e</sup> siècle, J.-P. Poussou (1992, p. 183) soutient que les villes « [...] les plus mal loties sont celles dont l'histoire est toute récente et correspond à une industrialisation très rapide ». En Angleterre, vers 1850-1860, ce sont les districts industriels qui se distinguent par l'espérance de vie à la naissance la plus faible. La durée moyenne de la vie excède à peine 35 ans, alors que dans les centres commerciaux, l'espérance de vie à la naissance est de 37 ans, et dépasse même 45 ans dans les zones typiquement agricoles (Friedlander et al., 1985). D'autres exemples peuvent être avancés : en 1841, on vit en moyenne 25 ans à Liverpool et 24 ans à Manchester, les chances de survie sont un peu plus élevées à Londres (35 ans d'espérance de vie), alors que dans le comté rural de Surrey, on peut espérer survivre jusqu'à 44 ans en moyenne (Haines, 1989). Vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, l'espérance de vie en Belgique est de 39 ans, mais descend à 34 ans à Seraing et à 35 ans à Dison (Oris, 1998), alors que les moyennes relevées dans les bassins industriels en aval de Liège sont un peu plus favorables (42 ans dans le bassin aval et 41 dans celui de la Basse-Meuse) (Leboutte, 1988).

Vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les bassins industriels accusent donc une mortalité particulièrement élevée. Les exemples liégeois témoignent

10 En 1826, A. Quetelet (p. 506) constatait que

« Cette prodigieuse différence entre les campagnes et la ville ne saurait être attribuée qu'aux suites de l'extrême misère, à la malpropreté, au resserrement des demeures et à l'insalubrité qui en est la conséquence dans les capitales [...] ».



d'ailleurs d'une diminution de l'espérance de vie à la naissance durant les décennies de forte croissance démographique de la moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Rappelons qu'une telle tendance a été mise en évidence dans le cas des cités industrielles de la région de Charleroi, mais à partir de l'analyse des taux brut de mortalité. Au Creusot, la durée moyenne de la vie a chuté d'une dizaine d'années durant la phase de croissance démographique maximale (Bourdelaïs, 1997). En Prusse également, la dégradation de la mortalité dans les villes industrielles est concomitante avec leur principale phase d'urbanisation (Vögele, 1996). En résumé, comme nous l'avons déjà indiqué, la croissance démographique prodigieuse des localités en cours d'industrialisation, alimentée par de puissants afflux migratoires, se serait accompagnée d'une élévation des niveaux de mortalité. L'enquête ouvrière de 1843 (t. II, pp. 655-656, 1846) a relevé une série de raisons expliquant cette surmortalité des milieux ouvriers :

« Il serait injuste d'attribuer au travail seul les maladies si fréquentes et la mortalité si grande parmi les classes laborieuses ; il faut lui reconnaître sa part d'influence et d'intervention dans ces tristes résultats ; mais il faut tenir compte aussi de la condition des travailleurs, en général si misérable et si malheureuse, de l'abandon dans lequel on les a toujours laissés, de l'impossibilité où ils se trouvent de se nourrir convenablement, de leurs habitudes de débauche, d'ivrognerie et de malpropreté, de l'insalubrité de leur habitation ; il faut tenir compte, disons-nous, de tout cela et convenir que ces diverses circonstances exercent une influence bien plus néfaste que le travail et qu'elles contribuent puissamment à augmenter la mortalité parmi les ouvriers ».

#### ***4.2. A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les cités industrielles de la région de Charleroi ne sont pas les milieux d'habitat les plus mortifères***

Comme dans les autres milieux d'habitat, les niveaux de mortalité dans les cités industrielles se sont atténués durant le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle. Entre 1866 et 1890, l'espérance de vie à la naissance a progressé d'une dizaine d'années à Seraing (Oris, 1998) et dans les bassins industriels en aval de Liège (Leboutte, 1988). Une progression similaire est observée au Creusot, où, dès 1876, l'espérance de vie à la naissance a rejoint son niveau de 1836 (Bourdelaïs et Demonet, 1996 ; Bourdelaïs, 1997). En Allemagne,

« [...] ce sont les villes industrielles de la Rhénanie-Westphalie qui étaient à la pointe du progrès aussi bien en ce qui concerne l'organisation de la santé publique que dans l'application réelle de ces mesures » (Vögele, 1996, p. 267).

En France également, la diminution de la mortalité en milieu urbain et industriel pourrait avant tout être liée au développement des systèmes d'adduction d'eau, à la construction de logements plus salubres et aux progrès de la scolarisation (Bourdelaïs, 1997). Mais globalement, le handicap par rapport aux campagnes subsiste. Si les conditions de travail et de vie, en général, se sont améliorées sous l'influence des premières lois sociales, grâce à l'éveil du mouvement ouvrier, si les progrès en matière d'hygiène publique et privée furent indéniables (Kuborn, 1904), les allusions à l'insalubrité et à l'entassement dans les maisons ouvrières, à la souillure des eaux alimentaires, à la malnutrition et à l'alcoolisme foisonnent dans les rapports des commissions médicales provinciales de la fin du siècle<sup>11</sup>.

En Wallonie, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, on vit en moyenne plus vieux dans les campagnes (tableau 23). Dans les communes rurales, l'espérance de vie à la naissance est de 52,5 ans en 1890, alors que la moyenne de la Wallonie est de 50 ans et celle de la Belgique, de 47 ans (André et Pereira-Roque, 1974). Le record est cependant à mettre à l'actif de l'arrondissement de Philippeville, où la durée de vie moyenne est de 56 ans en 1890, soit un niveau qui ne sera atteint qu'entre 1920 et 1930 pour la moyenne de la Belgique (Debuisson et al., 2000). Avec une espérance de vie à la naissance de 54 ans, l'arrondissement de Thuin est à peine en reste. Ceci souligne non seulement l'avance prise par cette région de l'Entre-Sambre-et-Meuse dans le cadre de la transition de la mortalité<sup>12</sup>, mais aussi l'hétérogénéité des comportements démographiques dans des milieux ruraux demeurés plus ou moins à l'écart de l'industrialisation et de l'urbanisation massives du siècle dernier.

L'espérance de vie à la naissance dans les cités industrielles wallonnes (47 ans) est de 5 années inférieure à la moyenne des communes rurales. La situation est plus favorable dans le bassin industriel de Charleroi ( $e_0 = 48$  ans) que dans son homologue liégeois ( $e_0 = 45$  ans) et surtout que dans les bassins en aval de Liège ( $e_0 = 43$  ans). On relève également des écarts significatifs entre les différents milieux urbains : l'espérance de vie à la naissance des cités industrielles est supérieure à celle des villes traditionnelles, telles que Namur ou Tournai ( $e_0 = 45$  ans), et des grands centres urbains tels que Liège ( $e_0 = 44$  ans) ou Bruxelles ( $e_0 = 38$  ans). C. Jacquart (1903) est l'un des rares auteurs contemporains à constater que les cités industrielles avaient une mortalité inférieure à celle des villes traditionnelles. En expliquant cette

11 *Rapports des Commissions médicales provinciales sur leurs travaux pendant l'année 1889, 1890, 1891 et 1892*, Bruxelles.

12 Rappelons que la transition de la fécondité s'est également amorcée dans cette région avec plusieurs décennies d'avance sur le reste de la Wallonie.





différence, il fournit probablement la clé du problème et de la persistance de la surmortalité urbaine :

« [...] plus une population est agglomérée, plus les chances de contagion des maladies sont naturellement grandes, plus aussi les conditions de logement et en général de salubrité sont défectueuses » (Jacquart, 1903, p. 78).

Tableau 23. Quelques indices de mortalité selon le milieu d'habitat et la taille des communes en Wallonie (1889-1892)

Milieu d'habitat	Espérance de vie à la naissance (années)			Quotient de mortalité infantile (entre 0 et 1 an) (‰)			Quotient de mortalité juvénile (entre 1 et 5 ans) (‰)		
	Ho.	Fe.	Total	Ho.	Fe.	Total	Ho.	Fe.	Total
Cités industrielles de Charleroi	45,5	50,5	47,9	170	127	149	92	89	90
Cités industrielles du Borinage-Centre	44,7	50,8	47,5	152	111	131	112	105	109
Cités industrielles de Liège	43,3	47,7	45,4	167	140	154	119	108	113
<b>Total cités industrielles</b>	<b>44,7</b>	<b>49,9</b>	<b>47,2</b>	<b>164</b>	<b>125</b>	<b>145</b>	<b>105</b>	<b>99</b>	<b>102</b>
<b>Vieilles villes</b>	<b>42,5</b>	<b>47,3</b>	<b>44,9</b>	<b>167</b>	<b>141</b>	<b>154</b>	<b>119</b>	<b>114</b>	<b>116</b>
Bruxelles	34,8	41,2	38,0	248	206	227	171	170	170
Liège	40,8	47,5	44,0	199	155	178	118	110	114
Arrondissement Nivelles	49,8	51,9	50,8	138	107	123	82	79	80
Arrondissement Thuin	52,3	55,2	53,7	122	97	110	54	63	58
Arrondissement Namur (- Namur ville)	51,3	53,4	52,3	135	110	123	67	64	66
Arrondissement Philippeville	55,5	56,7	56,1	108	88	98	43	44	43
<b>Total arrondissements</b>	<b>51,4</b>	<b>53,6</b>	<b>52,5</b>	<b>131</b>	<b>104</b>	<b>118</b>	<b>67</b>	<b>67</b>	<b>67</b>
<b>&lt; 5 000 habitants</b>	<b>50,9</b>	<b>53,3</b>	<b>52,0</b>	<b>138</b>	<b>112</b>	<b>125</b>	<b>68</b>	<b>65</b>	<b>67</b>
5 000-10 000 habitants	48,8	52,2	50,2	147	120	135	77	72	75
10 000-20 000 habitants	45,7	50,8	48,7	156	117	135	99	95	97
20 000-50 000 habitants	42,1	47,1	44,6	176	145	166	119	111	109
<b>Total Wallonie</b>	<b>48,6</b>	<b>52,0</b>	<b>50,2</b>	<b>149</b>	<b>119</b>	<b>134</b>	<b>79</b>	<b>76</b>	<b>78</b>

B.S. Rowntree (1910, p. 73) constate également que

« Le fait que la population industrielle est éparpillée sur une grande étendue au lieu d’être concentrée dans quelques grandes villes a une influence considérable sur la vie des travailleurs. Beaucoup de ceux-ci peuvent cultiver un jardin

et, si nombre de maisons sont pauvres et petites, les habitants ne sont pas entassés dans des taudis ».

Les chiffres confirment ces témoignages. Le nombre moyen d'individus par « maison habitable » traduit une opposition assez nette entre les villes traditionnelles et les localités industrielles. D'après le recensement de la population de 1890, cet indice est de 6 habitants à Tournai, de 7,9 à Liège, de 8,7 à Namur et de 11 à Verviers. Pour les cités industrielles, l'indice est de 4,4 habitants à Jumet, de 4,7 à Châtelet et de 5,1 à Charleroi.

Tableau 23 (suite).

Milieu d'habitat	Quotient de mortalité (entre 15 et 40 ans) (‰)			Quotient de mortalité (entre 40 et 60 ans) (‰)		
	Ho.	Fe.	Total	Ho.	Fe.	Total
Cités industrielles de Charleroi	159	158	158	335	240	291
Cités industrielles du Borinage-Centre	165	169	167	352	226	292
Cités industrielles de Liège	181	168	175	363	257	314
<b>Total cités industrielles</b>	<b>166</b>	<b>163</b>	<b>165</b>	<b>347</b>	<b>240</b>	<b>297</b>
<b>Vieilles villes</b>	<b>192</b>	<b>169</b>	<b>180</b>	<b>408</b>	<b>261</b>	<b>333</b>
Bruxelles	235	175	204	487	271	374
Liège	204	164	183	415	257	336
Arrondissement Nivelles	159	170	164	261	233	246
Arrondissement Thuin	168	153	160	266	197	232
Arrondissement Namur (- Namur ville)	150	213	182	270	180	225
Arrondissement Philippeville	143	137	140	214	247	231
<b>Total arrondissements</b>	<b>156</b>	<b>176</b>	<b>166</b>	<b>259</b>	<b>210</b>	<b>234</b>
<b>&lt; 5 000 habitants</b>	<b>151</b>	<b>162</b>	<b>157</b>	<b>260</b>	<b>216</b>	<b>237</b>
5 000-10 000 habitants	162	159	162	290	224	259
10 000-20 000 habitants	165	163	164	339	228	284
20 000-50 000 habitants	186	170	176	401	268	348
<b>Total Wallonie</b>	<b>161</b>	<b>162</b>	<b>162</b>	<b>294</b>	<b>226</b>	<b>261</b>

En définitive, la hausse de la mortalité serait davantage liée à l'urbanisation, définie comme un processus de concentration de la population dans un espace délimité (Eggerickx, 1994), plutôt qu'à l'industrialisation proprement dite. Quant au niveau de la mortalité, il pourrait être directement fonction de la densité de population, de « l'ancienneté » de la

localité urbaine et, par extension, de sa vétusté (Eggerickx et Debuissou, 1990). Car la ville, au sens strict du terme, porte en elle les germes de la surmortalité. Hormis les cas spécifiques de Bruxelles et de Liège, ce sont les villes alanguies de taille moyenne, à densité élevée de population, qui se distinguent à la fin du 19<sup>e</sup> siècle par les espérances de vie les plus faibles. Pour E. Wrigley (1969, p. 174),

« Partout où se dressaient de grandes cités, elles avaient des zones de taudis surpeuplés où l'entassement des familles favorisait la propagation de maladies comme la tuberculose et exposait les enfants et la jeunesse à toute une série de contagions [...] ».

### 4.3. Les différences de mortalité selon l'âge et le sexe

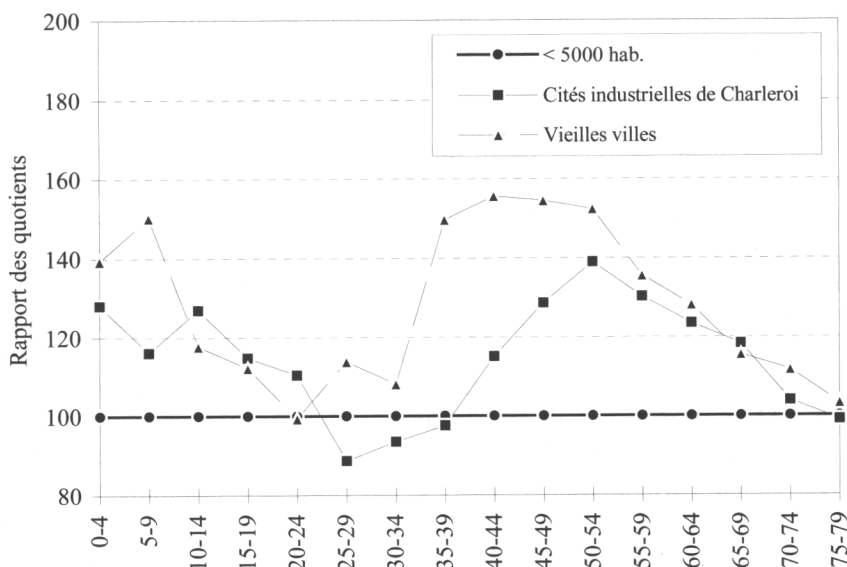
A quels âges se traduisent les inégalités devant la mort selon le milieu d'habitat ? En attribuant l'indice 100 aux quotients de mortalité des communes rurales de moins de 5 000 habitants, on remarque que les « dangers » de la vie urbaine se manifestent surtout en deçà de 15 ans et au-delà de 40 ans (figure 55 et tableau 24).

Dans l'absolu, en écartant les personnes âgées de plus de 60 ans, le risque de mourir est le plus élevé, dans tous les milieux d'habitat, pour les enfants de moins d'un an. A la fin du siècle, il varie de 125 % dans les communes rurales de moins de 5 000 habitants à 154 % dans les vieilles villes, en passant par 145 % dans les cités industrielles (tableau 23). Ces quotients de mortalité infantile n'ont rien d'exceptionnel dans le contexte belge de l'époque<sup>13</sup> (Eggerickx et Tabutin, 1994). En revanche, à Bruxelles, près d'un enfant sur quatre ne survivait pas à son premier anniversaire, un rapport équivalent à celui qui prévalait déjà en 1825 dans la capitale (Quetelet, 1826). D'une manière générale, la mortalité infantile n'a guère évolué en Belgique avant la fin du 19<sup>e</sup> siècle (Poulain et Tabutin, 1980 ; Masuy-Stroobant et Poulain, 1983). Pourtant, quelques exemples montrent que la mortalité infantile aurait amorcé son mouvement de baisse dans les localités industrielles au cours du dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle. C'est le cas notamment à Grivegnée et à Seraing, dans la banlieue industrielle de Liège (Oris, 1998), tout comme à Châtelet, dans le bassin industriel de Charleroi (Eggerickx et Poulain, 1998). Pourtant, à Herstal et dans les bassins indus

13 En 1890, le quotient de mortalité infantile de la population de l'ensemble de la Belgique était de 170 % (Poulain et Tabutin, 1977). A la même date, le risque de mourir avant un an approchait 190 % en Flandre et 140 % en Wallonie (Eggerickx et Tabutin, 1994).

triels en aval de Liège, aucune trace d'un déclin significatif de la mortalité infantile n'apparaît avant le début du 20<sup>e</sup> siècle (Leboutte, 1988).

Figure 55. Les rapports des quotients de mortalité par âge dans quelques milieux d'habitat wallons en 1889-1892 : les deux sexes réunis  
(communes de moins de 5 000 hab. = base 100)



Si l'intensité de la mortalité infantile était au centre de toutes les préoccupations, c'est pourtant au niveau de la mortalité juvénile (1 à 5 ans) que les contrastes entre les milieux urbains et les campagnes se faisaient le plus cruellement sentir. Quoi d'étonnant puisque la mortalité entre 1 et 5 ans constitue à priori un meilleur indice des conditions d'hygiène et de salubrité que la mortalité infantile (Perrenoud, 1975), car « [...] les nourrissons bénéficient pendant un temps de l'immunité maternelle puis des anticorps de la mère grâce à l'allaitement » (Bourdelaïs et Demonet, 1996). Les enfants de 1 à 5 ans sont, et de loin, les plus vulnérables à la vie urbaine proprement dite. Le risque de mourir entre 1 et 5 ans à Bruxelles est 2,5 fois plus élevé que dans les communes rurales de moins de 5 000 habitants. A Liège et dans les vieilles villes wallonnes, le facteur multiplicateur est de 1,7 et dans les cités industrielles, de 1,5. Ceci confirmerait, qu'à la fin du siècle au moins, les cités industrielles étaient un peu moins insalubres que les centres urbains

traditionnels. Il n'empêche que les maladies infectieuses, comme la rougeole, la scarlatine, la coqueluche, les entérites et les diarrhées, ont trouvé dans ces milieux agglomérés des conditions propices à leur développement (Masuy-Stroobant et Poulain, 1983).

Pour la plupart des groupes d'âges, le risque de mourir est généralement moins grand dans les cités industrielles que dans les villes traditionnelles. Seule exception, les jeunes âgés de 10 à 25 ans, pour lesquels on déplore une surmortalité dans les milieux industriels. Moins expérimentés et plus imprudents (Guignet, 1988 ; Leboutte, 1988), soumis à des conditions de travail affligeantes (Neuville, 1976), les jeunes sont des victimes directes du travail industriel.

En revanche, entre 25 et 40 ans, on observe, même par rapport aux campagnes, une sous-mortalité dans les cités industrielles. Celle-ci, assez inattendue dans un contexte d'industrialisation massive, pourrait s'expliquer par un effet de sélection, le travail au fond de la mine, dans les verreries ou les laminoirs exigeant à la fois robustesse et endurance physique pour exercer des tâches qui, malgré la mécanisation de plus en plus poussée, restaient pénibles. On objectera cependant que cette sous-mortalité relative à ces âges adultes concerne autant, sinon davantage, les femmes que les hommes (figure 56), et se prolonge de façon plus significative encore jusqu'à 40 ans. Or, dans les milieux d'industrie lourde, les taux d'activité des femmes mariées étaient particulièrement bas<sup>14</sup> et ont diminué constamment depuis au moins 1866 (Yernaux, 1964). A moins qu'en pleine période de limitation des naissances, une contraception plus efficace et plus radicale dans les milieux industriels, par espacement des naissances et/ou par une stratégie d'arrêt de la procréation bien avant la fin de la période féconde, ait permis d'atténuer les risques liés à la maternité ? Dans le même ordre d'idées, peut-on supposer que, dans les milieux industriels, les conditions sanitaires d'accouchement étaient meilleures que celles pratiquées dans les villes traditionnelles ou dans les campagnes, en cette fin de siècle ? Ces hypothèses restent bien sûr à confirmer.

14 Dans l'*Enquête sur la condition des classes ouvrières* de 1843, (1846, t. II, p. 227), on peut lire :

« Il est excessivement rare de voir travailler les femmes mariées, non seulement dans l'intérieur des mines, mais même à la surface ; aussi sont-elles presque toutes âgées de moins de vingt-quatre ans. La seule raison que l'on puisse donner de ce fait, c'est que l'état de grossesse d'abord, et ensuite les soins assidus et multipliés que réclament les enfants en bas âge ne permettent plus aux femmes de se livrer à des occupations pénibles [...] ».

Au-delà de 40 ans, la surmortalité dans les cités industrielles, par rapport au standard rural, réapparaît et s'intensifie, surtout du côté masculin (figure 56). Elle atteint son paroxysme entre 50 et 60 ans, lorsque le risque de décéder dans le bassin industriel carolorégien est, pour les hommes, de 40 % supérieur à celui rencontré dans les campagnes. Épuisé, usé avant l'âge, le mineur paye vraisemblablement à ces âges le prix des efforts démesurés consentis dès l'enfance (Oris, 1998). Selon le Dr De Camps (1890, p. 186), résumant les résultats de l'enquête ouvrière de 1886,

« D'autres industries, la métallurgie par exemple, ne sont pas nuisibles par elles-mêmes, mais réclament un déploiement de force exagéré, et engendrent des maladies pulmonaires, ainsi que des déformations physiques. Ainsi les travailleurs ne font généralement pas de vieux jours, à soixante ans, même à cinquante-cinq, l'incapacité de travail, la caducité, la décrépitude les atteint ».

Mais il n'en demeure pas moins que c'est dans les villes traditionnelles que les risques de mourir aux âges adultes demeurent les plus dramatiquement élevés.

Le sexe apparaît également comme une variable particulièrement discriminante. En 1890, quel que soit le milieu d'habitat, les hommes ont une espérance de vie inférieure à celle des femmes. Mais la différence entre les deux sexes varie sensiblement selon le milieu d'habitat. Ainsi, si pour les communes de moins de 5 000 habitants, la différence n'est que de 2,4 ans, elle atteint 5 ans dans les vieilles villes et les cités industrielles et grimpe à plus de 6 ans dans les grandes villes de Liège et de Bruxelles (tableau 23). Cette surmortalité masculine apparaît essentiellement à partir de 35 ans, et davantage en ville et dans les milieux industriels qu'à la campagne (figure 57). Si les hommes étaient davantage exposés aux risques d'accidents de travail, à l'insalubrité du lieu de travail et aux conditions de travail souvent déplorables, la plupart des contemporains justifient cette « vulnérabilité » masculine par les abus de l'alcool. Selon G. Cauderlier (1910, p. 274),

« En 1851-1853, la mortalité féminine était, jusqu'à l'âge de 40 ans, sensiblement supérieure à la mortalité masculine, et inférieure à partir de l'âge de 45 ans. Depuis, ces deux mortalités ont beaucoup baissé, mais grâce probablement aux progrès de l'hygiène qui ont amélioré la condition des femmes, et aux progrès de l'alcoolisme qui ont empiré celle des hommes, la mortalité féminine a baissé beaucoup plus que la masculine [...] ».

Enfin, entre 5 et 20 ans, et parfois au-delà dans les campagnes, apparaît une surmortalité féminine bien connue dans l'Europe occidentale du 19<sup>e</sup> siècle (Tabutin, 1978 ; Poulain et Tabutin, 1981 ; Eggerickx et Tabutin,

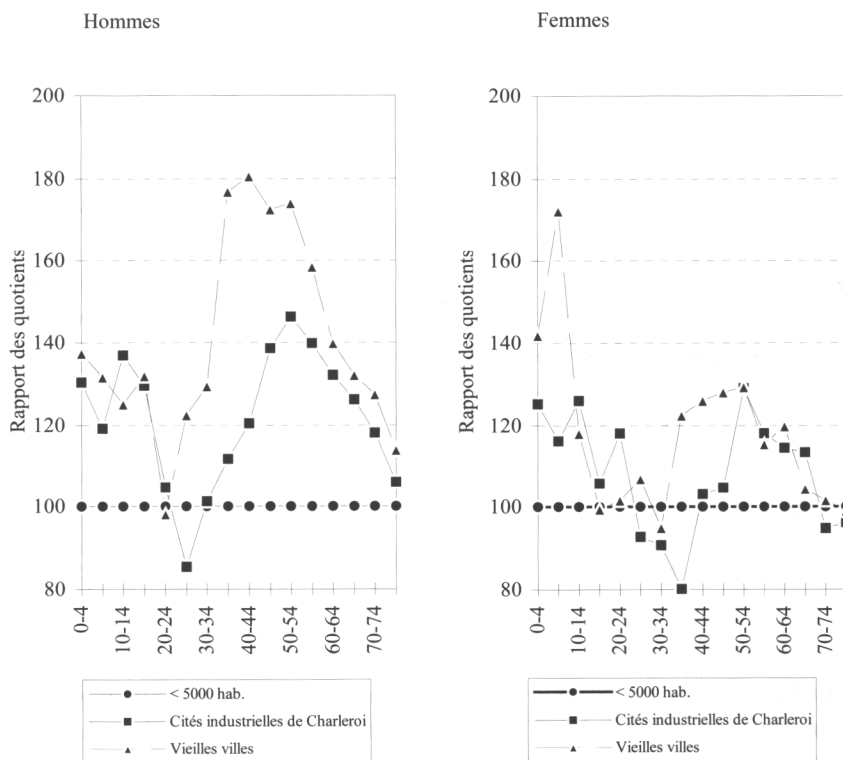


1994 ; Tabutin et Willems, 1996). Ce phénomène s’expliquerait d’abord par une plus grande vulnérabilité des filles aux maladies infectieuses et parasitaires, et ensuite par les risques encourus par les jeunes femmes lors de maternités à répétition. L’explication de cette surmortalité féminine relèverait donc essentiellement du problème de la condition de la femme dans la société d’hier et plus précisément des discriminations dont elle faisait l’objet en matière d’alimentation, d’hygiène, de soins de santé, d’instruction ou encore de conditions de travail (Tabutin et Willems, 1996). Mais si l’inégalité devant la mort, entre les garçons et les filles, semble globalement plus importante à la campagne, cela ne signifie pas que la mortalité des filles y est plus élevée qu’en milieu urbain. Au contraire, les variations de la surmortalité féminine entre les milieux d’habitat sont surtout liées aux inégalités de mortalité entre les garçons (figure 57 et tableau 24), lesquelles pourraient s’expliquer, tout au moins dans les milieux industriels, par la « suractivité » des jeunes garçons au fond des mines, dans les verreries et les métallurgies, et ses effets pernicieux sur la santé (Eggerickx et Tabutin, 1994).

Tableau 24. Les quotients de mortalité selon l'âge et le sexe pour quelques milieux d'habitat de la Wallonie en 1889-1892

Groupe d'âges	Communes de moins de 5 000 habitants			Communes industrielles de Charleroi			Vieilles villes		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0	0,138	0,112	0,125	0,170	0,127	0,149	0,167	0,141	0,154
1-4	0,068	0,065	0,067	0,092	0,089	0,090	0,119	0,114	0,116
5-9	0,019	0,020	0,020	0,023	0,023	0,023	0,025	0,035	0,030
10-14	0,013	0,016	0,015	0,018	0,020	0,019	0,016	0,018	0,017
15-19	0,022	0,026	0,025	0,029	0,028	0,028	0,029	0,026	0,028
20-24	0,034	0,031	0,033	0,036	0,037	0,036	0,033	0,032	0,033
25-29	0,034	0,035	0,035	0,029	0,032	0,031	0,041	0,037	0,039
30-34	0,035	0,046	0,041	0,036	0,041	0,038	0,046	0,043	0,044
35-39	0,040	0,040	0,040	0,045	0,032	0,039	0,070	0,049	0,059
40-44	0,052	0,045	0,048	0,063	0,047	0,055	0,094	0,057	0,075
45-49	0,060	0,047	0,052	0,083	0,049	0,067	0,103	0,060	0,081
50-54	0,078	0,061	0,070	0,114	0,079	0,097	0,135	0,079	0,106
55-59	0,107	0,089	0,098	0,149	0,105	0,128	0,169	0,102	0,133
60-64	0,158	0,129	0,144	0,208	0,148	0,177	0,221	0,155	0,184
65-69	0,229	0,203	0,218	0,289	0,230	0,257	0,303	0,211	0,251
70-74	0,344	0,313	0,331	0,407	0,297	0,344	0,439	0,318	0,370
75-79	0,486	0,448	0,471	0,515	0,431	0,466	0,554	0,444	0,486

Figure 56. Les rapports des quotients de mortalité par âge et par sexe dans quelques milieux d'habitat wallons en 1889-1892 : (communes de moins de 5 000 hab. = base 100)

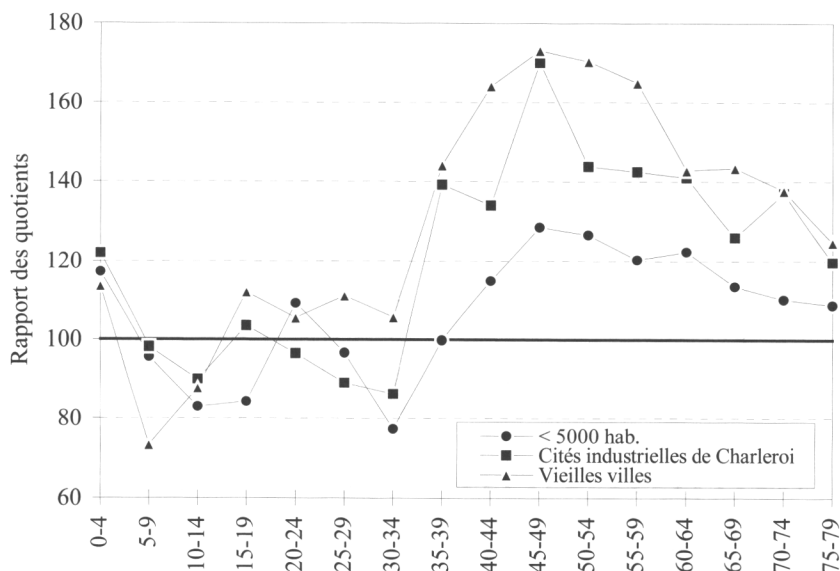


## 5. Conclusion

Les courbes retraçant l'évolution du taux brut de mortalité de 1831 à 1910 mettent en évidence la surmortalité namuroise, alors que les taux de mortalité dans les cités industrielles de la région de Charleroi se conforment plus ou moins à ceux de la moyenne de la Wallonie et ne sont pas plus élevés que ceux relevés dans les campagnes hesbignonnes. En revanche, les taux de mortalité dans les campagnes condruzienne et de Fagne-Thiérache sont, tout au long de la période considérée, largement inférieurs à ceux de la moyenne régionale.



Figure 57. Les rapports de masculinité des quotients par âge dans quelques milieux d'habitat wallons en 1889-1892 :  $(qm/qq)*100$



Le niveau relativement modéré de la mortalité dans les cités industrielles carolorégiennes cadre mal avec l'image mortifère habituellement associée aux bassins industriels. D'ailleurs, les taux de mortalité dans le bassin industriel de Charleroi sont systématiquement inférieurs à ceux qui caractérisent ses homologues liégeois. Il n'empêche, entre 1845 et 1860, on observe une hausse brutale du niveau de la mortalité qui coïncide avec une phase de croissance démographique très rapide des cités industrielles de la région de Charleroi. Celles-ci attirent sans relâche une population chassée des campagnes par les crises alimentaires et agricoles de la moitié du siècle et qui vient s'entasser dans des lieux où les capacités d'accueil et de logement sont très vite saturées. Promiscuité, insalubrité, absence d'hygiène et sous-alimentation règnent en maître et créent des conditions propices à la diffusion des affections contagieuses. On en veut pour preuve la vulnérabilité de la population de ces milieux industriels aux poussées épisodiques mais meurtrières des épidémies de choléra, de typhus et de variole.

A partir des années 1870-1875, la mortalité diminue dans tous les milieux d'habitat. Vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, si la surmortalité urbaine est

toujours présente et si on vit toujours en moyenne plus vieux dans les campagnes, les cités industrielles carolorégiennes ne sont pas les milieux où la mort moissonne le plus largement. Vers 1890, l'espérance de vie à la naissance y est plus élevée que dans le bassin industriel liégeois, dans les vieilles villes et dans les métropoles liégeoise et bruxelloise. Selon l'âge et si l'on prend pour référence les niveaux de mortalité en milieu rural, les cités industrielles de la région de Charleroi se distinguent par une sous-mortalité entre 25 et 40 ans. Les capacités physiques exigées pour supporter le travail dans les mines, les métallurgies ou les verreries, les taux d'activité relativement faibles des femmes mariées et, pourquoi pas, une contraception mieux maîtrisée et de meilleures conditions d'accouchement pourraient expliquer cette relative sous-mortalité entre 25 et 40 ans des hommes et des femmes des milieux industriels. Par ailleurs, l'imprudence et l'inexpérience des jeunes travailleurs et la déchéance physique qui commence très tôt à les ronger pourraient expliquer la surmortalité observée chez les ouvriers industriels entre 10 et 25 ans et après 40 ans. Tout ceci n'est qu'hypothèses et mériterait d'être plus amplement vérifiées dans une étude détaillée sur les déterminants de la mortalité selon les milieux d'habitat au siècle dernier.





## ***Chapitre 5. De l'intensité croissante de la mobilité à son rôle autorégulateur***

D'une manière générale, la migration est un phénomène démographique mal connu au 19<sup>e</sup> siècle, en raison de la parcimonie et de la mauvaise qualité des informations disponibles (Jackson et Moch, 1989 ; Hélin, 1990).

Dans la plupart des études qui abordent ce thème, les seules statistiques utilisées concernent les bilans migratoires et/ou les proportions de natifs et de non-natifs. Or, les bilans migratoires, s'ils nous renseignent sur la contribution ou « l'efficacité » de la migration au peuplement des unités spatiales considérées, occultent une large part de la réalité du phénomène, de l'intensité des flux d'entrées et de sorties, de la composition et du renouvellement des populations impliquées. Quant aux proportions de natifs et de non-natifs, elles sont calculées par comparaison du lieu de naissance et du lieu de résidence au moment du recensement. Le natif est la personne recensée dans l'unité administrative où elle est née alors que le non-natif est né dans une autre unité administrative que celle où il est recensé. Cette question sur le lieu de naissance est, dans le temps comme dans l'espace, celle qui fut la plus utilisée pour mesurer la mobilité spatiale (Eggerickx, 1995b ; Eggerickx et al., 2000). Depuis le premier recensement élaboré par A. Quetelet en 1830, le lieu de naissance est une variable clé, indispensable à l'identification des individus. Elle fixe la commune qui attestera de la naissance de l'intéressé. Mais la disponibilité dans le temps et dans l'espace de ces statistiques de natifs et de non-natifs ne doit pas occulter leurs biais pour l'étude de la mobilité spatiale. Tout d'abord, elles concernent des individus et non des mouvements, des migrants et non des migrations. Ensuite, hormis l'ignorance des migrations multiples et des allers-retours au lieu de



naissance<sup>1</sup>, l'absence de période de référence identique pour tous constitue le principal écueil de cette information. La période d'observation varie d'une personne à l'autre. Le groupe des non-natifs peut inclure aussi bien des migrants récents que des personnes installées dans leur commune de résidence depuis plusieurs décennies.

Les registres de population constituent la source de données la plus performante pour l'étude des mouvements migratoires, de leur intensité, de leur composition selon l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la composition des ménages, la profession, ou encore de leur origine et de leur destination, mais la plupart des études qui y ont recours ne peuvent en dégager que des informations très localisées et couvrant de courtes périodes d'observation (Hochstadt, 1981). Comme toute médaille a son revers, à la grande précision des résultats se mêle une possibilité de généralisation réduite.

Enfin, la mobilité n'a été que très rarement considérée comme une composante intégrante du système démographique, dans ses relations avec les autres paramètres que sont la fécondité, la nuptialité, la mortalité ou même les structures de la population, et dans son rôle de régulateur démographique. Comme le constatait A. Perrenoud (1994, p. 1), lors du colloque de La Plagne sur les « systèmes démographiques occidentaux du passé », *« [...] il faut s'interroger sur le rôle de la micro-mobilité dans la régulation démographique. C'est une vieille et importante question qui n'a encore reçu que des réponses partielles »*.

Nous n'avons pas ici la prétention de combler ces vides, mais simplement d'apporter quelques éléments de réponses à certaines questions en suspens. Grâce aux statistiques annuelles d'entrées et de sorties par commune, nous pouvons mesurer pour chaque milieu d'habitat l'intensité de la mobilité, de l'immigration et de l'émigration et leurs évolutions respectives de 1840 à 1910. Ces données seront enrichies par les statistiques de natifs et de non-natifs produites à chaque recensement pour chaque commune. Enfin, à partir des registres d'entrées de la commune de Châtelet, couvrant la période 1856-1870, nous pourrions caractériser selon le lieu d'origine, la profession, le sexe, l'âge, l'état civil près de 7 000 migrants constituant environ 2 700 ménages. Bien sûr, nous n'aborderons qu'un type de migrations, celles qui donnent lieu à un changement de résidence avec inscription dans le registre de population de la commune d'accueil et radiation dans celui de la commune de départ. Les déplacements temporaires, tels que les migrations saisonnières, ou les « mouvements pendulaires » entre le domicile et le lieu de

<sup>1</sup> Ainsi, tout non-natif est un migrant alors que le natif n'est pas nécessairement un sédentaire.



travail, ne pourront être abordés. En outre, il est pratiquement impossible de suivre dans le détail les mouvements migratoires ; les flux et les reflux sont incessants, se croisent et s'entrecroisent. Les étapes peuvent être nombreuses dans le cheminement migratoire, mais parfois elles sont brûlées et le campagnard court en droite ligne vers la ville ou vers les cités industrielles. Il est souvent difficile de retracer le cheminement migratoire des individus et des familles, et par-là même de comprendre les éventuelles stratégies mises en œuvre et les causes de la migration.

## 1. Un monde de plus en plus mobile

### 1.1. De nombreux changements de résidence

Le taux de mobilité nous fournit une information sur l'intensité des migrations, définies comme un changement de commune de résidence, la mobilité intracommunale n'étant pas prise en compte<sup>2</sup>. Une première constatation s'impose. Quel que soit le milieu d'habitat, la migration est un événement démographique généralement beaucoup plus fréquent que la naissance ou la mort. Ainsi, entre 1900 et 1905 par exemple, près de 570 000 migrations ont été comptabilisées dans le centre de la Wallonie pour 140 000 naissances et décès. Dans les cités industrielles, au cours de la même période quinquennale, le nombre de migrations est 5,5 fois plus élevé que celui des naissances et des décès. A Namur, ce rapport est de 4,8 et dans les petites villes, de 3,6. Dans les zones rurales, il est de 3 en Condroz et Fagne-Thiérache et de 2,3 en Hesbaye.

2 Le taux de mobilité rapporte le nombre total de migrations (immigrations et émigrations) à la population totale de la commune d'accueil, à mi-période. Cet indice ne se réfère pas aux migrations entre les milieux d'habitat, chacun défini comme un tout, mais aux mouvements migratoires recensés par rapport à chacune des communes correspondant à chaque milieu d'habitat. Ne disposant pas d'information sur les origines-destinations, il n'est pas possible d'estimer le volume des échanges migratoires entre les communes constituant chacun des milieux d'habitat. Enfin, si le taux d'émigration se réfère bien à la population soumise au risque d'émigrer, le taux d'immigration est un indice hybride qui se rapporte à la population qui accueille l'immigration et non à celle qui la produit. De plus, le taux de mobilité calculé de la sorte peut être biaisé par la superficie de la commune ou ses capacités en logement. En effet, plus une commune est petite, plus la probabilité de changer de commune lors d'un changement de logement est grande.



Durant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, l'intensité migratoire est la plus élevée dans les cités industrielles et à Namur (figure 58 et tableau 25). Les écarts par rapport aux milieux ruraux et aux petites villes sont considérables. Ainsi, par exemple, le taux de mobilité est en moyenne trois fois plus important dans les cités industrielles qu'en Hesbaye, le milieu rural où la mobilité est intrinsèquement la plus faible. Si un taux annuel de 15 % définit une mobilité élevée (Baines, 1994), les indices calculés dans le bassin industriel de Charleroi depuis 1857 dépassent systématiquement ce seuil repère et atteignent même 25 % au début du 20<sup>e</sup> siècle. La mobilité y est donc particulièrement élevée et, dans tous les cas, supérieure à celle qui caractérise Seraing (Pasleau, 1993) et les bassins industriels en aval de Liège (Leboutte, 1988).

Hormis le cas namurois, la hiérarchie entre les milieux d'habitat, selon le niveau de mobilité, est quasiment immuable tout au long de cette seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Cette stabilité est étonnante, comme l'est d'ailleurs le parallélisme des courbes d'évolution du taux de mobilité qui laisserait supposer que, quel que soit le milieu d'habitat, les mêmes causes et les mêmes accidents conjoncturels inhibent ou stimulent de la même manière, mais avec une intensité variable, la propension à migrer<sup>3</sup>.

Détaillons à présent l'évolution du phénomène. A l'exception du cas de la ville de Namur, où la mobilité accuse un net fléchissement entre 1870 et 1890, dans tous les autres milieux d'habitat, la mobilité s'est globalement accrue au cours du 19<sup>e</sup> siècle (figure 58 et tableau 25). L'extension des mobilités, souvent associée aux processus d'urbanisation et d'industrialisation du siècle dernier (Poulain, 1984 ; Deprez et Vandenbroeke, 1989), n'est pas propre à la Wallonie et concerne la plupart des pays du monde occidental (Baines, 1994). Du reste, il ne s'agit pas d'un phénomène original, mais le 19<sup>e</sup> siècle a accéléré la fréquence, la diversité et la complexité des mobilités<sup>4</sup> (Jackson et Moch, 1989 ; Moch, 1992). Le mouvement ne fut cependant pas régulier et plusieurs phases peuvent être distinguées. Bien que l'information fasse défaut entre 1851 et 1856, et même si les données concernant la décennie 1840 peuvent être sujettes à caution<sup>5</sup>,

3 D'ailleurs, les corrélations, calculées entre les évolutions annuelles des taux de mobilité des milieux d'habitat, considérés deux par deux, sont particulièrement significatives ( $r^2 \geq 0,90$ ). Seul le cas de la ville de Namur se détache quelque peu de cette tendance, avec des coefficients de corrélation un peu plus faibles.

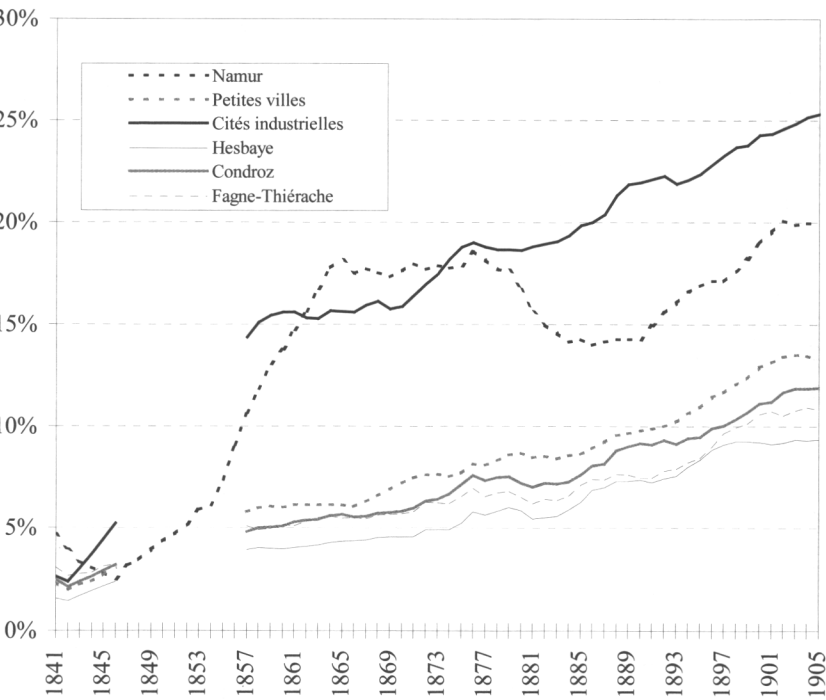
4 Pour une synthèse récente sur les migrations et la mobilité en Europe au 19<sup>e</sup> siècle, on pourra consulter Poussou (1998).

5 Voir chapitre 1, paragraphe 2.1.



des indices démontrent que la mobilité s’est considérablement intensifiée au cours des années 1845-1856, marquées par les crises alimentaires et agricoles. Rappelons que c’est durant cette période que les bassins industriels<sup>6</sup> ont connu leurs taux d’accroissement migratoire les plus élevés, drainant à l’instar de la Capitale et de sa proche banlieue des flux continus d’immigrants en provenance des campagnes (Demain, 1919), alors que la Hesbaye subissait une véritable hémorragie migratoire à destination du Nouveau Monde (Eggerickx, 1987).

Figure 58. L’évolution du taux de mobilité, de 1841 à 1910, dans les milieux d’habitat du centre de la Wallonie (moyenne mobile sur 5 années)



6 A Seraing, on observe une intensification importante de la mobilité entre 1850 et 1856 (Pasleau, 1993).



Tableau 25. L'évolution des taux de mobilité, d'immigration et d'émigration de la population  
des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1841 à 1910

	1841-45	1846-50	1851-55	1856-60	1861-65	1866-70	1871-75	1876-80	1881-85	1886-90	1891-95	1896-00	1901-05	1906-10	Moy.	Ecart- type	Coeff. var.
	1857-1910																
<b>Taux de mobilité</b>																	
Namur	4,7%	2,5%	4,7%	9,0%	14,7%	17,5%	18,0%	18,6%	15,6%	14,0%	15,0%	17,1%	19,6%	19,9%	16,5%	3,0	0,18
Petites villes	2,3%	3,0%		5,7%	6,1%	6,0%	7,5%	8,1%	8,4%	8,9%	9,9%	11,5%	13,1%	13,6%	9,0%	2,7	0,30
Cités industrielles	2,6%	5,2%		13,8%	15,6%	15,6%	16,4%	19,0%	18,8%	20,0%	22,1%	22,8%	24,3%	25,9%	19,6%	3,8	0,19
Hesbaye	1,6%	2,4%		3,9%	4,0%	4,4%	4,6%	5,8%	5,5%	6,8%	7,2%	8,8%	9,1%	9,7%	6,4%	2,1	0,33
Condroz	2,5%	3,2%		4,7%	5,3%	5,5%	6,0%	7,6%	7,0%	8,0%	9,1%	9,9%	11,2%	12,3%	7,9%	2,4	0,30
Fagne-Thiérarche	3,1%	3,2%		5,1%	5,1%	5,5%	5,8%	7,0%	6,2%	7,4%	7,5%	9,0%	10,7%	11,0%	7,3%	2,1	0,29
Centre de la Wallonie	2,4%	3,3%		7,0%	8,0%	8,5%	9,3%	11,1%	10,9%	12,1%	13,5%	14,8%	16,4%	17,5%	11,8%	3,4	0,29
<b>Taux d'immigration</b>																	
Namur	2,4%	1,3%	2,8%	3,8%	6,8%	9,3%	9,0%	9,6%	8,5%	7,6%	7,7%	8,3%	10,0%	9,9%	8,3%	1,7	0,20
Petites villes	1,4%	1,6%		2,6%	2,8%	2,8%	3,7%	4,2%	4,2%	4,4%	4,9%	5,7%	6,6%	6,7%	4,5%	1,4	0,31
Cités industrielles	1,8%	3,2%		7,6%	8,1%	8,3%	8,9%	9,5%	9,7%	10,0%	11,3%	11,8%	12,4%	13,1%	10,1%	1,8	0,18
Hesbaye	0,7%	1,0%		1,6%	1,8%	1,9%	1,9%	2,6%	2,4%	3,0%	3,3%	4,0%	4,3%	4,5%	2,9%	1,1	0,38
Condroz	1,4%	1,4%		2,0%	2,3%	2,4%	2,7%	3,5%	3,2%	3,8%	4,4%	4,8%	5,6%	6,2%	3,7%	1,4	0,38
Fagne-Thiérarche	1,5%	1,5%		2,6%	2,5%	2,4%	2,6%	3,3%	3,0%	3,5%	3,6%	4,4%	5,4%	5,5%	3,5%	1,1	0,31
Centre de la Wallonie	1,3%	1,6%		3,4%	3,9%	4,2%	4,6%	5,4%	5,4%	5,9%	6,7%	7,4%	8,2%	8,7%	5,9%	1,7	0,29
<b>Taux d'émigration</b>																	
Namur	2,3%	1,2%	1,9%	5,2%	8,0%	8,2%	8,9%	9,0%	7,0%	6,4%	7,3%	8,8%	9,6%	10,0%	8,1%	1,5	0,19
Petites villes	1,0%	1,5%		3,1%	3,4%	3,2%	3,7%	3,9%	4,2%	4,5%	4,9%	5,7%	6,5%	6,8%	4,6%	1,3	0,28
Cités industrielles	0,8%	2,1%		6,2%	7,5%	7,3%	7,6%	9,6%	9,2%	10,0%	10,9%	11,0%	11,9%	12,9%	9,5%	2,1	0,22
Hesbaye	0,9%	1,4%		2,3%	2,2%	2,5%	2,7%	3,2%	3,1%	3,8%	4,0%	4,8%	4,8%	5,2%	3,5%	1,1	0,31
Condroz	1,1%	1,8%		2,7%	3,0%	3,1%	3,3%	4,1%	3,8%	4,2%	4,7%	5,1%	5,6%	6,1%	4,2%	1,1	0,26
Fagne-Thiérarche	1,6%	1,7%		2,6%	2,6%	3,1%	3,2%	3,6%	3,2%	3,9%	3,9%	4,6%	5,3%	5,5%	3,8%	1,0	0,26
Centre de la Wallonie	1,1%	1,6%		3,6%	4,1%	4,3%	4,7%	5,7%	5,5%	6,2%	6,8%	7,4%	8,1%	8,8%	6,0%	1,7	0,28

Après 1856, et le retour à une situation économique moins troublée et plus stable, la progression des taux de mobilité est plus lente, avant d'être à nouveau stimulée pendant une courte période qui s'étend de 1870 à 1875. Dopée par les commandes qui affluent de la France et de l'Allemagne, en pleine phase de reconstruction de leur appareil industriel à la suite du conflit qui les opposa, mais également des Etats-Unis avec la construction du chemin de fer, l'industrie lourde de Wallonie vit de belles années. Pour faire face à la demande, l'offre de travail augmente au même titre que les salaires (Gadisseur, 1981) et encourage à nouveau une forte mobilité de la main-d'œuvre. Puis, survient la grande dépression économique des années 1873-1896. Le monde industriel est en crise ; les salaires chutent, le travail se fait plus irrégulier et les licenciements plus nombreux. Les premières années de la crise industrielle coïncident avec une période de stagnation des taux de mobilité (figure 58). Ce ralentissement de la mobilité est observé au même moment dans d'autres cités industrielles, comme Seraing (Pasleau, 1993) ou encore Le Creusot, en France (Bourdelaïs et Demonet, 1993) Mais, dès 1885-1886, ils reprennent une marche ascensionnelle qui ne sera pratiquement plus contrariée jusqu'à la Première Guerre mondiale. Indéniablement, les taux de mobilité fluctuent en fonction des circonstances économiques et des opportunités de travail bien rémunéré. Comme le signale E. Hélin (1990, p. 635), « *Qu'il y ait un synchronisme élémentaire entre hausse de la production, besoins en main-d'œuvre et embauche de salariés [...], personne n'en a jamais douté* ».

Indépendamment des accidents conjoncturels, les migrations, impliquant un changement de commune, se sont multipliées durant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Quelques chiffres afin de fixer l'ampleur du phénomène. En 1860, dans les communes du centre de la Wallonie, on dénombra un peu moins de 37 000 changements de commune. En 1910, leur nombre s'élève à 137 000, soit près de quatre fois plus en un demi-siècle. A cette dernière date, près de 60 % de ces mouvements migratoires concerne les cités industrielles.

## 1.2. Le développement spectaculaire des migrations pendulaires

Parallèlement à ce type de mobilité, les migrations pendulaires ou alternantes, entre le lieu de travail et le domicile, ont connu une expansion extra

ordinaire<sup>7</sup>. Les déplacements des populations ouvrières ont été facilités, depuis 1870, par les abonnements ouvriers ou tickets de semaine délivrés par les chemins de fer belges. La progression du nombre de coupons de semaine vendus depuis 1870 est fulgurante : 14 000 tickets sont délivrés en 1870, 355 000 en 1880, 1 188 000 en 1890, 4 515 000 en 1900 et plus de 6 millions en 1908. La progression est quasi-ininterrompue pendant près de 40 ans et, au début du 20<sup>e</sup> siècle, 90 000 à 100 000 ouvriers voyagent tous les jours sur les lignes de l'Etat (figure 59) (Mahaim, 1910).

Selon E. Nicolaï (1919, p. 30), le développement des moyens et des voies de communication aurait eu un effet décentralisateur. Ils auraient permis de dégorger les centres urbains, mais exerceraient aussi « [...] *une certaine action sur le maintien du séjour à la campagne de nombreuses familles* ». Car en fait, selon les responsables politiques belges de l'époque, ces abonnements devaient

« [...] arracher les populations laborieuses aux habitudes de désordre et de démoralisation qu'elles prennent en venant s'entasser dans les grandes villes ; il fallait favoriser le maintien du home et de la vie de famille à la campagne »<sup>8</sup>.

Or, non seulement, comme nous le verrons par la suite, les objectifs « moralisateurs » n'ont pas été atteints, mais ces migrations pendulaires n'ont pas réussi à juguler les migrations impliquant un changement de résidence. Il n'en demeure pas moins que la croissance économique de la Wallonie, associée au développement rapide du chemin de fer, a généré une société de plus en plus mobile et de plus en plus décloisonnée. Nul doute que le développement prodigieux des migrations alternantes a largement contribué, dans les dernières décennies du 19<sup>e</sup> siècle, à prolétarianiser les campagnes. « [...] *entre Bruxelles et Charleroi, il n'y a pour ainsi dire pas un seul village, qui soit exclusivement agricole, qui ne contienne un noyau, plus ou moins dense, de prolétaires industriels* », écrivait en 1898 E. Vandervelde (p. 3). De même, ces migrations quotidiennes ou hebdomadaires ont pu accélérer la propagation dans les campagnes d'un certain nombre de comportements et d'idées développés dans les milieux urbains et industriels (Pinol, 1991).

7 Sur ce thème des migrations alternantes on consultera l'ouvrage pionnier de E. Mahaim (1910) et les travaux plus récents de P. Deprez et C. Vandenbroeke (1989) et surtout de S. Pasleau (1995b).

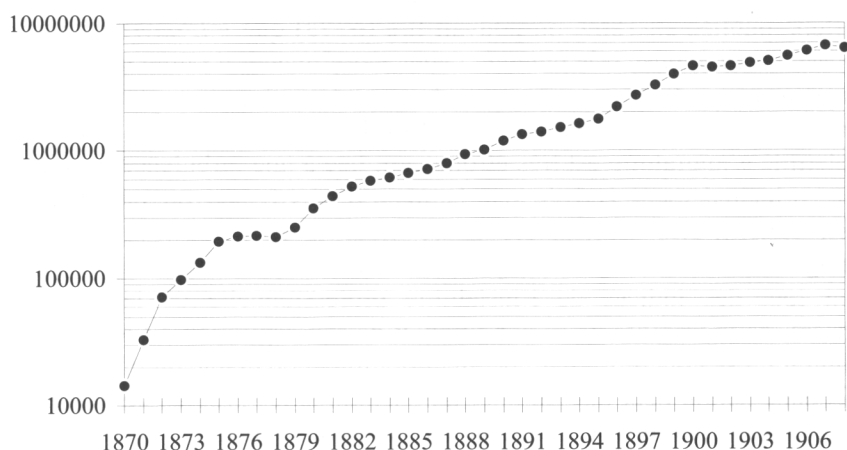
8 Discours prononcé par K. de Lettenhove à la Chambre des Représentants, séance du 21 avril 1869. Cité par E. Mahaim (1910, p. 6).



## 2. Quand l'émigration semble créer l'immigration... et inversement !

Le 19<sup>e</sup> siècle est incontestablement celui du développement de la mobilité, du mouvement des campagnes vers les centres urbains et les cités industrielles et des déplacements inter-continentaux qui ont emporté des millions d'Européens vers le nouveau monde. Mais la réalité du phénomène est beaucoup plus complexe que ne laisse supposer cette simple opposition entre zones attractives et zones répulsives.

Figure 59. L'évolution du nombre de tickets de semaine délivrés par les chemins de fer belges de 1870 à 1908



Source : Mahaim, 1910.

### 2.1. Immigration et émigration : un couple indissociablement lié

#### 2.1.1. La turbulence migratoire des cités industrielles

Considérons les composantes de la mobilité, à savoir, l'immigration et l'émigration (figure 60 et tableau 26). Au siècle dernier, dans le contexte du centre de la Wallonie, l'intensité des mouvements migratoires est la plus

forte dans les cités industrielles. Cette observation concerne autant l'immigration que l'émigration. En d'autres termes, les cités industrielles constituent les principaux pôles d'immigration et d'émigration. Il ne s'agit pas du milieu le plus répulsif, mais certainement de celui où la population est la plus instable. Selon R. Leboutte (1995a), les variations de salaire d'une entreprise à l'autre, les possibilités d'ascension sociale, des conditions de travail meilleures ou des périodes de chômage suffisent à expliquer cette « turbulence » migratoire qui caractérise les bassins industriels (Hélin, 1990 ; Baines, 1994).

A partir de l'analyse de 1170 livrets ouvriers délivrés par les charbonnages du bassin industriel de Charleroi et observés de 1851 à 1930, R. Leboutte (1995a) a pu démontrer qu'en moyenne, un ouvrier a changé 18 fois de lieu de travail au cours de sa vie. Dans l'enquête sur la situation des ouvriers, publiée en 1869, on pouvait lire (p. 73) que « *L'ouvrier charbonnier est, de sa nature, très nomade : sans motif aucun, il quitte une exploitation pour se rendre dans une autre. Le grand nombre reste à peine trois à quatre mois au même établissement* » (Résultats de l'enquête..., 1869). Cette « volatilité » migratoire est très étroitement liée à une turbulence professionnelle, principalement activée par la main-d'œuvre peu ou pas qualifiée<sup>9</sup> (Oris, 1995b). Les niveaux élevés de mobilité et la croissance des taux d'émigration et d'immigration, qui caractérisent les milieux industriels, sont avant tout des indices de l'instabilité professionnelle de la population ouvrière, de la fragilité de sa condition et de son aspiration à l'améliorer. Si la migration se concrétise par une amélioration appréciable du niveau de vie, la sédentarisation peut être au bout du chemin, si les progrès ne sont pas au rendez-vous, l'immigrant restera alors un émigrant potentiel.

Comme nous le démontrerons par la suite, cette turbulence migratoire (transiency) s'effectue sur de petites distances, entre entreprises, et concerne essentiellement des échanges internes au bassin industriel<sup>10</sup>.

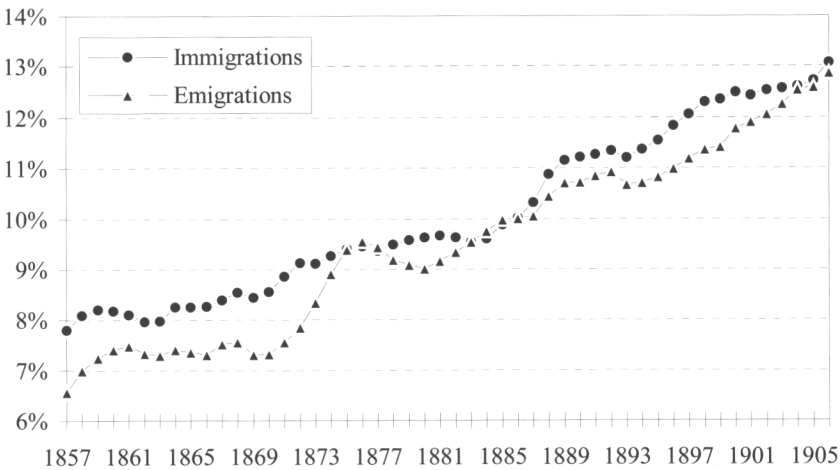
9 Selon J.-L. Pinol (1991, p. 154), « [...] les travailleurs non qualifiés sont moins stables que les ouvriers qualifiés et beaucoup moins que les non-manuels ».

10 Voir interne à une même commune. Cette mobilité interne ne peut être mesurée ici. Constatons néanmoins, à titre d'exemple, que les taux de mobilité, tels que nous les avons définis, sont au siècle dernier deux fois plus élevés à Lodelinsart, commune de petite taille, qu'à Jumet, commune de plus grande taille. Compte tenu du profil socio-économique relativement identique de ces deux communes industrielles situées à proximité l'une de l'autre, seule leur taille respective, et par extension l'impact de la distance sur la mobilité – on migre surtout sur de petites distances –, permet d'expliquer ces taux de mobilité si différents.

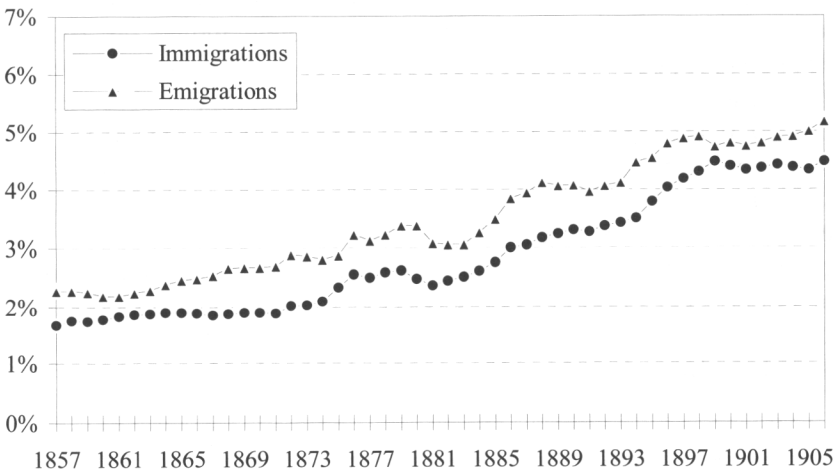


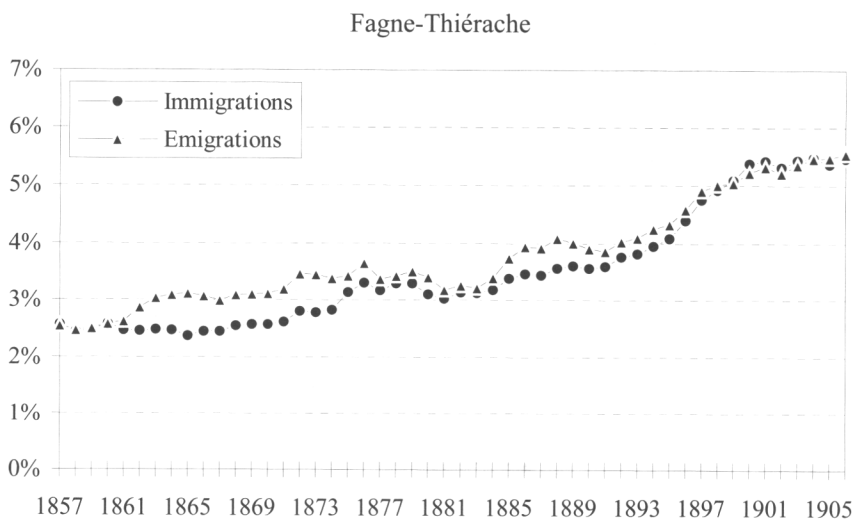
Figure 60. L'évolution des taux d'immigration et d'émigration dans les quelques milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1857 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)

Cités industrielles de la région de Charleroi



Hesbaye





### 2.1.2. *Les intensités de l'émigration et de l'immigration sont étroitement corrélées dans chaque milieu d'habitat*

Pour chaque milieu d'habitat, les taux annuels d'émigration et d'immigration sont très étroitement corrélés et les uns comme les autres s'accroissent globalement au cours de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle (tableau 26 et figure 60). Ainsi, le coefficient de corrélation linéaire entre les évolutions annuelles de l'immigration et de l'émigration, observées entre 1857 et 1910, est supérieure à 0,90 pour chacun d'eux<sup>11</sup>. Dans le cas spécifique de la ville de Huy, M. Oris (1993) a également pu observer l'étroit parallélisme entre les évolutions annuelles des taux d'émigration et d'immigration entre 1851 et 1913 ( $r^2 = 0,94$ ). En d'autres termes, les mêmes tendances, les mêmes flux et reflux affectent tant l'immigration que l'émigration. Bien sûr, on peut observer quelques décalages, parfois significatifs, entre les deux mouvements. Ainsi, la brusque progression des taux d'émigration des cités industrielles, entre 1870 et 1877, et leur légère dimi-

<sup>11</sup> Pour les cités industrielles, le coefficient de corrélation linéaire entre les taux annuels d'émigration et d'immigration, observés entre 1857 et 1910, est de 0,99. Le même indice est de 0,93 à Namur, de 0,97 pour les petites villes, de 0,96 pour la Hesbaye, de 0,97 pour le Condroz et de 0,96 pour la Fagne-Thiérache.

nution entre 1878 et 1881, alors que les taux d'immigration augmentent presque linéairement au cours de cette période. Il n'empêche, d'une manière générale, dans tous les milieux d'habitat, à chaque hausse de l'émigration correspond une poussée quasi instantanée de l'immigration et toute diminution de l'émigration semble freiner l'immigration. En fait, tout se passerait comme si les logements, les emplois et les terres laissés vacants par l'émigration des uns étaient automatiquement occupés par de nouveaux venus. Les soldes migratoires refléteraient alors, en fonction de leur signe positif ou négatif, l'évolution des capacités d'accueil ou d'absorption – logements, emplois, chômage, niveau des salaires, terres disponibles... – de chaque milieu d'habitat. Des soldes migratoires négatifs ne signifient pas l'absence d'immigration, et une forte attractivité migratoire n'empêche pas l'émigration.

### 2.1.3. *Quand les émigrants se recrutent parmi les immigrants*

Au 19<sup>e</sup> siècle, les cités industrielles constituent les principaux pôles d'immigration et d'émigration. Au dynamisme naturel qui caractérise ce milieu d'habitat se mêle une dynamique migratoire qui rythme leur croissance démographique et qui assure un renouvellement quasi permanent de leur population. Celle-ci est très instable et, comme d'ailleurs dans les autres milieux d'habitat, chaque flux de sorties d'une commune est compensé par un courant d'entrées plus ou moins comparable.

A l'échelle des mouvements, l'émigration semble susciter l'immigration, mais au niveau des individus, les émigrants ne se recrutent-ils pas en priorité parmi les immigrants ? C'est la conclusion à laquelle aboutit M. Oris (1993) dans son étude sur la petite ville de Huy. Le cas de Seraing confirme également cette tendance (Pasleau, 1993). Durant la dernière décennie du 19<sup>e</sup> siècle, près de 19 % des migrants quittent Seraing avant un an, mais plus de 50 % d'entre eux ont une durée de résidence inférieure à cinq ans. A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, plus de la moitié des immigrants quittent Düsseldorf dans les deux années qui suivent leur installation (Hochstads, 1981). Entre 1870 et 1890, la moitié des célibataires qui ont émigré vers Duisburg, dans le bassin industriel de la Ruhr, repartent durant la première année qui suit leur installation (Hohenberg et Lees, 1992). Pour les migrants, les cités industrielles ne constitueraient que des étapes, où l'on ne s'attarde guère, ponctuant leur cheminement migratoire.





Dans le bassin industriel de Charleroi, certains indices laissent supposer que les effectifs d'émigrants se gonflent essentiellement d'anciens immigrants. L'évolution du nombre de non-natifs permet-elle de vérifier cette hypothèse ? Si les émigrants sont tous des natifs, la part de natifs diminuera en flèche ; rappelons que durant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, le taux annuel d'émigration est en moyenne proche de 10 % (tableau 25). Inversement, si les émigrants sont tous des non-natifs, la part relative des natifs restera stable, à condition que le solde migratoire soit nul. Si celui-ci est positif, la proportion de non-natifs augmentera progressivement à raison du solde. Les chiffres présentés ci-après pour les cités industrielles semblent démontrer que la majorité des émigrants sont des non-natifs<sup>12</sup>.

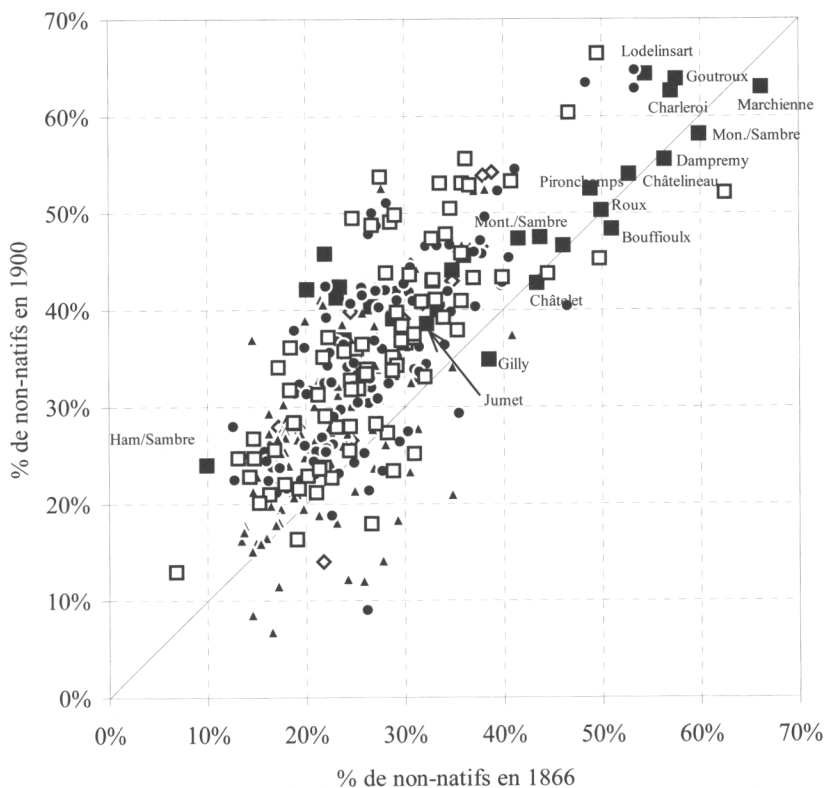
Considérons l'évolution de la proportion de non-natifs (tableau 26). Celle-ci est la plus élevée à Namur et dans les cités industrielles, les milieux d'habitat où la mobilité est la plus intense. Ainsi, si en 1846, les non-natifs représentent le tiers de la population recensée dans les communes industrielles de la région de Charleroi, cette proportion atteint 50 % au terme du 19<sup>e</sup> siècle et grimpe même à plus de 60 % dans certaines localités comme Charleroi, Lodelinsart, Marchienne-au-Pont ou encore Goutroux (figure 61). Indéniablement, ces communes ont subi, durant le 19<sup>e</sup> siècle, une modification radicale de la composition de leur population. Les changements les plus importants se sont toutefois manifestés entre 1846 et 1866 – ce qui confirme l'accroissement important de la mobilité au cours de ces années –, la proportion de non-natifs a progressé de 33 % à près de 45 %, alors qu'au même moment, elle se stabilisait, voire diminuait légèrement dans les campagnes. En revanche, après 1866, la population des milieux ruraux et des petites villes se gonfle progressivement de non-natifs.

Dans les cités industrielles, cette population est de mieux en mieux représentée, mais la progression est relativement lente et ne cadre pas avec l'augmentation importante de la mobilité qui caractérise globalement les dernières décennies du 19<sup>e</sup> siècle. En d'autres termes, la population autochtone s'enrichit de nouveaux venus, mais la grande majorité de ceux-ci ne font pas souche. La figure 59 compare, pour chacune des 371 communes du centre de la Wallonie, les proportions de non-natifs en 1866 et en 1900. Si les cités industrielles se démarquent de l'ensemble par leur proportion élevée de non-natifs, la position de la plupart d'entre elles à proximité de la diagonale confirme que le poids statistique de cette population spécifique a peu évolué entre 1866 et 1880 et démontre que la majorité des immigrants ne s'y

12 A l'exception des jeunes enfants nés sur place et qui suivent leurs parents non-natifs dans leur cheminement migratoire.

fixent pas. Dans les communes rurales et dans les petites villes, par contre, les proportions de non-natifs ont davantage augmenté, ce qui témoignerait d'un potentiel de rétention des immigrants plus élevé.

Figure 61. Les proportions de non-natifs en 1866 et en 1900 dans les 371 communes du centre de la Wallonie



Légende :

- carré noir = cités industrielles
- losange blanc = petites villes
- triangle noir = Hesbaye
- cercle noir = Condroz
- carré blanc = Fagne-Thiérache

Tableau 26. L'évolution des proportions de non-natifs de 1846 à 1910  
selon les milieu d'habitat du centre de la Wallonie

Milieu d'habitat	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Namur	38,0 %	42,0 %	35,6 %	41,6 %	48,3 %	47,7 %	50,0 %
Petites villes	28,2 %	28,8 %	26,5 %	30,3 %	33,1 %	35,2 %	38,6 %
Cités industrielles	33,1 %	40,0 %	44,0 %	45,1 %	46,8 %	49,4 %	51,3 %
Hesbaye	22,2 %	22,1 %	21,4 %	22,1 %	24,3 %	27,0 %	29,6 %
Condroz	27,2 %	26,7 %	25,4 %	26,8 %	30,7 %	34,9 %	41,2 %
Fagne-Thiérache	23,6 %	23,8 %	26,3 %	29,4 %	32,6 %	35,0 %	38,2 %
Total	26,9 %	29,0 %	29,8 %	32,7 %	36,0 %	39,3 %	42,7 %

**3. L'identification socio-démographique des immigrants :**  
**le cas de 6 800 immigrants vers Châtelet entre 1856 et 1869**

Lorsqu'on aborde l'étude des migrations au siècle dernier, l'une des principales difficultés est de caractériser les migrants selon l'âge, le sexe, l'état civil, la profession, le lieu de provenance et/ou d'origine... (Diederiks, 1985). En bref, qui sont ces migrants ? Sont-ils représentatifs des populations de départ et d'accueil ou bien s'en démarquent-ils radicalement ? Pour répondre à ces questions, nous disposons en Belgique d'une « annexe » aux registres de population : les registres d'entrées et de sorties, dans lesquels sont mentionnées, pour chaque année, toutes les personnes qui viennent s'établir dans une commune ou qui la quittent, avec une mention de leurs nom et prénom, date et lieu de naissance, lieu de provenance ou de destination, date d'entrée ou de départ de la commune, et profession. Ces registres, qui permettaient de dresser chaque année les statistiques d'immigrations et d'émigrations pour chaque commune, n'ont malheureusement pas été systématiquement conservés. Nous avons pu disposer des registres d'entrées de la commune de Châtelet pour les années 1856 à 1869. Près de 7 000 immigrants (6 804) y sont recensés et regroupés en 2 700 ménages.



### 3.1. *Les caractéristiques des migrants selon le sexe, l'âge, le type de ménage et le statut socio-professionnel*

Les jeunes hommes célibataires sont généralement considérés comme les principaux acteurs de l'immigration vers les cités industrielles (Diederiks, 1985 ; Jackson et Moch, 1989 ; Friedlander, 1992). Ainsi, par exemple, à Duisbourg, dans le bassin industriel de la Ruhr, près de 75 % des migrants dénombrés tant en 1867-68 qu'en 1890 sont des hommes. La moitié d'entre eux environ sont âgés de 15 à 24 ans et plus de 80 % sont célibataires (Jackson, 1982). De même, les courants migratoires à destination de Staffordshire, dans le « Black Country », furent surtout dominés par de jeunes hommes (Lawton, 1991). Les immigrants vers Châtelet correspondent-ils à ce profil démographique ?

#### 3.1.1. *Un relatif équilibre statistique entre les sexes*

Parmi les immigrants, les hommes sont plus nombreux que les femmes. Néanmoins, les écarts entre les deux sexes sont relativement réduits. Ainsi, sur les 6.804 entrées relevées à Châtelet entre 1856 et 1869, 51 % concernent des hommes. Si l'on décompose l'information par année, les hommes ne sont pas systématiquement les plus nombreux parmi les immigrants et, lorsque c'est le cas, la supériorité statistique masculine n'est jamais écrasante (tableau 27).

Cet équilibre relatif entre les sexes est également observé parmi les immigrants vers les communes industrielles liégeoises. A Seraing, entre 1856 et 1876, les hommes représentent 52,5 % des effectifs d'immigrants (Pasleau, 1993). Même constat dans les bassins industriels en aval de Liège, où, entre 1867 et 1880, les hommes sont en légère majorité (53 %) dans les entrées (Leboutte, 1988). Ces résultats cadrent mal avec l'image masculine de l'immigration vers les bassins industriels<sup>13</sup>. Toutefois, on ne dispose pas d'information sur la période antérieure à 1856, au moment du décollage industriel. Or, au Creusot, l'afflux migratoire a procédé en deux temps : d'abord des hommes seuls, puis des familles (Bourdelaïs et Demonet, 1993).

13 L'immigration masculine de la première heure pourrait ne pas être enregistrée ; il pourrait s'agir d'une « population flottante » qui ne se fixe pas dans un premier temps. Elle ne le ferait que par la suite, avec femmes et enfants. Cette hypothèse mériterait évidemment de plus amples développements.



La même séquence s’observerait également à Dison entre 1846 et 1866 (Pasleau, 1993).

Tableau 27. L’évolution annuelle de l’immigration à Châtelet de 1856 à 1869, selon le sexe

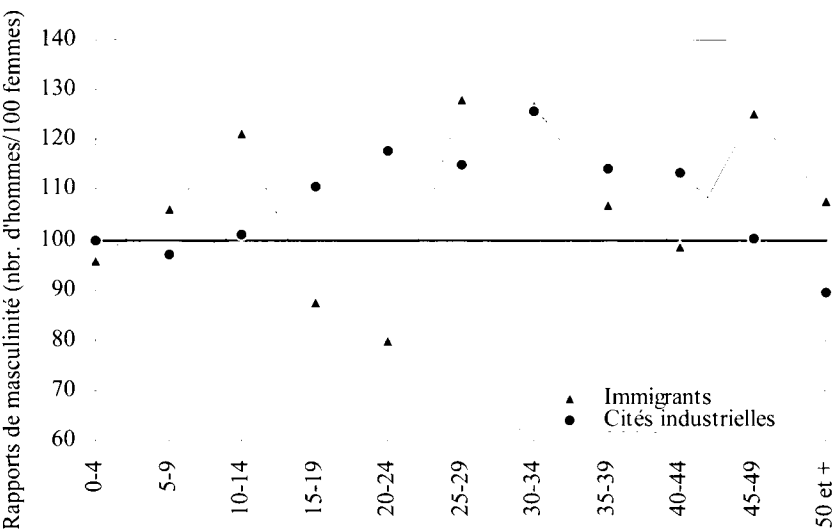
Années	Hommes	Femmes	Total	% hommes	% femmes	Rapport de masculinité (nbr ho/100 fe)
1856	172	175	347	49,6 %	50,4 %	98
1857	285	234	519	54,9 %	45,1 %	122
1858	192	151	343	56,0 %	44,0 %	127
1859	230	239	469	49,0 %	51,0 %	96
1860	273	254	527	51,8 %	48,2 %	107
1861	233	224	457	51,0 %	49,0 %	104
1862	219	222	441	49,7 %	50,3 %	99
1863	256	239	495	51,7 %	48,3 %	107
1864	227	222	449	50,6 %	49,4 %	102
1865	257	244	501	51,3 %	48,7 %	105
1866	284	278	562	50,5 %	49,5 %	102
1867	273	248	521	52,4 %	47,6 %	110
1868	264	279	543	48,7 %	51,3 %	95
1869	315	316	631	49,9 %	50,1 %	100
Total	3 480	3 324	6 804	51,2 %	48,8 %	105

Observons à présent les rapports de masculinité des immigrants de Châtelet selon l’âge et comparons-les aux indices présentés par la population d’accueil (figure 62). Ne disposant pas de la structure par âge et par sexe de la population de Châtelet au recensement de 1866, cette dernière sera représentée par les « cités industrielles » de la région de Charleroi, regroupant les communes de Charleroi, Gilly, Jumet et Montignies-sur-Sambre<sup>14</sup>. Selon

14 Nous supposons donc que la structure par âge et par sexe de la population de Châtelet en 1866 (non disponible via le recensement de la population) est la copie conforme de celle des cités industrielles de la région de Charleroi. Comme l’indique le tableau ci-dessous, en 1880, les caractéristiques de la population de Châtelet selon l’âge et le sexe sont identiques, à quelques nuances près, à celles de la population globale des cités industrielles.

l'âge, la répartition des immigrants selon le sexe est loin d'être équilibrée. Ainsi, on observe une nette surmasculinité entre 10 et 15 ans et surtout entre 25 et 35 ans, alors que les femmes sont très largement majoritaires entre 15 et 25 ans. Cette prédominance féminine à ces âges se démarque de la tendance affichée par la population d'accueil, où l'on observe davantage d'hommes que de femmes entre 15 et 50 ans.

Figure 62. Les rapports de masculinité par groupe quinquennal d'âges pour les immigrants vers Châtelet (1856-1869) et pour la population des cités industrielles de la région de Charleroi (1866)



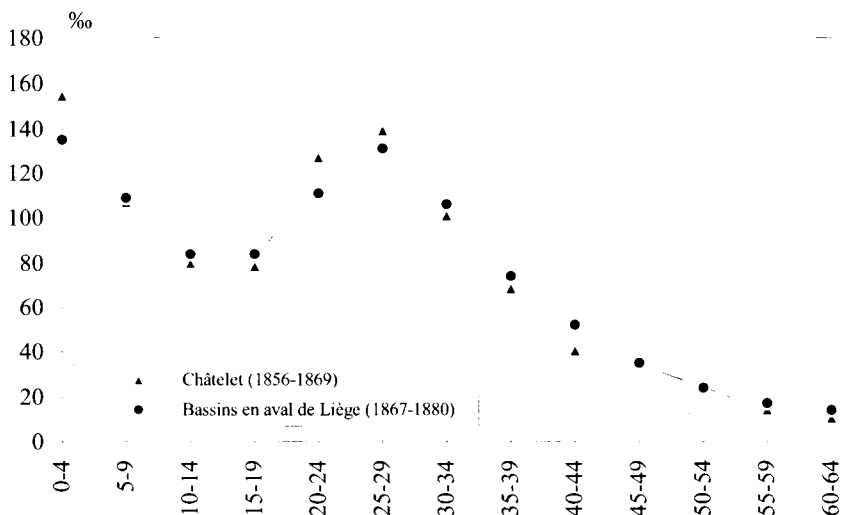
Les caractéristiques de la structure par âge et par sexe des populations de Châtelet et des cités industrielles de la région de Charleroi en 1880

	Rapport de masculinité	Age moyen hommes	Age moyen femmes	< 15 ans	15-39 ans	40-64 ans	≥ 65 ans
Châtelet	103	26,0	25,9	35,6 %	40,3 %	19,8 %	4,2 %
Cités indust.	102	26,4	26,1	36,1 %	40,2 %	19,9 %	3,8 %

### 3.1.2. *La structure par âge des immigrants est globalement plus jeune que celle de la population d'accueil*

La distribution selon l'âge des immigrants vers Châtelet se calque étroitement sur celles observées dans les bassins industriels en aval de Liège entre 1867 et 1880 (figure 63) et à Seraing entre 1856 et 1876 (Pasleau, 1993). Deux tranches d'âges dominent les effectifs d'immigrants : les jeunes adultes âgés de 20 à 30 ans et les enfants de moins de 10 ans qui représentent ensemble plus de la moitié des immigrants. Le profil général de la répartition des immigrants selon l'âge et la fréquence élevée des jeunes enfants âgés de moins de 5 ans – le groupe le plus nombreux – témoignent de l'importance de la mobilité familiale dans les flux migratoires à destination des centres industriels. En outre, la prépondérance de ces enfants et des jeunes adultes dans le groupe des immigrants démontrerait que, pour beaucoup, la migration est plus ou moins concomitante de la constitution du couple et du mariage.

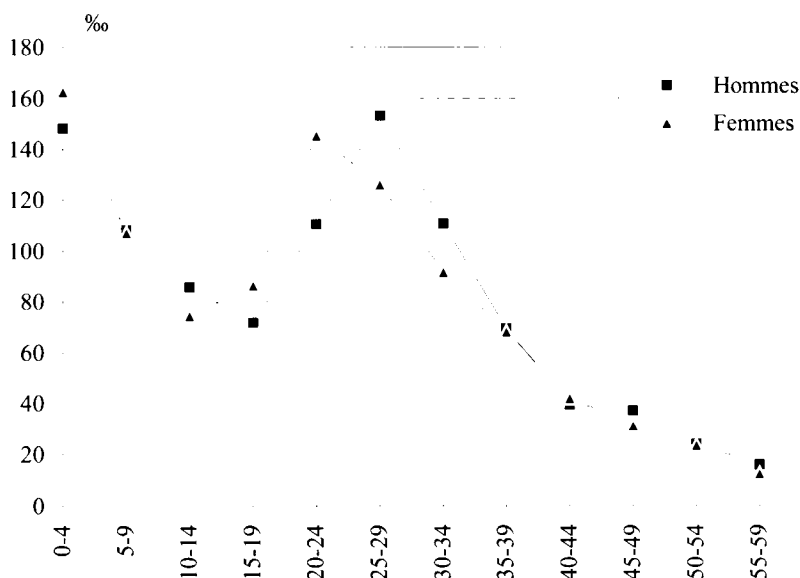
Figure 63. La distribution des immigrants selon l'âge à Châtelet et dans les bassins industriels en aval de Liège (Leboutte, 1988)



Selon le sexe, les courbes de proportions de migrants par groupe d'âges présentent un premier décalage entre 15 et 25 ans, avec une surreprésentation féminine (figure 64). Les variations du comportement migratoire selon

l'âge et le sexe sont étroitement liées au cycle de vie des individus, défini comme la succession d'événements de type familial ou professionnel qui ponctuent ou compartimentent leur existence. Ainsi, l'importance des migrations féminines entre 15 et 25 ans pourrait être liée à une précocité de l'émancipation, de l'accès à l'emploi, notamment dans le cas des servantes<sup>15</sup>, et surtout du mariage. Au-delà de 25 ans et jusqu'à 35 ans, la part relative des femmes est inférieure à celle des hommes dans les effectifs d'immigrants.

Figure 64. La distribution des immigrants selon l'âge et le sexe à Châtelet (1856-1869)



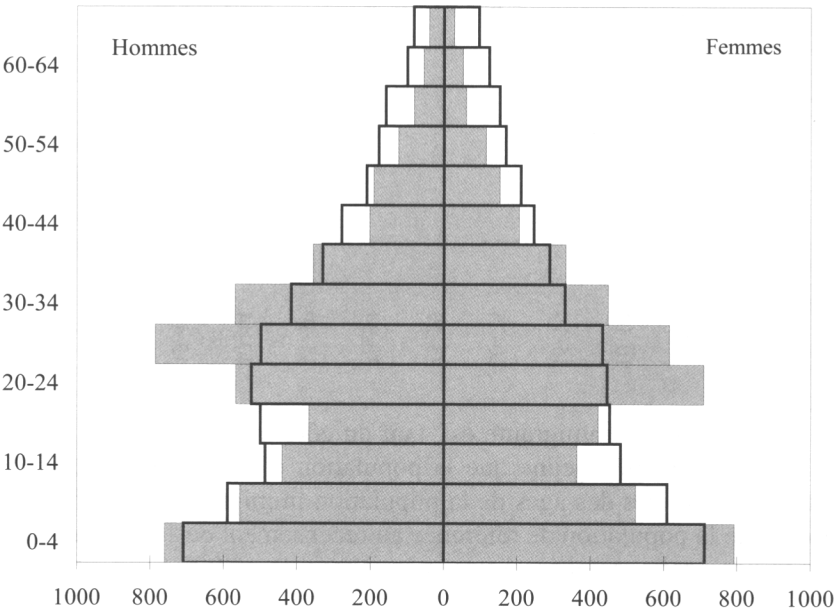
La population immigrante est, tant du côté masculin que du côté féminin, globalement plus jeune que la population d'accueil. La figure 65 présente les pyramides des âges de la population immigrante (traits fins et fond grisé) et de la population de référence au recensement de 1866 (traits épais et fond transparent), ramenées à une même base de 10 000 habitants. La popu

15 Selon R. Leboutte (1988, p. 469), « Les filles migrent dès l'âge de 15-19 ans parce qu'elles sont envoyées comme servantes, tandis que les garçons migrent à partir de 20 ans ». Parmi les 216 servantes qui ont immigré vers Châtelet entre 1856 et 1869, 57 % sont âgées de moins de 25 ans.



lation immigrante se distingue par une très nette surreprésentation des adultes âgés de 20 à 40 ans ; ils représentent 44 % des effectifs pour 33 % dans la population d'accueil. La population âgée de plus de 40 ans est par contre proportionnellement moins nombreuse (14 %) chez les immigrants que dans la population des cités industrielles d'accueil. Il en est de même pour les jeunes âgés de 5 à 20 ans alors que les enfants de moins de 5 ans sont légèrement surreprésentés parmi la population immigrante. L'immigration vers les cités industrielles a très probablement contribué à rajeunir la structure par âge de la population d'accueil. Cet apport démographique se manifeste directement par l'afflux de jeunes adultes et de leurs enfants, et indirectement, par la contribution des couples d'immigrés à la natalité du cru. En d'autres termes, le bilan naturel largement positif qui caractérise les bassins industriels est en partie tributaire de leur apport migratoire.

Figure 65. Les pyramides des âges des immigrants vers Châtelet (1856-1869) et de la population des cités industrielles de la région de Charleroi (Charleroi, Gilly, Jumet et Montignies-sur-Sambre), ramenées à une même base de 10.000 personnes



traits fins et fond grisé = population d'immigrants vers Châtelet  
traits épais et fond transparent = population des cités industrielles de la région de Charleroi

3.1.3. *La taille des ménages d'immigrants : une majorité de célibataires mais la plupart des immigrants sont impliqués dans une migration de type familial*

Les 6 804 immigrants recensés à Châtelet entre 1856 et 1869 se répartissent en près de 2 700 ménages. Les ménages composés d'une seule personne représentent 51,5 % du total, proportion que l'on peut rapprocher des 51 % de ménages d'isolés relevés parmi la population immigrante de Seraing entre 1856 et 1876 (Pasleau, 1993), ou des 49,5 % de ménages d'une personne composant la population immigrante vers les bassins industriels en aval de Liège, entre 1847 et 1900 (Leboutte, 1988). Parmi ces ménages d'isolés, les hommes sont un peu mieux représentés que les femmes (tableau 28).

Tableau 28. Les types de ménages des immigrants vers Châtelet (1856-1869)

Type de ménage	Composition	Effectifs	%
Isolé	Homme	751	27,9 %
	Femme	635	23,6 %
	Total	1 386	51,5 %
Noyau familial	couple avec ou sans enfant(s)	992	36,9 %
	couple avec ou sans enfant(s) + ascendants	34	1,3 %
	couple avec ou sans enfant(s) + divers	32	1,2 %
	Total	1 058	39,3 %
Ménage monoparental	Homme + enfant(s)	73	2,7 %
	Femme + enfant(s)	115	4,3 %
	Total	188	7,0 %
Autres		57	2,1 %
Total		2 689	100,0 %

Les ménages familiaux constituent 46 % de l'ensemble, mais près de 80 % des immigrants sont impliqués dans une migration de type familial. Un peu moins des deux tiers (64 %) des familles immigrantes se composent de moins de 4 personnes. Il s'agit d'un mouvement impliquant essentiellement des jeunes ménages de constitution récente. On notera que la distribution des

ménages d'immigrants selon leur taille se conforme à celles observées à Seraing et dans les bassins industriels en aval de Liège (tableau 29).

Tableau 29. La distribution des ménages immigrants vers Châtelet selon leur taille (1856-1869)

Nombre de personnes par ménage	Immigrants vers Châtelet (1856-1869)		Immigrants vers Seraing (1856-1876)*	Immigrants vers les bassins industriels en aval de Liège (1846-1900)**
	Effectifs	%		
1	1 386	51,5 %	51,0 %	49,5 %
2	287	10,7 %	14,4 %	13,2 %
3	290	10,8 %	10,9 %	10,7 %
4	263	9,8 %	8,1 %	8,9 %
5	175	6,5 %	5,8 %	6,8 %
≥ 6	288	10,7 %	9,8 %	10,9 %
Total	2 689	100,0 %	100,0 %	100,0 %

\* Pasleau (1993)  
\*\* Leboutte (1988)

3.1.4. Les courants d'immigration se composent essentiellement d'une population peu qualifiée

Si l'on classe les ménages d'immigrants selon la profession déclarée par le « chef de ménage », on constate que les mouvements migratoires à destination de Châtelet concernent avant tout une population socio-économiquement défavorisée. Les chefs de ménage sans profession ou exerçant une profession peu qualifiée (ouvrier non-qualifié, houilleur, journalier et domestique) représentent 71 % de l'ensemble (tableau 30). On observera que les journaliers constituent le groupe le mieux représenté (23 %) alors que les houilleurs sont proportionnellement peu présents (10 %) (figure 66). Comme le note Y. Tugault (1973), la « sous-qualification » professionnelle n'était en rien un obstacle à la mobilité géographique, même si elle ne l'encourageait pas nécessairement.

Tableau 30. La répartition des immigrants vers Châtelet par groupe socio-professionnel et par type de ménage (1856-1869)

Professions	Isolés			Familles	Autres	Total
	Hommes	Femmes	Total			
Sans	56	218	274	98	22	394
Ouvriers non-qualifiés	104	74	178	145	2	325
Houilleurs	67	7	74	184	6	264
Journaliers	189	64	253	365	8	626
Domestiques	38	211	249	34	3	286
Ouvriers qualifiés	132	0	132	213	8	353
Commerçants	37	33	70	78	4	152
Employés, prof. supérieures	128	28	156	129	4	289
Total	751	635	1 386	1 246	57	2 689
Sans	14,2 %	55,3 %	69,5 %	24,9 %	5,6 %	100,0 %
Ouvriers non-qualifiés	32,0 %	22,8 %	54,8 %	44,6 %	0,6 %	100,0 %
Houilleurs	25,4 %	2,7 %	28,1 %	69,7 %	2,3 %	100,0 %
Journaliers	30,2 %	10,2 %	40,4 %	58,3 %	1,3 %	100,0 %
Domestiques	13,3 %	73,8 %	87,1 %	11,9 %	1,0 %	100,0 %
Ouvriers qualifiés	37,4 %	0,0 %	37,4 %	60,3 %	2,3 %	100,0 %
Commerçants	24,3 %	21,7 %	46,0 %	51,3 %	2,6 %	100,0 %
Employés, prof. supérieures	44,3 %	9,7 %	54,0 %	44,6 %	1,4 %	100,0 %
Total	27,9 %	23,6 %	51,5 %	46,3 %	2,1 %	100,0 %

« A une époque où les techniques industrielles restaient assez simples et les qualifications des travailleurs de l'industrie souvent très faibles, une moindre spécialisation rendait les migrations professionnelles plus faciles » (Tugault, 1973, p. 5).

Ces migrants, peu ou pas qualifiés, furent les premières victimes de l'instabilité de l'emploi et, par extension, les principaux acteurs de la turbulence migratoire. A propos de ces migrants peu qualifiés, H. Demain (1919, p. 160) témoigne :

« Ils font le gros ouvrage des usines, des charbonnages, des hauts-fourneaux ; peu gouvernés par les forces syndicales et ne recherchant parfois qu'un salaire d'appoint, ils acceptent facilement les conditions qui leur sont offertes ».

Les domestiques et les chefs de ménages n'exerçant pas de profession sont en majorité des immigrantes isolées. La plupart des ouvriers non-qualifiés et des employés ou membres des professions « supérieures » migrent individuellement. Inversement, pour les houilleurs et, dans une moindre mesure, pour les journaliers et les ouvriers qualifiés, la migration est avant tout familiale.

### 3.2. *Prédominance des migrations de proximité et origine rurale de la majorité des migrants*

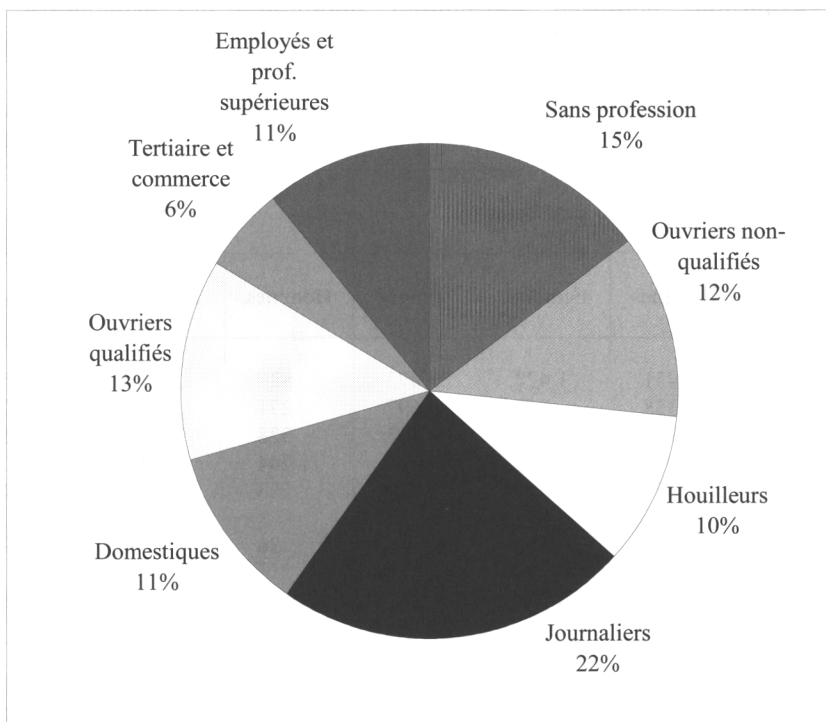
#### 3.2.1. *L'impact de la distance : une distorsion importante entre le lieu de provenance et le lieu de naissance*

La migration de la main-d'œuvre sur de courtes distances serait l'une des caractéristiques dominantes de l'histoire démographique des cités industrielles. Le recrutement de la main-d'œuvre se déroule dans un rayon d'action qui ne dépasse généralement pas quelques dizaines de kilomètres (Leboutte, 1995a ; Morsa, 1996). Quelques exemples ! A Verviers, au début du 19<sup>e</sup> siècle, près de la moitié des immigrants sont nés à moins de 10 kilomètres de la ville. Vers 1850, le centre textile absorbe les deux tiers de ces immigrants dans un périmètre inférieur à 10 km (Desama, 1985). Dans les communes des bassins industriels en aval de Liège, plus de 50 % des entrées, enregistrées durant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, proviennent de localités situées dans un rayon de moins de 10 km (Leboutte, 1988). Vers 1850, à Preston, une localité située dans le Lancashire et dont le développement est surtout lié à l'exploitation du coton, plus de 40 % des immigrants sont nés à moins de 16 km (1 mile) (Anderson, 1971). Dans les bassins industriels du Nord et du Pas-de-Calais, « [...] on sait que les ouvriers ne sont pas venus de loin, mais des villages qui entouraient les mines et les industries » (Le Bras, 1988, p. 385). Au Creusot, ville industrielle de Saône-et-Loire, on observe aussi, au 19<sup>e</sup> siècle, une prégnance des migrations de proximité (Bourdelaïs et Demonet, 1993). En résumé, pour la plupart des immigrants vers les cités industrielles, les déplacements s'opèrent sur de courtes distances. Les contacts fréquents et la proximité du milieu d'origine ont probablement, pour beaucoup, atténué le « choc du déplacement » (Piette et Ratcliffe, 1993). Dans les bassins industriels en aval de Liège,



« Les migrants gardent toujours le contact avec leur famille, leur village. Les échanges incessants entre la ville et les villages en aval empêchent aussi tout isolement, tout repli sur un terroir exigu. Les gens de la Basse-Meuse et du Bassin aval sont chaque jour en relation avec Liège, avec le reste du pays, par les navetteurs, par les filles placées en service à la ville » (Leboutte, 1988, p. 474).

Figure 66. La distribution des immigrants vers Châtelet selon le groupe socio-professionnel (1856-1869)



Compte tenu de l'importance du « turnover » dans les déplacements des populations ouvrières et de l'éventualité des relais migratoires, il importe de distinguer le lieu d'origine des migrants, défini par leur lieu de naissance, et leur lieu de provenance, qui traduit le dernier déplacement effectué. Dans le cas des immigrants arrivés à Châtelet entre 1856 et 1869, cette distinction présente des différences importantes entre les distances séparant la commune d'accueil et le lieu de provenance, d'une part, la commune d'accueil et le

lieu de naissance, d'autre part (tableau 31). Pour 42 % des immigrants, la dernière migration a occasionné un déplacement inférieur à 5 km, ce qui confirme l'importance des déplacements sur de très courtes distances en provenance d'autres centres industriels. En revanche, pour 25 % de ces immigrants seulement, leur lieu de naissance se situe à moins de 5 km de Châtelet, alors que plus de la moitié d'entre eux sont nés à plus de 20 km de leur nouvelle commune de résidence. Cette distorsion importante entre les distances de déplacement depuis le lieu de provenance et la commune de naissance démontre l'existence d'étapes dans le cheminement migratoire et, par extension, confirme l'instabilité migratoire qui caractérise les populations impliquées dans le développement industriel du siècle dernier.

Tableau 31. La distribution des immigrants de Châtelet selon la distance séparant cette commune de leur lieu de provenance et de leur lieu de naissance (1856-1869)

Distance	Lieu de provenance			Lieu de naissance		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
< 5 km	1 451	1 422	2 873	839	866	1 705
5 - 9 km	338	359	697	271	306	577
10 - 19 km	395	358	753	528	508	1 036
20 - 49 km	870	810	1 680	1 244	1 123	2 367
≥ 50 km	376	345	721	563	478	1 041
Indéterminé	51	30	81	36	43	79
Total	3 481	3 324	6 805	3 481	3 324	6 805
< 5 km	41,7 %	42,8 %	42,2 %	24,1 %	26,1 %	25,1 %
5 - 9 km	9,7 %	10,8 %	10,2 %	7,8 %	9,2 %	8,5 %
10 - 19 km	11,3 %	10,8 %	11,1 %	15,2 %	15,3 %	15,2 %
20 - 49 km	25,0 %	24,4 %	24,7 %	35,7 %	33,8 %	34,8 %
≥ 50 km	10,8 %	10,4 %	10,6 %	16,2 %	14,4 %	15,3 %
Indéterminé	1,5 %	0,9 %	1,2 %	1,0 %	1,3 %	1,2 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

### 3.2.2. *Les migrations à plus longue distance sont essentiellement alimentées par les campagnes hesbignonnes, et dans une moindre mesure par la Flandre*

Les migrations de proximité sont largement majoritaires, mais les mouvements à plus longue distance ne peuvent être minimisés. Ainsi, plus de 35 % des immigrants proviennent directement de communes situées à plus de 20 km de Châtelet. En dehors de l'arrondissement de Charleroi, d'où proviennent 52 % des immigrants et où 32 % d'entre eux sont nés, les principaux contingents d'immigrants sont nés en Hesbaye namuroise (20 %) et brabançonne (15 %). Ensuite, près de 11 % sont nés dans les arrondissements de Thuin, Philippeville et Dinant, alors que 7 % sont originaires des provinces flamandes (tableau 32 et annexe 12).

C'est entre 1850 et 1860, au moment de la grande crise des Flandres, que s'amorce une première vague d'immigration flamande vers les bassins industriels liégeois et carolorégien (Poulain et Foulon, 1981). Mais cette immigration flamande, dont l'intensité reste à quantifier, s'est doublée de flux importants en provenance des régions du Brabant Wallon et de la Hesbaye namuroise, rudement marquées également par les crises agricoles et alimentaires de la moitié du 19<sup>e</sup> siècle (Eggerickx, 1987 ; 1993 ; Gaziaux, 1987). H. Demain (1919, p 196) témoigne :

« Inégalement sans doute, les divers coins du Brabant prirent leur part de ce mouvement d'exode. Les Wallons furent les premiers. Ils avaient moins de répugnance à vaincre, allant chez des frères de même caractère et de même langue. Les Flamands suivirent, en plus petit nombre, bien que l'indigence les pressât davantage. Partagés entre deux alternatives pénibles, la plupart de ces derniers avaient préféré aux absences prolongées loin du foyer, le départ définitif avec leurs familles pour les localités de travail ».

Pour le docteur Schoenfeld, à l'origine de la constitution des bassins industriels, la main-d'œuvre se recrutait sur place ou à proximité. Puis, progressivement, la zone de recrutement s'est étendue et les bassins industriels ont absorbé une main-d'œuvre « venue d'ailleurs ».

« Autrefois, les houilleurs formaient une caste à part ; le métier restait dans la famille [...]. Hors la famille charbonnière, personne n'était tenté d'aller à la fosse [...], à cause de la réputation attribuée aux travaux des mines d'être insalubres et dangereux. Cet état de chose a duré jusqu'en 1840. C'est vers cette époque qu'a commencé le mouvement d'une partie de la population flamande vers l'industrie minéralurgique et métallurgique des provinces wallonnes. [...] Il y a un grand nombre de villages, dans le Hainaut surtout, où se trouvent de





nombreuses colonies flamandes [...]. Nous connaissons des hameaux entiers où les adultes ne parlent que le flamand. [...]. Depuis l'immigration flamande, beaucoup de fils de journaliers, d'artisans, de petits cultivateurs, voire même des fils de meuniers et de boulangers, vont travailler aux mines de charbon et deviennent ouvriers-mineurs [...]. Ces ouvriers logent à proximité de l'exploitation et retournent une fois par semaine dans leurs familles fixées souvent à plusieurs lieues du charbonnage, dans une localité agricole » (Schoenfeld, 1859, pp. 13-14).

En résumé, à l'importante turbulence migratoire qui rythme un incessant va-et-vient sur de très courtes distances entre les centres industriels se mêlent des déplacements importants, à moyenne et plus longue distance, la plupart en provenance de régions typiquement rurales. Ceux-ci, par opposition aux précédents, sont le plus souvent à sens unique, sans retour vers le lieu d'origine ou de départ.

Tableau 32. La distribution des immigrants de Châtelet selon leur arrondissement et leur région de provenance et de naissance (1856-1869)

Arrondissement et région de provenance	Provenance (dernière migration)		Origine (lieu de naissance)	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Charleroi (arr.)	3 507	51,6 %	2 200	32,3 %
Namur (arr.)	1 023	15,0 %	1 364	20,1 %
Nivelles (arr.)	653	9,6 %	1 046	15,4 %
Thuin, Philippeville, Dinant (arr.)	475	7,0 %	733	10,8 %
Reste de la Wallonie	460	6,8 %	583	8,6 %
Wallonie	6 118	89,9 %	5 926	87,1 %
Flandre	237	3,5 %	458	6,7 %
Bruxelles (19 communes)	229	3,4 %	149	2,2 %
Autres pays	137	2,0 %	193	2,8 %
Indéterminés	84	1,2 %	79	1,1 %
Total	6 805	100,0 %	6 805	100,0 %

### 3.2.3. *Les isolés migrent, en moyenne, sur de plus longues distances que les familles*

Considérons à présent la distance de la migration en fonction du type de ménage (tableau 33). R. Lawton (1991) a démontré, dans le cas de Liverpool, que les célibataires et les couples sans enfant migrent avant tout sur de petites distances, alors que les déplacements plus longs caractérisent surtout les ménages accompagnés d'enfants. L'exemple de Châtelet ne confirme en rien ces conclusions. En effet, pour plus de la moitié (52 %) des ménages d'isolés, la distance séparant leur dernier lieu de résidence de Châtelet est supérieure à 20 kilomètres. Les hommes isolés (54 %) sont proportionnellement un peu plus nombreux que leurs homologues féminins (50 %) à parcourir cette distance au cours de leur dernière migration, mais dans les deux cas, ils supplantent largement la proportion de familles (32 %) impliquées dans ces déplacements à moyenne et longue distance. Pour ces dernières, les déplacements à courte distance sont prédominants ; pour 47 % des familles, la dernière migration s'est effectuée sur une distance inférieure à 5 km, alors que seulement 25 % des ménages composés d'une seule personne sont dans ce cas.

Quelle que soit la taille des familles, plus de 50 % d'entre elles ont parcouru moins de 10 km lors de la migration qui les a amenées à Châtelet. Tout juste peut-on relever que la proportion de familles migrantes sur une petite distance est moins élevée lorsqu'il s'agit du couple sans enfant. En revanche, plus la taille de la famille est importante moins la proportion de celles qui entreprennent une dernière migration de plus de 20 km est élevée.

Si l'on se réfère au lieu de naissance (tableau 34), les contrastes sont moins prononcés entre les types de ménages. Pour les isolés, comme pour les familles, la majorité des migrants sont originaires d'une commune située à plus de 20 km de Châtelet. C'est toutefois chez les isolés masculins que cette proportion est la plus élevée (68 %). Ils sont suivis dans l'ordre par les femmes isolées (59 %) et par les familles (56 %).



Tableau 33. La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon leur type et selon la distance parcourue depuis leur lieu de provenance

Distance par rapport au lieu de provenance	Isolés			Groupes selon leur taille (Nbr de personnes)						Total
	Hommes	Femmes	Total	2	3	4	5	6 et +	Total	
<i>Nbr absolu</i>										
< 5 km	167	183	350	112	135	122	89	139	597	947
5 - 9 km	62	58	120	33	31	32	16	29	141	261
10 - 19 km	83	64	147	32	27	20	17	41	137	284
20 - 49 km	273	227	500	75	66	54	40	56	291	791
≥ 50 km	131	89	220	31	30	34	13	21	129	349
Indéterminé	35	14	49	4	1	1	0	2	8	57
Total	751	635	1386	287	290	263	175	288	1303	2689
<i>En %</i>										
< 5 km	22,2 %	28,8 %	25,3 %	39,0 %	46,6 %	46,4 %	50,9 %	48,3 %	45,8 %	35,2 %
5 - 9 km	8,3 %	9,1 %	8,7 %	11,5 %	10,7 %	12,2 %	9,1 %	10,1 %	10,8 %	9,7 %
10 - 19 km	11,1 %	10,1 %	10,6 %	11,1 %	9,3 %	7,6 %	9,7 %	14,2 %	10,5 %	10,6 %
20 - 49 km	36,4 %	35,7 %	36,1 %	26,1 %	22,8 %	20,5 %	22,9 %	19,4 %	22,3 %	29,4 %
≥ 50 km	17,4 %	14,0 %	15,9 %	10,8 %	10,3 %	12,9 %	7,4 %	7,3 %	9,9 %	13,0 %
Indéterminé	4,7 %	2,2 %	3,5 %	1,4 %	0,3 %	0,4 %	0,0 %	0,7 %	0,6 %	2,1 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

3.2.4. La distance de migration en fonction du groupe socio-professionnel

En fonction du statut socio-professionnel, observe-t-on des différences significatives selon la distance parcourue lors de la dernière migration ? Pour Lawton (1991), la profession a un impact déterminant sur les distances accomplies. Généralement, les migrants à moyenne et longue distances sont des ouvriers qualifiés et des personnes bénéficiant des statuts socio-économiques les plus élevés. En revanche, les mineurs comme les journaliers ne se déplaceraient que sur de petites distances. Pour M. Oris (1995b) cependant, durant la phase de « structuration » des bassins industriels, la relation sécu

laire entre migration à longue distance et qualification professionnelle se serait renversée. Un rapport nouveau est apparu et

« [...] est resté dominant jusqu'à nos jours, entre ressortissants lointains et confinement dans les métiers les plus durs, ce qui permet aux gens du cru de glisser vers des activités mieux considérées, comme la métallurgie au détriment des charbonnages, sans déstructurer le tissu économique » (Oris, 1995b, p. 168).

Tableau 34. La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon leur type et selon la distance parcourue depuis leur lieu de naissance

Distance par rapport au lieu de naissance	Isolés			Groupes selon leur taille (Nbr de personnes)						Total
	Hommes	Femmes	Total	2	3	4	5	6 et +	Total	
<i>Nbr absolu</i>										
< 5 km	104	115	219	48	62	62	34	48	254	473
5 - 9 km	40	48	88	22	10	22	16	31	101	189
10 - 19 km	89	84	173	51	41	32	27	51	202	375
20 - 49 km	315	244	559	99	122	94	72	108	495	1054
≥ 50 km	192	132	324	60	48	49	25	46	228	552
Indéterminé	11	12	23	7	7	4	1	4	23	46
Total	751	635	1386	287	290	263	175	288	1303	2689
<i>En %</i>										
< 5 km	13,8 %	18,1 %	15,8 %	16,7 %	21,4 %	23,6 %	19,4 %	16,7 %	19,5 %	17,6 %
5 - 9 km	5,3 %	7,6 %	6,3 %	7,7 %	3,4 %	8,4 %	9,1 %	10,8 %	7,8 %	7,0 %
10 - 19 km	11,9 %	13,2 %	12,5 %	17,8 %	14,1 %	12,2 %	15,4 %	17,7 %	15,5 %	13,9 %
20 - 49 km	41,9 %	38,4 %	40,3 %	34,5 %	42,1 %	35,7 %	41,1 %	37,5 %	38,0 %	39,2 %
≥ 50 km	25,6 %	20,8 %	23,4 %	20,9 %	16,6 %	18,6 %	14,3 %	16,0 %	17,5 %	20,5 %
Indéterminé	1,5 %	1,9 %	1,7 %	2,4 %	2,4 %	1,5 %	0,6 %	1,4 %	1,8 %	1,7 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Qu'en est-il dans le cas de Châtelet (tableau 35) ? Indéniablement, c'est le groupe des houilleurs qui migre sur les plus petites distances. Près de 73 % d'entre eux, proviennent d'une commune située à moins de 10 kilomè

tres de Châtelet, soit dans le périmètre du bassin minier de Charleroi. Très logiquement, leur profession les prédestine à participer activement à la « turbulence migratoire » qui caractérise les zones industrielles. Rappelons que pour quelques centimes de plus, les houilleurs changeaient de charbonnages et logeaient à proximité de celui-ci (*Résultats de l'enquête [...]*, 1869).

Tableau 35. La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon leur statut socio-professionnel et selon la distance parcourue depuis leur lieu de provenance

Distance par rapport au lieu de provenance	< 5 km	5-9 km	10-19 km	20-49 km	≥ 50 km	Indéterminé	Total
<i>Nbr absolu</i>							
Sans profession	131	42	56	95	52	18	394
Ouvrier non-qualifié	104	24	31	92	68	6	325
Houilleur	137	55	39	20	11	2	264
Journalier	214	47	76	230	49	10	626
Domestique	60	27	20	123	49	7	286
Ouvrier qualifié	158	21	25	87	54	8	353
Tertiaire et commerce	54	11	13	53	17	4	152
Employé et prof. supérieure	89	34	24	91	49	2	289
Total	947	261	284	791	349	57	2 689
<i>En %</i>							
Sans profession	33,2 %	10,7 %	14,2 %	24,1 %	13,2 %	4,6 %	100 %
Ouvrier non-qualifié	32,0 %	7,4 %	9,5 %	28,3 %	20,9 %	1,8 %	100 %
Houilleur	51,9 %	20,8 %	14,8 %	7,6 %	4,2 %	0,8 %	100 %
Journalier	34,2 %	7,5 %	12,1 %	36,7 %	7,8 %	1,6 %	100 %
Domestique	21,0 %	9,4 %	7,0 %	43,0 %	17,1 %	2,4 %	100 %
Ouvrier qualifié	44,8 %	5,9 %	7,1 %	24,6 %	15,3 %	2,3 %	100 %
Tertiaire et commerce	35,5 %	7,2 %	8,6 %	34,9 %	11,2 %	2,6 %	100 %
Employé et prof. supérieure	30,8 %	11,8 %	8,3 %	31,5 %	17,0 %	0,7 %	100 %
Total	35,2 %	9,7 %	10,6 %	29,4 %	13,0 %	2,1 %	100 %

Les ouvriers qualifiés se recrutent également dans un rayon inférieur à 10 kilomètres, pour la plupart. Les journaliers dominent les autres groupes socio-professionnels dans les déplacements à moyenne distance (10 à 50 kilomètres) alors que les domestiques, les ouvriers non-qualifiés, les commerçants, les employés et les membres des classes supérieures sont plus

enclins à franchir de plus longues distances. Enfin, par rapport au lieu de naissance, pour la plupart des groupes socio-professionnels, la grande majorité des migrants sont originaires d'une commune située à plus de 50 km de Châtelet. Seuls les « sans profession » et surtout les houilleurs échappent à cette tendance. Pour ces derniers, 64 % sont nés dans un rayon inférieur à 20 kilomètres. En d'autres termes, les relations entre les niveaux socio-professionnels et la distance parcourue ne sont pas, dans le cas de Châtelet, aussi univoques que celles proposées ci-dessus.

Tableau 36. La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon leur statut socio-professionnel et selon la distance parcourue depuis leur lieu de naissance

Distance par rapport au lieu de naissance	< 5 km	5-9 km	10-19 km	20-49 km	≥ 50 km	Indéterminé	Total
<i>Nbr absolu</i>							
Sans profession	108	39	59	124	54	10	394
Ouvrier non-qualifié	47	10	43	110	108	7	325
Houilleur	54	52	61	76	18	3	264
Journalier	77	35	106	315	83	10	626
Domestique	18	19	32	126	87	4	286
Ouvrier qualifié	82	15	31	140	81	4	353
Tertiaire et commerce	34	8	9	68	31	2	152
Employé et prof. supérieure	53	11	34	95	90	6	289
Total	473	189	375	1054	552	46	2 689
<i>En %</i>							
Sans profession	27,4 %	9,9 %	15,0 %	31,5 %	13,7 %	2,5 %	100 %
Ouvrier non-qualifié	14,5 %	3,1 %	13,2 %	33,8 %	33,2 %	2,2 %	100 %
Houilleur	20,5 %	19,7 %	23,1 %	28,8 %	6,8 %	1,1 %	100 %
Journalier	12,3 %	5,6 %	16,9 %	50,3 %	13,3 %	1,6 %	100 %
Domestique	6,3 %	6,6 %	11,2 %	44,1 %	30,4 %	1,4 %	100 %
Ouvrier qualifié	23,2 %	4,2 %	8,8 %	39,7 %	22,9 %	1,1 %	100 %
Tertiaire et commerce	22,4 %	5,3 %	5,9 %	44,7 %	20,4 %	1,3 %	100 %
Employé et prof. supérieure	18,3 %	3,8 %	11,8 %	32,9 %	31,1 %	2,1 %	100 %
Total	17,6 %	7,0 %	13,9 %	39,2 %	20,5 %	1,7 %	100 %



### 3.2.5. *Migrants directs ou migrants multiples ?*

En confrontant les lieux de provenance et de naissance des ménages d'immigrants, il est possible de distinguer ceux qui ont effectué une migration à priori directe entre leur commune de naissance et Châtelet et ceux qui ont au moins effectué une autre migration avant de s'installer à Châtelet<sup>16</sup>. Parmi ceux-ci, on considérera les catégories suivantes :

- les migrants pour lesquels le lieu de naissance ne correspond pas au lieu de provenance, ce dernier étant situé dans le même arrondissement que le lieu de naissance ;
- les migrants pour lesquels le lieu de naissance ne correspond pas au lieu de provenance, ce dernier étant situé dans un autre arrondissement que le lieu de naissance<sup>17</sup> ;
- les migrants pour lesquels le lieu de naissance ne correspond pas au lieu de provenance, ce dernier étant situé dans une autre commune du bassin industriel de Charleroi.

Pour une majorité des immigrants, le mouvement ne s'opère pas en ligne directe, du lieu d'origine à Châtelet. Bien sûr, une partie non négligeable (37 %) de ces entrants arrive sans détour (à priori) de leur commune de naissance, mais la plupart (61 %) ont au moins effectué une autre migration avant d'aboutir à Châtelet. Pour 31 % de ces immigrants, cette autre migration a eu pour destination une autre commune du bassin industriel carolorégien, et il est probable que pour nombre d'entre eux, Châtelet ne constituera pas l'ultime étape de leur parcours migratoire<sup>18</sup>.

Selon le type de ménage (tableau 37), la propension à migrer directement du lieu d'origine vers Châtelet est sensiblement plus élevée chez les isolés que parmi les familles ; pour 46 % des ménages d'une personne, le

16 La migration directe suppose une équivalence entre la commune de naissance et la commune de provenance. Nous supposons dans ce cas qu'il n'y a pas eu de migrations avec retour vers le lieu de naissance entre la date de naissance et la date d'entrée à Châtelet. La migration multiple suppose qu'il n'y a pas de correspondance entre les lieux de naissance et de provenance, ce qui induit au moins deux déplacements dans le cheminement qui a emmené le migrant depuis son lieu de naissance jusqu'à Châtelet.

17 Pour les deux premières catégories, ce lieu de provenance ne peut pas être une commune située dans le bassin industriel de Charleroi. Ainsi, il n'y a pas de possibilité de chevauchement entre les trois catégories décrites.

18 Seules l'analyse des registres de sorties et la reconstitution de biographies migratoires complètes pourraient confirmer cette hypothèse.



lieu de naissance s'identifie au lieu de provenance, alors que cette équivalence ne se vérifie que pour 28 % des familles. En revanche, 71 % d'entre elles ont au moins résidé dans une autre commune, entre le moment où elles ont quitté leur lieu d'origine et celui où elles se sont installées à Châtelet. Et pour la plupart de ces familles ou groupes d'immigrants, cette destination intermédiaire est une autre commune du bassin industriel carolorégien. Ceci confirmerait que la « turbulence migratoire » entre les communes industrielles implique avant tout des familles entières.

Tableau 37. La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon qu'ils ont effectué une migration directe ou indirecte : classement selon le type de ménage (1856-1869)

Type de ménage	Migration directe	Migration indirecte				Indéterminé	Total
		Même Arrondissement	Autre Arrondissement	Autre commune industrielle	Total		
<i>Nbr absolu</i>							
Isolés							
- hommes	352	66	193	129	388	11	751
- femmes	285	55	149	134	338	12	635
- total	637	121	342	263	726	23	1 386
Familles	344	104	216	564	884	18	1 246
Autres	22	2	15	14	31	4	57
Total	1 003	227	573	841	1 641	45	2 689
<i>En %</i>							
Isolés							
- hommes	46,9 %	8,8 %	25,7 %	17,2 %	51,7 %	1,5 %	100,0 %
- femmes	44,9 %	8,7 %	23,5 %	21,1 %	53,2 %	1,9 %	100,0 %
- total	46,0 %	8,7 %	24,7 %	19,0 %	52,4 %	1,7 %	100,0 %
Familles	27,6 %	8,3 %	17,3 %	45,3 %	70,9 %	1,4 %	100,0 %
Autres	38,6 %	3,5 %	26,3 %	24,6 %	54,4 %	7,0 %	100,0 %
Total	37,3 %	8,4 %	21,3 %	31,3 %	61,0 %	1,7 %	100,0 %

Entre les groupes socio-professionnels (tableau 38), les différences de comportements migratoires sont également très prononcées. A l'exception des « sans profession », plus de la moitié des ménages constituant chaque groupe socio-professionnel n'ont pas immigré directement depuis leur lieu d'origine. Néanmoins, cette tendance se marque surtout parmi les groupes



socialement les plus favorisés ; les ouvriers qualifiés, les commerçants et les employés ou membres des professions « supérieures ». Chez les journaliers, par contre, la proportion de ménages ayant effectué une migration indirecte est la plus faible, le cas des « sans profession » mis à l'écart. Enfin, sans surprise, les ménages de houilleurs sont proportionnellement les plus concernés par la turbulence migratoire entre communes industrielles ; 47 % ont effectué une migration indirecte en provenance d'une autre localité industrielle située dans la région de Charleroi.

Tableau 38. La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon qu'ils ont effectué une migration directe ou indirecte : classement selon le groupe socio-professionnel (1856-1869)

Type de ménage	Migration directe	Migration indirecte				Indéterminé	Total
		Même Arrondis sement	Autre Arrondis sement	Autre commune industrielle	Total		
Nbr Absolu							
Sans profession	204	29	75	76	180	10	394
Ouvriers non-qual.	110	27	77	104	208	7	325
Houilleurs	98	14	24	125	163	3	264
Journaliers	265	69	79	204	352	9	626
Domestiques	111	32	77	62	171	4	286
Ouvriers qualifiés	107	26	83	133	242	4	353
Commerçants	40	15	46	49	110	2	152
Employés et sup.	68	15	112	88	215	6	289
Total	1 003	227	573	841	1 641	45	2 689
En %							
Sans profession	51,8 %	7,4 %	19,0 %	19,3 %	45,7 %	2,5 %	100,0 %
Ouvriers non-qual.	33,8 %	8,3 %	23,7 %	32,0 %	64,0 %	2,2 %	100,0 %
Houilleurs	37,1 %	5,3 %	9,1 %	47,3 %	61,7 %	1,1 %	100,0 %
Journaliers	42,3 %	11,0 %	12,6 %	32,6 %	56,2 %	1,4 %	100,0 %
Domestiques	38,8 %	11,2 %	26,9 %	21,7 %	59,8 %	1,4 %	100,0 %
Ouvriers qualifiés	30,3 %	7,4 %	23,5 %	37,7 %	68,6 %	1,1 %	100,0 %
Commerçants	26,3 %	9,9 %	30,3 %	32,2 %	72,4 %	1,3 %	100,0 %
Employés et sup.	23,5 %	5,2 %	38,8 %	30,4 %	74,4 %	2,1 %	100,0 %
Total	37,3 %	8,4 %	21,3 %	31,3 %	61,0 %	1,7 %	100,0 %



## 4. Motivations et conséquences des migrations

### 4.1. *Les motifs de la migration : l'effet push-pull et le rôle autorégulateur de la migration*

Au 19<sup>e</sup> siècle, les forces qui provoquent et qui orientent les mouvements migratoires répondent avant tout à des impératifs et/ou des contraintes socio-économiques et démographiques. A l'échelle des individus, le mariage et surtout l'amélioration des conditions matérielles d'existence constituent les principales motivations du départ (Lis et Hélin, 1990). Pour la plupart des observateurs sociaux, ce sont avant tout les salaires élevés, proposés par l'industrie, qui ont incité les campagnards à tourner le dos au travail des champs. Pour C. Jacquart (1900 p. 20), « [...] les arrondissements où l'excédent des sorties est le plus élevé, figurent généralement parmi ceux où les salaires agricoles sont les plus bas ». Dans leur monographie sur la population agricole de la Hesbaye, E. Vliebergh et R. Ulens (1909, p. 47) certifient : « A coup sûr, bon nombre d'ouvriers des campagnes, attirés par les gros salaires industriels, s'en vont chercher du travail dans les villes [...] ». Même constat pour A. Julin et E. Lesoir (1943, p. 114) lorsqu'ils déclarent que : « Les ouvriers des industries à domicile rurales, privés de leur gagne-pain, ont été les premiers à quitter leur village; les ouvriers des champs les ont suivis, attirés par l'appât d'un gain plus élevé, bien souvent illusoire ».

L'émigration des campagnes a été stimulée par le développement prodigieux des bassins industriels wallons, et par les promesses, tenues ou non, de débouchés nombreux et variés, de salaires plus élevés, de meilleures conditions de vie ou encore de mobilité sociale ascendante. La relation de cause à effet est incontestable, mais ce qui l'est moins, c'est la primauté de l'attraction (effet pull) exercée par l'industrie sur l'émigration rurale par rapport à la répulsion (effet push) suscitée par les campagnes. Le développement urbain et industriel ne peut justifier à lui seul cette mobilisation importante de main-d'œuvre issue des régions rurales. « Il ne suffit pas que la ville attire le paysan, il faut encore que la campagne les repousse », écrira E. Vandervelde (1910, p. 54). Pour E. Demain (1919, p. 70),

« En règle générale il est permis d'établir comme thèse, pour les régions flamandes plus encore que pour les parties wallonnes, que l'agriculteur n'abandonne pas la vie des champs sans nécessité. S'il avait la perspective de



pouvoir exploiter un jour un nombre suffisant d'hectares, le très grand nombre n'auraient d'autre ambition que de mener leur existence à la campagne ».

Car après tout, « *Si ceux qui désertent la campagne ont pris le risque d'affronter les banlieues industrielles, n'est-ce pas pour échapper à une misère plus irrémédiable encore ?* » (Hélin, 1990, p. 631). En d'autres termes, pour déraciner le paysan, naturellement attaché à sa terre, et pour qu'il se résigne à l'émigration, à se fondre dans un nouvel environnement bien souvent hostile et à accepter un nouveau mode de vie, où les rapports au travail et au temps obéissent à de nouvelles règles, il faut qu'il soit sous l'emprise de la plus extrême nécessité, qu'il soit dans l'incapacité d'assurer son existence<sup>19</sup> et celle des siens par le simple travail de la terre. L'univers rural du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, surpeuplé et perturbé par les crises agricoles et alimentaires ainsi que par le déclin de l'industrie à domicile, s'inscrit parfaitement dans ce cadre (Eggerickx, 1987 ; 1993). Rien d'étonnant dès lors, que la décennie 1845-1856 fut celle au cours de laquelle les taux de mobilité ont augmenté le plus rapidement, l'accroissement migratoire des cités industrielles fut le plus intense et les bilans migratoires des campagnes hesbignonnes les plus négatifs. C'est également durant ces années de crise que s'amorcent quelques fièvres migratoires sporadiques à destination des Etats-Unis.

Les migrations auraient permis d'éponger le surplus démographique des campagnes congestionnées par une main-d'œuvre surabondante (Easterlin, 1961 ; Piuze, 1977 ; Tilly, 1978 ; Grigg, 1980 ; Hatton et Williamson, 1992). L'horizon du travail agricole se rétrécit progressivement sous l'impact des crises agricoles mais aussi, durant les dernières décennies du 19<sup>e</sup> siècle, par la mécanisation de l'agriculture (Poussou, 1998). Les migrations constitueraient un régulateur démographique, au même titre que l'intensification du célibat définitif, le recul de l'âge au mariage ou encore le contrôle volontaire des naissances dans le mariage lorsque l'équilibre entre population et ressources disponibles est rompu (Davis, 1963 ; Friedlander, 1969). Car, en définitive, si comme le suggère P. Hohenberg (1974), dans le cas de la France rurale, les émigrants étaient avant tout attirés par les salaires élevés, bien plus qu'ils n'étaient repoussés par la situation socio-démographique des campagnes, on devrait observer ici et là des cas de dépopulation rurale prononcée. Or, si au siècle dernier, les communes rurales enregistrent un déficit migratoire chronique, les chiffres démontrent que les migrations sont loin d'y avoir occasionné les ravages démographiques dont on les

19 Ce motif de migration est tout aussi valable pour le « non paysan ».



accuse généralement. Point de dépopulation dramatique des campagnes, seulement une croissance ralentie, faible, voire légèrement négative dans certains cas et à certains moments... ou tout simplement jugulée, maîtrisée afin de préserver un certain équilibre malthusien.

L'urbanisation et l'industrialisation précoces et rapides de la Wallonie ont ouvert l'éventail des stratégies possibles et ont probablement fourni des arguments tout aussi efficaces, sinon davantage, que les terres vierges d'Amérique du Nord. Comme l'a déjà suggéré G. Dupeux (1974), le développement industriel et urbain de la Wallonie, en absorbant une large part du trop-plein démographique des campagnes, explique très probablement l'engouement modéré pour l'option du Nouveau Monde. La faiblesse de l'émigration danoise, en regard de l'ampleur des mouvements suédois et norvégien, s'expliquerait également par la précocité de l'industrialisation et de l'urbanisation des villes (Hvidt, 1980). Cette relation est également apparente en Allemagne lorsque, dans les années 1880, les taux d'émigration chutèrent au moment où la croissance industrielle commençait à attirer de nombreux campagnards (Baines, 1985 ; 1994). Inversement, et les cas irlandais (Grigg, 1980), suédois et norvégien (Hvidt, 1980) en sont des exemples convaincants, les migrations vers l'Amérique furent souvent importantes là où l'industrialisation était embryonnaire (Grigg, 1980). Ce cadre explicatif souffre malgré tout d'un contre-exemple notoire : celui de l'Angleterre, qui fut le pays européen le plus industrialisé et le plus urbanisé sans que l'émigration vers le Nouveau Monde ne faiblisse (Baines, 1994).

Si les options se sont élargies, les pressions qui ont déterminé les départs vers les bassins industriels, les villes et les Etats-Unis furent très probablement identiques.

## 4.2. *Les effets démographiques des migrations*

### 4.2.1. *L'impact des migrations sur le potentiel de procréation des campagnes et des cités industrielles*

L'émigration rurale vers les villes et les centres industriels et, plus épisodiquement, vers les Etats-Unis a permis de soulager les campagnes wallonnes de leur surcharge démographique. En aucun cas, il ne s'agit d'un exode rural laissant derrière lui des vides démographiques irrémédiables. D'une part, l'émigration s'est presque systématiquement accompagnée d'une immigration à peine moins importante. D'autre part, le déficit migratoire chronique qui caractérise les campagnes wallonnes au 19<sup>e</sup> siècle n'a jamais



enrayé la croissance de leur population. Ceux qui partent sont ceux qui ont le plus à gagner d'une migration... ou plutôt ceux qui n'ont plus rien à perdre, qui n'ont pas ou plus accès à la terre et qui sont les plus sensibles aux conditions locales du marché du travail. Les jeunes adultes furent les principaux acteurs de ce mouvement d'émigration. L'émigration n'a-t-elle pas ralenti le développement de l'économie rurale en lui soustrayant la main-d'œuvre dont elle a besoin ? En déstabilisant les structures de la population selon l'âge et le sexe, l'émigration n'a-t-elle pas entamé le potentiel de procréation des populations rurales ?

Comme nous l'avons observé précédemment, le bilan naturel de la population de la Hesbaye, du Condroz et de la Fagne-Thiérache s'est maintenu à un niveau relativement élevé avant 1870-1880 et a largement suffi à compenser le déficit migratoire. De même, en Hesbaye et dans le Condroz, la natalité et la fécondité n'ont baissé de façon significative qu'à partir du dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle.

Les pyramides des âges présentées à la figure 67 comparent la structure par âge et par sexe de la population totale de la Wallonie à celle de la population, en grande partie rurale, de l'arrondissement de Nivelles, en 1880 et en 1910. Cette dernière porte à peine les marques de l'émigration rurale. Tout juste y décèle-t-on une très légère sous-représentation des groupes âgés de 20 à 45 ans, qui marque également la structure par âge des arrondissements de Thuin, de Philippeville et de Namur (tableau 39), mais celle-ci n'a pas suffi à altérer le potentiel reproductif des campagnes.

Par contre, l'émigration rurale, en épongeant une partie du surplus démographique des campagnes, n'y a-t-elle pas retardé le recours à la contraception ? Selon K. Davis (1963) ou encore D. Grigg (1980), si le contrôle des naissances apparaît plus tardivement en milieu rural, c'est parce que des alternatives lui sont offertes. Parmi celles-ci, figurent les migrations internationales ainsi que les déplacements des campagnes vers les zones urbaines et industrielles. Et lorsque les migrations ne peuvent jouer ce rôle de soupape de sécurité, lorsque le développement urbain est lent et inexistant, la principale réponse à la surpression démographique des campagnes serait un contrôle radical et précoce de la fécondité (Friedlander, 1969). Comme le note C. Tilly (1978), l'hypothèse est plausible, mais loin d'être vérifiée. J. Knodel (1974) s'est livré à une série d'études de corrélation entre les taux de migration et les indices de fécondité légitime pour la Prusse de 1870 à 1910. L'association entre ces indicateurs s'est souvent révélée peu significative. Par contre, le cas de quelques départements français viendrait corroborer l'existence d'un lien entre l'intensité de



la mobilité et le déclin de la fécondité. Ainsi, certains départements du Massif central, foyers d'émigration depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle, conserveraient, un siècle plus tard, une fécondité toujours élevée. A l'opposé, des départements normands ont connu un déclin important de leur fécondité dès le début du 19<sup>e</sup> siècle et de faibles pertes par migration nette vers d'autres régions (Poussou et al., 1988). On le constate, il est souvent difficile d'estimer l'importance de chacune de ces stratégies d'adaptation, d'autant que celles-ci relèvent avant tout de choix individuels.

Figure 67. Les pyramides des âges comparatives de la population de la Wallonie et de l'arrondissement de Nivelles en 1880 et en 1910 (structures par âge ramenées à une même base de 10.000 personnes)

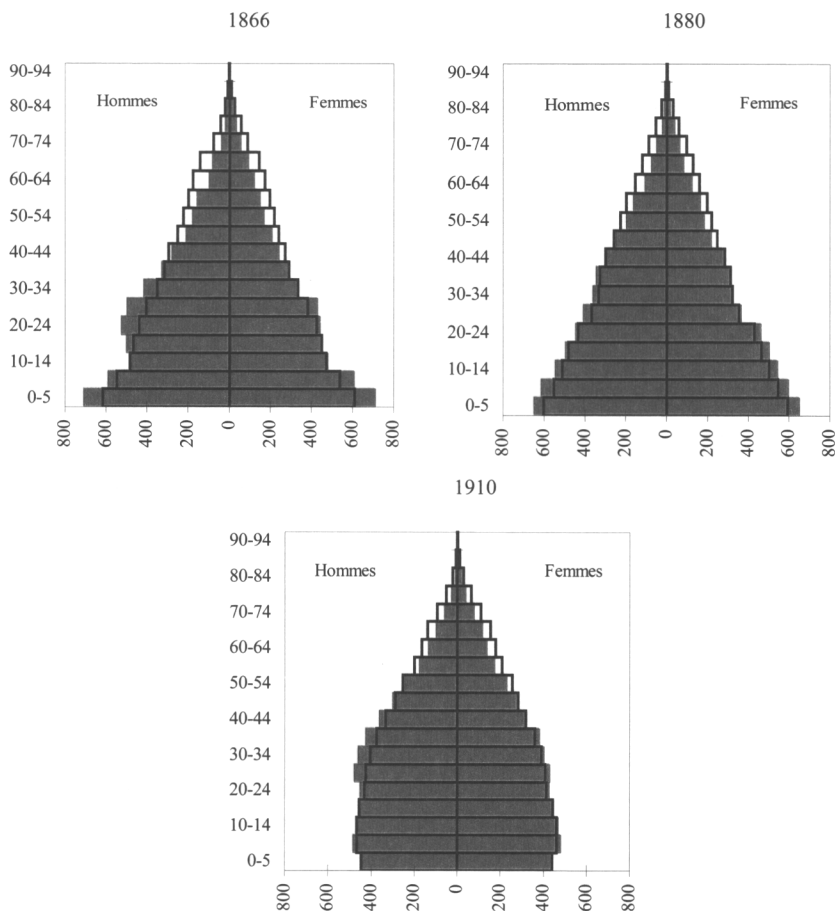


traits fins et fond grisé = population de l'arrondissement de Nivelles  
traits épais et fond transparent = population de la Wallonie

L'impact de l'émigration rurale sur les structures par âge et par sexe des populations d'accueil, en l'occurrence ici, les localités industrielles, est plus perceptible (figure 68). Quoi de plus normal, en définitive, puisque ce mouvement concerne, au départ, un nombre très élevé de petites communes rurales, et à l'arrivée, un nombre réduit de centres industriels de taille moyenne. La très nette surreprésentation des adultes âgés de 15-35 ans porte inévitablement l'empreinte de l'immigration de main-d'œuvre, même si cette excroissance, un rien plus marquée chez les hommes que chez les femmes, tend à s'atténuer avec le temps. Tous les indices le confirment (tableau 39). La structure par âge de la population des cités industrielles est sensiblement

plus jeune que celle des autres milieux d'habitat, et l'immigration sélective d'une population de jeunes adultes y porte une grande responsabilité. De même, cet afflux de jeunes gens en âge de procréer a également contribué à maintenir la natalité des cités industrielles à un niveau élevé. La surreprésentation des enfants âgés de moins de 5 ans dans les pyramides des âges de 1866 et de 1880 le confirme.

Figure 68. Les pyramides des âges comparatives de la population de la Wallonie et des cités industrielles carolorégiennes, en 1866, 1880 et 1910 (structures par âge ramenées à une même base de 10.000 personnes)



traits fins et fond grisé = population des cités industrielles du bassin de Charleroi  
traits épais et fond transparent = population de la Wallonie

Tableau 39. Evolution de quelques indices synthétiques de structure par âge de la population  
des milieux d'habitat de la Wallonie (selon les recensements de la population)

Milieu d'habitat	Communes	Age moyen (année)					% de moins de 15 ans					% de 15-39 ans					% de 40-64 ans					% de 65 ans et plus					
		1866	1880	1890	1900	1910	1866	1880	1890	1900	1910	1866	1880	1890	1900	1910	1866	1880	1890	1900	1910	1866	1880	1890	1900	1910	
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi	27,0	27,9	27,6	28,9	30,2	29,8	30,5	28,5	25,4	23,8	46,9	42,5	47,1	48,1	47,3	19,5	23,5	20,7	22,4	24,7	3,8	3,5	3,6	4,1	4,3	
	Châtelet		26,2	27,5	28,8	30,1		35,6	31,7	28,7	27,5		40,3	42,3	44,0	42,3		19,8	21,3	22,6	24,8		4,2	4,7	4,7	5,4	
	Châtelineau			25,9	26,1	27,7			34,7	33,7	31,7			42,1	43,8	42,6			20,0	19,1	21,6			3,1	3,4	4,1	
	Couillet					28,9					28,8					43,6					23,4					4,2	
	Courcelles		24,9	26,2	26,9	28,6		40,0	35,0	32,2	29,6		37,9	41,3	43,9	43,5		18,0	19,4	19,9	22,4		4,1	4,3	4,0	4,6	
	Dampremy				27,2	28,8					31,3	29,0				44,1	43,3			21,0	23,5				3,7	4,2	
	Gilly	25,2	25,9	26,4	27,1	28,8	36,6	36,1	33,9	31,9	29,4	42,2	40,5	42,2	43,9	43,0	17,5	19,7	20,0	20,4	22,9	3,7	3,7	3,9	3,9	4,7	
	Jumet	25,2	25,4	26,8	28,6	30,1	38,2	37,6	32,9	29,0	26,9	39,7	40,0	42,6	43,9	43,0	18,0	18,4	20,1	22,4	24,8	4,0	4,0	4,4	4,7	5,3	
	Lodelinsart					30,1					26,8					43,5					24,5					5,1	
	Marchienne-au-pont		25,0	26,5	27,5	29,1		37,7	33,7	30,3	28,6		40,0	42,1	44,3	43,4		19,4	20,7	21,8	23,8		2,8	3,5	3,6	4,3	
	Marcinelle			26,1	27,6	29,2			35,2	30,5	28,1			40,9	44,2	43,7				20,2	21,4	23,8			3,7	3,9	4,4
	Montignies/Sambre	24,6	26,2	27,3	28,0	29,1	38,3	36,3	32,7	30,5	28,8	40,3	39,4	41,7	43,8	43,1	18,2	19,8	21,2	21,1	23,3	3,2	4,5	4,4	4,5	4,7	
	Roux					29,8					27,0					44,3					23,4					5,3	
	<b>Total</b>	<b>26,0</b>	<b>26,0</b>	<b>26,8</b>	<b>27,8</b>	<b>29,3</b>	<b>36,0</b>	<b>36,1</b>	<b>32,9</b>	<b>30,0</b>	<b>28,0</b>	<b>42,0</b>	<b>40,2</b>	<b>42,7</b>	<b>44,6</b>	<b>43,7</b>	<b>18,0</b>	<b>19,9</b>	<b>20,4</b>	<b>21,3</b>	<b>23,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>4,7</b>	
Autres milieux d'habitat urbains	Cités indus. Bor.-Centre		25,8	26,9	27,8	29,3		36,1	33,3	31,4	29,3		40,3	41,9	42,2	41,3		20,1	20,7	22,0	24,2		3,5	4,1	4,4	5,1	
	Cités indus. Liégeoise			25,8	26,0	26,7	26,9		36,1	35,8	33,1	28,7		40,3	40,5	42,9	44,0		19,9	20,2	20,3	23,0		3,7	3,4	3,7	4,3
	Vieilles villes	29,2	28,9	29,0	30,2	30,4	29,2	29,9	29,0	26,5	26,6	42,0	41,8	42,9	43,2	42,6	22,9	22,5	22,4	24,2	24,6	5,9	5,7	5,6	6,1	6,2	
	Namur	29,4	29,4	28,8	29,7	31,5	28,6	29,3	27,9	27,0	24,0	42,1	41,9	45,5	44,3	43,6	22,2	22,2	20,5	22,3	25,4	6,2	6,6	6,1	6,4	7,0	
	Liège	28,9	28,6	28,9	30,0	31,8	29,1	30,0	28,6	25,9	22,0	43,4	42,3	43,4	44,6	45,8	23,0	22,7	23,0	24,3	26,2	4,2	5,0	5,0	5,2	6,1	
	Communes bruxelloises	28,6	27,9	28,4	29,4	31,0	30,0	31,3	29,9	26,4	23,0	42,0	42,5	43,2	45,7	46,9	23,4	21,9	22,3	23,1	24,9	4,6	4,3	4,7	4,8	5,2	
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5000	29,0	29,2	30,4	31,0	31,2	32,3	32,6	29,8	27,9	27,9	38,0	37,2	38,6	39,9	39,2	22,9	23,1	23,7	24,3	25,0	6,7	7,1	7,9	7,9	7,9	
	Arr. de Nivelles		28,8	29,0	29,7	30,7		34,0	32,4	29,8	28,5		36,3	38,3	40,2	39,8		22,7	22,5	22,9	24,3		7,0	6,9	7,0	7,4	
	Arr. de Thuin		30,3	30,3	30,5	31,4		31,8	29,5	27,8	26,8		35,3	39,1	41,3	40,2		25,1	24,0	24,0	25,6		7,8	7,5	6,9	7,4	
	Arr. de Philippeville		30,8	31,9	32,9	33,3		29,3	27,1	24,9	24,8		37,8	38,5	39,1	38,0		24,7	25,8	26,8	28,0		8,1	8,7	9,2	9,3	
	Arr. de Namur		28,5	29,3	29,8	30,7		33,8	30,8	29,5	28,4		37,3	39,9	40,6	39,6		22,2	22,5	23,0	24,6		6,8	6,8	6,9	7,3	
<b>Total</b>	<b>Wallonie</b>	<b>28,6</b>	<b>28,5</b>	<b>28,9</b>	<b>29,5</b>	<b>30,7</b>	<b>32,7</b>	<b>33,1</b>	<b>31,4</b>	<b>29,3</b>	<b>27,4</b>	<b>38,6</b>	<b>38,2</b>	<b>39,8</b>	<b>41,3</b>	<b>41,0</b>	<b>22,5</b>	<b>22,4</b>	<b>22,6</b>	<b>23,2</b>	<b>24,8</b>	<b>6,2</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>	<b>6,8</b>	
	<b>Belgique</b>	<b>29,3</b>	<b>28,5</b>	<b>28,4</b>	<b>28,5</b>	<b>29,2</b>	<b>31,5</b>	<b>33,5</b>	<b>32,8</b>	<b>31,7</b>	<b>30,5</b>	<b>38,2</b>	<b>37,3</b>	<b>38,9</b>	<b>40,4</b>	<b>40,5</b>	<b>23,9</b>	<b>22,7</b>	<b>21,9</b>	<b>21,7</b>	<b>22,6</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>6,2</b>	<b>6,4</b>	



#### 4.2.2. *La migration comme agent de diffusion de comportements nouveaux dans les campagnes ?*

En Wallonie, si nous mettons entre parenthèses le cas particulier des régions rurales de l'Entre-Sambre-et-Meuse, où, comme le démontrent de nombreux indices, le contrôle volontaire des naissances dans le mariage se serait développé durant la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, la transition de la fécondité s'est amorcée dans les campagnes avec un léger temps de retard et surtout moins promptement que dans le bassin industriel carolorégien. Pour les observateurs sociaux de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et du début du 20<sup>e</sup> siècle, il ne fait guère de doute que les multiples déplacements des populations ouvrières furent les principaux agents de diffusion du malthusianisme dans les campagnes. Car après tout, la migration ne véhicule pas que des hommes et des femmes, mais également des messages et des idées. Pour C. Jacquart (1900, p. 13),

« [...] avec les gens, les idées se déplacent. Elles se mettent en marche. Elles entrent en contact les unes avec les autres. Sur un homme qui a été « déraciné » de son milieu, qui est transplanté de sa terre natale dans le sable mouvant des cités, l'atmosphère nouvelle agit incessamment et transforme sa manière de penser, de juger et d'agir. Le mouvement des idées devient plus rapide, leur expansion plus universelle dans une population où de fréquents déplacements établissent et entretiennent un contact perpétuel entre les villes et les campagnes. La lutte se fait aussi plus vive entre les idées traditionnelles du pays et les idées nouvelles qui s'élaborent au milieu des transformations sociales, économiques et morales, dans les centres intellectuels. Malheur aux idées traditionnelles qui ne reposent pas sur le roc immuable de la nature humaine et qui vont à l'encontre des aspirations, des besoins nouveaux ! Elles fléchissent, se transforment, disparaissent, laissant l'inquiétude du désarroi là où elles ne sont pas remplacées ».

Même son de cloche chez E. Vandervelde (1910, p. 221) : « [...] formés au contact de leurs camarades, les ruraux ne tardent pas à devenir, dans leur village, les principaux agents de dispersion des idées qui ont cours dans les grandes agglomérations ». H. Demain (1919), pointe clairement du doigt les « ouvriers migrants », principaux responsables de la diminution de la foi et de l'esprit de famille dans les campagnes, et corrélativement, de la diminution de la natalité.

« [...] les témoins les plus sûrs nous affirment que la propagande néomalthusienne s'est répandue dans les localités rurales surtout grâce aux migrations. Dans les trains, dans les salles d'attente, dans les cabarets qui avoisinent les



chantiers, sur les chantiers eux-mêmes, les migrants ruraux entendent parler de la « grève des accouchements ». Et l'on connaît les motifs mis en avant par les socialistes : multiplier les existences, c'est augmenter la masse des ouvriers qui demandent du travail, c'est donc permettre aux patrons de continuer leurs salaires de famine, c'est laisser la classe populaire dans l'indigence et la misère. [...] Soyez peu nombreux et les capitalistes mendieront l'aide de vos bras, au lieu que c'est vous maintenant qui êtes aux genoux des capitalistes. Tel est le mot d'ordre de la procréation consciente. Après être descendu de la tribune des Congrès, il s'est transmis de bouche en bouche à travers les usines, et les migrants en ont recueilli les échos » (Demain, 1919, pp. 122-123).

Ces témoignages sont postérieurs à la baisse décisive de la fécondité et s'inscrivent souvent dans un cadre polémique, même si les mêmes constats émanent tant de socialistes que de cléricaux. Il n'empêche, les villes, les campagnes et les cités industrielles sont en contact permanent, en perpétuel mélange, notamment par le jeu des migrations. En outre, celles-ci, qu'elles soient temporaires ou pendulaires, ont largement contribué à prolétarianiser les campagnes.

« [...] entre Bruxelles et Charleroi, il n'y a pour ainsi dire pas un seul village, qui soit exclusivement agricole, qui ne contienne un noyau, plus ou moins dense, de prolétaires industriels. Cet état de chose ne date pas d'hier. Il y a plus d'un demi-siècle, déjà, un certain nombre d'ouvriers s'en allaient le dimanche soir, quelquefois en patache, le plus souvent à pied, et ne rentraient au village que le samedi ; mais depuis la décadence du tissage à domicile, la crise agricole et la création des trains ouvriers, ce qui était l'exception jadis est devenu la règle » (Vandervelde, 1898, pp. 2-3).

Le cloisonnement entre les milieux industriels et les milieux ruraux s'est progressivement effrité, et il est probable que les circonstances qui ont poussé les populations ouvrières, résidant dans les cités industrielles, à restreindre brutalement leur fécondité au cours des années 1870, aient également touché les ouvriers navetteurs domiciliés dans les communes rurales. Dans ce cas, et dans un premier temps, ne serait-ce pas avant tout la proportion d'ouvriers industriels résidant dans des localités rurales qui déterminerait la vigueur avec laquelle celles-ci ont emboîté le pas de la transition démographique ? Cette hypothèse ne pourra être vérifiée qu'à la lumière d'une étude détaillée exploitant toutes les ressources des registres de population de communes rurales.



## 5. Conclusion

Dans tous les milieux d'habitat considérés, les migrations – elles sont définies ici comme des mouvements impliquant un changement de commune de résidence – se sont globalement intensifiées au cours du 19<sup>e</sup> siècle. Au-delà de cette tendance générale, l'évolution de ce phénomène démographique porte largement l'empreinte des fluctuations de la conjoncture économique et des besoins de main-d'œuvre. Ainsi, partout, les taux de mobilité se sont accrus au cours de la période 1845-1856. Dans les campagnes, frappées de plein fouet par les crises agricoles et alimentaires de cette décennie, l'émigration aurait servi de régulateur démographique en épongeant une main-d'œuvre surabondante. Celle-ci aurait alors trouvé refuge à Bruxelles, aux Etats-Unis (dans une moindre mesure) et surtout dans les bassins industriels en plein développement économique. Les taux de mobilité grimpent en flèche dans les cités industrielles de la région de Charleroi et c'est durant ces années troublées que les taux d'accroissement migratoire y sont les plus élevés. Puis, avec le retour d'une meilleure conjoncture dans les campagnes, les taux de mobilité se stabilisent partout, avant de connaître une autre poussée significative entre 1870 et 1875. C'est que la Wallonie connaît une période d'essor industriel exceptionnel. Celle-ci sera de courte durée et la crise économique qui survint dès 1873 annonce une nouvelle période de stagnation des taux de mobilité dans le bassin industriel carolorégien.

Dans les cités industrielles, l'intensité de la mobilité est particulièrement élevée et assure un renouvellement quasi permanent d'une partie de leur population. Principaux pôles d'immigration et d'émigration, ces cités industrielles sont peuplées d'une population très instable qui ne s'enracine pas. Les émigrants se recrutent surtout parmi les immigrants. Pour quelques centimes de plus, dans la perspective de meilleures conditions de travail ou d'une illusoire promotion sociale, on passe d'un charbonnage à l'autre. Cette turbulence migratoire, si caractéristique des bassins industriels, s'effectue sur de petites distances. Elle constitue aussi un indice de l'instabilité professionnelle et de la fragilité de la condition des populations ouvrières du siècle dernier.

Qui sont ces immigrants vers les cités industrielles ? Une analyse, menée à partir des registres d'entrées de la commune de Châtelet de 1856 à 1869 et concernant près de 7 000 immigrants regroupés en 2 700 ménages, a permis de dégager les éléments suivants :



- On observe parmi la population d’immigrants un relatif équilibre numérique entre les deux sexes.
- La structure par âge de la population d’immigrants est globalement plus jeune que celle de la population d’accueil. Les jeunes adultes, âgés de 20 à 30 ans, et les enfants de moins de 10 ans sont surreprésentés.
- Si les ménages d’isolés sont majoritaires, la plupart des immigrants sont impliqués dans une migration de type familial. Il s’agit essentiellement de familles réduites, de constitution récente.
- Cette immigration industrielle concerne avant tout une population peu qualifiée.
- Si la majorité des immigrants provient d’une commune située à moins de 10 kilomètres de Châtelet, plus de la moitié d’entre eux sont nés à plus de 20 kilomètres de leur nouvelle commune de résidence. Cette distorsion entre lieu de provenance et lieu de naissance confirme l’existence d’étapes dans le parcours migratoire et l’instabilité migratoire des populations impliquées dans le développement industriel.
- Les déplacements à moyenne et longue distance concernent surtout des campagnards, pour la plupart nés en Hesbaye brabançonne et namuroise.
- Les isolés migrent en moyenne sur de plus longues distances que les familles. De même, les premiers sont davantage enclins à migrer directement du lieu d’origine vers Châtelet que les secondes. En d’autres termes, la turbulence migratoire entre les communes industrielles impliquerait avant tout des familles entières.

Cette analyse est bien entendu incomplète et mériterait d’être étendue à une plus longue période d’observation, à d’autres communes industrielles et à leurs émigrants.





***Conclusion de la première partie.  
Les crises socio-économiques comme agents  
détonateurs de la modification des  
comportements démographiques***

**1. Les cités industrielles de la région de Charleroi :  
un environnement démographique particulier**

Cette première partie a permis de mettre en évidence l'évolution de la dynamique de peuplement et des comportements démographiques des principaux milieux d'habitat qui constituent le centre de la Wallonie, de 1831 à 1910. Sur un plan strictement démographique, cet espace régional, relativement restreint, n'est guère homogène. Qu'il s'agisse du rythme d'évolution de la population, de l'importance et du rôle respectif des composantes du mouvement de la population, des comportements en matière de fécondité, de nuptialité, de mortalité ou de migrations, les différences entre les campagnes, les petites villes, une ville de taille moyenne comme Namur et les cités industrielles sont importantes et relativisent les apports descriptifs et explicatifs d'approches plus globalisantes, à l'échelle des régions, des provinces et des arrondissements.

L'histoire comparée des trajectoires démographiques des milieux d'habitat du centre de la Wallonie a démontré les spécificités du modèle démographique du bassin industriel carolorégien. Sur un plan strictement démographique, les cités industrielles se démarquent radicalement des autres milieux d'habitat. Poursuivis de l'industrialisation précoce et rapide de la

Wallonie du siècle dernier, ces cités industrielles constituent un milieu d'habitat hybride, qui s'est progressivement détaché du cadre rural qui l'a enfanté, mais sans jamais se parer des caractéristiques fonctionnelles typiquement urbaines, auxquelles il aurait pu prétendre en fonction d'une croissance démographique rapide. Rappelons qu'en moins d'un siècle, la population du bassin industriel carolorégien a été multipliée par six, sa part relative au sein de la population totale du centre de la Wallonie augmentant de 15 % en 1831 à 40 % en 1910. En marge des campagnes et des villes traditionnelles, les bassins industriels ont généré un environnement démographique particulier qui ne fonctionne pas selon les normes traditionnelles en vigueur dans les autres milieux d'habitat.

La transformation économique de la Wallonie, caractérisée par le passage d'une économie fortement décentralisée à dominante agricole à une forme intégrée dotée d'un système de production très mécanisé, a perturbé la structure et l'organisation du travail et a modifié les règles anciennes du jeu démographique. En milieu industriel, la constitution d'une famille n'est plus conditionnée à la possession d'un toit et d'une terre. La prolétarianisation de la main-d'œuvre assure une indépendance économique précoce, facilite l'accès au mariage et favorise la constitution d'une descendance abondante, d'autant que le travail des enfants constitue une pièce maîtresse du système économique industriel et de l'économie des ménages. Le mécanisme autorégulateur traditionnel, associant une fécondité légitime élevée, un mariage tardif et un célibat définitif important, ne s'impose donc guère dans le milieu industriel carolorégien. Par rapport aux campagnes et aux villes traditionnelles, les mariages y sont plus précoces et plus nombreux et drainent une natalité et une fécondité générale plus abondantes. Aucun frein démographique, si ce n'est une mortalité un peu plus élevée à certains moments, ne vient réellement contrecarrer une démographie débridée marquée par de fortes croissances naturelle et migratoire et un renouvellement quasi permanent d'une population extrêmement mobile.

Le modèle démographique révélé par le bassin industriel de Charleroi reproduit dans les grandes lignes celui qui caractérise au siècle dernier la plupart des bassins industriels d'Europe occidentale (Leboutte, 1997). Mais derrière cette apparente homogénéité démographique, se dissimulent néanmoins quelques contrastes significatifs qui soulignent l'aspect multidimensionnel des territoires de l'industrie. Les principaux éléments de comparaison nous ont été fournis par la thèse de R. Leboutte (1988) consacrée aux bassins industriels en aval de Liège. Ainsi, par exemple, durant la période pré-transitionnelle, la région industrielle de Charleroi se distingue des bas



sins liégeois par une natalité et une fécondité générale plus élevées, alors que la fécondité légitime y est plus basse. C'est que dans le bassin industriel de Charleroi, le frein malthusien de la nuptialité est nettement moins efficace que dans les régions industrielles liégeoises. Dans les cités industrielles carolorégiennes, on convole plus volontiers en justes noces et, pour les femmes, les unions sont conclues à un âge moins tardif que dans les localités industrielles liégeoises, où l'on semble un peu plus attentiste. Ce caractère transparaît également lorsque s'amorce la baisse irréversible de la fécondité. Celle-ci intervient au même moment dans les deux bassins industriels, mais le décrochage est nettement plus brutal dans la région industrielle de Charleroi. Quelques indices semblent démontrer que le modèle démographique développé par le bassin industriel carolorégien se rapproche étroitement de celui présenté par les bassins industriels du Borinage et de la région du Centre, mais ces derniers n'ont guère fait l'objet d'une analyse démographique détaillée pour la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle.

## 2. Le synchronisme de l'évolution démographique dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie et l'impact des crises socio-économiques sur la modification des comportements démographiques

En dépit des différences observées, l'évolution des composantes démographiques de ces différents milieux d'habitat n'est pas indépendante. Par le jeu des migrations, ils sont en contact permanent et les habitants perdus par les uns trouvent refuge chez les autres. Erigées à partir d'un moule rural, les communes ceinturant Charleroi ont bénéficié de leur formidable expansion économique pour devenir l'un des principaux réceptacles de la main-d'œuvre agricole des régions de l'Entre-Sambre-et-Meuse, du Condroz et de la Hesbaye brabançonne et namuroise. Ces dernières constituent en quelque sorte le bassin démographique des cités industrielles de la région de Charleroi. Les cités industrielles et les campagnes environnantes agissent et interagissent comme des partenaires associés. Le lien avec les petites villes ou des villes de taille moyenne, telle que Namur, est plus flou, même si on peut légitimement supposer qu'elles ont pu faire office de relais migratoire dans bien des cas.

Entre ces milieux d'habitat, les différences se marquent essentiellement dans l'intensité des paramètres démographiques et dans la vigueur avec laquelle les ruptures de tendances interviennent. Néanmoins, l'évolution des





courbes de natalité, de fécondité, de nuptialité, de mortalité et de mobilité épouse généralement le même profil, marqué par les mêmes secousses et les mêmes cassures décisives. En d'autres termes, aux facteurs spécifiques qui détermineraient dans chaque milieu d'habitat le niveau des différentes variables démographiques, se mêleraient des facteurs plus généraux qui orienteraient les fluctuations et les tendances lourdes de chaque phénomène, quel que soit le milieu de résidence.

En laissant dans l'ombre la mortalité, phénomène auquel, reconnaissons-le, nous n'avons accordé qu'une attention limitée, la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle est le théâtre d'une double révolution démographique. C'est d'abord l'explosion des mobilités, favorisée par les nombreux débouchés offerts par l'industrialisation et la conquête des « terres vierges » d'Amérique du Nord et bien appuyée par le formidable développement des voies et moyens de communication. C'est ensuite, la diminution irréversible de la natalité. Désormais, les couples contrôlent consciemment leur procréation et se libèrent des entraves qui refrénaient les mariages. Mais ici aussi, la rupture est brutale, et en particulier dans les cités industrielles où en l'espace d'une dizaine d'années, entre 1875 et 1885, la natalité a chuté de 20 %, alors qu'entre 1866 et 1890, la fécondité légitime enregistrait un déficit de plus de 30 %. Le décrochage soudain des taux de natalité entre 1872 et 1875 et la rapidité de la baisse qui s'ensuit cadrent mal avec la théorie explicative de la diffusion culturelle de l'innovation, préconisée par « l'école de Princeton ».

Les crises agricoles et alimentaires de la moitié des années 1845-1856 et la dépression économique des années 1873-1892 marquent de leur empreinte l'évolution des profils démographiques. Les populations qui furent confrontées à ces crises socio-économiques ont inventé ou développé, en fonction des opportunités offertes, des réponses démographiques spécifiques. La première, qui toucha en priorité les campagnes, a généré un formidable mouvement d'émigration rurale vers les villes et les cités industrielles en plein développement. Comme nous l'avons vu, les courbes de la nuptialité, de la natalité et de la mortalité portent la trace des crises socio-économiques qui perturbèrent les années 1845-1856. Mais pour beaucoup, le dilemme se posa en ces termes : la valise ou la faim et au pire la mort ! En définitive, vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les facteurs se coalisèrent pour amorcer une véritable révolution migratoire, avec d'un côté des campagnes meurtries par les crises agricoles et alimentaires et la décadence de l'industrie à domicile, et de l'autre, les bassins industriels en plein développement économique, et de manière plus sporadique les Etats-Unis, offrant de nombreux débouchés.



Quant à la seconde réponse démographique, qui frappa principalement les bassins industriels, elle força les familles ouvrières à limiter les naissances afin de préserver les acquis gagnés au cours des années précédentes. Simples réponses momentanées à une situation de crise, ces comportements démographiques nouveaux sont progressivement entrés dans les mœurs ; la mobilité s'est sensiblement accrue durant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle dans tous les milieux d'habitat et partout, après 1880, la limitation des naissances dans le mariage s'est développée et les différences d'intensité de la natalité et de la fécondité se sont atténuées. Ces deux crises auraient servi de détonateur dans les processus de transition de la mobilité – le passage d'une société relativement stable à une société très mobile – et de transition de la fécondité – le passage d'une société qui ne pratique pas la limitation volontaire des naissances dans le mariage, à une société qui contrôle consciemment sa fécondité.

Dans la seconde partie, cette hypothèse explicative pourra être vérifiée par l'analyse de données individuelles. Mais cette approche n'abordera toutefois que le cas de la dépression économique des années 1873-1892 et son impact sur la modification des comportements reproducteurs dans les cités industrielles.





## DEUXIÈME PARTIE

LE DÉCLIN DE LA FÉCONDITÉ  
DANS LES CITÉS INDUSTRIELLES DE LA RÉGION  
DE CHARLEROI ET LE RÔLE JOUÉ PAR LA  
« GRANDE DÉPRESSION ÉCONOMIQUE »  
DES ANNÉES 1873-1892






# ***Chapitre 1.***

## ***Repères méthodologiques : objectifs, hypothèse et sources de données***

### **1. Objectifs et hypothèse**



Les cités industrielles constituent un élément particulièrement dynamique de la démographie wallonne du 19<sup>e</sup> siècle. Ce nouveau modèle urbain, un peu hybride, créé à partir de petites communautés rurales, mais sans jamais réellement ressembler aux villes classiques, a bénéficié d'une croissance démographique très rapide, alimentée par une natalité élevée et des apports migratoires importants. Si ces derniers ont largement contribué au développement et au renouvellement de la population des cités industrielles, le bilan naturel fut au 19<sup>e</sup> siècle l'élément le plus déterminant de leur croissance démographique (Eggerickx et Poulain, 1995a).

La natalité et la fécondité des cités industrielles accusent pourtant un recul net et décisif au cours du dernier quart du siècle ; les taux de natalité sont en chute libre dès 1872-1875<sup>1</sup> alors que les indices de fécondité générale (If) et légitime (Ig) révèlent une diminution sensible entre les recensements de 1866 et de 1880 (Eggerickx, 1995a ; Oris, 1995a). La figure 69 illustre l'évolution du taux brut de natalité, de 1856 à 1910, pour un ensemble de communes situées dans le bassin industriel carolorégien. Durant les

---

1 C'est au cours des mêmes années que s'amorce la baisse irréversible de la natalité dans les bassins industriels en aval de Liège (Leboutte, 1988). C'est également vers 1870 que les taux de natalité commencent à diminuer de façon sensible à Verviers (Alter, 1988).

trois premiers quarts du siècle, les taux de natalité se maintiennent à un niveau élevé, entre 35 et 45 ‰ avant de diminuer brutalement et de façon irréversible à partir des années 1872-1875. Entre 1873 et 1886, la natalité de l'ensemble de ces communes a baissé en moyenne de près de 30 %. Ce mouvement de baisse marque un temps d'arrêt entre 1886 et 1900 pour reprendre de plus belle dès le début du 20<sup>e</sup> siècle. Il est édifiant de constater que cette chronologie, et plus particulièrement le décrochage du taux de natalité vers 1872-1875, sont respectés quasiment « à la lettre » dans chacune de ces communes, alors que ces tendances sont nettement moins perceptibles dans les autres milieux d'habitat<sup>2</sup>. Compte tenu de l'inertie caractéristique des structures par âge et par sexe, on peut estimer que cette baisse de la natalité reflète en grande partie la diminution de la fécondité générale dans les milieux industriels.

La seconde partie de cet ouvrage sera plus spécifiquement consacrée à cette période qui marque le début de la baisse de la fécondité pour la population des milieux industriels. Cette analyse des comportements reproducteurs dans le bassin industriel carolorégien se situe dans le cadre historique de la grande dépression économique des années 1873-1892. Notre objectif principal est de montrer qu'il existe un lien direct entre la baisse rapide et irréversible de la fécondité dans les milieux industriels au cours de la décennie 1870-1880 et la crise économique. Très brièvement, notre hypothèse explicative<sup>3</sup> est la suivante : l'industrialisation a rompu le lien qui existait entre la pression démographique et la diminution du revenu réel par habitant. Désormais, la croissance de la population n'est plus un obstacle et se concilie, par le biais notamment d'une demande croissante de main-d'œuvre, avec le progrès de la prospérité industrielle. Après une longue période de lente amélioration du niveau de vie et de quasi-plein emploi, entre 1850 et 1873, la crise économique aurait mis en péril le niveau de vie, encore précaire, atteint par une frange de plus en plus large de la population et dont la sauvegarde passait automatiquement par une stratégie d'adaptation nouvelle : le contrôle volontaire et direct de la fécondité dans le mariage. La crise indus

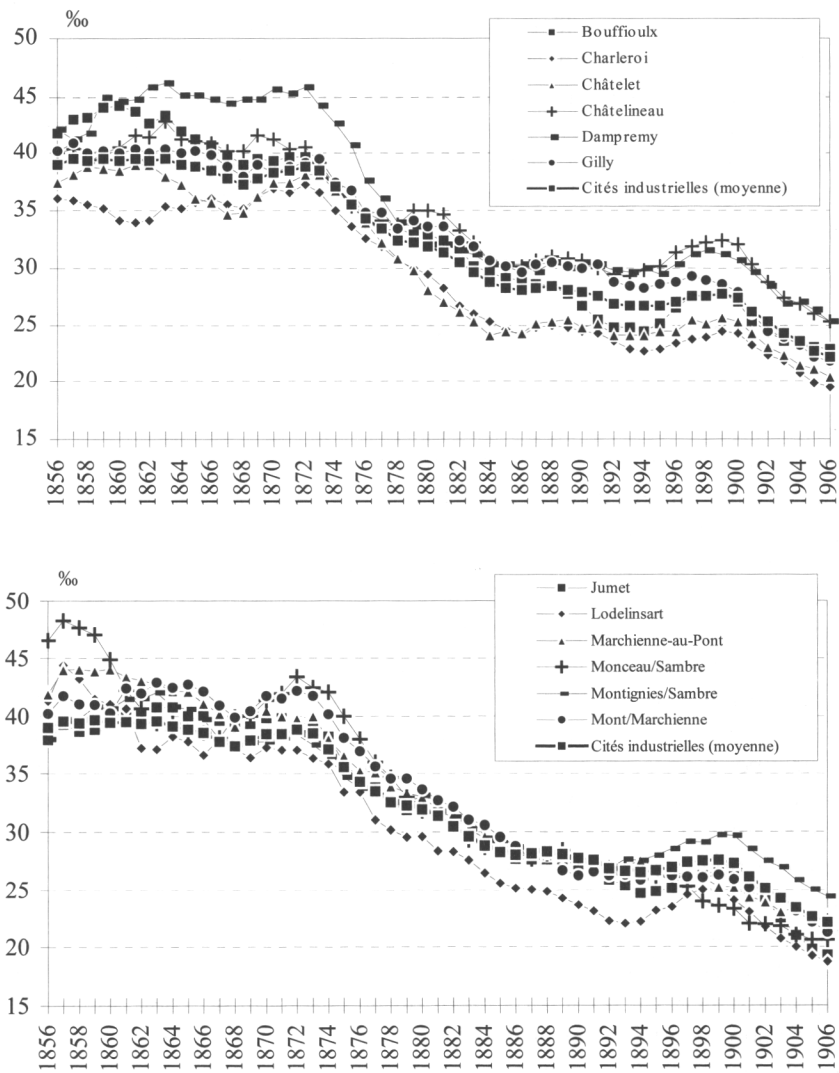


2 Selon l'analyse menée par R. Lesthaeghe (1977), ce sont les arrondissements industriels du Hainaut et l'arrondissement de Philippeville qui ouvrent le bal du déclin irréversible de la fécondité en Belgique.

3 Cette hypothèse explicative a été récemment avancée par R. Leboutte (1988) et M. Poulain (1996). Bien avant, H. Denis (1899-1900) avait déjà envisagé cette relation entre le niveau de vie et la baisse de la natalité-fécondité. Enfin, cette dernière se retrouve en filigrane dans bien des études contemporaines (voir, par exemple, Wrigley, 1969 ; Wilcox et Golden, 1982 ; Schellekens, 1993).

truelle qui s’amorce en 1873 aurait donc agi comme un détonateur sur la baisse irréversible de la fécondité.

Figure 69. L’évolution du taux brut de natalité dans les cités industrielles de la région de Charleroi, de 1856 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années)





Par ailleurs, les cités industrielles se composent d'un nombre important de « non-natifs » et elles sont animées d'une dynamique migratoire qui assure un renouvellement presque permanent d'une partie importante de leur population. L'étude de la diminution de la fécondité ne peut faire abstraction de l'analyse des comportements reproducteurs des populations d'immigrants. Il s'agira donc de déterminer si, d'une part, les familles d'immigrants se caractérisent par une fécondité différente de celle des autochtones et si, d'autre part, dans les années 1870-1880, ces migrants peuvent être considérés comme les instigateurs de la baisse irréversible de la fécondité. De même observe-t-on des différences significatives, tant dans les niveaux que dans l'évolution de la fécondité, selon le milieu socioprofessionnel ? Nous distinguerons trois grands groupes : les houilleurs, les verriers et la petite bourgeoisie.

## 2. Sources et méthode de dépouillement

Les données agrégées, extraites des recensements de la population et des statistiques du mouvement de la population, nous ont permis de dresser, dans la première partie, la toile de fond de la transition démographique dans les différents milieux d'habitat considérés. Toutefois, cette approche dévoile très vite ses limites quant à la compréhension et à l'interprétation des mécanismes démographiques qui ont suscité la transformation des comportements de reproduction (Hareven et Vinovskis, 1978 ; Livi-Bacci, 1984 ; Knodel, 1986 ; Alter, 1988 ; Gutmann et Watkins, 1990). D'une part, les statistiques publiées permettent uniquement de calculer un taux de natalité, un taux global de fécondité, voire dans le meilleur des cas, les « indices de Coale » (Ig, If, Ih et Im). Le calcul de ces derniers nécessite les structures de population par groupe d'âges, par sexe et par état matrimonial. Celles-ci ne sont connues qu'au moment des recensements de la population mais, pour 1846 et 1856, elles ne concernent que les chefs-lieux de province, chacune des villes « officielles » et l'ensemble des communes rurales de chaque province. A partir du recensement de 1866, ces données sont disponibles pour toutes les localités de plus de 10 000 habitants, pour l'ensemble des communes de plus de 5 000 habitants et de celles de moins de 5 000 habitants de chaque province. Ce n'est qu'à partir du recensement de 1880 que ces informations sont ventilées par arrondissements. En d'autres termes, l'analyse de ces indices agrégés se heurte à la longueur des périodes intercensitaires et souffre d'un manque de cohérence dans l'espace. D'autre part, les indices



transversaux de fécondité générale (If) et de fécondité légitime (Ig), au même titre d'ailleurs que l'indice conjoncturel de fécondité ou la descendance finale, n'expriment que l'intensité du phénomène, sans aucune référence à son calendrier. La diminution de la fécondité peut être le fait de stratégies spécifiques – recul de l'âge au mariage, étalement des naissances, contrôle volontaire par arrêt – que ne peuvent dévoiler les sources traditionnelles. Dans le cas de la Belgique, le recours aux registres de population autorise une approche longitudinale de la fécondité et le calcul des mesures les plus raffinées de la fécondité : descendance finale, taux de fécondité par âge, selon l'âge au mariage ou la durée de mariage, âge moyen à la dernière maternité, âge moyen à la première naissance, intervalles intergénéraliques, probabilités d'agrandissement...

## 2.1. Les registres de population : avantages et limites

Sous l'impulsion d'A. Quetelet et de la Commission Centrale de Statistiques et en application de l'arrêté royal du 30 juin 1846, les registres de population furent instaurés dans chaque commune de Belgique à partir de 1847<sup>4</sup>. L'article 20 de l'instruction générale annexée à l'Arrêté Royal stipule que :

« [...] il sera établi à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1847, dans chaque commune urbaine et rurale du Royaume, un registre de population [...] destiné à l'inscription nominative de tous les habitants de la commune. Ce registre sera constamment tenu au courant des variations qui surviennent dans la population par suite des naissances, des décès et des changements de demeure ou de résidence » (cité par Van de Walle et Blanc, 1975, p. 116).

Il s'agit d'un relevé de la population de droit de la commune – soit les habitants qui y ont établi leur « résidence habituelle » – et de tous les événements et changements qui affectent cette population au fil du temps. Plus concrètement, chaque naissance (lieu et date), décès (date), entrée dans la commune (date et lieu de provenance), sortie de la commune (date et lieu de destination) ou déménagement à l'intérieur de celle-ci doit être mentionné. On y trouve également la mention du statut matrimonial de chaque personne, les modifications éventuelles de ce statut ainsi que la date du mariage lorsque celui-ci survient dans la commune. Nous disposons aussi d'informations

4 Pour l'historique du registre de population en Belgique, voir notamment, Van de Walle et Blanc (1975), Poulain (1978), Leboutte et Obotela (1988).

sur la profession et sur la filiation à l'intérieur du ménage et, très occasionnellement, sur la milice, sur la garde civique, sur l'assistance publique, sur le casier judiciaire (Leboutte et Obotela, 1988) et sur les causes de décès. L'unité de dénombrement est le ménage et chaque double folio du registre correspond à un ménage résidant dans un logement, à une adresse précise. Un registre comprend environ 200 doubles folios, classés par section ou quartier, ensuite par rue et par numéro de maison. La première ligne du double folio correspond généralement au chef de ménage, ensuite sont retranscrites dans l'ordre, les informations relatives à l'épouse, à chacun des enfants du couple, puis celles concernant d'autres membres du ménage, les domestiques et les personnes non apparentées (Van de Walle et Blanc, 1975).

Le recensement de la population du 15 octobre 1846 servit de base à l'élaboration des premiers registres de population qui couvrent la période 1846-1856. Chaque recensement ultérieur a ensuite permis de corriger et de remettre à jour ces registres, en procédant le plus souvent à leur renouvellement. En d'autres termes, chaque période intercensitaire correspond en général à la période couverte par un registre de population<sup>5</sup>. Le registre de population se trouve à la croisée des deux principales sources d'informations en démographie : le recensement et l'état civil (Alter, 1988). Comme le recensement, le registre de population fournit des renseignements sur les caractéristiques d'âge, de sexe, de nationalité, d'origine, de statut matrimonial et de profession de la population concernée. Comme les registres d'état civil, le registre de population relève les « événements vitaux » (naissance, décès et mariage) survenant au sein de la population et au cours d'une période donnée. Malgré le souhait initial d'A. Quetelet et de ses collègues, le registre de population n'a jamais réussi à se substituer à ces deux instruments d'observation classique que sont le recensement et l'état civil (Van de Walle et Blanc, 1975). Il présente néanmoins de nombreux avantages :

- Il est la seule source de données fournissant des informations directes sur les mouvements migratoires (dates d'entrée et de sortie, lieux de destination et de provenance).

5 En général, pour le 19<sup>e</sup> siècle, les registres de population couvrent les périodes intercensitaires 1867-1880, 1881-1890, 1891-1900... Les premiers registres couvrent soit la double période intercensitaire 1847-1866 (par exemple Grez-Doiceau (Eggerickx, 1987), Monceau/s/Sambre), soit les périodes intercensitaires 1847-1856 et 1857-1866 (par exemple, Verviers (Alter, 1988), Lodelinsart, Roux, Charleroi). D'autres exceptions peuvent être signalées ; ainsi, le premier registre de population de la commune de Montignies-sur-Sambre s'étend sur la période 1846-1895 alors qu'à Roux, il existe un registre pour la période 1867-1876 et un autre pour la période 1877-1890.



- Il se suffit à lui-même pour calculer les indices démographiques les plus complexes et les plus corrects. Le registre de population fournit à la fois le numérateur (événements) et le dénominateur (population soumise au risque) des différents taux ou quotients, alors que traditionnellement, ceux-ci nécessitent une combinaison des informations issues de l'état civil et des recensements, lesquels ne concernent pas la même population. En effet, le recensement présente généralement les caractéristiques de la population de droit (sauf en 1846 et en 1856) alors que l'état civil dénombre les événements survenant dans la population de fait. Dans les registres de population, c'est la population de droit qui est concernée, y compris dans le relevé des naissances, des mariages et des décès.
- Le registre de population est un instrument d'observation continue alors que le recensement est un instrument d'observation ponctuel. Il est donc possible de fournir, à n'importe quel moment de la période couverte par le registre, une « photo » des structures de la population, alors que le recensement ne peut produire cet instantané qu'à une seule date. Par extension, les indicateurs, calculés sur base d'une combinaison du recensement et de l'état civil sont tributaires de la date du recensement. Le registre de population propose donc une observation dynamique nettement plus riche que la description statique fournie par le recensement.
- Le registre de population présente de façon suivie des informations par individu<sup>6</sup>, par ménage et par famille. Cette source administrative favorise donc une approche longitudinale des phénomènes démographiques, lesquels peuvent également être appréhendés, de façon transversale.

Sur le papier, le registre de population constitue donc un instrument d'observation d'un grand intérêt. « *La richesse des informations renfermées dans ces milliers de lourds in-folios constitue une mine inépuisable pour la connaissance démographique et sociale de la population belge* » (Leboutte et Obotela, 1988, p. 303). Pourtant, ils demeurent largement sous-exploités, tant parmi les démographes que parmi les historiens. L'utilisation des registres oblige le chercheur à naviguer dans les eaux parfois tumultueuses de la

6 Un certain nombre de travaux ont utilisé les listes nominatives des recensements américains (Hareven et Vinovskis, 1978 ; Wilcox et Golden, 1982...). Il s'agit bien évidemment d'approches transversales qui ne fournissent qu'une vue partielle de la fécondité des couples. En effet, l'indicateur utilisé rapporte le nombre d'enfants en vie, de moins de 5 ans ou de moins de 10 ans au moment du recensement, au nombre de femmes âgées de 20 à 49 ans. La fécondité est donc sous-estimée car, d'une part, les enfants décédés ou vivant hors du noyau familial ne sont pas pris en considération, et d'autre part, les enfants de plus de 5 ans ou de plus de 10 ans n'interviennent pas au numérateur.

micro-démographie, alors que traditionnellement, le démographe se sent plus à l'aise dans les sphères continentales, nationales ou au pire régionales des grands nombres. Par ailleurs, les maux dont souffrent les registres pousseront parfois les historiens à leur tourner le dos sans autre forme de procès<sup>7</sup>. Car si ces registres « [...] ont fait l'admiration de l'Europe entière au siècle dernier » (Leboutte et Obotela, 1988, p. 286), ils ne sont pas exempts de tout reproche.

Le problème majeur qui affecte les registres de population concerne le sous-enregistrement des mobilités, qu'il s'agisse des mouvements internationaux, des mouvements entre communes comme ceux d'un logement à l'autre dans la même commune (Watkins et Gutman, 1983 ; Alter, 1988 ; Gutman et Watkins, 1990). La plupart des études critiques ont avant tout épinglé le mauvais enregistrement des émigrations (Alter, 1988). Jusqu'en 1856, aucune loi n'oblige les personnes qui changent leur résidence à le signaler à l'administration. Cette obligation interviendra à partir de 1856 mais « [...] la modicité d'une amende rarement appliquée et la méconnaissance, de la part de la population, des mesures administratives à prendre en cas de changement de résidence [...] » (Leboutte et Obotela, 1988, p. 295) justifient largement ce biais. Dans l'Exposé de la situation de la province de Namur de 1869, l'administration communale de la ville de Namur déplorait que les chiffres du mouvement migratoire ne correspondent pas à la réalité observée : « [...] beaucoup d'étrangers viennent se faire inscrire, mais il en est bien qui quittent la ville furtivement sans qu'on sache où ils sont allés [...] » (cité par Lothe, 1978, p. 114). Inversement, la fiabilité des immigrations semble davantage assurée. Selon A. Julin (1900, p. 413),

« Depuis 1896, le ministère de l'intérieur fait procéder à des contrôles périodiques des registres de population. Celui qui eut lieu en 1896, à l'époque même du recensement [industriel] montre que dans l'arrondissement de Bruxelles il y avait, pour une population de 192 073 personnes, 1 % seulement de non-inscriptions aux registres. [...] Dans d'autres parties du pays, on fait remarquer que les non-inscriptions sont, pour la plupart des cas, le fait de servantes et d'ouvriers agricoles qui vont souvent, de commune en commune, chercher de

7 Pour J. Stengers (1973, p. 22), « [...] bon nombre de chiffres locaux et régionaux, tirés de la statistique des registres de population, sont purement et simplement inutilisables. Les statistiques m'ont causé suffisamment d'ennuis pour que j'en sois provisoirement dégoûté ». Un exemple édifiant de cette tendance est fourni par la thèse de doctorat de C. Dumont (1994) consacrée aux mouvements migratoires dans le bassin industriel de Charleroi entre 1800 et 1866. Compte tenu du sous-enregistrement des entrées et des sorties dont souffrent les registres de population, l'auteur préfère appréhender les mouvements migratoires via des techniques et des sources indirectes.

l'ouvrage et négligent de se faire inscrire aux registres de population de la commune où ils établissent leur domicile. On ne signale nulle part, même dans les localités industrielles, que les non-inscriptions soient fréquentes en ce qui concernent les ouvriers industriels [...] ».

Par ailleurs, le registre de population est un outil administratif dont la qualité est largement tributaire de la diligence et de la rigueur du personnel communal. D'une manière plus générale, la qualité de l'enregistrement des mouvements migratoires semble très variable d'une commune à l'autre.

Une sévère analyse critique des registres de population a été réalisée par J. Stengers, sur base de la confrontation des statistiques d'émigration vers les Etats-Unis (Stengers, 1973 ; 1980). Selon J. Stengers (1980), la statistique des registres relève, entre 1906 et 1913, 24.717 personnes qui quittent la Belgique vers l'Amérique du Nord. Or, pour ces mêmes années, les services d'immigration des Etats-Unis et du Canada dénombrent 53 279 entrées de Belges, soit deux fois plus. Dans le dépouillement que nous avons effectué à partir du registre de population de Grez-Doiceau de la période 1847-1866, nous avons dénombré 408 personnes recensées comme émigrantes aux Etats-Unis entre le 1<sup>er</sup> janvier 1852 et le 1<sup>er</sup> janvier 1858. En complétant ces résultats par d'autres documents – le registre d'embarquement au port d'Anvers, les listes dressées à l'arrivée aux Etats-Unis et les recensements de population américains – nous obtenons un chiffre de 425 émigrants dont on a la certitude qu'ils demeuraient à Grez-Doiceau avant leur départ, soit une différence « raisonnable » de 17 personnes (Eggerickx, 1987). Dans ce cas précis, l'incidence du sous-enregistrement est très faible et pourrait s'expliquer, d'une part, par le fait que les émigrants, lors de leur arrivée sur le sol américain, devaient être munis d'un certificat de bonne vie et mœurs délivré par leur commune de résidence en Belgique, et d'autre part, par le caractère rural et familial de cette émigration. On peut supposer que, dans le contexte de sociabilité de la communauté rurale du siècle dernier, où tous se connaissaient, le départ de plusieurs familles ne pouvait passer inaperçu, notamment aux yeux des autorités administratives. Dans leur étude critique sur les registres de population de la commune de La Hulpe, Watkins et Gutman (1983) confirment que les entrées et les sorties semblent correctement enregistrées lorsqu'elles concernent des familles entières. Les problèmes touchent davantage les célibataires, les personnes de 16-35 ans et les domestiques qui migrent fréquemment sans déclarer leur mouvement. Ces auteurs supposent que ces sous-enregistrements se compensent à l'entrée comme à la sortie, et n'affectent pas les résultats.



Si l'enregistrement des caractéristiques et des événements démographiques semble généralement correct et exhaustif pour les populations sédentaires (Watkins et Gutman, 1983), il n'en est pas de même pour les populations immigrantes. La date du mariage est souvent inconnue s'il a eu lieu en dehors de la commune d'accueil. De même, il n'y a aucune trace des enfants décédés en dehors de cette commune ou ayant quitté la famille avant que celle-ci ne s'installe dans la commune. On comprend les biais que ces lacunes peuvent occasionner lors d'une étude sur la fécondité.

Enfin, d'autres problèmes sont inhérents à la configuration et à l'organisation des registres. Ces registres occupent un volume de pages considérable et il sera d'autant plus important que la population concernée est nombreuse et que sa mobilité est élevée<sup>8</sup>. En d'autres termes, pour une localité relativement importante, un dépouillement exhaustif des registres de population est une entreprise de très longue haleine, propre à décourager les chercheurs les plus tenaces... ou les plus inconscients. L'ampleur du dépouillement et la quantité d'informations à encoder, à « digérer » et à analyser constituent le goulet d'étranglement de bien des projets. Comme ce fut le cas des registres paroissiaux et de la reconstitution des familles<sup>9</sup>, l'exploitation complète des registres de population ne peut raisonnablement concerner que des petites communes avec le risque de verser dans l'étude de cas, sans grande représentativité (Spagnoli, 1977b). Il existe heureusement quelques exceptions à cette tendance. Citons en particulier l'étude menée par R. Leboutte (1988) sur le cas des bassins industriels en aval de Liège, celles réalisées par M. Oris (1988a, 1993) pour la petite ville de Huy et par S. Pasleau (1993, 1995a) pour la cité industrielle de Seraing ou encore les recherches de G. Alter (1988) dans le cas de Verviers. A notre connaissance, aucune cité industrielle de la région de Charleroi n'a encore fait l'objet d'une telle étude.

En outre, les registres de population se réfèrent à des périodes relativement courtes, en moyenne 10 ans, et ne fournissent donc que des histoires de vie incomplètes. Prenons un exemple concret (figure 70) : Pierre Falise et Berlinde De Cubber se sont mariés à Jumet en janvier 1863. De leur union

8 En guise d'exemple, pour la période 1881-1890, le registre de population de Jumet (20 000 hab. en 1880) couvre 28 volumes, celui de la ville de Charleroi (16 000 hab.), 59 volumes et celui de Lodelinsart (6 500 hab. en 1880), 13 volumes.

9 Rappelons les principales difficultés auxquelles furent confrontées les entreprises de reconstitution des familles à partir des registres paroissiaux : dépouillement de nombreux actes pour un faible nombre de familles exploitables, étroitesse du champ d'observation qui ne concerne que de petites paroisses et des familles stables, faiblesse des effectifs et importance des variations aléatoires (Bideau et al., 1988).



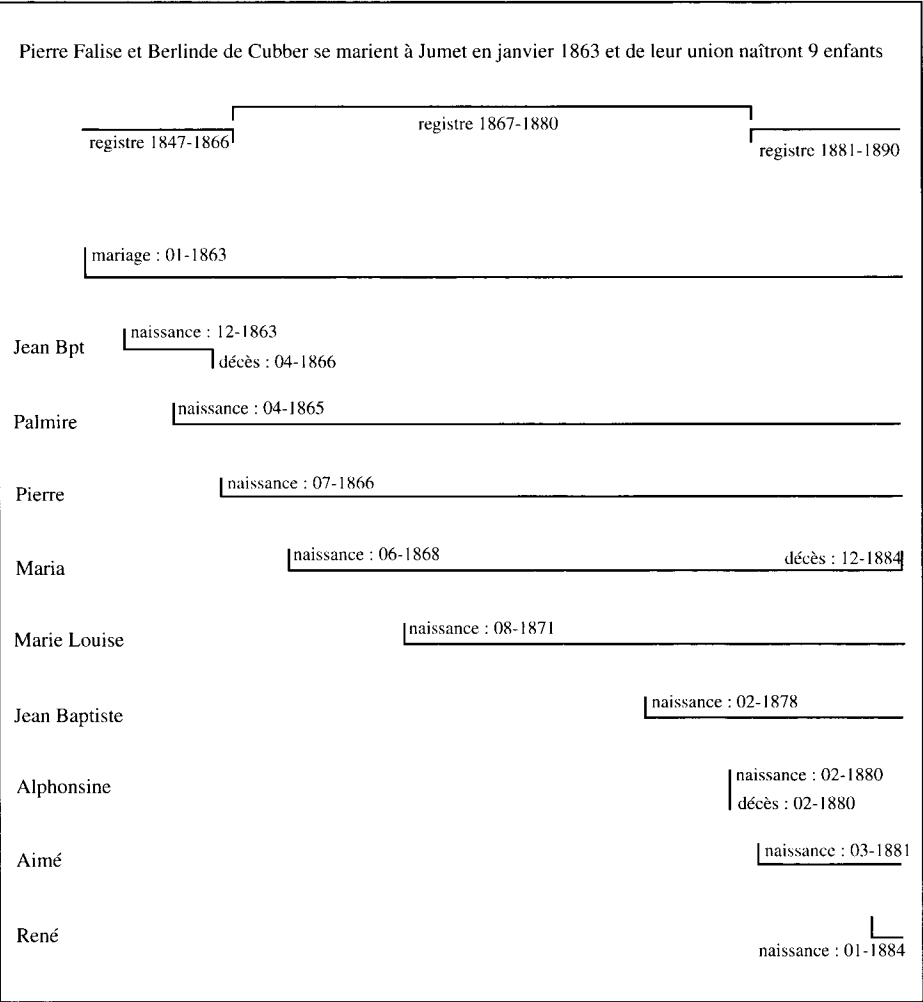
sont nés 9 enfants, Jean-Baptiste en 1863, Palmire en 1865, Pierre en 1866, Maria en 1868, Marie Louise en 1871, Jean-Baptiste en 1878, Alphonsine en 1880, Aimé en 1881 et enfin René en 1884. La vie génésique du couple s'est donc étendue sur une période de 21 ans, couverte par 3 registres successifs (1847-1866, 1867-1880 et 1881-1890). L'utilisation exclusive d'un de ces registres entraînera automatiquement une perte d'informations et une mesure plus que partielle de la fécondité de ce couple. En effet, le registre de 1847-1866 ne relève que 3 des 9 naissances, celui de 1867-1880 n'en mentionne que 6 car Jean-Baptiste est décédé en 1866 et Aimé comme René ne sont pas encore nés. Enfin, le dernier registre ne recense que 7 naissances car, outre le décès du premier enfant, cette famille eut également à déplorer la mort d'Alphonsine en 1880.

Il s'agit donc de reconstituer les familles et de restituer la fécondité complète de chaque femme. Sachant que les registres perdent la trace de tous ceux qui vont s'installer en dehors des limites de la commune, la reconstitution des familles concerne généralement les populations géographiquement stables. Dans le cas contraire, il reste à poser l'hypothèse, à priori contraignante, que la population mobile a les mêmes comportements démographiques que la population sédentaire (Alter, 1988 ; Moch, 1992). La reconstitution de la fécondité complète des couples suppose une période d'observation d'une trentaine d'années, soit le pistage des familles dans deux, voire trois registres successifs. Compte tenu du nombre de registres pour une période d'observation donnée et de l'augmentation de leur nombre d'une période à l'autre<sup>10</sup>, le couplage exhaustif des registres est une tâche quasiment démesurée (Alter, 1988). L'option la plus raisonnable est alors de travailler sur un échantillon de familles qui sera représentatif de la population étudiée ou adapté à une problématique spécifique.

<sup>10</sup> Pour Jumet, on dénombre 16 registres pour la période 1847-1866, 20 registres pour la période 1867-1880, 28 registres pour la période 1881-1890, 35 registres pour la période 1891-1900 et 73 registres pour la période 1900-1910, soit au total, 172 registres couvrant une bonne soixantaine d'années.



Figure 70. Un exemple du couplage des informations provenant des registres de population



2.2. La méthode de dépouillement dans les registres de population et les caractéristiques de l'échantillon de familles

Notre analyse de la baisse de la fécondité dans les milieux industriels de la région de Charleroi repose intégralement sur l'exploitation des registres

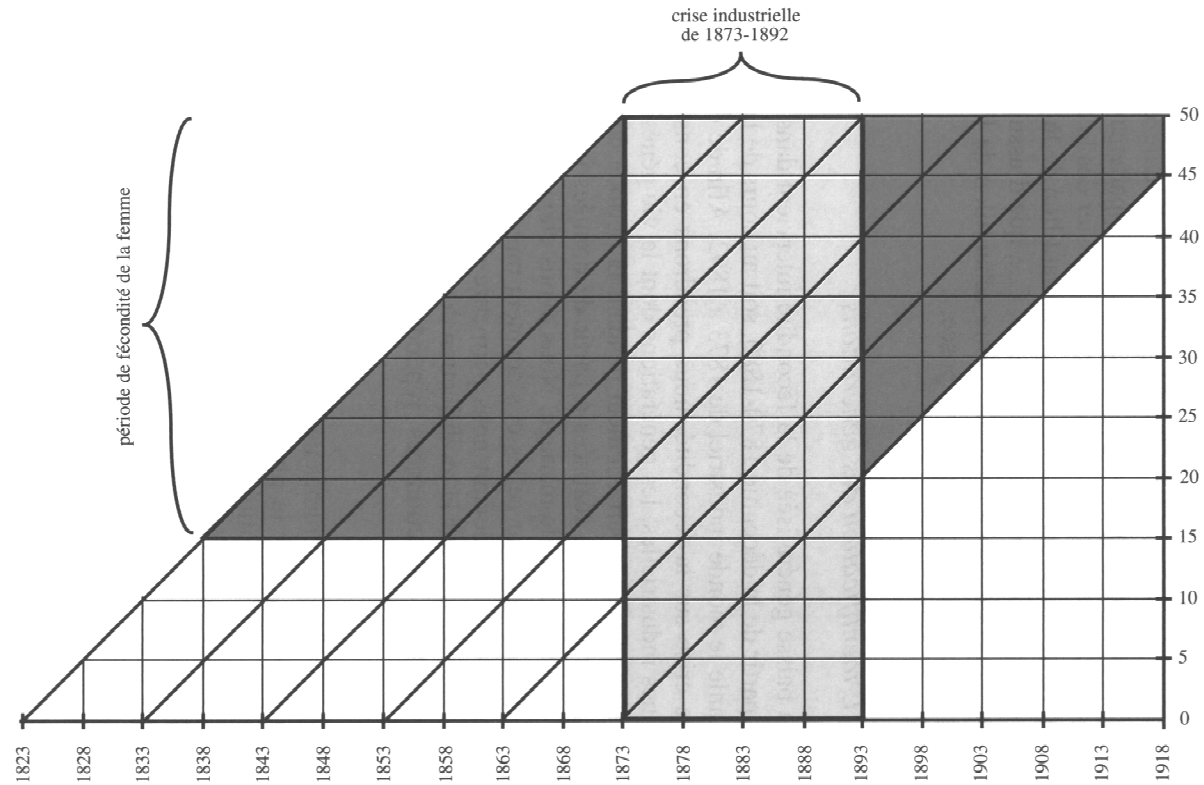
de population. Quelles que soient les critiques qu'on peut leur adresser, elles ne justifient en aucun cas de renoncer à leur utilisation. Il ne s'agit pas ici de reconstituer de façon exhaustive la population de telle ou telle commune, mais plutôt d'établir un échantillon de familles appartenant à plusieurs générations. En d'autres termes, et il convient d'insister dès le départ sur ce point, notre objectif est moins de construire un échantillon de familles représentatives de la population des communes A, B, C..., que d'assurer une comparabilité inter-générationnelle optimale. Notre échantillon de familles est spécifiquement adapté à la problématique posée.

### 2.2.1. *L'identification des générations*

La baisse généralisée de la fécondité intervient dans les milieux industriels à partir de la décennie 1870-1880, soit au cours de la crise économique qui ébranle le monde industriel de 1873 à 1892. Afin de déterminer l'impact de cette crise sur la fécondité, nous prendrons en considération, dans les communes industrielles, les générations dont la vie génésique s'est déroulée avant, totalement ou partiellement pendant la période couverte par la crise. La plupart des études, réalisées à partir de données individuelles, reconstituent des promotions de mariage. Nous avons choisi de comparer des générations de naissance car celles-ci s'adaptent mieux à l'articulation longitudinale-transversale qui devrait nous permettre de mesurer l'impact d'un événement conjoncturel sur la modification des comportements de reproduction. Les générations sélectionnées répondent aux caractéristiques suivantes (figure 71) :

- La génération de femmes nées entre 1823 et 1832. La vie féconde de ces femmes étant, pour la plupart, terminée avant 1873, leur comportement en matière de fécondité ne peut avoir été altéré par la crise.
- La génération de femmes nées entre 1833 et 1842. La moitié de la vie génésique – mais la partie la plus féconde – de ces femmes s'est déroulée avant la crise.
- La génération de femmes nées entre 1843 et 1852. La vie féconde de cette génération se déroule presque totalement durant la crise.
- La génération de femmes nées entre 1853 et 1862. La partie la plus féconde de la vie génésique de cette génération se déroule durant la crise.
- La génération de femmes nées entre 1863-1872. La presque totalité de la vie féconde de cette génération se déroule en grande partie après la crise.

Figure 71. Les générations de femmes qui ont fait l'objet d'un dépouillement dans les registres de population



### 2.2.2. *Sédentaires et migrants : définition et délimitation de la zone de collecte*

Au sein de chaque génération, nous distinguons les comportements des sédentaires et des immigrants. Les couples sédentaires seront définis comme ceux dont les deux conjoints sont nés dans la commune A et ne l'ont jamais quittée jusqu'au terme de la vie génésique de l'épouse. Parmi les immigrants, deux catégories peuvent être distinguées :

- Celle dont au moins l'un des deux membres du couple est né dans une commune ne se situant pas dans la zone industrielle considérée et dont la date de l'immigration dans la commune d'accueil correspond plus ou moins à la date du mariage<sup>11</sup>. Le mariage et la fondation d'une famille étaient souvent simultanés ou directement consécutifs à l'immigration (Kolmann, 1971 ; Blanchet et Kessler, 1992). Dans le cas de l'émigration brabançonne aux Etats-Unis, par exemple, nous avons montré qu'en période de conjoncture économique fragile, tout se passe comme si ceux qui venaient de se marier étaient forcés de partir et comme si ceux qui souhaitaient émigrer cherchaient à se marier (Eggerickx et Poulain, 1987). Il s'agit donc d'immigrants récents par rapport au début de leur vie de couple, des personnes pour qui l'immigration vers les cités industrielles pourrait être à la fois une réponse à des contraintes socio-économiques (chômage, pauvreté...) et à des pressions démographiques (l'impossibilité de fonder une famille, compte tenu des conditions de vie dans le milieu de départ).
- Celle dont au moins un des deux membres du couple est né dans une commune ne se situant pas dans la zone industrielle considérée et dont la date de l'immigration dans la commune d'accueil précède d'au moins 5 ans la date du mariage. Il s'agit ici d'immigrants installés dans le milieu industriel depuis un certain temps et pour lesquels la contrainte démographique ne s'est pas imposée de façon aussi pressante que pour les précédents.

Notre « zone industrielle » se compose des anciennes communes<sup>12</sup> de Charleroi, Châtelet, Châtelineau, Couillet, Damprémy, Gilly, Jumet, Lodelinsart, Marcinelle, Monceau-sur-Sambre, Montignies-sur-Sambre,

<sup>11</sup> La date de l'immigration précède ou suit de moins de 5 ans la date du mariage.

<sup>12</sup> Selon la définition qui précéda la fusion de 1977.



Ransart et Roux. Ces entités font aujourd'hui partie des communes de Charleroi et de Châtelet et elles constituent un milieu socio-économique homogène et d'un seul tenant (Delobelle, s.d.). Le dépouillement a concerné quatre communes : Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux. Ce choix n'est pas dû au hasard. Nous avons d'abord tenu compte des conditions d'accès aux registres de population, de leur bonne conservation et surtout de leur qualité<sup>13</sup>. Ensuite, ces quatre communes figurent parmi les plus touchées par l'industrialisation au siècle dernier (Delobelle, s.d.) et surtout, elles se caractérisent par une composition professionnelle particulière. Ainsi, dans le bassin industriel de Charleroi, Gilly et Roux sont les communes les plus exclusivement charbonnières, alors que Lodelinsart et Jumet sont celles où l'on rencontre les proportions les plus élevées de verriers (cfr. tableau 69). Ceci nous permettra de comparer les comportements de fécondité de deux corps d'ouvriers, dont l'un – les houilleurs – se situe en bas de l'échelle sociale, et l'autre – les verriers – à son sommet.

Toute personne résidant dans ces quatre communes, mais née dans l'une des 13 communes constituant le bassin industriel de Charleroi sera considérée comme une personne sédentaire. Inversement, ne seront définies comme immigrants que les personnes nées et provenant d'une autre commune que celles constituant la zone industrielle de Charleroi. La définition de l'immigrant est donc assortie d'une contrainte de distance et, dans la plupart des cas, il proviendra d'un autre milieu d'habitat.

13 Les registres de population de ces communes sont conservés soit au siège même de l'administration communale (exemple de Gilly) soit aux archives de la ville de Charleroi, dans une salle privée où nous avons bénéficié d'un libre accès et d'une totale liberté de consultation de ces documents. Notre méthode de dépouillement exigeant le pistage des familles au cours de toute la vie génésique de la femme, nous devions avoir à portée de main la collection complète des registres de population de chaque commune. Un tel travail aurait été difficilement réalisable, dans un laps de temps raisonnable, si ces registres de population avaient été conservés dans les dépôts provinciaux d'archives. Les conditions d'accès et surtout de consultation de ces documents y sont nettement plus difficiles. Ensuite, il faut également se féliciter de la bonne conservation et de la bonne tenue des registres de population de ces communes et surtout des index alphabétiques. Compte tenu du nombre élevé de changements de résidence à l'intérieur d'une commune et sachant que, d'un registre à l'autre, nous ne retrouvons pas forcément le même ordre de rue et de numérotation des logements, il serait illusoire de vouloir suivre nos familles sur une période de 20 à 30 ans sans le recours à ces index alphabétiques.



### 2.2.3. *Le pistage de plus de 2 000 familles dans les registres de population*

Les familles ont été pistées au travers des registres de population de leur commune de résidence pendant toute la durée de vie génésique de l'épouse, soit de 15 à 50 ans. Seuls les premiers mariages ont été pris en compte. Aucune sortie d'observation des deux conjoints, par décès ou par émigration de l'un d'eux, n'a été tolérée jusqu'au terme de la vie génésique de l'épouse. Les familles ayant quitté leur commune pour y revenir ensuite n'ont pas été retenues, car nous n'avons aucune trace d'un éventuel enfant né et décédé hors de la commune sous observation. Nous travaillons donc à « l'état pur », les générations n'étant perturbées ni par la mortalité, ni par la migration.

Notre échantillon se compose exclusivement de familles ayant une fécondité complète<sup>14</sup>. Nous nous soustrayons donc aux pertes d'informations inhérentes aux registres de population. Par ailleurs, nous avons souhaité favoriser l'homogénéité des calculs, car certains indicateurs, essentiels à la compréhension des mécanismes qui ont présidé à la chute de la fécondité, nécessitent la connaissance de la totalité de la vie génésique des femmes sous observation. C'est le cas, entre autres, de l'âge moyen à la dernière maternité, des intervalles intergénésiques... Nous ne cernons donc que la population stable des cités industrielles : les familles sédentaires de natifs et les familles d'immigrants qui se sont sédentarisées. Nous ne prenons pas en considération la partie instable de la population ouvrière, celle qui se caractérise par des va-et-vient fréquents, celle qui participe au mouvement de « turn-over ». Or, cette population a également contribué à la fécondité des milieux industriels. En d'autres termes, la fécondité de nos familles ne représentera que partiellement la fécondité de la population des milieux industriels. La question posée est dès lors la suivante :

*Face à la grande dépression économique de 1873-1892, des familles complètes de sédentaires et de migrants, appartenant à des générations différentes, se sont-elles caractérisées, au cours de leur vie génésique, par des comportements de fécondité différents ?*

Les comportements de ces familles ne sont pas strictement représentatifs de ceux de l'ensemble de la population des communes considérées, mais on peut légitimement supposer que la fécondité de ces familles a été la plus

<sup>14</sup> Cette optique est souvent privilégiée : voir notamment Knodel (1978), Anderton et Bean (1985)...

conditionnée par les contraintes socio-économiques et environnementales imposées par le milieu d'habitat, compte tenu de leur durée maximale d'exposition au risque dans ce même milieu.

Notre échantillon se compose de 2 137 familles<sup>15</sup>, de 15 268 personnes et de 11 017 naissances. Nous disposons de plus ou moins 500 familles pour les quatre premières générations (figure 72). La génération 1863-1872 a fait l'objet d'un mini-dépouillement ultérieur, d'un peu plus d'une centaine de familles, qui nous a permis de contrôler si des familles constituées après la crise perpétuaient les comportements observés avec les générations précédentes ou si elles s'en écartaient résolument. Les quatre premières générations comprennent chacune un nombre plus ou moins équivalent de familles de sédentaires et de migrants. Ces dernières se composent pour moitié de familles d'immigrants récents et d'immigrants plus anciens. Ces quatre générations sont donc strictement comparables et, par ailleurs, une analyse des recensements a montré qu'entre 1880 et 1910, la population des cités industrielles de la région de Charleroi se composait en moyenne de près de 50 % de non-natifs. Tous les registres de population des communes, pour les périodes concernées, ont fait l'objet du dépouillement, de façon à ne pas surreprésenter ou sous-représenter telle rue ou tel quartier. Compte tenu des contraintes que nous nous sommes imposées, nous avons réalisé un dépouillement exhaustif pour les deux premières générations et quasi-exhaustif pour les deux générations suivantes<sup>16</sup>.

15 Par commune, nous obtenons la répartition suivante : Gilly, 461 familles ; Jumet, 1202 familles ; Lodelinsart et Roux, 474 familles. La surreprésentation des familles de Jumet s'explique par la bonne tenue et la facilité d'exploitation des registres de population. En effet, il existe pour chaque famille et dans chaque registre la référence exacte (n° du registre et page) de la famille dans le registre précédent et dans le registre suivant. Le gain de temps de dépouillement est réellement appréciable car cette indexation des familles à l'intérieur des registres évite d'utiliser les index alphabétiques. L'organisation de ces index rend leur utilisation particulièrement complexe et lente. En effet, le classement permet de repérer facilement les familles les plus anciennes, alors que pour les patronymes des familles nouvellement constituées et des familles d'immigrants il n'y a pas de classement alphabétique à l'intérieur de chacune des lettres de l'alphabet. Une autre source de difficulté, quant à l'exploitation des index, concerne l'orthographe variable des patronymes.

16 Pour la génération 1843-1852, nous pouvons estimer que nous avons sélectionné environ 90 % des familles disponibles selon nos critères. Pour la génération 1853-1862, cette proportion est environ de 80 %. Concrètement, pour chaque registre, nous avons sélectionné la première famille rencontrée qui répondait à nos critères de sélection. Ensuite, nous passons cinq pages de registres puis autant de pages qu'il fallait avant de rencontrer une nouvelle famille adéquate. Si après avoir passé en revue tous les registres disponibles, le

En résumé, nous distinguons 13 types de familles réparties en cinq générations. Pour chaque famille, nous disposons des informations suivantes :

- nom et prénom de tous les membres de la famille ;
- lieu et date de naissance de tous les membres de la famille ;
- lieu et date de mariage des époux ;
- lieu de provenance et date d'entrée dans la commune ;
- profession de l'époux ;
- date de décès éventuel des enfants.

#### 2.2.4. La représentativité de l'échantillon des 2 000 familles

Rappelons que notre objectif n'est pas d'étudier la fécondité de la population des communes de Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux, mais plutôt d'analyser les éventuelles modifications des comportements de reproduction chez des femmes mariées, appartenant à des générations successives et strictement comparables, confrontées ou non à la dépression économique des années 1873-1892. Nous ne pouvons cependant pas éluder le délicat problème de la représentativité de l'échantillon de familles qui ont fait l'objet de ce dépouillement spécifique.

Par rapport à la population totale en âge de procréer des communes considérées, notre échantillon, compte tenu des critères de sélection des familles, comporte un certain nombre de biais. Ainsi, seuls les couples dont nous pouvons observer le déroulement de la vie génésique de la femme entre 15 et 50 ans, sans sortie d'observation des deux conjoints, ont été retenus. Nous ne considérons donc pas les familles qui ont émigré ou celles qui participent à l'important mouvement de va-et-vient qui caractérise les cités industrielles. Nous avons également écarté les remariages, les familles frappées par le décès de l'un des deux conjoints, lorsque celui-ci survient pendant la vie féconde de l'épouse. Enfin, seules les naissances illégitimes qui ont été légalisées par le premier mariage de la mère ont été comptabilisées. Tous les facteurs susceptibles de perturber la fécondité ont donc été écartés. En d'autres termes, il est fort probable que la fécondité des femmes échantillonnées sera surestimée par rapport à celle qui caractérise la « population-mère ». Tentons de vérifier l'ampleur de ce biais.

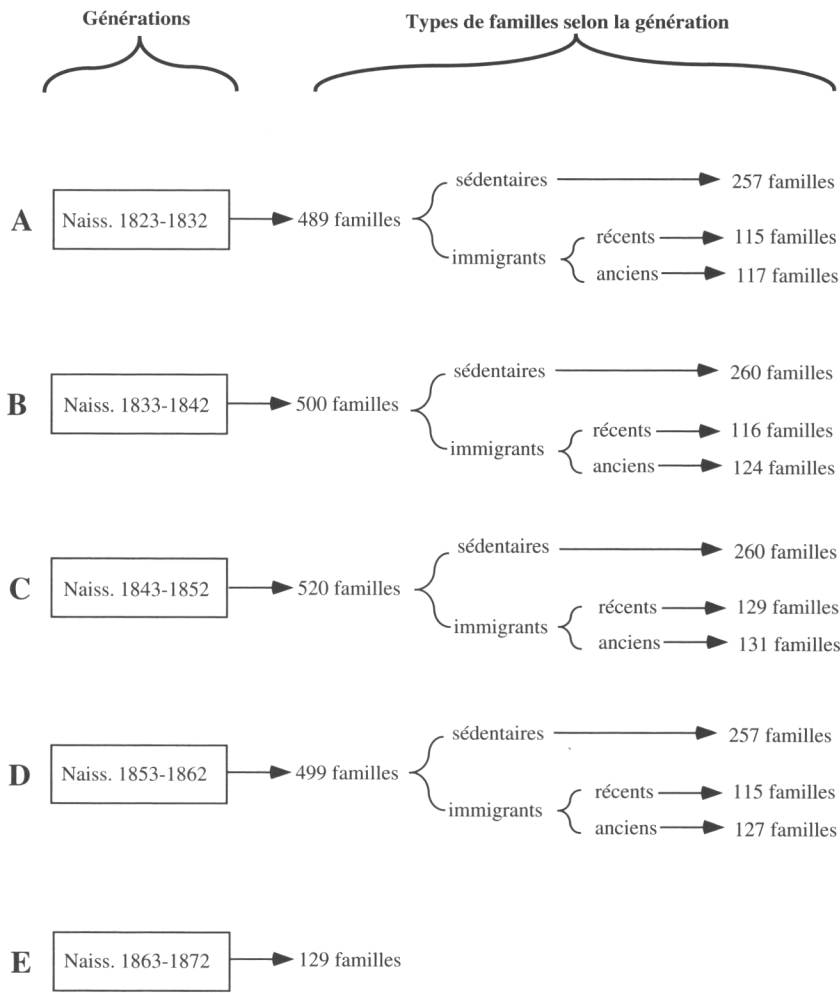
---

quota de familles n'était pas atteint, nous recommencions l'opération en consultant, selon le même principe, les pages omises.





Figure 72. Les 13 catégories de famille



L'échantillon se compose de 11 000 naissances. Que représente ce chiffre par rapport à l'ensemble des naissances dénombrées à Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux sur base des statistiques de l'état civil ? Notre échantillon ayant été conçu dans une optique longitudinale, la confrontation ne peut porter que sur les années 1873-1877, les seules pour lesquelles, dans une perspective transversale, nous disposons de toutes les naissances « produites » par les femmes âgées de 15 à 50 ans (figure 71). Entre 1873 et 1877,

1 596 naissances ont été relevées, ce qui représente seulement 17 % du nombre total de naissances recensées dans les quatre communes, au cours des mêmes années. Sachant que pour les familles stables – celles de notre échantillon – le relevé des naissances est quasiment exhaustif, cette proportion laisse augurer de l'importance de la population mobile et de leur contribution à la natalité dans ces milieux industriels. Cela ne signifie toujours pas que la population échantillonnée n'est pas représentative de l'ensemble. Car après tout, la fécondité de la population stable est peut-être comparable à celle de la population mobile.

Entre 1878 et 1882, l'indice de fécondité légitime (Ig) de la population des communes de Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux est de 0,579. Dans ces communes, la fécondité légitime représente donc 58 % de la fécondité des Huttérîtes. Cette dernière équivaut à une descendance moyenne de 12,4 enfants. En d'autres termes, en multipliant ce dernier chiffre par la valeur de l'indice Ig des quatre communes, nous obtenons une descendance légitime de 7,2 enfants par femme, alors que pour les mêmes années, cette moyenne est de 8,4 enfants pour les femmes ayant fait l'objet de notre dépouillement. On surestime donc bel et bien la fécondité, mais l'écart entre les indices fournis par la population échantillonnée et par la population-mère est loin d'être démesuré.

Un autre contrôle de la représentativité de notre échantillon a été mené sur la distribution des familles selon le nombre d'enfants survivants au 31-12-1880. Nous avons sélectionné, de manière aléatoire<sup>17</sup>, 400 familles dans le registre de population des années 1880-1890 de la commune de Gilly. Ces familles ne devaient répondre à aucun des critères sélectifs imposés à notre échantillon, si ce n'est celui d'être composées d'au moins un couple marié, dont la femme est âgée de 15 à 40 ans. Nous observons la composition de ces familles à la fin de l'année 1880. Il s'agit donc d'une coupe transversale, où seuls les enfants survivants sont considérés à la date choisie. La même procédure a été appliquée dans le cadre de notre échantillon. Les familles dont le couple s'est marié après le 31-12-1880 ont été écartées, ainsi que celles dont la femme avait plus de 40 ans à la date de référence. Nous disposons ainsi d'une base comparative de 883 familles.

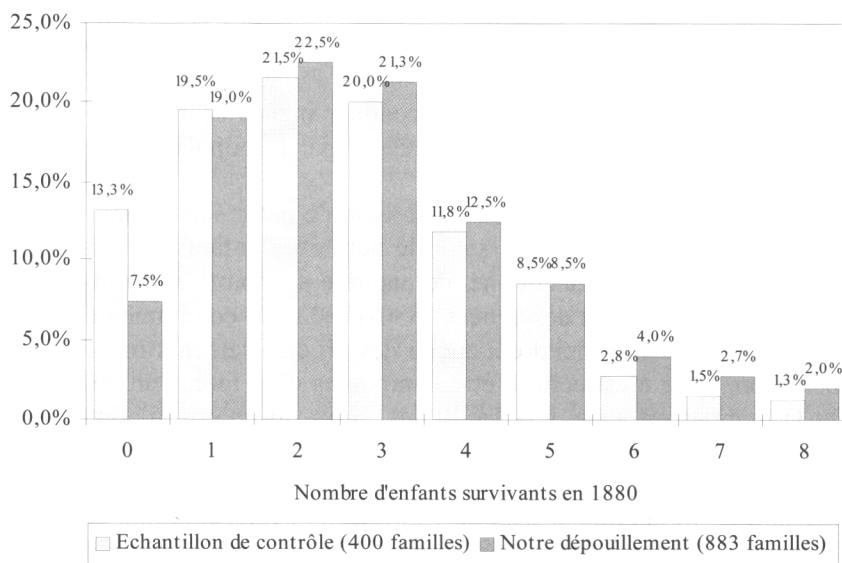
Les résultats de cette confrontation sont reproduits à la figure 73 et confirment la bonne représentativité de notre échantillon. Pour les familles qui se composent de plus d'un enfant, les différences sont, quel que soit le nombre d'enfants survivants, proches du pour cent. Les écarts sont donc

17 Tous les registres de population (27 au total) de la période 1880-1890 ont été passé en revue en « extrayant » une famille toutes les 10 pages.



négligeables, même si l'on peut considérer que les familles nombreuses sont proportionnellement un peu mieux représentées dans notre échantillon. Seul le cas des couples sans enfant se démarque de la bonne tenue d'ensemble. En effet, ceux-ci sont très largement sous-représentés dans notre échantillon. Quoi de plus normal, puisque la propension à émigrer – et donc la probabilité de ne pas être sélectionné dans notre échantillon – chez les couples sans enfant est sensiblement plus élevée que chez les couples avec enfant(s) (Pasleau, 1993). En résumé, dans l'échantillon de contrôle des 400 familles, on dénombre 2,5 enfants en moyenne par couple marié, alors que dans notre échantillon, ce nombre est en moyenne de 2,8 enfants.

Figure 73. La représentativité de l'échantillon. La distribution des familles selon le nombre d'enfants survivants au 31-12-1880



### 3. Fécondité générale et fécondité légitime

L'intensité ou la force du phénomène est mesurée par la descendance finale qui n'est autre que la somme des taux de fécondité par groupe quinquennal d'âges au sein d'une génération, multipliée par cinq.

$$DF = 5 \times \sum_{15-45} t_{(x,x+5)}$$

Le taux de fécondité se définit comme le rapport du nombre de naissances survenues dans la population étudiée à l'effectif de la population soumise au risque, multiplié par la durée d'exposition au risque. Il s'agit du nombre de naissances sur le nombre d'années vécues durant la période d'observation par les individus constituant la population considérée (Vandeschrick, 1995). Plus simplement, on parlera du rapport du nombre de naissances au nombre de « femmes-années », « [...] pour marquer qu'il dépend à la fois du nombre de femmes et du nombre d'années que chacune passe dans un groupe d'âges ou de durées de mariage » (Henry et Blum, 1988).

Pour un groupe d'âges déterminé,  $x$ - $x+5$ , le taux de fécondité sera égal à :

$$t_{(x, x + 5)} = \frac{N_{(x, x + 5)}}{F_{(x, x + 5)} \times A_{(x, x + 5)}}$$

Avec :

- N, le nombre de naissances observées parmi les femmes d'âge  $x$ , $x+5$  ;
- F, le nombre de femmes d'âge  $x$ , $x+5$  ;
- A, le nombre d'années vécues par les femmes F dans le groupe d'âge  $x$ , $x+5$ .

Les travaux de démographie historique se focalisent presque exclusivement sur l'étude des taux de fécondité légitime, les taux de fécondité générale étant souvent délaissés. Ces deux indices présentent des différences sensibles. Le taux de fécondité générale prend en considération toutes les naissances – légitimes et illégitimes – survenues au cours des âges féconds de la femme, soit généralement de 15 à 50 ans. En d'autres termes, le temps passé par chaque femme dans chaque groupe d'âges est de cinq ans et, pour chacune d'elles, la durée totale d'exposition au risque sera donc de 35 ans. Dans notre cas, où il n'y a pas de sortie d'observation, le dénominateur du taux de fécondité par groupe d'âges se résume à multiplier le nombre F de femmes d'âge  $x$ , $x+5$  par cinq. Malheureusement, compte tenu des spécificités de notre échantillon, nous ne pourrions calculer que des taux hybrides de fécondité générale. Le problème concerne les naissances illégitimes. Rappelons que celles-ci sont considérées dans la mesure où elles donnent lieu à une légitimation ultérieure par le mariage de la mère. En d'autres termes, les

taux de fécondité générale que nous pouvons calculer ne prennent pas en compte les femmes restées célibataires, mais néanmoins mères d'un ou plusieurs enfants. Nous ne pourrions donc calculer une véritable descendance générale, mais un indice hybride qui ne sera proposé qu'à titre indicatif dans les tableaux présentant les indicateurs synthétiques de descendance.

Notre analyse se focalisera donc sur la fécondité légitime. Le calcul des taux de fécondité légitime est plus complexe. Ce taux exprime, pour un groupe d'âges donné, l'intensité de la fécondité dans le mariage. Le numérateur pose directement le problème de la définition des naissances légitimes. Doit-on considérer strictement les naissances conçues après la date du mariage ou peut-on y inclure les conceptions prénuptiales ? Et, dans ce cas, comment distinguer ces dernières ? Les naissances légitimes comprennent généralement les conceptions prénuptiales car celles-ci sont indissociables du mariage, la grossesse entraînant tôt ou tard la légalisation de l'union des couples concubins. Ainsi, lors de l'enquête ouvrière de 1869, l'ingénieur principal des mines, V. Flamache, déclarait que dans les milieux de la mine, « [...] *presque toujours le mariage légitime l'enfant né des relations qu'elles [les femmes] ont pu nouer avec leurs compagnons de travail* » (Résultats de l'enquête ..., 1869, p. 48).

Ces conceptions peuvent d'autant moins être écartées qu'elles sont très fréquentes dans les milieux ouvriers du 19<sup>e</sup> siècle. Compte tenu du rôle joué par l'enfant dans l'économie du ménage, il semblerait même que le mineur « testait » la fertilité de sa promise, avant de convoler en justes noces. A ce propos, l'ingénieur principal des mines J. Lambert constate que, dans la région de Charleroi :

« En général, le mineur se marie jeune, parce que c'est alors qu'il gagne le plus et qu'il est le mieux à même d'élever une famille. Il tient aussi beaucoup à avoir des enfants, qu'il considère comme une ressource pour plus tard. De là, cette idée assez répandue de ne se marier que quand cet espoir promet de se réaliser. C'est sans doute un préjugé immoral, mais qui est tempéré plus ou moins par le déshonneur attaché à l'action de celui qui abandonne une femme qu'il a rendue mère » (Résultats de l'enquête ..., 1869, p. 71).

Les mêmes pratiques ont été constatées dans la région du Centre :

« Dès que le jeune homme a fait choix d'une « commère », il « s'accouple » [...]. Le mariage n'aura lieu que si la jeune fille devient enceinte ; mais, alors, il a toujours lieu, tôt ou tard [...]. Cela équivaut à dire que la femme mariée doit être féconde et faire ses preuves avant » (Gravez, 1893, p. 493).



Pour les différentes générations considérées, plus du tiers des femmes sont enceintes avant de se marier (tableau 40). Cette tendance a également pu être observée dans les bassins industriels liégeois, à Verviers (Leboutte, 1988) comme dans le Borinage<sup>18</sup> (Bougard, 1979). Seul le calcul de l'intervalle séparant la première naissance du mariage permet de distinguer les conceptions prénuptiales. Celles-ci sont, par convention, définies comme étant les premières naissances survenues entre la date du mariage et le septième mois de mariage inclus.

« En raison des variations de durée de la grossesse, ce procédé ne peut être qu'approximatif ; certaines conceptions survenues après le mariage sont classées comme prénuptiales et vice versa. On adopte la règle suivante, parce qu'elle assure la meilleure compensation entre les erreurs de sens opposé : les conceptions qui aboutissent à des naissances avant huit mois de mariage sont classées comme prénuptiales [...] » (Henry et Blum, 1988, p. 107).

Pour le calcul des taux de fécondité légitime, la durée d'exposition au risque pour chaque femme débute à partir de la date du mariage. Pour le groupe d'âges correspondant à l'âge au mariage (le groupe 20-24 ans si l'âge au mariage est par exemple de 22 ans) la durée d'exposition au risque ne sera pas égale à 5 ans, mais à la différence entre  $x+5$  et l'âge au mariage. Le problème concerne les conceptions prénuptiales, pour lesquelles le nombre d'années vécues dans l'état étudié ne peut commencer à la date du mariage. Un ajustement peut être réalisé en soustrayant de la date de naissance des conceptions prénuptiales le nombre de mois correspondant à l'intervalle moyen calculé entre la date de mariage et les premières naissances conçues après le mariage. Pour les générations considérées, cet intervalle protogénésique varie entre 1,3 et 1,5 an (tableau 40). Rares sont les études faisant état de cette correction. A notre connaissance, seuls Gutmann et Watkins (1990), dans leur travail consacré à la commune de La Hulpe, mentionnent un tel ajustement, qui serait dans ce cas précis, de 1,1 an. Quoi qu'il en soit, son impact sur la valeur de la descendance finale légitime n'est pas négligeable car il accroît la durée d'exposition au risque, donc le nombre de femmes-années. En d'autres termes, le dénominateur étant plus important, la valeur de la descendance légitime sera plus faible. Ainsi, cet ajustement diminue la descendance légitime de 9 % pour la première génération, de 18 % pour la seconde, de 15 % pour la troisième et de 18 % pour la quatrième. Compte

18 Dans les bassins industriels liégeois, un couple sur trois attend un enfant au moment du mariage. A Verviers et dans le Borinage, au début du 19<sup>e</sup> siècle, près de la moitié des femmes sont enceintes au moment du mariage.



tenu que près de 75 % des conceptions pré-nuptiales concernent des femmes mariées avant 25 ans, c’est entre 15 et 25 ans, au moment où la fécondité légitime est la plus élevée, que l’effet de l’ajustement sera le plus sensible.

Tableau 40. Illégitimité et conceptions pré-nuptiales dans les milieux industriels de la région de Charleroi (selon notre échantillon de 2 000 familles)

Générations	Conceptions pré-nuptiales (nbr. abs.)	% de femmes enceintes en se mariant	Naissances illégitimes (nbr. abs.)	Naissances illégitimes/ 100 naiss.	% de femmes ayant au moins 1 naiss. illégitime	Int. protogén. conceptions post-nuptiales (mois)
1823-1832	205	41,9 %	91	3,0 %	15,5 %	15,8
1833-1842	211	42,2 %	104	3,5 %	17,6 %	16,0
1843-1852	220	42,3 %	118	4,5 %	18,8 %	15,3
1853-1862	204	40,9 %	100	5,1 %	18,4 %	17,9



La fécondité légitime requiert toute l’attention de la plupart des travaux consacrés à la transition de la fécondité (Henry et Blum, 1988). Au delà de l’étude des taux de fécondité selon l’âge de la femme, l’étude de la fécondité légitime permet des analyses plus fines selon l’âge au mariage ou selon la durée de mariage. Nous verrons que ces deux dernières approches sont indispensables à la compréhension du processus de la transition de la fécondité et plus précisément au passage d’un régime de fécondité « naturelle » à un régime de fécondité « contrôlée ».

Cette analyse des comportements de fécondité dans le milieu industriel de la région de Charleroi s’organisera de la façon suivante :

1. Elle débutera par une analyse longitudinale classique de l’intensité et du calendrier de la fécondité des cinq générations. La fécondité a-t-elle baissé ? Et dans l’affirmative, quelles furent les stratégies – retard de l’âge au mariage ou à la première naissance, contraception d’arrêt, espacement des naissances – employées afin de contrôler les naissances ? La fécondité a-t-elle diminué de façon générale ou certains groupes d’âges furent-ils davantage affectés que d’autres ? Quel fut l’impact de l’âge au mariage et de la durée du mariage ? Ce premier chapitre permettra de dresser la toile de fond et les mécanismes de la transition de la fécondité

dans les milieux industriels. Nous y répondrons à la question du « comment » (chapitre 2).

2. Nous tenterons ensuite de répondre à la question du « qui » (chapitres 3 et 4). Certains groupes particuliers ont-ils été les instigateurs de la baisse de la fécondité, ou celle-ci, une fois enclenchée a-t-elle concerné invariablement l'ensemble de la population ? Nous nous intéresserons tout d'abord à la distinction entre les migrants et les sédentaires. Se caractérisent-ils par les mêmes comportements reproducteurs ? Les uns ont-ils pris l'initiative sur les autres ? Ensuite, nous nous attacherons à l'étude des grands groupes professionnels : les verriers, les houilleurs, et la petite bourgeoisie. Observe-t-on des différences significatives de comportement reproducteur selon la catégorie socioprofessionnelle, et par extension, selon le niveau de vie ?
3. Enfin, nous aborderons la question du « pourquoi » (chapitre 5). Une analyse chronologique plus fine, mêlant à la fois une approche longitudinale et une approche transversale, devrait permettre de mieux cerner l'impact de la crise industrielle de 1873-1892 sur l'évolution de la fécondité.

Comme nous l'avons déjà mentionné plus tôt, nous n'aborderons pas ici les relations entre la mortalité des enfants et la fécondité.







## ***Chapitre 2.***

### ***Les mécanismes de la baisse de la fécondité dans les milieux industriels de la région de Charleroi : Approche longitudinale***



#### **1. L'évolution de la descendance légitime et la distribution des familles selon le nombre d'enfants**

##### ***1.1. La descendance légitime. De 10 enfants à moins de 6 enfants en moyenne par femme***

Les deux premières générations de naissance (1823-1832 et 1833-1842) se caractérisent par une descendance légitime proche de 10 enfants en moyenne par femme (tableau 41). Il s'agit d'une fécondité légitime élevée, mais néanmoins inférieure à celle calculée par R. Leboutte, dans les bassins industriels en aval de Liège<sup>1</sup>. Rappelons que l'analyse des indices de fécondité légitime de Coale (Ig) avait déjà mis en évidence cette sous-

---

<sup>1</sup> Calculées entre 20 et 49 ans, les descendances légitimes des promotions de mariages 1800-1839, 1840-1859, 1860-1879, et 1880-1899 sont respectivement de 9,1, 9,1, 8,3, et 7,2 enfants en moyenne par femme (Leboutte, 1988, p. 358).

fécondité relative du bassin industriel de Charleroi par rapport à ses homologues liégeois<sup>2</sup>.

Une diminution sensible de la fécondité marque la génération née entre 1843 et 1852, celle dont la période féconde se déroule presque entièrement durant la grande dépression économique. La descendance légitime chute à 8,4 enfants en moyenne, ce qui traduit un déficit de près de 500 naissances par rapport à la génération précédente, soit une perte de près de 20 %. La baisse de la fécondité s'intensifie avec la cohorte née entre 1853 et 1862. La descendance légitime passe sous le seuil des 7 enfants en moyenne par femme et les naissances sont 20 % moins nombreuses que celles de la génération précédente. Enfin, avec la génération 1863-1872, la chute de la fécondité légitime se poursuit, et l'indicateur synthétique est descendu sous le niveau de 6 enfants en moyenne par femme.

La baisse généralisée de la fécondité semble réellement s'amorcer avec les générations nées après 1840 et dont la vie féconde se déroule en grande partie durant la crise industrielle de 1873-1892. R. Leboutte, dans sa thèse consacrée aux bassins industriels en aval de Liège, aboutit à une conclusion similaire :

« La réduction volontaire des naissances s'impose chez les couples mariés en 1860-1869, donc qui ont pris la décision de limiter leur descendance une dizaine d'années plus tard, vers 1870-1879 [...]. Cette décision intervient donc en pleine dépression économique » (Leboutte, 1988, p. 373).

Tableau 41. L'évolution de la descendance générale (hybride) et de la descendance légitime selon les générations de naissance

Générations	Naissances (nbr. abs.)	Femmes (nbr. abs.)	Descendance générale (hybride) (15-49 ans) (nbr. enfants par femme)	Descendance légitime (15-49 ans) (nbr. enfants par femme)	Descendance légitime (20-49 ans) (nbr. enfants par femme)
1823-1832	3 019	490	6,16	10,02	7,74
1833-1842	3 009	599	6,03	9,73	7,23
1843-1852	2 610	520	5,02	8,40	6,11
1853-1862	1 953	499	3,91	6,89	4,84
1863-1872	426	129	3,31	5,58	3,94
Ensemble	11 017	2 137	5,16	8,57	6,35

2 Voir à ce sujet, le tableau 14 présenté au chapitre 3 de la première partie.

## 1.2. *La composition des familles. La généralisation des familles de petite taille*

L'évolution de la fécondité, d'une génération à l'autre, a considérablement modifié la composition des familles. Les familles nombreuses deviennent minoritaires alors que s'impose progressivement le modèle de la famille réduite à 2 ou 3 enfants. Pour la génération 1823-1832, près de la moitié des familles ont plus de 7 enfants. Ces grandes familles ne représentent plus que 30 % de l'ensemble pour la génération 1843-1852 et à peine 15 % pour celle née entre 1853 et 1862. Inversement, on observe une progression importante des familles de petite taille. Pour les deux premières générations, moins de 20 % des familles ont moins de 3 enfants. Ces familles réduites gagnent en importance avec les générations suivantes, pour devenir majoritaires dans les cohortes 1853-1862 et 1863-1872 (tableau 42).

L'évolution de la forme de la distribution des familles selon le nombre d'enfants illustre parfaitement les tendances décrites ci-dessus (figure 74). Pour la première génération, la distribution prend une forme dite « normale », la moyenne, le mode et la médiane ayant une valeur proche de 6 enfants. La courbe de la seconde génération conserve cette forme en cloche tout en présentant un aplatissement de son sommet et un déplacement de la valeur modale vers 4-5 enfants. Le profil des courbes des deux générations suivantes est radicalement différent avec une dissymétrie vers la gauche de plus en plus prononcée. Le mode comme la médiane diminuent sensiblement pour atteindre respectivement 2 et 2,9 enfants pour la génération née entre 1853 et 1862 (tableau 42).

Parallèlement, à la diminution des paramètres de tendances centrales, on observe une augmentation du coefficient de variation. On observe donc une diversification croissante des comportements<sup>3</sup>.

3 M. Oris (1989), dans son étude sur la fécondité des familles indigentes de Huy, observe également cette tendance. Les distributions présentent davantage un aplatissement qu'une dissymétrie.

Tableau 42. La distribution des familles selon le nombre d'enfants

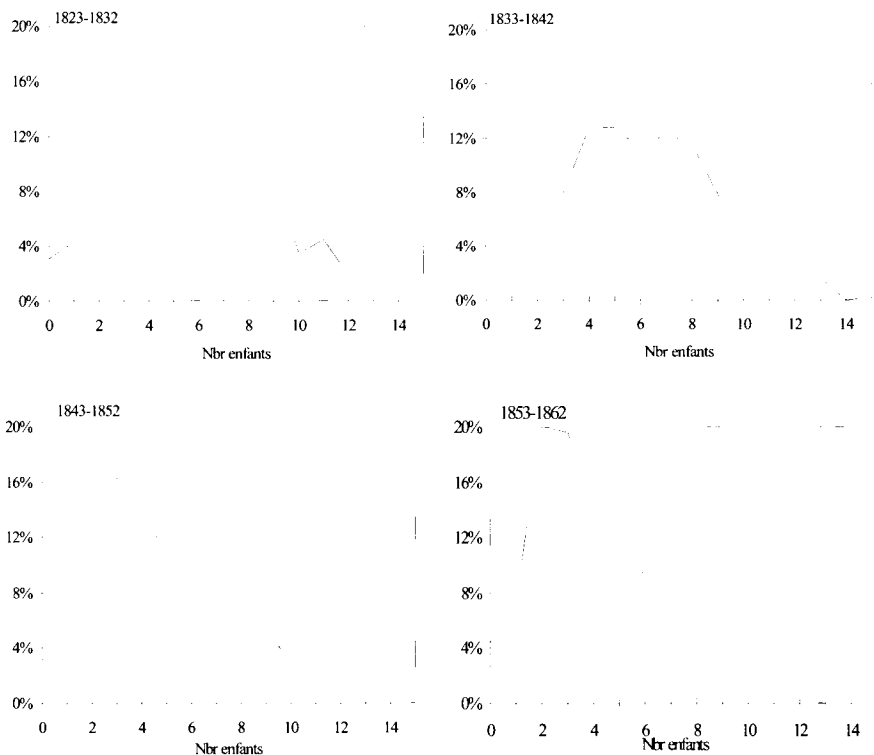
Nbr enfants	1823-1832		1833-1842		1843-1852		1853-1862		1863-1872	
	n.	% cum.	n.	% cum.	n.	% cum.	n.	% cum.	n.	% cum.
0	15	3,1	17	3,4	16	3,1	22	4,4	7	5,4
1	21	7,4	13	6,0	26	8,1	38	12,0	21	21,7
2	19	11,3	27	11,4	54	18,5	100	32,1	37	50,4
3	38	19,0	40	19,4	85	34,8	98	51,7	17	63,6
4	48	28,8	64	32,2	65	47,3	65	64,7	15	75,2
5	46	38,2	64	45,0	61	59,0	58	76,4	5	79,1
6	72	53,0	56	56,2	68	72,1	46	85,6	13	89,2
7	67	66,7	62	68,6	49	81,5	33	92,2	2	90,7
8	65	80,0	58	80,2	36	88,5	12	94,6	6	95,4
9	44	89,0	39	88,0	28	93,9	15	97,6	5	99,2
10	17	92,4	28	93,6	15	96,7	6	98,8	1	100,0
11	22	96,9	14	96,4	8	98,3	5	99,8	0	100,0
12	9	98,8	9	98,2	4	99,0	1	100,0	0	100,0
13	3	99,4	8	99,8	3	99,6	0	100,0	0	100,0
14	2	99,8	0	99,8	2	100,0	0	100,0	0	100,0
15	1	100,0	1	100,0	0	100,0	0	100,0	0	100,0
Total	489		500		520		499		129	
Moyenne	6,2		6,0		5,0		3,9		3,3	
Médiane	5,8		5,4		4,2		2,9		2,0	
Mode	6		4		3		2		2	
Variance	8,5		8,6		7,6		5,7		5,7	
Écart-type	2,9		2,9		2,8		2,4		2,4	
C.V.	46,8 %		48,3 %		56,0 %		61,5 %		72,7 %	

n. = nombre de cas.  
C.V. = coefficient de variation.

### 1.3. Les probabilités d'agrandissement. Une autre lecture de la volonté de réduire la descendance pour les générations 1843-1862

La parité désigne le rang de la dernière naissance enregistrée par une femme. Les probabilités d'agrandissement, notées  $a_i$ , mesurent la proportion de femmes qui, ayant atteint la parité  $i$ , a aussi atteint la parité  $i+1$ . En d'autres termes, la probabilité d'agrandissement  $a_2$  exprime, parmi les femmes ayant au moins deux enfants, la proportion de celles qui en ont eu au moins un troisième. La probabilité d'agrandissement  $a_0$  désigne, parmi le nombre total de femmes de chaque génération, celles ayant eu au moins un enfant, alors que le complément à l'unité de  $a_0$  ( $1-a_0$ ), mesure pour chaque génération la proportion de femmes infécondes.

Figure 74. La distribution des familles selon le nombre d'enfants (%)

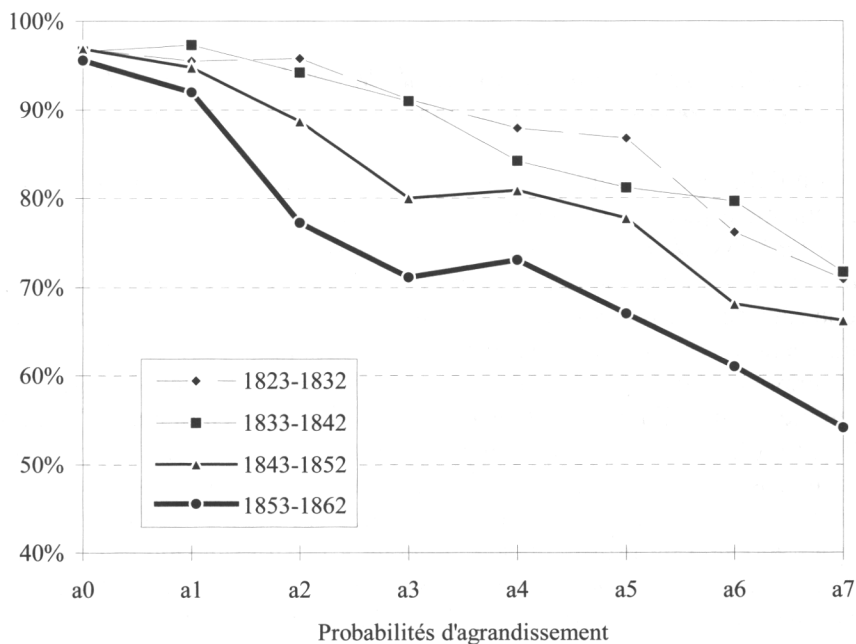


Ces probabilités d’agrandissement, rarement utilisées dans les travaux de démographie historique, confirment les changements de comportement de reproduction parmi les générations 1843-1852 et 1853-1862. Plus la parité est élevée, plus la probabilité pour une femme d’avoir une naissance supplémentaire diminue. C’est ce qu’expriment globalement les courbes de probabilités d’agrandissement de chaque génération présentées à la figure 75. Néanmoins, pour la génération 1843-1852, et davantage encore pour les femmes nées entre 1853 et 1862, les probabilités d’agrandissement sont systématiquement inférieures à celles des générations précédentes (tableau 43). A chaque rang de naissance, de moins en moins de femmes souhaitent mettre au monde une naissance supplémentaire. Un décrochage significatif apparaît dès les parités 2 et 3. Alors que pour les générations plus anciennes, 95 % des femmes ayant mis au monde 2 enfants continuaient à procréer, elles ne sont plus que 89 % dans ce cas pour la génération 1843-1852 et 77 % pour la génération 1853-1862. De même, plus de 90 % des femmes des deux premières générations de parité 3 atteindront la parité 4 ; on n’en dénombrera plus que 80 % dans la génération 1843-1852 et un peu plus de 70 % dans la génération suivante. En résumé, alors que pour les générations plus anciennes, 20 % des femmes se « contentaient » de 3 enfants, cette proportion s’élève à 35 % pour la génération 1843-1852 et grimpe à plus de 50 % pour la génération 1853-1862. Ces chiffres confirment, pour ces générations, la volonté accrue de réduire la dimension de la descendance.

Tableau 43. Les probabilités d’agrandissement de la famille selon les générations

Parité	Gén. 1823-1832		Gén. 1833-1842		Gén. 1843-1852		Gén. 1853-1862	
	Femmes	$a_i$	Femmes	$a_i$	Femmes	$a_i$	Femmes	$a_i$
0	474	96,9 %	483	96,6 %	504	96,9 %	477	95,6 %
1	453	95,6 %	470	97,3 %	478	94,8 %	439	92,0 %
2	434	95,8 %	443	94,3 %	424	88,7 %	339	77,2 %
3	396	91,2 %	403	91,0 %	339	80,0 %	241	71,1 %
4	348	87,9 %	339	84,1 %	274	80,8 %	176	73,0 %
5	302	86,8 %	275	91,1 %	213	77,7 %	118	67,1 %
6	230	76,2 %	219	79,6 %	145	68,1 %	72	61,0 %
7	163	70,9 %	157	71,7 %	96	66,2 %	39	54,2 %
1- $a_0$	15	3,1 %	17	3,4 %	16	3,1 %	22	4,4 %
Total	489		500		520		499	

Figure 75. Les probabilités d'agrandissement selon les générations



L'utilisation des indices synthétiques entraîne automatiquement une perte d'information. Ces mesures masquent les éventuels changements de calendrier, l'étalement, la concentration ou le fait de différer les naissances. La descendance légitime, à l'aide d'un seul chiffre, résume l'information contenue dans les différents taux de fécondité par groupe d'âges. Or, l'évolution de ceux-ci, d'une génération à l'autre, est parfois divergente, sans que cela ne transparaisse réellement au travers des indices synthétiques (Van de Walle, 1969). Ce serait par exemple le cas d'une diminution de la fécondité parmi les groupes d'âges les moins féconds (soit les plus âgés) alors que les femmes plus jeunes décideraient d'accroître leur descendance. Une analyse des taux de fécondité par groupe d'âges s'avère donc indispensable.



2. Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges et selon l'âge au premier mariage

2.1. Les femmes de plus de 35 ans de la génération 1833-1842 : les initiatrices du contrôle volontaire des naissances

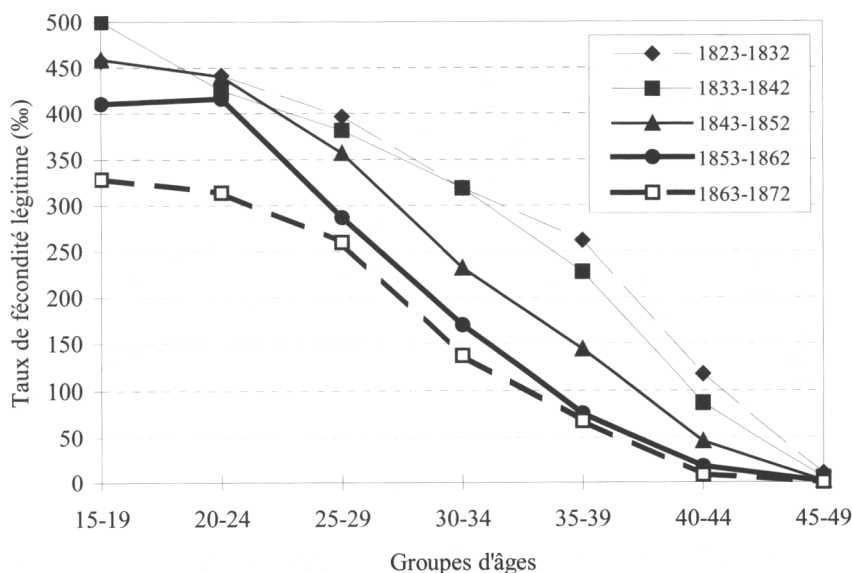
En l'absence de limitation volontaire des naissances, la fécondité diminue lentement jusque vers 35 ans, puis à un rythme accéléré au-delà de cet âge. « *La baisse de la fécondabilité et la hausse de la mortalité intra-utérine y joignent leurs effets dans cette dernière période* » (Festy, 1979, p. 27). Si le contrôle des naissances se répand, les niveaux de fécondité chutent très rapidement avec l'âge, dès que le nombre d'enfants désirés est atteint. Cela peut impliquer une augmentation de la fécondité aux jeunes âges, liée notamment à une diminution de la durée d'allaitement (Gutmann et Watkins, 1990). En d'autres termes, les comportements de fécondité des couples non-malthusiens se traduisent par le tracé convexe des courbes de taux de fécondité par groupe d'âges, tandis que chez les couples malthusiens, ces courbes adoptent un profil concave reflétant « [...] *l'extension et l'efficacité accrue de la contraception quand augmentent le nombre d'enfants déjà nés et la durée du mariage* » (Festy, 1979, p. 27). Selon ce schéma, les générations 1823-1832 et 1833-1842 seraient plutôt non-malthusiennes, alors que pour les générations suivantes, le contrôle des naissances serait de plus en plus efficace (figure 76 et tableau 44).

Tableau 44. Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges, selon les générations de naissance

Ages	1823-1832	1833-1842	1843-1852	1853-1862	1863-1872
15-19	457 ‰	500 ‰	459 ‰	411 ‰	328 ‰
20-24	442 ‰	425 ‰	441 ‰	417 ‰	314 ‰
25-29	397 ‰	382 ‰	356 ‰	287 ‰	260 ‰
30-34	319 ‰	319 ‰	232 ‰	170 ‰	137 ‰
35-39	262 ‰	228 ‰	144 ‰	75 ‰	68 ‰
40-44	117 ‰	86 ‰	46 ‰	18 ‰	8 ‰
45-49	11 ‰	6 ‰	2 ‰	0 ‰	0 ‰
Desc. légitime	10,02	9,73	8,40	6,89	5,58

Un examen plus attentif de la figure 76 et du tableau 44 révèle une diminution assez nette des taux de fécondité des femmes âgées de plus de 35 ans de la génération 1833-1842 par rapport à la génération précédente. Les taux de fécondité légitime à 35-39 ans diminuent d'un peu moins de 15 %, alors que pour les femmes âgées de 40-44 ans, la baisse est supérieure à 25 %. Les courbes de fécondité, à hauteur de ces groupes d'âges, adoptent d'ailleurs un profil légèrement concave. On peut remarquer que les femmes de cette génération atteignent 35 à 45 ans pendant la période couverte par la dépression économique. Avec la troisième génération de femmes, celles nées entre 1843 et 1852, c'est le groupe d'âges des 30-34 ans qui est cette fois touché par une baisse sensible (près de 30 %) de sa fécondité par rapport aux générations antérieures. Avec la génération 1853-1862, les femmes âgées de 25-29 ans connaissent à leur tour une diminution importante de leur fécondité (- 23 % par rapport à la génération 1823-1832).

Figure 76. Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges, selon les générations de naissance



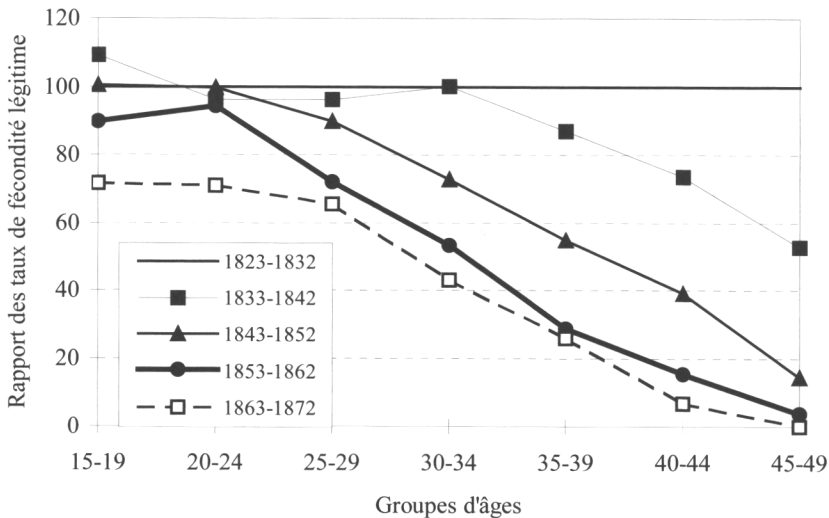
En résumé, la limitation volontaire des naissances apparaît d'abord chez les femmes de plus de 35 ans de la génération 1833-1842, puis progressivement, « contamine » les femmes de plus en plus jeunes

appartenant aux cohortes successives. Avec la génération 1863-1872, la baisse de la fécondité est quasiment généralisée et affecte tous les groupes d'âges au-delà de 20 ans. Selon E. Van de Walle (1969, p. 284),

« Ce sont les femmes plus âgées, poussées par des motivations plus fortes parce que leur parité est plus élevée qui donnent l'exemple. Une baisse du nombre d'enfants désirés, l'exemple de la réussite des femmes plus âgées, le perfectionnement des méthodes contraceptives abaissent le degré de motivation nécessaire pour qu'on les utilise, expliquent pourquoi l'exemple gagne les classes d'âges inférieures ».

Le même processus a pu être observé dans les bassins industriels liégeois. Ce sont d'abord les femmes âgées de plus de 30 ans qui prennent l'initiative du contrôle des naissances, avant d'être imitées par les plus jeunes (Leboutte, 1988).

Figure 77. La comparaison des taux de fécondité légitime par groupe d'âges, d'une génération à l'autre (génération 1823-1832 = base 100)



Comme l'indique la figure 77, la chute des taux de fécondité légitime concerne avant tout les femmes les plus âgées. La comparaison des taux de fécondité légitime des générations 1823-1832 et 1853-1862 donne les résultats suivants : la fécondité a chuté de 85 % pour les femmes âgées de 40-44 ans, de 71 % pour celles âgées de 35-39 ans, de 47 % pour celles âgées de

30-34 ans et de 28 % pour celles âgées de 25-29 ans. En d'autres termes, d'une génération à l'autre, le nombre d'enfants mis au monde est de plus en plus petit et obtenu de plus en plus tôt après le mariage.

## 2.2. *D'autres indices du contrôle volontaire des naissances : les paramètres $M$ et $m$ de Coale et Trussell*

Coale et Trussell ont mis au point un modèle de fécondité légitime qui, lorsqu'il est appliqué à un profil par âge de taux de fécondité légitime, fournit un indice permettant d'estimer l'étendue du contrôle de la fécondité dans le mariage et un facteur d'échelle du niveau « résiduel » de la fécondité naturelle<sup>4</sup>. Cet exercice se fonde au départ sur les schémas de fécondité « naturelle » et « dirigée », par groupe d'âges, proposés par L. Henry. Ces profils correspondent à ceux décrit ci-dessus. En régime de fécondité « naturelle », les taux de fécondité diminuent lentement jusqu'à 35 ans, puis très rapidement pour atteindre des valeurs très faibles à 45-49 ans. La courbe prend une forme convexe avant 35 ans puis progressivement concave pour les groupes d'âges plus anciens. Le schéma type de la fécondité « contrôlée » présente une diminution brutale des taux de fécondité dès 20-24 ans ou 25-29 ans ; les courbes étant presque exclusivement concaves.

« Constatant à la suite de L. Henry que le calendrier de la fécondité naturelle ne varie guère entre populations et que la limitation des naissances provoque un schéma-type de déviation par rapport à la fécondité naturelle, A.J. Coale prend l'hypothèse que la forme de la courbe de fécondité  $r(a)$  dépend essentiellement du degré de déviation de la fécondité légitime par rapport au schéma de fécondité naturelle. La limitation des naissances provoque toujours une diminution de la fécondité par rapport à la fécondité naturelle selon un schéma-type par âge » (Tabutin, 1980, p. 124).

Plus précisément, l'hypothèse est que :

$$r(a) = Mn(a)e^{mv(a)}$$

avec  $n(a)$  comme schéma type de la fécondité « naturelle »,  $M$ , le facteur d'échelle du niveau de la fécondité vers 20-24 ans par rapport au niveau de

4 Cette méthode fut initialement décrite dans *Population Index* (1974). Une amélioration donna lieu à un nouvel article dans la même revue (1978). Une synthèse de la méthode figure dans un numéro spécial de *Population* (Coale, 1977). On pourra également se référer à Tabutin (1980a), Knodel (1986) et Wilson et al. (1988).

la fécondité « naturelle » aux mêmes âges,  $v(a)$ , le schéma type de réduction de la fécondité selon l'âge et  $m$ , l'indice mesurant le degré de déviation de la fécondité observée par rapport à la fécondité « naturelle ». La série des  $n(a)$  a été calculée sur base d'une moyenne des schémas de fécondité « naturelle » proposés par L. Henry (1961) alors que les  $v(a)$  proviennent de la moyenne de 43 profils par âge de fécondité légitime de populations pratiquant le contrôle des naissances (tableau 45) (Coale et Trussell, 1978).

Tableau 45. Les valeurs de  $n(a)$  et de  $v(a)$  adaptées à des groupes quinquennaux d'âges

Paramètres	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49
$n(a)$	0,411	0,460	0,431	0,395	0,322	0,167	0,024
$v(a)$	0,000	0,000	- 0,279	- 0,667	- 1,042	- 1,414	- 1,671

Coale et Trussell (1978) suggèrent de calculer les paramètres  $M$  et  $m$  en utilisant les valeurs  $n(a)$  et  $v(a)$  pour les groupes quinquennaux d'âges compris entre 20-24 ans et 40-44 ans, selon l'équation suivante :

$$\ln \frac{r(a)}{n(a)} = \ln M + m v(a)$$

Si l'on pose que :

- $\ln \frac{r(a)}{n(a)} = y$
- $\ln M = b$
- $m = a$
- $v(a) = x$

nous avons un système d'équations classiques à 2 inconnues du type  $y = ax + b$ . Dès lors, les paramètres  $a$  et  $b$  peuvent être estimés par la méthode des moindres carrés :

- $a = \frac{n \sum x(a)y(a) - \sum x(a) \sum y(a)}{n \sum x(a)^2 - (\sum x(a))^2}$
- $b = y - ax$

Le paramètre  $M$  est indépendant de l'importance du contrôle volontaire des naissances et permet d'estimer le niveau de fécondité naturelle « sous-jacent »<sup>5</sup> (Knodel, 1986). Bien que ce paramètre soit très malaisé à interpréter, on peut admettre qu'il mesurerait approximativement l'importance de l'espacement des naissances<sup>6</sup>, alors que le paramètre  $m$  déterminerait plutôt l'intensité du comportement d'arrêt (Perrenoud, 1988 ; Wilson et al., 1988). L'indice  $m$  est égal à 0 si la forme de la courbe de fécondité observée est identique à celle du schéma-type de fécondité « naturelle ». Une diminution des taux de fécondité légitime avec l'âge se traduirait donc par une plus grande prévention volontaire des naissances et par un indice  $m$  plus élevé. Le paramètre  $m$  est entièrement déterminé par la courbe de fécondité et est indépendant de son niveau. Il « [...] *n'est donc pas affecté par des efforts visant à espacer les naissances qui seraient indépendants de l'âge de la femme et du nombre de maternités* » (Knodel, 1981, p.479).

Généralement, on estime qu'il y a contrôle volontaire des naissances lorsque la valeur de  $m$  excède 0,200 (Coale et Trussell, 1974). Plus prudent, J. Knodel (1978) estime que des valeurs supérieures à 0,500 reflètent à coup sûr la limitation volontaire des naissances. Lorsque la contraception est largement répandue, les valeurs de  $m$  sont supérieures à 1,0, voire à 2,0. Dans un article plus récent, J. Knodel (1987) se hasarde à fixer la limite de  $m$  à 0,300. C. Wilson, J. Oeppen et M. Pardoe (1988) ont sévèrement contesté la validité du seuil de 0,200. Ils ont procédé à une analyse détaillée et individuelle des différents schémas de fécondité utilisés pour construire le standard (na). Or, pour ces populations,  $m$  varie de -0,3 à 0,4 et  $M$  s'étale de 0,65 à 1,35. Compte tenu de cette diversité, on peut difficilement admettre qu'un seuil unique et rigide suffise à démarquer les populations qui pratiquent ou non le contrôle volontaire des naissances. Leur analyse critique ne s'arrête pas là. En effet, les schémas de fécondité légitime par âge, rassemblés par L. Henry et exploités par A. Coale et J. Trussell, concernent souvent des populations de très petite taille<sup>7</sup> alors que certaines données se rapportent à des promotions de mariages et d'autres à des générations. Toutefois,

5 En théorie, dans toute population, quel que soit le régime de fécondité pratiqué, les taux de fécondité sont les plus élevés à 20-24 ans. En régime malthusien, ce groupe d'âges est à priori le moins soumis à la prévention volontaire des naissances et fournirait donc un bon indicateur comparatif de l'intensité de la fécondité.

6 Le facteur  $M$  n'indique pas si l'espacement des naissances qu'il mesure éventuellement est lié à un contrôle volontaire des naissances ou plutôt à des pratiques d'allaitement utilisées consciemment ou non.

7 Sur les dix schémas utilisés, cinq se réfèrent à des populations pour lesquelles on dénombre, tous âges confondus, moins de 1000 naissances (Wilson et al., 1988).



malgré cet ensemble disparate, le profil standard  $n(a)$  s'avère particulièrement robuste (Léridon, 1988) indépendamment de la multiplicité des facteurs sociaux et comportementaux qui peuvent influencer la fécondité. Cela reviendrait à supposer que ce schéma de fécondité naturelle traduit, dans ses grandes lignes, le schéma par âge de la stérilité physiologique (Wilson et al., 1988). Enfin, le calcul du paramètre  $m$  se révèle très sensible aux variations des taux de fécondité aux âges élevés, ceux qui sont les plus exposés au problème des petits effectifs.

En résumé, la seule valeur de  $m$  ne suffit pas à conclure à l'évidence ou non de la limitation des naissances dans une population donnée. D'une part, cet outil doit faire partie d'une panoplie d'indicateurs dont on appréciera la convergence des résultats avant d'avancer toute conclusion péremptoire. D'autre part, il est préférable de procéder à une comparaison dans le temps de  $m$  pour une même population plutôt que de confronter, pour un moment donné, la valeur de cet indice entre plusieurs populations, compte tenu de leurs caractéristiques particulières et de la diversité des pratiques et des usages en vigueur (Wilson et al., 1988).

Le tableau 46 présente les paramètres  $M$  et  $m$  de Coale et Trussell pour les quatre générations. Le paramètre  $M$  se modifie peu d'une génération à l'autre et indique que l'intensité de la fécondité chez les jeunes femmes est particulièrement élevée. L'évolution du paramètre  $m$ , estimant le degré de contrôle volontaire de la fécondité, est édifiante. Ce paramètre reste inférieur au seuil de 0,200 pour la première cohorte, ce qui confirme son caractère non-malthusien. Ensuite,  $m$  atteint 0,380 pour la seconde cohorte, essentiellement sous l'impulsion des femmes de plus de 35 ans qui limitent radicalement leur fécondité par rapport à celles de la génération précédente. Le contrôle des naissances se généralise et se radicalise avec les générations suivantes ;  $m$  y atteint des valeurs particulièrement élevées.

Tableau 46. Les paramètres  $M$  et  $m$  de Coale et Trussell

Générations	$M$	$m$	MSE
1823-1832	0,936	0,179	0,001
1833-1842	0,964	0,380	0,005
1843-1852	1,000	0,852	0,004
1853-1862	0,980	1,464	0,011

Malgré les réserves émises ci-dessus, tentons une comparaison. Dans les bassins industriels liégeois, la valeur de  $m$  est de 0,509 pour la promotion de mariage 1880-1899 (Leboutte, 1988). A Vottem, elle atteint 0,759 pour la promotion de mariage 1880-1910 (Gutmann et Leboutte, 1984), alors qu'à La Hulpe,  $m$  dépasse à peine 0,100 dans la promotion 1867-1881 (Gutmann et Watkins, 1990). Enfin, pour les 14 villages étudiés par J. Knodel (1986),  $m$  est de 0,27 pour la cohorte de mariages 1850-1874 et de 0,46 pour celle de 1875-1899. Ces quelques données de comparaison confirmeraient la grande variabilité du degré de contrôle de la fécondité et souligneraient, toutes choses égales par ailleurs, l'efficacité avec laquelle les générations nées à partir de 1843, dans la région industrielle de Charleroi, ont pratiqué le contrôle des naissances. Rappelons, qu'à partir des indicateurs transversaux de Coale (Ig), R. Lesthaeghe (1977) a montré que la baisse irréversible de la fécondité légitime en Belgique s'est amorcée dans les arrondissements ruraux de l'Entre-Sambre-et-Meuse avant d'atteindre l'arrondissement industriel de Charleroi. Ce qui supposerait que les méthodes de limitation des naissances étaient connues et appliquées dans l'Entre-Sambre-et-Meuse. Il ne restait plus alors que la volonté de mettre en œuvre cette limitation volontaire des naissances dans le bassin industriel de Charleroi.

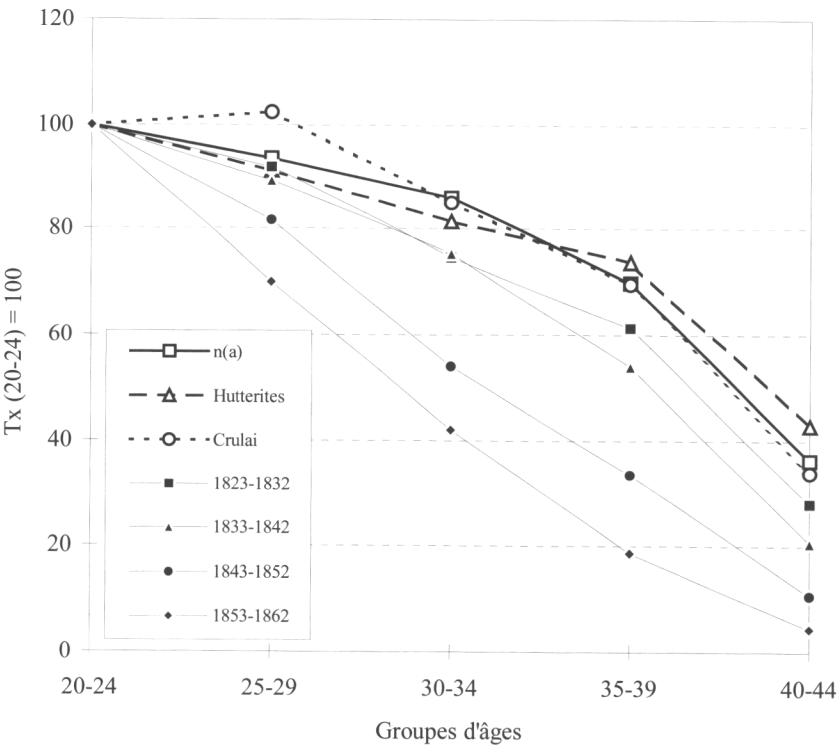
Enfin, la mesure MSE (mean square error) indique la façon dont le schéma de fécondité par âge s'ajuste au modèle de fécondité naturelle de Coale et Trussell. Une valeur égale à 0 vérifie un ajustement parfait, une valeur de 0,005, un ajustement médiocre et une valeur de 0,01, un mauvais ajustement. La faible valeur de cette mesure, pour la génération 1823-1832, confirme le bon ajustement de sa courbe de fécondité au modèle de fécondité naturelle proposé par Coale et Trussell. Cet ajustement se détériore avec les générations suivantes jusqu'à devenir franchement mauvais avec la cohorte 1853-1862. Ceci est confirmé par la figure 78 qui compare le profil par groupe d'âges de la fécondité légitime des quatre générations à celui de populations réputées ne pas pratiquer le contrôle volontaire des naissances, soit le schéma standard  $n(a)$  proposé par Coale et Trussell, les hutterites (promotion de mariages 1921-1930) et la population de Crulai (promotion de mariages 1674-1742) (Wilson et al, 1988). Sachant que la distinction entre la fécondité naturelle et la fécondité contrôlée est indépendante de l'intensité du phénomène, la comparaison s'effectuera à partir du groupe d'âges 20-24 ans auquel nous avons attribué l'indice 100. Les résultats sont explicites et confirment les conclusions précédentes : sur la seule base de la structure par groupe d'âges de la fécondité, la génération 1823-1832, et dans une moindre mesure les femmes nées entre 1833 et 1842 (cfr. baisse plus brutale de la





fécondité entre les groupes d'âges 30-34 ans et 35-39 ans), ne seraient pas « contraceptives ». Inversement, la fécondité des générations ultérieures s'écarterait résolument du schéma d'une fécondité naturelle.

Figure 78. Fécondité légitime naturelle et fécondité légitime dirigée



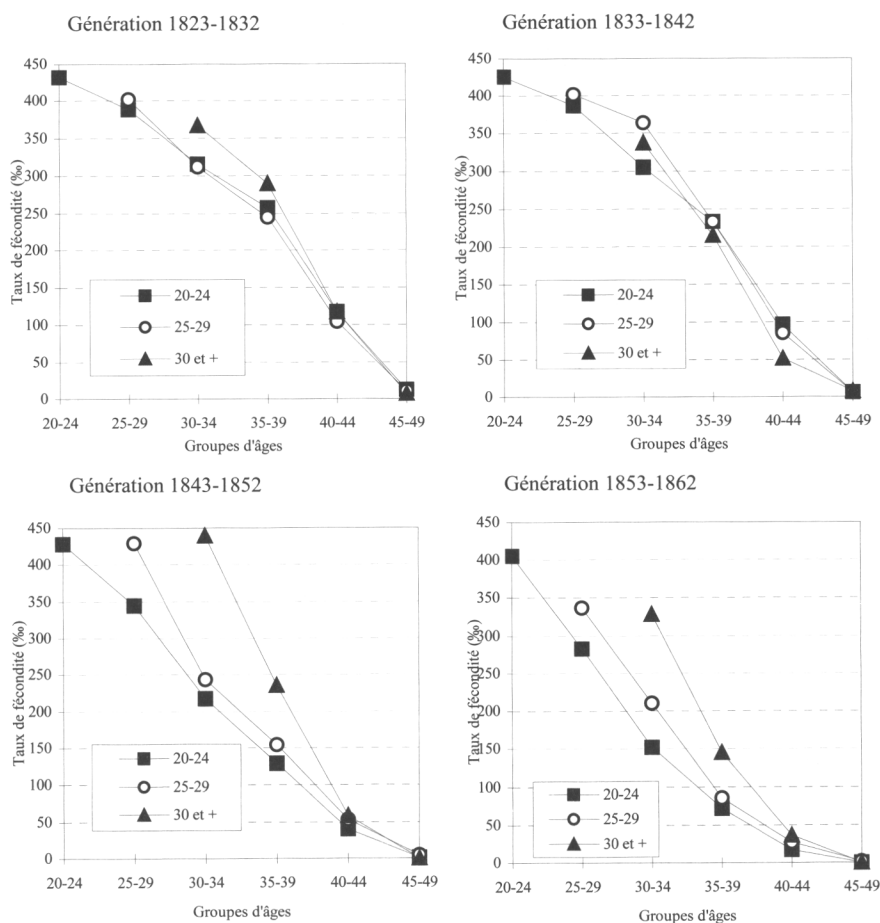
2.3. Les taux de fécondité légitime selon l'âge au mariage

Dans les populations qui ne pratiquent pas la limitation volontaire des naissances, la fécondité des femmes dépend essentiellement de leur âge. Celui-ci conditionne les capacités physiologiques de reproduction. En d'autres termes, à âge égal de la femme, la fécondité varie assez peu selon la durée du mariage. En revanche, chez les populations malthusiennes, cette

dernière devient déterminante. La fécondité légitime, à âge égal de la femme, sera d'autant plus élevée que le mariage sera tardif.

« En effet, la proportion de couples volontairement inféconds s'accroît à mesure que ces couples atteignent leur nombre d'enfants désirés, si bien que l'écart avec la fécondité « naturelle » augmente avec la durée du mariage. C'est celle-ci qui joue, avec le nombre d'enfants déjà nés, le rôle essentiel » (Festy, 1979, p. 25).

Figure 79. L'évolution des taux de fécondité légitime selon l'âge au premier mariage



La figure 79 et le tableau 47 présentent, pour chacune des générations, les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges et selon l'âge

au mariage. Pour la génération la plus ancienne des femmes nées entre 1823 et 1832, le tracé des courbes, quel que soit l'âge au mariage, adopte un profil convexe. L'écart entre les courbes est faible, ce qui confirme qu'à âge égal, les taux de fécondité sont relativement identiques, quel que soit l'âge au mariage.

Tableau 47. Les taux de fécondité légitime selon l'âge au premier mariage (‰)

Génération	Age au mariage	Age de la femme							Descendance
		15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	
1823-1832	15-19	457	481	450	344	363	188	6	11,4
	20-24		432	388	316	258	117	12	7,6
	25-29			402	312	245	104	10	5,4
	≥ 30				367	290	117	7	3,9
	Total	457	442	397	319	262	117	11	10,0
1833-1842	15-19	500	424	318	271	188	51	0	8,8
	20-24		425	387	305	233	96	6	7,3
	25-29			402	364	233	86	6	5,5
	≥ 30				338	215	52	7	3,1
	Total	500	425	382	319	228	86	6	9,7
1843-1852	15-19	459	490	310	249	180	57	0	8,7
	20-24		428	344	217	129	40	1	5,8
	25-29			429	244	155	53	5	4,4
	≥ 30				439	235	59	0	3,7
	Total	459	441	356	232	144	46	2	8,4
1853-1862	15-19	411	455	233	164	62	4	0	6,6
	20-24		405	283	152	72	17	0	4,6
	25-29			337	210	85	27	2	3,3
	≥ 30				328	145	36	0	2,6
	Total	411	417	287	170	75	18	0	6,9



Si l'on compare la descendance finale, calculée à partir de 25 ans, pour les femmes mariées à 20-24 ans et celles mariées à 25-29 ans, nous obtenons un résultat quasiment identique (respectivement 5,5 et 5,4 enfants). Cette première génération donne donc l'image d'une population non-malthusienne. Pour la seconde génération, ce profil est moins net, même si les courbes de fécondité sont encore fort proches les unes des autres. Néanmoins, pour les femmes mariées après 30 ans, la forme des courbes se modifie et devient concave. Des tendances malthusiennes apparaissent parmi ces femmes mariées plus tardivement et l'écart entre les descendances finales, calculées à partir de 25 ans, devient plus significatif (tableau 48). Pour ces femmes, la fécondité est de moins en moins liée à un effet d'âge et de plus en plus à un effet de durée.

Tableau 48. Quelques indices supplémentaires de l'évolution du contrôle volontaire des naissances

Génération	Descendance finale à partir de 25 ans			Rapport du taux de fécondité à 30-34 ans des femmes mariées à 30-34 ans sur celui des femmes mariées à 20-24 ans
	Femmes mariées à 20-24 ans	Femmes mariées à 25-29 ans	Différence	
1823-1832	5,46	5,36	- 1,8 %	1,2
1833-1842	5,13	5,45	+ 6,2 %	1,4
1843-1852	3,65	4,43	+ 21,4 %	2,1
1853-1862	2,62	3,30	+ 33,2 %	2,6

Les générations suivantes sont malthusiennes. La concavité des courbes ne souffre d'aucune contestation, quel que soit l'âge au mariage. Cela traduit la généralisation et l'efficacité accrue de la limitation volontaire des naissances, lorsque le nombre d'enfants désirés est atteint. Ceux-ci naissent dès les premières années du mariage et ensuite, les couples s'efforcent de demeurer inféconds. Cette tendance s'exprime par l'écart de plus en plus important qui sépare, à âge égal de la femme, les taux de fécondité et par la pente de plus en plus abrupte des courbes après les premières années du mariage. Ainsi, pour la génération 1843-1852, le taux de fécondité à 30-34 ans est deux fois plus élevé chez les femmes mariées entre 30 et 34 ans que pour celles mariées entre 20 et 24 ans. Pour la génération 1853-1862, le rapport est de

2,6 alors que pour les deux premières générations, il était respectivement de 1,2 et de 1,4 (tableau 48).

### 3. Les mécanismes du contrôle volontaire de la fécondité : stratégie d'arrêt et/ou d'espacement des naissances

Dans les sociétés « pré-transitionnelles », où, à priori, il n'existe pas au niveau du couple d'intention délibérée de limitation des naissances, les normes en matière de nuptialité étaient les principaux régulateurs démographiques et la fécondité demeurerait dans une large mesure incontrôlée. Le célibat et le mariage tardif sont les clés de voûte du régime démographique ancien. Le mécanisme autorégulateur traditionnel n'affecte que la première naissance qui est postposée suite à l'ajournement du mariage. Dans ce type de société, la fécondité dépendrait donc beaucoup moins de décisions individuelles que de facteurs physiologiques et les comportements à l'intérieur du mariage sont en grande partie dictés par les institutions et les pratiques sociales. Dans toutes les sociétés, la fécondité est soumise à des contraintes (Gélis, 1984) et on peut admettre que la transition de la fécondité traduit avant tout le passage d'un régime où la fécondité subit un contrôle social à une société où le choix individuel devient largement prépondérant (Wrigley, 1987).

Ces deux régimes de fécondité ont été résumés par les termes de « fécondité naturelle » et de « fécondité contrôlée ». Cette distinction, introduite par L. Henry, bien que souvent critiquée, n'en demeure pas moins un modèle utile qui permet de distinguer deux types de comportement (Léridon, 1989 ; Van de Walle, 1988 ; Bardet, 1997). Néanmoins, la différence entre ces deux régimes de fécondité repose en grande partie sur la présence ou non d'un projet de famille<sup>8</sup> et sur le postulat qu'un comportement d'arrêt constitue la seule manifestation d'un contrôle conscient de la fécondité.

« Toute autre forme de régulation de la fécondité, telle que l'espacement volontaire des naissances, l'abstinence, les normes sociales relatives à l'âge, l'allaitement, sont supposées produites par le milieu social, et non sujettes à un choix personnel ou une intention délibérée. Elles relèvent donc de la fécondité naturelle » (Perrenoud, 1988, p. 59).

8 Implicitement, on suppose aussi qu'une fécondité élevée dans le mariage ne peut résulter d'un projet du couple.

Or, comment déterminer, parmi ces « moyens alternatifs » de régulation des naissances, ce qui relève de facteurs physiologiques, de normes sociales ou d'un choix individuel ? Comme l'écrit E. Van de Walle (1989), « [...] *la coexistence de comportements d'espacement avec des comportements de limitation et d'arrêt, est probablement plus fréquente parmi des populations en voie de transition qu'on ne l'avait d'abord pensé* ».

Parmi notre échantillon de familles, certaines générations, les plus anciennes, se caractérisent par des comportements de fécondité qui s'apparenteraient à ceux des populations dites « naturelles ». Par ailleurs, une limitation des naissances de plus en plus efficace et radicale marque les générations les plus récentes. Si les analyses précédentes – taux de fécondité selon l'âge, selon l'âge au mariage et indice  $m$  de Coale et Trussell – laissent déjà entrevoir un contrôle volontaire de la fécondité via une stratégie d'arrêt, différents mécanismes de régulation peuvent-ils coexister, se combiner ou s'enchaîner ?

### 3.1. *Stratégie d'arrêt et diminution de la durée de vie génésique*

L'âge de la mère à la dernière naissance est l'un des indicateurs les plus usuels pour mettre en évidence le contrôle volontaire des naissances par le biais d'une stratégie d'arrêt (Knodel, 1986). Toute diminution significative de l'âge moyen à la dernière naissance traduirait la volonté de raccourcir la durée de vie féconde par l'application d'une contraception d'arrêt. Mais qu'elle est la valeur de l'âge moyen à la dernière naissance dans les sociétés non-malthusiennes ? Selon Wrigley (1969), en Europe Occidentale, l'âge moyen à la dernière naissance dans les sociétés à fécondité « naturelle » avoisine 40 ans. Pour J. Knodel (1981, p. 478),

« D'abondantes informations indiquent que, par le passé, avant l'extension de la pratique de contrôle des naissances dans les populations européennes, l'âge de la mère à la dernière maternité se situait en général vers 40 ans, plus ou moins un an ».

C'est le cas des villages allemands étudiés par l'auteur, pour lesquels l'âge à la dernière maternité se situe entre 39 et 41 ans pour les femmes mariées entre 1750 et 1799 (Knodel, 1987). Une étude menée sur 14 paroisses anglaises, entre 1600 et 1799, a montré qu'en l'absence apparente de limitation des naissances, l'âge moyen à la dernière naissance variait entre 38 et 41 ans (Wilson, 1984). Dans les bassins industriels en aval de Liège, les femmes qui ont convolé en justes noces avant 1850, et qui vraisemblablement



n'ont pas tenté de limiter leur fécondité, donnent naissance à leur dernier enfant vers 39-41 ans, en moyenne (Leboutte, 1988).

Sur base de cette « borne maximale » de 38-41 ans, on peut donc admettre que les femmes nées entre 1823 et 1832 n'ont pas cherché à limiter leur descendance via une contraception d'arrêt. Avec un âge moyen à la dernière maternité de 38,5 ans, leur comportement procréateur non-malthusien s'en trouve confirmé. Les femmes de la seconde génération mettent fin à leur vie génésique, en moyenne, une année plus tôt. Mais, c'est avec les générations suivantes que les écarts se creusent de façon significative. L'âge moyen à la dernière naissance chute à 34,6 ans pour les femmes nées entre 1843 et 1852 et à moins de 32 ans pour les générations nées après 1853. En un demi siècle, l'âge de la mère à la dernière naissance a donc chuté de plus de 7 ans<sup>9</sup>. Ces chiffres souligneraient, pour ces générations, la volonté de réduire les naissances par une contraception d'arrêt de plus en plus précoce et confirmeraient la volonté d'éviter de nouvelles naissances en fonction de la survie des enfants déjà nés<sup>10</sup> (tableau 49).

Tableau 49. Age moyen à la dernière naissance et durée moyenne de vie génésique

Génération	Age moyen à la dernière naissance A	Age moyen à la première naissance B	Age moyen au premier mariage C	Durée moyenne de vie génésique D = A-B
1823-1832	38,5	24,8	24,3	13,7
1833-1842	37,2	24,0	23,7	13,2
1843-1852	34,6	23,7	23,4	10,9
1853-1862	31,9	23,6	23,2	8,3
1863-1872	31,2	23,8	23,1	7,4

Il n'existe guère de méthode infaillible permettant de détecter la contraception. Même si l'âge à la dernière maternité est en général un bon instru

9 Parallèlement à la diminution de l'âge moyen à la dernière naissance, on observe une légère augmentation des indices de dispersion. Ainsi, le coefficient de variation est de 14,1 % pour la génération 1823-1832, de 14,5 % pour la génération 1833-1842, de 16,4 % pour la génération 1843-1852, de 17,5 % pour la génération 1853-1862 et de 17,6 % pour la génération 1863-1872.

10 Peut-on réellement évoquer un projet de taille idéale de famille, d'un nombre d'enfants souhaités, dès le début de l'union du couple, compte tenu de l'importante mortalité des enfants ?

ment de mesure de la limitation des naissances (Perrenoud, 1974), cet indicateur recèle quelques pièges d'interprétation (Okun, 1995). D'une part, lorsqu'un couple a atteint le nombre d'enfants « désirés », d'autres grossesses peuvent survenir, par accident ou en remplacement d'un enfant décédé. Il s'ensuit automatiquement un âge à la dernière naissance plus tardif que ne le présupposait le « projet » du couple. Comme le signalent J. Dupâquier et M. Lachiver (1981, p. 490), « [...] à côté de la contraception d'arrêt se développe plus ou moins une contraception de retard qui peut d'ailleurs résulter de l'échec partiel des méthodes d'arrêt ». D'autre part, les risques de stérilité physiologique sont fonction du nombre d'accouchements ; une fécondité élevée en début d'union pourrait ainsi, indépendamment de la volonté du couple, provoquer une diminution de l'âge à la dernière maternité. Il est important de préciser ce qui se cache derrière ces valeurs moyennes en analysant, par exemple, la distribution des femmes selon l'âge à la dernière maternité (tableau 50 et figure 80). Ceci permet en outre de déterminer la proportion de femmes qui n'ont plus d'enfants au-delà de 35 ans, un indicateur plus « éclairant » que l'âge moyen à la dernière naissance, selon L. Henry (1970).

Tableau 50. La distribution des femmes selon l'âge à la dernière maternité

Age moyen à la dernière naissance	1823-1832		1833-1842		1843-1852		1853-1862		1863-1872	
	n.	%	n.	%	n.	%	n.	%	n.	%
≥ 40 ans	228	48,1	177	36,7	101	20,0	40	8,4	5	4,1
35-39 ans	150	31,7	158	32,7	161	31,9	108	22,6	31	25,4
30-34 ans	57	12,0	97	20,1	129	25,6	144	30,2	33	27,1
< 30 ans	39	8,2	51	10,6	113	22,4	185	38,8	53	43,4
Total	474	100	483	100	504	100	477	100	122	100

Près de 80 % des femmes de la première génération ont accouché une dernière fois après 35 ans et la moitié d'entre elles, au-delà de 40 ans. La très grande majorité des femmes de cette génération n'ont donc pas eu recours à une contraception d'arrêt et ont été jusqu'au terme de leur capacité physiologique de reproduction. Pour la génération de femmes nées entre 1843 et 1852, elles ne sont plus que 20 % dans ce cas, alors que près de la moitié





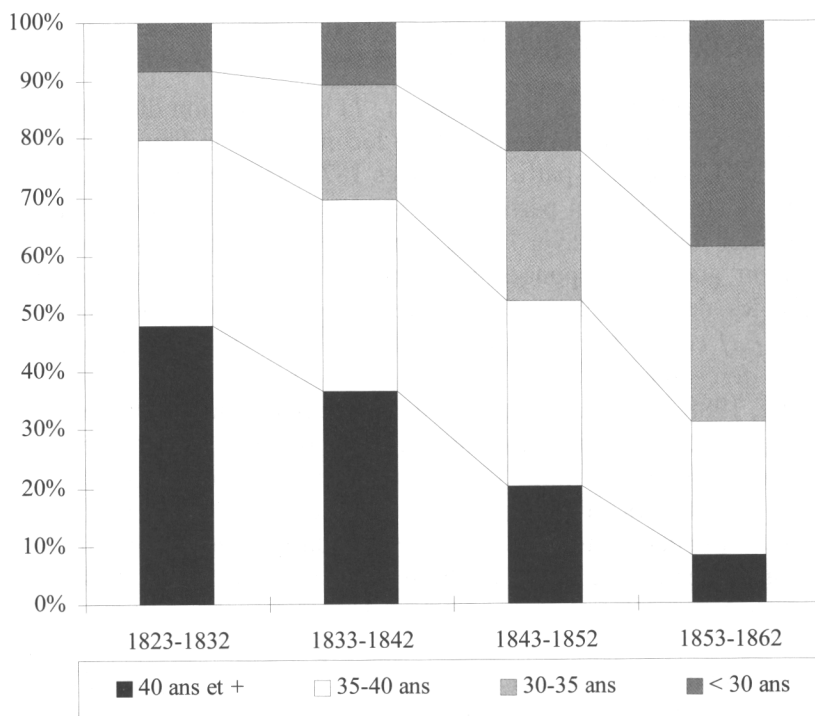
d'entre elles ont arrêté de procréer avant 35 ans. Ce glissement s'amplifie avec la génération suivante : moins de 10 % des femmes ont un âge moyen à la dernière naissance supérieur à 40 ans et 70 %, inférieur à 35 ans. De tels chiffres confirment le changement radical qui s'est opéré en une cinquantaine d'années dans le contrôle des naissances.

L'analyse peut être affinée en calculant l'âge moyen à la dernière maternité selon l'âge au premier mariage. Pour les populations qui ne pratiquent pas une contraception d'arrêt, et s'il y a indépendance entre la fécondité et la stérilité secondaire, l'âge moyen à la dernière naissance devrait être plus ou moins semblable, quel que soit l'âge au premier mariage. Inversement, en régime de contrôle volontaire de la fécondité, en supposant qu'il y a indépendance entre la fécondité et l'âge au premier mariage, l'âge à la dernière naissance devrait être d'autant plus précoce que les couples se sont mariés jeunes. De fait, pour la génération la plus ancienne, à priori non-malthusienne, l'âge à la dernière maternité est de 38-39 ans, que le mariage ait été contracté entre 15 et 20 ans ou entre 25 et 30 ans (tableau 51). On observe ensuite une diminution de la valeur de l'indice pour tous les groupes d'âges au mariage, d'abord timide avec la génération 1833-1842, puis nettement plus franche avec les cohortes suivantes. Ainsi, dans la cohorte 1853-1862, une femme mariée à moins de 20 ans clôture sa vie génésique, en moyenne, vers 29 ans, soit quelque 9 années plus tôt que sa mère née une trentaine d'années auparavant. Enfin, au sein d'une même génération, les différences entre les groupes d'âges au mariage se sont creusées, ce qui confirme l'application d'une planification familiale par arrêt.

Tableau 51. L'âge moyen de la mère à la dernière naissance selon l'âge au premier mariage

Age au mariage	1823-1832	1833-1842	1843-1852	1853-1862
15-19 ans	37,9	34,3	34,0	29,2
20-24 ans	38,2	37,4	34,1	31,5
25-29 ans	38,9	37,8	36,1	34,2
≥ 30 ans	39,3	38,9	38,3	36,5

Figure 80. La distribution des femmes selon l'âge à la dernière naissance



La diminution de l'âge moyen à la dernière naissance ne s'est pas accompagnée d'un mouvement d'intensité équivalente de l'âge moyen à la première naissance ou de l'âge moyen au premier mariage. En d'autres termes, la durée moyenne de vie génésique va sensiblement diminuer ; de plus de 13 ans pour les deux premières générations<sup>11</sup>, elle est de 11 ans pour la troisième et inférieure à 9 ans pour les quatrième et cinquième générations (tableau 49). Par ailleurs, l'évolution de l'âge moyen à la première naissance traduit un léger rajeunissement de la fécondité, alors que la diminution de l'âge au premier mariage confirme que la nuptialité a perdu ses fonctions régulatrices.

<sup>11</sup> En régime pré-transitionnel, la période de procréation effective des femmes est en moyenne de 13 ans, compte tenu de l'âge au mariage et de l'âge de l'infécondité définitive (Bideau et al., 1988).

### 3.2. De la réalité de l'espacement des naissances ?

#### 3.2.1. Les difficultés d'un concept

Les différents indices le confirment : la contraception dite « d'arrêt » a joué un rôle clé dans la diminution de la fécondité des milieux industriels de la région de Charleroi, à partir des années 1870. Mais ce rôle est-il exclusif, ou d'autres stratégies, en particulier l'espacement des naissances, ont-elles pu coexister ou se relayer ? Les études récentes menées sur le sujet n'apportent guère de réponses concordantes. Dans les bassins industriels liégeois, les deux « techniques contraceptives » semblent conjuguer leurs efforts « [...] ce qui traduit la volonté des couples de contrôler non seulement la descendance finale, mais aussi le rythme de la procréation » (Leboutte, 1988, p. 373). L'analyse du cas genevois a montré qu'au 18<sup>e</sup> siècle, lorsque le contrôle des naissances était de rigueur, les citadines optaient plus volontiers pour une limitation efficace et précoce de la fécondité via une stratégie d'arrêt alors qu'à la campagne, on recourait davantage à l'étalement des naissances (Perrenoud, 1988). L'exemple du Bas-Quercy illustre la complémentarité des stratégies de contrôle des naissances avant 1789, puis la prédominance apparente de l'espacement des naissances avant que la contraception d'arrêt ne s'impose, dès 1816 (Sangoï, 1988). Dans les villages allemands étudiés par J. Knodel (1987), c'est à la contraception d'arrêt que revient le rôle décisif et pratiquement sans concurrence de la limitation des naissances. Ces quelques exemples suffisent à démontrer qu'il n'existe pas, dans le contrôle des naissances, une technique unique « universellement » appliquée en tous lieux et époques.

Toutefois, autant la stratégie d'arrêt peut être facilement décelée, grâce à la convergence de quelques indicateurs sans grande faille méthodologique, autant l'interprétation de l'évolution des intervalles intergénéraliques se révèle délicate. D'un premier abord, un allongement de ces intervalles pourrait être interprété comme un signe de la volonté délibérée d'espacer les naissances, donc de réguler la fécondité. Or, le temps qui s'écoule entre deux naissances n'est pas seulement le fait de décisions ou de projets individuels, mais résulte aussi de facteurs physiologiques (fécondabilité, mortalité intra-utérine, importance du « temps mort », stérilité...) et de facteurs sociologiques (normes en vigueur à l'égard de la sexualité et du sevrage des enfants) qu'il est très difficile, voire impossible, de mesurer. En outre, il y a souvent interférence entre les paramètres biologiques et sociologiques. Ainsi, si la



fécondabilité – la probabilité mensuelle de concevoir pour une femme mariée – semble progressivement décroître vers la fin de la vie féconde (à partir de 35 ans), elle reste largement tributaire de la fréquence des rapports sexuels. De même, toute naissance est suivie d'un temps mort au cours duquel une nouvelle conception est impossible. Sa longueur augmente avec l'âge, mais dépend également de la durée d'allaitement au sein et de la reprise des rapports sexuels (Léridon, 1967 ; 1973 ; 1988). Enfin, la mortalité infantile peut également avoir un impact sur la longueur de l'intervalle entre deux naissances. Dans les sociétés qui pratiquent l'allaitement maternel, le décès d'un enfant, avant l'âge d'un an, affecte le délai de réapparition de l'ovulation et raccourcit l'intervalle par rapport à la prochaine naissance.

L'espacement des naissances varie beaucoup d'une population à l'autre sans que l'on puisse justifier ces différences par la pratique de comportements volontaristes ou non. On ne dispose donc pas de balises irréfutables, voire même simplement plausibles, sur la longueur moyenne des intervalles intergénésiques pratiqués en régimes de fécondité « naturelle » et « contrôlée » (Wrigley, 1969 ; Knodel, 1987). Quelques auteurs se sont malgré tout essayés à ce périlleux exercice. Selon E. Wrigley (1969), dans le contexte européen pré-transitionnel, l'intervalle moyen varie entre 16 et 31,5 mois. Pour M. Livi-Bacci (1984), dans les régimes démographiques traditionnels, la longueur des intervalles entre les naissances varie généralement de 20 à 30 mois. J. Dupâquier et M. Lachiver (1969, p. 1398) estiment que « [...] les intervalles intergénésiques habituels au XVIII<sup>e</sup> siècle étaient de l'ordre de deux ans, l'allaitement rendant la plupart des femmes temporairement stériles ». P. Chaunu (1972) considère que dans les sociétés agricoles de l'Europe Occidentale du 18<sup>e</sup> siècle, un intervalle intergénésique moyen de 28 mois suppose l'existence d'une pratique malthusienne diffuse. Enfin, A. Perrenoud (1988) signale qu'il est rare d'observer une différence de 5 mois entre la longueur des premier et troisième intervalles et que surtout, un dernier intervalle de plus de 45 mois s'écarte résolument des normes d'une fécondité naturelle.

Le cas du dernier intervalle mérite une attention toute particulière, car son allongement ne peut être interprété comme un signe sans ambiguïté d'espacement délibéré des naissances (Knodel, 1987). D'une part, les facteurs physiologiques entrent en jeu et la longueur des intervalles tend naturellement à augmenter avec le rang de naissance, l'âge de la mère et la taille finale de la descendance, ces trois éléments étant d'ailleurs plus ou moins étroitement corrélés. Le relèvement du dernier intervalle, et dans une moindre mesure de l'avant-dernier, est attesté dans la plupart des populations,



qu'il y ait ou non contrôle volontaire des naissances. D'autre part, la longueur des derniers intervalles peut également refléter une maîtrise imparfaite de la stratégie d'arrêt lorsque le nombre d'enfants « désirés » est atteint, les méthodes contraceptives d'hier n'offrant pas la même fiabilité que les techniques actuelles. H. Léridon (1988, p. 26) résume les difficultés auxquelles l'interprétation des intervalles intergénésiques doit faire face :

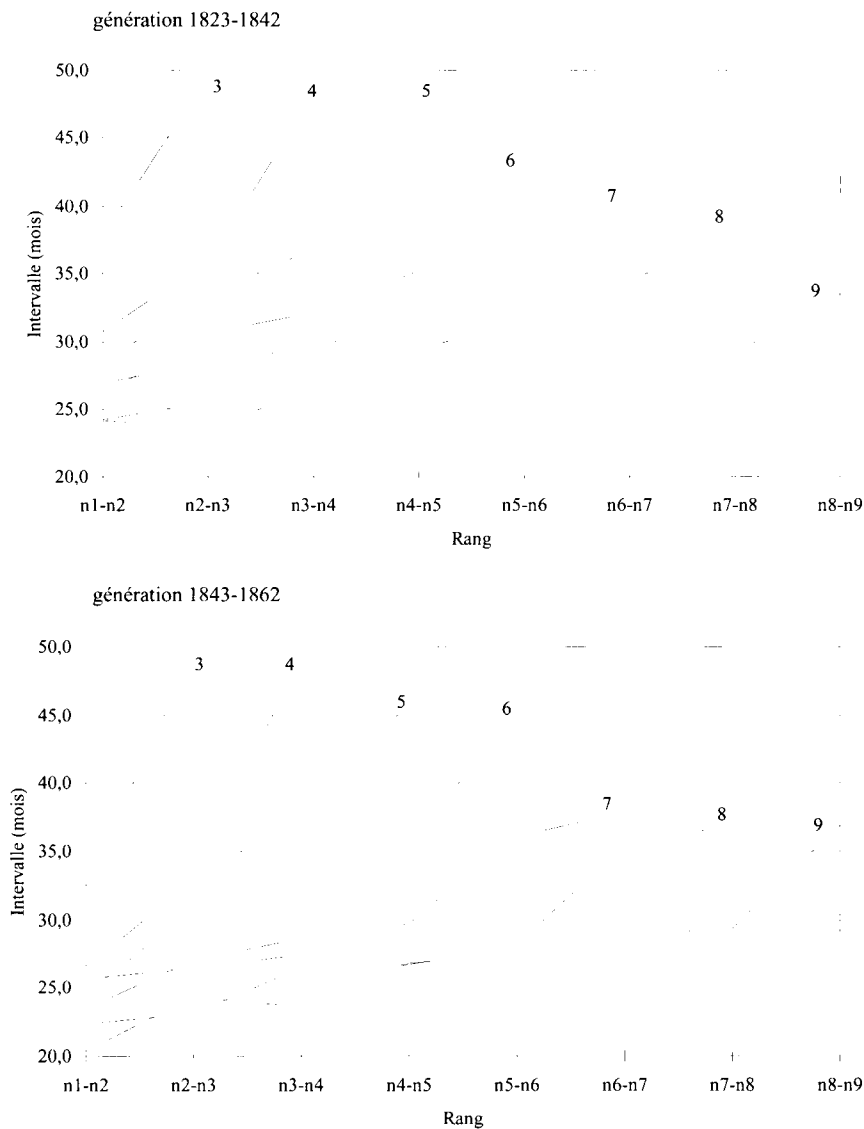
« Quant à la contraception d'espacement, elle est plus difficile à déceler : ou bien elle n'est mise en œuvre qu'après plusieurs naissances, et son effet se confond avec le précédent [la stratégie d'arrêt] ; ou bien elle est mise en œuvre dès le début du mariage, et son effet – indépendant du rang – se confond avec celui des autres composants des intervalles (fécondabilité naturelle, allaitement, mortalité fœtale) ».

### 3.2.2. *La baisse de la fécondité : le rôle décisif de la contraception d'arrêt*

L'analyse des intervalles intergénésiques requiert une grande prudence méthodologique. Ainsi, on ne peut calculer un intervalle moyen, tous rangs confondus, sans tenir compte de la dimension finale de la famille (Henry et Blum, 1988). La comparaison des intervalles, entre plusieurs cohortes, ne peut être réalisée que pour des familles de même taille et ce, pour deux raisons. D'une part, plus la descendance finale est nombreuse, plus les intervalles, à rang de naissance égal, sont courts. D'autre part, l'avant-dernier et le dernier intervalles sont toujours nettement plus longs que les précédents et ils perturbent le calcul des moyennes rang par rang. Or, dans le contexte de la transition de la fécondité, on assiste à un glissement radical de la distribution des familles selon leur taille finale ; les grandes familles deviennent de moins en moins nombreuses au profit des familles plus réduites. En d'autres termes, lorsque le contrôle des naissances se radicalise, le poids des petites familles « à intervalles longs » augmente sensiblement et affecte le calcul de l'intervalle intergénésique moyen, rang et dimension finale confondus<sup>12</sup>.

12 En guise d'exemple, l'intervalle moyen, tous rangs et dimension finale confondus, évolue de 33,4 ans pour la génération 1823-1832 à 37,8 pour la génération 1853-1862 et dépasse même 41 ans pour les femmes nées entre 1863 et 1872. On pourrait donc conclure à une volonté manifeste d'étalement des naissances. Or, lorsqu'on distingue la dimension finale des familles dans chaque génération et le rang de naissance, on constate, dans la plupart des cas, une diminution des intervalles intergénésiques. Ces résultats contradictoires sont simplement liés à l'importance de plus en plus grande prise par les petites familles, et par conséquent, par le poids des grands intervalles dans la moyenne.

Figure 81. Les intervalles intergénésiques selon le rang de naissance et la dimension finale des familles



La pertinence de l'analyse des intervalles intergénésiques selon le rang de naissance et la dimension finale des familles est largement tributaire de l'ampleur des effectifs utilisés. Dans la plupart des cas, des regroupements

sont indispensables. Plutôt que de considérer l'ensemble des familles au delà d'une taille déterminée (par exemple les familles de plus de 4 enfants) nous avons préféré fusionner les générations. Nous distinguerons donc les générations 1823-1842 et 1843-1862. Quelles informations pouvons-nous dégager de l'examen du tableau 52 et de la figure 81 ?

- Pour chaque génération, on remarque un allongement de l'intervalle en fonction du rang de naissance, quelle que soit la taille finale des familles. De même, dans chaque cas, moins la dimension finale des familles est importante, plus les intervalles sont longs, quel que soit le rang de naissance. Ceci confirme la nette dépendance des intervalles intergénéraliques vis-à-vis du rang de naissance et de la descendance finale.
- Pour les femmes nées entre 1823 et 1842, on observe l'augmentation caractéristique du dernier intervalle qui pourrait être attribuée à la diminution de la fertilité selon l'âge ainsi qu'à une moindre fréquence des rapports sexuels (Knodel, 1987). Pour la seconde cohorte, l'évolution des intervalles selon le rang présente plus ou moins la même physionomie avec néanmoins une nuance importante. En effet, si les durées du dernier intervalle sont relativement proches de celles de la génération précédente, à dimension de famille équivalente, le décrochage caractéristique des courbes est plutôt le fait de l'avant-dernier intervalle intergénéralique. Pour les familles dont la dimension finale est de 5 à 8 enfants, on constate donc, par rapport aux intervalles précédents, un allongement significatif de l'avant-dernier intervalle. Ne serait-ce pas là le signe évident d'une maîtrise encore imparfaite de la contraception d'arrêt, lorsque le nombre d'enfants « souhaités » est atteint ? Ceci est d'autant plus vraisemblable que pour cette dernière génération, l'âge moyen à la dernière maternité, et à fortiori à l'avant-dernière, a fortement diminué et que, par conséquent, l'emprise des facteurs physiologiques sur la longueur de ces derniers intervalles s'est nettement relâchée.

Hormis les dernier et avant-dernier intervalles, les femmes nées entre 1843 et 1862 auraient plutôt tendance à raccourcir le temps s'écoulant entre deux naissances (tableau 52). A la stratégie d'arrêt se mêlerait donc le souhait de rapprocher les naissances. Le resserrement des naissances semble être attesté lorsque la contraception se répand (Knodel, 1987 ; Perrenoud, 1988). Toutefois, selon J. Knodel (1981 ; 1987), cette réduction des intervalles entre les naissances résulterait davantage d'une amélioration de la fécondabilité que d'un relâchement des efforts pour espacer délibérément les naissances. On peut estimer la fécondabilité d'une



population en calculant, parmi les femmes qui n'étaient pas enceintes au moment de leur mariage, la proportion de celles qui eurent une première naissance au cours des 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> mois après sa célébration (Bongaerts, 1975 ; Knodel et Wilson, 1981). On observe bien une augmentation de cette proportion de 27,6 % à 29,4 % entre les deux cohortes considérées, mais elle ne suffit probablement pas pour expliquer, à elle seule, la diminution généralisée des intervalles entre les naissances. Celle-ci pourrait également se justifier par une modification dans les pratiques d'allaitement des nourrissons. Un sevrage plus précoce, voire le remplacement dès la naissance de l'allaitement maternel par l'allaitement artificiel, favorise la reprise de l'ovulation et donc raccourcit l'intervalle entre une naissance et la grossesse suivante. Les rapports des Commissions médicales provinciales, les bulletins de la Ligue Nationale Belge pour la Protection de l'Enfance du Premier Age, et quelques démographes contemporains (Jacquart, 1907 ; Leclerc, 1902-1906) confirment que, dans les milieux ouvriers des centres industriels, le mode d'allaitement artificiel se substituait de plus en plus fréquemment au mode d'allaitement naturel<sup>13</sup>. En définitive, il s'avère difficile de discerner ce qui, dans la diminution des intervalles entre les naissances, relève d'un processus biologique, de facteurs socioculturels ou d'une volonté marquée et consciente de rapprocher les grossesses.

Quels que soient les moyens utilisés par les différentes générations afin de réguler ou de contrôler leur descendance, tous les indices semblent indiquer que la baisse de la fécondité, qui s'amorce dans les milieux industriels de la région de Charleroi à partir du dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, serait avant tout liée à l'application d'une contraception d'arrêt de plus en plus efficace et de plus en plus généralisée.

Comme le propose J. Knodel (1987), la descendance finale d'un ensemble de femmes mariées peut s'exprimer comme une simple fonction algébrique incluant les trois principales méthodes de régulation des naissances :

- le retard de la première naissance après le mariage qui s'exprimerait par l'âge moyen à la première naissance ;
- l'espacement des naissances estimé par la durée moyenne des intervalles intergénésiques ;
- la contraception d'arrêt mesurée par l'âge moyen à la dernière naissance.

<sup>13</sup> Une analyse plus complète et abondamment illustrée des pratiques régionales en matière d'allaitement a été réalisée par M. Debuissou (1994).





Le nombre moyen d'accouchements peut être calculé en divisant la durée s'écoulant entre l'âge moyen à la dernière naissance et l'âge moyen à la première naissance (soit la durée de vie féconde) par la durée moyenne des intervalles intergénésiques. Sachant que l'on ne tient pas compte de l'intervalle protogénésique, il convient d'ajouter 1 au résultat. Donc,

$$Ni = 1 + \left( \frac{ADN - APN}{Li} \right)$$

avec :

- Ni, le nombre moyen d'accouchements par femme ;
- ADN, l'âge moyen à la dernière naissance ;
- APN, l'âge moyen à la première naissance ;
- Li, la durée moyenne des intervalles intergénésiques parmi les femmes ayant au moins deux intervalles.

Par rapport à l'équation proposée par J. Knodel (1987), nous avons préféré ne pas considérer dans la longueur moyenne des intervalles (Li), la durée du dernier intervalle. En effet, comme nous l'avons souligné précédemment, l'allongement du dernier intervalle peut très bien refléter des tentatives avortées d'arrêt plutôt qu'une volonté délibérée de retarder la dernière naissance. De plus, cet intervalle est le plus long et il s'amenuise au fur et à mesure que la dimension finale des familles grandit. En d'autres termes, son poids dans la moyenne des intervalles deviendra d'autant plus élevé que les grandes familles s'effaceront au profit des familles réduites. Il est possible de modifier la formule proposée par J. Knodel afin d'isoler l'impact de la durée du dernier intervalle intergénésique sur l'évolution de la fécondité légitime. Il suffit, de défalquer de la durée de vie féconde (ADN-APN) la durée du dernier intervalle intergénésique. On convertira également le nombre moyen d'accouchements en nombre moyen d'enfants en ajoutant à l'expression finale une proportion « j » d'accouchements multiples calculée pour l'ensemble des quatre générations considérées. Cette proportion est ici de 107,5 accouchements multiples pour 10.000 accouchements au total. On notera qu'entre 1841 et 1848, selon les statistiques de l'état civil, on dénombre en Belgique 96 accouchements multiples pour 10.000 accouchements, alors qu'entre 1880 et 1910, cette proportion est de 107 accouchements multiples pour 10.000 accouchements (Tabutin, 1977).



Tableau 52. Les intervalles intergénésiques (exprimés en mois) selon le rang de naissance et la dimension finale des familles

<b>1823-1842</b>	moyenne	moy. sans Di*	n	n1-n2	n2-n3	n3-n4	n4-n5	n5-n6	n6-n7	n7-n8	n8-n9	n9-n10	n10-n11	n11-n12+
3 enfants	43,7	38,0	78	38,0	49,3									
4 enfants	38,3	33,4	112	30,8	35,9	48,1								
5 enfants	36,7	32,9	110	28,5	33,4	36,8	47,8							
6 enfants	33,4	31,0	128	26,0	30,7	32,1	35,2	43,5						
7 enfants	31,7	30,0	129	27,0	28,4	29,7	31,3	33,5	40,8					
8 enfants	30,2	28,9	123	24,2	25,5	27,9	29,4	31,9	34,2	39,2				
9 enfants	27,7	27,1	83	24,2	23,6	26,5	26,5	29,6	29,9	29,2	33,5			
10 enfants	25,9	25,4	45	21,5	23,2	23,6	26,5	27,7	26,2	26,4	27,8	30,8		
11 enfants	24,5	23,3	36	18,5	22,3	23,0	23,8	23,5	23,2	23,5	26,4	26,0	35,8	
≥ 12 enfants	23,4	22,7	33	18,9	22,1	21,8	24,2	23,4	24,5	23,3	23,2	21,9	23,4	28,0
Total	32,7	30,2	877	26,9	30,5	32,0	32,7	33,1	32,8	31,2	29,0	26,4	29,6	28,0
<b>1843-1852</b>														
3 enfants	41,2	32,4	183	32,4	49,8									
4 enfants	36,2	29,8	130	26,6	32,9	49,4								
5 enfants	35,0	31,9	119	24,6	30,9	40,1	45,6							
6 enfants	31,7	28,7	114	23,4	27,1	28,7	35,4	45,4						
7 enfants	30,5	29,1	82	25,7	26,4	27,5	29,8	36,1	37,8					
8 enfants	28,3	27,0	48	22,3	23,0	26,5	26,7	28,3	35,3	36,9				
9 enfants	27,2	25,8	43	20,4	24,3	23,5	26,8	27,4	28,9	29,4	36,9			
10 enfants	27,3	26,8	21	24,4	23,7	25,5	25,7	27,3	26,9	30,0	30,9	31,5		
11 enfants	24,7	23,9	13	22,2	20,5	20,4	20,8	20,8	31,7	26,8	25,8	26,4	33,7	
≥ 12 enfants	23,2	22,6	10	23,6	19,5	18,9	18,7	23,5	23,8	22,4	24,2	23,9	27,5	27,9
Total	34,3	29,8	763	26,3	33,2	34,4	33,9	35,1	33,2	31,1	32,0	27,9	30,1	27,9

\* Di = dernier intervalle intergénésiq

La formule améliorée deviendra donc :

$$N_i = 2 + \left( \left( \frac{ADN - APN - D_i}{L_i} \right) \times (1 + j) \right)$$

avec :

- $N_i$ , le nombre moyen d'enfants par femme ;
- ADN, l'âge moyen à la dernière naissance ;
- APN, l'âge moyen à la première naissance ;
- $D_i$ , la durée du dernier intervalle intergénérisique ;
- $L_i$ , la durée moyenne des intervalles intergénérisique parmi les femmes ayant au moins deux intervalles ;
- $j$ , la proportion d'accouchements multiples parmi l'ensemble des accouchements ;
- on ajoute 2 au résultat final car l'intervalle protogénérisique et le dernier intervalle intergénérisique ne sont pas considérés.

Comment mesurer l'importance respective des trois facteurs de régulation des naissances dans l'évolution de la fécondité ? Nous prendrons comme standard de référence la première génération (1823-1832) et les valeurs de ses quatre paramètres. On injectera systématiquement dans l'équation de la première génération la valeur d'un paramètre, les trois autres restant constants. On mesurera ainsi l'effet qu'il produira sur la valeur de  $N_i$ . Prenons un exemple concret : pour la première génération,  $N_i = 6$  enfants, soit  $N_i = ((38,5-24,8-3,5)/2,6)+2,0108$ . Si nous injectons dans cette équation l'âge moyen à la dernière naissance de la seconde génération, soit, 37,2 ans, la valeur de  $N_i$  sera égale à 5,5 enfants. En d'autres termes, la diminution de l'âge moyen à la dernière maternité aurait fait baisser le nombre moyen d'enfants de la première génération de 8% ( $5,5/6,0 = 0,92$ ). La même opération a été répétée pour chaque génération et pour tous les paramètres. Les résultats figurent dans le tableau 53.

Ceux-ci sont sans ambiguïtés. La contraception d'arrêt joue un rôle déterminant et de plus en plus intense dans le contrôle des naissances. Elle a également un effet compensatoire qui annihile les effets positifs sur la fécondité de la diminution de l'âge moyen à la première naissance et de la baisse timide de l'intervalle intergénérisique moyen. La légère augmentation de la durée du dernier intervalle intergénérisique a un effet négatif sur la fécondité, mais celui-ci est dérisoire par rapport à l'impact de la diminution de l'âge moyen à la dernière maternité. Ces conclusions se conforment à



celles qu'à pu dégager J. Knodel (1987) dans le cadre de la baisse de la fécondité qui survient à la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans les 14 villages allemands.

Tableau 53. L'impact respectif des méthodes de régulation des naissances sur la baisse de la fécondité

Génération	ADN	APN	Li	Di	Ni
1823-1832	38,5 ans	24,8 ans	2,56 ans	3,45 ans	6,0 enfants
1833-1842	37,2 ans	24,0 ans	2,49 ans	3,62 ans	5,9 enfants
1843-1852	34,6 ans	23,7 ans	2,46 ans	3,85 ans	4,9 enfants
1853-1862	31,9 ans	23,6 ans	2,47 ans	3,69 ans	3,9 enfants

L'impact des différents paramètres par rapport à la première cohorte de naissance, si chaque paramètre agissait seul

1833-1842	- 8,4 %	+ 5,2 %	+ 1,9 %	- 1,1 %	- 2,5 %
1843-1852	- 25,3 %	+ 7,1 %	+ 2,7 %	- 2,6 %	- 18,0 %
1853-1862	- 42,8 %	+ 7,8 %	+ 2,4 %	- 1,6 %	- 34,1 %

3.2.3. La combinaison des méthodes de régulation des naissances au sein de chaque génération

Si les femmes nées entre 1843 et 1862 ont des intervalles intergénési-ques sensiblement plus courts que ceux de leurs aînées, cela ne signifie pas que ces dernières ne pratiquaient pas l'espacement des naissances afin de réguler leur fécondité. Pour les familles dont la dimension finale s'échelonne entre 3 et 8 naissances, les intervalles moyens (en faisant abstraction du der-nier intervalle) semblent particulièrement longs, et dans tous les cas excèdent les normes maximales (24 à 30 mois) avancées ici et là pour les populations à fécondité « naturelle ». Y aurait-il eu d'une génération à l'autre un enchaî-nement des techniques de régulation des naissances, le passage d'un malthu-sianisme hésitant recourant à l'espacement des naissances à un malthusia-nisme plus résolu pratiquant la contraception d'arrêt et concernant une majo-rité de couples ? Au sein de chaque génération, les deux stratégies se sont-elles combinées, l'une prenant progressivement le pas sur l'autre ?

La comparaison des intervalles intergénésiques entre les générations a souligné leur diminution, selon la taille finale des familles comme selon le rang de naissance. En d'autres termes, l'espacement des naissances ne joue aucun rôle significatif dans la baisse de la fécondité observée d'une génération à l'autre. Cela ne signifie pas qu'au sein de chacune d'elles, certains couples n'ont pas tenté de réguler leur fécondité en allongeant la durée séparant les naissances, avant éventuellement de la contrôler en recourant à une stratégie d'arrêt. Car après tout, dans chaque génération ou promotion de mariage, il y a toujours une proportion plus ou moins importante de couples qui ont une descendance limitée, alors que d'autres ont une famille nombreuse (Anderton et Bean, 1985). Le passage d'un régime de fécondité à l'autre traduit simplement la généralisation du contrôle des naissances, les petites familles devenant progressivement majoritaires alors qu'auparavant leur poids dans la moyenne était nettement moindre. Ce sont ces familles réduites, à priori contraceptrices, qui retiendront notre attention.

Si seule la contraception d'arrêt intervient dans la limitation des naissances, on peut supposer que, quelle que soit la dimension finale de la famille, les intervalles entre les premières naissances seront de taille équivalente, alors que les dernières naissances seront davantage espacées parmi les familles de petites tailles. Bien sûr, l'interprétation des différences ne pourra faire abstraction de l'impact des facteurs physiologiques, car c'est parmi ces familles réduites qu'« [...] on risque d'avoir surtout affaire à des cas marginaux : faible fécondabilité, stérilités temporaires pathologiques, stérilité définitive précoce [...] » (Léridon, 1967, pp. 825-826). Nous avons éliminé les familles de moins de trois enfants et notre analyse se borne à comparer les familles réduites ayant de 3 à 5 enfants et les familles nombreuses ayant de 6 à 10 enfants (tableau 54). Les premières sont donc supposées ne pas être affectées par la stérilité primaire qui concerne les couples qui ne peuvent avoir d'enfants.

Quelle que soit la génération, les familles de petite taille se caractérisent par un âge moyen au premier mariage plus élevé, par un âge moyen à la dernière naissance plus bas et par des intervalles intergénésiques sensiblement plus longs, par rapport aux familles nombreuses. En d'autres termes, indépendamment de l'influence des facteurs physiologiques, on pourrait supposer que ces familles limitent leur descendance en usant des trois méthodes classiques de régulation et de contrôle des naissances : en retardant le premier mariage, en espaçant les naissances et en pratiquant une stratégie d'arrêt lorsque le nombre d'enfants désirés est atteint. Considérons la génération née entre 1823 et 1832. Les mères de 3-5 enfants se marient deux ans



plus tard que les mères des familles nombreuses. Par ailleurs, les premières interrompent leur vie génésique vers 36 ans, soit avant que l’effet de l’âge sur la fécondabilité ne se manifeste réellement, et sensiblement plus tôt que les femmes ayant de 6 à 10 enfants. Enfin, les intervalles intergénésiques<sup>14</sup> des petites familles sont très longs : près de 34 mois entre les deux premières naissances, près de 36 mois entre la deuxième et la troisième et plus de 38 mois entre la troisième et la quatrième. Par ailleurs, ces intervalles sont en moyenne 9 mois plus longs que ceux des familles nombreuses.

Tableau 54. Les stratégies de régulation des naissances selon la génération de naissance et la dimension finale des familles

Générations	Taille	n1-n2	n2-n3	n3-n4	ADN	APM	Nbr. cas
1823-1832	3-5 enf.	33,7 mois	35,6 mois	38,5 mois	36,3 ans	26,0 ans	132
	6-10 enf.	24,8 mois	27,4 mois	29,5 mois	40,6 ans	23,8 ans	265
1833-1842	3-5 enf.	30,4 mois	34,1 mois	35,7 mois	34,7 ans	24,3 ans	168
	6-10 enf.	25,6 mois	26,7 mois	28,1 mois	39,8 ans	23,2 ans	243
1843-1852	3-5 enf.	28,2 mois	33,0 mois	41,1 mois	33,4 ans	23,9 ans	211
	6-10 enf.	23,5 mois	25,1 mois	27,7 mois	38,4 ans	22,6 ans	196
1853-1862	3-5 enf.	28,8 mois	30,9 mois	39,0 mois	32,0 ans	23,2 ans	221
	6-10 enf.	23,4 mois	26,6 mois	26,1 mois	36,6 ans	22,3 ans	112

$n_x-n_{x+1}$  = intervalles intergénésiques  
ADN = âge moyen à la dernière naissance  
APM = âge moyen au premier mariage

Il est donc probable que parmi cette génération, certains couples régulaient leur fécondité au moyen de stratégies différentes qui pouvaient se combiner et s’enchaîner. Comme le note A. Perrenoud (1988), la limitation des naissances a pu précéder le déclin généralisé de la fécondité. Les moyens étaient connus et utilisés, ce qui accrédirait l’hypothèse du déclin de la fécondité comme un processus d’ajustement à une situation particulière plutôt que comme un phénomène de diffusion de nouveaux comportements. Entre les différentes générations considérées, deux éléments font la différence :

14 Nous avons pris soin de gommer l’impact des derniers intervalles intergénésiques.

- Une extension, à partir d'un moment donné, de la limitation des naissances à une frange de plus en plus large de la population ; les familles contraceptrices deviennent majoritaires.
- Une radicalisation de la limitation des naissances, la stratégie d'arrêt se substituant petit-à-petit aux autres méthodes (retard de l'âge au premier mariage et espacement des naissances), sans pour autant que ces dernières, au sein de chaque génération, ne s'effacent totalement. Les couples ayant peu d'enfants se marient toujours en moyenne plus tard, leurs intervalles intergénésiques sont toujours plus longs<sup>15</sup>, mais les différences par rapport aux familles nombreuses s'amenuisent. Par ailleurs, l'évolution de l'âge au premier mariage et des intervalles intergénésiques vont dans le sens contraire d'une baisse de la fécondité, ce qui confirme le rôle décisif conféré au malthusianisme résolu de la stratégie d'arrêt.

Un dernier raffinement peut être proposé en considérant l'âge au premier mariage des femmes. Afin de minimiser les variations aléatoires dues aux petits nombres, nous considérons les générations 1823-1842 et 1843-1862, et pour chacune d'elles, les familles ayant de 3 à 5 enfants et les familles ayant de 6 à 8 enfants (tableau 55). Selon A. Perrenoud (1989, p. 67),

« Si volonté de contrôle il y a, elle devrait se manifester dès le début du mariage, et concerner en premier lieu les femmes qui se marient jeunes. Chez elles, les intervalles devraient être plus longs, et la volonté de ne pas dépasser un certain nombre d'enfants, se manifester en fin de course ».

C'est exactement ce que l'on observe : les femmes qui se marient jeunes espacent davantage leurs naissances. Cette tendance est plus marquée parmi les femmes ayant peu d'enfants. Celles-ci pratiquent en outre une contraception d'arrêt, ce qui n'est pas le cas, par exemple, des femmes de la génération 1823-1842, mariées avant 25 ans et ayant mis au monde entre 6 et 8 enfants. Pour ces dernières, la régulation des naissances serait avant tout conditionnée par l'espacement des naissances.

Ceci confirme que plusieurs méthodes de régulation et/ou de contrôle des naissances pouvaient coexister au sein d'une même génération et que ces

<sup>15</sup> Pour les familles de 3-5 enfants appartenant aux générations nées entre 1843 et 1862, l'augmentation de la durée du troisième intervalle intergénésiq, par rapport aux femmes des générations précédentes, s'explique par la progression de l'avant-dernier intervalle, mise en évidence ci-avant.



stratégies étaient connues et appliquées avant que ne se généralise le déclin de la fécondité.

Tableau 55. Les stratégies de régulation des naissances selon la génération, l'âge au mariage de la mère et la taille finale des familles

Génération	Age au mariage	Taille	n1-n2	n2-n3	n3-n4	ad-d	ADN	APM	Nbr. cas
1823-1842	< 25 ans	3-5 enf.	31,1 m.	36,4 m.	40,3 m.	53,6 m.	33,8 ans	22,4 ans	156
		6-8 enf.	26,3 m.	29,5 m.	31,0 m.	44,1 m.	39,2 ans	22,2 ans	249
	≥ 25 ans	3-5 enf.	32,6 m.	32,9 m.	32,8 m.	42,7 m.	37,2 ans	28,0 ans	144
		6-8 enf.	24,8 m.	25,9 m.	27,9 m.	35,4 m.	40,9 ans	26,9 ans	131
1843-1862	< 25 ans	3-5 enf.	28,4 m.	33,1 m.	41,8 m.	49,5 m.	31,5 ans	22,1 ans	309
		6-8 enf.	23,2 m.	26,8 m.	28,1 m.	40,6 m.	36,4 ans	21,8 ans	197
	≥ 25 ans	3-5 enf.	29,0 m.	28,8 m.	35,0 m.	46,1 m.	35,6 ans	27,3 ans	123
		6-8 enf.	27,2 m.	23,0 m.	26,8 m.	42,6 m.	40,3 ans	27,1 ans	47

$n_x-n_{x+1}$  = intervalles intergénésiqes  
ad-d = dernier intervalle intergénésiq  
ADN = âge moyen à la dernière naissance  
APM = âge moyen au premier mariage

#### 4. Conclusions

La baisse de la fécondité dans les milieux industriels de la région de Charleroi semble avoir été amorcée par les femmes nées entre 1833 et 1842 et ayant plus de 35 ans, soit quasiment au moment ou s'enclenche la grande dépression économique des années 1873-1892. Progressivement, la limitation des naissances se diffuse parmi les femmes de plus en plus jeunes dont la vie féconde se déroule en grande partie durant cette période troublée. Le déclin se généralise avec la génération née entre 1853 et 1862. Le pli est pris et est désormais irréversible. Entre les femmes de cette dernière génération et leurs aînées, nées au cours de la troisième décennie du siècle, le déficit des naissances est supérieur à 30 %. Les familles réduites de moins de 3 enfants se multiplient alors que les familles nombreuses de plus de 7 enfants, autrefois majoritaires, se raréfient.



Par quelle méthode, les couples ont-ils progressivement limité leur descendance ? Le mécanisme traditionnel qui ajournait la première naissance en reculant l'âge au premier mariage est désormais dépassé. La nuptialité a perdu sa fonction régulatrice comme en atteste la baisse timide de l'âge au premier mariage et à la première naissance. L'espacement des naissances n'a guère remporté plus d'adhésion, du moins parmi les générations réellement contraceptives. Au contraire, on observe, quels que soient la dimension finale de la famille et le rang de naissance, une diminution des intervalles entre les naissances. C'est donc à la stratégie d'arrêt que revient le rôle décisif du déclin de la fécondité.

Tous les indices convergent, la limitation des naissances est le fruit presque exclusif d'une contraception d'arrêt, d'un malthusianisme résolu. La baisse de la fécondité, si elle se diffuse progressivement parmi toutes les femmes, affecte en priorité les groupes d'âges de plus de 30 ans. L'âge moyen à la dernière naissance s'effondre de 39 ans à moins de 32 ans et ramène la durée moyenne de la vie génésique en deçà de 9 ans. En d'autres termes, les femmes mettent un terme à leur vie féconde de plus en plus tôt, après avoir atteint le nombre d'enfants « désirés ».

Toutefois, si, d'une génération à l'autre, c'est l'application de plus en plus massive du contrôle des naissances par arrêt de la procréation qui détermine la diminution de la descendance finale, au sein de chaque génération, il existe des couples « contracepteurs » qui jouent de l'espacement des naissances et/ou de la stratégie d'arrêt. Avant le déclin décisif de la fécondité, les différentes méthodes de régulation des naissances coexistent, se combinent et s'enchaînent, mais à échelle réduite. Les stratégies sont connues et la baisse irréversible de la fécondité résulterait davantage d'une stratégie d'adaptation à une situation nouvelle et particulière plutôt que d'un processus de diffusion d'une innovation.



## ***Chapitre 3.***

### ***Innovateurs ou imitateurs ?***

### ***Les sédentaires et les migrants :***

### ***des comportements reproducteurs différents ?***



#### **1. L'état de la question. Un terrain encore en friche**



##### ***1.1. Migrants-sédentaires : une dichotomie délaissée dans les études de fécondité différentielle***



L'intensification des mouvements migratoires constitue l'un des aspects importants de la démographie européenne des deux derniers siècles et un agent essentiel du processus d'urbanisation. Quelques chiffres afin de jauger l'ampleur du phénomène ! Nous avons vu précédemment que les cités industrielles de la région de Charleroi abritaient, dans le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, plus de 50 % de non-natifs. En 1890, les natifs de l'agglomération bruxelloise ne représentaient plus que 39 % de la population, ceux de Liège 57 % et ceux d'Anvers 58 % (Nicolai, 1919). Dans la Ruhr, plus de 50 % des habitants des villes de Duisbourg, Essen, Bochum, Dortmund et Gelsenkirchen étaient des immigrés (Hélin, 1990). En Hongrie, en Allemagne, en Autriche et en Suède, plus de la moitié de la croissance urbaine de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle provenait de l'immigration (Hohenberg et Lees, 1992). La migration n'est pas une nouveauté, mais le 19<sup>e</sup> siècle en a accéléré la fréquence et l'intensité (Jackson et Moch, 1989 ; Moch, 1992).

Les différents milieux d'habitat – villes, cités industrielles, campagnes – sont en contact permanent, en perpétuel mélange, par le jeu des migrations.

Quelles sont les interactions entre la transition démographique et les mouvements migratoires ? D'une manière générale, ces relations sont mal définies et souvent délaissées (Chesnais, 1986 ; E. Hélin, 1990 ; Perrenoud, 1994 ; Termote, 1995). On en veut pour preuve l'absence quasi totale de référence à la mobilité spatiale dans l'ouvrage de synthèse de l'enquête de Princeton sur le déclin de la fécondité en Europe (Coale et Watkins, 1986). Pour M. Termote (1995, p. 324),

« Cette négligence de la migration se manifeste également dans la théorie de la transition, qui, en se limitant à la fécondité et à la mortalité, suppose en fait un monde aspatial [...]. Il peut sembler pour le moins négligent de faire une telle hypothèse dans le cadre d'une théorie qui prétend rendre compte de l'évolution du comportement démographique d'une société en pleine mutation économique, en pleine "modernisation", caractérisée par une urbanisation rapide et un exode rural important, souvent couplés à une forte migration internationale ».

Ce constat négatif concerne moins le rôle joué par les mouvements migratoires dans la croissance urbaine ou leur fonction régulatrice, que l'étude des comportements différentiels entre population immigrante et population sédentaire. A ce propos, D. Morsa (1996, p.191), déplore que :

« En ce domaine, le manque d'études de démographie historique urbaine cherchant à mettre en lumière les comportements respectifs de sous-populations est singulièrement préjudiciable. Que pouvons-nous dire en l'absence d'analyses différentielles ? ».

Cette carence s'explique au moins par deux facteurs, la disponibilité de l'information et la nécessité d'adopter un découpage spatial très fin pour cerner toute l'intensité et la complexité des mouvements migratoires :

- Compte tenu des sources de données disponibles, il est souvent illusoire d'appréhender directement ne fût-ce que l'intensité des mouvements migratoires, et à fortiori, de reconstituer la vie génésique des migrants. Les études de la fécondité, et notamment les enquêtes locales de type monographique, ont toujours favorisé les populations stables, compte tenu de l'impossibilité de suivre le destin des migrants (Garden, 1996). En Belgique, grâce au registre de population, il est possible d'identifier les migrants, mais le problème des sorties d'observation par émigration subsiste.



- Dans la mesure où les migrations constituent l'un des traits saillants de la démographie européenne des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, ce trait ne peut prendre sa pleine mesure que sur base d'un découpage spatial très fin. Or, la plupart des études démographiques axées sur la longue tendance ont une couverture spatiale très large. La grande majorité des déplacements se faisant sur de courtes distances, ils auront donc de moins en moins d'importance dans le bilan démographique global, à l'échelle de l'arrondissement, de la province, de la région et du pays. On est donc contraint d'adopter un découpage communal.

L'étude des comportements démographiques différentiels selon le milieu d'habitat ne peut faire abstraction de la mobilité spatiale qui dicte dans une large mesure la croissance ou la décroissance du chiffre de population des uns et des autres. Qui sont les migrants frappant aux portes des villes ? D'où viennent-ils ? Leur comportement de fécondité s'apparente-t-il à celui du lieu qu'ils quittent ou se rapproche-t-il déjà de celui du milieu d'accueil ? Quel est le délai d'adaptation, si délai et adaptation il y a, aux normes urbaines ? Ont-ils contribué à freiner ou à accélérer le déclin de la fécondité en milieu urbain ? Quel impact la migration a-t-elle eu sur les comportements reproducteurs de la population des localités de départ ? Autant de questions auxquelles on n'a pu apporter à ce jour que des bribes de réponses (Poulain, 1990).

### ***1.2. La fécondité des migrants se distingue-t-elle de celle des sédentaires ?***

L'intensité des migrations, orientées vers les villes, les banlieues et les centres industriels, reflète dans une large mesure les ponctions dont furent victimes les campagnes au cours du 19<sup>e</sup> siècle. Issus pour la plupart de milieux ruraux, on pourrait supposer que les migrants ont une fécondité supérieure à celle des natifs urbains. Or, les études menées sur le port de Brême et sur les villes de Genève et de Rouen infirmeraient plutôt cette hypothèse. A Brême, parmi les promotions de mariage 1820-1875, les femmes nées ailleurs ont une descendance finale légèrement inférieure (4,3 enfants) à celle des autochtones (4,6 enfants) (Lee et Marschalck, 1996). A Genève, en l'absence de contrôle des naissances, les femmes qui viennent s'installer en ville ont une fécondité plus faible que les autochtones (Perrenoud, 1990). Même constat à Rouen au 18<sup>e</sup> siècle (Bardet, 1983 ;



1990), ce qui ne signifie pas nécessairement que la contraception est davantage pratiquée par les migrants ou que ceux-ci se sont engagés plus tôt dans cette voie<sup>1</sup>. Au contraire, à Genève comme à Rouen, l'initiative semble avoir été prise par les autochtones. Le cas de Verviers vérifie cette tendance. G. Alter (1988) a mis en évidence des différences significatives de comportement de fécondité entre sédentaires et migrants, pour des femmes nées entre 1826 et 1835. De toute évidence, les sédentaires contrôlèrent davantage leur fécondité que les migrants. Parmi ceux-ci, une distinction a été opérée selon l'âge à la migration ; les femmes qui ont immigré à Verviers entre 0 et 15 ans ont un comportement plus proche des sédentaires que les femmes qui s'y sont installées au delà de leur 15<sup>e</sup> anniversaire et qui maintiennent un comportement non-malthusien. Par contre, dans son étude sur la cité industrielle de Tilleur au 19<sup>e</sup> siècle, M. Oris (1996) soutient que les immigrants furent les premiers à tourner le dos au frein malthusien du mariage tardif et, après 1866, à contrôler volontairement leurs naissances.

Quoi qu'il en soit, initiateurs ou imitateurs, la plupart des études démontrent une adaptation très rapide des immigrants aux comportements urbains. Dans les zones en perpétuelle mouvance que sont les grands centres urbains, où les hommes, les idées et les marchandises circulent de plus en plus rapidement, l'acculturation des comportements aux normes du cru serait très rapide. C'est l'hypothèse que défendent M. Garden et H. Le Bras (1988, p. 148) :

« On peut imaginer que les anciennes rationalités paysannes perdent leur signification dans les régions en mouvement. La succession des exploitations, les réseaux de solidarité familiale, l'ascension sociale sur place perdent leur importance, invalidant le rôle de la descendance, donc de la fécondité ».

L'une des principales interrogations à propos de l'identité des populations de migrants concerne leur sélectivité (Jackson et Moch, 1989). S'agit-il d'un groupe particulier et, dans l'affirmative, quels sont les traits caractéristiques qui le distinguent des populations sédentaires ? Les spécificités démographiques – selon l'âge et le sexe – et sociales des populations de migrants sont généralement bien connues<sup>2</sup>, mais certaines varient d'une situation à l'autre. Ainsi, la migration féminine serait davantage orientée vers les centres

1 Comme nous le verrons plus en détail, l'âge moyen au premier mariage est généralement plus élevé chez les migrants que chez les sédentaires et la migration, ou plus précisément la période d'adaptation au milieu d'accueil qu'elle implique, peut entraîner un allongement de l'intervalle protogénésique ou des intervalles intergénéraliques et ainsi, influencer l'intensité de la descendance finale.

2 Voir par exemple Leboutte (1988), Pasleau (1993).



administratifs et commerciaux et liée aux débouchés offerts par la domesticité (Morsa, 1996), ou vers les villes textiles. Les mouvements orientés vers les bassins industriels concerneraient plus les hommes. De même, si dans l'ensemble, les mouvements migratoires concernent surtout une population jeune et célibataire, l'émigration hesbignonne vers le Wisconsin était avant tout un mouvement familial impliquant autant les jeunes adultes que des jeunes enfants et des personnes plus âgées<sup>3</sup> (Eggerickx, 1987 ; Eggerickx et Poulain, 1987 ; 1995b).

Il est nettement plus complexe de cerner les caractéristiques psychologiques de cette population. Comment appréhendent-ils la nouveauté, les innovations ? Comment réagissent-ils face au « choc » que peut constituer un déracinement et une installation dans un milieu mal connu ? Sont-ils des pionniers, des innovateurs ou leurs origines, souvent paysannes, les confinent-elles dans des attitudes plus conservatrices ? On perçoit l'intérêt de ces questions lorsqu'il s'agit d'analyser et d'interpréter les comportements démographiques des migrants et des sédentaires. Dans son étude sur la fécondité italienne aux 19e et 20e siècles, M. Livi-Bacci (1977) a évoqué le caractère sélectif de la migration pour expliquer, du moins partiellement, la sous-fécondité urbaine. La migration concernerait peut-être avant tout des couples inféconds ou sous-féconds, lesquels éprouveraient moins de difficultés à s'intégrer dans le contexte urbain que des familles nombreuses. Selon J.-P. Bardet (1990), les migrants constituent effectivement un groupe particulier dont l'attitude à l'égard de la contraception diffère sensiblement de celle des milieux qu'ils quittent. Dans ce cas, la migration aurait joué un rôle dépréciatif sur la fécondité urbaine ou, en tout cas, n'aurait pas contribué à relever son niveau. Au contraire, dans leur étude sur l'émigration à partir de la vallée de la Valserine au début du 20e siècle, A. Bideau et son équipe (1990, p. 103) n'observent « [...] *pas de sélection particulière de la population migrante parmi la population de départ* ».

En supposant que le migrant soit plus aventureux, plus entreprenant et plus réceptif à l'innovation que le sédentaire, rien ne prouve qu'à conditions similaires, cela se traduit par une propension plus forte à recourir à des méthodes contraceptives radicales. Encore faut-il considérer le contexte d'accueil, les pressions diverses auxquelles sont confrontés les migrants, le degré d'urbanisation (dans ses dimensions démographiques et sociologiques) du lieu d'installation... Dans son étude sur le Beauvaisis rural au 18e siècle,

3 N'oublions pas que ce mouvement d'émigration internationale est concomitant de celui orienté vers les bassins industriels. En outre, il concerne des populations originaires des mêmes régions et soumises aux mêmes pressions de départ.



J. Ganiage (1988, p. 168), a démontré, malgré des effectifs réduits, que le comportement des familles mobiles s'apparentait à celui des couples sédentaires, car les « [...] déplacements d'un village à l'autre n'impliquaient pas un changement de mode d'existence ». La comparaison des niveaux et des tendances de la fécondité légitime dans les cités industrielles wallonnes et les communes de la banlieue bruxelloise, deux modèles urbains qui ont largement bénéficié de l'apport migratoire, est également instructive. Les cités industrielles se caractérisent par une fécondité sensiblement supérieure à celle des banlieues. Le modèle urbain et industriel, greffé le plus souvent en milieu rural et à distance des villes traditionnelles, s'est peuplé d'une population relativement homogène, issue des campagnes (Roncayolo, 1983). Le migrant, débarquant dans ces cités hérissées de cheminées d'usine et de terrils, se noyait parmi ses congénères et était confronté à un milieu qui, par l'intermédiaire du travail des enfants et de leur apport financier ascendant, encourageait une descendance nombreuse (Eggerickx, 1995a). De même, dans la région industrielle de la Rhénanie-Westphalie, les premières générations de migrants auraient perpétué la forte fécondité de leur campagne natale, y retardant le début de la révolution démographique (Kolmann, 1971). Par contre, la population des banlieues, plus hétérogène et en contact direct avec la ville, a pu subir une acculturation plus rapide au modèle de fécondité urbain. D'autant que ces « excroissances urbaines » ont non seulement été alimentées par l'exode rural mais également par le refoulement des populations provenant des centres urbains saturés (Eggerickx, 1995a).

Juger les comportements des immigrants en comparant l'évolution de la fécondité légitime des populations peuplant des milieux d'habitat en forte croissance est sans doute abusif. Cela suggère néanmoins que les migrants, en fonction des conditions d'accueil, ont pu influencer positivement ou négativement les niveaux et les tendances de la fécondité. Un autre exemple peut être fourni par l'émigration européenne vers le Nouveau Monde. Dans le cas de la migration hesbignonne aux Etats-Unis, nous avons constaté que la fécondité des émigrants établis au Wisconsin avait largement dépassé celle des familles restées au pays. Il est vrai que ces émigrants ont quitté un contexte rural en surpression démographique pour s'établir dans des lieux sous-peuplés et riches en terres vierges (Eggerickx et Poulain, 1987 ; 1995b). La confrontation des comportements démographiques des populations immigrantes et des populations autochtones trouve un écho tout particulier Outre-Atlantique. Les travaux de T. Hareven et M. Vinovskis (1978), portant sur 5 villes du Massachussets, ont montré que l'ethnicité était le principal facteur expliquant les différences de fécondité, quelle que soit la nature et la taille



du lieu de résidence, la profession exercée par le mari ou le niveau d'éducation des mères. Les données utilisées – 1 556 familles reconstituées à partir des listes nominatives du recensement de 1880 – ont révélé que les femmes nées à l'étranger avaient généralement une fécondité supérieure à celle des « natives ». Les conclusions de J. Wilcox et H. Golden (1982) sont identiques. Leur étude concerne 15 localités des comtés de Hampshire et de Hampden au Massachusetts dont 9 sont définies comme rurales et agricoles, 5 sont des villes textiles et 1, Springfield, est le centre urbain dominant. Entre 1850 et 1880, il existe des différences sensibles entre les natifs et les immigrants provenant de l'étranger, même si la fécondité de ces derniers s'amenuisa au fur et à mesure qu'ils s'adaptaient aux normes de la majorité. Une analyse plus récente, à propos des territoires de l'Utah, a permis d'affiner ces résultats en tenant compte du moment où intervient la migration par rapport à la période de procréation des couples (Mineau et al., 1989). Les niveaux de fécondité sont les plus élevés parmi les familles qui ont émigré durant leur période reproductive. Ceux qui ont migré plus tôt, avant le mariage ou avant la naissance du premier enfant, ont une fécondité plus faible, comparable à celle des natifs. Selon les auteurs, les immigrants plus anciens ajusteraient leur comportement de fécondité en fonction des contraintes réelles du milieu d'accueil. En revanche, les migrants plus récents adopteraient des comportements plus en rapport avec les opportunités espérées ou imaginées. Celles-ci renvoient directement au mythe fondateur de la terre promise, de l'Eldorado, qui a présidé au peuplement et au développement de la conscience américaine.

Opportunités réelles ou opportunités perçues, contraintes imposées par le milieu d'accueil et sélectivité des migrants, autant de facteurs pouvant justifier les éventuelles différences ou similitudes de comportement entre ces « sous-populations » spécifiques. Les réponses des migrants aux situations nouvelles qui peuvent influencer la constitution de la famille et de la descendance sont mal connues. Le sujet est à peine effleuré, du moins dans le contexte occidental des migrations internes (Moch, 1986). Qui plus est, la difficulté de déceler un fil conducteur, une unicité, dans les comportements de fécondité des migrants tient probablement à la multiplicité des formes de migrations – mobilité définitive, saisonnière, hebdomadaire ou journalière, turn-over ouvrier, déplacement sur de courtes ou de longues distances... – autant qu'à la diversité et à l'enchevêtrement des forces d'attraction et de répulsion qui conditionnent la plupart des mouvements migratoires. Ajoutons à cela les conditions d'insertion des migrants dans leur nouveau milieu d'accueil.





« Les problèmes liés à l'insertion, finalement, touchent autant à l'emploi qu'à l'habitat, aux habitudes qu'aux filières d'accueil et nécessitent la prise en compte de la pluralité des cultures urbaines et la compréhension de l'espace vécu » (Piette et Ratcliffe, 1993).

## 2. Une analyse différentielle des comportements reproducteurs des familles de migrants et de sédentaires dans le milieu industriel carolorégien du 19<sup>e</sup> siècle

### 2.1. *Quelques données d'identification des migrants : qui sont-ils, d'où viennent-ils ?*

Avant d'entamer cette analyse, rappelons brièvement les spécificités de ces différentes « sous-populations » <sup>4</sup>. Les couples de sédentaires ont été définis comme ceux dont les deux membres sont nés dans la même commune et ne l'ont jamais quittée jusqu'au terme de la vie génésique de l'épouse. Parmi les familles de migrants, deux groupes ont été distingués. Pour le premier, que nous appellerons les « migrants récents », la date d'immigration d'un des deux membres du couple, au moins, doit précéder ou suivre de moins de 5 ans la date de leur mariage. Quant au deuxième groupe, celui des « migrants anciens », la date du mariage doit précéder d'un minimum de 5 ans la date d'entrée dans la commune de l'un des deux membres du couple, au moins. Rappelons que ne sont considérées comme migrantes que les personnes nées hors de la zone industrielle constituant les communes actuelles de Charleroi et de Châtelet. Ainsi, par exemple, une personne née à Gilly mais résidante à Jumet – deux communes appartenant à la « nouvelle » entité de Charleroi – sera considérée comme sédentaire. Soulignons également que nous ne nous intéressons ici qu'aux familles de migrants qui se sont sédentarisées, c'est-à-dire celles dont la vie génésique de la femme s'est déroulée intégralement dans la commune sous observation.

4 Pour plus de détails, voir deuxième partie, chapitre 1, point 2.2.2.

### 2.1.1. D'où viennent les migrants ?

Comme nous l'avons constaté dans la première partie, la migration de la main-d'œuvre sur de courtes distances est l'une des caractéristiques dominantes de l'histoire démographique des cités industrielles.

Qu'en est-il de notre échantillon de migrants ? De toute évidence, la zone de recrutement est ici plus étendue (tableau 56), mais n'oublions pas que toutes les personnes nées dans les anciennes communes qui constituent les entités actuelles de Charleroi et de Châtelet sont définies comme sédentaires. Les déplacements qui se sont opérés sur de très courtes distances<sup>5</sup> – moins de 10 kilomètres – sont relativement marginaux, et ce, quelle que soit la génération. Plus de la moitié des migrants sont nés dans une commune se situant à plus de 20 kilomètres de la zone industrielle de Charleroi ; 57 % pour la génération 1823-1832, 68 % pour la génération 1833-1842 et 70 % pour les générations nées après 1843<sup>6</sup>. Pour la plupart d'entre eux, il n'est plus question de parler d'une migration de contiguïté ou de proximité... et donc de familiarité vis-à-vis du milieu d'accueil. Par ailleurs, l'aire de recrutement de ces migrants s'est quelque peu étendue. La distance médiane évolue de quelques kilomètres entre les deux premières générations, mais on soulignera aussi, pour les dernières générations, la progression de la proportion de migrants nés dans une commune éloignée de plus de 40 kilomètres. Enfin, il n'y a guère de différence significative entre les distances moyennes et médianes des communes de naissance des migrants anciens et des migrants récents, et il n'y en a pas davantage par rapport à leur région de naissance<sup>7</sup> (tableau 57).

Se trouve-t-on ici face à un autre type de mobilité que celle généralement observée dans les bassins industriels ? Le recrutement plus lointain des migrants n'est-il pas lié au caractère sélectif de notre échantillon ? Ces migrants se sont fixés, au moins durant toute la vie génésique de l'épouse, dans leur commune d'accueil. Cette sédentarisation affecte peut-être avant tout les couples qui proviennent de localités relativement éloignées, ceux pour qui la migration constitue réellement un déracinement. Evoluant hors

5 Cette distance a été estimée à « vol d'oiseau », selon la méthode classique (Anderson, 1971).

6 Rappelons que pour les immigrants de Châtelet, dénombrés entre 1856 et 1869, 50 % sont nés dans une commune se situant à plus de 20 km (voir première partie, chapitre 5, point 3)

7 Notre échantillon ne présente donc aucun biais quant à d'éventuelles différences de comportement selon la distance ou le lieu d'origine des migrants.



de leur espace familial, ils ont peut-être souhaité davantage fixer leur résidence, d'autant que nous appréhendons systématiquement des mouvements ayant abouti à la constitution d'une famille..., autre facteur de sédentarisation (Jackson et Moch, 1989 ; Bourdelais et Demonet, 1993).

Tableau 56. La distribution des familles de migrants selon la distance entre leur lieu de naissance et leur commune d'accueil

Distance	1823-1832			1833-1842			1843-1852			1853-1862		
	M.A. (%)	M.R. (%)	M.T. (%)	M.A. (%)	M.R. (%)	M.T. (%)	M.A. (%)	M.R. (%)	M.T. (%)	M.A. (%)	M.R. (%)	M.T. (%)
< 5 km*	2,9	3,9	3,5	0,0	0,0	0,0	0,6	1,7	1,2	2,0	0,7	1,3
5-10 km*	21,3	18,3	19,7	9,5	6,8	8,1	7,9	7,2	7,6	13,2	12,1	12,6
10-20 km	17,6	21,6	19,7	27,0	21,7	24,3	15,9	24,4	20,3	14,5	19,5	16,9
20-40 km	22,8	25,5	24,2	35,8	43,5	39,8	43,9	38,3	41,0	36,2	32,9	34,6
40-80 km	21,3	22,2	21,8	19,6	22,4	21,0	23,2	25,0	24,1	21,1	28,2	24,6
≥ 80 km	14,0	8,5	11,1	8,1	5,6	6,8	8,5	3,3	5,8	13,2	6,7	10,0
< 20 km	41,9	43,8	42,9	36,5	28,6	32,4	24,4	33,3	29,1	29,6	32,2	30,9
20-40 km	22,8	25,5	24,2	35,8	43,5	39,8	43,9	38,3	41,0	36,2	32,9	34,6
≥ 40 km	35,3	30,7	32,9	27,7	28,0	27,8	31,7	28,3	29,9	34,2	34,9	34,6
Nbr. cas	134	153	287	147	161	308	165	180	345	152	149	301
Moy. (km)	27,9	26,7	27,3	26,9	30,4	28,6	28,4	28,3	28,4	32,7	30,2	31,5
Méd.(km)	27,1	24,9	25,9	27,6	29,9	28,9	31,7	28,7	30,2	31,3	30,8	31,1

M.A. = migrants anciens

M.R. = migrants récents

M.T. = total des migrants

Moy = moyenne

Méd. = médiane

\* Les migrations internes à la zone industrielle considérée ne sont pas comprises

D'où proviennent ces migrants ? L'étendue de l'aire de recrutement des migrants laisse présager une assez grande diversité des régions, et à fortiori, des localités d'origine. De nombreux arrondissements belges sont concernés, avec une intensité très variable (figure 82). D'une cohorte à l'autre, on observe une certaine constance dans la hiérarchisation des principaux foyers d'émigration (tableau 57). Pour la première génération, l'arrondissement de Charleroi vient logiquement en tête et fournit 31 % des immigrants, précédant de peu l'arrondissement de Nivelles (25 % des immigrants). Suivent loin derrière, et dans l'ordre, l'arrondissement de Soignies (10 %), celui de

Namur (5 %) et celui de Mons (4,5 %). Les arrondissements flamands fournissent quelque 10 % du contingent d'immigrants alors que la part de la Région bruxelloise, selon sa définition actuelle, est minime. Avec les générations suivantes, ce classement reste relativement stable. Relevons toutefois l'inversion de position entre les arrondissements de Charleroi et de Nivelles ; le Brabant Wallon devient le principal foyer d'émigration, jusqu'à fournir, avec la seconde génération, plus de 40 % des migrants. Cette proportion s'atténuera quelque peu avec les générations plus récentes, sans toutefois qu'une autre région ne vienne contester cette suprématie. Parmi les autres traits dominants, citons le relatif effacement de l'arrondissement de Charleroi, qui maintient malgré tout sa seconde position, la stabilité, autour de 10 % de l'arrondissement de Soignies et des arrondissements flamands dans leur ensemble, et la progression de l'arrondissement de Namur. Enfin, le Limbourg, la Flandre Occidentale, le nord de la Flandre orientale, les provinces d'Anvers et de Liège et les Ardennes namuroise et luxembourgeoise sont quasiment absents de cette liste.

La plupart des migrants provient d'une vaste zone rurale située au nord, nord-est de l'arrondissement de Charleroi. L'aire de recrutement ne correspond pas à une zone concentrique avec, comme épïcêtre le bassin industriel de Charleroi, mais plutôt à une nébuleuse qui, centrée sur l'arrondissement de Charleroi et le Brabant Wallon, s'étiole progressivement de part et d'autre d'un axe Charleroi - Louvain. Vers l'est, elle atteint très vite ses limites avec la Hesbaye namuroise comme frontière. Vers l'ouest, elle glisse vers Mons, remonte vers Soignies et Ath et fait, après les arrondissements de Louvain et de Hal-Vilvorde, une seconde incursion en terre flamande en touchant les arrondissements d'Alost et d'Audenarde.

### 2.1.2. Migration directe ou par étapes ?

Ces migrants sont-ils arrivés en droite ligne de leur campagne natale, ou alors, leur cursus migratoire est-il jalonné d'étapes de plus ou moins longue durée avant de s'installer dans leur future commune d'accueil ? En l'absence des biographies migratoires complètes des migrants, la réponse à cette question ne peut être que partielle ou approximative. D'une part, le lieu de provenance et la date de l'entrée dans la commune d'accueil ne sont généralement mentionnés que pour les migrants récents. D'autre part, pour ceux dont le lieu de la dernière résidence correspond au lieu de naissance, nous devons supposer qu'ils n'ont jamais quitté leur sol natal. Pour ceux-ci,



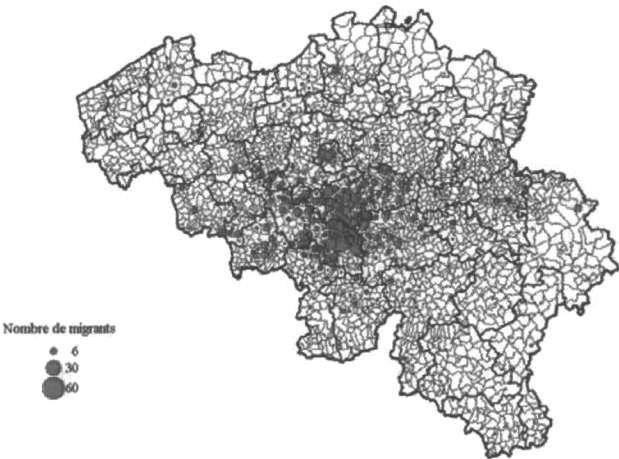
l'expérience migratoire se résumerait donc au mouvement opéré entre la commune de naissance et la commune d'accueil.

Tableau 57. La distribution des familles de migrants selon la province et l'arrondissement de naissance

Provinces	Arrondissement	Générations				Type de migrants		Total
		1823-32	1833-42	1843-52	1853-62	Anciens	Récents	
Anvers	Total	0,7 %	0,0 %	0,9 %	0,3 %	0,3 %	0,6 %	0,5 %
Brabant	Bruxelles	2,4 %	1,0 %	1,4 %	3,0 %	2,0 %	1,9 %	1,9 %
	Hal-Vilvorde	3,5 %	2,6 %	3,2 %	1,7 %	3,2 %	2,3 %	2,7 %
	Louvain	1,4 %	1,3 %	3,8 %	2,7 %	2,2 %	2,5 %	2,3 %
	Nivelles	24,7 %	42,1 %	32,8 %	29,2 %	31,7 %	33,0 %	32,4 %
	Total	32,1 %	46,9 %	41,2 %	36,5 %	39,1 %	39,7 %	39,4 %
Flandre Occidentale	Total	1,7 %	1,3 %	0,3 %	1,3 %	1,0 %	1,2 %	1,1 %
Flandre Orientale	Total	3,5 %	6,5 %	6,1 %	6,3 %	5,5 %	5,8 %	5,6 %
Hainaut	Ath	0,0 %	1,6 %	1,2 %	1,0 %	0,7 %	1,2 %	1,0 %
	Charleroi	30,7 %	16,2 %	15,4 %	17,9 %	21,0 %	18,5 %	19,7 %
	Mons	4,5 %	2,6 %	4,1 %	3,0 %	3,2 %	3,9 %	3,5 %
	Mouscron	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
	Soignies	10,1 %	6,1 %	11,3 %	7,6 %	8,2 %	9,5 %	8,9 %
	Thuin	1,4 %	1,3 %	1,2 %	2,3 %	1,7 %	1,4 %	1,5 %
	Tournai	0,3 %	4,9 %	0,0 %	0,0 %	1,5 %	1,1 %	1,3 %
	Total	47,0 %	32,7 %	33,0 %	31,9 %	36,2 %	35,6 %	35,9 %
Liège	Total	1,7 %	1,0 %	0,6 %	1,0 %	1,0 %	1,1 %	1,0 %
Limbourg	Total	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Luxembourg	Total	0,0 %	0,0 %	0,3 %	1,3 %	0,7 %	0,2 %	0,4 %
Namur	Dinant	0,3 %	0,0 %	1,2 %	4,0 %	0,5 %	2,2 %	1,4 %
	Namur	5,2 %	6,1 %	11,0 %	9,3 %	7,8 %	8,2 %	8,1 %
	Philippeville	0,7 %	1,3 %	1,4 %	1,3 %	0,3 %	2,0 %	1,2 %
	Total	6,3 %	7,4 %	13,6 %	14,6 %	8,7 %	12,4 %	10,6 %
Etranger	Ecosse	0,0 %	0,0 %	0,3 %	0,0 %	0,2 %	0,0 %	0,1 %
	France	6,3 %	3,6 %	2,6 %	6,0 %	6,3 %	2,8 %	4,5 %
	Hollande	0,0 %	0,3 %	0,3 %	0,0 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
	Prusse	0,7 %	0,0 %	0,6 %	0,3 %	0,7 %	0,2 %	0,4 %
	Russie	0,0 %	0,0 %	0,3 %	0,3 %	0,0 %	0,3 %	0,2 %
	Total	7,0 %	3,9 %	4,1 %	6,6 %	7,3 %	3,4 %	5,3 %
Bruxelles	Total	2,4 %	1,0 %	1,4 %	3,0 %	2,0 %	1,9 %	1,9 %
Flandre	Total	10,8 %	11,7 %	14,2 %	12,3 %	12,2 %	12,4 %	12,3 %
Wallonie	Total	79,8 %	83,2 %	80,3 %	78,1 %	78,3 %	82,3 %	80,4 %
Indéterminé	Total	0,0 %	0,3 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %	0,0 %	0,1 %
Total	Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Total (absolu)	Total	287	309	345	301	599	643	1242

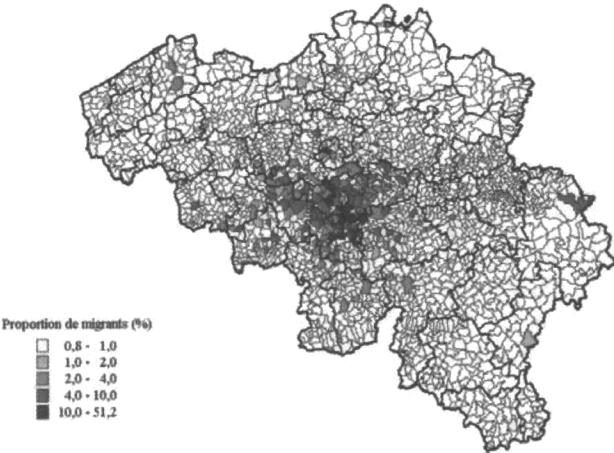
Figure 82. La distribution des familles de migrants (toutes générations confondues) selon la commune de naissance

En nombre absolu



Source : Registre de population des communes de Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux

En % du nombre total de migrants



Source : Registre de population des communes de Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux

Un certain nombre d'études ont souligné l'importance des migrations par étapes, dans le contexte de l'industrialisation du siècle dernier (Anderson, 1971 ; Darroch, 1981 ; Mac Quillan, 1983). Ces relais migratoires peuvent constituer un important facteur d'insertion ou d'adaptation progressive au contexte industriel qui générerait des comportements différentiels entre ceux qui en furent ou non les acteurs. Si nous considérons, les deux premières générations, 55 % des migrants récents proviennent directement de leur commune de naissance, alors que les 45 % restant ont effectué au moins une migration intermédiaire, dans la très grande majorité des cas, à destination d'une autre commune industrielle. Avec les générations 1843-1862, le rapport s'inverse ; 60 % des migrants récents proviennent d'une autre commune que celle où ils sont nés.

En résumé, selon la typologie présentée par R. Leboutte (1995a), nous observons pour les migrants récents à la fois des migrations circulaires, entre communes industrielles, et des migrations dites « progressives », d'un niveau peu élevé d'urbanisation et d'industrialisation à un niveau plus élevé.

### 2.1.3. *Quelques autres facteurs d'insertion différentielle intégration spatiale et choix du conjoint.*

Parmi les éléments pouvant favoriser ou non l'adaptation des comportements des migrants à ceux des sédentaires figure sans nul doute leur intégration spatiale. Les migrants vivent-ils séparés des sédentaires, dans des quartiers bien spécifiques, ou sont-ils disséminés parmi la population autochtone ? A Holyoke, une ville industrielle du Massachussets, les immigrants « internationaux » vivaient à l'écart des autres et ont conservé des comportements socioculturels particuliers (Morgan et Golden, 1979). L'existence de réseaux d'accueil ou d'entraide ont probablement favorisé cette tendance. Dans le cas des communes industrielles carolorégiennes, le relevé des familles de migrants dans les registres de population a permis d'apporter une réponse rapide à cette question. Rappelons que la transcription des ménages dans les registres de population suit une certaine logique spatiale, chaque folio étant d'abord classé par quartier, puis par rue. Il est donc aisé de repérer une concentration spatiale anormalement dense de non-natifs. Notre dépouillement n'a relevé aucune trace d'éventuels « ghettos » d'immigrants flamands, brabançons ou français. Les immigrants se fondent parmi la population locale, probablement là où ils peuvent trouver un logement vacant.



Enfin, pour le migrant, la mixité des mariages constitue également un instrument privilégié d'insertion socioculturelle (Piette et Ratcliffe, 1993). Quelles sont, parmi la population de migrants, les proportions de mariages « endogamiques » – unissant deux personnes nées dans la même commune – et « exogamiques » – entre un(e) natif(ve) et un(e) non-natif(ve) ? Pour chaque génération, nous avons distingué les familles de migrants, dont les deux membres du couple sont des non-natifs, celles dont seule l'origine de l'épouse détermine le statut familial et celles dont seul le mari est un non-natif. Pour les deux dernières catégories nous pouvons effectivement parler d'union mixte ou exogamique puisqu'elle concerne un natif et une non-native ou une native et un non-natif. Pour la première catégorie, il s'agit plutôt d'une union pseudo-endogamique car elle consacre deux non-natifs, mais ne provenant pas forcément de la même commune. Parmi les familles de migrants, et toutes générations confondues, 70 % des mariages sont de type exogamique. Les fluctuations de cette proportion, d'une génération à l'autre, sont peu significatives et ne révèlent en aucun cas un changement radical d'évolution. Parmi les autres traits caractéristiques révélés par le tableau 58, citons en particulier :

Tableau 58. Qui détermine le statut des familles de migrants ?  
Unions endogames et exogames

Statut de migrant déterminé par les :	1823-1832			1833-1842			1843-1852			1853-1862		
	M.A. (%)	M.R. (%)	M.T. (%)	M.A. (%)	M.R. (%)	M.T. (%)	M.A. (%)	M.R. (%)	M.T. (%)	M.A. (%)	M.R. (%)	M.T. (%)
Couples	35,4	16,5	25,9	37,6	17,6	27,3	39,5	26,0	32,7	29,6	18,8	23,9
Femmes	21,2	39,1	30,3	12,0	29,6	21,1	25,6	30,5	28,1	16,5	34,4	25,9
Hommes	43,4	44,3	43,9	50,4	52,8	51,7	34,9	43,5	39,2	53,9	46,9	50,2
Nbr. cas	116	117	233	116	123	239	129	131	260	115	127	242

M.A. = migrants anciens  
M.R. = migrants récents  
M.T. = total des migrants

- les mariages de type « pseudo-endogamiques » sont plus fréquents parmi les migrants anciens ;



- pour les deux catégories de migrants, et quelle que soit la génération, ce sont principalement les hommes, en tant que non-natifs, qui déterminent le statut de la famille<sup>8</sup>.

## 2.2. *La transition de la fécondité chez les familles de migrants et de sédentaires*

### 2.2.1. *Une descendance légitime assez semblable mais un contrôle des naissances peut-être un rien plus précoce chez les sédentaires*

Dans le milieu industriel de la région de Charleroi, la fécondité des couples de sédentaires se différencie-t-elle de celle des familles mobiles, considérées dans leur ensemble ? Sur base du seul indicateur de descendance légitime (tableau 59), rien ne permet d'affirmer que ces deux sous-populations se distinguent par des comportements résolument différents. Constatons simplement que la fécondité légitime des couples de sédentaires est généralement inférieure à celle des familles de migrants, à l'exception de la génération 1823-1832. De même, les migrants récents ont en moyenne une descendance légèrement plus basse que celle des migrants plus anciens. Cette différence s'explique peut-être par l'éventuelle période d'adaptation et d'observation que requiert une installation récente dans un nouveau contexte<sup>9</sup> et à laquelle ne sont plus astreints les migrants plus anciens.

L'évolution de la descendance légitime entre les deux premières générations pourrait néanmoins suggérer un contrôle des naissances plus précoce parmi les couples de sédentaires. L'indice synthétique chute de 7,9 enfants à 6,9 enfants en moyenne alors que parmi les couples de migrants, la descendance légitime se maintient à 7,5 enfants. Ensuite, avec les générations nées après 1843, la baisse de la fécondité est générale, tant pour les couples de sédentaires que pour les couples de migrants. Parmi ces derniers, le mouve

8 A titre de comparaison, au début du 19<sup>e</sup> siècle, à Paris, on dénombre deux fois plus de mariages entre migrants et parisiennes qu'entre migrantes et parisiens (Piette et Ratcliffé, 1993).

9 Dans le cadre de la migration brabançonne au Wisconsin, nous avons pu estimer cette période d'adaptation à deux années. Cela se traduit par une augmentation sensible de l'intervalle protogénésique et du premier intervalle intergénéésique (Eggerickx, 1987).

ment, une fois amorcé, semble avoir été plus volontaire chez les migrants récents (figure 83).

Tableau 59. L'évolution de la descendance finale légitime (au delà de 20 ans) selon l'origine des familles (nbr. d'enfants)

Génération	Total	Sédentaires	Migrants		
			Total	Anciens	Récents
1823-1832	7,7	7,9	7,5	7,7	7,4
1833-1842	7,2	6,9	7,5	7,5	7,6
1843-1852	6,1	6,0	6,2	6,3	6,1
1853-1862	4,8	4,8	4,9	5,1	4,8
1823-1842	7,5	7,4	7,5	7,6	7,5
1843-1862	5,5	5,4	5,5	5,7	5,5

En définitive, sur base de l'analyse de ces seuls indices synthétiques, il n'y a guère de différence importante entre le niveau et l'évolution de la fécondité des familles mobiles et ceux des couples sédentaires<sup>10</sup>.

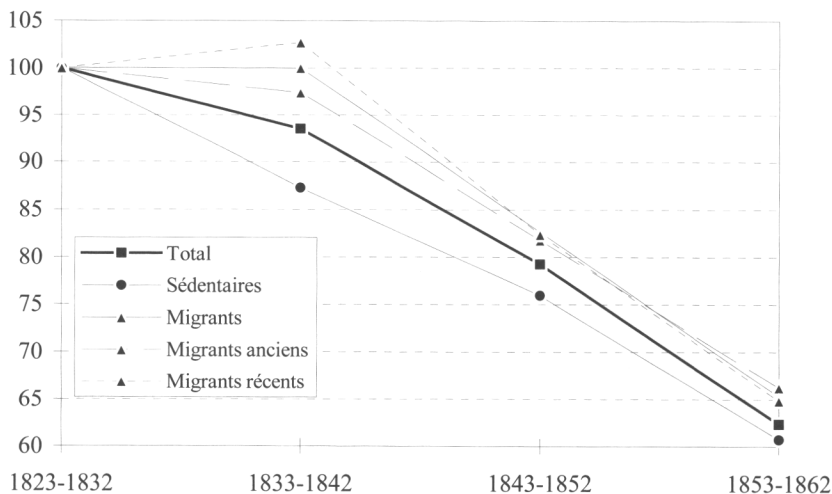
Néanmoins, au delà de ce résultat global, trois constatations méritent d'être relevées et ultérieurement confirmées ou infirmées :

- Les couples sédentaires semblent s'être engagés plus précocement dans le chemin de la limitation volontaire des naissances, alors qu'il y aurait temporisation parmi les couples de migrants dont l'épouse est née entre 1823 et 1842. Ces derniers auraient donc, avant le déclin généralisé de la fécondité, une attitude plus réservée à l'égard de la contraception... contrairement à ce qui a été observé du côté de Genève et de Rouen au XVIII<sup>e</sup> siècle et conformément à ce que G. Alter (1988) a démontré pour les générations nées entre 1826-1835 résidant à Verviers.
- Avec les générations nées après 1843, le déclin de la fécondité concerne autant les sédentaires que les migrants, avec une intensité quasi équivalente. Pour ces derniers, il ne serait plus question d'attitude d'arrière-garde : le mouvement est lancé et on lui emboîte le pas avec le même empressement que chez les couples de sédentaires.

10 Ceci permettrait de balayer l'éventuel biais lié à la représentativité de notre échantillon de familles, composé à parts égales de couples sédentaires et de couples de migrants.

- Contrairement aux résultats proposés par G. Mineau et ses collègues (1989), ainsi que par G. Alter (1988), les migrants récents ont ici des comportements assez semblables à ceux des migrants plus anciens, voire même plus radicaux.

Figure 83. L'évolution de la descendance légitime selon les génération et le statut de sédentaire ou de migrant (génération 1823-1832 = 100)



## 2.2.2 A la recherche des éventuels précurseurs du contrôle volontaire des naissances

### 2.2.2.1. L'évolution du paramètre « m » de Coale et Trussell confirmela relative précocité des sédentaires et souligne le léger retard des migrants anciens

Observe-t-on, entre les couples de sédentaires et les couples de migrants un décalage dans l'amorce du contrôle des naissances ? Un premier élément de réponse peut être fourni par l'évolution du paramètre « m » de Coale et Trussell (tableau 60). Pour les couples de sédentaires, « m » prend une valeur élevée, supérieure à 0,500, dès la génération 1833-1842. C'est le

signe apparent d’une limitation volontaire des naissances qui ne fera que s’accroître avec les générations suivantes. Parmi les familles de migrants, la situation est plus mitigée. Pour les migrants anciens, le paramètre « m » ne laisse transparaître aucune trace d’un éventuel comportement malthusien avant la génération 1843-1852. Ce n’est pas forcément le cas des migrants récents, dont l’indice « m » flirte avec la valeur de 0,400 pour les deux premières générations ? Est-ce parmi les familles de migrants récents, dont les femmes sont nées entre 1823-1832, que l’on doit rechercher les initiateurs du contrôle volontaire des naissances, ou plutôt parmi les couples de sédentaires de la seconde génération ? L’analyse du paramètre « m » est insuffisante et ne permet en aucun cas de trancher. Il n’empêche, cet indice confirme que pour les migrants, comme pour les sédentaires, les générations nées après 1843 adoptent des comportements contraceptifs.

Tableau 60. L’évolution du paramètre « m » de Coale et Trussell pour les familles de migrants et de sédentaires

Génération	Total	Sédentaires	Migrants		
			Total	Anciens	Récents
1823-1832	0,179	0,149	0,236	0,116	0,379
1833-1842	0,380	0,529	0,268	0,189	0,368
1843-1852	0,852	0,931	0,819	0,767	0,872
1853-1862	1,464	1,491	1,445	1,600	1,267
1823-1842	0,274	0,314	0,255	0,154	0,370
1843-1862	1,085	1,156	1,056	1,064	1,029

2.2.2.2. Les taux de fécondité légitime selon l’âge de la mère : le contrôle volontaire de la fécondité se généralise pour les générations nées après 1843

Poursuivons par l’analyse des taux de fécondité par groupe d’âges (figure 84 et tableau 61). Globalement, le profil des courbes de taux de fécondité par groupe d’âges présente, dans les différents cas, la même évolution ; d’une forme convexe, avec les cohortes les plus anciennes, à une forme progressivement concave avec les générations les plus récentes. Epin

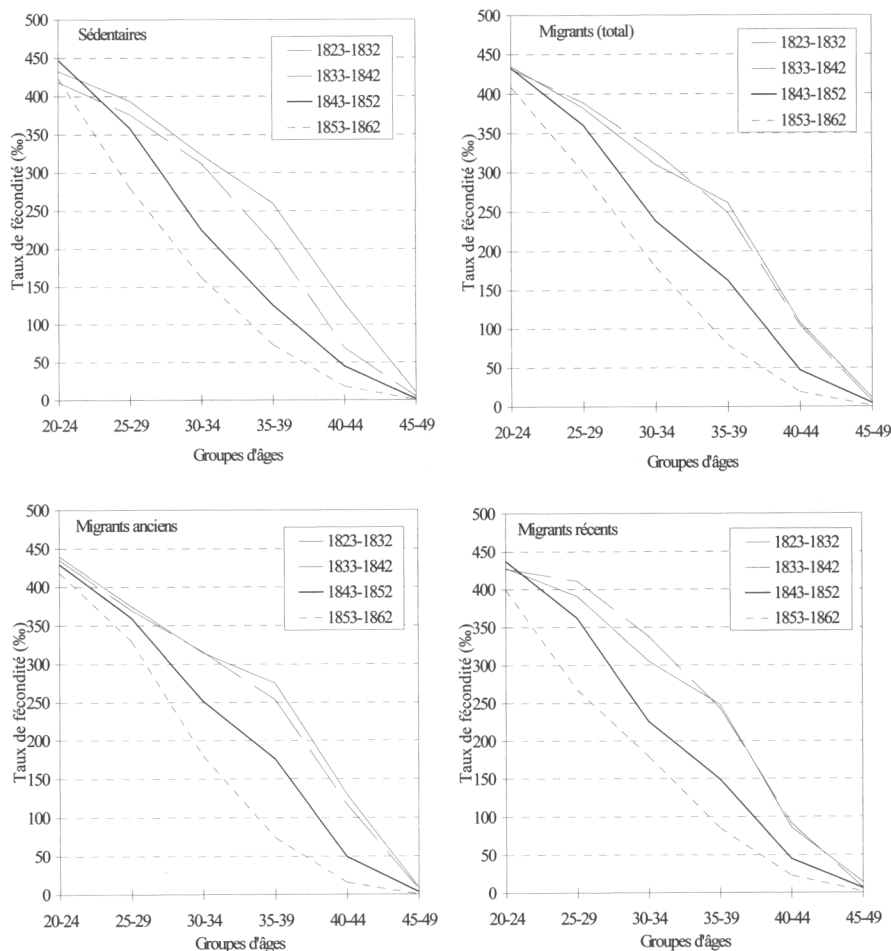
glons tout d'abord ce qui ne fait que confirmer les conclusions antérieures : la concavité des courbes des générations nées après 1843 atteste, chez les migrants comme chez les sédentaires, le contrôle généralisé et volontaire de la fécondité.

Tableau 61. Les taux de fécondité légitime selon l'âge et le statut de sédentaire ou de migrant (‰)

Générations	Population	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	Desc. légitime
1823-1832	Sédentaires	449	400	324	260	128	10	7,9
	Migrants	435	382	310	262	108	11	7,5
	Migrants anciens	440	374	315	275	130	9	7,7
	Migrants récents	428	391	306	248	86	14	7,4
	Total	442	397	319	262	117	11	7,7
1833-1842	Sédentaires	418	377	312	208	69	5	6,9
	Migrants	432	389	327	249	105	7	7,5
	Migrants anciens	435	370	316	254	117	7	7,5
	Migrants récents	427	411	338	243	91	7	7,6
	Total	425	382	319	228	86	6	7,2
1843-1852	Sédentaires	447	353	225	125	45	1	6,0
	Migrants	433	361	239	162	47	5	6,2
	Migrants anciens	429	360	252	176	49	3	6,3
	Migrants récents	437	362	226	149	45	6	6,1
	Total	441	356	232	144	46	2	6,1
1853-1862	Sédentaires	423	280	162	73	18	0	4,8
	Migrants	409	301	180	79	19	1	4,9
	Migrants anciens	418	330	180	74	16	0	5,1
	Migrants récents	399	268	179	85	23	2	4,8
	Total	417	287	170	75	2	0	4,8
1823-1842	Sédentaires	431	390	318	234	98	7	7,4
	Migrants	433	386	319	256	107	11	7,5
	Migrants anciens	437	372	315	264	123	8	7,6
	Migrants récents	428	401	322	246	89	10	7,5
	Total	432	389	319	245	102	8	7,5
1843-1862	Sédentaires	435	320	194	99	31	0	5,4
	Migrants	419	335	208	114	33	2	5,6
	Migrants anciens	424	345	216	126	33	2	5,7
	Migrants récents	418	317	204	119	34	4	5,5
	Total	429	322	202	110	32	1	5,5



Figure 84. Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges



Abordons le cas des générations plus anciennes. Pour les couples de sédentaires, les taux de fécondité à chaque âge diminuent entre la première et la seconde génération, avec une amorce de concavité aux âges plus élevés. Au-delà de 35 ans, les taux de fécondité ont chuté de près de 30 % entre ces deux générations ; cette diminution attesterait l'adoption de comportements malthusiens. Qu'en est-il des migrants ? Chez les migrants anciens, comme chez les migrants récents, l'intensité des taux de fécondité, pour chaque groupe d'âges, n'a quasiment pas évolué. Les courbes se confondent et ne

permettent pas de déceler les prémices d'un éventuels comportement contraceptif chez les migrants.

On peut également le vérifier en mesurant la part relative de la fécondité au-delà de 30 ans par rapport à la fécondité après 20 ans (tableau 62). En effet, c'est surtout après 30 ans que se signale un changement important de comportement de fécondité (Knodel, 1981). Plus cette part relative est faible, plus la baisse de la fécondité après 30 ans est importante et plus la preuve d'une limitation volontaire des naissances trouvera de crédit. Or, ce pourcentage reste quasiment stable pour les deux premières générations de migrants alors qu'il diminue à peine de 3 % pour les couples de sédentaires. Entre la seconde et la troisième génération, la valeur de cet indicateur est en chute libre et confirme l'extension de la prévention volontaire des naissances parmi les sédentaires comme parmi les migrants.

Les analyses de l'évolution des mesures synthétiques de fécondité (descendance légitime, indice « m » ...) et des taux de fécondité légitime par groupe d'âges s'accordent à démontrer que les différences entre les sédentaires et les groupes de migrants sont relativement réduites. Néanmoins quelques indices suggèrent que c'est parmi les couples de sédentaires de la génération 1833-1842 que se trouveraient les précurseurs de la restriction des naissances. Cette tendance est-elle confirmée par l'analyse des méthodes de régulation des naissances ?

Tableau 62. L'importance du contrôle volontaire des naissances après 30 ans :  $(\sum tx \geq 30 \text{ ans} / \sum tx \geq 20 \text{ ans}) * 100$

Génération de naissance	Total	Sédentaires	Migrants		
			Total	Anciens	Récents
1823-1832	45,8 %	45,9 %	45,8 %	47,2 %	44,4 %
1833-1842	44,2 %	42,8 %	45,5 %	46,3 %	44,8 %
1843-1852	34,7 %	33,1 %	36,3 %	37,8 %	34,8 %
1853-1862	27,3 %	26,5 %	28,2 %	26,5 %	30,2 %
1823-1842	45,1 %	44,5 %	45,8 %	46,7 %	44,6 %
1843-1862	31,5 %	30,1 %	32,9 %	32,8 %	32,9 %

### 2.2.3. *Arrêt, espacement des naissances ou retard de la première naissance ?*

#### 2.2.3.1. La diminution de l'âge moyen à la dernière naissance, chez les sédentaires comme chez les migrants

Chez les sédentaires comme chez les migrants, l'âge moyen à la dernière naissance a sensiblement diminué entre la première et la dernière génération (tableau 63). Pour les uns et les autres, le recours à une stratégie d'arrêt serait le principal instrument du contrôle volontaire des naissances. Toutefois, les sédentaires semblent s'être engagés plus précocement dans cette voie que les migrants. Entre les deux premières générations de naissance, l'âge moyen à la dernière naissance a chuté de deux ans chez les sédentaires. Chez les migrants récents, la valeur de l'indicateur est restée stable pour les deux premières générations, avant de s'aligner sur celle des sédentaires. Quant aux familles de migrants anciens, elles se caractérisent par un âge moyen à la dernière naissance systématiquement plus élevé que celui des couples de migrants récents et de sédentaires.

Les âges moyens au premier mariage et à la première naissance ont diminué de concert d'une génération à l'autre, pour les migrants comme pour les sédentaires. On remarquera cependant que les valeurs de ces deux indicateurs sont les plus faibles chez les sédentaires et les plus élevées chez les migrants récents. Ainsi, pour les deux premières cohortes, le retard de l'âge au premier mariage, concédé par ces derniers, est de 1,5 an par rapport aux sédentaires et de 0,6 à 1 an par rapport aux migrants anciens. Ceci confirme les interactions entre la nuptialité et la migration (Moch, 1981) pour cette catégorie de migrants. Pour les couples dont les époux sont tous deux des non-natifs, on ne se décide à émigrer qu'une fois marié. Pour ceux dont l'un des deux conjoints est un autochtone, le retard de l'âge au mariage s'explique très vraisemblablement par le nécessaire délai d'adaptation à de nouvelles conditions d'existence, par la recherche d'un emploi et, naturellement, de l'âme sœur. A titre comparatif, à Paris, vers 1850, les migrants se marient en moyenne 2 ans plus tard que les natifs (Piette et Ratcliffe, 1993). De même, à Nîmes, en 1906, l'âge au premier mariage des immigrantes est 1,7 an plus élevé que chez les natives du lieu (Moch, 1981). Dans le cas de Jussy, une commune rurale située à quelques encablures de Genève, A. Perrenoud (1993) a également noté cet effet négatif de la migration sur la





nuptialité, mais la différence d'âge au mariage entre les mobiles et les stables ne serait due qu'à une structure par âge différente des célibataires.

Tableau 63. Age moyen à la première et à la dernière naissance, âge moyen au premier mariage (en année) selon la génération et le type de famille

Indicateurs	Génération	Total	Sédentaires	Migrants		
				Total	Mig. anciens	Mig. récents
A.D.N.	1823-1832	38,5	38,6	38,3	39,0	37,6
	1833-1842	37,2	36,6	38,0	38,3	37,7
	1843-1852	34,6	34,4	35,0	35,3	34,7
	1853-1862	31,9	31,7	32,1	32,2	32,0
	1823-1842	37,8	37,6	38,1	38,6	37,6
	1843-1862	33,3	33,1	33,6	33,8	33,4
	1823-1832	24,8	24,1	25,5	25,0	26,0
	1833-1842	24,0	23,6	24,3	23,9	24,8
A.P.N.	1843-1852	23,7	23,5	24,0	23,8	24,2
	1853-1862	23,6	23,4	23,7	23,4	24,1
	1823-1842	24,3	23,8	24,9	24,4	25,4
	1843-1862	23,6	23,4	23,9	23,6	24,1
D.V.G.	1823-1832	13,7	14,5	12,8	14,0	11,6
	1833-1842	13,2	13,0	13,7	14,4	12,9
	1843-1852	10,9	10,9	11,0	11,5	10,5
	1853-1862	8,7	8,3	8,4	8,8	7,9
	1823-1842	13,5	13,8	13,2	14,2	12,2
	1843-1862	9,7	9,7	9,7	10,2	9,3
A.P.M.	1823-1832	24,3	23,7	25,0	24,7	25,3
	1833-1842	23,7	23,2	24,1	23,6	24,7
	1843-1852	23,4	23,1	23,7	23,5	23,9
	1853-1862	23,2	22,9	23,5	23,4	23,6
	1823-1842	24,0	23,5	24,6	24,3	24,9
	1843-1862	23,3	23,0	23,6	23,5	23,7

A.D.N. = âge moyen à la dernière naissance

A.P.N. = âge moyen à la première naissance

A.P.M. = âge moyen au premier mariage

D.V.G. = durée de vie génésique

Quoi qu'il en soit, en cumulant un âge au premier mariage un peu plus tardif à un âge à la dernière naissance un peu plus précoce, ce sont les migrants récents qui ont, en moyenne, la durée de vie génésique la plus courte. C'est par rapport aux migrants anciens que la différence est généralement la plus importante ; de 2,5 ans pour la génération la plus ancienne, le déficit s'atténue progressivement mais reste proche d'une année pour la génération la plus récente. Sachant qu'un retard de l'âge au mariage de 2 années se traduit en moyenne par « la perte » de 0,5 à 0,7 enfant (Knodel, 1978), ce facteur expliquerait en grande partie l'écart entre la descendance moyenne des migrants récents et celle des migrants anciens.

### 2.2.3.2. Des naissances plus espacées chez les migrants anciens

Le retard de l'âge au mariage des migrants récents serait partiellement compensé par des naissances plus rapprochées<sup>11</sup>, tout au moins par rapport aux migrants anciens et pour la génération 1823-1842 (tableau 64). Pour les familles réduites, ayant une dimension finale échelonnée entre 3 et 5 enfants, les écarts sont importants entre migrants anciens et migrants récents : 3 mois pour le premier intervalle, 7 mois pour le second et 13 mois pour le troisième. La durée des intervalles intergénésiques chez ces familles de migrants anciens est particulièrement élevée, supérieure à 3 années, par exemple, pour les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> intervalles. De toute évidence, les migrants anciens jouent de l'espacement des naissances afin de réguler leur fécondité.

Dans tous les cas, pour les sédentaires comme pour les migrants, les intervalles intergénésiques sont relativement longs, mais la réduction de la taille des familles, d'une génération à l'autre, s'expliquerait davantage par le raccourcissement de la durée de vie féconde, consécutive au recours à la contraception d'arrêt et, dans le cas précis des migrants récents, au retard de l'âge au premier mariage.

11 Afin de déjouer au mieux les pièges liés à l'utilisation de petits effectifs, nous avons dû procéder à d'inévitables regroupements afin de calculer les intervalles intergénésiques entre nos différentes « sous-populations ». Comme précédemment, les générations ont été fusionnées deux par deux. Ensuite, il n'est plus question de distinguer avec précision le rang de naissance ; nous avons regroupé les familles ayant de 3 à 5 enfants et celles ayant de 6 à 10 enfants. Enfin, afin de ne pas perturber les résultats, les intervalles moyens ne prennent pas en considération le dernier intervalle.



Tableau 64. Les intervalles intergénésiques selon la génération et le type de familles, classées selon leur statut de migrante ou de sédentaire (en mois)

1823-1842	Nbr familles	Inter. moyen	n1-n2	n2-n3	n3-n4	ad-d
3-5 enfants	164	38,5	30,7	33,1	37,4	49,7
6-10 enfants	258	30,9	25,1	27,1	29,1	39,6
Migrants						
3-5 enfants	136	39,8	33,2	36,9	36,1	46,6
6-10 enfants	258	30,3	25,2	26,9	28,5	38,8
Migrants anciens						
3-5 enfants	66	42,2	34,7	40,6	42,8	47,4
6-10 enfants	132	31,2	25,6	28,8	28,7	41,0
Migrants récents						
3-5 enfants	70	37,5	31,7	33,5	29,7	45,9
6-10 enfants	126	29,4	24,7	24,8	28,3	36,4
Total						
3-5 enfants	300	39,1	31,8	34,7	36,8	48,3
6-10 enfants	516	30,6	25,1	27,0	28,8	39,2

1843-1862	Nbr familles	Inter. moyen	n1-n2	n2-n3	n3-n4	ad-d
3-5 enfants	225	38,8	29,4	33,3	39,1	48,3
6-10 enfants	155	30,0	23,1	25,6	27,6	40,7
Migrants						
3-5 enfants	207	37,1	27,6	30,6	40,9	48,8
6-10 enfants	154	29,8	23,9	25,7	26,6	39,2
Migrants anciens						
3-5 enfants	103	37,5	28,6	31,9	43,3	47,0
6-10 enfants	86	30,0	23,7	25,8	26,5	40,1
Migrants récents						
3-5 enfants	104	36,7	26,6	29,6	39,2	50,6
6-10 enfants	68	29,6	24,0	25,5	26,7	38,2
Total						
3-5 enfants	432	38,0	28,5	31,9	40,1	48,6
6-10 enfants	309	29,9	23,5	25,7	27,1	40,0



### 2.2.3.3. Le rôle déterminant de la contraception d'arrêt chez les sédentaires comme chez les migrants

L'importance relative des différents facteurs de régulation des naissances dans l'évolution de la fécondité peut être évaluée grâce à la formule suivante<sup>12</sup> :

$$N_i = 2 + \left( \left( \frac{ADN - APN - D_i}{L_i} \right) \times (1 + j) \right)$$

Pour les sédentaires, comme pour les migrants, nous avons pris comme référence la génération 1823-1832 et les valeurs de ses quatre paramètres. Les résultats sont clairs (tableau 65). Pour les différents « sous-populations » considérées, la diminution de la fécondité légitime procède avant tout d'une contraception d'arrêt, marquée par le recul de l'âge moyen à la dernière maternité. Pour la génération 1833-1842, cette stratégie d'arrêt joue déjà un rôle décisif chez les sédentaires, alors que chez les migrants, son action est moins déterminante et ne parvient pas à contrebalancer les effets positifs sur la descendance finale de la baisse de l'âge moyen à la première maternité et de la diminution de la durée moyenne des intervalles intergénéraliques. D'ailleurs, ces deux dernières tendances, qui se perpétuent avec les générations suivantes, atténuent partiellement chez les migrants l'influence de la contraception d'arrêt sur la réduction de la descendance finale. Chez les sédentaires, par contre, ces deux facteurs ne jouent pratiquement aucun rôle dans l'évolution de l'indicateur synthétique de fécondité (tableau 65).

### 3. Conclusions. Les différences minimales entre sédentaires et migrants soulignent la rapidité d'adaptation des comportements de ces derniers aux conditions d'existence de leur milieu d'accueil

Quelles conclusions pouvons-nous dégager de cette analyse comparative des comportements reproducteurs des familles de sédentaires et de migrants, dans le bassin industriel carolorégien ?

12 Cette formule et son interprétation ont été développées au chapitre 2, point 3.2.2.

Tableau 65. L'impact respectif des différentes méthodes de régulation des naissances sur la baisse de la fécondité légitime chez les sédentaires et chez les migrants

Population	Générations	A.D.N. (année)	A.P.N. (année)	I.I.M. (année)	D.I.I.	N.M.E.
Sédentaires	1823-1832	38,6	24,1	2,5	3,5	6,4
	1833-1842	36,6	23,6	2,4	3,8	5,8
	1843-1852	34,4	23,5	2,5	3,9	4,8
	1853-1862	31,7	23,4	2,5	3,8	3,8
	L'impact des différents paramètres par rapport à la première génération (%)					
	1833-1842	- 12,5	3,1	1,7	- 1,7	- 9,4
	1843-1852	- 26,2	3,8	- 0,3	- 2,4	- 25,2
	1853-1862	- 43,1	4,4	- 0,3	- 1,7	- 40,7
Migrants	1823-1832	38,3	25,5	2,6	3,4	5,6
	1833-1842	38,0	24,3	2,5	3,4	6,1
	1843-1852	35,0	24,0	2,4	3,8	5,0
	1853-1862	32,1	23,7	2,4	3,6	4,0
	L'impact des différents paramètres par rapport à la première génération (%)					
	1833-1842	- 2,0	8,2	2,0	- 0,4	7,7
	1843-1852	- 22,5	10,2	5,3	- 2,9	- 9,9
	1853-1862	- 42,2	12,3	5,9	- 1,6	- 25,6
Migrants anciens	1823-1832	39,0	25,0	2,8	3,5	5,8
	1833-1842	38,3	23,9	2,6	3,5	6,1
	1843-1852	35,3	23,8	2,4	4,1	5,1
	1853-1862	32,2	23,4	2,5	3,5	4,2
	L'impact des différents paramètres par rapport à la première génération (%)					
	1833-1842	- 4,4	6,9	3,0	- 0,5	5,0
	1843-1852	- 23,0	7,5	9,6	- 3,9	- 9,8
	1853-1862	- 42,3	10,0	7,4	- 0,1	- 25,0
Migrants récents	1823-1832	37,6	26,0	2,5	3,3	5,4
	1833-1842	37,7	24,8	2,5	3,3	5,9
	1843-1852	34,7	24,2	2,4	3,5	4,9
	1853-1862	32,0	24,1	2,3	3,8	3,8
	L'impact des différents paramètres par rapport à la première génération (%)					
	1833-1842	0,8	9,0	1,0	- 0,2	10,5
	1843-1852	- 21,8	13,5	1,5	- 1,8	- 8,5
	1853-1862	- 42,0	14,3	4,6	- 3,6	- 26,8
Total	1823-1832	38,5	24,8	2,6	3,5	6,0
	1833-1842	37,2	24,0	2,5	3,6	5,9
	1843-1852	34,6	23,7	2,5	3,9	4,9
	1853-1862	31,9	23,6	2,5	3,7	3,9
	L'impact des différents paramètres par rapport à la première génération (%)					
	1833-1842	- 8,4	5,2	1,9	- 1,1	- 2,5
	1843-1852	- 25,3	7,1	2,7	- 2,6	- 18,0
	1853-1862	- 42,8	7,8	2,4	- 1,6	- 34,1

A.D.N. = âge moyen à la dernière naissance ; A.P.N. = âge moyen à la première naissance ;  
I.I.M = intervalle intergénésiqye moyen ; D.I.I = dernier intervalle intergénésiqye ; N.M.E. =  
nombre moyen d'enfants

Tant du côté de l'intensité que du calendrier de la fécondité, les différences entre sédentaires et migrants sont relativement faibles. Néanmoins, l'accumulation d'indices convergents semble démontrer que ce sont les couples de sédentaires de la génération 1833-1842 qui se sont engagés les premiers dans la voie du contrôle volontaire des naissances. Mais, au-delà des éventuels précurseurs ou retardataires, l'élément essentiel est que la limitation volontaire des naissances se développe sans ambiguïté et avec une intensité comparable, tant chez les sédentaires que chez les migrants, avec les générations nées après 1843. Ceci confirme les grandes facultés d'adaptation et d'insertion des migrants et la prédominance, quant aux comportements de reproduction, des conditions du milieu d'accueil sur celles du milieu d'origine<sup>13</sup>. Quelques analyses sommaires suffisent à étayer cette conclusion.

Tout d'abord, il n'y a guère de grande différence entre les comportements de fécondité des migrants, selon leur lieu de naissance<sup>14</sup> (tableau 66). Pour la génération 1823-1842, on peut admettre que les natifs de Flandre accusent un léger retard par rapport aux autres migrants ou aux sédentaires. Mais, avec la génération suivante, les écarts se resserrent et il ne fait aucun doute qu'ils contrôlent également leur fécondité, soit quelques dizaines d'années avant que le mouvement ne se généralise au Nord du pays. Compte tenu de la précocité du déclin de la fécondité dans l'arrondissement industriel de Charleroi (Lesthaeghe, 1977), les mêmes remarques s'appliquent aux migrants originaires du Brabant Wallon, à ceux qui proviennent du Borinage et de la Région du Centre... Ce serait donc moins l'origine géo-culturelle des couples qui déterminerait les comportements de fécondité que les conditions d'existence, au sens large du terme, dans leur nouveau milieu d'habitat.

La mixité des mariages constitue sans nul doute un instrument d'insertion ou d'adaptation privilégié (Le Yaouanq, 1980 ; Piette et Ratcliffe, 1993 ; Raison-Jourde, 1980). En toute hypothèse, les couples de migrants composés de deux non-natifs devraient avoir des comportements différents, plus conservateurs, que ceux constitués suite à un mariage exogame. Selon H. de Balzac ou F. Le Play, le mariage endogamique refléterait dans ce cas de sérieux traits d'archaïsme ; « *Y correspond, d'après eux, une*

13 On peut également supposer que ces migrants sont sélectionnés et que dans leur milieu d'origine, ils auraient été les précurseurs du déclin de la fécondité.

14 La faiblesse des effectifs dans certains groupes contrecarre bien évidemment la fiabilité des résultats. Néanmoins la bonne homogénéité, d'un groupe à l'autre, des coefficients de variation et la faible dispersion des résultats plaident en leur faveur.



*mentalité méfiante, un horizon culturel limité, une certaine absence d'ouverture sur la sociabilité ambiante [...] » (Raison-Jourde, 1980, p. 153).* Or, que ce soit l'époux, l'épouse ou les deux conjoints qui déterminent le statut de couple migrant, les indicateurs présentés au tableau 67 n'affichent que des différences minimales et peu significatives. Une fois de plus, pour ne s'en tenir qu'à la « génération contraceptive » 1843-1862, l'adaptation au changement est rapide, presque sans délai pour tous les groupes considérés. On observera néanmoins qu'entre les deux générations, la diminution de l'âge moyen à la dernière maternité est un peu moins importante chez les couples composés de deux non-natifs que chez les deux autres catégories.

Tableau 66. Le nombre moyen d'enfants et l'âge à la dernière naissance selon l'origine géographique des familles

Origine des familles (lieu de naissance)	Nombre moyen d'enfants		Age à la dernière naissance (année)		Age au premier mariage (année)		Nbr de familles
	Moy.	C.V.	Moy.	C.V.	Moy.	C.V.	
1823-1842							
Charleroi (arr.)	5,8	0,50	38,5	0,13	24,5	0,13	120
Nivelles (arr.)	5,8	0,49	37,8	0,14	24,9	0,13	167
Flandre	6,6	0,42	40,4	0,10	24,9	0,13	41
Ath, Mons, Soig. (arr.)	5,8	0,48	38,2	0,17	24,8	0,12	64
Autres Wallonie + Bxl	5,9	0,56	37,0	0,16	23,3	0,13	53
France et autres étr.	5,8	0,57	37,2	0,18	24,2	0,15	27
Migrants total	5,9	0,50	38,1	0,14	24,6	0,13	472
Sédentaires	6,3	0,48	37,6	0,14	23,5	0,13	517
Total général	6,1	0,49	37,8	0,14	24,0	0,13	989
1843-1862							
Charleroi (arr.)	4,2	0,70	33,5	0,18	23,2	0,13	94
Nivelles (arr.)	4,8	0,55	34,3	0,18	23,7	0,15	154
Flandre	4,9	0,53	33,9	0,19	24,0	0,13	60
Ath, Mons, Soig. (arr.)	4,3	0,60	33,7	0,15	23,7	0,12	72
Autres Wallonie + Bxl	4,0	0,64	32,8	0,19	23,7	0,14	95
France et autres étr.	4,7	0,67	32,0	0,19	23,1	0,12	27
Migrants total	4,5	0,60	33,6	0,18	23,6	0,14	502
Sédentaires	4,5	0,60	33,3	0,17	23,0	0,14	517
Total général	4,5	0,60	33,1	0,17	23,3	0,14	1019

Moy. = moyenne ; C.V. = coefficient de variation.

Enfin, la dernière analyse concerne le parcours migratoire des immigrants récents. Certains sont arrivés en droite ligne de leur commune natale, alors que pour d'autres, le périple migratoire inclut au moins une escale supplémentaire, généralement dans une autre commune industrielle. L'« acculturation » de ces derniers aux conditions de vie et aux contraintes du milieu d'accueil s'en trouverait logiquement facilitée, alors que pour les premiers, le choc du déplacement serait plus rude et l'adaptation aux comportements ambiants, au moins pour la « génération contraceptive », plus difficile. Le tableau 68 présente quelques indicateurs d'intensité et de calendrier de la fécondité pour ces deux catégories de migrants récents, que nous avons respectivement dénommées « migrants directs » et « migrants indirects ». Les résultats infirment l'hypothèse posée ci-dessus. D'une part, quelle que soit la génération, les différences sont peu importantes, et d'autre part, une fois le mouvement de contrôle des naissances enclenché, il concerne tout le monde, en dépit du léger retard de la part des immigrants venant directement de leur commune natale.

Tableau 67. Le nombre moyen d'enfants et quelques indicateurs de calendrier selon l'endogamie (couples) ou l'exogamie (selon que la femme ou l'homme est non-natifs) des mariages chez les migrants

Généra-tions	Indicateurs	Couples non-natifs	Femmes non-natives	Hommes non-natifs	Tot. mig.	Tot. général
1823-1842	Nbr. moyen d'enfants	5,7	6,1	5,9	5,9	6,1
	A.D.N. (années)	37,9	38,6	38,0	38,1	37,8
	A.P.M. (années)	24,9	24,2	24,6	24,6	24,0
	A.P.N. (années)	25,3	24,5	24,9	24,9	24,3
	Nbr. cas	125	120	227	472	989
1843-1862	Nbr. moyen d'enfants	4,6	4,7	4,2	4,5	4,5
	A.D.N. (années)	35,0	33,5	32,9	33,6	33,1
	A.P.M. (années)	23,9	23,3	23,6	23,6	24,3
	A.P.N. (années)	24,0	23,5	24,0	23,9	23,6
	Nbr. cas	142	137	223	502	1019

A.D.N. = âge moyen à la dernière naissance; A.P.M. = âge moyen au premier mariage; A.P.N. = âge moyen à la première naissance

En résumé, quelle que soit leur origine géo-culturelle, qu'ils aient ou non contracté une union endogamique ou qu'ils proviennent directement ou non de leur campagne natale, l'insertion des migrants dans le milieu indus



triel, l'adaptation de leur attitude procréatrice aux schémas en vigueur fut particulièrement rapide. Selon Rosental (1990), il s'agirait d'une migration de rupture, sans référence aux comportements en vigueur dans l'espace d'origine. Avec la génération de naissance 1843-1862, le déclin de la fécondité est généralisé et aucun groupe particulier ne se marginalise par rapport aux autres. Il est vrai que les cités industrielles constituent un milieu socioprofessionnel particulièrement homogène. Migrants ou autochtones sont globalement soumis au même environnement, aux mêmes contraintes socio-économiques et aux mêmes événements conjoncturels. Il est donc relativement logique que les réponses démographiques à ceux-ci soient identiques et appliquées sans grand délai chez les uns comme chez les autres.

Tableau 68. Le nombre moyen d'enfants et quelques indicateurs de calendrier selon le parcours migratoire des migrants récents

Type de familles de migrants récents	Descendance générale (nbr. enfants)		Age à la dernière naissance (années)		Age au premier mariage (années)		Nombre de familles
	Moy.	C.V.	Moy.	C.V.	Moy.	C.V.	
1823-1842							
Migrants directs	5,5	0,50	37,9	0,14	24,9	0,13	126
Migrants indirects	5,8	0,50	37,3	0,16	24,9	0,13	106
Migrants récents	5,7	0,50	37,6	0,15	24,9	0,13	232
1843-1862							
Migrants directs	4,5	0,55	34,1	0,16	23,9	0,14	98
Migrants indirects	4,1	0,65	33,0	0,19	23,6	0,14	146
Migrants récents	4,3	0,61	33,4	0,18	23,7	0,14	244

Moy. = moyenne ; C.V. = coefficient de variation.

## ***Chapitre 4.***

### ***Des comportements différents selon le statut socioprofessionnel ?***

#### **1. La constitution des groupes socioprofessionnels selon le statut social ou le niveau de vie**

##### ***1.1. Le bassin industriel de Charleroi : des activités dominantes mais une mosaïque de professions***

Axées autour d'un appareil industriel peu diversifié, voire quasi mono-céphalique<sup>1</sup>, les cités industrielles constituent des milieux socialement homogènes, où dominent la masse des mineurs, des métallurgistes, des verriers... Dans le bassin industriel de Charleroi, les mines de charbon, la métallurgie et la verrerie concentrent, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, près de 85 % de la main-d'œuvre masculine<sup>2</sup>. En d'autres termes, la variété des professions et la représentativité de chacune d'elles est plus importante dans les villes traditionnelles que dans les cités industrielles où dominent certaines activités spécifiques. Si l'on se réfère à la répartition des ouvriers selon le type d'industrie et leur commune de résidence, fournie par le recensement industriel de 1896 (vol. XVII), on constate que Gilly est la commune la plus

---

1 Le Borinage est l'exemple type du bassin houiller stricto sensu (Bougard, 1979 ; Leboutte, 1995c, 1997).

2 Selon le recensement industriel du 31 décembre 1896, vol. XVII, cadre XV.

exclusivement charbonnière de la région de Charleroi<sup>3</sup> : plus de 60 % des ouvriers masculins recensés dans cette commune travaillent à la mine. Les proportions de mineurs dépassent 50 % également à Châtelet et à Roux (tableau 69). A Couillet et à Monceau-sur-Sambre, ce sont les métallurgistes qui constituent la majorité de la population ouvrière masculine<sup>4</sup>, alors qu'à Jumet, à Ransart et surtout à Lodelinsart, les verriers dominent largement, par leur nombre, les autres ouvriers<sup>5</sup>. La croissance de la commune et celle de l'usine ou de la mine sont indissociables. L'entreprise est au centre du système et du développement de l'habitat et, par le poids numérique de certaines « communautés professionnelles », conditionne dans une large mesure la vie sociale et culturelle des cités industrielles.

Les mineurs constituent une communauté évoluant en vase clos, développant un « esprit de coron » fondé sur une sociabilité puissante du travail et du voisinage. Dans son portrait des ouvriers mineurs de la région du Centre, H. Gravez (1893, p. 484) explique :

« Quant aux mœurs, elles ne se modifient que très lentement, grâce au groupement des familles de houilleurs. Sans parler des cités ouvrières, assez nombreuses dans le Centre, ces familles s'agglomèrent dans des quartiers, dans des hameaux qui, juxtaposés même à des communes populeuses, gardent leur physionomie, leurs mœurs, s'en font orgueil et ne fraient guère avec leurs voisins ».

La prépondérance des mineurs, des métallurgistes ou des verriers dans les communes du bassin industriel de Charleroi n'empêche pas l'existence d'une multitude d'autres professions industrielles (tableau 69), commerciales et libérales. Comme l'écrit M. Segalen (1986, p. 491),

3 Cette tendance prévalait également vers le milieu du siècle, comme le remarque C. Dumont (1994, p. 92).

4 Respectivement 58 % et 62 % de la population ouvrière masculine.

5 Parmi la population ouvrière masculine, on dénombre en 1897, 53 % de verriers à Ransart, 56 % à Jumet et 64 % à Lodelinsart. Par ailleurs, en 1880, parmi les 53 verreries dénombrées dans l'arrondissement de Charleroi, 23 étaient localisées à Lodelinsart et 14 à Jumet (Recensement industriel de 1880, t. II).



Tableau 69. La répartition de la population ouvrière masculine du bassin industriel de la région de Charleroi  
selon le type d'industrie et leur commune de résidence (31 décembre 1896).

Communes	Mines	Carrières	Métaux	Céramiques	Verrières	Chimiques	Alimentaires	Textiles	Vêtement	Construction	Bois et meubles	Peaux, cuirs	Tabac, papier, livre	Transports	Autres ouvriers	Total
Charleroi	1 184	0	230	0	620	17	68	2	45	224	105	17	78	87	71	2 748
Châtelet	1 038	26	688	142	1	41	61	3	31	69	65	19	8	43	101	2 336
Châtelain	1 417	17	837	2	7	0	31	8	4	61	37	26	27	33	149	2 656
Couillet	437	1	1 193	7	1	80	15	0	5	73	76	11	14	7	150	2 070
Dampremy	1 117	3	559	3	503	11	17	0	8	95	77	8	11	28	96	2 536
Gilly	3 456	0	746	3	606	23	57	15	4	130	135	34	37	104	219	5 569
Jumet	1 853	8	305	23	3 303	7	45	1	11	119	74	11	13	38	125	5 936
Lodelinsart	339	0	64	12	1 224	4	41	2	2	67	20	1	7	110	34	1 927
Marcinelle	1 174	0	785	15	33	31	41	1	20	137	89	15	6	57	143	2 547
Monceau/S.	220	4	1 090	14	50	14	22	0	5	82	53	17	32	23	133	1 759
Mont./S.	1 751	0	1 005	2	263	32	36	13	11	101	80	5	39	66	227	3 631
Ransart	575	1	35	15	929	1	14	0	1	109	24	5	2	8	22	1 761
Roux	1 148	0	249	4	529	8	19	0	2	71	38	12	0	10	79	2 169
Total	15 709	60	7 786	242	8 069	269	467	45	149	1 338	873	181	294	614	1 549	37 645

Tableau 69. (suite)

Communes	Mines	Carrières	Métaux	Céramiques	Verrières	Chimiques	Alimentaires	Textiles	Vêtement	Construction	Bois et Ameublement	Peaux et cuirs	Tabac, papier, livre, art	Transports	Autres ouvriers	Total
Charleroi	43,1 %	0,0 %	8,4 %	0,0 %	22,6 %	0,6 %	2,5 %	0,1 %	1,6 %	8,2 %	3,8 %	0,6 %	2,8 %	3,2 %	2,6 %	100,0 %
Châtelet	44,4 %	1,1 %	29,5 %	6,1 %	0,0 %	1,8 %	2,6 %	0,1 %	1,3 %	3,0 %	2,8 %	0,8 %	0,3 %	1,8 %	4,3 %	100,0 %
Châtelineau	53,4 %	0,6 %	31,5 %	0,1 %	0,3 %	0,0 %	1,2 %	0,3 %	0,2 %	2,3 %	1,4 %	1,0 %	1,0 %	1,2 %	5,6 %	100,0 %
Couillet	21,1 %	0,0 %	57,6 %	0,3 %	0,0 %	3,9 %	0,7 %	0,0 %	0,2 %	3,5 %	3,7 %	0,5 %	0,7 %	0,3 %	7,2 %	100,0 %
Dampremy	44,0 %	0,1 %	22,0 %	0,1 %	19,8 %	0,4 %	0,7 %	0,0 %	0,3 %	3,7 %	3,0 %	0,3 %	0,4 %	1,1 %	3,8 %	100,0 %
Gilly	62,1 %	0,0 %	13,4 %	0,1 %	10,9 %	0,4 %	1,0 %	0,3 %	0,1 %	2,3 %	2,4 %	0,6 %	0,7 %	1,9 %	3,9 %	100,0 %
Jumet	31,2 %	0,1 %	5,1 %	0,4 %	55,6 %	0,1 %	0,8 %	0,0 %	0,2 %	2,0 %	1,2 %	0,2 %	0,2 %	0,6 %	2,1 %	100,0 %
Lodelinsart	17,6 %	0,0 %	3,3 %	0,6 %	63,5 %	0,2 %	2,1 %	0,1 %	0,1 %	3,5 %	1,0 %	0,1 %	0,4 %	5,7 %	1,8 %	100,0 %
Marcinelle	46,1 %	0,0 %	30,8 %	0,6 %	1,3 %	1,2 %	1,6 %	0,0 %	0,8 %	5,4 %	3,5 %	0,6 %	0,2 %	2,2 %	5,6 %	100,0 %
Monceau/S.	12,5 %	0,2 %	62,0 %	0,8 %	2,8 %	0,8 %	1,3 %	0,0 %	0,3 %	4,7 %	3,0 %	1,0 %	1,8 %	1,3 %	7,6 %	100,0 %
Mont/S.	48,2 %	0,0 %	27,7 %	0,1 %	7,2 %	0,9 %	1,0 %	0,4 %	0,3 %	2,8 %	2,2 %	0,1 %	1,1 %	1,8 %	6,3 %	100,0 %
Ransart	32,7 %	0,1 %	2,0 %	0,9 %	52,8 %	0,1 %	0,8 %	0,0 %	0,1 %	6,2 %	1,4 %	0,3 %	1,2 %	0,5 %	1,2 %	100,0 %
Roux	52,9 %	0,0 %	11,5 %	0,2 %	24,4 %	0,4 %	0,9 %	0,0 %	0,1 %	3,3 %	1,8 %	0,6 %	0,0 %	0,5 %	3,6 %	100,0 %
Total	41,7 %	0,2 %	20,7 %	0,6 %	21,4 %	0,7 %	1,2 %	0,1 %	0,4 %	3,6 %	2,3 %	0,5 %	0,8 %	1,6 %	4,1 %	100,0 %

Source : Recensement industriel de 1896, vol. XVIII.

« La naissance de la société industrielle s'accompagne d'une variété de familles ouvrières, à côté d'une mosaïque de familles dites bourgeoises qui va des petits employés jusqu'à la grande bourgeoisie d'affaires ou terrienne ».

Cette diversité socioprofessionnelle se retrouve dans notre échantillon. Si l'on se réfère uniquement à la profession du chef de famille (généralement le père), plus d'une centaine de métiers différents ont été recensés. À côté des inévitables houilleurs et verriers – ils représentent respectivement 42 % et 25 % des chefs de famille –, nous trouvons une palette relativement complète de petits commerçants (boucher, boulanger, pâtissier, charcutier, droguiste, marchand de poissons...), d'artisans<sup>6</sup> (charpentier, menuisier, forgeron, plombier, serrurier, cordonnier...), d'employés (instituteur, agent de police, secrétaire communal, facteur, comptable, clerc de notaire...) et de notables (médecin, propriétaire terrien, industriel...).

## 1.2. *Les difficultés liées à la constitution des typologies selon la profession*

Si cette diversité constitue un argument en faveur de la représentativité de l'échantillon, il est illusoire, compte tenu du problème des petits nombres, d'analyser les comportements de fécondité des familles, classées selon chacune de ces professions. Des regroupements sont nécessaires. Mais selon quel(s) critère(s) ? D'une manière générale, la constitution de catégories résulte toujours d'un compromis entre l'univers du particularisme et celui de la généralisation. Il convient d'une part de dégager ce qui dépasse les différences individuelles, de façon à rendre intelligible et opérationnelle la masse d'informations, et d'autre part, de prendre en considération certaines particularités significatives. Ainsi, dans les communes sélectionnées, les activités de houilleurs et de verriers sont tellement dominantes qu'il serait inopportun de les amalgamer au sein d'une catégorie générique d'ouvriers. Il est nécessaire d'adapter les classifications aux spécificités du milieu et de l'époque étudiés ainsi qu'aux objectifs poursuivis, et comme le recommande E. Hélin (1979), la simplicité et la concision doivent être de mise.

La constitution de catégories socioprofessionnelles est au centre des problèmes que rencontrent les études d'histoire sociale ; il n'existe pas de système de classification universel, exploitable tel quel dans le temps comme

6 La notion d'artisan est floue, car il est impossible de savoir si ces métiers sont exercés à titre d'indépendant ou si les personnes qui les exercent sont au service d'une entreprise.

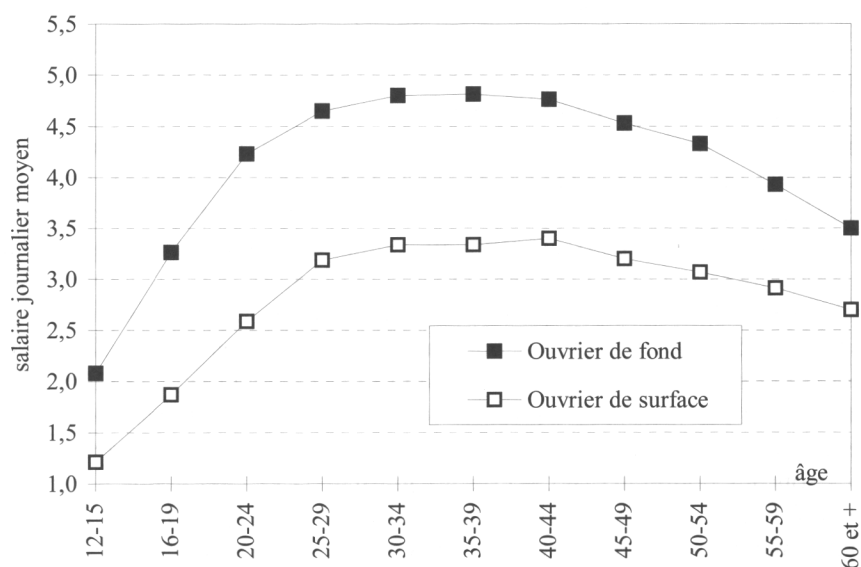
dans l'espace (Hubscher, 1980). Il importe avant tout de préciser l'objectif poursuivi. Il s'agit moins ici de constituer des groupes professionnels homogènes, liés par exemple à un type d'industrie ou à un secteur d'activité particulier, que d'opérer des regroupements signifiants des différences de statut social ou de niveau de vie. Il nous faut donc constituer quelques grandes catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale. Dans ce cas, la classification par type d'industrie, utilisée lors du recensement industriel de 1896 et présentée au tableau 69, n'est guère exploitable stricto-sensu. Ainsi, par exemple, où classer les cloutiers ? Parmi les ouvriers de « l'industrie du métal », comme c'est le cas lors du recensement industriel de 1846 ? Ces cloutiers, dont le sort est généralement qualifié de misérable (Hasquin, 1971 ; Dumont, 1994), se retrouveraient alors dans une catégorie où figure généralement une main-d'œuvre qualifiée, décrite, au même titre que les verriers, comme l'élite de la classe ouvrière (Bertrand, 1924 ; Courtheoux, 1959 ; Dumont, 1994). Que faire également des journaliers ? Ceux-ci sont généralement assimilés au travailleur agricole. Le journalier est, par définition, un ouvrier payé à la journée et ce terme peut tout aussi bien désigner des cloutiers, des houilleurs (Hasquin, 1971) ou des terrassiers sur les chaussées en chantier (Hélin, 1993). De même, les chaudronniers, les ferblantiers, les forgerons, le maréchal-ferrant, sont-ils des ouvriers spécialisés dans de grandes entreprises, ou travaillent-ils à leur compte ? Les registres de population ne permettent pas de faire la distinction. Pire même ! Lors du recensement industriel de 1896, on s'est aperçu que 20.000 artisans figuraient dans les registres de population sous la mention « ouvrier », alors qu'interrogés par les agents recenseurs, ils se déclaraient indépendants (Recensement industriel de 1896, vol. XVIII). La nuance peut être importante car, comme le signale A. Daumart (1962), les artisans occupent un statut intermédiaire entre le prolétariat et le patronat.

On le constate, à la multiplicité des professions – laquelle constitue déjà en soi un problème – se mêle l'imprécision, le manque de nuance des mentions relevées dans les registres de population. Poursuivons notre analyse critique et attardons-nous au cas des ouvriers de la mine. Dans les registres de population, ceux-ci sont généralement qualifiés de « houilleurs ». Or, la fosse représentait un véritable corps social, hiérarchisé sur base d'une série de métiers. A leur tête, se trouvent les ouvriers à veine, ceux qui abattent le charbon et les bouveleurs (ceux qui façonnent les galeries dans la mine). En dessous de ceux-ci, on trouve les ouvriers un peu moins spécialisés, les hiercheurs (ceux qui traînent les paniers, les charges), les releveurs de terre ou encore les coupeurs de voie (Henneaux-Depooter, 1959). Par ailleurs, en



fonction du niveau des salaires, des différences sensibles opposent ces métiers. Ainsi, d'après les informations fournies par les conseils de l'industrie et du travail de l'arrondissement de Charleroi, en 1891, le bouveleur gagnait en moyenne 6,2 francs par jour, l'ouvrier à veine, 5,5 alors que le hiercheur se contentait de 3,3 francs (Ministère de l'agriculture [...], 1892).

Figure 85. L'évolution selon l'âge du salaire journalier moyen des mineurs de fond et de surface, dans le bassin industriel de Charleroi (moyenne calculée entre le 15 et le 31 décembre 1898)



Source : Dejardin (1899).

Plus généralement, l'ouvrier de fond bénéficiait d'un salaire plus élevé que l'ouvrier de surface (figure 85). A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, dans la région de Charleroi, les premiers gagnent en moyenne 4,3 francs par jour, alors que le salaire journalier des seconds n'est que de 2,5 francs<sup>7</sup> (Dejardin, 1899). Une

7 Ces moyennes ont été calculées entre le 15 décembre et le 31 décembre 1898. En 1868, dans le Hainaut, le mineur de fond, masculin et adulte, gagne 3,8 francs par jour, alors que le salaire quotidien de l'ouvrier de surface est de 2,6 francs (Neuville, 1976).



autre statistique, fournie par le recensement de l'industrie de 1896 (vol. XVIII), indique que si la très grande majorité des houilleurs de fond (79 %) et de surface (72 %) gagnait quotidiennement entre 2,5 et 4,5 francs, 24 % parmi ces derniers disposaient d'un salaire journalier inférieur à 2,5 francs, pour seulement 7 % des mineurs de fond. Derrière le terme général de « houilleur », se dissimulent donc d'importantes disparités que les registres de population sont bien incapables de déceler. La métallurgie et la verrerie offrent également une gamme de métiers et de salaires qui, pour les ouvriers de plus de 16 ans, varie respectivement de 1 à 2,5 et de 1 à 12 (recensement industriel de 1880, t. II). Par exemple, en 1891, le souffleur de verre à Roux gagnait 17,5 francs par jour, l'étendeur, 8 francs et le coupeur de verre, 4,6 francs (Ministère de l'agriculture [...], 1892).

Et que dire alors de l'ascension sociale ? Rappelons qu'à l'occasion de chaque recensement de la population, les registres de population étaient renouvelés et corrigés. La confrontation des registres d'une période à l'autre doit permettre de déceler les changements de profession, et par extension, les éventuelles promotions sociales. Au total, parmi les 2 008 familles des quatre premières générations de naissance, nous n'avons relevé que 94 changements de profession. Parmi ceux-ci, seuls 39 semblent réellement témoigner d'une élévation de la condition socioprofessionnelle<sup>8</sup>, alors que les autres concernent essentiellement des migrants, recensés comme journaliers lors de leur inscription dans les registres de population et devenus par la suite houilleurs, briquetiers ou domestiques. Compte tenu du cloisonnement familial important et du haut niveau de qualification qui caractérisent, par exemple, le métier de verrier (Puissant, 1980 ; Poty et Delaet, 1986 ; Dumont, 1994), rares sont les houilleurs (4 cas) ou les journaliers (3 cas) venus garnir leurs rangs. En misant sur la bonne tenue des registres de population consultés, on peut admettre que la progression sociale par changement de profession était relativement réduite dans le bassin industriel de Charleroi.

Enfin, un dernier problème peut être lié au cumul des professions, parfois mentionné, mais vraisemblablement souvent ignoré. Les registres de population ne mentionnent que les professions déclarées, et comme le souligne A. Julin (1900), la déclaration ne concerne très souvent que la profession principale. La pluriactivité peut à la fois être comprise comme une stratégie de survie et comme un instrument de mobilité sociale. Pour E. Hélin (1993, p. 118),

8 Ainsi, tel chef de ménage, recensé comme journalier en 1846, puis comme forgeron en 1856 et enfin comme employé en 1866. Ou encore, cet ouvrier fondeur, signalé en 1866 comme maître fondeur et en 1880, comme négociant en fer.



« La pluriactivité aide à comprendre la mobilité sociale, qu'elle soit ascendante [...] ou vers le bas [...]. Elle explique pourtant comment des petites gens dépourvus de patrimoine, d'instruction, de protecteurs haut-placés, ont réussi à vivre et à échapper aux chocs répétés assénés par une économie en proie à des crises conjoncturelles dramatiques. Il fallait sans cesse se reconverter et, pour s'y préparer, ne jamais mettre ses œufs dans le même panier ».

Dans les bassins industriels du 19<sup>e</sup> siècle, l'âpreté, le rythme et les horaires de travail sont souvent peu compatibles avec les cumuls rémunérateurs, au moins pour les ouvriers bénéficiant d'un emploi stable et à plein temps. Si l'on se réfère aux mentions fournies par les registres de population que nous avons étudiés, le cumul des professions ne concerne que 2 % des familles recensées (39 cas). La proportion est faible, probablement sous-estimée, mais proche de celles fournies par E. Hélin dans le cas de deux paroisses liégeoises, à la fin du 18<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>. Quelle profession privilégier sachant que, dans 77 % des cas recensés, le métier d'appoint stipulé est celui de petit commerçant et plus particulièrement celui de cabaretier<sup>10</sup> (21 cas). Ce type de commerce est vite entrepris car il n'exige guère de connaissances, d'apprentissage et d'expérience, et le plus souvent, lorsque le mari exerce une autre activité, c'est la femme qui est chargée de tenir le cabaret (De Camps, 1890 ; Ankaert, 1992). Dans les registres de population, l'épouse est souvent mentionnée comme « ménagère », sans pour autant qu'elle soit sans activité professionnelle : qu'elle tienne boutique, qu'elle exerce un travail à domicile ou qu'elle descende elle-même à la mine, rien ne permet de l'identifier. Les incertitudes concernent aussi les enfants, tantôt répertoriés sans profession, tantôt qualifiés de houilleur ou de verrier dès l'âge de trois, quatre ou cinq ans. Quel crédit accorder à de telles mentions ? En pratique, le statut socio-professionnel des familles ne pourra être approché qu'en vertu de la profession déclarée de l'époux. La contribution du travail des femmes mariées et des enfants aux revenus du ménage<sup>11</sup>, et par extension à son degré de bien-être, est impossible à appréhender par l'intermédiaire des registres de population.

9 Dans la Cité, la proportion d'habitants adultes exerçant deux métiers est de 3,3% dans la paroisse de St.-André et de 2,2 % dans celle de St.- Jean-Baptiste. E. Hélin (1993) signale néanmoins qu'il ne s'agit que d'ordres de grandeur, sans plus. L'auteur cite également le cas de la Prusse rhénane en 1882, où un cinquième des ouvriers ont une occupation secondaire.

10 Cette prolifération des cabarets est également mentionnée par E. Hélin (1993).

11 Pour cette question, le lecteur pourra se référer par exemple à Alter (1984) et à Scholliers (1991).



### 1.3. *Pour une estimation du niveau de vie selon la profession et les salaires*

La profession est la seule variable proposée par les registres de population permettant d'identifier le rang social des individus et des familles. Comme le signale E. Hélin (1979, p. 204), « *Exercer une profession, c'est se situer d'emblée dans une hiérarchie* ». Les ouvriers, pas plus que la petite bourgeoisie, ne constituent une classe sociale homogène et la dispersion des salaires, entre branches d'industrie, est notable. L'importance des salaires permet, dans une large mesure, d'estimer le niveau de vie des différents types d'ouvriers, ou au pire d'établir un classement. Pour les ouvriers de la grande industrie, la situation est relativement claire, tant pour le 18<sup>e</sup> que pour le 19<sup>e</sup> siècle.

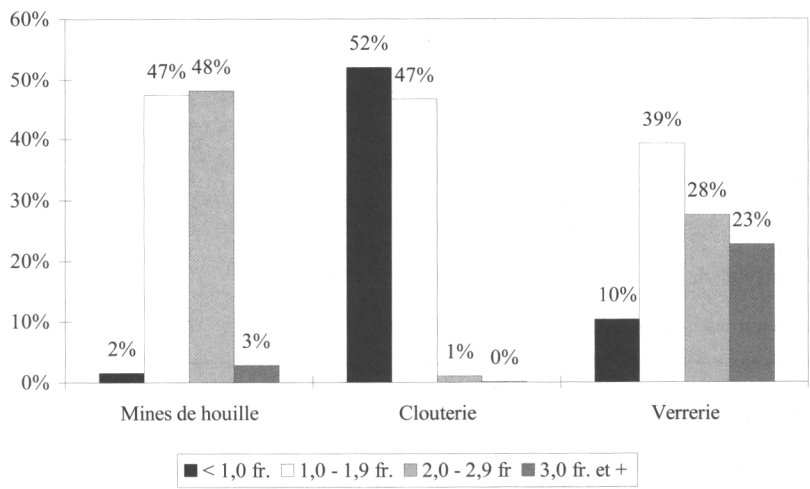
Au 18<sup>e</sup> siècle,

« [...] ces ouvriers, qui constituent la grande majorité du prolétariat industriel du Pays de Charleroi, sont au bas de l'échelle des salaires : en mettant les choses au mieux, un houilleur gagne à peine ce qu'un apprenti des métiers bruxellois du bâtiment touche en plein hiver, époque de l'année où les rémunérations sont les plus faibles » (Hasquin, 1971, p. 292).

Si l'on se réfère aux données éparées, mais néanmoins significatives, fournies par A. Verhaegen (1953), on constate que dans la seconde moitié du siècle des Lumières, un ouvrier à veine gagnait par jour 9 sous, un imprimeur 15 sous et un souffleur de verre de 30 à 33 sous. Les différences sont sensibles et ne se sont pas résorbées au 19<sup>e</sup> siècle. En 1847, le mineur touche un salaire quotidien de 1,72 francs, le métallurgiste de 2,25 francs et le verrier, de 4 francs (Bruwier, 1966 ; Poty et Delaet, 1986). On constatera que ces chiffres diffèrent quelque peu de ceux fournis par le Recensement de l'industrie de 1846 (tableau 70). Selon ce dernier, un houilleur gagnait, dans l'arrondissement de Charleroi, en moyenne 2,1 francs par jour, un verrier, plus de 3 francs et un cloutier, moins de 1 franc. L'éventail des gains, entre les principales branches d'industrie, est important, mais au sein de chacune d'elles, la dispersion des salaires n'est pas non plus négligeable (tableau 70 et figure 86).



Figure 86. La distribution des ouvriers âgés de plus de 16 ans, selon le salaire moyen quotidien, dans l'arrondissement de Charleroi en 1846



Source : Statistique de la Belgique. Industrie. Recensement général. 15 octobre 1846.

Tableau 70. Les salaires journaliers des ouvriers de plus de 16 ans, selon les principales branches d'industries, en Belgique (situation aux recensements industriels)

1846

Type d'industrie	Salaire journalier moyen (francs)	Répartition des ouvriers de plus de 16 ans selon le salaire				Nbr. d'ouvriers considérés
		< 1 fr.	1 à 3 fr.	3 à 5 fr.	5 fr. et +	
Houille	1,98	4,3 %	92,1 %	3,6 %	0,0 %	35 847
Métallurgie, sidérurgie	1,99	5,0 %	86,7 %	7,3 %	1,0 %	19 690
Verrerie	2,68	9,5 %	66,2 %	13,4 %	11,0 %	3 036
Lin et chanvre	0,67	77,6 %	21,9 %	0,4 %	0,1 %	13 591
Laine	1,37	32,6 %	65,6 %	1,5 %	0,2 %	14 820
Coton	1,43	29,5 %	66,9 %	3,1 %	0,5 %	10 580
Alimentation	1,25	35,6 %	63,4 %	0,9 %	0,2 %	20 508
Papeterie, imprimerie	1,16	48,5 %	50,6 %	0,8 %	0,1 %	2 106
Total des industries	1,37	34,3 %	63,2 %	2,2 %	0,3 %	248 457

1880						
Type d'industrie	Salaire journalier moyen (francs)	Répartition des ouvriers de plus de 16 ans selon le salaire				Nbr. d'ouvriers considérés
		< 1 fr.	1 à 3 fr.	3 à 5 fr.	5 fr. et +	
Houille	3,31	0,0%	15,0%	85,0%	0,0%	78 318
Métallurgie, sidérurgie	3,72	0,0%	6,3%	88,2%	5,4%	20 244
Verrerie	4,71	0,0%	14,4%	53,5%	32,0%	8 192
Lin et chanvre	2,17	0,9%	93,1%	6,0%	0,0%	27 416
Laine	3,01	0,0%	44,9%	54,5%	0,6%	18 980
Coton	2,59	0,1%	88,3%	11,7%	0,0%	13 882
Alimentation	2,88	0,2%	58,1%	40,2%	1,6%	37 544
Papeterie, imprimerie	3,21	0,5%	45,3%	46,4%	7,7%	9 551
Total des industries	3,13	0,3%	40,1%	57,1%	2,5%	321 020

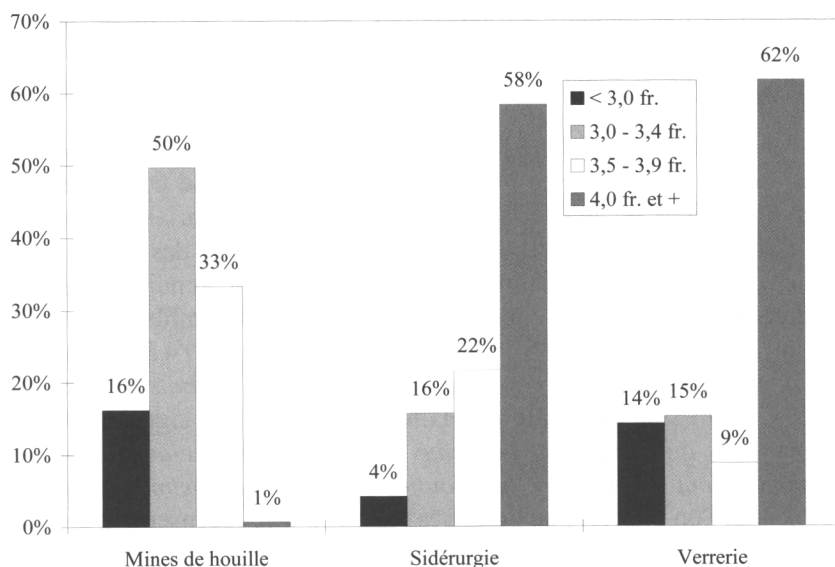
1896 (population masculine uniquement)						
Type d'industrie	Salaire journalier moyen (francs)	Répartition des ouvriers de plus de 16 ans selon le salaire				Nbr. d'ouvriers considérés
		< 1 fr.	1 à 3 fr.	3 à 5 fr.	5 fr. et +	
Houille	3,92	10,5%	77,4%	11,0%	1,1%	93 415
Métallurgie, sidérurgie	4,26	13,7%	67,1%	13,7%	5,5%	23 340
Verrerie	6,10	10,8%	47,4%	14,5%	27,4%	8 033
Lin et chanvre	2,40	64,4%	35,2%	0,4%	0,0%	6 592
Laine	3,55	24,7%	66,4%	7,6%	1,3%	9 191
Coton	3,04	42,5%	51,9%	4,7%	0,9%	5 268
Alimentation	2,97	46,0%	48,5%	4,5%	1,0%	41 807
Papeterie, imprimerie	3,79	27,3%	53,4%	14,4%	4,9%	9 028
Total des industries	3,71	22,5%	65,1%	9,6%	2,8%	196 674

Note. Les salaires fournis ci-dessus ne peuvent être analysés dans une perspective diachronique car les grandes catégories d'industries ne proposent pas, d'un recensement industriel à l'autre, le même contenu (Julin, 1900). Par ailleurs, les chiffres proposés par le recensement de 1896 ne concernent que la population masculine âgée de plus de 16 ans. Cela explique, par rapport aux recensements précédents, le petit nombre d'ouvriers travaillant dans les industries du lin, du chanvre, de la laine et du coton, industries où la main-d'œuvre féminine est prépondérante.

Le recensement industriel de 1880 fournit une statistique des salaires quotidiens minimum et maximum, par type d'industrie, pour les ouvriers masculins âgés de plus de 16 ans. Dans l'arrondissement de Charleroi, les

salaires varient de 1,6 à 4,4 francs dans les mines de houille, de 2,5 à 5,5 francs dans la sidérurgie et de 1,0 à 12,0 francs dans la verrerie. Près de 62 % des verriers gagnent plus de 4 francs par jour, pour 58 % des sidérurgistes, alors que moins d'un pour-cent des houilleurs bénéficie d'une telle rémunération (figure 87 ; voir aussi le tableau 69).

Figure 87. La distribution des ouvriers masculins âgés de plus de 16 ans, selon le salaire moyen quotidien, dans l'arrondissement de Charleroi en 1880.



Source : Statistique de la Belgique. Industrie. Recensement de 1880, t.1.

Dans la liste des industries dressée lors du recensement industriel de 1880 (t. 1, pp. 112-113), les verriers sont les ouvriers qui bénéficient du salaire quotidien moyen le plus élevé<sup>12</sup>. Les mêmes tendances se dégagent des chiffres fournis par le recensement industriel de 1896 (vol. 18, pp. 271-272). Ainsi, pour l'ensemble du pays et en ne distinguant que les hommes

<sup>12</sup> A l'échelle du pays, le salaire quotidien moyen est de 3,1 francs pour l'ensemble des industries. Il est de 3,3 francs dans les mines de houille, de 3,8 francs dans la sidérurgie et de 4,7 francs dans la verrerie. L'industrie qui pratique les salaires les plus bas est l'industrie linière, avec un salaire quotidien moyen de 2,2 francs.

âgés de plus de 16 ans, seulement 5 % des houilleurs gagnent plus de 5 francs par jour, alors que 15 % des sidérurgistes et surtout 37 % des verriers disposent de ce salaire quotidien. Ces quelques chiffres suffisent à démontrer qu'au siècle dernier, parmi les professions ouvrières les mieux représentées dans le bassin industriel de Charleroi, la classe ouvrière est loin d'être homogène. En bas de la hiérarchie sociale, figure sans conteste le houilleur, qu'il travaille dans le fond de la mine ou en surface. Les ouvriers spécialistes du fer, et plus encore les verriers, doivent être considérés comme l'élite de la classe ouvrière. Leurs salaires sont les plus élevés, tant la spécialisation ou la qualification professionnelle exigée par le métier est importante (Poty et Delaet, 1986) « *L'art du verrier se transmet toujours de père en fils, obligeant les patrons à composer avec des ouvriers fiers et conscients de l'importance de leur savoir-faire [...]* » (Puissant, 1980, p. 161).

Qu'en est-il des autres métiers, dans l'agriculture, la construction, l'artisanat ou encore le commerce ? Ces branches d'activité se composent d'un mélange d'individus se caractérisant par des niveaux très variables de qualification, d'éducation et de revenu. Le cas des journaliers, des cloutiers, des briquetiers, des caissiers et autres chaînetiers paraît néanmoins sans ambiguïté. Sans qualification, la condition de ces ouvriers semble peu enviable (Hasquin, 1971 ; Delaet, 1985 ; Dumont, 1996). Lors de l'« *Enquête sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants* », publiée en 1846, la Commission médicale du Hainaut (t. III, p. 14) signale que « *Les renseignements qui nous sont parvenus de tous les médecins à même d'en juger, s'accordent à dépeindre les cloutiers du Hainaut comme très malheureux [...]* ». Si l'on se réfère aux chiffres fournis par le recensement industriel de 1846, les cloutiers ont un salaire moyen quotidien deux fois moins élevé que celui des mineurs (figure 84).

Pour les autres « métiers manuels », les maçons, les menuisiers, les charpentiers, les ardoisiers, les forgerons, les mécaniciens, les serruriers... la situation est moins nette. C. Dumont (1996), en se référant aux registres de succession des années 1858 à 1860 de la région de Charleroi, range les ouvriers du bâtiment au sommet de la classe ouvrière. Cette analyse contredit à priori les chiffres de salaires proposés par le recensement de l'industrie de 1896 ; dans l'industrie du bâtiment, moins de 2 % des ouvriers gagnent plus de 5 francs par jour, alors que dans la menuiserie-charpenterie, ils sont à peine 5 %. Ces proportions se situent largement en deçà de celles qui caractérisent les sidérurgistes et les verriers. Encore faut-il déterminer s'il s'agit d'ouvriers spécialisés travaillant dans des entreprises où d'artisans établis à leur compte. La statistique saisit mal ces statuts incertains. Dans ce cas, on



les intégrera plutôt parmi la classe moyenne, au même titre que les commerçants, les employés, les membres des professions libérales et les petits industriels.

Comme le signalent toutes les études réunies par G. Kurgan-van Hentenryk et S. Jaumain (1992), dans leur ouvrage consacré aux classes moyennes en Belgique, au siècle dernier, il est difficile de trouver un trait d'union entre des professions aux statuts socio-économiques aussi différents que celles qui composent la « petite bourgeoisie ». Situées dans l'« entre-deux socio-économique », les multiples composantes de cette classe incertaine, aux contours flous, partageraient au moins la conscience de n'appartenir ni au prolétariat ni à la grande bourgeoisie, dont elles héritent pourtant de certains traits communs. Ainsi, dans les milieux industriels, les cabaretiers sont en contact permanent avec le monde ouvrier et bon nombre d'entre eux en sont d'ailleurs issus. *« Mais le cabaretier, quelle que soit son origine sociale, est un indépendant : il fait partie du commerce local et se rapproche ainsi du petit boutiquier et du commerçant en général »* (Ankaert, 1992). Il en est de même du petit détaillant :

« Proche de la classe ouvrière par ses origines, ses relations de voisinage et par une certaine communauté d'intérêts (répercussion directe des grèves, du chômage, etc., sur le petit commerce) et de la classe dirigeante par bon nombre de valeurs communes (respect de l'ordre social, de la propriété, importance de la famille...), le petit détaillant se perçoit comme un « trait d'union naturel » entre les deux » (Jaumain, 1992).

Les employés ne constituent pas plus un groupe socialement homogène, tant la diversité de leur milieu d'origine ou l'éventail de leur salaire est grand. L'image du petit employé au 19<sup>e</sup> siècle est bien souvent celle du « prolétariat en redingote », obligé de tenir son rang malgré des revenus souvent insuffisants. Pourtant,

« [...] par leur mode de vie comme par leur origine sociale, la nature intellectuelle de leurs fonctions et leur position dans l'entreprise, l'intégration des employés à la petite bourgeoisie semble évidente aux yeux des contemporains. Si rien ne permet de confirmer cette assertion, il n'en reste pas moins vrai que les employés eux-mêmes, imprégnés des valeurs bourgeoises, revendiquent cette appartenance » (Moreau, 1992).





#### 1.4. En définitive...

Pour chaque génération, nous avons considéré les trois grands groupes socioprofessionnels suivants :

- Les ouvriers peu qualifiés, composés des houilleurs, des artisans non-qualifiés (cloutier, briquetier, chaînetier, caissier...) et des ouvriers de la terre (journalier, ouvrier agricole, jardinier). Ce groupe, situé en bas de l'échelle sociale, comprend, toutes générations réunies, 1094 familles. La part des familles rattachées à la mine, par le métier du père, est écrasante (77 %). Nous qualifierons donc ce groupe de « houilleurs ».
- Un groupe composé des artisans qualifiés (charpentier, chaudronnier, menuisier, forgeron), des commerçants, des employés, des « professions supérieures » (industriel, ingénieur, médecin...), des propriétaires et des cultivateurs. Pour l'ensemble des générations, ce groupe se compose de 410 familles. Nous les appellerons les familles de la « petite bourgeoisie ».
- Un groupe composé des verriers et de quelques métallurgistes et défini comme étant l'élite de la classe ouvrière. Ce groupe, de 504 familles, est composé de plus de 95 % de verriers<sup>13</sup>. Nous le dénommerons donc le groupe des « verriers ».

Le tableau 71 fournit la répartition des familles de chaque génération parmi ces groupes socioprofessionnels. Pour l'ensemble des générations, le groupe des houilleurs rassemble plus de la moitié des familles considérées, les verriers, le quart et la petite bourgeoisie, le cinquième. Cette répartition s'est toutefois modifiée au fil des générations. Deux tendances se dégagent, marquées, d'une part, par un effritement, d'une génération à l'autre, de la part relative des familles de houilleurs, et d'autre part, par une augmentation sensible, à partir de la troisième génération, de la proportion des familles de verriers. Rappelons que, lors de la constitution de notre échantillon de familles, nous n'avons pas cherché à contrôler la profession, cette variable étant entièrement aléatoire. Dans ce cas, l'évolution des proportions de houilleurs et de verriers, d'une génération à l'autre, traduirait un changement des structures socioprofessionnelles dans les communes ayant fait l'objet du dépouillement. Les statistiques officielles proposées par les recensements de

<sup>13</sup> Conformément aux résultats du tableau 69, les métallurgistes sont très peu représentés dans les communes de Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux.

l'industrie confirment-elles cette tendance ? Le tableau 72 présente la répartition du nombre de houilleurs et de verriers dans une série de communes de l'arrondissement de Charleroi, en 1880, 1896 et 1910<sup>14</sup>.

Tableau 71. La répartition des familles selon la génération de naissance et le groupe socioprofessionnel

En chiffres absolus

Groupe socio-professionnels	1823-32	1833-42	1843-52	1853-62	Total
Houilleurs (=1)	215	225	227	175	842
Artisans non qualifiés (=2)	51	44	13	14	122
Ouvriers de la terre (=3)	47	30	25	28	130
<b>Groupe des "houilleurs" (=1+2+3)</b>	<b>313</b>	<b>299</b>	<b>265</b>	<b>217</b>	<b>1 094</b>
Artisans qualifiés (=4)	57	62	57	74	250
Commerçants (=5)	16	20	12	22	70
Employés et professions supérieures (=6)	19	21	20	30	90
<b>Groupe de la "petite bourgeoisie" (=4+5+6)</b>	<b>92</b>	<b>103</b>	<b>89</b>	<b>126</b>	<b>410</b>
<b>Groupe des "Verriers"</b>	<b>84</b>	<b>98</b>	<b>166</b>	<b>156</b>	<b>504</b>
<b>Total</b>	<b>489</b>	<b>500</b>	<b>520</b>	<b>499</b>	<b>2 008</b>

En chiffres relatifs

Groupe socio-professionnels	1823-32	1833-42	1843-52	1853-62	Total
<b>Groupe des "houilleurs"</b>	64,0 %	59,8 %	51,0 %	43,5 %	54,5 %
<b>Groupe de la "petite bourgeoisie"</b>	18,8 %	20,6 %	17,1 %	25,3 %	20,4 %
<b>Groupe des "Verriers"</b>	17,2 %	19,6 %	31,9 %	31,3 %	25,1 %
<b>Total</b>	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

14 Seuls les recensements industriels de 1846 et de 1896 fournissent un tableau complet de la situation industrielle de la Belgique. Ces deux recensements se caractérisent également par le soin avec lequel ils ont été effectués et la très grande qualité qui en résulte (Julin, 1900). Malheureusement, le recensement de 1846 ne fournit pas d'information par commune, mais par groupe de communes. Une tentative de recensement industriel eut lieu en 1866, mais elle s'est soldée par un échec et aucune statistique n'a été publiée. Enfin, selon A. Julin (1900), le recensement de 1880 doit plutôt être considéré comme une enquête industrielle ; il s'est en effet contenté de fournir des renseignements sur 57 grandes divisions industrielles au lieu des 111 que comprenait la classification générale des industries.

Avant d'analyser ce tableau, et de confronter ces résultats à ceux du tableau précédent, il convient de garder à l'esprit que :

- Les chiffres des recensements fournissent une coupe transversale, une photographie de la répartition de la population ouvrière à un moment donné, alors que notre échantillon de familles a été constitué dans une perspective longitudinale.
- Dans notre échantillon, les familles ont été classées dans les trois groupes socioprofessionnels en vertu de la profession exercée par le père, alors que les statistiques proposées par le tableau 72 concernent l'ensemble des ouvriers, tous âges et sexes confondus.
- Les chiffres fournis par les recensements concernent une population de fait, soit les ouvriers travaillant au siège des entreprises situées dans les communes citées, et non la population de houilleurs et de verriers résidant dans ces communes. Seul le recensement de 1896 fournit cette dernière information<sup>15</sup>.

Dans les communes de Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux, le nombre de houilleurs a diminué de 24 % entre 1880 et 1896, alors que dans le même temps, le nombre de verriers progressait de plus de 84 %. Si l'on compare les effectifs de houilleurs et de verriers dans les quatre communes citées, les premiers étaient deux fois plus nombreux que les seconds en 1880. En 1896, le rapport s'inverse, et cette fois, le nombre de verriers est 14 % plus élevé que celui des houilleurs. Considérons, pour la même année, les statistiques de la population ouvrière de droit. Le rapport du nombre de houilleurs sur le nombre de verriers, résidant dans les quatre communes, est de 1,25. Cet indice est à rapprocher de celui obtenu en rapportant les 175 familles de houilleurs de la génération 1853-1862 aux 156 familles de verriers correspondantes (rapport = 1,12). En résumé, tout en gardant à l'esprit les réserves formulées ci-dessus, la diminution du nombre de familles de houilleurs, entre la 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> génération, et l'augmentation sensible des familles de verriers entre les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> générations semblent se conformer aux tendances révélées par les statistiques des recensements industriels de la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

<sup>15</sup> La comparaison, pour 1896 et pour chaque commune, de la population ouvrière de fait et de droit donne une information quant à l'importance de la mobilité pendulaire (déplacement du lieu de domicile au lieu de travail) à la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

Tableau 72. Le nombre de houilleurs et de verriers dans quelques communes du bassin industriel de Charleroi, selon les recensements de l'industrie

Communes	Houilleurs				Verriers			
	1880*	1896*	1910*	1896**	1880*	1896*	1910*	1896**
Charleroi	1 710	2 030	2 171	1 289	110	936	0	702
Châtelet	1 041	1 316	1 249	1 144	0	0	0	1
Châtelainau	3 138	3 217	2 901	1 621	0	0	0	13
Couillet	307	605	964	495	0	0	0	1
Dampremy	0	1 022	1 618	1 416	419	1 208	410	546
Gilly (G)	2 777	2 746	2 822	3 860	380	545	202	735
Jumet (J)	2 003	1 741	3 458	2 072	1 636	4 139	5 238	3 556
Lodelinsart (L)	627	1 066	1 345	384	1 251	1 392	1 977	1 294
Marcinelle	1 416	1 424	2 043	1 378	0	0	0	39
Monceau/Sambre	0	768	643	259	0	0	0	56
Montignies/Sambre	3 192	2 597	3 292	1 994	0	0	0	304
Ransart	772	790	1 117	615	70	0	0	1 028
Roux (R )	2 724	644	503	1 374	638	1 130	638	569
Total	19 707	19 966	24 126	17 901	4 504	9 350	8 465	8 844
G+J+L+R	8 131	6 197	8 128	7 690	3 905	7 206	8 055	6 154
Total arrondissement	33 440	41 860	50 874	37 274	6 062	12 027	10 349	11 190

Rapport nombre de houilleurs/nombre de verriers

Arrondissement de Charleroi	1880*	1896*	1910*	1896**
Total des communes considérées	4,38	2,14	2,85	2,02
Gilly+Jumet+Lodelinsart+Roux	2,08	0,86	1,01	1,25
Total des communes de l'arrondissement	5,52	3,48	4,92	3,33

\* Il s'agit du nombre d'ouvriers occupé au siège des entreprises en activité, et non des ouvriers résidant dans les communes citées, soit la population ouvrière de fait.

\*\* Il s'agit du nombre d'ouvriers résidant dans les communes citées, soit la population ouvrière de droit

## 2. Niveaux et tendances de la fécondité selon les groupes socioprofessionnels.

### 2.1. *Le rôle précurseur des « classes privilégiées » et le principe de diffusion de l'innovation*

L'antériorité urbaine et le rôle précurseur des élites dans la modification des comportements reproducteurs constituent les piliers du principe de la diffusion culturelle de l'innovation. En clair, la contraception ou plus largement « [...] l'idée de la famille réduite, ou l'acceptabilité des moyens pour réaliser cette fin » (Van de Walle, 1969) serait une innovation qui se serait transmise des élites urbaines vers les autres classes sociales et des villes vers les campagnes (Wrigley, 1969 ; Cleland et Wilson, 1987 ; Friedlander et al., 1991). Le déclin de la fécondité se réduirait donc à un modèle diffusionniste, dans lequel il y aurait des précurseurs et des imitateurs.

En recueillant un ensemble de données sur l'aristocratie européenne – l'aristocratie florentine, milanaise et belge, les familles patriciennes de Gênes, les ducs et pairs de France ... – M. Livi-Bacci (1986) a confirmé qu'il s'agissait bien, pour la limitation des naissances, d'un groupe social précurseur. Les cas de Genève (Perrenoud, 1990, 1991) et de Rouen (Bardet, 1990) confirment que la limitation des naissances s'est diffusée du haut vers le bas de la hiérarchie sociale. Dans sa synthèse sur la démographie des villes françaises du 18<sup>e</sup> siècle, M. Garden (1977), en citant les exemples de Lyon et de villes de taille plus modeste comme Meulan et Chatillon-sur-Seine, conclut que la contraception fut un modèle transmis par les nantis, très tôt imité par les couches sociales moins favorisées. A Liège, E. Hélin (1963) constate que c'est parmi la bourgeoisie que s'exprime, bien avant le 19<sup>e</sup> siècle, un état d'esprit pré-malthusien. Vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, E. Ducpétiaux (1855, p. 275) était persuadé qu'en Belgique comme ailleurs en Europe occidentale,

« [...] dans la classe opulente, la vertu reproductive est presque éteinte ; que dans la classe simplement riche, la fécondité est un peu plus grande sans être suffisante pour perpétuer la société ; qu'enfin, dans cette région moyenne, où règne une honnête aisance, le nombre des naissances reste dans les limites qui seraient convenables pour perpétuer la population sans embarras pour la société ».

A Verviers, le contrôle volontaire des naissances se manifeste d'abord parmi la haute bourgeoisie (Alter, 1988).

Le recensement français de 1906 fournit, à l'échelle du pays, des



informations très détaillées sur la fécondité des classes sociales et des professions. Les différences sont considérables. Ainsi, pour 100 hommes mariés âgés de 60-69 ans en 1906, on dénombrait en moyenne 292 enfants chez les rentiers, 302 chez les employés, 359 chez les patrons et 402 chez les ouvriers. Alors que les mineurs de fond se distinguaient par une fécondité débridée, l'attitude des paysans semblait plus nuancée et celle des milieux bourgeois urbains, plus radicale (Bardet et Le Bras, 1988). En Grande-Bretagne aussi, le nombre moyen d'enfants par famille varie largement selon le milieu socioprofessionnel. En ne considérant que la cohorte de mariages 1890-1899, la descendance moyenne est la plus élevée chez les journaliers (5,1 enfants), les travailleurs manuels (4,9 enfants) et les travailleurs agricoles (4,7 enfants), alors qu'elle est la plus faible parmi la classe patronale (3,3 enfants), les employés salariés (3,0 enfants) et les professions libérales (2,8 enfants) (Wrigley, 1969).

Les exemples peuvent être multipliés et tous convergent vers les mêmes conclusions. Au siècle dernier, la fécondité des milieux aisés, de l'aristocratie aux classes moyennes, est plus faible que celle des classes les plus pauvres, qu'il s'agisse des travailleurs agricoles ou du prolétariat industriel (Haines, 1992). En outre, les premiers semblent avoir pris la direction du mouvement de contrôle de la fécondité. Mais ces arguments suffisent-il à faire de la théorie de la diffusion de l'innovation le principe moteur de la généralisation du contrôle des naissances ? Avant de tenter de répondre à cette question, attardons-nous un instant au cas des milieux ouvriers.

## 2.2. *C'est au rythme des besoins de l'industrie que naissent les hommes*

### 2.2.1. *La surfécondité des milieux industriels et le travail des enfants*

De nombreuses études ont mis en évidence les niveaux élevés de fécondité des populations des bassins industriels (Leboutte, 1997) et plus généralement, des milieux ouvriers<sup>16</sup>. Dans le cas de Rouen, aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, les ouvriers et les artisans ont la fécondité la plus élevée et « [...] sont plus réticents face aux funestes secrets que les membres des autres

16 Voir également à ce sujet, la première partie, chapitre 3, point 4.1.

*catégories sociales* » (Bideau et al., 1988). Les mineurs d'Angleterre et du pays de Galles se distinguaient par des niveaux de fécondité légitime élevés et une transition tardive par rapport à d'autres groupes sociaux (Friedlander, 1973 ; Haines, 1981, 1992 ; Seccombe, 1990). Enfin, selon E.A. Wrigley (1961, 1969, 1985), dans les zones industrielles de la Ruhr et de l'Angleterre, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, l'industrialisation se serait accompagnée d'une augmentation de la fécondité.

A quoi attribuer la surfécondité du prolétariat industriel, et plus précisément des houilleurs ? Très certainement à la valeur du travail des enfants dans l'économie du ménage. La mine était la grande nourricière, elle occupait des familles entières, engluait la population des corons, hommes, femmes et enfants, dont les salaires s'additionnaient au même budget familial. Dans un mémoire daté de 1770 et adressé à Marie-Thérèse sur la situation des houilleurs, on peut lire : « *Du reste le peuple est fort laborieux [...]. Ils ont tous bonne nourriture et sont très bien logés, les mariages sont très fréquents et l'on s'y marie fort jeune pour avoir beaucoup d'enfants dont le nombre fait la richesse des parents, puisqu'à l'âge de six à sept ans, ils peuvent déjà gagner trois à quatre sols par jour [...]* » (cité par Roisin, 1931, p. 279). Lors de l'enquête de 1843 sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants, M. Schoenfeld, médecin à Charleroi, écrit à propos du houilleur (t. III, p. 27) : « [...] *il a beaucoup d'enfants, il fait cas de la fécondité ; il regarde la naissance d'un enfant comme un événement heureux, car il y voit un aide de plus, et par conséquent plus d'aisance dans son avenir* ». Le docteur Fossion, de Liège, tient des propos similaires (t. III, p. 89) : « *C'est un principe reçu dans la classe ouvrière, d'avoir le plus grand nombre d'enfants possible. L'ouvrier considère comme un événement fort heureux la naissance d'un enfant : ce sera, pour l'avenir, un travailleur qui aidera à soutenir la famille* ». Dans son enquête sur les budgets ouvriers, E. Ducpétiaux (1855, pp. 83-84) constate que dans le Hainaut, « *La position du chef de famille s'améliore au fur et à mesure que ses enfants travaillent, et lorsque ceux-ci lui remettent leur salaire entier* ». J. Dauby (1885, p. 64) pose en ces termes, l'alternative à laquelle est soumis le ménage ouvrier : « [...] *vouer tous les bras au travail industriel, ceux des enfants, de la mère, comme ceux du père, et négliger, par suite, les soins les plus indispensables du ménage ; ou bien laisser à la femme sa position de ménagère, épargner le jeune âge et la faiblesse des enfants, mais accepter la misère avec toutes ses conséquences* ».

Que nous révèlent les statistiques sur l'importance du travail des enfants ? En 1796, au Faubourg de Charleroi, 20 % des houilleurs ont moins de 12 ans (Hasquin, 1971). Lors de l'enquête de 1843, l'ingénieur Bidaut, du



deuxième district des mines de l'arrondissement de Charleroi, releva l'âge des mineurs dans 17 des principales exploitations de la région (t. II, pp. 254-255). Résultat : 19 % des mineurs ont moins de 16 ans et 2 %, moins de 12 ans. Ces chiffres corroborent ceux fournis par l'ingénieur en chef de la première division des mines du Hainaut, J. Gonot, pour l'ensemble de la province (t. II, p. 225). Au total, 20 % des houilleurs du Hainaut sont des enfants de moins de 16 ans, mais les trois quarts d'entre eux sont employés au fond de la mine. Ces proportions sont probablement sous-estimées car, lors du recensement industriel de 1846, plus du quart des mineurs de l'arrondissement de Charleroi avait moins de 16 ans, alors que la proportion de verriers, du même âge, était de 13 % (tableau 73). L'enquête ouvrière de 1869 a révélé que, dans le bassin industriel de Charleroi, 18 % des mineurs avaient moins de 16 ans et 9 %, moins de 14 ans. Mais ces proportions varient du simple au double selon les charbonnages. Ainsi, l'exploitation « Réunion à Gilly » occupait 31 % de jeunes ouvriers de moins de 16 ans, alors que 17 % n'avaient pas 14 ans. A l'opposé, au charbonnage du « Gouffre » de Châtelineau, ces proportions n'étaient respectivement que de 14 % et 6 %. Toujours selon la même enquête, les usines métallurgiques de la région de Charleroi employaient proportionnellement moins d'enfants ; les ouvriers âgés de moins de 16 ans représentaient 14 % de l'ensemble et les moins de 14 ans, 5 % (Résultats de l'enquête [...], 1869).

Tableau 73. Le travail des enfants dans les mines de charbon et les verreries de l'arrondissement de Charleroi

Recensement	Ages	Mines de charbon		Verreries	
		Nbr. Absolu	%	Nbr. Absolu	%
1846	< 12 ans	363	3,4 %	8	0,4 %
	< 16 ans	2 830	26,3 %	264	13,0 %
	≥ 16 ans	7 916	73,7 %	1 764	87,0 %
	Total	10 746	100,0 %	2 028	100,0 %
1880	< 14 ans	2 589	7,7 %	588	9,7 %
	< 16 ans	6 621	19,8 %	1 175	19,4 %
	≥ 16 ans	26 819	80,2 %	4 887	80,6 %
	Total	33 440	100,0 %	6 062	100,0 %
1896	< 14 ans	1 229	2,9 %	748	6,2 %
	< 16 ans	4 282	10,2 %	2 462	20,5 %
	≥ 16 ans	37 578	89,8 %	9 565	79,5 %
	Total	41 860	100,0 %	12 027	100,0 %

Source : Recensements industriels de 1846, 1880 et 1896.



Entre 1846 et 1880, le nombre d'ouvriers de moins de 16 ans travaillant dans les mines de l'arrondissement de Charleroi a été multiplié par plus de deux, mais leur part relative a chuté en dessous de 20 %, alors que durant la même période, elle s'est sensiblement accrue chez les verriers. Enfin, vers la fin du siècle, la proportion de jeunes mineurs a chuté à 10 %, mais chez les verriers, les moins de 16 ans représentent toujours quelque 20 % de l'ensemble des ouvriers (tableau 73).

### 2.2.2. *Au 19<sup>e</sup> siècle, l'enfant est un rouage indispensable de l'économie industrielle et de l'économie des ménages*

Le travail des enfants représente, au siècle dernier, une pièce essentielle de l'édifice industriel et de l'économie des ménages. Cette conception de l'« enfant-riche », « [...] de l'enfant considéré comme une aubaine parce qu'il est capable de rapporter bien vite un salaire qui aidera à soutenir la famille », se développe dès la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, dans la société industrielle naissante du pays de Charleroi (Hasquin, 1971, p. 292). Les salaires sont bas, instables, soumis aux aléas de la conjoncture économique, et le travail des enfants constitue un apport indispensable pour échapper à la misère. C'est également, et peut-être surtout, une « capital vieillesse » car, au-delà de 40 ans, les salaires fléchissent rapidement (figure 85) et le « chômage » guette les plus âgés. La contribution financière des enfants aux revenus du ménage doit être appréciée selon les différentes étapes du cycle de la vie familiale. A priori, avant 12 ans, un enfant ne rapporte rien. Adolescent, son salaire est sensiblement moins élevé que celui d'un adulte. Ce n'est réellement que lorsque le revenu du chef de famille commence à diminuer que l'apport du salaire des enfants au budget familial est maximal (Alter, 1988). E. Ducpétiaux (1855, pp. 87-88) a pu observer que dans le Hainaut,

« Les difficultés naissent et augmentent en raison du nombre d'enfants en bas âge ; elles durent jusqu'à ce que l'un des enfants puisse travailler ; le pain est assuré dans ce cas ; un peu d'aisance survient lorsque deux enfants sont occupés. Alors la famille vit mieux [...]. Par contre, lorsque les enfants, devenus adultes, quittent leurs parents pour travailler pour leur compte ou s'établir, les mauvais jours reparaissent ».

D'autre part, les salaires varient également selon l'abondance ou l'insuffisance de la main-d'œuvre. La persistance du travail des femmes et des enfants, donc d'une main-d'œuvre à bon marché, dans les secteurs industriels de pointe, contribua à maintenir des salaires peu élevés et à compenser le



coût élevé de la modernisation de l'appareil de production (Puissant, 1980 ; Leboutte, 1987). On ne s'étonnera pas que le projet visant à interdire, voire à limiter, le travail des femmes et des enfants dans les mines fut systématiquement enterré ou repoussé, sous la pression des industriels ou des parlementaires libéraux (Chlepnier, 1956 ; Henneaux-Depooter, 1959 ; Michotte, 1904)<sup>17</sup>. Ce n'est réellement qu'à partir de 1889, soit bien après la plupart des autres pays d'Europe occidentale (Devleeshouwer, 1962 ; Hilden, 1993)<sup>18</sup>, que la législation belge va progressivement éliminer cette main-d'œuvre à bon marché<sup>19</sup>. Si le travail des enfants fut un élément essentiel de la stratégie familiale des classes ouvrières, il constitua également un facteur d'équilibre du capitalisme industriel durant une grande partie du 19<sup>e</sup> siècle. Interrogé sur les conséquences de lois réglementant le travail des enfants dans la fosse, un ingénieur des mines du Hainaut déclare, lors de l'enquête de 1843 (t. II, pp. 227-228) :

« [...] la mesure dont il s'agit troublerait inutilement si elle ne bouleversait pas complètement l'ordre et l'économie des travaux des mines, sans exercer aucune influence sur la santé, le développement des forces et l'instruction de la classe ouvrière [...]. Une chose serait seulement à regretter, c'est que cette mesure retarderait encore les secours que, de dix à douze ans, la plupart des enfants par leur travail, commencent à apporter dans leurs familles, secours dont la privation rend si difficiles et si pénibles les premières années du mariage de l'ouvrier mineur ».

Quant à la Chambre de commerce de Tournai, interrogée en 1859 sur un projet de loi visant notamment à réglementer l'âge et la durée de travail des enfants dans l'industrie, elle déclare (Annales parlementaires, Chambre des Représentants, 1859-1860, p. 982) :

« La promulgation d'une loi destinée à réglementer le travail des enfants et des femmes, dans le but de sauvegarder la constitution physique de la classe ouvrière, paraît d'abord devoir rencontrer toutes les sympathies ; mais en

17 Sur les différents projets destinés à limiter le travail des femmes et des enfants, voir aussi Devleeshouwer (1962), Kuborn (1904), Neuville (1976), Loriaux (2000).

18 En Angleterre, le travail des femmes et des enfants fut interdit dans les mines dès 1842 (Haines, 1981). En France, la loi du 22 mars 1841 interdit le travail des enfants de moins de huit ans. La loi de 1874 interdit d'employer des enfants de moins de 12 ans. Néanmoins, ces règles ne furent pas immédiatement observées avec rigueur (Woronoff, 1994).

19 La première véritable loi sur le travail des femmes et des enfants date du 13 décembre 1889. Elle interdit le travail industriel aux enfants de moins de 12 ans et elle limite à 12 heures maximum le travail quotidien des garçons de 12 à 16 ans et des filles de 12 à 21 ans. En 1914, l'établissement de l'enseignement obligatoire alla de pair avec l'interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans.



examinant de près, on ne tarde point à s'apercevoir qu'une pareille loi pourrait entraver singulièrement l'industrie et choquer même nos principes de liberté générale ».

En 1869, Frère-Orban, ministre des Finances, se déclare ouvertement contre une proposition de loi réglementant le travail des enfants, au nom de la liberté individuelle et de la liberté du travail. Les propos du ministre libéral dépeignent l'état d'esprit d'une partie de la classe dirigeante du pays à cette époque. A la Chambre des représentants, le 19 janvier 1869, Frère-Orban déclare :

« La liberté du travail, Messieurs [...] c'est la propriété la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes [...]. Une loi sur le travail des enfants, c'est autre chose [...]. Qu'est-ce donc ? C'est une loi qui destitue en masse de la tutelle naturelle et légitime de leurs enfants les pères de famille des classes laborieuses ; c'est une loi qui déclare qu'ils sont à la foi indignes et incapables d'exercer convenablement cette tutelle, c'est une loi qui proclame qu'au sein des classes laborieuses les pères sont sans cœur et les mères sans entrailles, c'est une loi qui nous ferait dire : nous législateurs, gens sensibles, nous plaçons sous une sorte de surveillance de police, non pas ceux qui ont failli, mais toute une classe de la société. Je demande, Messieurs, si ce n'est pas un danger en croyant faire quelque bien que de laisser pareilles idées se développer peut-être au sein des masses populaires » (Annales parlementaires, Chambre des Représentants, 19 janvier 1869, p. 284).

D'une manière générale, avant la crise sociale de 1886, les gouvernements, qu'ils fussent catholiques ou libéraux, refusèrent toute forme d'intervention sociale de l'Etat (Vanschoenbeek, 1981).

### 2.2.3. *La surfécondité dans les milieux ouvriers serait moins le résultat d'une certaine imprévoyance que d'un choix conscient*

Durant la majeure partie du siècle dernier, le maintien du niveau de vie des familles ouvrières au seuil de subsistance était, dans une large mesure, tributaire du travail des enfants. Ceux-ci s'intégrèrent très tôt dans le circuit du travail, acquirent une valeur économique qui justifia le maintien d'une fécondité élevée. L'avalanche de naissances qui en résulta, et qui se perpétua pendant une bonne partie du 19<sup>e</sup> siècle, ne serait pas le produit d'une fécondité débridée et imprévoyante, sans entrave ni responsabilité, mais plutôt le résultat d'un calcul conscient et délibéré, d'une adaptation des



normes et comportements de fécondité aux contraintes spécifiques imposées par le nouveau système industriel (Katz et Stern, 1981 ; Schellekens, 1993). Pour M. Segalen (1986, p. 502),

« L'importance du salaire de l'enfant peut rendre compte des taux de fécondité ouvrière : la famille nombreuse, donc la non-adoption d'une contraception est une des formes ouvrières de réponse aux conditions de prolétarianisation imposées par les premiers temps du capitalisme ».

Dans ce cas, et d'un point de vue purement théorique, le contrôle conscient de la fécondité ne rime plus nécessairement avec la limitation volontaire des naissances, pas plus qu'une fécondité élevée n'est forcément synonyme d'une fécondité naturelle, définie comme celle où il n'y aurait pas, dans le cadre du couple, le moindre projet quant à la taille de la famille<sup>20</sup>.

Par ailleurs, le rôle économique des enfants dans le milieu industriel du siècle dernier n'est pas sans rappeler la théorie des flux intergénérationnels de richesse proposée par J.C. Caldwell (1976). Très brièvement, dans chaque société, quel que soit le type et le stade de développement, les comportements en matière de fécondité sont rationnels ; la fécondité s'ajuste en fonction de l'intérêt économique qu'en retire l'individu, le couple ou la famille. Ces comportements « économiquement rationnels » sont déterminés par la direction du flux de richesse entre les générations. Qu'il soit ascendant, orienté des enfants vers les parents, et la fécondité demeurera élevée. Que le transfert des ressources s'inverse, et la fécondité fléchira. En d'autres termes, tant que les salaires demeureraient bas et que le niveau de vie du ménage dépendait en partie du travail des enfants, la réponse de la plupart des familles ouvrières fut de « maximiser » leur descendance. La fécondité aurait ensuite baissé de façon irréversible lorsque l'avantage matériel que procurait une progéniture nombreuse s'estompa (Lesthaeghe et Wilson, 1982). Pour J. Schellekens (1993), l'augmentation des salaires réels qui survint de l'autre côté de la Manche, entre 1870 et 1880, fut probablement l'un des facteurs qui permit aux familles ouvrières de reconsidérer les avantages économiques et sociaux que leur procurait une fécondité élevée. Nous verrons plus loin ce qu'il en est, dans le cas du bassin industriel carolorégien.

<sup>20</sup> J.C. Caldwell (1976), dans sa théorie des flux de richesses, remet en cause l'irrationalité des sociétés traditionnelles.

### 2.3. Diffusion ou adaptation ?

Les pages qui précèdent laissent finalement peu de place à la théorie diffusionniste de l'innovation. Certes, il y eut des initiateurs – la plupart des études qui abordent les comportements de fécondité sous l'angle des classes sociales le démontrent – mais peut-on réellement considérer ceux qui ont pris « le train en marche » comme de vulgaires imitateurs ? La théorie de la diffusion culturelle de l'innovation présuppose que le contrôle volontaire des naissances serait l'instrument d'un nouveau modèle familial, lequel ne pourrait s'imposer sans une mutation profonde de la société. Cette théorie suppose qu'il y a discontinuité, une rupture brutale entre le régime ancien de fécondité naturelle et le régime moderne de fécondité contrôlée (Blake, 1985). Cela implique également, selon les pré-requis définis par A. Coale (1973), que la limitation volontaire des naissances soit moralement acceptable, qu'elle soit le résultat d'un choix raisonné, d'une prise de conscience des avantages d'une famille réduite, et qu'enfin, elle soit supportée par des techniques contraceptives efficaces.

« Auparavant, la majorité des couples sont supposés ne pas avoir conscience des possibilités de limiter leur descendance ni intérêt à le faire et les moyens d'y parvenir sont inefficaces, inconnus ou impensables au regard des normes sociales de l'époque » (Perrenoud, 1991, p. 305).

Sans pour autant être utilisées à grande échelle, les méthodes contraceptives étaient connues depuis des siècles. Par ailleurs, il est désormais acquis que les principaux instruments de la limitation généralisée des naissances furent d'abord le coït interrompu (méthode du retrait) et, dans une moindre mesure, l'abstinence sexuelle dans le mariage ou encore l'avortement, bref, des techniques qui ne requerraient guère de grandes connaissances (Stengers, 1971 ; Knodel et Van de Walle, 1986 ; Seccombe, 1990). Bien avant le 20<sup>e</sup> siècle, il existait donc un arsenal de méthodes contraceptives et abortives, certes archaïques, mais néanmoins suffisamment efficaces pour réduire sensiblement les taux de fécondité dans la plupart des pays d'Europe Occidentale. Les procédés existaient, mais étaient-ils connus et utilisés en dehors des élites urbaines et avant le déclin généralisé de la fécondité ?

Le principal précepte de la théorie de la diffusion culturelle – le contrôle des naissances comme une innovation – tient relativement mal la route. Hormis le cas français, de nombreux exemples de limitation des naissances pré-transitionnels peuvent être cités (Blake, 1985). En Suisse, par exemple, où la limitation des naissances est pratiquée à Genève et à Zurich



dès le 18<sup>e</sup> siècle. On la voit apparaître dans la campagne genevoise vers 1770 et à la même époque à Vallorbe, un petit bourg industriel du Jura vaudois (Perrenoud, 1991). Il y a aussi le cas bien connu de Colyton en Angleterre (Wrigley, 1966) et des villages calvinistes hongrois vers la fin du 18<sup>e</sup> siècle (Andorka, 1972). De même, quelques rares études ont démontré que l'initiative de la restriction volontaire des naissances n'émanait pas toujours des milieux les plus favorisés. C'est le cas, par exemple, des campagnes du Thimerais au siècle des Lumières, où ce sont les plus pauvres qui pratiquent les premiers le contrôle des naissances (Derouet, 1980). Dans le Beauvaisis, au 18<sup>e</sup> siècle, la fécondité légitime des gros fermiers est très élevée, et lorsque à la fin du siècle, la limitation des naissances se répand, tous les milieux – les laboureurs comme les journaliers, les riches, comme les pauvres – sont touchés simultanément (Ganiage, 1988).

Et en Belgique ? Dans un mémoire rédigé en 1778 par un négociant bruxellois, la stérilité dans le mariage est clairement évoquée. On peut y lire :

« Alors le nombre d'enfans, loin d'être une charge pesante pour un Père de famille, deviendrait pour lui un moyen de plus pour se procurer la subsistance et une ressource assurée dans sa vieillesse, la population augmenterait, et les mariages seroient moins rares et moins stériles, parce que l'on ne craindrait plus de se voir entouré d'une trop nombreuse famille » (Crutzen, 1887, p. 429).

Selon P. Bonenfant (1934, p. 42), à la fin de l'ancien régime, certaines familles, pour se soustraire à la pauvreté, recouraient aux « [...] pratiques malthusiennes avant la lettre et à la multiplication des abandons d'enfants ». D'ailleurs, dès le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les indigents de Huy pratiquent le contrôle des naissances (Oris, 1988b), alors que la baisse généralisée de la fécondité légitime en Wallonie ne démarre réellement que vers 1870-1875. Plus globalement, en Belgique, le déclin de la fécondité légitime semble s'être amorcé dans les régions rurales de l'Entre-Sambre-et-Meuse (arrondissements de Philippeville et de Thuin), dès le second quart du 19<sup>e</sup> siècle (Lesthaeghe, 1977 ; Poulain, 1996). Bien sûr, ces régions frontalières ont pu être « contaminées » par le modèle français. Pourquoi alors l'influence française ne se serait-elle pas manifestée le long d'autres frontières, dans l'Ardenne belge ou le Tournaisis ? Pourquoi également la diffusion du modèle français aurait-elle buté sur les départements industriels du Nord et du Pas de Calais ? Leur retard est manifeste, et ce n'est que dans les années 1870 que leur fécondité légitime commença réellement à baisser, soit près d'un siècle après la moyenne nationale (Bardet et Le bras, 1988 ; Spagnoli, 1977). L'industrialisation aurait-elle créé une barrière imperméable à la propagation des « funestes secrets », ou alors a-t-elle développé un contexte



socioculturel propice au maintien d'une fécondité élevée, au moins jusqu'en 1870-1880 ?

En réalité, les antériorités sociales et urbaines du déclin de la fécondité ne prouvent pas grand-chose et ne suffisent probablement pas à faire de la diffusion culturelle le principe moteur de la transition de la fécondité. G. Carlsson (1966) fut l'un des premiers à contester cette vision et à considérer que le déclin de la fécondité découlait plutôt d'un ajustement à des contraintes socio-économiques et démographiques nouvelles, au moyen de méthodes contraceptives connues.

« Le contrôle des naissances intervient simplement lorsque l'équilibre démographique est rompu, lorsque le nombre d'enfants s'écarte trop d'une certaine norme et, dépassant ce que les couples souhaitent, va à l'encontre des intérêts de la famille » (Perrenoud, 1991, pp. 315-316).

Pour M. Katz et M. Stern (1981), les ouvriers du comté d'Erie (Etat de New York) modifient leur fécondité lorsque les circonstances l'exigent et non parce qu'ils souhaitent copier les comportements précurseurs de la « business class ». Tout en reconnaissant le rôle pionnier de la classe moyenne, R. Woods et C. Smith réfutent l'explication diffusionniste de la limitation des naissances, dans le cas de l'Angleterre et du Pays de Galles. Le contrôle de la fécondité dans le mariage serait avant tout une réponse, une adaptation à des circonstances particulières (Woods et Smith, 1983 ; Woods, 1987). Dans les bassins industriels liégeois, la baisse de la fécondité est plus précoce chez les forgerons – un groupe professionnel proche de la petite bourgeoisie, tant psychologiquement que culturellement – que chez les houilleurs. Toutefois,

« [...] la généralisation de la limitation des naissances à partir de la cohorte de mariages 1860-1879 indique qu'il s'agit moins d'une imitation aveugle que d'une réponse commune à un même facteur extérieur, à savoir la transformation socio-économique des années 1870-1890 » (Leboutte, 1988, p. 377).

A Verviers, la limitation volontaire des naissances ne semble pas non plus procéder d'un modèle de diffusion de l'innovation qui « contaminerait » graduellement tous les échelons de la pyramide sociale, de son sommet vers sa base. Si la « bonne bourgeoisie » possède, dans ce domaine, une longueur d'avance sur les autres groupes sociaux, le contrôle des naissances semble s'être amorcé presque simultanément et avec plus ou moins la même intensité chez les commerçants, la petite bourgeoisie, les artisans et les ouvriers (Alter, 1988).

Tout ceci n'exclut pas qu'ajustement et diffusion culturelle aient agi de concert. Mais l'exemple ne suffit pas, il faut avant tout des circonstances



justifiant l'adoption de comportements déviants. La limitation volontaire des naissances ne serait rien d'autre qu'un régulateur démographique, au même titre que les migrations, le célibat ou l'augmentation de l'âge au mariage (Davis, 1963). L'éventail des réponses aux contraintes socio-économiques et démographiques et la virulence avec laquelle celles-ci s'imposent détermineraient alors la chronologie et l'intensité du déclin de la fécondité entre les classes sociales et entre les milieux d'habitat. Et si le contrôle de la fécondité dans le mariage s'imposa rapidement au contrôle de la fécondité par le mariage<sup>21</sup>, c'est parce que cette dernière stratégie impliquait des sacrifices, des contraintes de plus en plus insoutenables (Haines, 1992).

### **3. La limitation des naissances chez les houilleurs, chez les verriers et parmi la petite bourgeoisie du bassin industriel de Charleroi**

#### **3.1. *La descendance finale est la plus élevée chez les houilleurs et la plus faible parmi la petite bourgeoisie***

Dans le bassin industriel de Charleroi, qui, des familles de houilleurs, de verriers ou de la petite bourgeoisie, se distingue par la fécondité la plus élevée ? Quelle que soit la génération, les familles de houilleurs sont les plus fécondes. En bas de classement figure systématiquement la petite bourgeoisie, et en position intermédiaire, les verriers. Plus précisément, les indices synthétiques de fécondité des verriers sont plus proches de ceux des houilleurs que de ceux de la petite bourgeoisie (tableau 74). Les différences entre les groupes socioprofessionnels sont sensiblement plus importantes que celles décelées précédemment entre les sédentaires et les migrants.

Pour quel groupe socioprofessionnel l'indice synthétique de fécondité légitime a-t-il baissé le plus rapidement ? Dans chaque cas, la valeur de l'indicateur diminue d'une génération à l'autre. Mais, au total, le déclin de la fécondité est plus radical parmi la petite bourgeoisie (figure 88). Entre les générations extrêmes, la descendance légitime a chuté de plus de 40 % pour ce groupe, de 37 % pour les houilleurs et de 34 % pour les verriers. Quelques nuances méritent cependant d'être apportées. Pour les deux premières générations de naissances, le niveau de la fécondité légitime chute de plus de

21 Par le recul de l'âge au mariage et par l'intensification du célibat définitif.





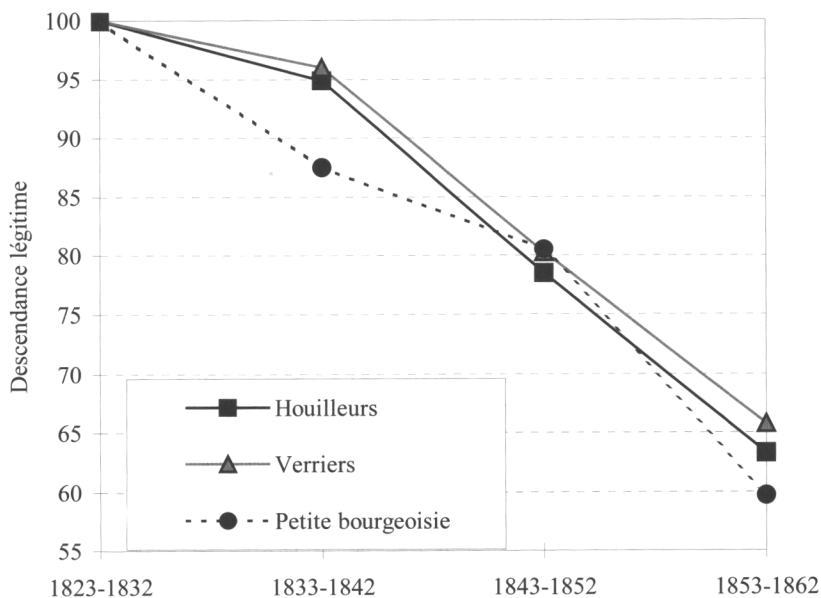
12 % pour la petite bourgeoisie, alors que la diminution n'est que de 5 % pour les houilleurs et les verriers. Ceux-ci se rattrapent avec la génération suivante : si nous confrontons la descendance légitime des générations 1843-1852 et 1833-1842, la différence est de 17 % pour les houilleurs, de 16 % pour les verriers et de 8 % seulement pour la petite bourgeoisie. Enfin, entre les deux dernières générations, la descendance légitime baisse de plus de 25 % pour la petite bourgeoisie et d'un peu moins de 20 % pour les deux autres groupes. En résumé, la limitation volontaire des naissances semble se manifester plus précocement et plus volontairement dans les rangs de la petite bourgeoisie, alors que pour les verriers et les houilleurs, l'évolution des indices synthétiques de fécondité est symétrique, mais une rupture apparaît très nettement entre les deuxième et troisième générations (figure 88).

Tableau 74. La descendance légitime, selon les groupes socioprofessionnels

Groupe socio-professionnel	Génération	Nombre de femmes	Nombre de naissances	Descendance légitime (20-49 ans) (Nbr. enfants)
Houilleurs	1823-1832	313	2 033	7,9
	1833-1842	299	1 914	7,5
	1843-1852	265	1 441	6,2
	1853-1862	214	910	5,0
	1823-1842	612	3 947	7,7
	1843-1862	479	2 351	5,7
Verriers	1823-1832	84	510	7,6
	1833-1842	98	576	7,3
	1843-1852	166	820	6,1
	1853-1862	159	637	5,0
	1823-1842	182	1 086	7,5
	1843-1862	325	1 457	5,5
Petite bourgeoisie	1823-1832	92	476	7,2
	1833-1842	103	519	6,3
	1843-1852	89	349	5,8
	1853-1862	126	406	4,3
	1823-1842	195	995	6,7
	1843-1862	215	755	4,9
Total	1823-1832	489	3 019	7,7
	1833-1842	500	3 009	7,2
	1843-1852	520	2 610	6,1
	1853-1862	499	1 953	4,8
	1823-1842	989	6 028	7,5
	1843-1862	1 019	4 563	5,5



Figure 88. L'évolution de la descendance légitime selon le groupe socioprofessionnel et la génération de naissance (1823-1832 = 100)



### 3.2. Le modèle de la famille réduite s'impose progressivement

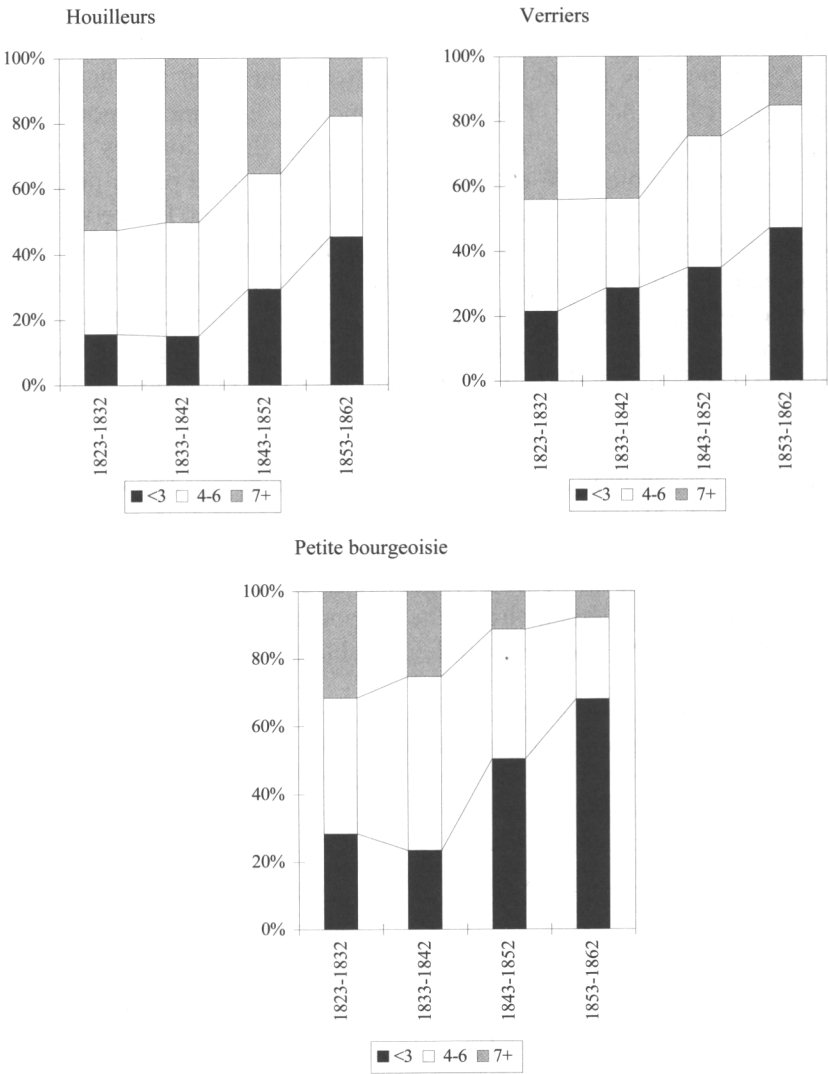
L'évolution de la fécondité traduit des modifications radicales dans la composition des familles. Pour les générations nées entre 1823 et 1842, le modèle de la famille nombreuse est de rigueur, tant chez les houilleurs que chez les verriers (tableau 75 et figure 89). Pour les deux premières cohortes, plus de 50 % des couples de houilleurs et 44 % des couples de verriers ont mis au monde au moins sept enfants. Toutefois, chez les verriers, entre les deux premières générations, la proportion ayant eu au maximum trois enfants progresse de 21 % à 29 %, au détriment des familles de taille moyenne (4-6 enfants), dont la part relative passe de 35 % à 28 %. Quant à la petite bourgeoisie, les familles ayant eu une nombreuse progéniture ne représentent plus, pour la cohorte 1833-1842, que 25 % de l'ensemble. Les couples qui ont donné naissance à 4-6 enfants constituent à ce moment plus de la moitié des cas pour ce groupe socioprofessionnel.

Tableau 75. La répartition des familles selon le nombre d'enfants nés vivants et le groupe socioprofessionnel

Génération	Nbr. enfants	Houilleurs		Verriers		Petite bourg.		Total	
		n	%	n	%	n	%	n	%
1823-1832	0 à 3	49	15,7	18	21,4	26	28,3	93	19,0
	4 à 6	100	31,9	29	34,5	37	40,2	166	34,0
	7 et +	164	52,4	37	44,0	29	31,5	230	47,0
	Moyenne	6,5		6,1		5,1		6,2	
	Ecart type	2,8		3,2		2,8		2,9	
	Coef. variation	0,44		0,52		0,54		0,47	
1833-1842	0 à 3	45	15,1	28	28,6	24	23,3	97	19,4
	4 à 6	104	34,8	27	27,6	53	51,5	184	36,8
	7 et +	150	50,2	43	43,9	26	25,2	219	43,8
	Moyenne	6,4		5,9		5,1		6,1	
	Ecart type	2,8		3,3		2,7		2,9	
	Coef. variation	0,44		0,55		0,52		0,49	
1823-1842	0 à 3	94	15,4	46	25,3	50	25,6	190	19,2
	4 à 6	204	33,3	56	30,8	90	46,2	350	35,5
	7 et +	314	51,3	80	43,9	55	28,2	449	45,4
	Moyenne	6,4		6,0		5,1		6,1	
	Ecart type	2,8		3,2		2,7		2,9	
	Coef. variation	0,44		0,54		0,53		0,48	
1843-1852	0 à 3	78	29,4	58	34,9	45	50,6	181	34,8
	4 à 6	93	35,1	67	40,4	34	38,2	194	37,3
	7 et +	94	35,5	41	24,7	10	11,2	145	27,9
	Moyenne	5,4		5,0		3,9		5,0	
	Ecart type	2,9		2,5		2,6		2,8	
	Coef. variation	0,54		0,49		0,66		0,55	
1853-1862	0 à 3	97	45,3	75	47,2	86	68,3	258	51,7
	4 à 6	79	36,9	60	37,7	30	23,8	169	33,9
	7 et +	38	17,8	24	15,1	10	7,9	72	14,4
	Moyenne	4,2		4,1		3,2		3,9	
	Ecart type	2,4		2,4		2,3		2,4	
	Coef. variation	0,56		0,58		0,73		0,61	
1843-1862	0 à 3	175	36,5	132	40,7	131	62,1	439	43,1
	4 à 6	172	35,9	127	39,2	64	30,3	363	35,6
	7 et +	132	27,6	65	20,1	20	9,5	217	21,3
	Moyenne	4,9		4,5		3,5		4,5	
	Ecart type	2,8		2,4		2,4		2,6	
	Coef. variation	0,56		0,54		0,70		0,59	



Figure 89. La distribution du nombre d'enfants nés-vivants selon le groupe socioprofessionnel



Avec les générations suivantes, le modèle de la famille réduite s'impose partout, alors que le temps des « nombreux berceaux » semble définitivement révolu. Pour la génération née entre 1853 et 1862, 18 % seulement des couples de houilleurs donneront naissance à au moins sept enfants. Ils seront

15 % chez les verriers et à peine 8 % parmi la petite bourgeoisie. En revanche, les familles réduites sont les plus nombreuses. Plus de 45 % des femmes de houilleurs ont mené au maximum trois grossesses à terme, pour 47 % chez les verriers et 68 % au sein de la petite bourgeoisie.

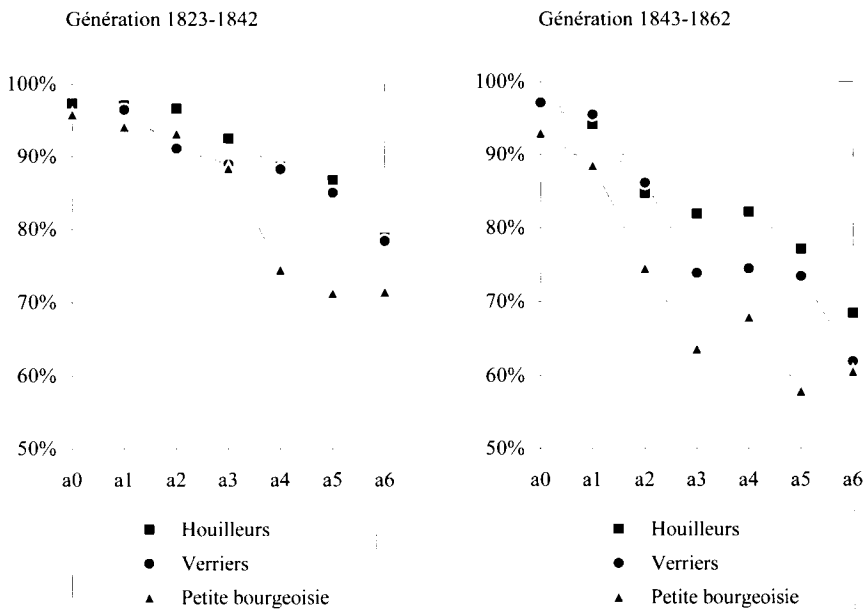
L'évolution des probabilités d'agrandissement de la famille, entre les générations 1823-1842 et 1843-1862, témoigne également, pour chaque groupe socioprofessionnel, de l'extension de la limitation des naissances dans le mariage (tableau 76 et figure 90). L'avance prise par la petite bourgeoisie est indéniable. Alors que chez les houilleurs et les verriers de la génération 1823-1842, les probabilités d'agrandissement diminuent, presque sans à coup, au fur et à mesure que la parité s'élève, chez la petite bourgeoisie, un décrochage significatif apparaît avec la probabilité d'agrandissement de la parité 4. Moins de 75 % des femmes de la petite bourgeoisie ayant mis au monde 4 enfants continuent à procréer, alors que cette proportion atteint près de 90 % chez les houilleurs et les verriers.

Avec la génération 1843-1862, et pour les trois groupes socioprofessionnels, les probabilités d'agrandissement diminuent très rapidement, dès la première parité. Néanmoins, le mouvement demeure plus résolu chez la petite bourgeoisie alors que les houilleurs sont en retrait. Ainsi, par exemple, 64 % des femmes de la petite bourgeoisie ayant atteint la parité 3 auront encore un enfant supplémentaire. Cette proportion est de 74 % chez les verriers et grimpe à 82 % chez les houilleurs (tableau 76 et figure 90).

Tableau 76. Les probabilités d'agrandissement des familles selon le groupe socioprofessionnel et les générations

Probabilité d'agrandis.	Génération 1823-1842				Génération 1843-1862			
	Houilleurs	Verriers	P. Bourg.	Total	Houilleurs	Verriers	P. Bourg.	Total
a <sub>0</sub>	97,4 %	95,6 %	95,9 %	96,8 %	97,1 %	97,2 %	93,0 %	96,3 %
a <sub>1</sub>	97,1 %	96,6 %	94,1 %	96,4 %	94,2 %	95,6 %	88,5 %	93,5 %
a <sub>2</sub>	96,7 %	91,1 %	93,2 %	95,0 %	84,7 %	86,1 %	74,6 %	83,2 %
a <sub>3</sub>	92,5 %	88,9 %	88,4 %	91,1 %	81,9 %	73,8 %	63,6 %	76,0 %
a <sub>4</sub>	88,6 %	88,2 %	74,5 %	86,0 %	82,2 %	74,5 %	67,9 %	77,6 %
a <sub>5</sub>	86,7 %	85,0 %	71,3 %	84,0 %	77,2 %	73,4 %	57,9 %	73,6 %
a <sub>6</sub>	78,9 %	78,4 %	71,4 %	77,8 %	68,4 %	61,9 %	60,6 %	65,6 %
1- a <sub>0</sub>	2,6 %	4,4 %	4,1 %	3,2 %	2,3 %	4,9 %	7,7 %	3,8 %

Figure 90. Les probabilités d'agrandissement de la famille selon le groupe socioprofessionnel



### 3.3. La limitation des naissances se manifeste d'abord parmi la petite bourgeoisie, mais elle se généralise chez les houilleurs et les verriers dès le début des années 1870

#### 3.3.1. Le paramètre « m » et les taux de fécondité légitime selon l'âge de la mère

Que nous révèle l'indice « m » de Coale et Trussell (tableau 77) ? Rappelons que, selon les auteurs, ce paramètre traduit les prémices d'un contrôle volontaire des naissances, lorsque sa valeur dépasse 0,200 ou 0,300. Dans ce cas, avec un indice « m » proche de 0,500, les femmes de la petite bourgeoisie nées entre 1823 et 1832 semblent déjà avoir largement entamé le processus. Cette tendance n'ira qu'en s'amplifiant avec les générations suivantes. Les houilleurs et les verriers sont en retard. Pour ces groupes

socioprofessionnels, la limitation des naissances n'apparaît qu'avec la génération 1833-1842, timidement chez les houilleurs, plus sûrement chez les verriers. Le déclin de la fécondité légitime s'intensifie avec les générations suivantes, mais les houilleurs demeurent en retrait des verriers et à fortiori de la petite bourgeoisie. Quoi qu'il en soit, pour les femmes nées entre 1843 et 1852, le contrôle volontaire des naissances s'est généralisé à tous les groupes socioprofessionnels.

Tableau 77. D'autres indicateurs de l'évolution du contrôle des naissances, selon le groupe socioprofessionnel

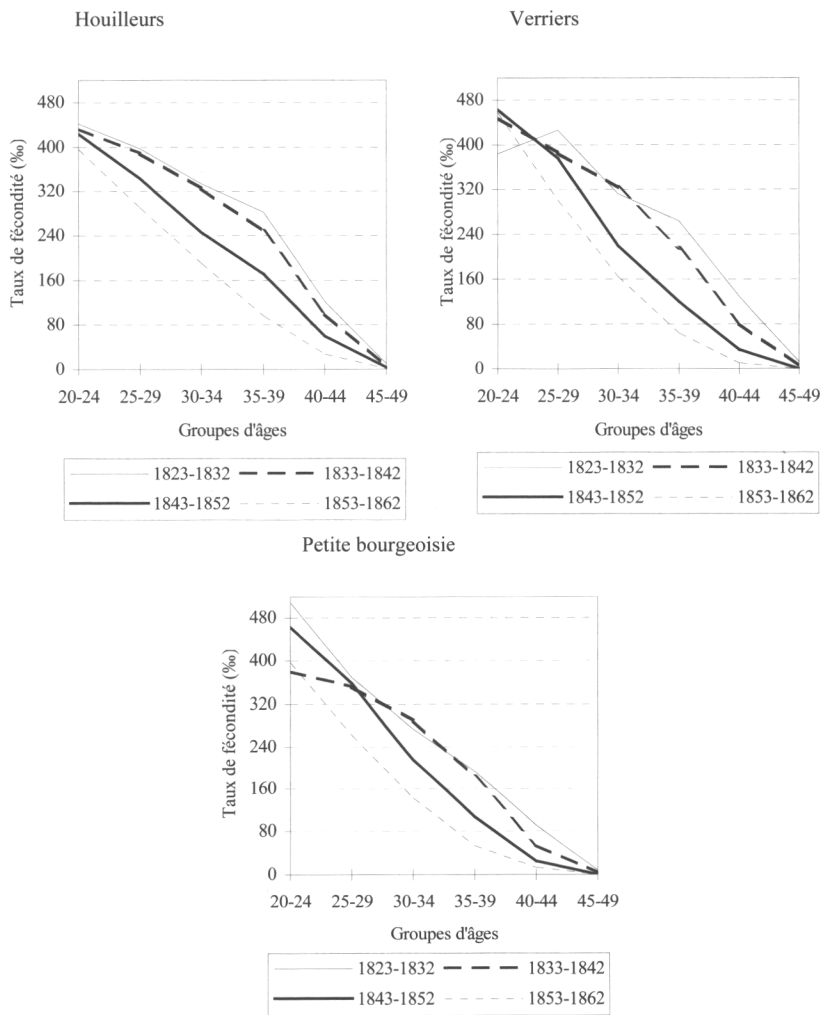
Groupe socioprofessionnel	Génération	Paramètre « m »	Tx féc* 30-49 ans/ tx féc* 20-49 ans
Houilleurs	1823-1832	0,167	47,1 %
	1833-1842	0,304	45,3 %
	1843-1852	0,639	38,5 %
	1853-1862	1,163	31,5 %
	1823-1842	0,229	46,3 %
	1843-1862	0,823	35,7 %
Verriers	1823-1832	0,103	46,9 %
	1833-1842	0,484	42,8 %
	1843-1852	1,136	30,7 %
	1853-1862	1,937	23,9 %
	1823-1842	0,294	44,6 %
	1843-1862	1,419	27,7 %
Petite bourgeoisie	1823-1832	0,487	39,2 %
	1833-1842	0,630	42,1 %
	1843-1852	1,324	29,7 %
	1853-1862	1,705	24,0 %
	1823-1842	0,526	41,2 %
	1843-1862	1,496	27,0 %
Total	1823-1832	0,211	45,8 %
	1833-1842	0,392	44,2 %
	1843-1852	0,869	34,7 %
	1853-1862	1,485	27,3 %
	1823-1842	0,289	45,0 %
	1843-1862	1,103	31,5 %

\* Fécondité légitime



L'analyse des taux de fécondité selon l'âge de la mère confirme les conclusions dégagées ci-dessus (figure 91). Pour les verriers et surtout pour les houilleurs, les courbes des taux de fécondité selon l'âge de la mère, des deux premières générations, adoptent un tracé globalement convexe, alors que celui-ci n'est déjà plus de mise pour la petite bourgeoisie.

Figure 91. Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âge, selon le groupe socioprofessionnel





Avec les générations suivantes, le doute n'est plus permis : la concavité des courbes atteste, pour les houilleurs et de façon plus convaincante encore pour les verriers et la petite bourgeoisie, le contrôle généralisé et volontaire de la fécondité dans le mariage.

Observons plus attentivement le cas des houilleurs, qui constituent, rappelons-le, le groupe socioprofessionnel le mieux représenté dans le bassin industriel de Charleroi. Si les taux de fécondité des femmes nées entre 1833 et 1842 sont, à tous les âges, inférieurs à ceux des femmes de la génération précédente, les différences sont relativement modérées. Inversement, entre la seconde et la troisième génération, les écarts se creusent. Au-delà de 30 ans, les taux de fécondité ont chuté de près de 30 % entre ces deux générations, alors qu'aux mêmes âges, la différence n'atteignait pas 10 % entre la première et la deuxième génération. Si pour les femmes nées entre 1823 et 1842, la fécondité après 30 ans représentait en moyenne 46 % de la descendance légitime, cette part relative a chuté à moins de 39 % pour les femmes nées entre 1843 et 1852 et à moins de 32 % pour celles nées entre 1853 et 1862. En résumé, pour les houilleurs, le déclin de la fécondité ne se déclencherait réellement qu'avec la génération 1843-1852, soit vers le milieu des années 1870.

Pour les verriers, les femmes nées entre 1833 et 1842 et âgées de plus de 35 ans semblent déjà adopter des comportements malthusiens. Des indices ? Pour la seconde cohorte, la courbe des taux de fécondité présente une légère concavité après 35 ans. Entre la première et la seconde génération, les taux de fécondité des femmes âgées de plus de 35 ans ont chuté de près de 26 %. Enfin, la contribution des femmes de plus de 30 ans à la descendance finale légitime est de 47 % pour la première génération, descend à 43 % pour la seconde génération, s'effondre à 31 % pour la troisième génération et n'est plus que de 24 % pour la dernière génération. Dans la « course à la contraception », les verriers paraissent légèrement en avance sur les houilleurs, mais à la traîne de la petite bourgeoisie. Toutefois, comme l'indique le paramètre « m » et la part relative de la fécondité au-delà de 30 ans de la génération 1853-1862, les verriers semblent avoir comblé leur retard, voire même dépassé la petite bourgeoisie, dans l'efficacité de la prévention des naissances.

Les femmes de la petite bourgeoisie nées entre 1823 et 1833 semblent déjà contrôler leur fécondité. Les taux de fécondité des deux premières générations ne présentent pas de grandes différences, si ce n'est entre 20 et 24



ans<sup>22</sup>. Qu'importe, pour les deux premières cohortes, les taux de fécondité des femmes de la petite bourgeoisie âgées de plus de 30 ans sont 23 % moins élevés que ceux des femmes de houilleurs et 18 % inférieurs à ceux des femmes de verriers. Pour ces générations de femmes, nées avant 1843, la fécondité après 30 ans n'explique plus que 41 % de la descendance finale légitime.

En résumé, le déclin de la fécondité légitime apparaît dans les rangs de la petite bourgeoisie dès la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Mais, avec la génération 1843-1852, soit durant les années 1870, le contrôle volontaire des naissances dans le mariage s'impose définitivement à toutes les classes sociales.

### 3.3.2. *Les taux de fécondité selon l'âge de la mère au premier mariage. Un malthusianisme plus résolu chez les verriers que chez les houilleurs ?*

En régime non-malthusien, quel que soit l'âge au mariage de la femme, les taux de fécondité par âge ne présentent pas de grandes différences. En d'autres termes, la fécondité varie peu selon la durée du mariage. Ce n'est plus le cas en régime de fécondité contrôlée, où les femmes s'efforcent de limiter les naissances dès que le nombre d'enfants « désirés » est atteint. Les taux de fécondité diminuent rapidement avec l'âge, alors que les femmes mariées plus tardivement se distinguent, à âge égal, par une fécondité plus élevée. Vérifions ces relations.

Nous ne considérerons, pour chaque groupe socioprofessionnel, que deux générations – 1823-1842 et 1843-1862 – afin de réduire les aléas statistiques liés à la désagrégation des données. Pour la même raison, nous ne distinguerons que les femmes mariées avant et après 25 ans.

Pour les femmes de houilleurs et de verriers nées entre 1823 et 1842, aucun signe de limitation volontaire des naissances n'apparaît réellement. Qu'elles se marient avant ou après 25 ans, la descendance légitime ne se modifie guère (tableau 78). L'âge au mariage, et donc la durée de celui-ci, n'exerce aucune influence sur l'intensité de la fécondité légitime. En outre,

22 Le taux de fécondité des femmes âgées de 20-24 ans accuse une diminution de plus de 25 % entre les deux premières générations. Ce taux de fécondité peu élevé explique en grande partie la différence de descendance finale légitime entre ces deux générations. Gardons néanmoins à l'esprit le risque d'aléas statistiques dû au problème des petits nombres.

les courbes des taux de fécondité selon l'âge de la mère et selon l'âge au mariage présentent, tant chez les houilleurs que chez les verriers, un tracé convexe (figure 92). Nous sommes donc bien en présence de deux populations que nous pouvons qualifier de « non malthusiennes ». Ce n'est plus le cas des femmes de la petite bourgeoisie. Pour celles qui se sont mariées après 25 ans, les taux de fécondité selon l'âge sont quasiment identiques à ceux des femmes de houilleurs et de verriers. Inversement, pour celles qui ont convolé en justes noces avant cet âge, les taux de fécondité déclinent rapidement et quasi linéairement avec l'âge. Au terme de leur vie génésique, la descendance légitime de ces femmes est sensiblement inférieure à celle des femmes du même groupe socioprofessionnel mariées plus tardivement. Pour les femmes de la petite bourgeoisie nées entre 1823 et 1842, la durée du mariage exerce un effet indéniable sur les comportements de fécondité, que l'on peut déjà, dans ce cas, qualifier de « malthusiens ».

Avec la génération 1843-1862, le contrôle des naissances se renforce parmi la petite bourgeoisie et se généralise chez les houilleurs et les verriers. Comme pour les analyses précédentes, la convergence des indices ne laisse planer aucun doute. Par rapport à la génération précédente, la descendance finale des femmes mariées avant 25 ans a diminué de 45 % chez les verriers et de 38 % pour les houilleurs et la petite bourgeoisie. Les naissances surviennent dès les premières années du mariage et ensuite, dès que le nombre d'enfants souhaité est atteint, les couples adoptent des comportements contraceptifs. Pour les trois groupes socioprofessionnels, la descendance légitime des femmes mariées avant 25 ans est d'ailleurs sensiblement moins élevée que celle des femmes mariées plus tardivement (tableau 78).

Au-delà de ces tendances générales, la prévention volontaire des naissances semble un peu plus timorée chez les houilleurs que chez les verriers, alors que pour la génération 1823-1842, les comportements de ces deux groupes sont quasiment indissociables. Pour les femmes mariées avant 25 ans, la descendance légitime est de 3,5 enfants chez les houilleurs et de 2,9 enfants en moyenne chez les verriers. Au cours des premières années du mariage, la fécondité des verriers est plus élevée que celle des houilleurs, avant de chuter rapidement. Ainsi, vers le milieu de la vie génésique (32,5 ans), les taux de fécondité chez les verriers ont chuté de 64 %, alors que dans le même temps, la diminution est de 48 % chez les houilleurs. Tout semble se dérouler comme si, au début leur vie commune, les couples de verriers maximisaient leur fécondité, atteignaient rapidement le nombre d'enfants



« désirés »<sup>23</sup> avant de recourir résolument à la contraception. Les comportements des couples de houilleurs paraissent plus diffus, moins volontaires. Au début de leur vie génésique, ils sont moins féconds que les verriers, mais après 30 ans, la fécondité des houilleurs est 30 % plus élevée que celle des verriers.

Tableau 78. Les taux de fécondité légitime selon l'âge au mariage des mères et les groupes socioprofessionnels (‰)

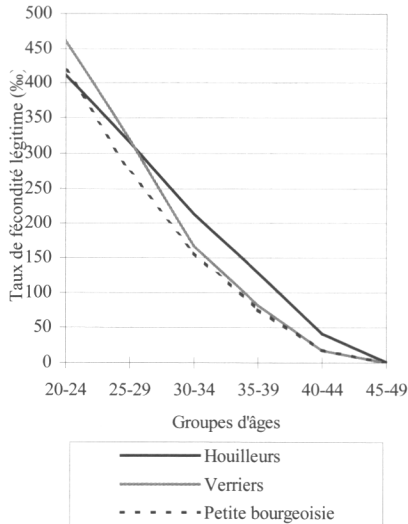
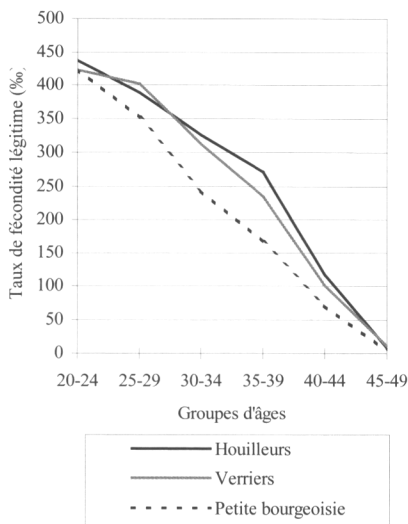
Groupe socio-professionnel	Générations	Age au mariage	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	Desc. légit. Après 25 ans
Houilleurs	1823-1842	avant 25 ans	437	389	326	271	117	9	5,6
		après 25 ans		405	338	254	100	9	5,5
		Total	437	393	330	265	111	9	5,5
	1843-1862	avant 25 ans	411	315	213	128	41	1	3,5
		après 25 ans		352	247	170	61	7	4,2
		Total	411	320	221	138	45	2	3,6
Verriers	1823-1842	avant 25 ans	423	402	312	235	101	11	5,3
		après 25 ans		413	332	239	106	6	5,5
		Total	423	405	319	237	103	9	5,4
	1843-1862	avant 25 ans	461	319	166	81	17	0	2,9
		après 25 ans		425	265	124	36	0	4,2
		Total	461	339	192	92	22	0	3,2
Petite bourgeoisie	1823-1842	avant 25 ans	424	351	244	167	71	4	4,2
		après 25 ans		382	335	214	74	9	5,1
		Total	424	360	282	188	72	6	4,5
	1843-1862	avant 25 ans	418	272	157	76	18	0	2,6
		après 25 ans		379	200	75	19	0	3,4
		Total	418	300	172	76	18	0	2,8
Total	1823-1842	avant 25 ans	432	385	309	246	106	8	5,3
		après 25 ans		402	337	242	95	8	5,4
		Total	432	389	319	245	102	8	5,3
	1843-1862	avant 25 ans	429	308	188	104	29	0	3,1
		après 25 ans		384	240	129	41	3	4,0
		Total	429	322	202	110	32	1	3,3

23 Mais peut-on réellement parler de dimensions souhaitées, d'un projet de taille idéale de famille, compte tenu de l'importante mortalité des enfants. Il s'agit plus vraisemblablement du désir d'éviter de nouvelles naissances en fonction de la survie des enfants déjà nés.

Figure 92. Les taux de fécondité légitime selon l'âge au mariage et le groupe socioprofessionnel

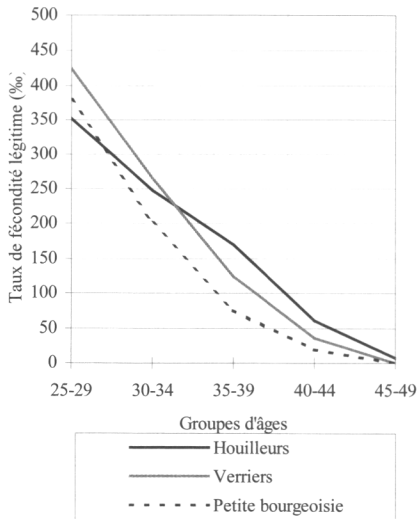
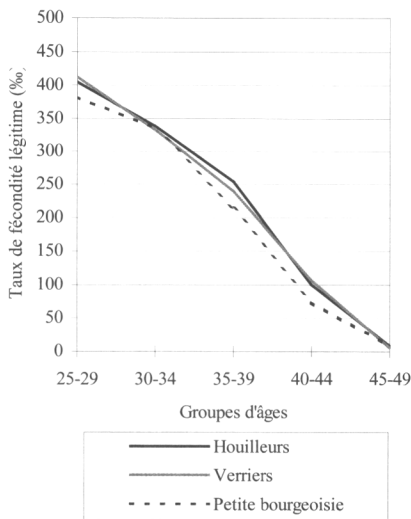
Génération 1823-1842 : femmes mariées avant 25 ans

Génération 1843-1862 : femmes mariées avant 25 ans



Génération 1823-1842 : femmes mariées après 25 ans

Génération 1843-1862 : femmes mariées après 25 ans



### 3.4. *Retard de la première naissance, arrêt de la procréation ou espacement des naissances ? Des stratégies différentes ?*

#### 3.4.1. *La durée de vie génésique des couples diminue de 35 à 41 % selon les groupes socioprofessionnels, entre les générations 1823-1832 et 1853-1862*

Les trois principales méthodes de régulation des naissances sont le retard de la première naissance, l'espacement des naissances et la contraception d'arrêt menée avant le terme de la vie génésique de la femme. A quelle(s) stratégie(s) ont eu recours les familles de houilleurs, de verriers et de la petite bourgeoisie ?

Pour les quatre générations considérées, les houilleurs se distinguent par l'âge moyen à la première naissance le plus bas et par l'âge moyen à la dernière naissance le plus élevé, en d'autres termes, par la durée de vie génésique la plus longue (tableau 79). De la première à la troisième génération, les écarts par rapport aux autres groupes socioprofessionnels augmentent. Pour la génération 1823-1832, la durée de vie génésique de la femme du houilleur est 8 % plus élevée que celle de la femme du verrier et 20 % plus importante que celle de la femme de la petite bourgeoisie. Avec les femmes nées entre 1843 et 1852, les écarts passent respectivement à 16 % et à 30 %.

Si chez les verriers, la première naissance survient quelques mois plus tard que chez les houilleurs (tableau 79), les différences entre ces deux groupes concernent avant tout l'âge à la dernière naissance. Celui-ci est, pour toutes les générations, plus élevé chez les houilleurs que chez les verriers. Avec un âge moyen à la dernière maternité supérieur à 38 ans, on peut considérer que les femmes de houilleurs et de verriers nées entre 1823 et 1832 ne recourent pas encore à une contraception d'arrêt. Avec la cohorte 1833-1842, cet indice a diminué pour les deux groupes, mais il reste confiné aux alentours de 38 ans chez les houilleurs, alors qu'il s'est abaissé à moins de 37 ans chez les verriers. Avec les générations suivantes, les houilleurs comme les verriers optent pour une stratégie d'arrêt afin de limiter leur descendance. L'âge moyen à la maternité a sensiblement diminué par rapport aux générations précédentes, et cette tendance s'accentuera encore avec la cohorte 1853-1862. Toutefois, le recours à cette contraception d'arrêt semble plus résolu et un rien plus précoce chez les verriers que chez les houilleurs.



Tableau 79. Age moyen au 1<sup>er</sup> mariage, à la première naissance et à la dernière naissance selon le groupe socioprofessionnel

Groupe socio-professionnel	Génération	Age au 1er mariage (année)	Age à la 1ère naissance (année)	Age à la dernière naissance (année)	Durée de vie génésique (année)
Houilleurs	1823-1832	24,0	24,5	38,9	14,4
	1833-1842	23,5	23,7	37,9	14,2
	1843-1852	23,0	23,3	35,5	12,2
	1853-1862	23,2	23,5	32,8	9,3
	1823-1842	23,8	24,1	38,4	14,3
	1843-1862	23,1	23,4	34,3	10,9
Verriers	1823-1832	24,5	24,9	38,2	13,3
	1833-1842	23,6	24,0	36,9	12,9
	1843-1852	23,2	23,5	33,8	10,3
	1853-1862	22,8	23,2	31,4	8,2
	1823-1842	24,0	24,4	37,5	13,1
	1843-1862	23,0	23,4	32,6	9,2
Petite bourgeoisie	1823-1832	25,2	25,6	37,1	11,5
	1833-1842	24,1	24,6	35,7	11,1
	1843-1852	24,8	25,5	34,1	8,6
	1853-1862	23,4	24,1	30,9	6,8
	1823-1842	24,6	25,1	36,4	11,3
	1843-1862	24,0	24,7	32,2	7,5
Total	1823-1832	24,3	24,8	38,5	13,7
	1833-1842	23,7	24,0	37,2	13,2
	1843-1852	23,4	23,7	34,6	10,9
	1853-1862	23,2	23,6	31,9	8,7
	1823-1842	24,0	24,3	37,8	13,5
	1843-1862	23,3	23,6	33,3	9,7

Quant aux femmes de la petite bourgeoisie, leur durée de vie génésique chute de 11,5 ans à moins de 7 ans, entre les générations 1823-1832 et 1853-1862. Quelle que soit la génération, les femmes de la petite bourgeoisie arrêtent de procréer plus tôt (tableau 79). Par ailleurs, la durée de leur vie génésique, et par extension leur descendance finale, est également conditionnée par un âge à la première naissance plus tardif que pour les deux autres groupes socioprofessionnels. Au total des quatre générations, les femmes de la petite bourgeoisie se marient et débutent leur maternité en moyenne un an

après les femmes de houilleurs et de verriers.

3.4.2. *Avec la génération 1843-1862, la moitié des femmes de houilleurs et les deux tiers des femmes de verriers et de la petite bourgeoisie clôturent leur vie génésique avant 35 ans.*

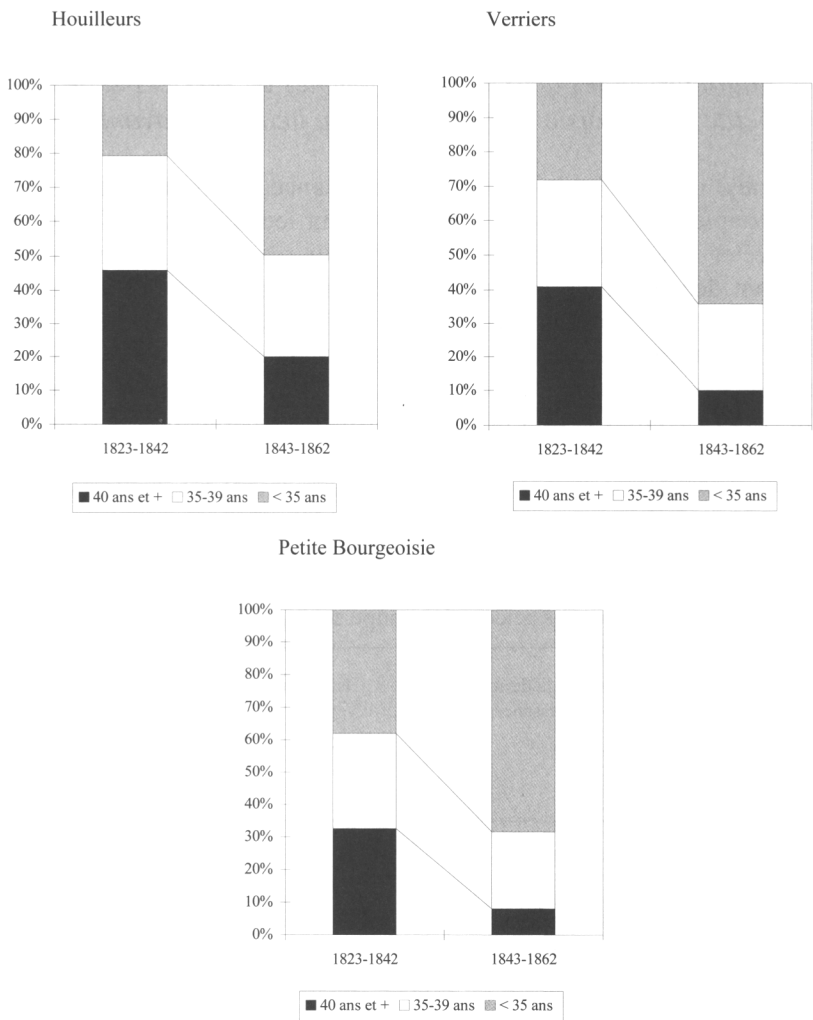
Un âge moyen élevé à la dernière naissance ne signifie pas forcément que les couples ne limitent pas volontairement leur fécondité. Il peut également révéler une contraception de retard qui résulterait du remplacement d'un enfant décédé ou de l'échec des méthodes d'arrêt. En outre, la stérilité physiologique, liée notamment à une fécondité généreuse en début d'union, peut également raccourcir la vie génésique de la femme, précipiter l'âge à la dernière naissance, indépendamment de la volonté explicite du couple (Okun, 1995). L'analyse doit donc être affinée, notamment par l'étude de la distribution des familles selon l'âge à la dernière maternité. Afin d'obtenir des effectifs suffisants, nous avons considéré uniquement les générations 1823-1842 et 1843-1862 (tableau 80 et figure 93).

Tableau 80. La distribution des femmes selon l'âge à la dernière naissance et le groupe socioprofessionnel

Groupe socio-professionnel	Age à la dernière naissance	1823-1842		1843-1862	
		n	%	n	%
Houilleurs	≥ 40 ans	273	45,8 %	93	20,0 %
	35 à 39 ans	199	33,4 %	141	30,3 %
	< 35 ans	124	20,8 %	231	49,7 %
Verriers	≥ 40 ans	71	40,8 %	32	10,1 %
	35 à 39 ans	54	31,0 %	81	25,6 %
	< 35 ans	49	28,2 %	203	64,2 %
Petite bourgeoisie	≥ 40 ans	61	32,6 %	16	8,0 %
	35 à 39 ans	55	29,4 %	47	23,5 %
	< 35 ans	71	38,0 %	137	68,5 %
Total	≥ 40 ans	405	42,3 %	141	14,4 %
	35 à 39 ans	308	32,2 %	269	27,4 %
	< 35 ans	244	25,5 %	571	58,2 %



Figure 93. La distribution des femmes selon l'âge à la dernière naissance et le groupe socioprofessionnel



Pour les femmes nées entre 1823 et 1842, près de 46 % arrêtent de procréer après 40 ans chez les houilleurs, contre 41 % chez les verriers et seulement 33 % parmi la petite bourgeoisie. Pour ce dernier groupe, les femmes qui clôturent leur vie génésique avant 35 ans représentent déjà 38 % de l'ensemble. Pour les femmes de houilleurs et de verriers, cette proportion est respectivement de 21 % et de 28 %. Les différences sont importantes et

témoignent, d'une part, de l'avance prise par la petite bourgeoisie sur les deux autres groupes, et d'autre part, du retard des houilleurs par rapport aux verriers dans l'application de la contraception d'arrêt. Avec la génération 1843-1862, les écarts entre les groupes se maintiennent et les comportements des verriers se désolidarisent de plus en plus de ceux des houilleurs. Néanmoins, pour tous les groupes socioprofessionnels, un changement radical s'est opéré. Ainsi, chez les houilleurs, près de la moitié des femmes met au monde son dernier enfant avant 35 ans et 20 % d'entre elles seulement accouchent une dernière fois après 40 ans. Pour les verriers et la petite bourgeoisie, environ les deux tiers des femmes clôturent leur vie génésique avant 35 ans, alors que celles qui la prolongent au-delà de 40 ans sont très largement minoritaires (tableau 80, figure 93).

En résumé, avec la génération de naissance 1843-1852, la stratégie d'arrêt se généralise à tous les groupes socioprofessionnels, même si les différences observées témoignent de l'efficacité et de la résolution de leur contraception spécifique. Mais, dans ce schéma, quel est le rôle de l'espacement des naissances ?

### 3.4.3. *Les houilleurs pratiquaient un malthusianisme moins résolu que celui des verriers*

L'interprétation des intervalles intergénésiques est délicate. Plus les intervalles sont longs, plus se marquerait la volonté de réguler la fécondité en espaçant les naissances. Or, c'est sans compter l'influence des éventuels facteurs physiologiques (fécondabilité, mortalité intra-utérine, stérilité...) et sociologiques (normes en vigueur à propos de la sexualité et du sevrage des enfants) qui rythment le temps qui s'écoule entre deux maternités. Ainsi, compte tenu des seuls facteurs physiologiques, la longueur des intervalles intergénésiques augmente naturellement avec le rang de naissance et le nombre d'enfants déjà nés. L'analyse comparative de ces indices requiert donc le contrôle de ces deux dernières variables, et par extension, la désagrégation des données. Surgit alors le problème de la représentativité des paramètres calculés et de leur valeur statistique. Comme de coutume, on fusionnera les générations deux par deux.

Entre les générations 1823-1842 et 1843-1862, les intervalles intergénésiques diminuent pour tous les groupes socioprofessionnels, quel que soit le rang de naissance ou le nombre d'enfants déjà nés (tableau 81). L'espacement des naissances ne joue donc aucun rôle dans la baisse de la



fécondité observée entre les deux générations. La contraception d'arrêt semble bel et bien le principal, si pas l'unique, instrument de la limitation volontaire des naissances.

Il est possible de vérifier l'impact des principales méthodes de régulation des naissances sur l'évolution de la fécondité légitime grâce à la formule suivante<sup>24</sup> :

$$N_i = 2 + \left( \left( \frac{ADN - APN - D_i}{L_i} \right) \times (1 + j) \right)$$

Nous avons pris comme référence la génération 1823-1832 et les valeurs de ses différents paramètres. La valeur de chacun des paramètres des autres générations fut injectée dans l'équation de référence, les deux autres paramètres restant constants. On peut ainsi mesurer l'effet qu'il produit sur la fécondité. Les résultats, rapportés au tableau 82, ne souffrent d'aucune ambiguïté. Pour tous les groupes socioprofessionnels, le déclin de la fécondité légitime procède de l'arrêt et non de l'espacement des naissances ou encore du retard à la première naissance. On notera que l'augmentation du dernier intervalle intergénéral, observée dans tous les groupes socioprofessionnels, exerce une influence négative sur l'intensité de la fécondité, mais celle-ci est presque insignifiante comparée au rôle déterminant joué par la diminution de l'âge à la dernière maternité. Cela confirme le caractère volontaire du contrôle de la fécondité, mais davantage chez les verriers et parmi la petite bourgeoisie que pour les houilleurs.

Cela ne signifie pas pour autant que la durée moyenne s'écoulant entre deux naissances d'un rang déterminé soit équivalente chez les houilleurs, les verriers ou parmi la petite bourgeoisie. En d'autres termes, au sein d'une même génération, certains couples ont pu réguler le rythme de leurs naissances en jouant sur leur espacement tout en contrôlant leur descendance finale par une stratégie d'arrêt, dès que le nombre d'enfants « désirés » est atteint. Observons, pour chaque groupe socioprofessionnel et chacune des générations de naissance, deux types de familles, celles ayant mis au monde de trois à cinq enfants<sup>25</sup> et celles comptant entre 6 et 10 enfants nés vivants.

<sup>24</sup> Cette formule et son interprétation ont été développées au chapitre 2, point 3.2.2.

<sup>25</sup> Ainsi définies, ces familles ne sont pas, à priori, affectées par une sous-fécondabilité ou des problèmes de stérilité précoce.

Tableau 81. Intervalles intergénésiques, âge à la première naissance et âge à la dernière naissance, selon le groupe socioprofessionnel et le nombre d'enfants nés vivants

Groupe socio-professionnel	Génération	Nbr enfants nés-vivants	Familles (nbr. abs.)	Familles (%)	Intervalles intergénésiques (en mois)					Age au 1 <sup>er</sup> mariage (année)	Age à la 1 <sup>ère</sup> naissance (année)	Age à la dernière naissance (année)	Durée de vie génésique (année)
					Int. moyen	n1-n2	n2-n3	n3-n4	Ad-D				
Houilleurs	1823-1842	3 à 5	162	26,5 %	42,9	35,1	35,2	38,5	51,6	24,9	25,2	35,6	10,4
		6 à 10	351	57,4 %	30,9	25,9	27,5	29,4	38,3	23,5	23,8	40,3	16,5
	1843-1862	3 à 5	178	37,2 %	39,5	30,6	33,7	41,2	49,8	23,4	23,7	33,2	9,5
		6 à 10	178	37,2 %	30,4	24,1	26,4	26,9	40,1	22,6	22,8	38,3	15,5
Verriers	1823-1842	3 à 5	51	28,0 %	38,9	31,1	32,1	36,0	47,9	25,6	26,2	35,6	9,4
		6 à 10	89	48,9 %	29,4	23,3	26,3	27,9	38,2	23,5	23,8	39,9	16,1
	1843-1862	3 à 5	155	47,7 %	35,9	26,5	29,6	37,0	45,3	23,3	23,8	31,7	7,9
		6 à 10	102	31,4 %	28,5	22,8	24,0	26,8	40,5	22,2	22,2	36,7	14,5
Petite bourgeoisie	1823-1842	3 à 5	87	44,6 %	35,8	30,2	35,0	34,0	42,4	25,1	25,8	35,0	9,2
		6 à 10	68	34,9 %	29,9	23,2	25,1	26,4	45,0	24,0	24,5	40,2	15,7
	1843-1862	3 à 5	99	46,1 %	38,5	28,0	32,3	42,2	47,9	24,1	24,7	33,3	8,6
		6 à 10	29	13,5 %	27,6	21,7	22,8	24,0	32,1	23,2	23,5	37,7	14,2
Total	1823-1842	3 à 5	300	30,3 %	39,1	31,8	34,7	36,8	48,3	25,1	25,5	35,4	9,9
		6 à 10	508	51,4 %	30,6	25,1	27,0	28,8	39,2	23,5	23,9	40,2	16,3
	1843-1862	3 à 5	432	42,4 %	38,0	28,5	31,9	40,1	48,6	23,5	24,0	32,7	8,7
		6 à 10	309	30,3 %	29,9	23,5	25,7	27,1	40,0	22,5	22,7	37,7	15,0

Considérons la génération de naissance 1823-1842 et attardons-nous au cas des familles réduites à 3-5 enfants, à priori contraceptrices. En occultant l'impact des facteurs physiologiques, si l'espacement des naissances n'intervient pas dans la régulation des naissances, les intervalles intergénési-ques ne devraient pas varier en fonction de la dimension des familles. Or, quel que soit le groupe socioprofessionnel, les intervalles intergénési-ques des petites familles sont sensiblement plus longs que ceux pratiqués par les familles nombreuses, à rang de naissance équivalent (tableau 81). C'est chez les houilleurs que cette différence est la plus marquée. Ainsi, l'intervalle moyen est de 43 mois pour les petites familles et de 31 mois pour les familles plus importantes. Chez les verriers, l'écart entre les intervalles intergénési-ques moyens de ces deux types de familles est de 10 mois, alors qu'il est légèrement inférieur à 6 mois pour la petite bourgeoisie. En outre, pour les trois groupes socioprofessionnels, les familles de petite taille se caractérisent aussi par des âges au mariage et à la première naissance plus élevés et par un âge moyen à la dernière naissance plus bas (tableau 79). En d'autres termes, pour ces couples, on retarde le premier mariage, on espace davantage les naissances et on pratique une stratégie d'arrêt lorsque la taille de la famille a atteint une certaine dimension, bref on use des trois méthodes classiques de régulation et de contrôle des naissances.

Au-delà de cette tendance générale, observe-t-on des différences significatives entre les familles réduites de houilleurs, de verriers et de la petite bourgeoisie ? L'âge moyen à la dernière naissance est de 35,6 ans chez les houilleurs comme chez les verriers. Inversement, les houilleurs se marient plus précocement et étalent davantage leurs naissances. On notera que pour les familles de grande taille, c'est également chez les houilleurs que les intervalles intergénési-ques sont les plus longs. Et pour la petite bourgeoisie ? Ce sont les femmes de la petite bourgeoisie qui pratiquent le malthusianisme le plus résolu, comme en témoignent un âge moyen à la dernière maternité plus précoce et des intervalles intergénési-ques plus courts que chez les houilleurs et les verriers.

Pour la génération 1843-1862, les familles réduites se distinguent toujours des familles nombreuses par des intervalles intergénési-ques plus longs, par un âge au premier mariage plus tardif et par un âge à la dernière naissance plus précoce. Néanmoins, par rapport à la première génération, ces différents paramètres ont évolué à la baisse dans les trois groupes socioprofessionnels. En d'autres termes, les freins de l'âge au mariage et de l'espacement des naissances se sont relâchés, alors que la contraception d'arrêt s'est renforcée. Néanmoins, entre les houilleurs et les verriers, des



différences significatives subsistent. Des intervalles intergénésiques plus longs, un âge moyen à la dernière maternité plus tardif confirment que les houilleurs pratiquaient un malthusianisme un peu plus hésitant que celui des verriers.

Tableau 82. L'impact respectif des différentes méthodes de régulation des naissances sur la baisse de la fécondité légitime selon les différents groupes socioprofessionnels

Population	Générations	Age à la dernière naissance (année)	Age à la première naissance (année)	Intervalle inter gènesique moyen (année)	Dernier intervalle intergènesique	Nombre moyen d'enfants
Houilleurs	1823-1832	38,9	24,5	2,6	3,6	6,3
	1833-1842	37,9	23,7	2,5	3,4	6,3
	1843-1852	35,5	23,3	2,6	3,9	5,2
	1853-1862	32,8	23,2	2,6	3,7	4,3
	L'impact des différents paramètres par rapport à la première génération (%)					
	1833-1842	- 6,3	5,0	0,6	1,1	0,5
	1843-1852	- 21,3	7,5	- 0,5	- 2,3	16,5
	1853-1862	- 38,2	8,1	- 0,7	- 1,1	31,9
Verriers	1823-1832	38,2	24,9	2,5	3,1	6,2
	1833-1842	36,9	24,0	2,5	4,0	5,6
	1843-1852	33,8	23,5	2,3	3,8	4,8
	1853-1862	31,4	23,2	2,3	3,4	4,1
	L'impact des différents paramètres par rapport à la première génération (%)					
	1833-1842	- 8,6	5,9	- 0,4	- 6,4	- 9,4
	1843-1852	- 29,0	9,2	4,5	- 4,9	- 20,1
	1853-1862	- 44,8	11,2	4,5	- 2,1	- 31,2
Petite bourgeoisie	1823-1832	37,1	25,6	2,7	3,4	5,1
	1833-1842	35,7	24,6	2,4	3,8	5,1
	1843-1852	34,1	25,5	2,4	3,7	4,0
	1853-1862	30,9	24,1	2,5	4,1	3,1
	L'impact des différents paramètres par rapport à la première génération (%)					
	1833-1842	- 10,4	7,4	6,8	- 3,1	0,8
	1843-1852	- 22,3	0,7	6,0	- 2,4	- 18,0
	1853-1862	- 46,1	11,1	3,6	- 5,0	- 36,3
Total	1823-1832	38,5	24,8	2,6	3,5	6,0
	1833-1842	37,2	24,0	2,5	3,6	5,9
	1843-1852	34,6	23,7	2,5	3,9	4,9
	1853-1862	31,9	23,6	2,5	3,7	3,9
	L'impact des différents paramètres par rapport à la première génération (%)					
	1833-1842	- 8,4	5,2	1,9	- 1,1	- 2,5
	1843-1852	- 25,3	7,1	2,7	- 2,6	- 18,0
	1853-1862	- 42,8	7,8	2,4	- 1,6	- 34,1



#### 4. Conclusions

Plusieurs conclusions peuvent être dégagées de cette analyse du déclin de la fécondité légitime dans le bassin industriel de Charleroi, selon les trois groupes socioprofessionnels distingués : les houilleurs, les verriers et la petite bourgeoisie.

Il ne fait aucun doute que la baisse de la fécondité légitime s'est d'abord amorcée dans les rangs de la petite bourgeoisie. Les indices convergent et démontrent que dès la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les couples de la petite bourgeoisie tentaient de limiter leur descendance. Pour cette classe sociale hétéroclite, ce qui importe, ce n'est pas le grand nombre d'enfants à mettre au travail très jeune, mais la possibilité d'assurer l'ascension sociale intergénérationnelle en misant sur l'éducation. En revanche, pour les houilleurs comme pour les verriers, il y avait un investissement intéressé sur la progéniture. Pourtant, avec une génération de retard au moins sur la petite bourgeoisie, le mouvement de contrôle volontaire des naissances se déclenche chez les verriers, avant de toucher le monde de la mine<sup>26</sup>.

L'évolution de ce processus, d'un groupe socioprofessionnel à l'autre, plaide en faveur du principe de la diffusion culturelle de l'innovation – le contrôle volontaire de la fécondité par une stratégie d'arrêt – du sommet de la pyramide sociale vers sa base. Ce n'est là qu'une apparence, fondée uniquement sur l'évolution des paramètres moyens. Dans tous les groupes socioprofessionnels, il existe pour chaque génération de naissance une proportion plus ou moins importante de couples qui ont une descendance limitée, qui contrôlent volontairement leur fécondité. La pratique et les techniques sont connues et la diminution des indices moyens résulte uniquement de l'extension du contrôle des naissances. Le mouvement s'accélère et se généralise à tous les groupes socioprofessionnels avec la génération de femmes nées après 1843, celles dont la majeure partie de la vie génésique se déroule durant la grande dépression économique des années 1873-1892. Plutôt qu'un processus de diffusion culturelle, le déclin de la fécondité légitime dans le milieu industriel carolorégien procéderait plutôt d'une stratégie d'adaptation des comportements reproducteurs à une modification radicale des conditions socio-économiques.

26 René Leboutte (1988), dans le cas des bassins industriels liégeois abouti à la même conclusion lorsqu'il distingue les houilleurs, les armuriers et la petite bourgeoisie.



**Chapitre 5.**  
***Le déclin de la fécondité***  
***dans le bassin industriel de Charleroi***  
***et la dépression économique***  
***des années 1873-1892***



**1. La rupture décisive se situe au cours des années 1878-1882**

***1.1. De l'analyse longitudinale à l'analyse transversale***

Dans le milieu industriel de la région de Charleroi, la limitation volontaire des naissances s'amorce avec la génération 1833-1842 et s'intensifie pour les femmes nées entre 1843 et 1852, celles dont la vie génésique se déroule durant la crise économique des années 1873-1892. R. Leboutte observe les mêmes séquences dans les bassins industriels en aval de Liège (1988, p. 391) : « *La baisse irréversible de la fécondité est imputable aux couples qui se sont formés entre 1860 et 1870 et qui étaient en pleine période féconde lorsque la dépression des années 1873-1890 les a frappés* ». S'agit-il d'une pure coïncidence événementielle, d'un simple télescopage chronologique ? Ou alors existe-t-il une relation de cause à effet entre la baisse décisive de la fécondité et la crise économique ?



Pour répondre à cette question, il convient à la fois de resserrer la chronologie, en considérant des générations groupant cinq années, et surtout, d'étudier l'évolution de la fécondité sous un éclairage transversal.

### *1.1.1. Un ultime retour vers l'analyse longitudinale*

Dans les chapitres précédents, nous nous sommes attachés à démontrer les mécanismes de la baisse de la fécondité en considérant des générations regroupant dix années d'observation. La rigueur statistique et une plus grande sécurité dans l'analyse et l'interprétation de paramètres dérivant d'effectifs plus nombreux l'emportèrent sur la précision chronologique. A présent, recentrons l'analyse sur des générations de cinq ans. Bien que l'on dispose encore d'une moyenne de 250 familles et de 1 300 naissances par génération, nous ne présenterons ici que quelques indices synthétiques, l'essentiel étant de déceler les ruptures et les tendances.

Pour les générations de femmes nées entre 1823 et 1837, la descendance finale légitime reste largement supérieure à sept enfants en moyenne. Deux décrochages apparaissent ensuite (tableau 83 et figure 94). Le premier concerne la génération de naissance 1838-1842, dont la descendance finale flirte avec le seuil des sept enfants en moyenne par femme. Cet indice synthétique diminue encore avec les générations suivantes, avant de subir une seconde cassure, avec la génération de femmes nées entre 1858 et 1862. La descendance légitime de ces femmes n'est plus que de 4,3 enfants en moyenne. Quoi qu'il en soit, la première rupture correspond aux femmes dont une grande partie de la vie féconde se déroule durant la dépression économique de 1873-1892, alors que le second décrochage concerne les couples qui se sont formés vers 1883-1887, durant les années les plus critiques de la crise.

La limitation volontaire des naissances s'est d'abord amorcée parmi les femmes âgées de plus de 35 ans (tableau 83 et figure 95). Dès la génération 1838-1842, la fécondité légitime des femmes de plus de 35 ans est en chute libre. On soulignera que la vie féconde de ces femmes se déroule entre 1873 et 1892. Pour cette tranche d'âges, la diminution des taux de fécondité se poursuivra avec les générations suivantes à un rythme soutenu. Le mouvement s'enraye avec la génération née entre 1858 et 1862, mais la fécondité légitime des femmes âgées de plus de 35 ans a atteint un niveau très bas, 80 % inférieur à celui de la cohorte initiale.



Tableau 83. Les taux de fécondité légitime (‰) par groupe quinquennal d'âges et par génération

Ages	1823-1827	1828-1832	1833-1837	1838-1842	1843-1847
20-24	456	429	426	424	424
25-29	401	393	376	386	379
30-34	333	304	328	311	267
35-39	284	239	257	203	149
40-44	130	105	105	71	55
45-49	12	9	6	5	2
Desc. finale (20-49 ans)	8,1	7,4	7,5	7,0	6,4

Ages	1848-1852	1853-1857	1858-1862	1863-1867	1868-1872
20-24	454	424	410	308	322
25-29	338	335	248	265	252
30-34	199	208	138	121	163
35-39	139	97	57	74	58
40-44	38	31	7	12	0
45-49	1	1	0	0	0
Desc. finale (20-49 ans)	5,9	5,5	4,3	3,9	4,0

Pour les femmes âgées de 25 à 35 ans, la diminution de la fécondité légitime apparaît timidement avec la génération des femmes nées entre 1843 et 1847, mais se renforce avec la génération suivante. Les femmes de ces générations atteignent 25 à 35 ans entre 1868 et 1887. Enfin, pour les femmes âgées de moins de 25 ans, la baisse de la fécondité légitime est plus tardive. Le mouvement ne s'enclenche réellement qu'avec la génération 1858-1862, soit pour les femmes dont le début de la vie génésique survient entre 1873 et 1887. En résumé, d'une génération à l'autre, et à des âges de plus en plus précoces, la réduction volontaire des naissances intervient en pleine dépression économique.

Figure 94. L'évolution de la descendance finale légitime, par génération de cinq ans

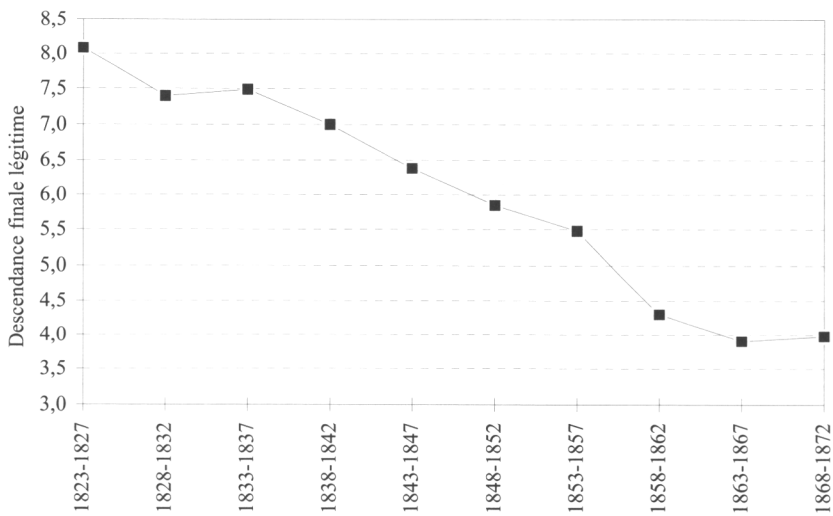
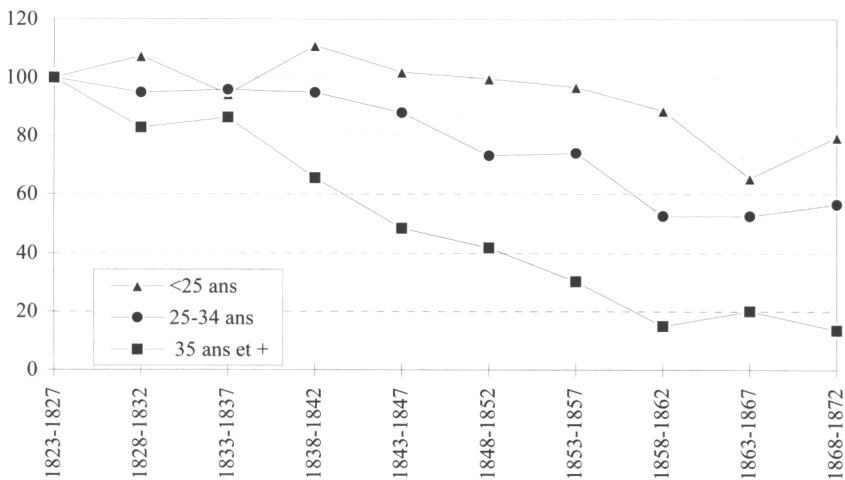


Figure 95. L'évolution relative de la fécondité légitime selon l'âge et par génération de cinq ans (1823-27 = 100)



### 1.1.2. Difficultés et apport de l'analyse transversale de la fécondité

L'approche longitudinale de la fécondité autorise une analyse très fine des comportements procréateurs et des stratégies spécifiques de limitation des naissances, mais entretient un certain flou chronologique quant à la datation des événements. L'explication de la transition de la fécondité ne peut s'en dispenser, surtout si l'on suppose que ce phénomène démographique peut se modifier au gré de conjonctures précises. Il est indispensable de combiner l'analyse longitudinale à une analyse transversale de la fécondité (Bideau et al, 1988). Cette dernière ne peut malheureusement se satisfaire des seuls indices de fécondité mis au point par A.J. Coale<sup>1</sup>. Pourquoi ? Tout d'abord parce qu'il s'agit d'indices synthétiques, de moyennes qui ne tiennent pas compte des comportements spécifiques de fécondité selon l'âge ou la durée de mariage. Ensuite, ces indices transversaux sont tributaires de la disponibilité des structures par âge selon l'état matrimonial de la population féminine. Or, ces structures ne sont disponibles en moyenne que tous les 10 ans, à l'occasion du recensement de la population, et toutes les communes ne sont pas concernées.

Quant à « l'approche monographique », par la reconstitution des familles, « [...] trop peu d'études fournissent des résultats transversaux ou permettent au moins de réaménager les données dans une perspective d'analyse du moment » (Bideau et Bardet, 1988, p. 377). La constitution de notre échantillon tient compte de cet impératif. Bien sûr, l'analyse transversale est plus complexe, moins « naturelle » que l'approche longitudinale ; il faut se jouer des effets de troncature, prendre garde à utiliser le dénominateur le plus adéquat... D'une manière optimale, nous pouvons fournir des indices de fécondité du moment pour la période s'étendant de 1863 à 1892, à condition de centrer l'analyse sur les femmes âgées de 25 à 44 ans. En considérant des périodes quinquennales d'observation, il faut calculer, pour chaque génération de cinq ans, les taux de fécondité selon l'âge de la mère et la période d'observation.

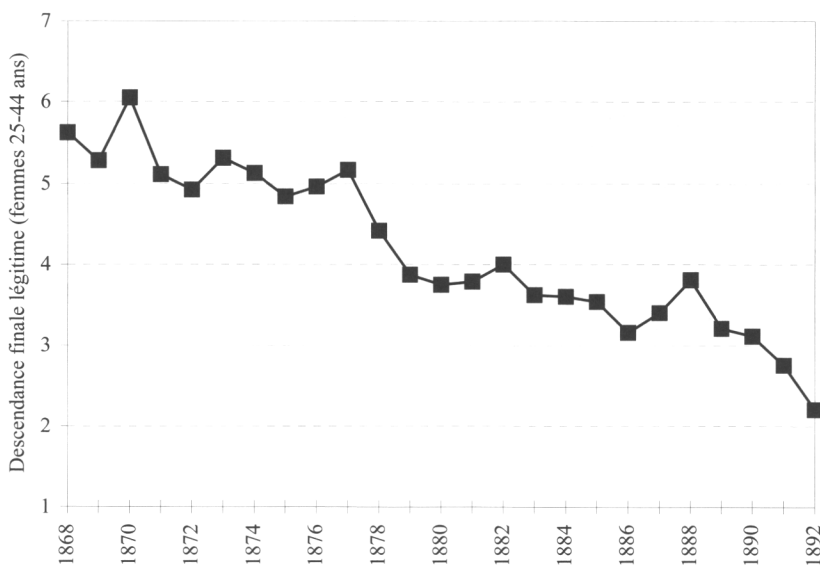
1 Pour une analyse critique de ces indices et de leur utilisation dans le cadre de la Belgique du 19<sup>e</sup> siècle, on se référera à la première partie, chapitre 3, point 2.1.

## 1.2. Dans le milieu industriel carolorégien, la baisse décisive de la fécondité se situe vers 1877-1880

### 1.2.1. Entre 1868-1872 et 1878-1882, les descendance générale et légitime chutent de plus de 25 %

Quand s'amorce la baisse irréversible de la fécondité dans le bassin industriel de Charleroi ? Le tableau 84 présente une série de taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges et par période de cinq ans. Ces taux transversaux ont été calculés à partir de données longitudinales, ce qui justifie l'existence, pour certaines périodes d'observation, de séries incomplètes. En ne retenant que les taux de fécondité des femmes âgées de 25 à 44 ans, les séries ne sont réellement homogènes que pour la période 1863-1897. Pour cette tranche d'âges et pour la période couvrant les années 1868-1892, les descendance légitimes par année civile ont également été calculées (figure 96).

Figure 96. L'évolution annuelle de la descendance finale légitime des femmes âgées de 25-44 ans



Jusqu'en 1873, le descendance légitime des femmes âgées de 25 à 45 ans reste supérieure à 5 enfants en moyenne. Depuis 1868, au moins, on perçoit une très légère baisse des indices synthétiques de fécondité et cette tendance se poursuit d'ailleurs durant les premières années de la crise économique. Entre les périodes 1868-1872 et 1873-1877, la descendance légitime a diminué de 6 % (tableau 84). A priori, rien de bien significatif. Mais le mouvement de baisse se prolonge et surtout se radicalise à partir de 1877. Entre 1877 et 1880, l'indice synthétique de fécondité a chuté de 5,2 à 3,8 enfants en moyenne par femme, soit une diminution supérieure à 25 % (figure 94). Au cours des années 1880, la baisse de la fécondité est moins spectaculaire. Mais qu'importe, le mouvement est enclenché et rien ne l'arrêtera. En 1893-1897, les femmes ont, en moyenne, deux fois moins d'enfants que trente ans plus tôt. Si la fécondité fléchit timidement dès les premières années de la crise, la rupture décisive se situe à la charnière des décennies 1870 et 1880.

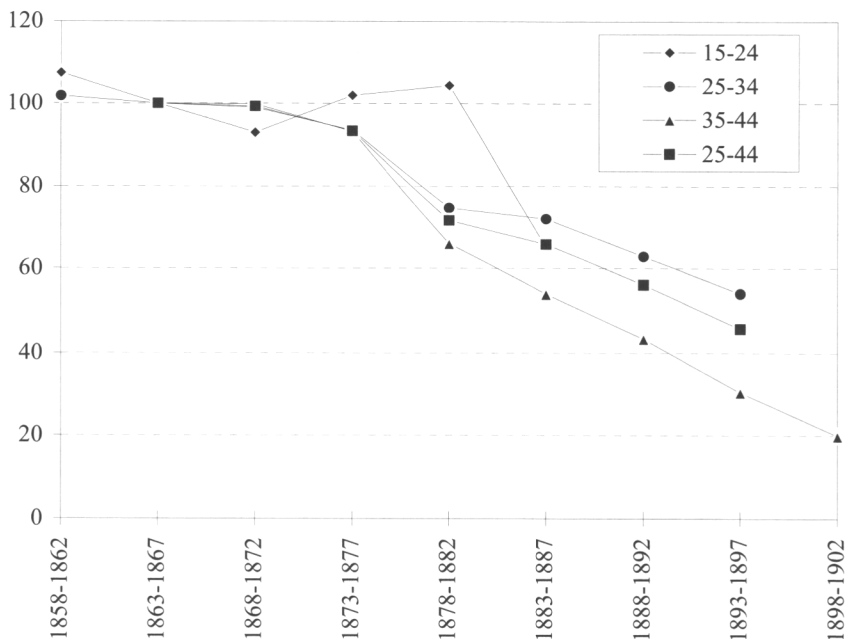
Tableau 84. Les taux de fécondité légitime et la descendance légitime par groupe quinquennal d'âges et par période d'observation de cinq ans (‰)

Ages	1853-57	1858-62	1863-67	1868-72	1873-77	1878-82	1883-87	1888-92	1893-97	1898-02
Tx de fécondité										
15-19	319	507	424	403	429	493	187			
20-24	471	422	440	399	452	409	376	386		
25-29	392	419	366	386	369	304	322	251	280	
30-34		301	341	314	291	225	188	193	102	200
35-39			246	264	236	172	134	120	81	58
40-44			127	108	111	74	67	42	32	16
45-49				12	9	6	5	2	3	1
Descendance										
15-24	3,95	4,65	4,32	4,01	4,41	4,51	2,82			
25-34		3,60	3,54	3,50	3,30	2,65	2,55	2,22	1,91	
35-44			1,86	1,86	1,74	1,23	1,01	0,81	0,57	0,37
20-44			7,60	7,36	7,30	5,92	5,44	4,96		
25-44			5,40	5,36	5,04	3,88	3,56	3,03	2,48	
30-44			3,57	3,43	3,19	2,36	1,95	1,78	1,08	1,37

Et selon l'âge ? A l'exception des femmes de moins de 25 ans, les tendances générales décrites ci-dessus s'observent pour tous les autres groupes d'âges. Les mêmes séquences se répètent : diminution lente de la fécondité dès le début de la crise, accélération brutale du mouvement en 1878-1882 et

perpétuation de la baisse au cours des années suivantes. Focalisons-nous sur la période de décrochage et comparons les taux de fécondité par groupe d'âges des années 1868-1872 à 1878-1882. Entre 1868-1872 et 1873-1877, la fécondité baisse avec la même lenteur, pour chaque tranche d'âges (figure 97).

Figure 97. L'évolution des taux de fécondité légitime entre 1858 et 1902 (1863-1867 = 100)

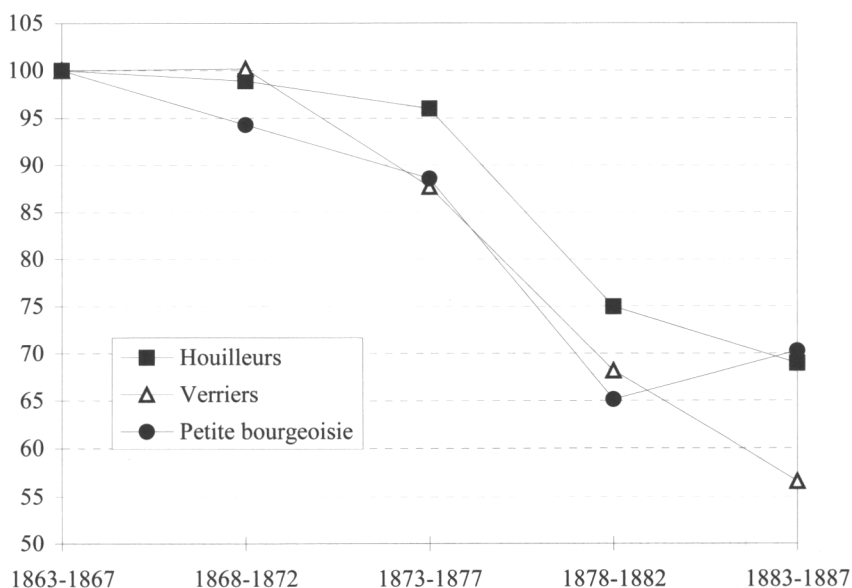


Avec la période quinquennale suivante, celle de la rupture décisive, les rythmes de baisse se diversifient. La diminution des taux de fécondité générale comme légitime est d'autant plus rapide que les femmes sont âgées. Le contrôle volontaire des naissances est donc plus volontaire, plus résolu chez les femmes plus âgées, celles dont la descendance est déjà partiellement constituée au moment où sévit la dépression économique. Il ne s'agit donc pas d'un refus de l'enfant - dans ce cas, il est fort probable que les taux de fécondité diminueraient avec la même intensité pour tous les groupes d'âges - mais plutôt de la volonté de limiter sa descendance ou du désir d'éviter de nouvelles naissances.

### 1.2.2 La baisse de la fécondité apparaît d'abord parmi la petite bourgeoisie et chez les verriers

L'analyse longitudinale semblait démontrer que le contrôle volontaire des naissances était d'abord apparu parmi la petite bourgeoisie, puis chez les verriers, avant de s'étendre aux houilleurs. L'approche transversale confirme-t-elle cette séquence ? Avant que ne débute la crise économique, la petite bourgeoisie se caractérise par une fécondité inférieure à celle des deux autres groupes socioprofessionnels (tableau 85). Nous ne disposons malheureusement pas d'information nous permettant de calculer des taux de fécondité du moment pour les années antérieures à 1863. Néanmoins, comme le laisse supposer la convergence des indices longitudinaux, il est probable que dès la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les comportements malthusiens ont pénétré les rangs de la petite bourgeoisie.

Figure 98. L'évolution de la descendance légitime des femmes âgées de 25 à 44 ans selon le groupe socioprofessionnel et la période d'observation (1863-1867 = 100)



Quant aux houilleurs et aux verriers, l'intensité de leur fécondité, entre 1863 et 1872, est en tout point comparable. Mais dès les premières années de



la crise, leurs comportements respectifs se désolidarisent (figure 98). En 1873-1877, la fécondité des femmes de verriers âgées de 25 à 44 ans accuse une baisse de plus de 12 % par rapport à la période quinquennale précédente. Dans le même temps, chez les houilleurs, la diminution n'atteint pas 3 %. Dans l'hypothèse où une relation de cause à effet existe entre la baisse de la fécondité et la dépression économique des années 1873-1892, les verriers sont plus prompts à réagir que les houilleurs. Chez les premiers, la réaction est quasi instantanée, alors que les seconds semblent temporiser. Mais dès 1878-1882, les houilleurs adoptent, avec autant de détermination que les verriers ou la petite bourgeoisie, des comportements malthusiens (figure 96).

Tableau 85. Les descendances légitimes par période d'observation et selon le groupe socioprofessionnel

Groupe socioprofes.	Groupe d'âges	1858-62	1863-67	1868-72	1873-77	1878-82	1883-87	1888-92
Houilleurs	25-34	3,57	3,54	3,54	3,37	2,65	2,65	1,06
	35-44		1,97	1,91	1,92	1,48	1,15	
	25-44		<b>5,51</b>	<b>5,45</b>	<b>5,29</b>	<b>4,13</b>	<b>3,80</b>	
Verriers	25-34	3,98	3,46	3,59	3,33	2,65	2,30	0,64
	35-44		2,07	1,95	1,52	1,12	0,83	
	25-44		<b>5,53</b>	<b>5,54</b>	<b>4,85</b>	<b>3,77</b>	<b>3,13</b>	
Petite bourgeoisie	25-34	3,30	3,60	3,19	3,04	2,63	2,66	0,39
	35-44		1,48	1,60	1,46	0,68	0,91	
	25-44		<b>5,08</b>	<b>4,79</b>	<b>4,50</b>	<b>3,31</b>	<b>3,57</b>	
Total	25-34	3,60	3,54	3,50	3,30	2,65	2,55	0,81
	35-44		1,86	1,86	1,74	1,23	1,01	
	25-44		<b>5,40</b>	<b>5,36</b>	<b>5,04</b>	<b>3,88</b>	<b>3,56</b>	

1.2.3. *Contraception d'arrêt et espacement des naissances durant la crise économique*

Nous avons observé précédemment que la limitation des naissances, parmi les générations contraceptrices, procédait avant tout d'une stratégie

d'arrêt, caractérisée par la diminution de l'âge moyen à la dernière maternité et par des proportions de plus en plus élevées de femmes « stériles » au-delà de 35 ans. Par ailleurs, d'une génération à l'autre, l'âge moyen à la première naissance ou au premier mariage a légèrement diminué, alors que les naissances étaient moins espacées. L'analyse transversale confirme-t-elle ces tendances, ou alors permet-elle de déceler des comportements spécifiques aux années de crise, occultés par l'approche longitudinale ?

Durant les années de crise, observe-t-on une diminution sensible de l'âge à la dernière naissance et une augmentation de la proportion de femmes n'ayant plus d'enfant après 35 ans ? Nous avons sélectionné les femmes âgées de 25 à 45 ans accouchant une dernière fois au cours des périodes quinquennales s'étalant de 1863 à 1887 (tableau 86). Entre 1863 et 1872, l'âge moyen à la dernière naissance n'évolue guère et atteint près de 37 ans. Mais dès la période quinquennale suivante, au moment où s'amorce la crise économique, l'âge moyen à la dernière maternité passe sous le seuil de 36 ans. La baisse se poursuit et s'intensifie au cours des périodes suivantes, le cap des 35 ans est franchi entre 1878 et 1882 et celui des 34 ans, entre 1883 et 1887. Les années de crise se caractérisent bien par une diminution sensible de l'âge à la dernière naissance, par une radicalisation de la stratégie d'arrêt. Cette tendance se confirme si l'on considère la proportion de femmes n'ayant plus d'enfant après 35 ans. Rappelons que selon L. Henry (1970), cet indicateur est préférable à l'âge moyen à la dernière maternité. Cette proportion augmente d'abord régulièrement, entre 1863 et 1877, puis brutalement entre 1878 et 1882 (tableau 86).

Durant les années de crise, les intervalles protogénésiques et intergéné-siques ont-ils eu tendance à se rallonger ? En période de précarité, les couples ont-ils différé les naissances, en espérant une embellie ? « *La question est d'importance, car, si la réponse était positive, cela conduirait à supposer qu'il existait dans l'esprit des gens mariés une sorte de potentialité contraceptive, un malthusianisme latent qui s'éveillait sporadiquement* » (Bideau et Bardet, 1988, p. 379). Comment procéder pour fournir une mesure transversale de l'espacement des naissances ? Nous avons d'abord sélectionné les couples ayant une descendance finale de trois à sept enfants. Il est en effet inutile de considérer les familles ayant une progéniture trop nombreuse, car compte tenu de la durée d'exposition au risque de procréer, la possibilité de réguler le rythme d'espacement de leurs naissances était réduite. Le rang de naissance ayant, par ailleurs, une influence non négligeable sur la longueur des intervalles intergéné-siques, nous avons calculé la



Tableau 86. Stratégie d'arrêt et espacement des naissances par période d'observation

Indicateurs	Valeurs et effectifs	1863-67	1868-72	1873-77	1878-82	1883-87
Age à la dernière naissance (femmes âgées de 25 à 44 ans)	Valeur (année) <i>nbr. femmes</i>	36,7 250	36,6 209	35,8 312	34,8 279	33,9 296
% de femmes stériles après 35 ans (femmes âgées de 25 à 44 ans)	Valeur (%) <i>nbr. femmes</i>	29,6 250	35,4 209	39,7 312	48,4 279	50,7 296
Intervalle protogénésique (tous rangs de naissance) (uniquement les conceptions survenant au moins 8 mois après le mariage)	Valeur (mois) <i>nbr. naissances</i>	15,0 111	15,6 98	13,7 114	15,2 111	20,9 84
Intervalle intergénésiq ue *(uniquement pour les femmes ayant de 3 à 7 enfants) entre :						
n1 et n2	Valeur (mois) <i>nbr. naissances</i> )	29,8 165	28,0 165	25,2 181	26,1 145	28,8 135
n2 et n3	Valeur (mois) <i>nbr. naissances</i> )	34,0 149	33,3 170	28,8 158	36,3 166	37,2 158
n3 et n4	Valeur (mois) <i>nbr. naissances</i> )	35,1 124	36,0 147	34,7 144	34,7 125	37,3 102
n4 et n5	Valeur (mois) <i>nbr. naissances</i> )	36,1 96	37,8 101	35,2 120	36,0 90	36,0 77
n5 et n6	Valeur (mois) <i>nbr. naissances</i> )	37,6 77	35,8 58	33,6 88	41,2 54	44,6 57
Intervalle moyen (n1 à n6)	Valeur (mois) <i>nbr. naissances</i> )	33,9 611	33,5 641	30,8 691	33,8 580	35,7 529

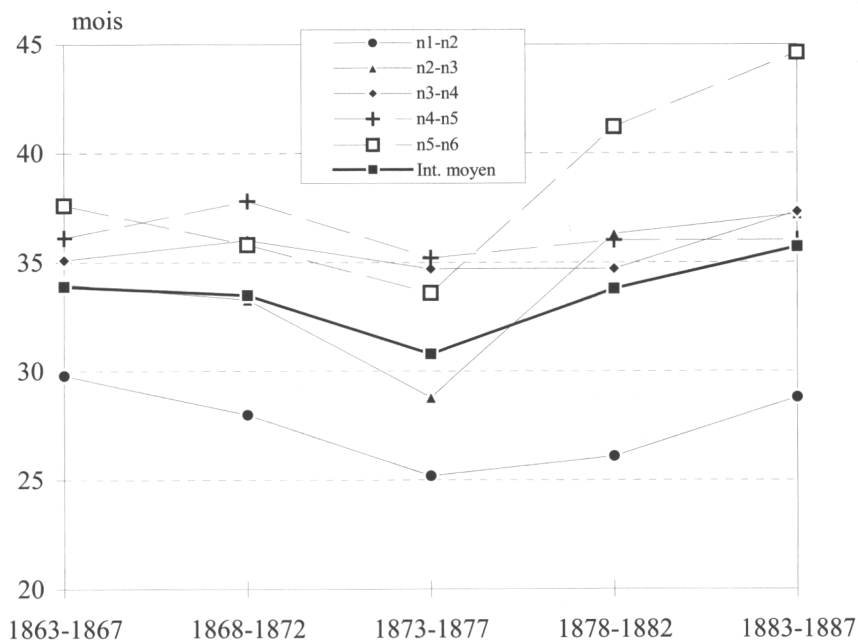
\* différence entre les naissances de rang  $n$  et  $n-1$ , lorsque  $n$  se situe entre  $t$  et  $t+5$

Entre 1863 et 1877, quel que soit le rang de naissance, l'intervalle protogénésique<sup>2</sup> et les intervalles intergénésiques diminuent. Puis subitement, à

2 Les intervalles protogénésiques sont calculés, quelle que soit la taille finale des familles, pour toutes les premières naissances survenant au moins huit mois après la date du mariage.

partir de 1878, et sans exception, ils augmentent. Au plus fort de la crise industrielle, les couples adoptent une contraception d'arrêt, contrôlent leur descendance finale mais aussi le rythme de la procréation, en espaçant davantage leurs naissances. Les deux stratégies se combinent durant les années de crise (figure 99).

Figure 99. Les intervalles intergénéraliques pour les femmes ayant mis au monde de 3 à 7 enfants, par période d'observation



En conclusion, la baisse de la fécondité survient au même moment que la grande dépression économique des années 1873-1892. Amorcé timidement durant les premières années de la crise, le mouvement se radicalise et s'intensifie entre 1878 et 1882. A ce moment, les femmes de tous âges et les couples de toutes conditions sociales sont concernés. En admettant qu'il existe un lien entre l'évolution de la fécondité et la crise économique, tous les groupes auraient donc répondu en même temps à la nécessité d'adapter leur comportement de fécondité à un contexte socio-économique nouveau. Au départ, il s'agirait avant tout d'une réaction à une situation de crise plutôt qu'une décision mûrement réfléchie, résultant d'un projet de taille idéale de

famille préparé dès le début du mariage. En un mot, la limitation des naissances serait, de prime abord, une réponse conjoncturelle. Mais la généralisation et l'irréversibilité du processus en feront un phénomène de génération. On rencontre ainsi, successivement et par ordre d'ancienneté, des générations non-contraceptrices, dont la totalité de la vie féconde se déroule avant 1873, des générations « initiatrices » pour lesquelles le contrôle volontaire des naissances s'enclenche chez les femmes les plus âgées, au moment où leur vie génésique rencontre les événements de 1873-1896, et enfin, des générations contraceptrices dont les années procréatrices correspondent aux années de crise. En d'autres termes, la dépression économique aurait servi de catalyseur, de détonateur à un mouvement de baisse de la fécondité. Mais loin d'être un phénomène éphémère, s'éclipsant lorsque reviennent les jours meilleurs, la limitation volontaire des naissances perdure, s'intensifie et se généralise. Réponse presque immédiate à un contexte socio-économique dégradé, la baisse de la fécondité dans les milieux industriels et surtout l'irréversibilité du mouvement témoignent aussi d'un changement de mentalité, d'une modification radicale de comportements et d'attitudes à l'égard de la procréation et de l'enfant.

## 2. La dépression économique de 1873-1892 et la baisse de la fécondité dans le bassin industriel de Charleroi : de la théorie explicative aux faits

Formulée par A. Landry, dans les années 1930, reprise et développée notamment par F. Notestein et A. Coale après la Seconde Guerre mondiale, la théorie de la transition démographique a déjà fait couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui encore, elle constitue une source intarissable de discussions, de critiques et de recherches. Notre propos n'est pas ici de décrire la genèse de la théorie de la transition démographique, pas plus que de synthétiser les multiples essais d'explication de la baisse irréversible de la fécondité<sup>3</sup>, ni les innombrables controverses qu'ils ont suscitées. Bornons-nous à constater que si la multiplication des études, l'accumulation de données, le développement d'indices et de techniques complexes d'analyse nous donnent, aujourd'hui, une représentation plus fine des faits, tant dans leur déroulement chronologique que dans leurs clivages géographiques,

3 A ce sujet, on se référera notamment à Chesnais (1986), Cleland et Wilson (1987), Perrenoud (1991), Leboute (1995b), Tabutin (1980a,b ; 1985).

l'hétérogénéité des situations observées n'autorise, à ce jour, aucune explication unilatérale de la baisse de la fécondité dans le contexte occidental des 18e, 19e et début du 20e siècles.

Grâce à l'enquête de l'*Office of Population Research de Princeton*<sup>4</sup>, on dispose aujourd'hui d'une vision synthétique et transversale des changements démographiques survenus depuis la seconde moitié du 19e siècle pour environ 700 circonscriptions administratives. L'un des principaux résultats de ce monumental travail est d'avoir démontré que la transition de la fécondité s'est amorcée dans des contextes économiques et sociaux très différents, alors qu'elle s'est propagée, presque simultanément, dans les mêmes univers culturels, parfois géographiquement très éloignés les uns des autres (Coale et Watkins, 1986 ; Noin, 1989). L'explication socio-économique du déclin de la fécondité, qui prévalait jusqu'alors, fut battue en brèche, par l'explication idéologico-culturelle. Il est cependant admis que l'industrialisation, ou plus largement, la modernisation de la société, constitue un contexte propice, mais pas nécessaire à la baisse irréversible de la natalité et de la fécondité.

Notre objectif ici se borne à tenter d'expliquer les raisons qui ont poussé le prolétariat et la bourgeoisie industrielle de la région de Charleroi, au tournant des décennies 1870 et 1880, à restreindre leur descendance. Dans un premier temps, nous interrogerons des « témoins éclairés » de l'époque - la plupart sont sociologues ou statisticiens-démographes - qui, avant A. Landry ou F. Notestein, se sont penchés sur les raisons de la baisse de la natalité et de la fécondité. Ensuite, nous verrons comment leurs propos, leurs explications ont été relayés par des travaux récents. Enfin, nous confronterons l(es) hypothèse(s) explicative(s) à l'épreuve des faits.

## 2.1. *De la pauvreté de masse à la relative abondance de masse*

### 2.1.1. *Baisse de la fécondité et développement socio-économique : l'industrialisation constitue un contexte favorable mais pas nécessaire au déclin de la fécondité*

La limitation volontaire des naissances s'est produite dans le même espace-temps que d'autres transformations ou évolutions radicales de la

4 Pour la synthèse des résultats, on se référera à Coale et Watkins (1986).

société. Citons notamment l'industrialisation, l'urbanisation, la déchristianisation, le développement de l'instruction, l'émergence des démocraties... (Leboutte, 1995b), bref un ensemble de changements que l'on englobe généralement sous les termes génériques de « développement » ou de « modernisation ». Selon la théorie classique de la transition démographique, la modernisation de la société est le principe moteur du déclin de la fécondité. D. Tabutin (1985, p. 358) résume fort bien le modèle explicatif qui domine pendant de longues années la théorie de la fécondité :

« Schématiquement, il faut « développement » ou « modernisation » [...] pour avoir évolution de la fécondité. Qui dit développement [...] dit urbanisation, industrialisation, division, spécialisation et monétarisation du travail, augmentation rapide de l'instruction et du travail féminin salarié, augmentation de la consommation, baisse préalable de la mortalité, apparition d'institutions non familiales [...], bref tout un ensemble de phénomènes qu'a connus l'Occident du XIX<sup>e</sup> siècle. Tout cela entraîne rapidement des changements d'aspirations, de normes et de comportements, tant vis-à-vis de l'enfant (son travail et son coût) que de la femme (son statut) ou du groupe familial (passage à une famille très nucléaire, plus indépendante et plus affective), et tout cela conduit naturellement à des normes plus basses de fécondité, et donc à l'adoption de nouveaux comportements en matière d'espacement ou d'arrêt de la fécondité ».

Certains travaux récents, notamment ceux de l'enquête de Princeton, ont réfuté cette thèse et ont démontré que la modernisation ne constitue pas un préalable nécessaire à la baisse de la fécondité. Mais ce concept de modernisation n'a-t-il pas été progressivement raboté d'une partie de son contenu initial, réduit et amalgamé au seul développement économique ? Car, pour A. Landry<sup>5</sup>, pour les grands penseurs sociaux européens de la fin du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle, il n'est pas question de réduire la modernisation de la société au simple développement économique et d'en dissocier tout ce qui relève du domaine du socioculturel ou du « mental » (Chesnais, 1986). Quoi qu'il en soit, développement économique et déclin de la fécondité ne vont pas forcément de pair : le cas de la France, où la fécondité diminue au 18<sup>e</sup> siècle dans un contexte de relatif « sous-développement » économique, et celui de l'Angleterre, où la fécondité demeure élevée à un stade

5 Pour A. Landry, le principe fondamental qui explique la baisse de la natalité est celui de la « rationalisation de la vie »

« [...] laquelle est elle-même une conséquence du développement de l'instruction, peut-être aussi du recul de la foi, et enfin, vraisemblablement, d'une évolution nécessaire de l'être humain et de ses facultés [...]. Enfin il convient de faire une place, dans cette théorie nouvelle de la population qu'il s'agit de construire, à l'influence de l'idée de progrès » (Landry, 1934, pp. 185-186).



avancé de son industrialisation, sont éloquents. Non seulement les niveaux de fécondité des bassins industriels restèrent longtemps plus élevés que ceux qui caractérisaient d'autres milieux d'habitat, mais il n'est pas exclu que l'industrialisation ait suscité, au moins dans un premier temps, une augmentation de la fécondité. On doit cependant admettre que ces régions industrialisées ont connu, presque au même moment, entre 1870 et 1880, une baisse radicale de leur fécondité.

Le développement socio-économique n'est certainement pas la condition nécessaire à la baisse irréversible de la fécondité, mais il n'en constitue pas moins un contexte favorable qui peut expliquer les faits en longue durée. Mais, comme le signale E. Van de Walle (1969), ce qui fait défaut aux modèles explicatifs, c'est l'absence de précision dans le « timing » des faits, l'ignorance des « facteurs immédiats » qui ont déclenché le mouvement. Il existe selon nous, un faisceau de raisons qui ont poussé les couples à subitement modifier leur comportement de reproduction. Et ces causes, ces explications s'entremêlent et agissent avec des intensités variables selon les contextes locaux, régionaux ou nationaux. Dans les milieux industriels wallons, l'impulsion décisive de la baisse de la fécondité aurait été fournie par la grande dépression économique des années 1873-1892 qui aurait mis en péril la lente amélioration du niveau de vie, dont bénéficiait depuis le milieu du siècle une frange de plus en plus large des populations ouvrières<sup>6</sup>.

Les notions de « bien-être », « d'aisance », « d'élévation du niveau de vie », liées directement ou indirectement à la « modernisation » de la société, sont au centre de bien des tentatives d'explication de la baisse de la natalité et de la fécondité, développées à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle par quelques « observateurs éclairés ». Ces concepts sont également au cœur de l'explication de la baisse de la fécondité dans les milieux industriels wallons, proposée récemment par R. Leboutte.

### 2.1.2. *Bien-être, aisance, niveau de vie et fécondité : une vision malthusienne et une vision transitionnelle*

La relation entre l'élévation du niveau de vie et la fécondité fut considérée tantôt comme négative, tantôt comme positive. Sur ce thème, une vision malthusienne s'opposerait à une vision transitionnelle (Chesnais,

<sup>6</sup> La paternité de cette hypothèse revient au sociologue H. Denis (1842-1913). Elle fut récemment remise au goût du jour et complétée par R. Leboutte.



1986). Selon cette dernière, l'augmentation du niveau de vie exerce une influence déprimante sur la natalité et la fécondité. En 1877, dans un mémoire couronné par l'Académie des Sciences, J. Bertillon (père) attribue la diminution de la natalité en France aux progrès de la civilisation et des richesses. Le statisticien français explique que la baisse de la natalité en France

« [...] paraît être un résultat nécessaire de l'exhaussement du niveau de vie des couches inférieures appelées à la propriété et à une aisance relative ; mouvement qui change peu à peu des prolétaires, c'est-à-dire des faiseurs d'enfants, en propriétaires, c'est-à-dire en hommes très intéressés à conserver leur patrimoine dans son intégrité [...] »<sup>7</sup>.

L'avocat belge M. Ansiaux déclarait en 1896 (p. 175) que :

« [...] l'observation des faits autorise à poser en loi, que l'augmentation durable du confort - telle qu'elle résulterait d'un relèvement progressif de la rémunération du travail - exerce une influence modératrice sur la procréation ».

P. Leroy-Beaulieu (1913, p. 226), professeur au Collège de France, considère que :

« C'est une application de cette loi générale que, dans une population qui atteint une certaine somme d'instruction, de bien-être et qui s'est imprégnée des idées démocratiques, la prolificité diminue ; il est probable qu'il en sera ainsi de plus en plus en Belgique ».

G. Cauderlier (1910) conteste l'impact négatif du développement du niveau de vie sur la natalité. Pour lui, les théories qui soutiennent cette relation ne peuvent justifier, dans un contexte de détérioration économique, le mouvement de baisse généralisée de la natalité de la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Le statisticien français affirme au contraire que le développement de l'aisance « excite » la fécondité. Inversement, la croissance des villes - où les moyens de limiter la fécondité sont mieux connus et davantage pratiqués - et la détérioration de la situation économique, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, expliqueraient la baisse de la fécondité. Se penchant sur les trajectoires démographiques différentes de la Wallonie et de la Flandre à la fin du siècle dernier, G. Cauderlier (1910, p. 340) suppose que

« [...] le tempérament du peuple wallon le porte plutôt, dans les circonstances un peu difficiles, à limiter la fécondité, plutôt que de diminuer les mariages,

7 Extrait cité par G. Cauderlier (1910). Cette théorie est également reprise dans l'ouvrage de J. Bertillon (fils) consacré à « La dépopulation de la France », en 1911.



tandis que chez le peuple flamand, les sentiments religieux s'opposent à cette limitation de la fécondité, et il n'y a recours que lorsqu'il ne peut guère faire autrement ».

### 2.1.3. *La théorie d'Hector Denis : la mutation de la société moderne et l'impact de la dépression économique de 1873-1892*

Pour H. Denis (1899-1900, pp. 8-9), il n'est pas question de dissocier l'interprétation de la baisse de la natalité en Wallonie de la crise économique des années 1873-1892 :

« Les fluctuations que présentent la matrimonialité et la natalité, dans le dernier quart du siècle, ont des connexions si marquées avec le grand ébranlement économique qui se révèle successivement par la hausse et la baisse des prix, qu'on peut en rattacher l'explication, au moins en grande partie, à ces événements ».

Le sociologue belge fut probablement l'un des premiers à formuler une ébauche de théorie explicative du déclin de la fécondité et de la natalité en Belgique. Car la grande dépression économique n'a pas agi seule. Elle a servi de catalyseur et son action prolongée se combine avec celle des « causes profondes dérivant des tendances progressives de notre civilisation économique ». Plus précisément :

« [...] le salaire réel moyen, exprimant la somme des jouissances de la famille ouvrière, s'est accru dans la seconde moitié de ce siècle ; il s'est opéré une adaptation graduelle à un « standard of life » supérieur, et une tendance de plus en plus persistante à le maintenir. Par là même, les progrès de l'individuation ont contrarié la multiplication de l'espèce. [...] Et nous pouvons enregistrer comme une acquisition de la science positive que, lorsque le salaire réel a reçu une amélioration suffisamment prolongée pour fixer « l'habitude » d'un mieux-être appréciable, la représentation de la perte, pour soi et pour sa descendance, de l'avantage acquis éveille des sentiments d'égoïsme ou d'altruisme familial qui retardent les unions et contrarient la reproduction de l'espèce. A des degrés plus élevés du bien-être, ces sentiments peuvent atteindre une telle intensité, qu'ils refoulent d'une manière aussi excessive qu'immorale l'instinct de la reproduction » (Denis, 1899-1900, p. 11).

Le mérite et l'originalité de la théorie développée par H. Denis sont, d'une part, d'avoir dépassé les simples relations mécaniques entre le niveau de vie et la fécondité, et d'autre part, d'avoir réussi à concilier les visions malthusienne et transitionnelle. L'élément déterminant de son analyse, c'est la crainte de la relégation, de l'émiettement des acquis qui, face à une crise socio-économique qui se prolonge, force à ajuster certains comportements, à



inventer ou réinventer de nouvelles réponses, parmi lesquelles figure le contrôle volontaire de la descendance. Sans référence aux influences éventuelles de la dépression économique, l'hebdomadaire *Le mouvement géographique*, dans des articles parus les 2 et 30 octobre 1910, relaie les propos du sociologue. La baisse de la natalité procède naturellement d'une lutte pour le « mieux-être social » :

« La pauvreté partagée est toujours la pauvreté et la venue d'un dixième convive dans une famille misérable n'enlève qu'une part imperceptible d'un menu, déjà réduit à presque rien, mais auquel ses membres se sont successivement habitués. La fortune divisée n'est plus qu'une demi-aisance, voire de la médiocrité qui, du jour au lendemain, peut déclasser un homme et changer son genre de vie ».

#### 2.1.4. *La remise à jour et le développement de la théorie explicative formulée par Hector Denis*

La théorie explicative développée par Hector Denis fut injustement ignorée (Leboutte, 1991a). Dans un article paru au cours de la Seconde Guerre mondiale, A. Julin et E. Lesoir (1943) y font pourtant référence et y souscrivent largement. Pour eux, également, il ne fait guère de doute que la dépression économique a joué un rôle déterminant dans le déclin de la fécondité en Wallonie. Ces mêmes arguments ont également été évoqués pour expliquer la baisse de la fécondité en Angleterre qui survint entre 1870 et 1890, soit un quart de siècle après « l'ascension décisive » du revenu moyen.

« On avait pris, au cours de la longue période de prospérité précédente, des habitudes de consommation qu'on ne pouvait conserver qu'à grand peine, mais auxquelles il n'était possible de renoncer qu'au prix d'un abaissement intolérable du rang social. Pris en tenaille entre des habitudes de consommation de plus en plus coûteuses et des salaires qui stagnaient ou diminuaient, on en serait venu souvent à résoudre le problème en réduisant les dépenses consacrées aux enfants [...]. La révolution industrielle [...] avait créé [...] l'espoir d'une amélioration durable de leur niveau de vie ainsi que d'une augmentation du nombre et de la qualité des biens de consommation dont la plupart des familles pouvaient disposer. D'où, à la fois, une vue plus nette des avantages d'une famille réduite et un milieu social plus malléable où les méthodes de limitation des naissances trouvaient un terrain favorable » (Wrigley, 1969, pp. 190-191).



De même, dans leur étude sur l'évolution de la fécondité au Massachusetts durant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, Wilcox et Garden (1982) supposent que les natifs ont ajusté leur fécondité en fonction de contraintes pouvant altérer leur niveau de vie. Pour Friedlander, Schellekens et Ben Moshe (1991), la baisse de la fécondité en Angleterre et au Pays de Galles constitue l'une des réponses aux tensions résultant de l'écart entre le niveau de vie « courant » et le niveau de vie espéré. Les salaires réels augmentèrent outre-Manche durant les décennies 1870 et 1880. Au même moment, le niveau de vie dans les milieux ouvriers s'améliora et de plus en plus de familles reconsidérèrent les avantages économiques et sociaux d'une fécondité élevée, afin de conserver les avantages acquis (Schellekens, 1993 ; Woods, 1987).

Récemment, R. Leboutte tira de l'oubli l'analyse proposée, il y a près d'un siècle déjà, par H. Denis. Celle-ci constitue la trame de l'explication de la baisse de la fécondité dans les bassins industriels wallons (Leboutte, 1987, 1988, 1991a...). Très brièvement, l'industrialisation de la Wallonie aurait favorisé le transfert d'une société d'un type ancien, caractérisée par une pauvreté de masse, à la société moderne qui « cultive » une relative abondance de masse. Le passage se serait opéré entre 1850 et 1873. Durant cette période, le niveau de vie s'améliore, les salaires réels augmentent, dégageant un solde positif qui sera destiné chez les uns à l'épargne et chez les autres à des achats qui ne sont plus de première nécessité. Puis survint, à partir de 1873, une période de dépression économique d'une longueur sans précédent. Subitement, les nouvelles habitudes de consommation, les espoirs d'ascension sociale, contractés durant les années de haute conjoncture, sont remis en question. L'impact psychologique de la crise est important. Le spectre des privations et de la pauvreté resurgit. Mais, pour ces pauvres virtuels, il n'est plus question de régresser, de s'accommoder de cette précarité en déplorant la fatalité de leur condition. Désormais, la sauvegarde des acquis, du niveau de vie, passe par une stratégie d'adaptation nouvelle : la limitation des naissances.

Ce transfert d'une « culture de pauvreté de masse » vers une « culture de relative abondance de masse » se double d'un changement de mentalité qui se traduit par de nouvelles habitudes de consommation, mais aussi par un détachement de plus en plus prononcé à l'égard des préceptes de l'Eglise et par une redéfinition du rôle de l'enfant dans le ménage. L'amélioration du niveau de vie des ouvriers les amena à porter un autre regard sur leur progéniture. Les flux de richesses, jusqu'alors ascensionnels, vont progressivement se renverser. La conception de « l'enfant source de richesse » qui avait



prévalu durant des décennies s'estompe et il n'est plus question de reproduire pour l'enfant le modèle social que son père et son grand-père ont connu.

## **2.2. Les faits : de la lente amélioration des conditions de vie ouvrière aux événements tragiques de mars 1886**

Les explications de la baisse de la natalité et de la fécondité durant le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, proposées par H. Denis et R. Leboutte, s'appliquent, selon nous, au cas du bassin industriel de Charleroi. Plus concrètement, trois phases peuvent être distinguées dans le processus explicatif du déclin de la fécondité dans le milieu industriel carolorégien.

- Une phase initiale (1850-1873) de lente amélioration du niveau de vie des populations ouvrières qui, sans être à l'abri du besoin, modifient progressivement leurs habitudes de consommation<sup>8</sup>. C'est la phase de transfert d'une pauvreté de masse à une relative abondance de masse. Durant ces années, la natalité et la fécondité restent élevées dans les milieux industriels, l'enfant demeurant une pièce maîtresse de l'économie des ménages.
- Une phase de crise (1873-1886) durant laquelle, les acquis et les habitudes de la période précédente sont brutalement remis en question. La crise économique se prolonge et s'intensifie, le chômage sévit dans toutes les familles et la misère gagne du terrain. Mais il n'est plus question de s'y résigner<sup>9</sup>. A l'échelle de la famille, des réflexes attentistes voient le jour : les couples diffèrent les naissances, ce qui pourra se traduire, au fil des années de crise, en stérilité définitive, en particulier chez les plus âgés. A ce moment-là, l'enfant n'est plus un bon investissement. En bas âge, l'enfant est davantage une charge qu'un apport financier, et la détérioration de la situation socio-économique n'incite pas les couples à investir sur une progéniture nombreuse, à l'instar de leurs parents. Au cours de cette phase, la régulation des naissances, par espacement ou par arrêt,

8 Cette théorie n'est valable qu'à la condition d'une phase initiale, relativement longue, d'amélioration du niveau de vie. Dans le cas contraire, les crises antérieures auraient pu enclencher la transition de la fécondité.

9 Il s'agit d'une différence importante par rapport aux comportements fatalistes à l'égard des crises précédentes.



s'impose avant tout comme une réponse, à priori momentanée, à un événement conjoncturel.

- Une phase de légitimation et de généralisation des attitudes contraceptives (à partir de 1886). Les mesures sociales décrétées après les grèves et les émeutes ouvrières de 1886 dans les bassins industriels wallons - en particulier la limitation du travail des femmes et des enfants - la sécularisation progressive de la société, le développement de l'instruction, la diminution de la mortalité des enfants, les prises de position de certains groupes politiques, la propagande des associations néomalthusiennes... vont encourager les couples à persévérer dans la voie de la limitation volontaire des naissances.

L'objectif ici est simplement de vérifier, par les chiffres et les témoignages de contemporains, la réalité sociale du monde ouvrier décrite par les trois phases explicatives du processus de baisse de la fécondité.

### 2.2.1. *L'amélioration du niveau de vie des populations ouvrières (1850 - 1873)*

La situation des familles ouvrières s'est-elle améliorée durant la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle ? Pour le prolétariat industriel, le salaire conditionne dans une large mesure l'aisance ou la misère. Encore convient-il de distinguer le salaire nominal - la somme d'argent reçue en rémunération du travail effectué - du salaire réel - le rapport entre le salaire nominal et le prix des denrées de base. Le salaire réel détermine le pouvoir d'achat de l'argent et semble un indicateur plus approprié que le salaire nominal. En effet, une baisse simultanée et dans des proportions similaires du salaire nominal et du prix des denrées de base n'altérera pas, à priori, le niveau de vie. Inversement, une hausse des salaires nominaux, conjuguée à une baisse des prix, augmentera le pouvoir d'achat de la population, alors qu'une diminution de ces mêmes salaires et une augmentation des prix porteront préjudice à son degré d'aisance. Toutefois, si le salaire réel reflète le pouvoir de l'argent, les fluctuations du salaire nominal ont un impact psychologique indéniable sur l'ouvrier ; ce qui importe avant tout, c'est ce que l'on touche à la fin de chaque quinzaine (Leboutte, 1988). Pour A. Julin (1889, p.23),

« [...] par une assez singulière erreur de raisonnement, l'ouvrier est bien plus sensible aux variations du salaire nominal qu'aux variations de prix. Il calcule



son bien-être plutôt d'après la somme d'argent qu'il reçoit que d'après la quantité de denrées qu'il peut se procurer pour cette somme ».

Il est donc essentiel de considérer à la fois les salaires réels et les salaires nominaux.

#### 2.2.1.1. Les salaires nominaux ont augmenté de 1850 à 1873

Comment ont évolué les salaires nominaux jusqu'en 1873 ? Les renseignements sur les salaires, durant les premières décennies du siècle, sont rares et disparates. Dans un article datant de 1939<sup>10</sup>, M. Peeters fournit des séries annuelles de salaires nominaux couvrant la période 1831-1913, pour l'industrie charbonnière, l'industrie métallurgique, l'industrie du zinc, l'industrie cotonnière et l'industrie linière. La figure 100 présente l'évolution annuelle de ces salaires nominaux, en prenant 1860 comme année de référence (1860 = base 100). Si nous considérons la situation moyenne de ces cinq industries, on observe une augmentation presque régulière du salaire nominal entre 1840 et 1871, suivie d'une accélération brutale mais brève entre 1871 et 1873.

Ces tendances concernent aussi les charbonnages, mais la courbe des salaires nominaux se caractérise par des oscillations de grande amplitude qui témoignent d'une grande sensibilité à l'évolution de la situation économique (Puissant, 1980). Après avoir connu une augmentation sensible entre 1830 et 1840, les salaires nominaux diminuent au cours de la décennie suivante et atteignent un plancher en 1848, une année « de misère et de cruelles privations » pour l'ouvrier houilleur (Julin, 1889). Ensuite, les salaires nominaux dans les charbonnages reprennent leur marche ascensionnelle. Celle-ci est toutefois contrariée entre 1855 et 1865, période durant laquelle on peut observer une relative stagnation des salaires, mais ils se maintiennent à un niveau nettement plus élevé qu'entre 1840 et 1850. La période suivante, qui s'étend de 1865 à 1873, peut être considérée comme la plus favorable à l'industrie charbonnière. Le trait marquant de cette période est l'amélioration soudaine et sensible des salaires nominaux entre 1871 et 1873 : en deux années, les gains des houilleurs ont augmenté de près de 60 %. Cette aug

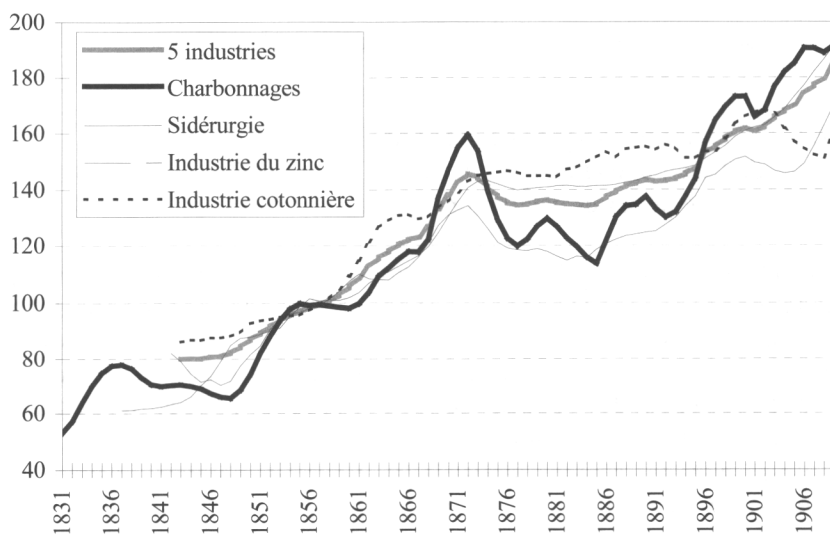
10 Pour les charbonnages, les renseignements proviennent de l'Annuaire statistique ainsi que des rapports envoyés par les ingénieurs des différents charbonnages aux Première (Hainaut) et Seconde (Liège) Inspection des mines. Pour les autres industries, les données ont été glanées dans les registres de quinzaine d'une série de sociétés (cfr la liste dressée p. 390 de l'article).



mentation se marque aussi dans les autres industries, mais avec une moindre ampleur. Avec la fin de la guerre franco-allemande - la Belgique coopéra à la reconstruction de l'appareil industriel de ses voisins et suppléa aux insuffisances de leur production désorganisée - et avec la construction du chemin de fer aux Etats-Unis, l'industrie belge vit des années euphoriques. La demande de produits sidérurgiques s'accroît et se répercute sur le marché du charbon. Mais au fil des commandes, les stocks diminuent et il faut accroître la production. Ces efforts sollicitent fortement le marché de l'emploi alors que les salaires bénéficient d'une hausse considérable (Gadisseur, 1981).

En résumé, de 1850 à 1873, les salaires nominaux ont augmenté. Au-delà de cette tendance générale, les fluctuations des salaires furent parfois brutales, notamment dans l'industrie charbonnière. Le sort de l'ouvrier mineur était donc étroitement influencé par la situation économique. Ce sont les ouvriers à veine, c'est-à-dire ceux chargés de la production, qui subirent le plus violemment les variations de salaire (figure 101). Ils bénéficiaient des augmentations les plus importantes, mais supportaient aussi les baisses les plus prononcées (Henneaux-Depooter, 1959 ; Peeters, 1939).

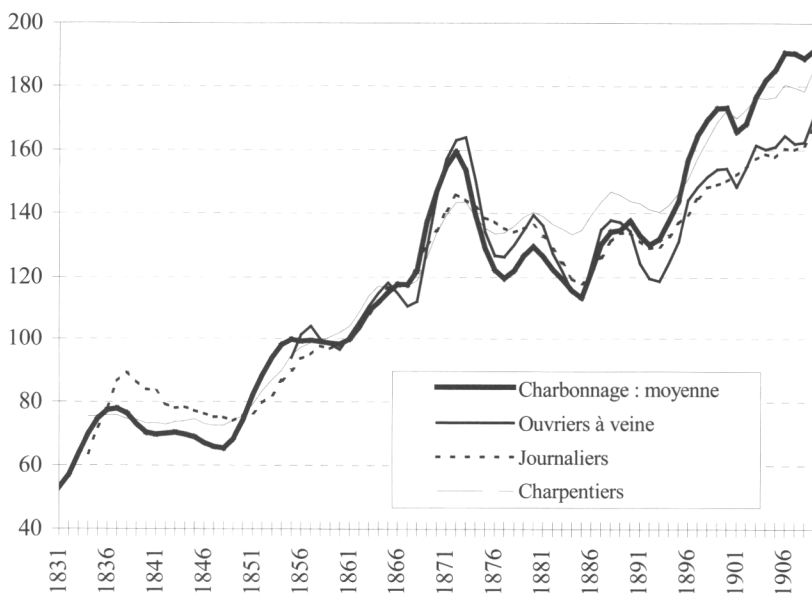
Figure 100. L'évolution des salaires nominaux dans différentes industries, de 1831 à 1910



Source : Peeters (1939) : 1860 = 100 : moyenne mobile sur 5 années



Figure 101. L'évolution des salaires nominaux, de 1831 à 1910, pour quelques professions de la mine



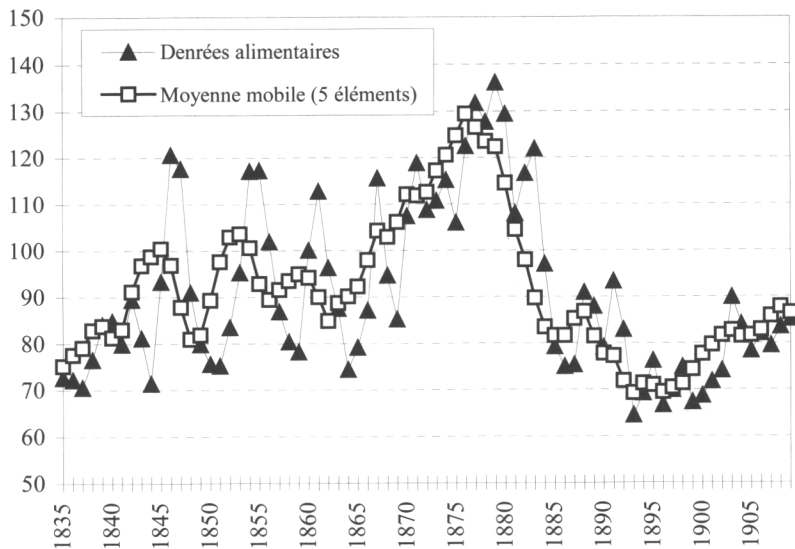
Source : Peeters (1939) : 1860 = 100 : moyenne mobile sur 5 années

#### 2.2.1.2. L'évolution des prix de détail des denrées alimentaires de base : une tendance à la hausse entre 1862 et 1873, malgré de fortes oscillations annuelles

Les séries annuelles de prix de détail des denrées alimentaires sont particulièrement rares au 19<sup>e</sup> siècle (Neiryck, 1943). Les seules séries longues dont nous disposons sont celles établies en 1937 par le professeur F. Michotte. Malheureusement, ces prix proviennent des mercuriales de Louvain et des comptes des bureaux de bienfaisance de la ville. Ils concernent donc essentiellement une région agricole, « [...] or on sait qu'ils sont bien plus élevés dans les régions industrielles, pour les mineurs. Ensuite, ce ne sont pas exactement des prix de détail, mais des prix de faveur, comme tous les prix des bureaux de bienfaisance » (Henneaux-Depooter, 1959, p. 64). Ces prix sont donc, à priori, sous-estimés, mais il faudra s'en contenter, faute de mieux. Nous n'avons retenu que les prix des principales denrées

alimentaires consommées par l'ouvrier, à savoir, les pommes de terre, le pain de froment, la viande, le beurre et le café<sup>11</sup>.

Figure 102. L'évolution des prix de détail des principales denrées alimentaires de l'ouvrier (pain, pomme de terre, beurre, viande et café), de 1831 à 1910



Source : Michotte (1937) : 1860 = 100 : moyenne pondérée des cinq denrées

La figure 102 présente l'indice moyen pondéré<sup>12</sup> des prix de ces cinq denrées alimentaires. Les variations annuelles de ces prix sont importantes et il est facile d'en imaginer les répercussions sur les budgets des familles ouvrières. En « lissant » ces données par des moyennes mobiles, il est

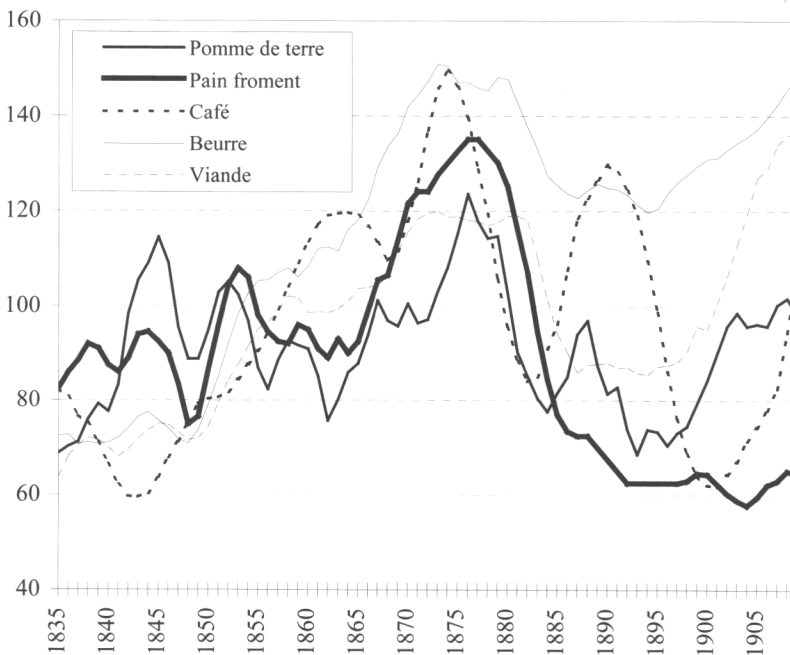
11 Voir à ce sujet, Ducpétiaux (1855), Julin (1889, 1893), Résultats de l'enquête [...] (1869).

12 Nous avons tenu compte de l'importance relative de chacune de ces denrées dans le budget de l'ouvrier. Nous nous sommes référés aux différentes études consacrées à ce sujet (voir note précédente). Le pain et les pommes de terre constituent la base de l'alimentation de la plupart des familles ouvrières. Dans notre calcul, ces deux aliments représentent chacun 45 % du budget. La viande y intervient à raison de 5 %, le beurre de 2,5 % et le café de 2,5 %. Nous avons supposé que ce régime alimentaire ne s'est pas modifié au cours du siècle dernier. Cette hypothèse ne semble guère contraignante, compte tenu de l'inertie relative des normes de consommation ouvrière au 19<sup>e</sup> siècle (Wautelet, 1995).

néanmoins possible de dégager certaines tendances. La période 1845-1857 est marquée par de graves crises alimentaires, liées à la maladie de la pomme de terre et à plusieurs années de très mauvaises récoltes céréalières. Ces carences de la production de pommes de terre et de céréales ne furent pas comblées par un accroissement des importations, pas plus que par l'abondance d'autres produits alimentaires, notamment de la viande de boucherie. La hausse des prix (figures 100 et 101) qui en résulta a occasionné des sacrifices énormes dans les budgets de la classe ouvrière (Eggerickx, 1993).

Entre 1862 et 1873, la tendance générale est à la hausse des prix des aliments de première nécessité. Tous subiront cet effet et seul le prix des pommes de terre connaîtra une relative stagnation entre 1867 et 1873 (figure 103).

Figure 103. L'évolution du prix de détail de quelques denrées alimentaires de base, de 1831 à 1910



Source : Michotte (1937) : 1860 = 100 : moyenne mobile sur 5 éléments

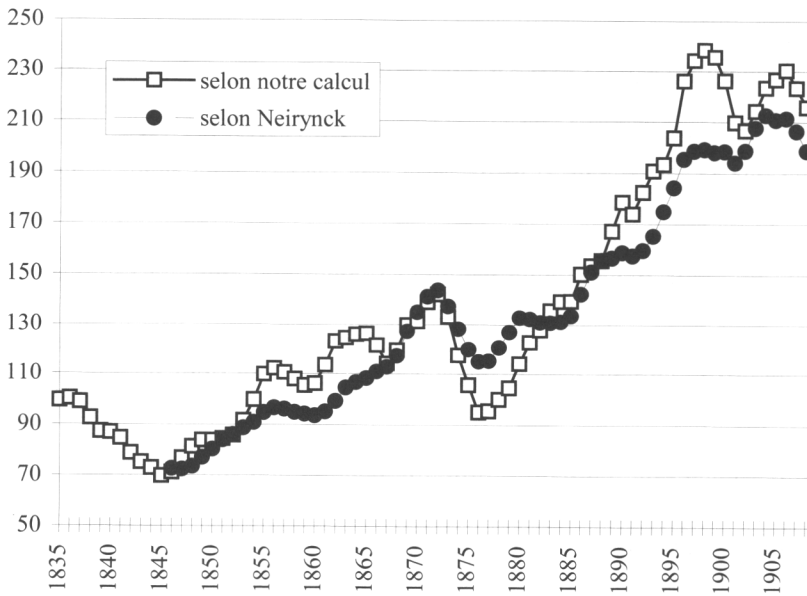
### 2.2.1.3. Les salaires réels : malgré la hausse du prix des denrées alimentaires de base, le niveau de vie des populations ouvrières semble avoir augmenté entre 1850 et 1873

Le calcul du salaire réel est complexe car il exige un minimum de connaissance du budget et des habitudes de consommation de la classe ouvrière (Scholliers, 1991). Pour la Belgique, la série de référence est celle calculée en 1943 par M. Neiryck. Il utilise à la fois les séries de salaires nominaux établies par M. Peeters (1939) et les indices de prix de détail fournis par F. Michotte (1937). Aux critiques formulées ci-dessus quant à l'utilisation de ces prix de détail, nous ajouterons que M. Neiryck emploie l'indice global des prix proposé par F. Michotte. Or, dans cet indice figurent des articles (figues, riz, bois blanc, chêne, cassonade, stock-vish, hareng, morue...) que l'on peut difficilement inclure dans les budgets ouvriers de l'époque. En outre, cet indice général a été établi sur base d'une moyenne géométrique des différents articles, et non à partir d'une moyenne pondérée tenant compte de l'importance relative de ces produits dans la consommation des familles ouvrières. Nous avons donc reconstruit un indice en ne prenant en considération que les principaux aliments de consommation, la plus grande partie des ressources étant absorbée par la nourriture. Cinq produits ont été retenus - les pommes de terre, le pain de froment, le beurre, le café et la viande - et nous leur avons octroyé un poids spécifique (voir note 38). Pour calculer le salaire réel, il suffit alors de rapporter l'indice des salaires nominaux à l'indice global des prix des denrées alimentaires de base (Floud, 1973). Cet indice est néanmoins encore perfectible car d'une part, il dérive exclusivement du salaire individuel et néglige donc les autres sources de revenu familial, et d'autre part, il ne tient pas compte de l'importance des jours chômés<sup>13</sup>.

La figure 104 confronte nos indices de salaires réels à ceux calculés par M. Neiryck. Le profil des deux courbes est globalement similaire, mais certaines tendances sont davantage accentuées dans le cas de notre série. Deux phases se dégagent très nettement. Jusqu'en 1845-1846, les salaires réels diminuent et témoignent d'une dégradation de la condition ouvrière. Ensuite, les salaires réels s'élèvent, mais par paliers successifs : des périodes de relative stagnation succèdent aux périodes de croissance. Quoi qu'il en soit, sur base de ces séries statistiques, le niveau de vie des populations ouvrières s'est globalement amélioré entre 1850 et 1873.

13 Comme le remarque E. Hélin (1990, p. 623), « [...] l'ignorance du nombre de chômeurs est générale avant 1914 ; elle paralyse les supputations ».

Figure 104. L'évolution du salaire réel dans les charbonnages, de 1835 à 1910



Source : Peeters (1939) ; Michotte (1937) : 1860 = 100 :moyenne mobile sur 5 années

#### 2.2.1.4. L'amélioration du niveau de vie et l'apparition de nouvelles habitudes de consommation

Les conclusions qui se dégagent de ces séries statistiques, dont la fiabilité et la pertinence ne sont pas toujours assurées, méritent d'être vérifiées par des informations plus qualitatives. Les propos du docteur Meynne, dans sa topographie médicale de la Belgique, parue en 1865, sont plus nuancés. Tout en reconnaissant que la situation s'est améliorée depuis une vingtaine d'années pour les mineurs et les métallurgistes, ils ne jouissent malgré tout que d'un « bien-être relatif ». *« Mais ce ne sont là, croyons-nous, que d'heureuses exceptions, et qui n'autorisent pas à dire que la position de nos 200 000 familles d'ouvriers inférieurs soit réellement meilleure qu'il y a 30 ou 40 ans »* (p. 551). Selon L. Hennaux-Depooter (1959), les progrès apparents doivent être relativisés, tant il existe des nuances dans la misère et l'aisance. Entre 1860 et 1870, le mineur ne vit ni tout à fait aussi mal que

durant la première moitié du siècle, ni tout à fait aussi mal que les ouvriers d'autres industries. Mais sa condition n'en reste pas moins inconfortable, instable, ballottée au gré des fluctuations de la conjoncture économique.

D'autres témoignages se veulent moins tempérés et stigmatisent avant tout les dépenses de luxe et le désir de « singer » la bourgeoisie en se parant d'effets clinquants et tapageurs. Ce goût des objets de luxe, ce souci de paraître, d'étaler quelques richesses serait un trait caractéristique de la culture du pauvre, comme une forme de compétition sociale (Leboutte, 1988). En 1859, M. Schoenfeld, médecin des mines, constatait que les conditions de vie des mineurs s'étaient améliorées :

« L'élévation du salaire leur permet de pourvoir plus facilement à leurs besoins. Le charbonnier est sans contredit mieux vêtu qu'il ne l'était sous l'ancien régime ; la blouse et le pantalon léger ont fait place au paletot et au bon pantalon de drap. Le luxe a pénétré ainsi dans les familles des houilleurs ; on rencontre parfois des ouvrières en robe du soir le dimanche » (pp. 16-17).

Une dizaine d'années plus tard, le même témoin ajoute :

« [...] qui ne sait pas que l'amour du luxe, le désir de paraître ont pénétré dans toutes les classes de la société ? La vanité a perverti partout l'esprit de beaucoup de monde. Beaucoup de nos hiercheuses ne se contentent plus de bons souliers ferrés, il leur faut des bottines de 18 francs » (Schoenfeld, 1870, p. 23).

Mais le pas décisif est réalisé au début des années 1870 (Vanschoenbeek, 1981). En 1873, les salaires dans les charbonnages atteignent un niveau maximum pour le 19<sup>e</sup> siècle. La progression est fulgurante : en quatre ans, les salaires ont augmenté de plus de 50 % et ils sont, en 1873, près de trois fois plus élevés qu'en 1850. « [...] la Belgique, durant cette époque, a tué le paupérisme qui avait menacé de la détruire entre 1840 et 1850 » écrivait en 1929 le professeur Defourny (p. 271), avec probablement un brin d'exagération. Pour le docteur De Camps (1890, p. 91),

« [...] le travail était rémunérateur, le bien-être se manifestait en bas comme en haut de l'échelle sociale, et du sein des masses aucune plainte ne s'élevait vers les régions du pouvoir. [...] Aucun nuage ne planait à l'horizon de notre situation économique ».

Dans le *Journal de Charleroi* du 31 mars 1886, on pouvait lire que

« L'ouvrier belge, au lendemain de la guerre, gagnait des salaires comme n'en ont jamais rêvé les ouvriers français ; ceux qui ont parcouru le pays de Charleroi à cette époque ont pu voir que les houilleurs, verriers, métallurgistes jetaient



littéralement l'argent par les fenêtres ; les plus petits cabarets vendaient du champagne qu'ils débitaient couramment ».

Intempérant, imprévoyant, le mineur vit au jour le jour, sans se soucier du lendemain. Dès que le salaire s'élève, il dépense sans compter.

« Aux jours de prospérité, [...] on voit alors les ménagères envahir les marchés voisins et s'y disputer, sans compter, les primeurs les plus chères devant lesquelles recule plus d'une bourgeoise » (Gravez, 1893, p. 492).

En résumé, il ne fait guère de doute que le niveau de vie des ouvriers s'est globalement amélioré durant la période 1850-1873, comme en témoigne par exemple l'augmentation du salaire réel. En dépit de quelques grèves et crises sporadiques, cette période fut ponctuée d'une série d'années favorables durant lesquelles les masses ouvrières ont pu goûter à de nouvelles habitudes de consommation. Pendant ces années d'abondance et d'euphorie, en particulier entre 1870 et 1873, les dépenses de luxe se multiplièrent, des besoins nouveaux se créèrent et l'ouvrier entrevit la possibilité de s'élever au-dessus du prolétariat, de se frayer un chemin vers la petite bourgeoisie. La chute n'en sera que plus douloureuse.



### 2.2.2. 1873-1886 : du début de la grande dépression économique aux émeutes ouvrières de mars 1886

La période d'euphorie fut de courte durée. En 1873, le monde industrialisé est secoué par la première grande crise moderne dite de « surproduction ». Suite à l'achèvement du chemin de fer aux Etats-Unis et au redémarrage des appareils de production français et allemands, la Belgique perd ses principaux débouchés extérieurs. Désormais, l'offre de charbon et de produits sidérurgiques dépasse largement la demande, les stocks s'accumulent et, à terme, les rythmes de production se ralentissent. On observe alors une augmentation du chômage qui entraîne une diminution des revenus du ménage. Celle-ci suscite à son tour une nouvelle chute de la demande. La crise a donc affecté tant la production que la consommation, les salaires comme les prix<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> Le mécanisme de la crise économique et ses effets sur la production ont été étudié plus en détail dans la première partie de cet ouvrage. Nous y renvoyons le lecteur.

### 2.2.2.1. La crise de 1873 plonge les masses ouvrières dans la misère

La classe ouvrière ressentit très durement cette crise, d'autant qu'elle succédait à une période au cours de laquelle les salaires avaient augmenté dans des proportions considérables (Gubin et Puissant, 1996). Dans les charbonnages, le salaire nominal chuta de 40 % entre 1873 et 1879. Après une légère embellie, entre 1880 et 1883, la situation s'aggrava à nouveau, et en 1886, les salaires étaient redescendus à leur niveau de 1865 (figure 99). Les autres industries de pointe n'étaient guère mieux loties. Dans la sidérurgie, la baisse des salaires atteignait 17 % entre 1873 et 1886, alors que dans la verrerie, « [...] certains ouvriers souffleurs travaillent à 40 et 50 % de réduction sur le nouveau tarif et ne parviennent plus guère, dans ces conditions, qu'à gagner de 175 à 250 francs/mois » (Poty et Delaet, 1986, pp. 62-63).

Mais une diminution brutale des salaires peut être compensée par une baisse des prix d'achat, et donc ne pas altérer le niveau de vie. Pour A. Julin (1889), la dépréciation de la valeur des marchandises a fait plus qu'équilibrer la baisse des salaires, et l'année 1886, « [...] si désastreuse pour l'industrie charbonnière et au cours de laquelle le salaire nominal éprouva un recul si sensible, ne fut peut-être pas aussi cruelle pour la classe ouvrière qu'on le crut communément » (p. 55). Bien sûr, les prix de détail des denrées de base ont baissé, mais pour les pommes de terre, pour le pain comme pour la viande, le mouvement ne s'est réellement amorcé qu'au début des années 1880 (figures 100 et 101). Les prix de détail restent élevés entre 1873 et 1879, alors que les salaires nominaux se sont effondrés. Inévitablement, les conditions de vie se détériorent, comme l'illustre la diminution du salaire réel de plus de 40 % entre 1873 et 1879. Après quelques années de meilleure conjoncture, la crise redouble et atteint son apogée entre 1883 et 1886. C'est que, malgré l'amélioration du salaire réel, qui ne concerne que les ouvriers en activité, le chômage s'intensifie et touche un nombre sans cesse croissant de familles.

C'est à l'importance du chômage que se mesure la rigueur de la crise économique (Puissant, 1980). Dans un article daté du 6-7 avril 1886, paru dans le *Journal de Charleroi*, on pouvait lire :

« Un fait domine tous les autres, c'est que, avec les chômages fréquents et la réduction du taux des salaires, l'ouvrier des charbonnages ne peut vivre qu'au prix des plus dures privations. [...] Depuis dix-huit mois, le taux des salaires n'a pas subi une réduction très sensible ; mais les chômages sont devenus fréquents. Ainsi, dans la grande majorité des charbonnages, on ne travaille guère que quatre jours par semaine ».





Dans le même quotidien, en date des 22-23 avril 1886, E. de Laveleye analysait la situation des ouvriers comme suit :

« Depuis quatre ou cinq ans, les salaires ont diminué d'un cinquième, voire d'un quart : mais les denrées et les vêtements ont baissé dans une mesure presque égale ; il n'y aurait donc, à proprement parler, pas de différence [...], mais il y a les ouvriers sans travail et ceux qui n'ont qu'un travail intermittent. Ainsi, dans les charbonnages, non seulement on a dû licencier nombre d'ouvriers, mais ceux qui restent ne travaillent plus guère que trois ou quatre jours par semaine ».

En 1884, les maîtres verriers fermèrent 40 fours, « [...] *décision qui mit sur le pavé une foule d'ouvriers* » (De Camps, 1890, p. 178). Selon J. Gadisseur (1981), le nombre des sans emploi se serait accru d'au moins un demi-million entre 1873 et 1886. Partout, en Wallonie, les bureaux de bienfaisance étaient surchargés (Bruwier, 1990).

#### 2.2.2.2. Pour les ouvriers, il n'est plus question de s'accommoder de la misère

Les espoirs entrevus au cours des années d'euphorie hantent la classe ouvrière. Les privations sont d'autant plus difficiles à accepter qu'elles surviennent après plusieurs années de prospérité.

« L'influence des hauts salaires de 1872 à 1874 avait été pernicieuse à l'ouvrier. Gagnant aisément de fortes journées, il avait fini par désapprendre à compter et par croire que la source de cette trompeuse prospérité ne tarirait jamais » (De Camps, 1890, p. 177).

L'ouvrier ne se résigne plus à la misère et entend conserver ses habitudes de consommation héritées de la période de vaches grasses (Julin, 1889). A ce sujet, les témoignages sont quasiment unanimes. Ainsi, J. Dauby, en 1884 (p. 96), constatait que :

« Une fois en possession de l'augmentation de salaire, l'ouvrier, qui s'y habitue et y conforme sa vie domestique, n'entend en aucune manière subir une diminution, quelque justifiée qu'elle soit par les circonstances ».

H. Gravez (1893), dans son tableau peu complaisant de l'ouvrier mineur du Centre, écrivait que :

« [...] on s'habitue vite au bien-être et, comme l'a dit Dante, nulle douleur n'est plus grande que le souvenir, dans le malheur, des beaux jours passés. Aussi, la première diminution de salaire qui vient troubler, comme un coup de foudre, la



sérénité de leur ciel est-elle, le plus souvent, accueillie par des explosions de colère » (p. 495-496).

En outre, les ouvriers prennent peu à peu conscience de leurs intérêts communs et de leur force sociale. Sur le plan collectif, les grèves se multiplient, on revendique de meilleurs salaires et une diminution du temps de travail. A l'échelle de la famille, des changements majeurs, mais encore imperceptibles, sont en marche. La crise perdure, et les deux éléments qui assurent l'équilibre du budget familial, les charges et les revenus, évoluent de plus en plus en sens contraire. Par un réflexe d'autodéfense, on diffère d'abord les naissances. C'est qu'en bas âge, l'enfant est avant tout une charge pour ses parents, et elle s'alourdit à mesure que la crise se prolonge et s'intensifie. En analysant la situation matérielle des ouvriers, à partir des résultats de l'enquête ouvrière de 1886, le Docteur De Camps concluait que, dans la plupart des ménages ouvriers, le budget se soldait par un déficit.

« Il n'est guère que les familles dont les enfants travaillent, qui puissent nouer les deux bouts ; rarement elles font des économies. [...] L'ouvrier célibataire peut également économiser. Mais l'ouvrier marié, qui a de nombreux enfants en bas âge, pourvoit difficilement à sa subsistance » (De Camps, 1890, p. 196).



En cette période de crise, marquée par la diminution des salaires et l'instabilité du travail, une naissance de plus est un fardeau supplémentaire. En outre, durant ces années troublées, où l'emploi est de plus en plus rare et précaire, le travail des femmes et des enfants se pose davantage comme un concurrent. L'ouvrier est pris en otage. D'une part, le travail des femmes et des enfants est une réalité quotidienne ; c'est en quelque sorte une pièce maîtresse de la culture ouvrière et de l'économie familiale. Les textes le démontrent, le budget ouvrier ne s'équilibre que grâce à l'apport du travail des enfants. D'autre part, la participation des femmes et des enfants au travail industriel permettait trop souvent de faire pression sur le salaire du père. Au Parlement, lors des discussions en 1878 sur la réglementation du travail des enfants, le catholique Ch. Woeste s'écria :

« Mais nous, membres de la Droite, et vous, membres de la Gauche, qui pour la plupart n'admettez pas plus que nous qu'il y a une question sociale à résoudre, nous ne pouvons admettre la réglementation du travail, parce que nous serions sans défense contre le langage que nous tiendrait l'ouvrier demandant, en s'appuyant sur la détresse des siens, du travail et du pain ».

Qui plus est, en période de dépression, il s'agissait d'une main-d'œuvre de remplacement peu onéreuse et il n'était pas rare que les femmes et les

enfants « accaparent » le travail du mari. Lors de l'enquête de 1886, un témoin de Châtelineau déclara que « [...] les patrons ont intérêt à garder la femme au fond, parce que son salaire est moins élevé que celui du mineur » (De Camps, p. 175). En 1896, l'avocat M. Ansiaux (pp. 28-29) dénonçait : « [...] tout stratagème permettant de baisser les salaires était donc le bienvenu [...] ; de là l'emploi sur une vaste échelle des femmes et des enfants dont le travail était jugé aussi bon, mais moins coûteux que celui des mâles adultes [...] ».

Conscient d'un certain danger social, le gouvernement jette du lest. Rien pourtant de bien décisif. En 1878, on tente une nouvelle fois de régler le travail des enfants. Nouvel échec (Defourny, 1929). Dans la foulée, en 1883, on abolit les livrets ouvriers tandis que les patrons perdent le privilège d'être crus sur parole dans les conflits les opposant aux ouvriers (Gadisseeur, 1981). Cela ne suffit pas. De 1883 à 1886, la crise s'amplifie. Les salaires diminuent à nouveau alors que les chômages totaux ou partiels se multiplient. « *La misère la plus noire règne dans tous nos centres de production* », déplore le *Journal de Charleroi*, le 11 janvier 1886. Le 15 mars de la même année, un correspondant du *Journal de Bruxelles*, en visite dans plusieurs communes du Borinage, observe que : « *On ne se figure pas la misère qui y règne ; c'est une misère horrible* ». La colère gronde et finit par éclater au mois de mars 1886.

Le 18 mars 1886, à l'occasion de la commémoration du quinzième anniversaire de la Commune de Paris, des troubles éclatent à Liège. Ce qui ne devait être qu'une péripétie localisée allait se répandre et enflammer l'ensemble du monde du travail. Une semaine après les incidents de Liège, les houilleurs, métallurgistes et verriers hennuyers cessent le travail et descendent dans la rue. De véritables émeutes éclatent dans la région de Charleroi. Durant la nuit du 26 au 27, un millier de grévistes parcourent les environs de Fleurus, de Gilly, de Montigny-sur-Sambre, de Châtelineau... s'arrêtant aux portes des ateliers et forçant les ouvriers à désertar leur travail. A Lodelinsart, à Marchienne-au-Pont, à Dampremy, à Jumet..., partout, des châteaux, des ateliers, des verreries et leurs fours à bassin furent pillés et incendiés.

« Le fait nouveau, c'est que l'ouvrier en avait brusquement assez de la noire misère, du logis lépreux et obscur, de la cantine où l'inflexible volonté patronale le livrait à l'esprit de lucre de la femme du porion ou des contremaîtres, de l'humiliant état de sujétion dans lequel il était tenu » (Van Kalken, 1936, p. 100).



La répression sera sanglante. A Roux, les 26 et 27 mars, 12 manifestants sont tués et plusieurs dizaines d'autres blessés. Ce fut la première grande explosion de colère populaire en Wallonie<sup>15</sup> (Eggerickx, 1988).

### 2.2.3. *A partir de 1886, la condition ouvrière s'améliore et la limitation des naissances se généralise*

Les événements de 1886 créèrent un électrochoc parmi la classe dirigeante. Soudain, on prit conscience de la condition ouvrière. Un mois après le début des émeutes, un arrêté royal institua une commission d'enquête sur le travail industriel et agricole, composée de trente-cinq membres issus des milieux parlementaires et du monde scientifique (De Camps, 1890). Contrairement aux enquêtes précédentes qui se heurtèrent à une certaine inertie, voire à une certaine hostilité de la part du législateur, celle-ci eut quelques résultats concrets et rapides. En novembre 1886, le discours du Trône de Léopold II, lors de la rentrée parlementaire, inaugurerait l'ère de la politique sociale :

« La situation des classes laborieuses est hautement digne d'intérêt et ce sera le devoir de la législature de chercher avec un surcroît de sollicitude à l'améliorer. [...] Il convient notamment de favoriser la libre formation de groupes professionnels, d'établir entre les chefs d'industrie et les ouvriers des liens nouveaux sous la forme de conseil d'arbitrage et de conciliation, de régler le travail des femmes et des enfants, de réprimer les abus qui se produisent dans le paiement des salaires, de faciliter la construction d'habitations ouvrières convenables, d'aider au développement des institutions de prévoyance, de secours, d'assurances et de pensions, et de chercher à combattre les ravages de l'ivrognerie et de l'immoralité » (repris dans Defourmy, 1929, pp. 305-306).

Ce vaste programme sera réalisé et un nouvel environnement social se crée progressivement.

Pourtant, 1886 ne marque pas la fin de la période de privation dans le milieu ouvrier. En dépit d'une augmentation régulière du salaire réel (figure 102), le chômage sévit toujours et ce n'est que très lentement que la condition ouvrière s'améliora. Mais désormais, l'ouvrier vise un autre idéal. D'une part, il espère améliorer son sort et élever sa condition, et d'autre part,

<sup>15</sup> Pour plus de détails sur ces événements, on se référera à la presse de l'époque, à Bertrand (s.d.), à Bruwier (1990), Franck (1975)...



il souhaite que ses enfants échappent à la situation qui fut la sienne. Mais ces aspirations d'ascension sociale se marient mal avec une famille nombreuse.

« Les populations ouvrières [...] purent envisager pour leurs enfants, une situation meilleure. Ce sentiment augmenta [...] à mesure que le bien-être se généralisa. [...] Mais pour accomplir l'effort nécessaire et le rendre efficace, il faut limiter le nombre des enfants que l'on veut élever au-dessus de la condition paternelle » (Julin et Lesoir, 1943, p. 115).

La prise de conscience des avantages d'une famille réduite se développa et fut confortée par les réglementations qui touchèrent le travail des enfants et l'instruction primaire obligatoire. En 1889, une loi interdira tout travail industriel aux enfants de moins de 12 ans et limita la durée du travail journalier à 12 heures maximum, pour les garçons de 12 à 16 ans et les filles de 12 à 21 ans. En 1914, la limite d'âge au travail fut portée à 14 ans, obligeant en outre les enfants à fréquenter l'école primaire jusqu'à cet âge. N'oublions pas que les débuts du contrôle des naissances dans les milieux industriels sont contemporains du premier grand conflit scolaire (1879-1884) qui opposa violemment les libéraux et les catholiques. En riposte à la loi Van Humbeek de 1879 - appelée également *loi de malheur* par les catholiques -, qui obligea les communes à ériger une école neutre, les catholiques, avec l'appui du clergé, créèrent des centaines d'écoles (Dumont, 1996). Selon le docteur De Camps (1890, p.92), de ces mesures sortit

« [...] une émulation irrésistible dans toutes les classes en faveur de l'instruction populaire. A côté des écoles officielles qui s'élevaient de toutes parts, on voyait sortir de terre des écoles confessionnelles, et, dès lors, l'enfant du peuple ne pouvait plus se soustraire aux bienfaits de l'instruction ».

Les flux de richesse s'inversèrent car, d'une part, les enfants restaient de plus en plus longtemps à la charge de leurs parents, et d'autre part, la source des revenus d'appoint se tarissait. Les revenus étant de moins en moins élastiques par rapport aux besoins familiaux, la famille nombreuse devint de plus en plus encombrante. Ensuite, la restriction des naissances s'intensifia d'autant plus facilement que les normes morales catholiques s'affaiblissaient. Le frein religieux se relâcha et la laïcisation de la société acheva de « légitimer » la contraception. Lors de l'enquête ouvrière de 1886, les délégués de l'Association ouvrière du Centre constataient que : « *L'esprit de famille se perd parmi les populations ouvrières des charbonnages ; le sentiment religieux et la moralité baissent également ; le dimanche n'est plus observé et les devoirs religieux sont négligés* » (De Camps, 1890, p. 139). Dans la région de Charleroi, les « [...] ouvriers doivent penser qu'ils



ont le droit de revendiquer leur part de ces jouissances matérielles ; et que la religion, avec ses consolations sublimes, a été inventée pour leur donner le change sur les réalités de la vie » (De Camps, 1890, p. 181). Enfin, dans son bilan sur l'état moral des ouvriers, le docteur De Camps (1890, p. 221) concluait que :

« L'immense majorité des ouvriers, dans le pays, appartient au culte catholique ; mais ceux qui accomplissent régulièrement leurs devoirs religieux sont peu nombreux. Ils ne sont pas affiliés à la Libre-Pensée, mais sont indifférents aux exercices du culte. Ce qui les préoccupe par-dessus tout, c'est le côté matériel de la vie [...]. Les principes de la morale indépendante sont devenus la boussole dans la vie du pauvre comme du riche ».

Enfin, dans ce bref et probablement incomplet inventaire des causes qui ont favorisé la généralisation du contrôle volontaire des naissances, il ne faut pas oublier la propagande néo-malthusienne, mais qui ne s'engagera réellement qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>.


Le contrôle des naissances, une fois déclenché, entra très vite dans les mœurs, devint le type social de comportement familial et se détacha de plus en plus des « simples » fluctuations économiques.



16 A ce sujet, voir notamment l'article majeur de J. Stengers (1971).



## ***Conclusion de la seconde partie. La dépression économique des années 1873-1892 et la baisse de la fécondité dans le bassin industriel de Charleroi***

 L'analyse des données agrégées a révélé que dans les milieux industriels de la région de Charleroi, les taux de natalité comme les indices synthétiques de fécondité ont brutalement baissé vers 1875. En une décennie, ces taux ont diminué de 30 % et cette tendance se vérifie dans chacune des communes constituant le bassin industriel carolorégien. Rappelons que ce mouvement de baisse de la natalité et de la fécondité s'observe aussi, quasiment au même moment, dans les autres milieux d'habitat du centre de la Wallonie, mais avec nettement moins de virulence.

Dans la deuxième partie de cet ouvrage, nous avons essayé de comprendre les stratégies mises en œuvre par les couples afin de diminuer le nombre de naissances (recul de l'âge au mariage ou à la première naissance, espacement des naissances ou contraception d'arrêt identifiée par une diminution de l'âge moyen à la dernière naissance). Ensuite, en identifiant plusieurs groupes cibles – les sédentaires et les migrants, d'une part, les houilleurs, les verriers et la petite bourgeoisie, d'autre part – nous avons tenté de vérifier si certains peuvent être considérés comme des précurseurs de la transition de la fécondité ou si cette modification des comportements a concerné invariablement toute la population. Enfin, nous avons entrepris de répondre à la question du pourquoi. Pourquoi, à un moment donné, des familles ont-elles décidé subitement de limiter leur descendance ?

Cette analyse a été réalisée grâce à l'exploitation des données individuelles des registres de population des communes de Gilly, Jumet,



Lodelinsart et Roux, dans l'agglomération de Charleroi. Il ne s'agissait pas de reconstituer de façon exhaustive la population de ces communes, mais plutôt de prélever un échantillon de familles appartenant à des générations différentes dont la vie féconde s'est déroulée avant, partiellement ou totalement durant la grande dépression économique des années 1873 à 1892. Notre hypothèse explicative suppose que cette crise, qui secoua violemment le monde industriel, aurait servi de détonateur au mouvement de baisse irréversible de la fécondité.

Il n'entrait pas dans nos intentions de construire un échantillon représentatif de la population de ces communes industrielles, mais plutôt d'étudier dans le détail la vie génésique de femmes appartenant à des générations successives, strictement comparables et confrontées ou non à la crise économique des années 1873-1892. Néanmoins, nous n'avons pas tenu à éluder le problème de la représentativité de l'échantillon de familles ainsi constitué. Une série de tests ont été menés et ont démontré une représentativité très satisfaisante de notre échantillon de familles. Certes, les familles très mobiles, celles qui ne se sédentarisent pas, sont absentes de notre échantillon pour des raisons évidentes d'optimisation de la collecte des données. Mais il n'empêche que les données agrégées et exhaustives, utilisées dans la première partie de ce travail, ne contredisent pas les niveaux de fécondité calculés à partir de notre échantillon.

Résumons les principaux résultats dégagés de cette analyse. Tout d'abord, une confirmation. La limitation des naissances intervient bien en pleine dépression économique. Entre la génération née entre 1833 et 1842 et celle née entre 1843 et 1852, on observe une perte de 20 % des naissances. Le mouvement s'intensifiera encore avec les générations suivantes et réduira considérablement la taille des familles. En moins d'un demi-siècle, entre la génération née entre 1823 et 1832 et celle née entre 1863 et 1872, le nombre moyen d'enfants par famille a chuté d'un peu plus de 6 enfants à un peu plus de 3 enfants.

A quelle(s) méthode(s) les couples ont-ils eu recours pour limiter leur descendance ? D'une génération à l'autre, l'âge moyen au premier mariage et à la première naissance a diminué timidement. En d'autres termes, la nuptialité ne joue ici aucun rôle dans la limitation des naissances. Il en est de même de l'espacement des naissances. Quels que soient la taille finale de la famille et le rang de naissance, les intervalles intergénésiques diminuent d'une génération à l'autre. Tous les indices le confirment, le déclin de la fécondité dans les milieux industriels de la région de Charleroi est lié à une diminution sensible de l'âge moyen à la dernière maternité. Entre les



générations 1823-1832 et 1843-1852, l'âge moyen à la dernière naissance s'effondre de plus de 38 ans à moins de 32 ans, limitant la vie génésique moyenne des femmes à moins de 9 ans. En d'autres termes, le déclin de la fécondité, dans ces milieux industriels, est lié à une généralisation de la stratégie d'arrêt de la procréation. Car en fait, au sein de chaque génération, il existe des couples contracepteurs qui limitent volontairement leur descendance en jouant de l'espacement des naissances et/ou de la stratégie d'arrêt. Les méthodes de régulation des naissances sont donc connues avant que ne survienne le déclin décisif de la fécondité. En d'autres termes, la transition de la fécondité dans ces milieux industriels traduirait avant tout le passage d'une situation où la restriction des naissances est réservée à une minorité à une situation où ces comportements deviennent collectifs. Ce processus ne se dilue pas dans le temps. Il intervient brusquement parce qu'une majorité de couples s'est découvert de bonnes raisons de rompre avec les comportements du passé. Les motivations des couples mariés se modifient radicalement et la baisse irréversible de la fécondité résulterait avant tout d'une stratégie d'adaptation à une situation nouvelle et particulière plutôt que d'un processus de diffusion d'une innovation.

Certaines « sous-populations » ont-elles pris l'initiative du contrôle conscient de la fécondité dans le mariage ? Entre les sédentaires et les migrants, les différences sont minimes, tant du côté de l'intensité que du calendrier de la fécondité, et ne permettent pas de qualifier les uns ou les autres de précurseurs ou de retardataires. Pour les générations nées après 1843, la limitation des naissances se développe avec la même intensité chez les sédentaires comme chez les migrants. De plus, quelle que soit l'origine géo-culturelle des migrants, qu'ils proviennent directement ou non de leur campagne natale, ou qu'ils aient ou non contracté une union endogamique, le déclin de la fécondité se généralise avec la génération de naissance 1843-1862. Aucun groupe n'y échappe.

La même tendance se dégage si l'on distingue les houvillers, les verriers et la petite bourgeoisie. Avec la génération 1843-1852, celle dont la vie génésique se déroule en grande partie durant la dépression économique des années 1873-1892, la limitation volontaire des naissances est attestée dans tous les groupes socioprofessionnels. Néanmoins, tous les indices le démontrent, dès la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les couples de la petite bourgeoisie adoptent des pratiques contraceptives. Avec une génération de retard au moins, les verriers leur emboîtent le pas, suivis des mineurs. N'est-ce pas là la preuve évidente plaidant en faveur du principe de diffusion culturelle de l'innovation ? En réalité, pour chacun des groupes socioprofessionnels et



pour chacune des générations, on observe l'existence de couples qui limitent volontairement leur descendance. Les méthodes sont connues et le fléchissement des courbes de natalité et de fécondité ne résulterait que de l'extension de leur usage, suite à une modification radicale des conditions de vie.

Cette dernière peut-elle être liée à la grande dépression économique des années 1873-1892 ? On l'a constaté, tant du côté de l'analyse des données agrégées que de l'approche longitudinale menée à partir de la reconstitution de la vie génésique de femmes mariées, le déclin de la fécondité dans le bassin industriel carolorégien se produit durant cette période. En recourant cette fois à une analyse transversale réalisée à partir de notre échantillon de familles, nous avons vérifié que la baisse de la fécondité se radicalise à partir de 1877. Entre 1877 et 1880, la descendance légitime des femmes âgées de 25 à 45 ans a chuté de 5,2 à 3,8 enfants en moyenne, soit une diminution supérieure à 25 %. En outre, la limitation des naissances est plus volontaire chez les femmes plus âgées, celles dont la descendance est déjà partiellement constituée au moment où sévit la crise économique. Ces années de crise se caractérisent par une diminution sensible de l'âge moyen à la dernière maternité, par une radicalisation de la stratégie d'arrêt. De plus, à partir de 1878, quel que soit le rang de naissance, les intervalles entre les naissances augmentent. En d'autres termes, non seulement les couples adoptent une stratégie d'arrêt, mais ils contrôlent également le rythme de la procréation en espaçant davantage leurs naissances.

Entre 1878 et 1882, la limitation volontaire des naissances s'intensifie. Tous les groupes sont concernés et ont donc répondu en même temps à la nécessité d'adapter leur comportement de fécondité à un contexte socio-économique nouveau. Au départ, il s'agirait avant tout d'une réponse à une situation de crise. La dépression économique des années 1873-1892 aurait servi de détonateur au mouvement de baisse de la fécondité. Reprenant la théorie explicative formulée par H. Denis (1889-90) et développée ensuite par R. Leboutte, dans le contexte des bassins industriels liégeois, nous pouvons distinguer trois phases dans le processus explicatif du déclin de la fécondité dans le milieu industriel carolorégien.

- Une phase initiale (1850-1873) de lente amélioration du niveau de vie dans les milieux ouvriers durant laquelle les habitudes de consommation se modifient peu à peu. Durant cette période, la fécondité de ces populations demeure particulièrement élevée car le travail des enfants, et donc



une progéniture nombreuse, est une pièce maîtresse de l'économie des ménages.

- Une phase de crise (1873-1886) durant laquelle les acquis et les habitudes de consommation de la période précédente sont brutalement remis en question. Les salaires diminuent, le chômage s'intensifie et la misère gagne du terrain. Mais on ne s'y résigne plus. En bas âge, l'enfant est une charge et la crise économique n'incite guère les couples à investir sur une progéniture nombreuse. La régulation des naissances, par espacement ou par arrêt, s'impose alors comme une réponse, à priori momentanée, à la détérioration de la situation socio-économique.
- Une phase de légitimation et de généralisation des attitudes contraceptives (à partir de 1886), sous l'impact de la limitation du travail des femmes et des enfants, du développement de l'instruction, de la sécularisation de la société, de la baisse de la mortalité des enfants, de la propagande néo-malthusienne.

L'analyse des données démographiques, des statistiques socio-économiques, des témoignages recueillis dans les enquêtes ouvrières menées à l'époque et dans la presse... corrobore en tous points l'existence de ces trois phases explicatives de l'amorce et de la généralisation de la limitation volontaire des naissances dans le bassin industriel carolorégien.






## *Pour un bilan... provisoire !*

En 1969, dans un livre célèbre, E. A. Wrigley écrivait (p. 105) :

« Aucun modèle démographique, quand on veut représenter sous une forme simple quelque chose de la complexité des relations entre caractères démographiques et autres traits, sociaux et économiques, d'une société, ne peut être valable sans tenir compte des particularités du lieu et de l'époque. [...] chaque ensemble de caractères démographiques prend naissance dans son contexte social et économique propre ».



Il peut être d'une banalité affligeante d'évoquer la diversité socio-économique et culturelle d'un pays et la mosaïque humaine qui le compose. Mais une fois ce constat posé, et que personne ne contestera, on s'empresse généralement de détourner le regard de cette multiplicité et de l'orienter vers l'unicité nationale (Braudel, 1990), plus ordinaire mais surtout moins complexe. Le projet de Princeton, étudiant le déclin de la fécondité dans plus de 700 circonscriptions administratives européennes, a adopté un découpage géographique plus fin correspondant au département pour la France, au comté pour l'Angleterre, à la province pour l'Espagne, à la province pour la Belgique à partir de 1846 et à l'arrondissement à partir de 1880. L'entreprise fut d'envergure et l'on dispose aujourd'hui d'une description précise des niveaux et de la baisse de la fécondité en Europe au cours des deux derniers siècles.

Cette étude, même si elle demeure une sérieuse référence dans le cercle restreint des démographes et historiens-démographes, n'est pas sans faille. Les découpages administratifs adoptés et les indices de fécondité et de nuptialité calculés sont tributaires de la disponibilité des données et de la périodicité des recensements de la population. Ainsi, dans le cas de la Wallonie, les indices de Coale ne sont disponibles, à l'échelle des arrondissements,

qu'à partir de 1880, alors que la transition de la fécondité a déjà démarré dans les zones rurales de l'Entre-Sambre-et-Meuse et dans les bassins industriels. Ensuite, les découpages administratifs proposés – arrondissements et provinces – ne sont guère homogènes et chacun d'eux regroupe des environnements – nous les avons dénommés « milieux d'habitat » – aux caractéristiques socio-économiques, culturelles et démographiques différentes. Nous l'avons constaté, dans un espace géographique relativement restreint, celui du centre de la Wallonie et de ses 400 « anciennes communes » coexistent des milieux d'habitat qui ont développé des caractéristiques et des comportements démographiques bien particuliers. D'ailleurs, pour bon nombre d'indices démographiques, les écarts entre nos milieux d'habitat sont souvent plus importants que ceux que l'on peut calculer entre les provinces, entre les arrondissements ou entre la Flandre et la Wallonie.

Ces découpages administratifs sont trop vastes et trop disparates pour comprendre réellement les raisons qui ont incité les familles, au siècle dernier, à modifier radicalement leur comportement de fécondité. Bien sûr, dans le cadre des théories explicatives, il y a celle de la diffusion culturelle de l'innovation – la limitation volontaire des naissances dans le mariage – qui, de bouche à oreille et de proche en proche se répand de familles en familles, de la ville aux villages et de villages en villages. Les résultats de l'étude de Princeton ont apparemment largement accrédité cette théorie. Mais prenons le cas des populations industrielles de la région de Charleroi. Peut-on concevoir que subitement – car dans le bassin industriel de Charleroi, la baisse de la fécondité est particulièrement brutale – des populations, pour lesquelles une progéniture abondante s'inscrivait depuis des générations, non seulement, comme une stratégie de survie familiale, mais aussi comme une rouage essentiel du fonctionnement du capitalisme industriel, ont accepté un exemple extérieur sans une motivation socio-économique puissante ?

Le principe de diffusion a pu jouer un rôle, car après tout, les idées, les messages se déplacent au rythme des déplacements des hommes et ceux-ci se sont considérablement accrus dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Mais si diffusion il y a, celle-ci n'a pu trouver un terrain favorable que là où les couples ont découvert de bonnes raisons de restreindre leur descendance. Dans le cadre du bassin industriel carolorégien, ces dernières auraient été fournies par la crise économique des années 1873-1892 qui mit gravement en péril les acquis et les habitudes de consommation âprement gagnés au cours des décennies précédentes. En d'autres termes, la limitation volontaire des naissances serait avant tout une stratégie d'ajustement à une situation de crise. En outre, compte tenu de la complexité du phénomène et de ses



interactions avec les autres paramètres démographiques, nous sommes également convaincus qu'il ne peut exister une théorie explicative unifiée du déclin de la fécondité, valable en tous lieux et en tous temps. La transition de la fécondité s'inscrit dans le cadre des mutations globales des sociétés occidentales des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles (Leboutte, 1995b) et selon les milieux socio-professionnels, les milieux d'habitat, les contextes nationaux, régionaux et locaux, ils existent un ensemble de facteurs qui peuvent avec des intensités et des prééminences diverses justifier la baisse irréversible de la fécondité. En d'autres termes, c'est en resserrant l'espace de vie quotidien des hommes que l'on comprendra mieux les raisons qui les ont incités, au siècle dernier, à modifier radicalement leurs comportements démographiques.

L'approche de la transition de la fécondité développée au cours de cette étude, consacrée plus particulièrement au cas de la population du bassin industriel de Charleroi, se caractérise par au moins trois aspects :

- *Elle est comparative* et traduit la variété des caractéristiques et des comportements démographiques entre les milieux d'habitat du centre de la Wallonie, ainsi que les liaisons entre ces espaces de vie appartenant à un même ensemble culturel. Ainsi, « l'expérience » démographique des cités industrielles de la région de Charleroi fut systématiquement confrontée à celle des milieux ruraux de la Hesbaye, du Condroz et de la Fagne-Thiérache, des petites villes qui parsèment le centre de la Wallonie et de Namur. Lorsque l'information était disponible, nous n'avons pas non plus hésité à comparer le modèle démographique développé dans le bassin industriel carolorégien à ceux de ses homologues liégeois, hennuyers ou européens. Enfin, les informations recueillies à l'échelle de ces milieux d'habitat ont également été rapprochées de celles obtenues aux niveaux régional et national.
- *Elle intègre tous les phénomènes démographiques*. Bien que notre étude soit plus particulièrement axée sur l'analyse de la natalité et de la fécondité, leur évolution ne peut s'expliquer qu'en incorporant dans le système démographique les autres phénomènes que sont la nuptialité, la mortalité et les migrations. Les interactions entre ceux-ci existent et ils constituent autant de réponses possibles ou de stratégies spécifiques face à des contraintes socio-économiques et démographiques nouvelles.
- *Elle repose sur un corpus de données agrégées collectées dans le cadre d'environ 400 communes du centre de la Wallonie et sur des données plus individualisées reconstituant la vie génésique de plus de 2 000 couples résidant dans les communes industrielles de Gilly, Jumet,*





*Lodelinsart et Roux.* Par cette approche, qui permet d'exploiter quasiment tout le potentiel et la variété des statistiques démographiques belges produites au siècle dernier, nous avons beaucoup misé sur la quantité et la qualité des données utilisées et sur leur aptitude à répondre aux questions posées. Ainsi, plutôt que de s'atteler au fastidieux travail de la reconstitution exhaustive de la population de telle ou telle commune, nous avons préféré collecter un échantillon de familles spécifiquement adapté à la problématique choisie. De toute évidence, l'opération est plus rentable – aucun « déchet » lors du traitement de l'information – nettement plus rapide et la représentativité n'en est pas moins globalement assurée. Ces données agrégées et ces informations plus individualisées sont complémentaires. Les premières, d'une importance déterminante dans un cadre comparatif, permettent de dresser la toile de fond sur laquelle viendront s'ancrer les résultats dégagés de l'analyse de la reconstitution de famille. Celle-ci permet aussi de mêler une analyse démographique longitudinale et transversale et autorise une étude beaucoup plus fine de l'intensité et du calendrier de la fécondité ainsi que des stratégies mises en œuvre afin de limiter volontairement les naissances.

Au terme de cette recherche, bien des questions demeurent en suspens et certains aspects n'ont été abordés que partiellement. Cette étude devra être poursuivie en privilégiant les axes de recherche suivants :

- *Etendre la période d'observation en amont et en aval de celle considérée ici (1831-1910).* Moyennant une sévère analyse critique des informations démographiques, notre banque de données annuelles et agrégées devrait nous permettre de « remonter » jusqu'en 1803. Nous avons également la possibilité de couvrir la période s'étendant de 1911 à 1997, en dépit de l'inévitable problème de la fusion des communes de 1977. De même, nous souhaiterions étendre l'analyse des données individuelles, extraites des registres de population, à d'autres communes industrielles du bassin de Charleroi, à d'autres groupes socioprofessionnels et surtout à d'autres générations (antérieures et postérieures à celles présentées ici).
- *Etudier les relations entre la baisse de la fécondité et l'évolution de la mortalité des enfants.* La diminution de la mortalité des enfants en bas âge, dont quelques indices démontreraient qu'elle s'est amorcée entre 1870-1880 dans les cités industrielles wallonnes, n'a-t-elle pas favorisé une diminution de la fécondité légitime. N'oublions pas que celle-ci est calculée à partir du nombre d'enfants nés-vivants et non à partir du



nombre d'enfants survivants. Pour un même nombre d'enfants survivants au terme de la vie génésique d'une femme, le nombre moyen d'enfants qu'elle met au monde serait inférieur si les niveaux de mortalité diminuent. Ceci dans l'hypothèse ou tout enfant décédé est remplacé. Compte tenu d'une mortalité différentielle, si, d'une génération à l'autre, le nombre d'enfants survivants est le même à une date fixe, il n'y a pas volonté de réduire la dimension finale de la famille ; la baisse de la fécondité n'étant qu'une résultante d'une diminution de la mortalité. Inversement, si en dépit de celle-ci, le nombre d'enfants survivants diminue d'une génération à l'autre, on pourra effectivement conclure à une réelle volonté de restreindre sa descendance et à l'émergence d'un nouveau modèle familial.

- *Développer l'étude des caractéristiques et des comportements démographiques des populations mobiles. Soit :*
  - Pister des familles impliquées dans la turbulence migratoire des cités industrielles de la région de Charleroi et comparer leur comportement de fécondité à celui des familles de sédentaires et de migrants qui se sont sédentarisées.
  - Comparer les comportements de fécondité des familles qui arrivent en droite ligne de leur campagne natale et ceux de familles demeurées dans leur milieu rural d'origine et répondant aux mêmes caractéristiques socio-économiques et démographiques.
  - Etendre l'analyse menée à partir du registre des entrées de Châtelet en considérant une période d'observation plus large, notamment celle couverte par la crise de 1873-1892, d'autres communes industrielles et surtout les registres de sorties : les entrants sont-ils les sortants, répondent-ils aux mêmes caractéristiques démographiques, quelle est la durée de résidence dans une commune industrielle, quels sont les lieux de destination des sortants... ?
- *Tenter d'expliquer la baisse de la fécondité dans les autres milieux d'habitat du centre de la Wallonie. La Fagne-Thiérache (Entre-Sambre-et-Meuse) se distingue par des niveaux de natalité particulièrement faibles qui laissent présumer une transition de la fécondité particulièrement précoce, dès la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Qu'en est-il réellement ? N'est-ce pas là une des conséquences de la crise que connut cette région lorsque la métallurgie artisanale, au charbon de bois, qui y prospérait depuis des décennies, périclita face à la concurrence des métallurgies*



industrielles qui s'installèrent près des bassins charbonniers ? Pour maintenir son niveau de vie, cette population fut peut être contrainte de limiter sa descendance ou d'émigrer vers Charleroi. De même, la limitation des naissances qui touche les régions rurales de Hesbaye et du Condroz, au début des années 1880, est-elle liée à la crise agricole, ou alors s'explique-t-elle par un processus de contamination dont se sont rendus coupables les ouvriers navetteurs travaillant dans les bassins industriels ?



## Annexes

Annexe 1. La liste des communes fusionnées afin de maintenir un découpage communal constant de 1831 à 1910

Arrondissement	Commune créée ou modifiée	Date de la création ou de la modification	Commune fusionnée
Nivelles	Tourinnes-la-Grosse	1841 (D)	Tourinnes-la-Grosse
	Beauvechain	1841 (C)	Tourinnes-la-Grosse
	Limal	1884 (D)	Limal
	Rosières	1884 (A)	Limal
	Noduwez	1893 (D)	Noduwez
	Linsmeau	1893 (C)	Noduwez
	Tilly	1898 (D)	Villers-la-Ville
	Villers-la-Ville	1898 (A)	Villers-la-Ville
Charleroi	Marcinelle	1846 (D)	Charleroi
	Charleroi	1846 (A)	Charleroi
	Bouffioulx	1893 (D)	Bouffioulx
	Couillet	1893 (A)	Bouffioulx
	Landelies	1896 (D)	Landelies
	Goutroux	1896 (C)	Landelies
	Pont-de-Loup	1867 (D)	Pont-de-Loup
	Pironchamps	1867 (C)	Pont-de-Loup
	Presles	1878 (D)	Presles
Thuin	Roselies	1878 (C)	Presles
	Seloignes	1903 (D)	Seloignes
	Forges-Philippe	1903 (C)	Seloignes
	Froid-Chapelle	1868 (D)	Froid-Chapelle
	Fourbechies	1868 (C)	Froid-Chapelle
	Bailleux	1886 (D)	Bailleux
	L'Escaillère	1886 (C)	Bailleux
	Momignies	1867 (D)	Momignies
	Macquenoise	1867 (C)	Momignies
	Chimay	1851 (D)	Chimay
	Rièzes	1851 (C)	Chimay



## Annexe 1. (suite)

Arrondissement	Commune créée ou modifiée	Date de la création ou de la modification	Commune fusionnée
Namur	Fosse	1871, 1890 (D)	Fosse
	Aisemont	1871 (C)	Fosse
	Sart-St.-Laurent	1890 (C)	Fosse
	Floreffe	1890 (D)	Fosse
	Auvelais	1887 (D)	Auvelais
	Arsimont	1887 (C)	Auvelais
	Flawinne	1897 (D)	Flawinne
	Belgrade	1897 (C)	Flawinne
	Sclayn	1903 (D)	Sclayn
	Bonneville	1903 (C)	Sclayn
	Andenne	1886 (D)	Andenne
	Coutisse	1886 (C)	Andenne
	Mozet	1899 (D)	Mozet
	Faulx-les Tombes	1899 (C)	Mozet
	Jemeppe	1836 (D)	Jemeppe
	Moustier	1836 (A)	Jemeppe
	Dave	1859 (D)	Dave
	Naninne	1859 (C)	Dave
	Suarlée	1838 (D)	Suarlée
	Rhisnes	1838 (A)	Suarlée
	Wierde	1870 (D)	Wierde
	Sart-Bernard	1870 (C)	Wierde
	Assesse	1874 (D)	Assesse
	Sorinne-la-Longue	1874 (C)	Assesse
	Dhuy	1838 (D)	Dhuy
	Upigny	1838 (C)	Dhuy
	Warisoulx	1887 (D)	Warisoulx
	Villers-lez-Heest	1887 (C)	Warisoulx
Philippeville	Pesche	1867 (D)	Pesche
	Brûly-de-Pesche	1867 (C)	Pesche
	Anthée	1892 (D)	Anthée
	Morville	1892 (C)	Anthée
	Brûly	1838 (D)	Brûly
	Petite-chapelle	1838 (C)	Brûly
	Surice	1901 (D)	Surice
	Romedenne	1901 (C)	Surice
	Le Mesnil	1835 (D)	Le Mesnil
	Vierves	1835 (A)	Le Mesnil

Source : (Foulon et Poulain, 1981)

A = annexion d'une partie de territoire

C = création de la commune

D = détachement d'une partie de territoire



## Annexe 2. Evolution de la proportion de femmes âgées de 15-49 ans (%)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	Anderlecht	23,9	24,8	26,1	27,8	28,9
	Bruxelles	28,8	29,4	30,5	32,2	32,8
	Etterbeek		25,3	28,3	29,2	31,1
	Forest					32,2
	Ixelles	30,5	30,4	31,6	33,6	35,1
	Jette				26,9	28,3
	Koekelberg				26,7	29,3
	Laeken		25,0	26,0	27,6	29,7
	Molenbeek	26,2	26,1	26,5	28,0	30,3
	Schaerbeek	30,5	29,9	30,4	31,9	32,5
	St-Gilles		29,3	29,4	33,5	34,8
	St-Josse	33,3	31,4	32,5	34,9	35,6
	Uccle		23,3	24,9	27,5	30,1
	<b>Total</b>	<b>29,1</b>	<b>28,6</b>	<b>29,5</b>	<b>31,1</b>	<b>32,2</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi	26,0	27,2	27,5	30,0	29,6
	Châtelet		24,9	25,7	26,7	27,0
	Châtelineau			24,6	25,5	25,8
	Couillet					26,8
	Courcelles		22,6	25,2	25,9	26,5
	Dampremy				25,6	26,3
	Gilly	22,9	24,1	24,4	25,3	25,9
	Jumet	23,8	24,3	25,8	26,7	27,4
	Lodelinsart					27,7
	Marchienne-au-Pont		24,7	24,6	25,8	25,8
	Marcinelle			25,8	27,1	27,6
	Montignies/Sambre	23,9	24,1	24,9	25,6	26,3
	Roux					26,0
	<b>Total</b>	<b>24,1</b>	<b>24,6</b>	<b>25,5</b>	<b>26,6</b>	<b>26,9</b>
Cités industrielles du Borinage-Centre	Boussu				25,0	25,7
	Dour		23,2	24,6	25,0	24,6
	Frameries			24,7	26,2	26,7
	Hornu				24,7	25,1
	Jemappes	24,9	24,5	24,8	24,8	25,2
	La Louvière		25,8	25,6	27,1	26,9
	Pâturages		24,3	25,9	26,1	25,8
	Quaregnon		24,2	24,5	24,8	25,4
	Wasmès		24,5	25,8	25,9	25,9
	<b>Total</b>		<b>24,4</b>	<b>25,2</b>	<b>25,6</b>	<b>25,8</b>



Annexe 2 (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur					28,2
	Ans					26,5
	Bressoux					29,1
	Dison		25,9	26,8	28,1	28,5
	Grivegnée					26,9
	Herstal		24,0	24,9	25,6	27,2
	Jemeppe				24,6	26,4
	Ougrée			23,1	24,8	25,9
	Seraing	23,3	23,6	23,4	24,8	26,3
	<b>Total</b>		<b>23,7</b>	<b>23,7</b>	<b>25,0</b>	<b>26,9</b>
Vieilles villes	Anderlues					25,5
	Arlon	27,0	25,3		26,8	26,5
	Ath				26,7	25,8
	Binche			25,5	27,7	28,1
	Huy	26,9	27,3	27,9	28,7	29,8
	Lessines					24,6
	Mons	29,1	28,6	30,7	30,4	29,8
	Namur	28,3	27,8	27,1	29,4	30,1
	Nivelles		25,8	26,6	27,5	26,6
	Soignies				26,8	27,1
	Tournai	27,3	26,8	25,7	27,7	29,0
	Verviers	27,6	28,2	28,4	29,6	29,8
	<b>Total</b>	<b>27,8</b>	<b>27,6</b>	<b>27,7</b>	<b>28,8</b>	<b>28,2</b>
Grande ville	<b>Liège</b>	<b>28,7</b>	<b>28,2</b>	<b>28,8</b>	<b>29,9</b>	<b>31,1</b>
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5 000	23,4	23,5	24,2	24,9	24,9
	Arr. de Nivelles		23,1	24,2	25,1	25,4
	Arr. de Thuin		23,5	24,9	25,9	26,1
	Arr. de Philippeville		24,5	25,0	25,4	25,2
	Arr. de Namur		23,9	25,2	25,4	25,4
Total	<b>Wallonie</b>					
	<i>Moyenne</i>	<i>27,0</i>	<i>26,0</i>	<i>25,8</i>	<i>27,5</i>	<i>28,1</i>
	<i>Ecart type</i>	<i>2,82</i>	<i>2,29</i>	<i>1,70</i>	<i>2,60</i>	<i>2,64</i>
	<i>Coefficient de variation</i>	<i>0,104</i>	<i>0,088</i>	<i>0,066</i>	<i>0,094</i>	<i>0,094</i>



Annexe 3. Evolution du rapport de masculinité entre 15 et 49 ans  
(nbr d'hommes pour 100 femmes)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	Anderlecht	108	101	94	97	99
	Bruxelles	88	87	86	83	83
	Etterbeek		99	92	93	92
	Forest					87
	Ixelles	78	81	78	76	75
	Jette				94	96
	Koekelberg				102	97
	Laeken		97	97	97	95
	Molenbeek	101	104	98	100	97
	Schaerbeek	78	80	78	80	84
	St-Gilles		84	82	77	78
	St-Josse	73	77	74	76	77
	Uccle		99	94	91	85
	<b>Total</b>	<b>87</b>	<b>88</b>	<b>86</b>	<b>85</b>	<b>86</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi	121	101	110	100	106
	Châtelet		104	107	106	106
	Châtelineau			112	110	112
	Couillet					110
	Courcelles		107	103	109	107
	Dampremy				114	114
	Gilly	124	112	115	113	113
	Jumet	104	104	105	106	104
	Lodelinsart					105
	Marchienne-au-Pont		105	115	116	117
	Marcinelle			100	104	104
	Montignies/Sambre	108	108	111	113	112
	Roux					113
	<b>Total</b>	<b>115</b>	<b>106</b>	<b>109</b>	<b>109</b>	<b>109</b>
Cités industrielles du Borinage-Centre	Boussu				108	107
	Dour		109	106	109	111
	Frameries			111	106	104
	Hornu				112	112
	Jemappes	104	103	105	112	108
	La Louvière		106	110	109	110
	Pâturages		113	106	106	107
	Quaregnon		107	108	110	107
	Wasmes		108	107	108	106
	<b>Total</b>		<b>108</b>	<b>107</b>	<b>109</b>	<b>108</b>





Annexe3 (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur					107
	Ans					104
	Bressoux					101
	Dison		98	97	95	96
	Grivegnée					110
	Herstal		110	107	110	103
	Jemeppe				116	111
	Ougrée			116	114	111
	Seraing	133	118	118	114	113
	<b>Total</b>		<b>116</b>	<b>115</b>	<b>113</b>	<b>108</b>
Vieilles villes	Anderlues					106
	Arlon					
	Ath				100	108
	Binche			92	92	91
	Huy	95	93	92	89	90
	Lessines					113
	Mons	83	88	80	88	90
	Namur	88	90	105	88	87
	Nivelles		90	90	96	98
	Soignies				103	101
	Tournai	93	94	105	93	91
	Verviers	97	92	92	88	90
	<b>Total</b>	<b>92</b>	<b>92</b>	<b>95</b>	<b>91</b>	<b>94</b>
Grande ville	<b>Liège</b>	<b>91</b>	<b>91</b>	<b>92</b>	<b>89</b>	<b>89</b>
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5 000	106	105	104	105	105
	Arr. de Nivelles		102	100	102	103
	Arr. de Thuin		103	102	102	103
	Arr. de Philippeville		101	100	101	102
	Arr. de Namur		100	100	102	104
Total	Wallonie					
	<i>Moyenne</i>	<i>98</i>	<i>99</i>	<i>105</i>	<i>101</i>	<i>101</i>
	<i>Ecart type</i>	<i>16,529</i>	<i>10,337</i>	<i>8,935</i>	<i>11,673</i>	<i>10,704</i>
	<i>Coefficient de variation</i>	<i>0,168</i>	<i>0,105</i>	<i>0,085</i>	<i>0,116</i>	<i>0,106</i>



Annexe 4. Evolution des indices de fécondité générale (If)

Milieu d'habitat	Communes	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	Anderlecht			0,443	0,444	0,358	0,278	0,183
	Bruxelles	0,359	0,339	0,358	0,323	0,249	0,203	0,148
	Etterbeek				0,406	0,259	0,235	0,147
	Forest							0,152
	Ixelles			0,299	0,260	0,194	0,155	0,115
	Jette						0,303	0,198
	Koekelberg						0,297	0,198
	Laeken				0,462	0,354	0,268	0,170
	Molenbeek			0,457	0,409	0,352	0,262	0,169
	Schaerbeek			0,321	0,286	0,237	0,183	0,132
	St-Gilles				0,323	0,238	0,161	0,106
	St-Josse			0,251	0,238	0,190	0,135	0,087
	Uccle				0,383	0,357	0,276	0,152
	<b>Total</b>			<b>0,350</b>	<b>0,334</b>	<b>0,266</b>	<b>0,213</b>	<b>0,145</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi			0,325	0,277	0,227	0,207	0,159
	Châtelet				0,303	0,263	0,259	0,199
	Châtelineau					0,338	0,331	0,249
	Couillet							0,226
	Courcelles				0,391	0,311	0,309	0,199
	Dampremy						0,324	0,249
	Gilly			0,465	0,373	0,334	0,302	0,223
	Jumet			0,458	0,354	0,289	0,244	0,176
	Lodelinsart							0,162
	Marchienne-au-Pont				0,382	0,316	0,272	0,235
	Marcinelle					0,302	0,270	0,197
	Montignies/Sambre			0,452	0,372	0,304	0,309	0,237
	Roux							0,187
	<b>Total</b>			<b>0,426</b>	<b>0,348</b>	<b>0,294</b>	<b>0,274</b>	<b>0,204</b>
Cités industrielles Borinage-Centre	Boussu						0,295	0,226
	Dour				0,354	0,358	0,308	0,247
	Frameries					0,334	0,247	0,213
	Hornu						0,326	0,237
	Jemappes			0,414	0,328	0,323	0,289	0,238
	La Louvière				0,335	0,285	0,247	0,214
	Mons	0,283	0,266	0,256	0,222	0,190	0,169	0,149
	Pâturages				0,321	0,241	0,255	0,196
	Quaregnon				0,352	0,340	0,296	0,244
	Wasmes				0,313	0,304	0,272	0,232
	<b>Total</b>				<b>0,333</b>	<b>0,310</b>	<b>0,279</b>	<b>0,220</b>



Annexe 4 (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur							0,158
	Ans							0,165
	Bressoux							0,149
	Dison			0,434	0,325	0,250	0,189	0,142
	Grivegnée							0,150
	Herstal	0,342	0,369	0,390	0,351	0,300	0,275	0,172
	Jemeppe						0,307	0,203
	Ougrée					0,398	0,342	0,192
	Seraing			0,458	0,434	0,378	0,317	0,179
	<b>Total</b>				<b>0,411</b>	<b>0,365</b>	<b>0,309</b>	<b>0,171</b>
	Bassin aval*	0,366	0,377	0,409	0,351	0,317		
Vieilles villes	Basse-Meuse*	0,321	0,328	0,371	0,360	0,317		
	Anderlues							0,265
	Arlon	0,400	0,306	0,333	0,329	0,282	0,248	0,208
	Ath						0,221	0,194
	Binche					0,297	0,249	0,210
	Huy			0,289	0,277	0,239	0,177	0,139
	Lessines							0,219
	Mons	0,283	0,266	0,256	0,222	0,190	0,169	0,149
	Namur	0,312	0,284	0,289	0,270	0,257	0,213	0,161
	Nivelles				0,304	0,236	0,207	0,158
	Soignies						0,214	0,184
	Tournai	0,319	0,273	0,275	0,301	0,267	0,215	0,157
	Verviers	0,325	0,329	0,370	0,303	0,249	0,173	0,141
	<b>Total</b>	<b>0,308</b>	<b>0,321</b>	<b>0,302</b>	<b>0,283</b>	<b>0,245</b>	<b>0,206</b>	<b>0,163</b>
Grande ville	Liège	0,416	0,337	0,320	0,292	0,242	0,204	0,139
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5 000			0,341	0,319	0,273	0,278	0,213
	Arr. de Nivelles				0,337	0,322	0,259	0,211
	Arr. de Thuin				0,304	0,238	0,231	0,198
	Arr. de Philippeville				0,255	0,204	0,210	0,199
	Arr. de Namur				0,308	0,265	0,254	0,206
<b>Belgique **</b>		<b>0,306</b>	<b>0,328</b>	<b>0,359</b>	<b>0,354</b>	<b>0,320</b>	<b>0,273</b>	<b>0,244</b>
Wallonie	Moy. pond. ≥ 10 000 h	0,330	0,323	0,335	0,363	0,277	0,227	0,164
	<i>Moyenne</i>	<i>0,344</i>	<i>0,313</i>	<i>0,365</i>	<i>0,335</i>	<i>0,294</i>	<i>0,257</i>	<i>0,188</i>
	<i>Ecart type</i>	<i>0,045</i>	<i>0,036</i>	<i>0,075</i>	<i>0,057</i>	<i>0,059</i>	<i>0,058</i>	<i>0,043</i>
	<i>Coef. de variation</i>	<i>0,131</i>	<i>0,117</i>	<i>0,206</i>	<i>0,171</i>	<i>0,201</i>	<i>0,226</i>	<i>0,229</i>

\* Leboutte (1988), \*\* Lesthaeghe (1977)

Annexe 5. Evolution des indices de fécondité légitime (lg)

Milieu d'habitat	Communes	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	Anderlecht			0,756	0,691	0,563	0,446	0,272
	Bruxelles	0,630	0,662	0,672	0,576	0,452	0,360	0,247
	Etterbeek				0,624	0,453	0,375	0,240
	Forest							0,235
	Ixelles			0,651	0,527	0,399	0,323	0,233
	Jette						0,520	0,319
	Koekelberg						0,414	0,281
	Laeken				0,686	0,566	0,416	0,254
	Molenbeek			0,742	0,615	0,530	0,386	0,238
	Schaerbeek			0,673	0,541	0,456	0,342	0,218
	St-Gilles				0,559	0,433	0,295	0,182
	St-Josse			0,619	0,479	0,399	0,301	0,169
	Uccle				0,623	0,687	0,502	0,268
	<b>Total</b>			<b>0,677</b>	<b>0,582</b>	<b>0,483</b>	<b>0,378</b>	<b>0,244</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi			0,592	0,530	0,419	0,334	0,235
	Châtelet				0,479	0,447	0,395	0,276
	Châtelineau					0,551	0,459	0,336
	Couillet							0,304
	Courcelles				0,658	0,542	0,465	0,276
	Dampremy						0,417	0,309
	Gilly			0,780	0,608	0,552	0,443	0,310
	Jumet			0,764	0,558	0,464	0,363	0,246
	Lodelinsart							0,228
	Marchienne-au-Pont				0,564	0,446	0,378	0,302
	Marcinelle					0,466	0,402	0,265
	Montignies/Sambre			0,660	0,591	0,469	0,413	0,302
	Roux							0,253
	<b>Total</b>			<b>0,708</b>	<b>0,570</b>	<b>0,481</b>	<b>0,401</b>	<b>0,279</b>
Cités industrielles Borinage-Centre	Boussu						0,451	0,326
	Dour				0,592	0,564	0,455	0,356
	Frameries					0,502	0,352	0,300
	Hornu						0,464	0,320
	Jemappes			0,741	0,572	0,518	0,404	0,328
	La Louvière				0,651	0,415	0,355	0,285
	Mons	0,624	0,577	0,541	0,423	0,367	0,324	0,266
	Pâturages				0,502	0,411	0,365	0,274
	Quaregnon				0,549	0,502	0,407	0,341
	Wasmès				0,492	0,472	0,392	0,310
	<b>Total</b>				<b>0,556</b>	<b>0,480</b>	<b>0,400</b>	<b>0,314</b>



Annexe 5. (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur							0,238
	Ans							0,250
	Bressoux							0,227
	Dison			0,921	0,683	0,574	0,418	0,283
	Grivegnée		0,935					0,243
	Herstal	0,779	0,844	0,784	0,682	0,585	0,467	0,272
	Jemeppe						0,468	0,304
	Ougrée					0,637	0,523	0,281
	Seraing	0,749	0,775	0,727	0,687	0,603	0,494	0,261
	<b>Total</b>				<b>0,682</b>	<b>0,605</b>	<b>0,489</b>	<b>0,263</b>
	Bassin aval*	0,796	0,855	0,839	0,704	0,630		
	Basse-Meuse*	0,820	0,851	0,881	0,755	0,690		
Vieilles villes	Anderlues							0,351
	Arlon	0,898	0,789	0,798	0,657	0,533	0,480	0,372
	Ath						0,363	0,305
	Binche					0,510	0,380	0,315
	Huy	0,758	0,690	0,665	0,619	0,499	0,359	0,270
	Lessines							0,310
	Mons	0,624	0,577	0,541	0,423	0,367	0,324	0,266
	Namur	0,677	0,664	0,686	0,507	0,535	0,428	0,305
	Nivelles				0,626	0,494	0,386	0,310
	Soignies						0,374	0,284
	Tournai	0,779	0,675	0,676	0,614	0,566	0,445	0,305
	Verviers	0,759	0,653	0,775	0,622	0,528	0,367	0,266
	<b>Total</b>	<b>0,701</b>	<b>0,745</b>	<b>0,686</b>	<b>0,569</b>	<b>0,505</b>	<b>0,383</b>	<b>0,290</b>
Grande ville	Liège	0,985	0,869	0,731	0,584	0,476	0,372	0,244
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5 000			0,738	0,652	0,557	0,518	0,384
	Arr. de Nivelles				0,707	0,686	0,486	0,359
	Arr. de Thuin				0,539	0,405	0,347	0,283
	Arr. de Philippeville				0,488	0,393	0,365	0,318
	Arr. de Namur				0,646	0,571	0,485	0,356
<b>Belgique **</b>		<b>0,757</b>	<b>0,827</b>	<b>0,830</b>	<b>0,749</b>	<b>0,669</b>	<b>0,534</b>	<b>0,444</b>
Wallonie	Moy. pond. ≥ 10 000	0,674	0,702	0,713	0,581	0,529	0,391	0,264
	<i>Moyenne</i>	<i>0,764</i>	<i>0,739</i>	<i>0,712</i>	<i>0,587</i>	<i>0,514</i>	<i>0,415</i>	<i>0,285</i>
	<i>Ecart type</i>	<i>0,112</i>	<i>0,110</i>	<i>0,083</i>	<i>0,069</i>	<i>0,088</i>	<i>0,075</i>	<i>0,054</i>
	<i>Coef. de variation</i>	<i>0,146</i>	<i>0,149</i>	<i>0,117</i>	<i>0,117</i>	<i>0,171</i>	<i>0,180</i>	<i>0,188</i>

\* Leboutte (1988), \*\* Lesthaeghe (1977)

Annexe 6. L'intensité de la baisse de la fécondité légitime (Ig)

Milieu d'habitat	Communes	$\Delta$ Ig (1880-1910)	$\Delta$ Ig (1866-1910)	TMAE (1866-1880)	TMAE (1880-1890)	TMAE (1890-1900)	TMAE (1900-1910)
Communes bruxelloises	Anderlecht	85,3%	87,1%	-0,61%	-1,85%	-2,08%	-3,90%
	Bruxelles	87,5%	90,0%	-1,02%	-2,15%	-2,04%	-3,14%
	Etterbeek	90,6%			-2,74%	-1,72%	-3,60%
	Forest						
	Ixelles	89,9%	92,7%	-1,36%	-2,43%	-1,90%	-2,79%
	Jette						-3,87%
	Koekelberg						-3,21%
	Laeken	88,9%			-1,75%	-2,65%	-3,89%
	Molenbeek	90,8%	93,0%	-1,22%	-1,38%	-2,72%	-3,83%
	Schaerbeek	94,7%	96,2%	-1,40%	-1,57%	-2,50%	-3,63%
	St-Gilles	105,0%			-2,25%	-3,19%	-3,83%
	St-Josse	111,1%	107,4%	-1,62%	-1,67%	-2,46%	-4,39%
	Uccle	83,9%			1,03%	-2,69%	-4,66%
	<b>Total</b>	<b>88,5%</b>	<b>90,8%</b>	<b>-1,00%</b>	<b>-1,70%</b>	<b>-2,17%</b>	<b>-3,54%</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi	89,4%	91,1%	-0,75%	-2,09%	-2,03%	-2,96%
	Châtelet	72,8%			-0,67%	-1,16%	-3,01%
	Châtelineau					-1,67%	-2,68%
	Couillet						
	Courcelles	83,4%			-1,76%	-1,42%	-4,06%
	Dampremy						-2,59%
	Gilly	73,0%	81,0%	-1,58%	-0,92%	-1,97%	-3,00%
	Jumet	87,2%	91,8%	-1,93%	-1,68%	-2,18%	-3,22%
	Lodelinsart						
	Marchienne-au-Pont	72,0%			-2,09%	-1,52%	-2,01%
	Marcinelle					-1,37%	-3,41%
	Montignies/Sambre	73,9%	77,8%	-0,75%	-2,06%	-1,19%	-2,69%
	Roux						
	<b>Total</b>	<b>78,6%</b>	<b>84,4%</b>	<b>-1,39%</b>	<b>-1,56%</b>	<b>-1,66%</b>	<b>-3,04%</b>
Cités industrielles Borinage-Centre	Boussu						-2,77%
	Dour	60,2%			-0,47%	-1,93%	-2,18%
	Frameries					-2,99%	-1,48%
	Hornu						-3,10%
	Jemappes	65,6%	76,3%	-1,63%	-0,94%	-2,20%	-1,88%
	La Louvière	81,2%			-3,63%	-1,45%	-1,97%
	Mons	70,4%	80,6%	-1,56%	-1,32%	-1,17%	-1,79%
	Pâturages	75,5%			-1,81%	-1,12%	-2,49%
	Quaregnon	59,6%			-0,86%	-1,89%	-1,62%
	Wasmes	62,3%			-0,41%	-1,69%	-2,09%
	<b>Total</b>	<b>68,0%</b>			<b>-1,37%</b>	<b>-1,67%</b>	<b>-2,15%</b>



Annexe 6 (suite)

Milieu d'habitat	Communes	$\Delta$ lg (1880-1910)	$\Delta$ lg (1866-1910)	TMAE (1866-1880)	TMAE (1880-1890)	TMAE (1890-1900)	TMAE (1900-1910)
Cités industrielles liégeoises	Angleur						
	Ans						
	Bressoux						
	Dison	82,8%	88,5%	-1,85%	-1,60%	-2,72%	-3,23%
	Grivegnée						
	Herstal	85,1%	87,7%	-0,93%	-1,42%	-2,02%	-4,18%
	Jemeppe					-1,79%	-4,63%
	Ougrée					-1,81%	-4,72%
Vieilles villes	Seraing	87,5%	88,4%	-0,39%	-1,22%	-1,92%	-4,62%
	<b>Total</b>	<b>86,9%</b>			<b>-1,13%</b>	<b>-1,92%</b>	<b>-4,62%</b>
	Anderlues						
	Arlon	62,4%	71,2%	-1,26%	-1,89%	-0,99%	-2,25%
	Ath					-2,55%	-1,60%
	Binche					-2,81%	-1,71%
	Huy	83,3%	84,9%	-0,49%	-1,94%	-2,81%	-2,48%
	Lessines						
Grande ville	Mons	70,4%	80,6%	-1,56%	-1,32%	-1,17%	-1,79%
	Namur	65,8%	78,4%	-1,86%	0,55%	-2,00%	-2,87%
	Nivelles	74,2%			-2,11%	-2,19%	-1,97%
	Soignies						-2,41%
	Tournai	74,6%	77,9%	-0,66%	-0,78%	-2,14%	-3,15%
	Verviers	84,4%	88,5%	-1,41%	-1,51%	-3,05%	-2,75%
	<b>Total</b>	<b>75,6%</b>	<b>81,5%</b>	<b>-1,22%</b>	<b>-1,12%</b>	<b>-2,42%</b>	<b>-2,43%</b>
	Liège	88,5%	91,7%	-1,44%	-1,85%	-2,18%	-3,44%
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5 000	59,3%	65,8%	-0,83%	-1,46%	-0,70%	-2,59%
	Arr. de Nivelles	68,6%			-0,30%	-2,92%	-2,61%
	Arr. de Thuin	75,5%			-2,49%	-1,43%	-1,84%
	Arr. de Philippeville	59,0%			-1,95%	-0,71%	-1,29%
	Arr. de Namur	65,0%			-1,16%	-1,51%	-2,66%
<b>Belgique **</b> Wallonie		55,6%	61,3%	-0,70%	-1,07%	-2,02%	-1,69%
	Moy. pond. $\geq$ 10 000	83,2%	87,5%	-1,32%	-0,90%	-2,61%	-3,25%
	<i>Moyenne</i>	<i>80,7%</i>	<i>86,8%</i>	<i>-1,22%</i>	<i>-1,51%</i>	<i>-1,99%</i>	<i>-2,99%</i>
	<i>Ecart type</i>	<i>0,121</i>	<i>0,082</i>	<i>0,005</i>	<i>0,009</i>	<i>0,006</i>	<i>0,009</i>
	<i>Coef. de variation</i>	<i>0,151</i>	<i>0,094</i>	<i>-0,386</i>	<i>-0,582</i>	<i>-0,295</i>	<i>-0,288</i>

$\Delta$ lg = Indice d'intensité de la baisse de la fécondité proposé par R. Lesthaeghe (1977)

TMAE = Taux moyen annuel d'évolution de la fécondité légitime

Annexe 7. Evolution des indices de fécondité illégitime (Ih)

Milieu d'habitat	Communes	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloise	Anderlecht			0,069	0,123	0,116	0,068	0,058
	Bruxelles	0,189	0,140	0,148	0,148	0,110	0,087	0,071
	Etterbeek				0,115	0,076	0,062	0,029
	Forest							0,028
	Ixelles			0,076	0,065	0,056	0,028	0,020
	Jette						0,049	0,037
	Koekelberg						0,121	0,056
	Laeken				0,135	0,119	0,074	0,049
	Molenbeek			0,118	0,150	0,142	0,095	0,061
	Schaerbeek			0,072	0,074	0,066	0,045	0,034
	St-Gilles				0,104	0,078	0,046	0,034
	St-Josse			0,036	0,080	0,072	0,031	0,028
	Uccle				0,039	0,065	0,048	0,023
	<b>Total</b>			<b>0,119</b>	<b>0,095</b>	<b>0,094</b>	<b>0,064</b>	<b>0,043</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi			0,080	0,061	0,054	0,062	0,044
	Châtelet				0,083	0,053	0,050	0,053
	Châtelineau					0,059	0,082	0,052
	Couillet							0,037
	Courcelles				0,076	0,061	0,049	0,042
	Dampremy						0,116	0,100
	Gilly			0,077	0,065	0,057	0,059	0,035
	Jumet			0,108	0,100	0,093	0,060	0,040
	Lodelinsart							0,027
	Marchienne-au-Pont				0,111	0,116	0,082	0,086
	Marcinelle					0,079	0,049	0,051
	Montignies/Sambre			0,075	0,069	0,066	0,082	0,077
	Roux							0,033
	<b>Total</b>			<b>0,087</b>	<b>0,080</b>	<b>0,071</b>	<b>0,066</b>	<b>0,051</b>
Cités industrielles Borinage-Centre	Boussu						0,034	0,038
	Dour				0,063	0,071	0,048	0,030
	Frameries					0,089	0,043	0,040
	Hornu						0,052	0,043
	Jemappes			0,076	0,073	0,093	0,097	0,067
	La Louvière				0,049	0,096	0,063	0,065
	Mons	0,076	0,075	0,079	0,067	0,065	0,044	0,035
	Pâturages				0,080	0,055	0,048	0,030
	Quaregnon				0,084	0,111	0,086	0,051
	Wasmes				0,083	0,075	0,050	0,056
	<b>Total</b>				<b>0,071</b>	<b>0,084</b>	<b>0,060</b>	<b>0,044</b>





Annexe 7 (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur							0,024
	Ans							0,033
	Bressoux							0,028
	Dison			0,047	0,038	0,023	0,014	0,008
	Grivegnée							0,023
	Herstal	0,039	0,040	0,051	0,042	0,058	0,032	0,028
	Jemeppe						0,081	0,050
	Ougrée					0,082	0,056	0,038
	Seraing			0,108	0,099	0,085	0,059	0,041
	<b>Total</b>				<b>0,084</b>	<b>0,077</b>	<b>0,054</b>	<b>0,031</b>
	Bassin aval*	0,037	0,038	0,048	0,022	0,051		
	Basse-Meuse*	0,026	0,024	0,017	0,024	0,027		
Vieilles villes	Anderlues							0,069
	Arlon	0,020	0,025	0,021	0,040	0,033	0,025	0,022
	Ath						0,057	0,049
	Binche					0,096	0,067	0,065
	Huy			0,046	0,032	0,035	0,028	0,021
	Lessines							0,044
	Mons	0,076	0,075	0,079	0,067	0,065	0,044	0,035
	Namur	0,101	0,067	0,058	0,056	0,057	0,045	0,035
	Nivelles				0,060	0,040	0,031	0,012
	Soignies						0,029	0,028
	Tournai	0,034	0,040	0,037	0,054	0,049	0,039	0,031
	Verviers	0,034	0,047	0,054	0,045	0,041	0,027	0,030
	<b>Total</b>	<b>0,053</b>	<b>0,054</b>	<b>0,053</b>	<b>0,052</b>	<b>0,052</b>	<b>0,043</b>	<b>0,033</b>
Grande ville	Liège	0,071	0,059	0,067	0,079	0,074	0,066	0,049
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5 000			0,034	0,034	0,034	0,030	0,006
	Arr. de Nivelles				0,045	0,043	0,034	0,025
	Arr. de Thuin				0,060	0,054	0,052	0,043
	Arr. de Philippeville				0,019	0,016	0,013	0,011
	Arr. de Namur				0,032	0,032	0,028	0,021
<b>Belgique **</b> Wallonie		0,036	0,040	0,041	0,048	0,050	0,033	0,032
	Moy. pond. ≥ 10 000	0,117	0,095	0,061	0,085	0,067	0,060	0,044
	<i>Moyenne</i>	<i>0,071</i>	<i>0,062</i>	<i>0,072</i>	<i>0,078</i>	<i>0,074</i>	<i>0,057</i>	<i>0,042</i>
	<i>Ecart type</i>	<i>0,055</i>	<i>0,036</i>	<i>0,030</i>	<i>0,031</i>	<i>0,026</i>	<i>0,023</i>	<i>0,018</i>
	<i>Coef. de variation</i>	<i>0,781</i>	<i>0,577</i>	<i>0,420</i>	<i>0,400</i>	<i>0,356</i>	<i>0,412</i>	<i>0,427</i>

\* Leboutte (1988), \*\* Lesthaeghe (1977)

Annexe 8. Evolution des indices d'intensité de la nuptialité (Im)

Milieu d'habitat	Communes	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	Anderlecht			0,545	0,565	0,541	0,556	0,584
	Bruxelles	0,385	0,381	0,400	0,410	0,406	0,425	0,440
	Etterbeek				0,572	0,485	0,553	0,561
	Forest							0,600
	Ixelles			0,388	0,422	0,403	0,431	0,444
	Jette						0,539	0,572
	Koekelberg						0,601	0,631
	Laeken				0,594	0,526	0,566	0,590
	Molenbeek			0,543	0,556	0,541	0,573	0,609
	Schaerbeek			0,414	0,454	0,439	0,465	0,530
	St-Gilles				0,482	0,450	0,460	0,488
	St-Josse			0,368	0,396	0,360	0,385	0,421
	Uccle				0,589	0,470	0,503	0,526
	<b>Total</b>			<b>0,414</b>	<b>0,490</b>	<b>0,442</b>	<b>0,473</b>	<b>0,505</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi			0,478	0,461	0,474	0,534	0,601
	Châtelet				0,555	0,534	0,606	0,653
	Châtelineau					0,567	0,660	0,694
	Couillet							0,706
	Courcelles				0,542	0,519	0,624	0,670
	Dampremy						0,691	0,712
	Gilly			0,552	0,568	0,560	0,634	0,684
	Jumet			0,534	0,554	0,527	0,606	0,658
	Lodelinsart							0,673
	Marchienne-au-Pont				0,598	0,606	0,641	0,691
	Marcinelle					0,575	0,627	0,682
	Montignies/Sambre			0,644	0,580	0,590	0,687	0,713
	Roux							0,701
	<b>Total</b>			<b>0,546</b>	<b>0,547</b>	<b>0,544</b>	<b>0,622</b>	<b>0,669</b>
Cités industrielles Borinage-Centre	Boussu						0,627	0,654
	Dour				0,550	0,583	0,638	0,665
	Frameries					0,594	0,660	0,667
	Hornu						0,665	0,699
	Jemappes			0,509	0,512	0,542	0,625	0,656
	La Louvière				0,475	0,591	0,630	0,676
	Mons	0,377	0,381	0,383	0,436	0,414	0,446	0,495
	Pâturages				0,570	0,522	0,652	0,679
	Quaregnon				0,576	0,585	0,653	0,665
	Wasmes				0,562	0,576	0,650	0,693
	<b>Total</b>				<b>0,541</b>	<b>0,570</b>	<b>0,644</b>	<b>0,650</b>



Annexe 8 (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1846	1856	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur							0,628
	Ans							0,609
	Bressoux							0,609
	Dison			0,443	0,445	0,412	0,433	0,487
	Grivegnée							0,578
	Herstal	0,409	0,409	0,462	0,483	0,460	0,558	0,589
	Jemeppe						0,585	0,604
	Ougrée					0,570	0,612	0,633
	Seraing			0,565	0,570	0,565	0,592	0,625
	<b>Total</b>				<b>0,546</b>	<b>0,546</b>	<b>0,586</b>	<b>0,602</b>
	Bassin aval*	0,433	0,415	0,456	0,483	0,460		
	Basse-Meuse*	0,371	0,367	0,410	0,460	0,438		
Vieilles villes	Anderlues							0,696
	Arlon	0,433	0,368	0,402	0,469	0,497	0,491	0,531
	Ath						0,536	0,565
	Binche					0,485	0,583	0,581
	Huy			0,393	0,417	0,440	0,449	0,473
	Lessines							0,657
	Mons	0,377	0,381	0,383	0,436	0,414	0,446	0,495
	Namur	0,367	0,363	0,368	0,475	0,418	0,439	0,465
	Nivelles				0,431	0,432	0,495	0,491
	Soignies						0,536	0,611
	Tournai	0,382	0,367	0,372	0,441	0,422	0,433	0,461
	Verviers	0,402	0,466	0,438	0,448	0,428	0,428	0,470
	<b>Total</b>	<b>0,393</b>	<b>0,387</b>	<b>0,393</b>	<b>0,447</b>	<b>0,427</b>	<b>0,479</b>	<b>0,505</b>
Grande ville	Liège	0,377	0,343	0,381	0,421	0,418	0,450	0,461
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5 000			0,436	0,461	0,457	0,509	0,548
	Arr. de Nivelles				0,441	0,434	0,497	0,556
	Arr. de Thuin				0,510	0,523	0,607	0,645
	Arr. de Philippeville				0,504	0,499	0,560	0,611
	Arr. de Namur				0,450	0,432	0,495	0,552
<b>Belgique **</b> Wallonie	<b>Belgique **</b>	0,375	0,366	0,403	0,435	0,436	0,479	0,517
	Moy. pond. ≥ 10 000	0,383	0,376	0,420	0,561	0,454	0,504	0,544
	<i>Moyenne</i>	<i>0,392</i>	<i>0,385</i>	<i>0,456</i>	<i>0,505</i>	<i>0,501</i>	<i>0,557</i>	<i>0,599</i>
	<i>Ecart type</i>	<i>0,022</i>	<i>0,038</i>	<i>0,081</i>	<i>0,065</i>	<i>0,068</i>	<i>0,084</i>	<i>0,083</i>
	<i>Coef. de variation</i>	<i>0,055</i>	<i>0,098</i>	<i>0,178</i>	<i>0,130</i>	<i>0,136</i>	<i>0,152</i>	<i>0,139</i>

\* Leboutte (1988), \*\* Lesthaeghe (1977)

Annexe 9a. Evolution de l'âge moyen au 1<sup>er</sup> mariage de la population féminine  
(selon les recensements de la population)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	Anderlecht	26,1	25,5	25,1	25,1	24,3
	Bruxelles	27,7	27,2	27,5	27,2	26,8
	Etterbeek		24,4	26,1	25,1	24,4
	Forest					24,3
	Ixelles	28,3	26,3	27,7	26,8	25,9
	Jette				24,0	24,2
	Koekelberg				24,7	23,3
	Lacken		24,6	25,1	24,9	24,7
	Molenbeek	26,0	25,4	25,4	24,8	24,1
	Schaerbeek	28,1	26,3	26,5	26,2	25,0
	St-Gilles		26,3	28,0	26,7	26,1
	St-Josse	29,4	27,0	28,2	28,0	26,5
	Uccle		24,7	26,4	25,5	25,0
	<b>Total</b>	<b>27,7</b>	<b>26,4</b>	<b>26,9</b>	<b>26,3</b>	<b>25,4</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi	25,9	25,6	26,7	25,0	23,6
	Châtelet		23,7	24,5	23,7	23,1
	Châtelineau			24,3	23,3	22,4
	Couillet					22,4
	Courcelles		25,2	24,9	23,6	22,7
	Dampremy				22,5	22,2
	Gilly	25,0	24,1	24,5	23,1	22,1
	Jumet	25,1	25,1	25,2	23,5	23,1
	Lodelinsart					22,5
	Marchienne-au-Pont		23,5	24,0	23,2	22,7
	Marcinelle			24,7	24,0	23,0
	Montignies/Sambre	23,5	24,5	24,0	22,4	22,1
	Roux					22,2
	<b>Total</b>	<b>25,0</b>	<b>24,6</b>	<b>24,9</b>	<b>23,5</b>	<b>22,7</b>
Cités industrielles Borinage-Centre	Boussu				23,4	22,3
	Dour		25,0	24,5	22,8	22,5
	Frameries			23,9	23,2	23,0
	Hornu				22,6	22,5
	Jemappes	26,5	25,7	25,0	23,1	23,1
	La Louvière		22,8	24,5	23,9	22,7
	Pâturages		24,7	24,2	23,4	23,4
	Quaregnon		24,0	24,5	22,8	23,5
	Wasmes		24,6	24,0	23,4	22,8
	<b>Total</b>		<b>24,5</b>	<b>24,4</b>	<b>23,3</b>	<b>22,9</b>



## Annexe 9a (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur					23,9
	Ans					23,0
	Bressoux					24,1
	Dison		26,7	27,9	26,9	26,4
	Grivegnée					24,9
	Herstal	27,1	26,6	26,4	24,8	24,3
	Jemeppe				24,0	24,1
	Ougrée			24,5	23,6	23,7
	Seraing	25,9	24,9	24,8	24,1	24,2
	<b>Total</b>		<b>25,4</b>	<b>25,1</b>	<b>24,2</b>	<b>24,1</b>
	Bassin aval*	26,7	26,6	27,0		
	Basse-Meuse*	29,0	27,9	26,5		
Vieilles villes	Anderlues					21,2
	Arlon	26,2	25,4	25,3	25,3	24,7
	Ath				24,1	24,2
	Binche			24,2	24,0	23,9
	Huy	28,1	26,3	25,6	26,2	25,8
	Lessines					22,8
	Mons	27,2	26,1	25,9	26,1	25,2
	Namur	26,8	25,4	25,8	26,0	25,0
	Nivelles		24,0	24,6	24,6	25,4
	Soignies				24,9	23,1
	Tournai	28,0	26,2	25,6	26,1	25,1
	Verviers	27,2	26,8	27,4	27,2	26,3
	<b>Total</b>	<b>27,3</b>	<b>26,2</b>	<b>26,2</b>	<b>26,2</b>	<b>25,1</b>
Grande ville	Liège	28,2	26,9	26,9	26,4	26,3
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5 000	27,5	26,7	26,1	25,1	24,7
	Arr. de Nivelles		26,4	26,5	25,5	24,4
	Arr. de Thuin		25,1	24,9	23,4	22,7
	Arr. Philippeville		25,5	25,7	24,6	22,9
	Arr. de Namur		26,8	26,6	25,3	23,9
Total	Wallonie	27,2	26,3	25,6	24,5	24,3
	Belgique**	28,0		26,7	25,7	25,2
	Moyenne	26,8	25,3	25,5	24,6	23,9
	Ecart type	1,400	1,115	1,273	1,454	1,356
	Coef. de variation	0,052	0,044	0,050	0,059	0,057

\*Leboutte (1988), \*\*Van de Walle (1965)

Annexe 9b. Evolution de l'âge moyen au 1<sup>er</sup> mariage de la population masculine  
(selon les recensements de la population)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	Anderlecht	28,4	26,9	26,5	25,6	25,6
	Bruxelles	27,8	28,4	28,5	27,3	27,3
	Etterbeek		26,0	27,1	25,3	25,6
	Forest					25,3
	Ixelles	28,2	27,7	27,6	27,0	26,7
	Jette				25,5	25,3
	Koekelberg				26,0	25,5
	Laeken		26,4	26,9	25,7	25,8
	Molenbeek	28,0	27,5	26,8	25,8	25,4
	Schaerbeek	27,8	27,0	27,1	26,6	25,9
	St-Gilles		27,0	28,1	26,4	26,2
	St-Josse	28,7	27,5	27,9	27,8	27,6
	Uccle		27,4	27,2	25,6	25,9
	<b>Total</b>	<b>27,9</b>	<b>27,7</b>	<b>27,7</b>	<b>26,5</b>	<b>26,2</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi	29,8	27,4	27,7	26,4	27,0
	Châtelet		28,1	27,5	26,5	25,5
	Châtelineau			27,1	25,6	24,8
	Couillet					25,0
	Courcelles		28,3	27,3	25,4	25,0
	Dampremy				24,8	24,6
	Gilly	28,2	26,8	26,8	25,8	25,0
	Jumet	27,2	27,2	27,3	25,9	25,6
	Lodelinsart					26,6
	Marchienne-au-Pont		27,2	26,4	26,3	25,7
	Marcinelle			26,5	25,5	25,4
	Montignies/Sambre	27,0	27,0	26,9	25,3	25,1
	Roux					25,4
	<b>Total</b>	<b>28,1</b>	<b>27,4</b>	<b>27,1</b>	<b>25,8</b>	<b>25,5</b>
Cités industrielles Borinage-Centre	Boussu				25,5	25,8
	Dour		27,0	26,7	25,9	25,6
	Frameries			26,1	25,2	25,5
	Hornu				24,8	25,4
	Jemappes	28,6	26,9	27,3	25,9	24,9
	La Louvière		24,2	26,6	25,8	25,6
	Pâturages		26,9	25,9	25,0	25,1
	Quaregnon		27,1	26,4	25,6	24,5
	Wasmes		27,1	25,5	25,9	24,4
	<b>Total</b>		<b>26,5</b>	<b>26,4</b>	<b>25,6</b>	<b>25,2</b>



Annexe 9b (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur					27,1
	Ans					25,8
	Bressoux					26,1
	Dison		29,6	28,8	28,5	28,1
	Grivegnée					26,9
	Herstal	29,2	29,5	28,2	27,0	26,7
	Jemeppe				26,5	27,2
	Ougrée			28,3	26,2	26,1
	Seraing	29,8	28,5	28,4	26,7	26,6
	<b>Total</b>		<b>28,8</b>	<b>28,3</b>	<b>26,7</b>	<b>26,6</b>
	Bassin aval*	29,0	29,5	28,6		
Vieilles villes	Basse-Meuse*	29,7	30,5	29,5		
	Anderlues					24,1
	Arlon	29,9	28,3	28,2	28,4	28,2
	Ath				26,6	27,6
	Binche			25,7	25,5	25,3
	Huy	30,4	27,7	27,6	27,4	27,4
	Lessines					26,1
	Mons	29,0	27,9	27,4	27,8	26,9
	Namur	28,1	25,4	27,9	27,1	27,0
	Nivelles		28,2	26,9	26,4	25,9
	Soignies				27,3	25,7
	Tournai	28,7	28,0	28,0	27,2	26,2
	Verviers	28,9	28,3	28,4	27,9	27,3
	<b>Total</b>	<b>28,9</b>	<b>27,6</b>	<b>27,9</b>	<b>27,5</b>	<b>26,9</b>
Grande ville	Liège	29,4	28,7	28,2	27,2	27,4
Milieu rural ou assimilé	Wallonie < 5 000	29,6	29,0	28,2	27,4	27,5
	Arr. de Nivelles		28,8	28,3	27,3	26,6
	Arr. de Thuin		28,3	26,9	25,6	25,4
	Arr. de Philippeville		27,6	27,8	27,2	26,5
	Arr. de Namur		28,5	28,4	27,4	26,8
Total	Wallonie	29,2	28,5	27,7	26,7	26,9
	Belgique**	30,0		28,6	27,6	27,3
	<i>Moyenne</i>	28,7	27,4	27,3	26,3	26,0
	<i>Ecart type</i>	0,912	1,054	0,824	0,930	0,965
	<i>Coef. de variation</i>	0,032	0,038	0,030	0,035	0,037

\*Leboutte (1988), \*\*Van de Walle (1965)

Annexe 10a. Evolution de la proportion de célibataires définitifs féminins (%)  
(selon les recensements de la population)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	Anderlecht	5,6	7,6	9,0	9,7	11,1
	Bruxelles	21,2	22,4	20,3	19,8	21,6
	Etterbeek		11,5	11,5	10,9	16,6
	Forest					13,5
	Ixelles	20,8	24,6	21,4	22,8	26,2
	Jette				15,0	14,5
	Koekelberg				5,4	11,1
	Laeken		8,2	9,5	8,6	9,7
	Molenbeek	8,1	9,6	8,8	9,2	10,9
	Schaerbeek	18,4	20,5	19,6	18,3	18,5
	St-Gilles		14,6	11,7	17,0	18,7
	St-Josse	21,8	26,0	24,7	24,3	28,0
	Uccle		13,1	11,3	13,5	16,9
	<b>Total</b>	<b>19,3</b>	<b>19,2</b>	<b>17,3</b>	<b>17,2</b>	<b>18,7</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi	16,4	17,4	10,6	12,1	12,9
	Châtelet		14,2	10,9	10,9	9,8
	Châtelineau			6,3	5,2	6,2
	Couillet					7,3
	Courcelles		6,6	7,8	7,5	7,3
	Dampremy				5,0	4,9
	Gilly	8,1	8,7	8,5	8,5	7,9
	Jumet	8,2	5,9	7,3	10,3	8,8
	Lodelinsart					10,5
	Marchienne-au-Pont		6,4	4,9	5,8	5,9
	Marcinelle			4,4	5,3	6,9
	Montignies/Sambre	5,8	6,5	6,8	6,0	6,4
	Roux					7,0
	<b>Total</b>	<b>9,6</b>	<b>9,3</b>	<b>7,7</b>	<b>8,2</b>	<b>8,1</b>
Cités industrielles du Borinage-Mons	Boussu				7,5	11,1
	Dour		6,7	6,9	9,2	8,3
	Frameries			5,0	4,8	6,1
	Hornu				5,5	4,1
	Jemappes	6,7	9,4	9,1	10,2	7,8
	La Louvière		23,8	4,3	6,0	8,3
	Pâturages		6,1	5,9	4,9	4,2
	Quaregnon		8,0	5,6	7,1	4,3
	Wasmes		7,4	6,7	5,6	3,8
	<b>Total</b>		<b>10,4</b>	<b>6,2</b>	<b>6,7</b>	<b>6,5</b>





Annexe 10a (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur					7,3
	Ans					13,9
	Bressoux					8,9
	Dison		17,3	15,3	18,6	18,3
	Grivegnée					12,2
	Herstal	8,8	9,2	10,6	11,2	10,4
	Jemeppe				7,6	7,8
	Ougrée			8,9	8,5	8,0
	Seraing	3,9	5,4	6,1	7,2	6,1
	<b>Total</b>		<b>6,6</b>	<b>7,8</b>	<b>8,4</b>	<b>8,7</b>
	Bassin aval*	9,0	9,5	10,2		
	Basse-Meuse*	9,1	10,5	15,1		
Vieilles villes	Anderlues					8,3
	Arlon	20,8	15,8	16,1	15,8	16,5
	Ath				17,1	14,5
	Binche			22,6	16,8	13,3
	Huy	19,8	20,5	21,7	19,0	18,7
	Lessines					11,1
	Mons	24,3	21,3	23,7	21,2	20,5
	Namur	28,4	15,2	24,5	22,4	24,9
	Nivelles		29,9	26,6	22,6	17,8
	Soignies				14,8	15,5
	Tournai	23,7	24,6	25,1	21,6	25,1
	Verviers	17,0	17,8	17,6	18,6	18,9
	<b>Total</b>	<b>22,6</b>	<b>19,7</b>	<b>21,9</b>	<b>19,8</b>	<b>19,4</b>
Grande ville	Liège	19,4	21,0	19,9	19,7	19,5
Milieu rural assimilé	Wallonie < 5000	13,3	14,8	13,7	13,2	15,4
	Arr. de Nivelles		16,8	15,6	14,8	14,3
	Arr. de Thuin		13,0	11,8	10,8	10,9
	Arr. de Philippeville		14,0	13,5	12,2	14,9
	Arr. de Namur		14,2	17,2	14,6	15,0
Total	Wallonie	13,9	14,6	13,1	12,2	14,1
	Belgique**	18,2	18,9	17,5	16,8	16,4
	Moy.= 10 000 hab.	15,4	14,2	12,8	12,0	12,2
	Ecart type	7,595	7,161	7,079	6,104	6,129
	Coef. de variation	0,494	0,504	0,555	0,510	0,503

\*Leboutte (1988), \*\*Van de Walle (1965)

Annexe 10b. Evolution de la proportion de célibataires définitifs masculins (%)  
(selon les recensements de la population)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Communes bruxelloises	Anderlecht	6,6	7,6	7,7	9,4	9,8
	Bruxelles	19,5	14,6	12,2	13,6	14,1
	Etterbeek		10,5	10,0	10,1	10,0
	Forest					6,7
	Ixelles	13,1	12,9	11,7	10,6	11,7
	Jette				10,8	10,1
	Koekelberg				5,6	6,6
	Laeken		7,3	6,9	7,9	7,7
	Molenbeek	6,8	9,5	10,1	10,6	10,5
	Schaerbeek	11,7	11,7	10,7	8,9	8,9
	St-Gilles		9,0	9,4	8,4	8,8
	St-Josse	14,9	16,2	14,4	12,7	14,8
	Uccle		10,3	11,5	10,7	9,1
	<b>Total</b>	<b>16,4</b>	<b>12,4</b>	<b>11,0</b>	<b>11,0</b>	<b>11,0</b>
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi	14,1	19,5	17,3	17,7	14,9
	Châtelet		12,0	12,1	11,2	12,2
	Châtelineau			10,9	10,2	15,0
	Couillet					9,9
	Courcelles		6,3	11,4	12,4	10,8
	Dampremy				10,8	16,0
	Gilly	15,8	14,8	14,5	12,6	13,8
	Jumet	8,4	8,3	10,6	12,2	10,2
	Lodelinsart					5,5
	Marchienne-au-Pont		5,3	15,6	13,8	15,1
	Marcinelle			8,9	9,9	10,7
	Montignies/Sambre	9,4	11,3	12,8	11,4	12,2
	Roux					10,4
	<b>Total</b>	<b>12,1</b>	<b>11,7</b>	<b>13,0</b>	<b>12,7</b>	<b>12,5</b>
Cités industrielles du Borinage-Mons	Boussu				12,9	8,9
	Dour		10,4	9,9	10,4	10,3
	Frameries			8,8	9,3	8,2
	Hornu				10,5	7,3
	Jemappes	9,2	14,7	11,1	13,3	13,4
	La Louvière		18,5	12,3	12,8	12,1
	Pâturages		11,7	12,5	10,9	9,0
	Quaregnon		9,5	11,9	10,7	10,8
	Wasmès		10,8	14,0	8,4	10,0
	<b>Total</b>		<b>12,7</b>	<b>11,7</b>	<b>11,0</b>	<b>10,3</b>



Annexe 10b (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1866	1880	1890	1900	1910
Cités industrielles liégeoises	Angleur					8,8
	Ans					13,2
	Bressoux					8,6
	Dison		11,3	16,2	14,3	13,6
	Grivegnée					11,7
	Herstal	14,7	12,0	15,2	15,2	12,0
	Jemeppe				15,2	11,8
	Ougrée			13,5	14,6	14,1
	Seraing	11,1	11,5	11,2	13,7	13,8
	<b>Total</b>		<b>11,7</b>	<b>12,7</b>	<b>14,4</b>	<b>12,2</b>
	Bassin aval*	13,5	12,8	16,0		
	Basse-Meuse*	18,8	13,7	18,8		
Vieilles villes	Anderlues					12,4
	Arlon	13,5	15,0	11,8	13,0	12,2
	Ath				13,8	9,8
	Binche			15,9	13,1	8,1
	Huy	12,8	15,9	11,9	12,5	11,4
	Lessines					12,4
	Mons	13,2	15,9	13,9	11,4	10,9
	Namur	21,9	13,8	13,5	12,2	11,8
	Nivelles		16,1	17,2	16,5	14,9
	Soignies				15,7	15,2
	Tournai	18,1	18,9	17,7	15,6	16,7
	Verviers	12,1	13,7	14,0	13,5	13,6
	<b>Total</b>	<b>15,8</b>	<b>15,6</b>	<b>14,6</b>	<b>13,4</b>	<b>13,0</b>
Grande ville	Liège	15,6	14,9	16,0	14,5	14,0
Milieu rural assimilé	Wallonie < 5000	16,9	17,0	16,9	15,3	15,9
	Arr. de Nivelles		15,0	15,0	14,0	13,3
	Arr. de Thuin		12,8	13,3	11,9	11,6
	Arr. de Philippeville		13,8	13,0	12,1	11,8
	Arr. de Namur		13,8	13,9	12,6	12,6
Total	Wallonie	16,2	15,8	15,4	13,9	14,1
	Belgique**	19,4	18,1	17,3	15,9	14,5
	Moy.= 10 000 hab.	13,1	12,4	12,5	12,0	11,3
	Ecart type	3,999	3,552	2,663	2,468	2,593
	Coef. de variation	0,305	0,286	0,213	0,205	0,229

\*Leboutte (1988), \*\*Van de Walle (1965)

**Annexe 11. L'impact du changement de la fécondité légitime et du changement de la nuptialité  
sur l'évolution de la fécondité générale**

Milieu d'habitat	Communes	1866-1880				1880-1890				1890-1900				1900-1910			
		Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	Δlf	Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	Δlf	Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	Δlf	Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	Δlf
Communes bruxelloises	Anderlecht	0,015	-0,035	-0,001	-0,022	-0,017	-0,072	0,003	-0,086	0,008	-0,063	-0,002	-0,057	0,012	-0,097	-0,005	-0,089
	Bruxelles	0,007	-0,038	-0,001	-0,033	-0,002	-0,051	0,000	-0,053	0,009	-0,037	-0,002	-0,031	0,005	-0,048	-0,002	-0,044
	Etterbeek					-0,054	-0,098	0,015	-0,137	0,031	-0,038	-0,005	-0,012	0,003	-0,075	-0,001	-0,073
	Ixelles	0,022	-0,048	-0,004	-0,030	-0,010	-0,054	0,002	-0,062	0,011	-0,031	-0,002	-0,022	0,004	-0,039	-0,001	-0,036
	Jette													0,017	-0,108	-0,007	-0,098
	Koekelberg													0,012	-0,080	-0,004	-0,072
	Laeken					-0,047	-0,071	0,008	-0,110	0,023	-0,079	-0,006	-0,062	0,010	-0,092	-0,004	-0,086
	Molenbeek	0,010	-0,069	-0,002	-0,061	-0,009	-0,047	0,001	-0,055	0,017	-0,078	-0,005	-0,066	0,014	-0,085	-0,005	-0,076
	Schaerbeek	0,027	-0,055	-0,005	-0,033	-0,008	-0,039	0,001	-0,045	0,012	-0,050	-0,003	-0,041	0,022	-0,058	-0,008	-0,043
	St-Gilles					-0,018	-0,061	0,004	-0,075	0,004	-0,062	-0,001	-0,059	0,008	-0,052	-0,003	-0,047
	St-Josse	0,017	-0,052	-0,004	-0,038	-0,017	-0,032	0,003	-0,046	0,010	-0,035	-0,002	-0,028	0,011	-0,051	-0,005	-0,045
	Uccle					-0,074	0,038	-0,008	-0,044	0,023	-0,087	-0,006	-0,070	0,012	-0,118	-0,005	-0,112
	<b>Total</b>	0,051	-0,039	-0,007	0,005	-0,028	-0,049	0,005	-0,072	0,015	-0,046	-0,003	-0,035	0,012	-0,063	-0,004	-0,056
Cités industrielles carolorégiennes	Charleroi	-0,010	-0,030	0,001	-0,039	0,007	-0,051	-0,001	-0,046	0,025	-0,040	-0,005	-0,020	0,022	-0,053	-0,007	-0,037
	Châtelet					-0,010	-0,018	0,001	-0,027	0,032	-0,028	-0,004	0,001	0,019	-0,072	-0,006	-0,059
	Châtelineau									0,051	-0,052	-0,009	-0,009	0,016	-0,081	-0,004	-0,070
	Courcelles					-0,015	-0,063	0,003	-0,075	0,057	-0,040	-0,008	0,009	0,021	-0,118	-0,009	-0,105
	Dampremy													0,009	-0,075	-0,002	-0,068
	Gilly	0,012	-0,095	-0,003	-0,085	-0,005	-0,032	0,000	-0,036	0,041	-0,061	-0,008	-0,028	0,022	-0,084	-0,007	-0,069
	Jumet	0,015	-0,110	-0,004	-0,099	-0,015	-0,052	0,003	-0,065	0,037	-0,053	-0,008	-0,025	0,019	-0,071	-0,006	-0,058
	March.-au-Pont					0,005	-0,071	-0,001	-0,067	0,016	-0,041	-0,002	-0,028	0,019	-0,049	-0,004	-0,034
	Marcinelle									0,024	-0,037	-0,003	-0,016	0,022	-0,086	-0,008	-0,071
	Montignies/S.	-0,042	-0,044	0,004	-0,082	0,006	-0,071	-0,001	-0,066	0,045	-0,033	-0,005	0,007	0,011	-0,076	-0,003	-0,068
	<b>Total</b>	<b>0,001</b>	<b>-0,075</b>	<b>0,000</b>	<b>-0,075</b>	<b>-0,002</b>	<b>-0,049</b>	<b>0,000</b>	<b>-0,050</b>	<b>0,038</b>	<b>-0,044</b>	<b>-0,006</b>	<b>-0,012</b>	<b>0,019</b>	<b>-0,076</b>	<b>-0,006</b>	<b>-0,063</b>

## Annexe 11 (suite).

Milieu d'habitat	Communes	1866-1880				1880-1890				1890-1900				1900-1910			
		Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	ΔIf	Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	ΔIf	Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	ΔIf	Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	ΔIf
Cités industrielles Borinage-Centre	Boussu													0,012	-0,078	-0,003	-0,070
	Dour					0,020	-0,015	-0,001	0,003	0,031	-0,064	-0,006	-0,039	0,012	-0,063	-0,003	-0,054
	Frameries									0,033	-0,089	-0,010	-0,066	0,002	-0,034	0,000	-0,032
	Hornu													0,016	-0,096	-0,005	-0,085
	Jemappes	0,002	-0,086	-0,001	-0,084	0,017	-0,028	-0,002	-0,012	0,043	-0,062	-0,009	-0,028	0,013	-0,048	-0,002	-0,037
	La Louvière					0,076	-0,112	-0,027	-0,064	0,016	-0,035	-0,002	-0,022	0,016	-0,044	-0,003	-0,031
	Mons	0,029	-0,045	-0,006	-0,023	-0,009	-0,024	0,001	-0,032	0,012	-0,018	-0,001	-0,007	0,016	-0,026	-0,003	-0,013
	Pâturages					-0,024	-0,052	0,004	-0,072	0,053	-0,024	-0,006	0,023	0,010	-0,059	-0,002	-0,052
	Quaregnon					0,005	-0,027	0,000	-0,023	0,034	-0,056	-0,006	-0,028	0,005	-0,043	-0,001	-0,039
	Wasmès					0,007	-0,011	0,000	-0,005	0,035	-0,046	-0,006	-0,017	0,017	-0,053	-0,004	-0,040
	<b>Total</b>					0,016	-0,041	-0,002	-0,027	0,036	-0,046	-0,006	-0,016	0,002	-0,055	-0,001	-0,054
Cités industrielles liégeoises	Dison	0,002	-0,105	0,000	-0,104	-0,023	-0,049	0,004	-0,067	0,012	-0,064	-0,003	-0,055	0,023	-0,058	-0,007	-0,043
	Herstal	0,016	-0,047	-0,002	-0,033	-0,016	-0,047	0,002	-0,060	0,057	-0,054	-0,012	-0,009	0,014	-0,109	-0,006	-0,100
	Jemeppe													0,009	-0,096	-0,003	-0,090
	Ougrée													0,011	-0,148	-0,005	-0,142
	Seraing	0,004	-0,023	0,000	-0,019	-0,003	-0,048	0,000	-0,051	0,016	-0,062	-0,003	-0,048	0,016	-0,138	-0,008	-0,129
	<b>Total</b>					<b>0,000</b>	<b>-0,042</b>	<b>0,000</b>	<b>-0,042</b>	<b>0,024</b>	<b>-0,063</b>	<b>-0,005</b>	<b>-0,044</b>	<b>0,008</b>	<b>-0,132</b>	<b>-0,004</b>	<b>-0,128</b>
	Bassin aval	0,023	-0,062	-0,004	-0,043												
	Basse-Meuse	0,044	-0,052	-0,006	-0,014												

## Annexe 11 (suite)

Milieu d'habitat	Communes	1866-1880				1880-1890				1890-1900				1900-1910			
		Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	Δlf	Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	Δlf	Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	Δlf	Effet Im	Effet Ig	Inter. Ig-Im	Δlf
Vieilles villes	Arlon	0,053	-0,057	-0,009	-0,013	0,018	-0,058	-0,003	-0,043	-0,003	-0,026	0,000	-0,029	0,019	-0,053	-0,004	-0,038
	Ath													0,011	-0,031	-0,002	-0,022
	Binche									0,050	-0,063	-0,013	-0,026	-0,001	-0,038	0,000	-0,039
	Huy	0,016	-0,018	-0,001	-0,003	0,014	-0,050	-0,003	-0,039	0,004	-0,062	-0,001	-0,058	0,009	-0,040	-0,002	-0,033
	Mons	0,029	-0,045	-0,006	-0,023	-0,009	-0,024	0,001	-0,032	0,012	-0,018	-0,001	-0,007	0,016	-0,026	-0,003	-0,013
	Namur	0,073	-0,066	-0,019	-0,012	-0,029	0,013	-0,002	-0,017	0,011	-0,045	-0,002	-0,036	0,011	-0,054	-0,003	-0,046
	Nivelles					0,001	-0,057	0,000	-0,056	0,031	-0,047	-0,007	-0,022	-0,002	-0,038	0,000	-0,039
	Soignies													0,028	-0,048	-0,007	-0,027
	Tournai	0,047	-0,023	-0,004	0,019	-0,012	-0,021	0,001	-0,032	0,006	-0,051	-0,001	-0,046	0,012	-0,061	-0,004	-0,052
	Verviers	0,008	-0,067	-0,002	-0,061	-0,012	-0,042	0,002	-0,053	0,000	-0,069	0,000	-0,069	0,015	-0,043	-0,004	-0,032
	Total	0,037	-0,046	-0,006	-0,015	-0,011	-0,029	0,001	-0,039	0,026	-0,052	-0,006	-0,032	0,010	-0,045	-0,002	-0,037
Grande ville	Liège	0,029	-0,056	-0,006	-0,033	-0,002	-0,045	0,000	-0,047	0,015	-0,043	-0,003	-0,032	0,004	-0,058	-0,001	-0,055
Milieu rural ou assimilé	Wallo. < 5 000	0,018	-0,037	-0,002	-0,021	-0,003	-0,044	0,000	-0,046	0,029	-0,018	-0,002	0,009	0,020	-0,068	-0,005	-0,053
	Arr. de Nivelles					-0,005	-0,009	0,000	-0,014	0,043	-0,087	-0,013	-0,056	0,029	-0,063	-0,007	-0,042
	Arr. de Thuin					0,007	-0,068	-0,002	-0,063	0,034	-0,030	-0,005	-0,001	0,013	-0,039	-0,002	-0,028
	Arr. Philippevil.					-0,002	-0,048	0,000	-0,050	0,024	-0,014	-0,002	0,008	0,019	-0,026	-0,002	-0,010
	Arr. de Namur					-0,012	-0,034	0,001	-0,044	0,036	-0,037	-0,005	-0,007	0,028	-0,064	-0,007	-0,044
Total	Belgique	0,027	-0,033	-0,003	-0,009	0,001	-0,035	0,000	-0,034	0,029	-0,059	-0,006	-0,036	0,020	-0,043	-0,003	-0,026
	Moy. pondérée	0,101	-0,055	-0,019	0,026	-0,062	-0,029	0,006	-0,086	0,026	-0,063	-0,007	-0,043	0,016	-0,064	-0,005	-0,053
	Moyenne	0,035	-0,057	-0,006	-0,028	-0,003	-0,037	0,000	-0,039	0,029	-0,050	-0,006	-0,026	0,017	-0,073	-0,005	-0,061
	Ecart type	0,023	0,026	0,005	0,033	0,025	0,028	0,006	0,028	0,017	0,017	0,003	0,022	0,006	0,029	0,002	0,029
	Coef. variation	0,671	-0,459	-0,765	-1,177	-9,788	-0,764	19,437	-0,710	0,578	-0,343	-0,571	-0,861	0,376	-0,397	-0,417	-0,475

**Annexe 12. Arrondissement de naissance et arrondissement de provenance  
des émigrants vers Châtelet (1856-1869)**

Arrondissement de provenance	1856-1869			Arrondissement de naissance	1856-1869		
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
Nivelles	359	294	653	Nivelles	584	462	1 046
Ath	8	15	23	Ath	19	38	57
Charleroi	1 759	1 748	3 507	Charleroi	1 074	1 126	2 200
Mons	42	50	92	Mons	41	48	89
Mouscron	1	0	1	Mouscron	2	2	4
Soignies	52	47	99	Soignies	75	62	137
Thuin	60	47	107	Thuin	83	72	155
Tournai	10	4	14	Tournai	23	13	36
Huy	9	13	22	Huy	20	17	37
Liège	78	74	152	Liège	76	74	150
Verviers	9	7	16	Verviers	10	16	26
Waremmes	4	1	5	Waremmes	4	2	6
Arlon	9	9	18	Arlon	2	0	2
Bastogne	1	0	1	Bastogne	3	1	4
Marche	1	2	3	Marche	5	4	9
Neufchâteau	4	5	9	Neufchâteau	10	7	17
Virton	4	1	5	Virton	4	5	9
Dinant	65	60	125	Dinant	102	104	206
Namur	509	514	1 023	Namur	674	690	1 364
Philippeville	132	111	243	Philippeville	193	179	372
Bruxelles	111	118	229	Bruxelles	76	73	149
Anvers	13	19	32	Anvers	16	20	36
Malines	4	2	6	Malines	13	7	20
Turnhout	0	0	0	Turnhout	4	0	4
Hal-Vilvorde	13	8	21	Hal-Vilvorde	34	22	56
Louvain	57	44	101	Louvain	83	62	145
Bruges	6	1	7	Bruges	14	8	22
Dixmude	0	0	0	Dixmude	0	0	0
Ypres	0	0	0	Ypres	3	2	5
Courtrai	4	3	7	Courtrai	6	7	13
Ostende	0	1	1	Ostende	7	4	11
Roulers	2	0	2	Roulers	8	1	9
Tielt	1	0	1	Tielt	2	1	3
Furnes	0	1	1	Furnes	1	1	2
Alost	11	7	18	Alost	18	9	27
Termonde	3	3	6	Termonde	7	7	14
Eeklo	0	0	0	Eeklo	4	2	6
Gand	14	9	23	Gand	30	11	41
Audenarde	2	1	3	Audenarde	8	4	12
St.-Nicolas	0	1	1	St.-Nicolas	3	3	6
Hasselt	3	1	4	Hasselt	9	9	18
Maaseik	1	0	1	Maaseik	0	0	0
Tongres	1	1	2	Tongres	7	1	8
France	51	52	103	France	55	62	117
Pays-Bas	6	8	14	Pays-Bas	13	13	26
Luxembourg	5	10	15	Luxembourg	13	18	31
Prusse	3	2	5	Prusse	8	11	19
Indéterminé	51	30	81	Indéterminé	32	44	76
Total	3 478	3 324	6 802	Total	3 478	3 324	6 802



## Annexe 12 (suite) (%)

Arrondissement de provenance	1856-1869			Arrondissement de naissance	1856-1869		
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
Nivelles	5,3 %	4,3 %	9,6 %	Nivelles	8,6 %	6,8 %	15,4 %
Ath	0,1 %	0,2 %	0,3 %	Ath	0,3 %	0,6 %	0,8 %
Charleroi	25,9 %	25,7 %	51,6 %	Charleroi	15,8 %	16,6 %	32,3 %
Mons	0,6 %	0,7 %	1,4 %	Mons	0,6 %	0,7 %	1,3 %
Mouscron	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Mouscron	0,0 %	0,0 %	0,1 %
Soignies	0,8 %	0,7 %	1,5 %	Soignies	1,1 %	0,9 %	2,0 %
Thuin	0,9 %	0,7 %	1,6 %	Thuin	1,2 %	1,1 %	2,3 %
Tournai	0,1 %	0,1 %	0,2 %	Tournai	0,3 %	0,2 %	0,5 %
Huy	0,1 %	0,2 %	0,3 %	Huy	0,3 %	0,2 %	0,5 %
Liège	1,1 %	1,1 %	2,2 %	Liège	1,1 %	1,1 %	2,2 %
Verviers	0,1 %	0,1 %	0,2 %	Verviers	0,1 %	0,2 %	0,4 %
Waremmes	0,1 %	0,0 %	0,1 %	Waremmes	0,1 %	0,0 %	0,1 %
Arlon	0,1 %	0,1 %	0,3 %	Arlon	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Bastogne	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Bastogne	0,0 %	0,0 %	0,1 %
Marche	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Marche	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Neufchâteau	0,1 %	0,1 %	0,1 %	Neufchâteau	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Virton	0,1 %	0,0 %	0,1 %	Virton	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Dinant	1,0 %	0,9 %	1,8 %	Dinant	1,5 %	1,5 %	3,0 %
Namur	7,5 %	7,6 %	15,0 %	Namur	9,9 %	10,1 %	20,1 %
Philippeville	1,9 %	1,6 %	3,6 %	Philippeville	2,8 %	2,6 %	5,5 %
Bruxelles	1,6 %	1,7 %	3,4 %	Bruxelles	1,1 %	1,1 %	2,2 %
Anvers	0,2 %	0,3 %	0,5 %	Anvers	0,2 %	0,3 %	0,5 %
Malines	0,1 %	0,0 %	0,1 %	Malines	0,2 %	0,1 %	0,3 %
Turnhout	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Turnhout	0,1 %	0,0 %	0,1 %
Hal-Vilvorde	0,2 %	0,1 %	0,3 %	Hal-Vilvorde	0,5 %	0,3 %	0,8 %
Louvain	0,8 %	0,6 %	1,5 %	Louvain	1,2 %	0,9 %	2,1 %
Bruges	0,1 %	0,0 %	0,1 %	Bruges	0,2 %	0,1 %	0,3 %
Dixmude	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Dixmude	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Ypres	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Ypres	0,0 %	0,0 %	0,1 %
Courtrai	0,1 %	0,0 %	0,1 %	Courtrai	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Ostende	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Ostende	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Roulers	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Roulers	0,1 %	0,0 %	0,1 %
Tielt	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Tielt	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Furnes	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Furnes	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Alost	0,2 %	0,1 %	0,3 %	Alost	0,3 %	0,1 %	0,4 %
Termonde	0,0 %	0,0 %	0,1 %	Termonde	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Eeklo	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Eeklo	0,1 %	0,0 %	0,1 %
Gand	0,2 %	0,1 %	0,3 %	Gand	0,4 %	0,2 %	0,6 %
Audenarde	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Audenarde	0,1 %	0,1 %	0,2 %
St.-Nicolas	0,0 %	0,0 %	0,0 %	St.-Nicolas	0,0 %	0,0 %	0,1 %
Hasselt	0,0 %	0,0 %	0,1 %	Hasselt	0,1 %	0,1 %	0,3 %
Maaseik	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Maaseik	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Tongres	0,0 %	0,0 %	0,0 %	Tongres	0,1 %	0,0 %	0,1 %
France	0,7 %	0,8 %	1,5 %	France	0,8 %	0,9 %	1,7 %
Pays-Bas	0,1 %	0,1 %	0,2 %	Pays-Bas	0,2 %	0,2 %	0,4 %
Luxembourg	0,1 %	0,1 %	0,2 %	Luxembourg	0,2 %	0,3 %	0,5 %
Prusse	0,0 %	0,0 %	0,1 %	Prusse	0,1 %	0,2 %	0,3 %
Indéterminé	0,7 %	0,4 %	1,2 %	Indéterminé	0,5 %	0,6 %	1,1 %
Total	51,1 %	48,9 %		Total	51,1 %	48,9 %	100,0 %







## ***Bibliographie***

### **1. Sources statistiques**

Statistiques d'état civil pour 407 communes du centre de la Wallonie. Pour les périodes 1831-1839 et 1851-1856, ces statistiques ont été collectées dans les registres d'état civil conservés aux Archives de l'Etat à Namur, aux Archives de l'Etat à Mons et aux Archives Générales du Royaume. Pour les années 1841 à 1850, les statistiques d'état civil ont été publiées dans les volumes annuels de la Commission centrale de Statistique. Enfin, pour les années 1857 à 1910, ces statistiques ont été rassemblées dans un fichier informatisé disponible à l'Institut National de Statistique.

Registres de population (1846-1920) des communes de Gilly, Jumet, Lodelinsart et Roux.

Registres des entrées (1856-1869) de la commune de Châtelet.

Recensements de la population : 1846, 1856, 1866, 1880, 1890, 1900 et 1910.

Recensements de l'agriculture : 1846 et 1880.

Recensements de l'industrie : 1846, 1880, 1896 et 1910.

### **2. Travaux**

Alter G., (1984), « Work and income in the family economy: Belgium, 1853 and 1891 », *Journal of Interdisciplinary History*, 2, pp. 255-256.

Alter G., (1988), *Family and the female life course. The women of Verviers, Belgium, 1849-1880*, Madison.

- Anderson M. (1971), « Urban migration in nineteenth century Lancashire. Some insights into two competing hypotheses », *Annales de Démographie Historique*, pp. 13-26.
- Anderson M. (1976), « Marriage patterns in Victorian Britain: an analysis based on registration district data for England and Wales 1861 », *Journal of Family History*, vol. 1, n°1, pp. 55-78.
- Anderton D.L., Bean L.L., (1985), « Birth spacing and fertility limitation: a behavioral analysis of a nineteenth century frontier population », *Demography*, vol. 22, n°2, pp. 169-183.
- André R., Pereira-Roque J., (1974), *La démographie de la Belgique au XIX<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles.
- Andorka R., (1972), « Un exemple de faible fécondité légitime dans une région de la Hongrie », *Annales de Démographie Historique*, pp. 25-53.
- Ankaert R., (1992), « Les cabaretiers-cafetiers à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *Aux frontières des classes moyennes. La petite bourgeoisie belge avant 1914*, Kurgan-Van Hentenryk G., Jaumain S., (eds), Bruxelles, pp. 29-68.
- Annales Parlementaires, Chambre des Représentants, Documents, (1859-1860), pp. 247-251 ; 884-889 ; 977-1000 (sur un projet de réglementation du travail des femmes et des enfants dans l'industrie).
- Anonyme (1985), « Panorama de l'état civil en Belgique », *Cahiers de la Fédération Généalogique et Héraldique de Belgique*, t. 3.
- Ansiaux M., (1896), *Heures de travail et salaires. Etude sur l'amélioration directe de la condition des ouvriers industriels*, Bruxelles.
- Architecture rurale de Wallonie* (1983), Hesbaye namuroise, Bruxelles-Liège.
- Architecture rurale de Wallonie* (1988), Fagne et Famenne, Bruxelles-Liège.
- Architecture rurale de Wallonie* (1989), Condroz, Bruxelles-Liège.
- Architecture rurale de Wallonie* (1989), Hesbaye brabançonne, Bruxelles-Liège.
- Baines D., (1985), *Migration in a mature economy. Emigration and internal migration in England and Wales*, Cambridge.
- Baines D., (1994), « European labor markets, emigration and internal migration, 1850-1913 », *Migration and the international labor markets, 1850-1939*, T. J. Hatton, J. G. Williamson (eds), Londres, New York, pp. 35-54.
- Bairoch P. (1985), *De Jéricho à Mexico. Villes et économie dans l'histoire*, Paris.
- Bairoch P. (1997), *Victoires et Déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Col. Folio Histoire, II, s.l.
- Bairoch P., Batou J., Chièvre P., (1988), *La population des villes européennes. Banque de données et analyse sommaire des résultats, 800-1850*, Genève.
- Bardet J.-P., (1983), *Rouen aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. Les mutations d'un espace social*, Paris.
- Bardet J.-P., (1990), « Innovators and imitators in the practice of contraception in town and country », Ad. van der Woude, J. de Vries, A. Hayami (eds), *Urbanization in History. A process of dynamic interactions*, Oxford, pp. 264-281.



- Bardet J.-P., (1997), « Fécondité et natalité », *Histoire des populations de l'Europe. I. Des origines aux prémices de la révolution démographique*, sous la direction de J.-P. Bardet et J. Dupâquier, Paris, pp. 316-343.
- Bardet J.-P., Le Bras H., (1988), « La chute de la fécondité », *Histoire de la population française, 3. De 1789 à 1914*, sous la direction de J. Dupâquier, Paris, pp. 351-401.
- Beauvalet-Boutouyrie S. (1990), « La limitation des naissances : l'exemple de Verdun dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales de Démographie Historique*, pp. 199-215.
- « La Belgique. Diversité territoriale (1998) », sous la direction de B. Mérenne, H. Van Der Haegen et E. Van Hecke, *Bulletin du Crédit Communal*, 4, n°202.
- Bertillon J., (1911), *La dépopulation de la France. Ses conséquences - ses causes. Mesures à prendre pour la combattre*, Paris.
- Bertrand L., (1924), *L'ouvrier belge depuis un siècle*, Bruxelles.
- Bertrand L., (s.d.), *La Belgique en 1886*, 2 tomes, Bruxelles.
- Bideau A., (1983), « Les mécanismes autorégulateurs des populations traditionnelles », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, n°5, pp. 1040-1057.
- Bideau A., Bardet J.-P., Houdaille J., (1988), « La fécondité », *Histoire de la population française, 2. De la Renaissance à 1789*, sous la direction de J. Dupâquier, Paris, pp. 349-411.
- Bideau A., Brunet G., Plauchu H., Wehrle M., (1990), « L'émigration à court et moyen rayon à partir de la vallée de la valserine au début du XX<sup>e</sup> siècle », *Annales de Démographie Historique* 1990, pp. 85-103.
- Biraben J.-N., (1975), « Quelques aspects de la mortalité en milieu urbain », *Population*, n°3, pp. 509-522.
- Blake J., (1985), « The fertility transition : continuity or discontinuity with the past? », *International Population Conference, Florence, I.U.S.S.P.*, vol. 4, Liège, pp. 395-405.
- Blanchet D., Kessler D., (1992), « La mobilité géographique de la naissance au mariage », *La société française au XIX<sup>e</sup> siècle. Tradition, transition, transformations*, sous la direction de J. Dupâquier et D. Kessler, Paris, pp. 343-377.
- Bonenfant P., (1934), *Le problème du paupérisme en Belgique à la fin de l'Ancien Régime*, Bruxelles.
- Bongaerts J., (1975), « A method for estimation of fecondability », *Demography*, 12 (4), pp. 645-660.
- Bonneuil N., (1997), *Transformation of the french demographic landscape, 1806-1906*, Oxford.
- Botev N. (1990), « Nuptiality in the course of the demographic transition: the experience of the Balkan Countries », *Population Studies*, 44, pp. 107-126.
- Bougard J.-P., (1979), « La fécondité au Borinage au XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècles. Le cas de Wasmes et de Warquignies », *Population et Famille*, 46, 1, pp. 109-146.



- Bourdelaïs P., (1997), « Epidémies et population : bilan et perspectives de recherche », *Annales de Démographie Historique*, pp. 9-26.
- Bourdelaïs P., Demonet M., (1993), « Rythmes et modes de formation de la population du Creusot 1836-1876 », *Mesurer et comprendre, Mélanges offerts à Jacques Dupâquier*, textes réunis et publiés par J.-P. Bardet, F. Lebrun, R. Le Mée, Paris, pp. 45-64.
- Bourdelaïs P., Demonet M., (1996), « L'évolution de la mortalité dans une ville industrielle : Le Creusot au XIX<sup>e</sup> siècle », *Les systèmes démographiques du passé*, sous la direction de A. Bideau, A. Perrenoud, K.-A. Lynch, G. Brunet, s.l., pp. 335-356.
- Bourillon F., (1992), *Les villes en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris.
- Braudel F., (1990), *L'identité de la France. Espace et histoire*, I, Paris.
- Braive G., (1973), « Le monde paysan belge de 1830 à 1870 », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, IV, 1-2, pp. 171-189.
- Briavoinne M., (1839), *De l'industrie en Belgique. Sa situation actuelle. Causes de décadence et de prospérité*, Bruxelles.
- Bruneel C., (1987), « L'essor démographique », *La Belgique autrichienne, 1713-1794. Les Pays-Bas méridionaux sous les Habsbourg d'Autriche*, Bruxelles, pp. 164-200.
- Bruneel C., Daelemans F., Dorban M., Vandenbroeke C., (1987), « Population et subsistance dans l'espace belge (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) », *Evolution agraire et croissance démographique*, A. Fauve-Chamoux (éd.), Liège, pp. 293-324.
- Bruwier M., (1966), « La vie économique et sociale de Charleroi », *Caroloregium Valde Concelebratur. MDCLXVI-MCMLXVI*. Bilan de trois siècles d'histoire locale, publié par l'administration communale de Charleroi à l'occasion du tricentenaire de la fondation de la ville, Charleroi, pp. 403-466.
- Bruwier M., (1981), « L'industrie avant la révolution industrielle ; une proto-industrialisation? », *L'industrie en Belgique : deux siècles d'évolution, 1780-1980*, Bruxelles, pp. 13-24.
- Bruwier M., (1990), « 1886 en Wallonie », *1886. La Wallonie née de la grève ?*, Bruxelles, pp. 105-118.
- Bublot G., (1957), *La production agricole belge, étude économique séculaire, 1846-1957*, Louvain-Paris.
- Bulletins de la Ligue Nationale Belge pour la Protection de l'Enfance du premier Age*, Bruxelles, 1905.
- Caldwell J.C. (1976), « Toward a restatement of demographic transition theory », *Population and Development Review*, 2 (3-4), 1976, pp. 321-366.
- Caselli G., (1989), « Transition sanitaire et structure par cause de mortalité : anciennes et nouvelles causes », *Annales de Démographie Historique*, pp. 55-77.
- Carlsson G., (1966), « The decline of fertility : innovation or adjustment process », *Population Studies*, vol. 20, n°2, pp. 149-174.



- Cauderlier G., (1910), *Les lois de la population et leur application à la Belgique*, Bruxelles.
- Chaunu P., (1972), « Malthusianisme démographique et malthusianisme économique. Réflexions sur l'échec industriel de la Normandie à l'époque du démarrage », *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations*, n°1, pp. 1-19.
- Chesnaïs J.-C., (1986) *La transition démographique. Etapes, formes, implications économiques*, I.N.E.D., Travaux et documents, cahier n°113, Paris.
- Chlepnier B.S., (1956), *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles.
- Christians C., (1982), « Les types d'espaces ruraux en Belgique », *Hommes et Terres du Nord*, 1, pp. 16-28.
- Cleland J., Wilson Ch., (1987), « Demand theories of the fertility transition: an iconoclastic view », *Population Studies*, XLI, n°1, pp. 5-30.
- Coale A. J., (1965), « Factors associated with the development of low fertility: an historic summary », *World Population Conference*, vol.II, New York, pp. 205-209.
- Coale A. J., (1973), « The demographic transition », *Congrès international de la population*, U.I.E.S.P., Liège, t. 1, pp. 53-73.
- Coale A. J., (1977), « The development of new models of nuptiality and fertility », *Population*, n° spécial, *La mesure des phénomènes démographiques*, hommage à L. Henry, pp. 131-154.
- Coale A.J., Anderson B.A., Härm E. (1979), *Human fertility in Russia since the nineteenth century*, Princeton university press, Princeton.
- Coale A. J., Treadway R., (1986), « A summary of the changing distribution of overall fertility, marital fertility, and the proportion married in the provinces of Europe », *The decline of fertility in Europe*, A.J. Coale et S.C. Watkins (eds), Princeton, pp. 31-181.
- Coale A. J., Trussell J., (1974), « Model fertility schedules: variations in the age structure of childbearing in human populations », *Population Index*, n°2, vol. 40, pp. 185-258.
- Coale A. J., Trussell J., (1978), « Technical note: finding the two parameters that specify a model schedule of marital fertility », *Population Index*, n°2, vol. 44, pp. 203-212.
- Coale A. J., Watkins S. C., (eds), (1986), *The decline of fertility in Europe*, Princeton.
- Cochet F., Henry G. M., (1995), *Les révolutions industrielles. Processus historiques. Développements économiques*, Collection U, série « Economie », Paris.
- Courthéoux J.-P., (1959), « Privilèges et misères d'un métier sidérurgique au XIX<sup>e</sup> siècle : le puddleur », *Revue d'Histoire Economique et Sociale*, 37, pp. 161-184.
- Crutzen G., (1887), « Un mémoire contemporain sur la question des corporations aux Pays-Bas à la fin du siècle dernier », *Messenger des Sciences Historiques*, pp. 420-439.



- Damas H., (1964), « Le mouvement naturel de la population belge : son évolution de 1846 à 1960 », *Population et Famille*, t. 4, pp. 31-62.
- Darroch A. G., (1981), « Migrants in the Nineteenth Century. Fugitives or Families in motion? », *Journal of Family History*, n°3, vol. 6, Cambridge, pp. 257-277.
- Dauby J., (1884), *Des grèves ouvrières*, Bruxelles.
- Dauby J., (1885), *De l'amélioration de la condition des classes laborieuses et des classes pauvres en Belgique au point de vue moral, intellectuel et physique*, Bruxelles-Paris.
- Daumart A., (1962), « Structures sociales et classement socio-professionnel. L'apport des archives notariales au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue Historique*, t. 228, pp. 139-154.
- Davis K., (1963), « The theory of change and response in modern demographic history », *Population Index*, 29, pp. 345-366.
- De Camps Docteur, (1890), *L'évolution sociale en Belgique. Ses péripéties au point de vue des classes ouvrières. L'enquête ouvrière de 1886*, Bruxelles.
- De Vleeshouwer R., (1962), « Logique sociale et législation du travail en Belgique au cours de la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle », *Revue de l'Institut de Sociologie*, n°2, pp. 449-519.
- Debuisson M., (1994), *Analyse de la baisse de la mortalité infantile en Belgique au niveau des arrondissements (1886-1924)*, Thèse de maîtrise de l'Institut de Démographie, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- Debuisson M., Eggerickx T., Poulain M., (2000), *La population. L'âge et le sexe*, Monographie n°1 du recensement de la population de 1991, Institut National de Statistique, Bruxelles.
- Defourny M., (1929), « Histoire sociale. Les faits, les idées, la législation », *Histoire de la Belgique contemporaine 1830-1914*, Bruxelles, pp. 243-371.
- Dejardin L. (1899), « Répartition et salaires des ouvriers des charbonnages belges en 1898 », *Annales des Mines de Belgique*, t. 4, pp. 906-915.
- Delaet J.-L., (1985), « La clouterie à domicile au Pays de Charleroi : 1830-1900, causes d'un déclin », *La Belgique rurale du Moyen Age à nos jours, Mélanges offerts à Jean-Jacques Hoebanx*, U.L.B., Faculté de Philosophie et Lettres, Bruxelles, pp. 397-409.
- De Laveleye E., (1875), *Essai sur l'économie rurale de la Belgique*, 2<sup>e</sup> édition, Paris.
- Delobelle A., (s.d.), *Charleroi et son agglomération. Sociologie, historique, structure religieuse*, Bruxelles.
- Demain H., (1919), *Les migrations ouvrières à travers la Belgique*, Louvain.
- Denis H., (1899-1900), *Le mouvement de la population et ses conditions économiques*, Mémoires couronnés et autres mémoires publiés par l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, Bruxelles.
- Deprez P., Vandenbroeke C., (1989), « Population growth and distribution, and urbanization in Belgium during the demographic transition », *Urban Popula*



*tion Development in Western Europe from the Late-Eighteenth to the Early-Twentieth Century*, sous la direction de R. Lawton et R. Lee, Worcester, pp. 220-257.

Derouet B., (1980), « Une démographie sociale différentielle : clés pour un système auto-régulateur des populations rurales d'Ancien Régime », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, n°1, pp. 3-41.

Desama C., (1985), *Population et révolution industrielle. Evolution des structures démographiques à Verviers dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle*, Paris.

Desama C., Pasleau S., (1996), « L'industrialisation et ses conséquences démographiques dans la région verviétoise au XIX<sup>e</sup> siècle », *Les systèmes démographiques du passé*, sous la direction de A. Bideau, A. Perrenoud, K.-A. Lynch, G. Brunet, s.l., pp. 311-334.

Devleeshouwer R., (1962), « Logique sociale et législation du travail en Belgique au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue de l'Institut de Sociologie*, n°2, pp. 449-519.

De Vries J., (1984), *European urbanization 1500-1800*, Londres.

Devos I., (1996), « La régionalisation de la surmortalité des jeunes filles en Belgique entre 1890 et 1910 », *Annales de Démographie Historique*, pp. 375-407

« La diminution de la natalité en Belgique », *Le mouvement géographique. Journal populaire des sciences géographiques*, 2 et 30 octobre 1910.

Deyon P., (1979), « L'enjeu des discussions autour du concept de proto-industrialisation », *Revue du Nord*, t. LXI, n°240, pp. 9-18.

Diederiks H.A., (1985), « Introduction: the measurement of the immigration into towns », *Immigration et société urbaine en Europe Occidentale. XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, sous la direction d'E. François, Paris, pp. 11-21.

Duby G., Wallon A., (sous la direction), (1976), *Histoire de la France rurale. 3. De 1789 à 1914*, Paris.

Duchêne J., Ajbilou A., (1995), « Structures, nuptialité et fécondité dans les déclin de natalité d'hier et d'aujourd'hui », *Transitions démographiques et sociétés*, sous la direction de D. Tabutin, T. Eggerickx et C. Gourbin, Chaire Quetelet 1992, Institut de Démographie, Louvain-la-Neuve, 1995, pp. 333-358.

Duchêne J., Lesthaeghe R., (1975), « Essai de reconstitution de la population belge sous le régime français : quelques caractéristiques démographiques de la population féminine », *Population et Famille*, t. 36, pp. 1-47.

Ducpétiaux E., (1855), *Budgets économiques des classes ouvrières en Belgique. Subsistances, salaires, population*, Bruxelles.

Dumont C., (1994), *Migrations intérieures et immigration dans le bassin industriel de Charleroi (1800-1866)*, Archives Générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les provinces, Studia 52, Bruxelles.

Dumont G.-H., (1996), *La vie quotidienne en Belgique sous le règne de Léopold II (1865-1909)*, Bruxelles.





- Dupâquier J., (1973), « De l'animal à l'homme : le mécanisme autorégulateur des populations traditionnelles », *La quantification en histoire*, G. Kurgan, P. Moureaux (eds), Bruxelles, pp. 39-73.
- Dupâquier J.(sous la direction de), (1988), *Histoire de la population française*, 4 tomes, Paris.
- Dupâquier J., (1989), « Le plein rural en France », *Espace, Populations, Sociétés*, n°3, pp. 349-356.
- Dupâquier J., Lachiver M., (1969), « Sur les débuts de la contraception en France ou les deux malthusianismes », *Annales. Economies-Sociétés-Civilisations*, t. 24, pp. 1391-1406.
- Dupâquier J., Lachiver M., (1981), « Du contresens à l'illusion technique », *Annales. Economies-Sociétés-Civilisations*, t. 36, pp. 489-492.
- Dupeux G., (1974), « La croissance urbaine en France au XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'Histoire Economique et Sociale*, t. 2, pp. 171-189.
- Easterlin R.A., (1961), « Influences in european overseas emigration before world war I », *Economic Development and cultural change*, avril, pp. 331-351.
- Eggerickx T., (1987), *Le mouvement d'émigration des Brabançons vers les États-Unis. Le cas de Grez-Doiceau (1852-1858)*, Mémoire de licence en Histoire, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, 1987.
- Eggerickx T., (1988), « Les verriers wallons et leur émigration aux Etats-Unis », *Wallonie/Bruxelles*, n°23, pp. 25-26.
- Eggerickx T., (1993), « Les campagnes brabançonnnes dans le cadre des crises agricoles et industrielles de la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *La popolazione delle campagne italiane in età moderna*, Atti del Convegno della Società Italian di Demografia Storica tenutosi a Torino il 3-5 dicembre 1987, Bologne, pp. 559-584.
- Eggerickx T., (1994), « Quelques jalons méthodologiques pour l'étude démographique du processus d'urbanisation en Belgique aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles », *Working Paper n°174*, Institut de Démographie, U.C.L., Louvain-la-Neuve.
- Eggerickx T., (1995a), « Urbanisation et déclin de la fécondité légitime en Europe au 19<sup>e</sup> siècle », *Transitions démographiques et sociétés*, sous la direction de D. Tabutin, T. Eggerickx et C. Gourbin, Chaire Quetelet 1992, Institut de Démographie, Louvain-la-Neuve, pp. 333-358.
- Eggerickx T., (1995b), « Le recensement de la population et la comparabilité internationale des données de migrations internes et internationales en Europe », *Collecte et comparabilité des données démographiques et sociales en Europe*, sous la direction de J. Duchêne et G. Wunsch, Chaire Quetelet 1991, Institut de Démographie, Louvain-la-Neuve, 1995, pp. 527-552.
- Eggerickx T., (1998), *La dynamique démographique et la transition de la fécondité dans le bassin industriel de la région de Charleroi, de 1831 à 1910*, Thèse de doctorat présentée à l'Institut de Démographie, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, 459 p. (inédit).



- Eggerickx T., Debuissou M. (1990), « La surmortalité urbaine : le cas de la Wallonie et de Bruxelles à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (1889-1892) », *Annales de Démographie Historique*, pp. 23-41.
- Eggerickx T., Poulain M., (1987), « Le contexte et les conséquences démographiques de l'émigration des brabançons vers les États-Unis au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle », *Annales de Démographie Historique*, pp. 313-336.
- Eggerickx T., Poulain M., (1988), « L'épidémie de choléra en 1866. Le cas de la Belgique », *Peurs et terreurs face à la contagion*, J.-P. Bardet, P. Bourdelais, P. Guillaume, F. Lebrun, C. Quénel (eds), Paris, pp. 56-81.
- Eggerickx T., Poulain M., (1991), « Le choléra, cet autre fléau du 19<sup>e</sup> siècle. L'épidémie de 1866 en Belgique et l'exacerbation des inégalités face à la mort », *Historiens et Populations. Liber Amicorum Etienne Hélin*, Louvain-la-Neuve, 1991, pp. 203-218.
- Eggerickx T., Poulain M., (1993), « Les phases du processus d'urbanisation en Belgique de 1831 à 1990 », *Croissance démographique et urbanisation. Politiques de peuplement et aménagement du territoire*, Séminaire international de Rabat (15-17 mai 1990), AIDELF, n°5, pp. 81-92.
- Eggerickx T., Poulain M., (1995a), « Croissance et déclin des communes industrielles dans le contexte de l'industrialisation et de la désindustrialisation de la Wallonie », *Passé et avenir des bassins industriels en Europe*, R. Leboutte et J.-P. Lehnens (eds), Publications du Centre Universitaire Luxembourg, Cahiers d'Histoire I, Luxembourg, 1995, pp. 269-288.
- Eggerickx T., Poulain M., (1995b), « La migration vers les États-Unis. Pressions de départ et identité démographique des migrants wallons au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle », *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec. XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, sous la direction de Y. Landry, J. A. Dickinson, S. Pasleau, C. Desama, Louvain-la-Neuve, pp. 209-219.
- Eggerickx T., Poulain M., (1998), « Évolution de la mortalité infantile pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à Châtelet, ville industrielle », *Petites villes et histoire*, *Bulletin de la Société des Petites Villes*, n°1, pp. 21-36.
- Eggerickx T., Poulain M., Schoumaker B., (2000), *La mobilité spatiale de la population*, Monographie n°2 du recensement de la population de 1991, Institut National de Statistique, Bruxelles.
- Eggerickx T., Tabutin D., (1994), « La surmortalité des filles en Belgique vers 1890 : une approche régionale », *Population*, 3, pp. 657-684.
- Enquête sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants*, Ministère de l'Intérieur, 3 tomes, Bruxelles, 1846.
- Fauve-Chamoux A., (1985), « Innovation et comportements parental en milieu urbain (XV<sup>e</sup> -XIX<sup>e</sup> siècles) », *Annales. Economies-Sociétés-Civilisations*, n°5, pp. 1023-1039.



- Fauve-Chamoux A., Wall R., (1997), « Nuptialité et famille », *Histoire des populations de l'Europe. I. Des origines aux prémices de la révolution démographique*, sous la direction de J.-P. Bardet et J. Dupâquier, Paris, pp. 344-368.
- Festy, P., (1979), *La fécondité des pays occidentaux de 1870 à 1970*, Travaux et Documents, Cahier n°85, I.N.E.D., Paris.
- Fialova L., Pavlik Z., Veres P. (1990), « Fertility decline in Czechoslovakia during the last two centuries », *Population Studies*, 44, pp. 89-106.
- Floud R., (1973), *An introduction to quantitative methods for historians*, Londres.
- Fogel R. W., (1997), « New findings on secular trends in nutrition and mortality: some implications for population theory », *Handbook of Population and Family Economics*, M. R. Rosenzweig et O. Stark (eds), Amsterdam, Lausanne, New York, Oxford, Shannon, Tokyo, pp. 433-481.
- Foulon M., Poulain M., (1981), *Répertoire historique des communes belges de 1831 à nos jours*, Département de Démographie, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- Franck J.-A., (1975), « Une jacquerie industrielle vue comme action para-politique : l'insurrection belge de 1886 », *Revue de l'Institut de Sociologie*, pp. 163-193.
- Friedlander D. (1969), « Demographic response and population change », *Demography*, vol. 6, n°4, pp. 359-381.
- Friedlander D. (1973), « Demographic patterns and socioeconomic characteristics of the coal-mining population in England and Wales in the nineteenth century », *Economic Development and Cultural Change*, 22 (1), pp. 39-51.
- Friedlander D. (1992), « Occupational structure, wages, and migration in late nineteenth-century England and Wales », *Economic Development and Cultural Change*, pp. 295-318.
- Friedlander D., Schellekens J., Ben-Moshe E., Keysar A. (1985), « Socio-economic characteristics and life expectancies in nineteenth-century England: a district analysis », *Population Studies*, 39, 1, pp. 137-151.
- Friedlander D., Schellekens J., Ben-Moshe E., (1991), « The transition from high to low marital fertility: cultural or socioeconomic determinants », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 39, n°2, pp. 331-351.
- Gadisseur J., (1973), « Contribution à l'histoire de la production agricole en Belgique de 1846 à 1913 », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, IV, 1-2, pp. 2-48.
- Gadisseur J., (1981), « Le triomphe industriel », *L'industrie en Belgique : deux siècles d'évolution, 1780-1980*, Bruxelles, pp. 51-104.
- Gadisseur J. (1990), *Le produit physique de la Belgique 1830-1913. Présentation critique des données statistiques. Introduction générale. Agriculture*, Histoire quantitative et développement de la Belgique, tome IV, volume 1a, Bruxelles.
- Ganiage J., (1988), *Le Beauvaisis au XVIII<sup>e</sup> siècle : la campagne*, Travaux et Documents, Cahier n°121, I.N.E.D., Paris.
- Garden M., (1977), « La démographie des villes françaises du XVIII<sup>e</sup> siècle : quel



- ques approches », *Démographie urbaine XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Centre d'Histoire Economique et Sociale de la Région Lyonnaise, n°8, Lyon, pp. 43-85.
- Garden M., (1989), « Le déclin de la mortalité. Avant propos », *Annales de Démographie Historique*, pp. 7-11.
- Garden M., (1996), « Les systèmes démographiques occidentaux du passé », *Les systèmes démographiques du passé*, sous la direction de A. Bideau, A. Perrenoud, K.-A. Lynch, G. Brunet, s.l., pp. VII-XII.
- Garden M., Le Bras H., (1988), « La dynamique de la population française (1801-1914) », *Histoire de la population française*, 3. De 1789 à 1914, sous la direction de J. Dupâquier, Paris, pp. 117-166.
- Gaskin K., (1978), « Age at first marriage in Europe before 1850: a summary of family reconstitution data », *Journal of Family History*, vol. 3, n°1, pp. 23-36.
- Gaziaux J.-J., (1987), *Parler wallon et vie rurale au pays de Jodoigne. A partir de Jauchelette*, Louvain-la-neuve.
- Gélis J., (1984), *L'arbre et le fruit. La naissance dans l'Occident moderne, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris.
- Grigg D.B., (1980), « Migration and overpopulation », *The geographical impact of migration*, sous la direction de P. White et R. Woods, Londres, pp. 60-83.
- Guignet P., (1988), « La genèse des petites villes du bassin minier du Valenciennois au XVIII<sup>e</sup> siècle. Contribution à l'étude des effets démographiques du développement des charbonnages », *Revue du Nord*, t. LXX, n°279, pp. 691-715.
- Gravez H., (1893), « L'ouvrier mineur du Centre », *Revue Sociale et Politique*, pp. 481-501.
- Gubin E., Puissant J., (1996), « Les structures politiques, économiques et sociales de la Belgique au XIX<sup>e</sup> siècle », *Bulletin du Crédit Communal*, n°195, 1, pp. 9-50.
- Gutmann M. P., Leboutte R., (1984), « Rethinking protoindustrialization and the Family », *Journal of Interdisciplinary History*, XIV, 3, pp. 587-607.
- Gutmann M. P., Watkins S. C., (1990), « Socio-economic differences in fertility control. Is there an early warning system at the village level? », *European Journal of Population*, t. 6, n°1, pp. 69-101.
- Haines M., (1981), « Fertility, nuptiality and occupation: a study of coal mining populations and regions in England and Wales in the mid-nineteenth century », *Industrialization and urbanization, studies in interdisciplinary history*, T. Rabb, R. Rosberg (eds), Princeton, pp. 101-136.
- Haines M., (1989), « Déclin de la mortalité et conditions de travail », *Annales de Démographie Historique*, pp. 139-156.
- Haines M., (1992), « Occupation and social class during fertility decline: historical perspectives », *The European experience of declining fertility, 1850-1970. The quiet revolution*, J. R. Gillis, L. A. Tilly, D. Levine (eds), Cambridge, pp. 194-226.
- Hajnal J., (1953), « Age at marriage and proportion marrying », *Population Studies*, 7(2), pp. 111-136.



- Hajnal J., (1965), « European marriage patterns in perspective », *Population in history. Essays in historical demography*, D.V. Glass, D.E.C. Eversley (eds), Londres, pp. 101-143.
- Hajnal J., (1982), « Two kinds of preindustrial household formation system », *Population and Development Review*, vol. 8, n°3, pp. 449-494.
- Hareven T., Vinovskis M. A., (1978), « Patterns of childbearing in late nineteenth-century America: the determinants of marital fertility in five Massachusetts towns in 1880 », *Family and Population in Nineteenth-Century America*, T. K. Hareven et M.A. Vinovskis (eds), Princeton, pp. 85-125.
- Hasquin H., (1971), *Une mutation. Le « Pays de Charleroi » aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Aux origines de la Révolution industrielle en Belgique*, Bruxelles.
- Hasquin H., (1980), (sous la direction), *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative. 1. Wallonie*, 2 tomes, Crédit Communal de Belgique, s.l.
- Hatton T.J., Williamson J.G., (1992), « What drove the mass migrations from Europe in the late nineteenth century ? », *Discussion paper n°1614*, Harvard Institute of Economic Research, Cambridge, 49 p.
- Hélin E., (1963), *La démographie de Liège aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Bruxelles.
- Hélin E., (1979), « Profession et statut social », *Démographie historique*, M.L. Marcilio, H. Charbonneau (ed), Rouen-Montréal, pp. 189-213.
- Hélin E., (1990), « Aux confins de la démographie historique et de l'histoire sociale : mesurer les migrations », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, XXI, 3-4, pp. 605-638.
- Hélin E., (1992), « Genèse et éclatement d'une région industrielle », *Le réseau urbain en Belgique dans une perspective historique (1350-1850)*. Une approche statistique et dynamique, Actes du 15<sup>e</sup> colloque international de Spa, 4-6 sept. 1990, Crédit Communal, Collection Histoire, série in-8°, n°86, Bruxelles, pp. 479-486.
- Hélin E., (1993), « La pluriactivité, indice de diversification économique et de mobilité sociale », *Studia Historica Oeconomica. Liber Amicorum Herman Van der Wee*, E. Aerts, B. Henau, P. Janssens, R. Van Uytven (eds), Louvain, pp. 111-126.
- Hélin E., (1997), « Cohabiter dans le même microcosme : Pays-Bas méridionaux », *Histoire des populations de l'Europe. 1. Des origines aux prémices de la révolution industrielle*, sous la direction de J.-P. Bardet et J. Dupâquier, Poitiers, pp. 411-425.
- Henneaux-Depooter L., (1959), *Misères et luttes sociales dans le Hainaut. 1860-1869*, Bruxelles.
- Henry L., (1961), « Some data on natural fertility », *Eugenics Quarterly*, t. 8, pp. 81-91.
- Henry L., (1970), « Évolution de la fécondité légitime à Meulan de 1660 à 1860 », *Population*, 25-4, pp. 875-885.



- Henry L., Blum A., (1988), *Techniques d'analyse en démographie historique*, I.N.E.D., 2<sup>e</sup> édition, Paris, 180 p.
- Hilden P.P., (1993), *Women, work and politics*, Oxford.
- Hoschstadt S., (1981), « Migration and industrialization in Germany, 1815-1877 », *Social Science History*, vol. 5, n°4, pp. 445-468.
- Hohenberg P.M., (1974), « Les migrations dans la France rurale », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, n°2, pp. 461-497.
- Hohenberg P.M., Lees L.H., (1992), *La formation de l'Europe urbaine. 1000 - 1950*, Paris.
- Horn J., Goffin R., (1958), « Le Brabant wallon, cet inconnu », *Industrie*, n°1, 1958, pp. 17-29.
- Hvidt K., (1980), « Emigration from Denmark », *Les migrations internationales de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, C.N.R.S., pp. 331-348.
- Hubscher A., (1980), « Un essai de classification des catégories professionnelles non-agricoles », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, t. 27, pp. 312-319.
- Jackson J.H., (1982), « Migration in Duisburg, 1867-1890. Occupational and family context », *Journal of Urban History*, vol. 8, n°3, pp. 235-270.
- Jackson J.H., Moch L.P., (1989), « Migration and the social history of modern Europe », *Historical Methods*, vol. 22, n°1, pp. 27-36.
- Jacquart C., (1900), Migrations de la population belge (1888-1897) », *Revue Sociale Catholique, 1899-1900*, pp. 11-21.
- Jacquart C., (1903), *Etude de la démographie statique et dynamique des agglomérations urbaines et spécialement des villes belges*, Bruxelles.
- Jacquart C., (1907), *La mortalité infantile dans les Flandres*, Bruxelles.
- Jacquemyns G., (1928), *Histoire de la crise économique des Flandres (1845-1850)*, Bruxelles.
- Jaffe A.J. (1942), « Urbanization and fertility », *The American Journal of Sociology*, vol. XLVII, n°1, pp. 48-60.
- Jaumain S., (1992), « Les petits commerçants et la frontière entre petite bourgeoisie et classe ouvrière (1880-1914) », *Aux frontières des classes moyennes. La petite bourgeoisie belge avant 1914*, Kurgan-van Hentenryk G., Jaumain S., (eds), Bruxelles, pp. 101-113.
- Julin A., (1889), *Recherches sur le salaire des ouvriers des charbonnages belges (1810-1889)*, Liège.
- Julin A., (1893), « A propos des salaires et budgets ouvriers en Belgique au mois d'avril 1891 », *Revue Sociale et Politique*, pp. 330-342.
- Julin A., (1900), « Le recensement général des industries et des métiers en Belgique au 31 octobre 1896. Les méthodes - les résultats », *La Réforme Sociale*, juillet-décembre, t.X, pp. 406-431.



- Julin A., (1943) « L'industrialisation et la natalité », *Bulletin de l'Académie royale de Belgique. Classe des Lettres, Sciences politiques et morales*, t. 29, pp. 32-47.
- Julin A., Lesoir E., (1943) « Les facteurs moraux et matériels du recul de la natalité », *Revue de l'Institut International de Statistique*, n°1-2, 3-4, pp. 113-146.
- Katz M., Stern M. (1981), "Fertility, class, and industrial capitalism: Erie county, New York, 1855-1915", *American Quartely*, t. 33, pp. 63-92.
- Kearns G., (1993), « Le handicap urbain et le déclin de la mortalité en Angleterre et au Pays de Galles, 1851-1900 », *Annales de Démographie Historique*, pp. 75-105.
- Klep P.M.M., (1988), « Urban decline in Brabant: the traditionalization of investments and labour (1374-1806) », *The rise and decline of urban industries in Italy and in the Low Countries (late Middles Ages - early Modern Times)*, H. Van der Wee (ed.), Louvain, pp. 261-286.
- Knodel J. (1974), *The decline of fertility in Germany, 1871-1939*, Princeton.
- Knodel J., (1978), « Natural fertility in pre-industrial Germany », *Population Studies*, 32 (3), pp. 481-510.
- Knodel J., (1981), « Espacement des naissances et planification familiale : une critique de la méthode Dupâquier-Lachiver », *Annales. Economies-Sociétés-Civilisations*, t. 36, pp. 473-488.
- Knodel J., (1982), « Child mortality and reproductive behaviour in German village populations in the past: a micro-level analysis of the replacement effect », *Population Studies*, 36 (2), pp. 177-200.
- Knodel J., (1986), « Demographic transitions in German villages », *The decline of fertility in Europe*, A.J. Coale et S.C. Watkins (eds), Princeton, pp. 337-389.
- Knodel J., (1987), « Starting, stopping, and spacing during the early stages of fertility transition: the experience of German village populations in the 18th and 19th centuries », *Demography*, vol. 24, n°2, pp. 143-161.
- Knodel J., Van de Walle E., (1986) "Lessons from the past: policy implications of historical studies", *The decline of fertility in Europe*, A. Coale, S. C. Watkins (eds), Princeton, pp. 390-419.
- Knodel J., Wilson C., (1981), « The secular increase in fecundity in German village populations », *Population Studies*, 35 (1), pp. 53-84.
- Kolmann W., (1971), « Les mouvements migratoires pendant la grande période d'industrialisation de la Rhénanie-Westphalie », *Annales de Démographie Historique*, pp. 91-120.
- Kuborn H., (1904), *Aperçu historique sur l'hygiène publique en Belgique depuis 1830*, Bruxelles.
- Kurgan-van Hentenryk G., Jaumain S., (eds), (1992), *Aux frontières des classes moyennes. La petite bourgeoisie belge avant 1914*, Bruxelles.
- L'association charbonnière et l'industrie houillère des bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre*, Couillet, 1931.



- Landry A., (1934), *La révolution démographique. Etudes et essais sur les problèmes de la population*, Paris.
- Laux H.-D., (1989), "The Components of Population Growth in Prussian Cities, 1875-1905 and their Influence on Urban population Structure", *Urban Population Development in Western Europe from the Late-Eighteenth to the Early-Twentieth Century*, sous la direction de R. Lawton et R. Lee, Worcester, pp. 120-148.
- Lawton R., (1991), « The role of migration in the development and structure of British cities in 19th century », *Historiens et Population. Liber Amicorum Hétiennne Hélin*, Société Belge de Démographie, Louvain-la-Neuve, pp. 359-389.
- Lawton R., Lee R., (1989) (eds), *Urban population development in Western Europe from the late eighteenth to the early twentieth century*, Worcester.
- Leasure J.W. (1963), « Factors involved in the decline of fertility in Spain, 1900-1950 », *Population Studies*, 16, 3, pp. 271-285.
- Le Yaouanq J., (1980), « Parenté, mariage, fécondité. Quelques aspects de l'immigration normande à Paris dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Ethnologie Française*, n°2, vol. 10, pp. 147-152.
- Leboutte R., (1987), « La condition ouvrière en Wallonie aux XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles », *Cahiers de Clio*, 92, pp. 5-48.
- Leboutte R., (1988), *Reconversions de la main-d'oeuvre et transition démographique. Les bassins industriels en aval de Liège, 17<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles*, Paris.
- Leboutte R., (1991), « Motivations des acteurs de la transition démographique. De l'analyse quantitative à l'enquête orale dans la région liégeoise (fin XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle) », *Historiens et Populations. Liber Amicorum Etienne Hélin*, Société Belge de Démographie, Louvain-la-Neuve, 281-300.
- Leboutte R., (1991), « Mortalité par accident dans les mines de charbon en Belgique aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles », *Revue du Nord*, t. LXXIII, n°293, pp. 703-736.
- Leboutte R., (1992), « De la reconstitution des familles à la recherche des motivations du changement de comportement reproducteur », *Modèles de la démographie historique*, éd. par A. Blum, N. Bonneuil et D. Blanchet, Congrès et Colloques, n°11, Paris, I.N.E.D., pp. 263-273.
- Leboutte R., (1995a), « Mobilité spatiale de la main d'oeuvre dans les bassins industriels au 19<sup>e</sup> siècle - L'apport des livrets ouvriers », *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec. XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, sous la direction de Y. Landry, J. A. Dickinson, S. Pasleau, C. Desama, Louvain-la-Neuve, pp. 155-163.
- Leboutte R., (1995b), « Les transitions démographiques dans les mutations globales des sociétés occidentales des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles », *Transitions démographiques et sociétés*, sous la direction de D. Tabutin, T. Eggerickx et C. Gourbin, Chaire Quetelet 1992, Institut de Démographie, Louvain-la-Neuve, pp. 9-32.
- Leboutte R., (1995c), « Pour une histoire des bassins industriels en Europe », *Passé et avenir des bassins industriels en Europe*, R. Leboutte et J.-P. Lehnens (eds),





- Publications du Centre Universitaire Luxembourg, Cahiers d'Histoire I, Luxembourg, pp. 1-26.
- Leboutte R., (1997), *Vie et mort des bassins industriels en Europe, 1750-2000*, Paris-Montréal.
- Leboutte R., Obotela R., (1988), « Les registres de population en Belgique. Genèse d'une technique administrative et d'une source de démographie historique », *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, t. 154, pp. 285-305.
- Le Bras H., (1996), « Histoire et systèmes démographiques », *Annales de Démographie Historique*, pp. 359-372.
- Lebrun P., Bruwier M., Dhont J., Hansotte G., (1981), *Essai sur la révolution industrielle en Belgique, 1770-1847*, Histoire quantitative et développement de la Belgique, tome II, volume 1, 2<sup>e</sup> édition, Bruxelles.
- Leclerc J.-M.-J., (1902-1906), « Tables de mortalité ou de survie, loi et table de population pour la Belgique », *Bulletin de la Commission de Statistiques*, t. 19, Bruxelles.
- Lee W.R., Marschalck P., (1996), « The dynamics of demographic change in a port city context: Bremen 1820-1910 », *Les systèmes démographiques du passé*, sous la direction de A. Bideau, A. Perrenoud, K.-A. Lynch, G. Brunet, s.l., pp. 123-138.
- Lehning J. R., (1983), « Nuptiality and rural industry: families and labor in the French countryside », *Journal of Family History*, t. 8, pp. 333-345.
- Lepetit B., Poussou J. P. (1988), « L'urbanisation de la France », *Histoire de la population française. 3. De 1789 à 1914*, sous la direction de J. Dupâquier, Paris, pp. 167-227.
- Lequin Y., (1983), « Les citadins et leur vie quotidienne », *Histoire de la France urbaine*, sous la direction de G. Duby, t.4, *La ville de l'âge industriel*, Paris, pp. 273-355.
- Lequin Y., (1987), « Prométhée en question ? La mort industrielle », *Les malheurs des temps. Histoire des fléaux et des calamités en France*, sous la direction de J. Delumeau et d'Y. Lequin, Poitiers, pp. 477-498.
- Léridon H., (1967), « Les intervalles entre naissances : nouvelles données d'observation », *Population*, n°5, pp. 821-840.
- Léridon H., (1973), *Aspects biométriques de la fécondité humaine*, Travaux et Documents, Cahier n°65, I.N.E.D., Paris.
- Léridon H., (1989), « Fécondité naturelle et espacement des naissances », *Annales de Démographie Historique* 1988, pp. 21-33.
- Leroy-Beaulieu P., (1913), *La question de la population*, Paris,
- Lesthaeghe R., (1977), *The decline of Belgian fertility, 1800-1970*, Princeton.
- Lesthaeghe R., (1980), « On the social control of human reproduction », *Population and Development Review*, vol. 6, n°4, pp. 527-548.
- Lesthaeghe R., Wilson C., (1982), « Les modes de production, la laïcisation et le rythme de baisse de la fécondité en Europe de l'Ouest de 1870 à 1930 », *Po*



- pulation, 3, pp. 623-646.
- Lewinski J., (1911), *L'évolution industrielle de la Belgique*, Bruxelles.
- Lis C., Helin E., (1990), « Labour migration », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, t. 21, pp. 297-302.
- Livi-Bacci M., (1971), *A century of portuguese fertility*, Princeton.
- Livi-Bacci M., (1977), *A history of Italian fertility during the last two centuries*, Princeton.
- Livi-Bacci M., (1984), « On the evolution of fertility patterns in Europe », *Population and Social Outlook*, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, pp. 65-81.
- Livi-Bacci M. (1986), « Social-group forerunners of fertility control in Europe », *The decline of Fertility in Europe*, A.J. Coale and S. Cotts Watkins (eds), Princeton, pp. 182-200.
- Loriaux F., (2000), *Enfants-Machines. Histoire du travail des enfants en Belgique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, CARHOP, sl., 125 p.
- Lothe J., (1978), *Paupérisme et bienfaisance à Namur au XIX<sup>e</sup> siècle 1815-1914*, Crédit Communal de Belgique, Collection Histoire Pro Civotale, série in-8°, n°51, Bruxelles.
- Lottin A., Soly H., (1983), « Aspects de l'histoire des villes des Pays-Bas et de la Principauté de Liège », *Etudes sur les villes en Europe Occidentale, milieu du XVII<sup>e</sup> siècle à la veille de la Révolution française*, Paris, pp. 215-306.
- Mac Quillan K., (1983), « Moving to the City: Migration to London and Paris in the 19th century », *Sociological Focus*, n°1, vol. 16, pp. 49-64.
- Mahaim E., (1910), *Les abonnements ouvriers sur les lignes de chemin de fer belges et leurs effets sociaux*, Bruxelles.
- Malvost L., Verbist C., (1976), *Une Belgique de 589 communes. Les fusions de communes vues sous l'angle de la géographie administrative*, Extrait du *Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique*, n°115.
- Maquet A., (1995), « La littérature de Wallonie en langues romanes régionales », *Wallonie. Atouts et références d'une région*, Région Wallonne, s.l., pp. 281-284.
- Masuy-Stroobant G., (1983), *Les déterminants individuels et régionaux de la mortalité infantile. La Belgique d'hier et d'aujourd'hui*, Louvain-la-Neuve.
- Masuy-Stroobant G., Poulain M., (1983), « La variation spatiale et temporelle du déclin de la mortalité infantile dans nos régions », *Espace, Populations, Sociétés*, t. 1, pp. 67-73.
- McKeown T., Record R.G., (1962), « Reasons for the decline of mortality in England and Wales during the nineteenth century », *Population Studies*, vol. 16, n°2, pp. 94-122.
- McKeown T., Brown R.G., Record R.G., (1972), « An interpretation of the modern rise of population », *Population Studies*, vol. 26, n°3, pp. 345-382.



- McKeown T., (1978), « Fertility, mortality and cause of death: an examination of issues related to the modern rise of population », *Population Studies*, vol. 32, pp. 535-542.
- Mémorial administratif de la province de Brabant*, Bruxelles, 1845-1857.
- Mendels F., (1981), « Les temps de l'industrie et les temps de l'agriculture. Logique d'une analyse régionale de la proto-industrialisation », *Revue du Nord*, t. 63, n°248, pp. 21-34.
- Mendels F., (1984), « Niveau des salaires et âge au mariage en Flandres, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, n°5, pp. 939-956.
- Meyne Docteur, (1865), *Topographie médicale de la Belgique. Etudes de géologie, de climatologie, de statistique et d'hygiène publique*, Bruxelles.
- Meyne Docteur, (1873), « Géographie médicale », *Patria Belgica, Belgique politique et sociale*, Bruxelles.
- Michaux Commandant (1968), *La crise économique de 1840 à 1860 dans quatre villages du sud du Hainaut. Froidchapelle - Sivry - Rance - Monliard*, Crédit Communal, Pro-Civitate, collection Histoire 10, s.l.
- Michotte F., (1937), « L'évolution des prix de détail en Belgique de 1830 à 1913 », *Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales*, n°3, 1937, pp. 345-357.
- Michotte P., (1904), *Etudes sur les théories économiques qui dominèrent en Belgique de 1830 à 1886*, Louvain.
- Mineau G.P., Bean L.L., Anderton D.L., (1989), « Migration and fertility: behavioral change on the American frontier », *Journal of Family History*, vol. 14, n°1, pp. 43-61.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics (1892), *Salaires et budgets d'ouvriers en Belgique au mois d'avril 1891*, Bruxelles.
- Moch L.P., (1981), « Marriage, migration, and urban demographic structure: a case from France in the Belle Epoque », *Journal of Family History*, n°6, pp. 70-88.
- Moch L.P., (1986), « The family and migration: news from the French », *Journal of Family History*, n°2, pp. 193-203.
- Moch L.P., (1992), « The history of migration and fertility decline: the view from the road », *The European experience of declining fertility, 1850-1970. The quiet revolution*, J.R. Gillis, L. A. Tilly, D. Levine (eds), Cambridge, pp. 175-192.
- Mols R., (1954), *Introduction à la démographie historique des villes d'Europe du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, 3 volumes, Louvain.
- Moreau G., (1992), « Entre classe ouvrière et petite bourgeoisie : les premières tentatives de syndicalisation des employés », *Aux frontières des classes moyennes. La petite bourgeoisie belge avant 1914*, G. Kurgan-van Hentenryk, S. Jaumain, (eds), Bruxelles, pp. 115-137.



- Morgan M., Golden H. H., (1979), « Immigrant families in an industrial city: a study of households in Holyoke, 1880 », *Journal of Family History*, n°3, pp. 59-68.
- Morsa D., (1996), « Les immigrants dans les villes des principautés belges (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) », *Les immigrants et la ville. Insertion, intégration, discrimination (XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, D. Menjot, J.-L. Pinol (eds), Paris, pp. 171-192.
- Mosk C. (1980), « Rural-Urban fertility differences and the fertility transition », *Population Studies*, vol. 34, n°1, pp. 77-90.
- Mumford L., (1964), *La cité à travers l'histoire*, Paris.
- Neiryck M., (1943), *De loonen in België sedert 1846*, Louvain.
- Neuville J., (1976), *La condition ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle, tome 1, l'ouvrier objet*, Bruxelles.
- Newell C., (1986), « Spatial variations in fertility and nuptiality in Britain: an historical perspective », *Centre for Population Studies Research Paper*, n°86-1, London School of Hygiene and Tropical Medicine, University of London, 60 p.
- Nicolaï E., (1919), *La dépopulation des campagnes. Etude démographique des régions rurales, industrielles et urbaines de la Belgique*, Bruxelles.
- Noir D., (1989), « La baisse de la fécondité en Europe : présentation et commentaire de documents publiés par le groupe de Princeton », *Espace, Populations, Sociétés*, n°2, pp. 249-256.
- Ohlin G., (1960), « Mortality, marriage and growth in pre-industrial population », *Population Studies*, vol. 14, 1960, pp. 190-197.
- Okun B. S., (1995), « Distinguishing stopping behavior from spacing behavior with indirect methods », *Historical Methods*, vol. 28, n°2, pp. 85-96.
- Oris M. (1988a), « Choléra et hygiène publique en Belgique. Les réactions d'un système social face à une maladie sociale », *Peurs et terreurs face à la contagion*, J.-P. Bardet, P. Bourdelais, P. Guillaume, F. Lebrun, C. Quétel (eds), Paris, pp. 83-106.
- Oris M. (1988b), « Fécondité légitime et illégitime : les indigents de Huy (Belgique) de 1815 à 1875 », *Annales de Démographie Historique*, pp. 141-155.
- Oris M. (1993), « La transition de la mobilité au XIX<sup>e</sup> siècle. L'expérience de Huy-sur-Meuse (Belgique) entre 1847 et 1900 », *Annales de démographie historique*, Paris, pp. 191-225.
- Oris M. (1994), *Bibliographie de l'histoire des populations belges. Bilan des travaux des origines à nos jours*, Laboratoire de démographie, Université de Liège, Liège.
- Oris M. (1995a), « La transition de la fécondité légitime dans le milieu urbain wallon et bruxellois », *Transitions démographiques et sociétés*, sous la direction de D. Tabutin, T. Eggerickx et C. Gourbin, Chaire Quetelet 1992, Institut de Démographie, Louvain-la-Neuve, 1995, pp. 359-379.



- Oris M. (1995b), « Cultures de l'espace et cultures économiques parmi les populations urbaines liégeoises au XIX<sup>e</sup> siècle. Une relecture de la problématique de l'intégration des immigrants », *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec. XVII<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècles*, sous la direction de Y. Landry, J. A. Dickinson, S. Pasleau, C. Desama, Louvain-la-Neuve, pp. 165-172.
- Oris M. (1996), « Fertility and migration in the heart of the industrial revolution », *The History of the Family*, vol.1, n°2, pp. 169-182.
- Oris M. (1998), « Mortalité, industrialisation et urbanisation au XIX<sup>e</sup> siècle. Quelques résultats des recherches liégeoises », *Dix essais sur la démographie urbaine de la Wallonie au XIX<sup>e</sup> siècle*, C. Desama, M. Oris (eds), Bruxelles, à paraître.
- Pasleau S., (1993), « L'immigration des travailleurs à Seraing durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Annales de démographie historique*, Paris, pp. 225-250.
- Pasleau S., (1995a), « Caractéristiques économiques et démographiques du bassin de Seraing », *Passé et avenir des bassins industriels en Europe*, R. Leboutte et J.-P. Lehnens (eds), Publications du Centre Universitaire Luxembourg, Cahiers d'Histoire I, Luxembourg, pp. 247-267.
- Pasleau S., (1995b), « Les migrations de main-d'oeuvre en Belgique », *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec. XVII<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècles*, sous la direction de Y. Landry, J. A. Dickinson, S. Pasleau, C. Desama, Louvain-la-Neuve, pp. 173-199.
- Pasleau S., (1997), « Belgique et Luxembourg », *Industrialisation et sociétés en Europe Occidentale du début des années 1880 à la fin des années 1960. France, Allemagne-RFA, Italie, Royaume-Uni et Benelux*, sous la direction de D. Barjot, s.l.
- Pasleau S., (1998), *Industries et populations : l'enchaînement des deux croissances à Seraing au XIX<sup>e</sup> siècle*, Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, fascicule CCLXXV, Genève, 1998.
- Peeters M., (1939), « L'évolution des salaires en Belgique de 1831 à 1913 », *Bulletin de l'Institut des Sciences Economiques*, Mai, pp. 389-420.
- Perrenoud A., (1974), « Malthusianisme et protestantisme. Un modèle démographique weberien », *Annales. Economies-Sociétés-Civilisations*, n°4, pp. 975-988.
- Perrenoud A., (1977), « L'inégalité sociale devant la mort à Genève au XVII<sup>e</sup> siècle », *Population*, n° spécial, *Démographie Historique*, pp. 221-243.
- Perrenoud A., (1988), « Espacement et arrêt dans le contrôle des naissances », *Annales de Démographie Historique*, pp. 59-78.
- Perrenoud A., (1989), « Atténuation des crises et déclin de la mortalité », *Annales de Démographie Historique*, pp. 13-29.
- Perrenoud A., (1990), « Aspects of fertility decline in an urban settings: Rouen and Geneva », Ad. van der Woude, J. de Vries, A. Hayami (eds), *Urbanization in History. A process of dynamic interactions*, Oxford, pp. 243-263.



- Perrenoud A., (1991), « La transition démographique. La théorie et les faits », *Historiens et populations. Liber Amicorum Etienne Hélin*, Société Belge de Démographie, Louvain-la-Neuve, pp. 301-316.
- Perrenoud A., (1993), « Mobilité et reproduction à l'échelle d'une communauté rurale », *Mesurer et comprendre, Mélanges offerts à Jacques Dupâquier*, textes réunis et publiés par J.-P. Bardet, F. Lebrun, R. Le Mée, Paris, pp. 449-461.
- Perrenoud A., (1994), « Le rôle de la mobilité dans les systèmes de régulation démographique », Communication présentée lors des 7<sup>e</sup> entretiens du Centre Jacques Cartier, *Les systèmes démographiques occidentaux du passé*, La Plagne, 15-18 décembre 1994, 12 p.
- Perrenoud A., (1995), « Transitions épidémiologiques et transitions de fécondité dans le passé occidental », *Transitions démographiques et sociétés*, sous la direction de D. Tabutin, T. Eggerickx et C. Gourbin, Chaire Quetelet 1992, Institut de Démographie, Louvain-la-Neuve, 1995, pp. 239-255.
- Pfister U. (1988), « Mobilité sociale et transition de la fécondité : le cas de Zurich (Suisse) au XVII<sup>e</sup> siècle », *Annales de Démographie Historique*, pp. 111-125.
- Piette C., Ratcliffe B., (1993), « Migrations populaires à Paris dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Annales de Démographie Historique*, pp. 263-302.
- Pinol J.-L., (1991), *Le monde des villes au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris.
- Piuz A.-M., (1977), « Les relations économiques entre les villes et les campagnes dans les sociétés préindustrielles », *Villes et Campagnes. XV<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècle*, n°9, Centre d'Histoire Economique et Sociale de la région lyonnaise, pp. 1-53.
- Poty F., Delaet J.-L., (1986), *Charleroi pays verrier. Des origines à nos jours*, Charleroi.
- Poulain M., (1978), « Du registre de population aux statistiques de migration interne en Belgique : critique des sources et correction des données », *Population et Famille*, t. 45, n°3, pp. 1-45.
- Poulain M., (1981), « AGRECC, un double procédé de régionalisation descriptive ou interactive », *Working paper n°94*, Département de Démographie, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- Poulain M., (1984), « Urbanisation et migration en Belgique : une vue d'ensemble de 1800 à nos jours », *Working paper*, Département de démographie de l'U.C.L., n°120, Louvain-la-Neuve.
- Poulain M., (1990), « De la campagne à la ville : le comportement démographique des migrants », *Annales de Démographie Historique*, pp. 71-74.
- Poulain M., (1996), « A propos du déclin de la fécondité wallonne et plus particulièrement de celle de l'Entre-Sambre-et-Meuse », *Les systèmes démographiques du passé*, sous la direction de A. Bideau, A. Perrenoud, K.-A. Lynch, G. Brunet, s.l., pp. 295-309.
- Poulain M., Foulon M., (1981), « L'immigration flamande en Wallonie : évaluation à l'aide d'un indicateur anthroponymique », *Revue Belge d'Histoire Contem*



- poraine, XII, 1-2, pp. 205-244.
- Poulain M., Tabutin D., (1977), « Mortalité aux jeunes âges en Belgique de 1840 à 1970 », *Population et Famille*, t. 42, n°3, pp. 49-86.
- Poulain M., Tabutin D., (1979), « Mortalité aux jeunes âges en Europe et en Amérique du Nord du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours », *La mortalité des enfants dans le monde et dans l'histoire*, P.-M. Boulanger et D. Tabutin (eds), Liège, 1980, pp. 119-157.
- Poulain M., Tabutin D., (1981), « La surmortalité des petites filles en Belgique au 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècle », *Annales de Démographie Historique*, pp. 105-118.
- Poulain M., Vandermotten C., (1984), « 150 ans de dualité démographique en Belgique », *Espace, Populations, Sociétés*, 1, pp. 137-154.
- Poussou J.-P., (1992), *La croissance des villes au XIX<sup>e</sup> siècle. France, Royaume-Uni, Etats-Unis et Pays germaniques*, Coll. Regards sur l'Histoire, Paris.
- Poussou J.-P., (1998), « Migrations et mobilité de la population en Europe à l'époque de la révolution industrielle », *Histoire des populations de l'Europe. II. La révolution démographique 1750-1914.*, sous la direction de J.-P. Bardet et J. Dupâquier, Paris, pp. 231-285.
- Poussou J.-P., Courgeau D., Dupâquier J., (1988), « Les migrations intérieures », *Histoire de la population française. 3. De 1789 à 1914*, sous la direction de J. Dupâquier, Paris, pp. 177-198.
- Preston S., Van de Walle E., (1978), « Urban french mortality in the nineteenth century », *Population Studies*, 32, 2, pp. 275-297.
- Puissant J., (1980), « Un lent et difficile processus de démocratisation », *La Wallonie. Le pays et les hommes, histoire - économies - sociétés*, sous la direction de H. Hasquin, t. II, de 1830 à nos jours, 2<sup>e</sup> édition, s.l., 1980, pp. 159-189.
- Quetelet A., (1826), « Mémoire sur les lois des naissances et de la mortalité à Bruxelles », *Mémoires de l'Académie Royale des Sciences et des Belles Lettres de Bruxelles*, t. III, pp. 495-512.
- Quetelet A., Smits A., (1832), *Recherches sur la reproduction et la mortalité de l'homme aux différents âges, et sur la population de la Belgique*, Bruxelles.
- Raison-Jourde F., (1980), « Endogamie et stratégie d'implantation professionnelle des migrants auvergnats à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle », *Ethnologie française*, n°2, vol. 10, pp. 153-162.
- Rapports des Commissions médicales provinciales sur leurs travaux pendant les années 1889 à 1905*, Bruxelles.
- Razzel D., (1974), « An interpretation of the modern rise of population in Europe: a critique », *Population Studies*, vol. 28, n°1, pp. 5-17.
- Reher D. S. (1990), « Urbanization and demographic behaviour in Spain, 1860-1930 », Ad. van der Woude, J. de Vries, A. Hayami (eds), *Urbanization in History. A process of dynamic interactions*, Oxford, pp. 282-299.



- Reher D., Iriso-Napal P.D. (1989), « Marital fertility and its determinants in rural and in urban Spain, 1887-1930 », *Population Studies*, vol. 43, pp. 405-427.
- Rémy J., Voyé L., (1974), *La ville et l'urbanisation*, Gembloux.
- Résultats de l'enquête ouverte par les officiers du corps des mines sur la situation des ouvriers dans les mines et les usines métallurgiques de la Belgique*, Bruxelles, 1869.
- Roisin L., (1931), *L'association charbonnière et l'industrie houillère des bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre*, Couillet.
- Roncayolo M. (1983), « Logiques urbaines », *Histoire de la France urbaine*, sous la direction de G. Duby, t. 4, *La ville de l'âge industriel*, Paris, pp. 17-71.
- Rosental P.-A., (1990), « Maintien/rupture : Un nouveau couple pour l'analyse des migrations », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, n°6, pp. 1403-1431.
- Rowntree B.S., (1910), *Comment diminuer la misère. Etudes sur la Belgique*, Paris.
- Rutten A., (1897), *L'évolution de la population belge depuis 1830*, Louvain.
- Ruwet, J., (1967), « Avant les révolutions. Le XVIII<sup>e</sup> siècle », *Etudes d'Histoire Wallonne*, pp. 3-32.
- Sabbe E., (1945), *Histoire de l'industrie linière en Belgique*, Bruxelles.
- Sangoi J.-C., (1988), « Le contrôle de la fécondité dans le Bas-Quercy (1751-1872) », *Annales de Démographie Historique*, pp. 79-90.
- Schellekens J., (1993), « Wages, secondary workers and fertility: a working-class perspective of the fertility transition in England and Wales », *Journal of Family History*, vol. 18, n°1, pp. 1-17.
- Schoenfeld M., (1859), *Recherches sur l'état sanitaire des houilleurs pendant la période de salubrité des mines en Belgique*, Bruxelles, Charleroi.
- Schoenfeld M., (1870), *Nouvelles recherches sur l'état sanitaire, moral et social des houilleurs pendant la période actuelle de salubrité des mines en Belgique*, Charleroi.
- Schöller D., (1948), « La transformation économique de la Belgique de 1832 à 1844 », *Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales*, t. XIV, pp. 525-596.
- Scholliers P., (1991), « Le travail des femmes mariées et le niveau de vie en Belgique au XIX<sup>e</sup> siècle à travers les budgets de familles ouvrières », *Historiens et Populations. Liber Amicorum Etienne Hélin*, Société Belge de Démographie, Louvain-la-Neuve, 729-745.
- Secombe W., (1990), « Starting to stop: working class fertility decline in Britain », *Past and Present*, n°126, pp. 151-188.
- Segalen M., (1986), « La révolution industrielle : du prolétariat au bourgeois », *Histoire de la famille. 3. Le choc des modernités*, sous la direction de A. Burguière, C. Klapisch-Zuber, M. Segalen, F. Zonabend, Paris, pp. 487-532.
- Servais P., (1991), *Histoire contemporaine*, Louvain-la-Neuve.
- Sharlin A., (1978), « Natural decrease in early modern cities: a reconsideration », *Past & Present*, n°79, pp. 126-138.





- Sharlin A., (1986), « Urban-Rural Differences in Fertility in Europe during the Demographic Transition », *The decline of Fertility in Europe*, A. Coale et S. Cotts Watkins (eds), pp. 234-260.
- Shorter E., Van de Walle E., Knodel J., (1971), « The decline of non-marital fertility in Europe », *Population Studies*, t. 25, 3, pp. 375-394.
- Spagnoli P., (1977a), « La fécondité dans l'arrondissement de Lille au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue du Nord*, t. LIX, n°232, pp. 87-99.
- Spagnoli P., (1977b), « Population history from parish monographs: the problem of local demographic variations », *Journal of Interdisciplinary History*, VII, 3, pp. 427-452.
- Spagnoli P., (1983), « Industrialization, proletarianization, and marriage: a reconsideration », *Journal of Family History*, 4, pp. 230-247.
- Sporck J.A., (1982), « L'évolution urbanistique des centres industriels wallons (principalement le cas de Liège) », *Villes en mutation 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles, Actes du 10<sup>e</sup> colloque International de Spa, 2-5 sept. 1980*, Crédit Communal, Collection Histoire Pro Civitate, série in-8°, n°64, Bruxelles, pp. 427-452.
- Stengers J., (1971), « Les pratiques anticonceptionnelles dans le mariage aux XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles : problèmes humains et attitudes religieuses », *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, XLIX, 2, pp. 404-481, 4, pp. 1119-1174.
- Stengers J., (1973), « L'historien devant l'abondance statistique », *La quantification en histoire*, Etudes publiées par G. Kurgan et Ph. Moureaux, Bruxelles, pp. 7-38.
- Stengers J., (1980), « Les mouvements migratoires en Belgique au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles », *Les migrations internationales de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, C.N.R.S., pp. 283-317.
- Stenuit R., (1949), « Mines de houille. Renseignements statistiques - Années 1850 à 1947 », *Annales des Mines de Belgique*, t. 1, pp. 52-55.
- Tabutin D., (1977), « Quelques données sur les accouchements multiples en Belgique », *Population et Famille*, 40, 1, pp. 1-20.
- Tabutin D., (1978), « La surmortalité féminine en Europe avant 1940 », *Population*, vol. 33, n°1, pp. 121-147.
- Tabutin D., (1980a), *Problèmes de transition démographique. Schémas classiques, problèmes d'analyse, interactions mouvement-structure*, Département de démographie, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- Tabutin D., (1980b), « La théorie de la transition démographique comme théorie de la fécondité », *Working Paper n°93*, Département de Démographie, U.C.L., Louvain-la-Neuve.
- Tabutin D., (1985), « Les limites de la théorie classique de la transition démographique pour l'Occident du XIX<sup>e</sup> siècle et le Tiers-Monde actuel », *Actes du Congrès International de la Population, Florence*, U.I.E.S.P., vol. 4, pp. 357-371.



- Tabutin D., (1995), « Transitions et théories de mortalité », *La sociologie des populations*, H. Gérard et V. Piché (eds), Montréal, pp. 257-288.
- Tabutin D., (1997), « Tour d'horizon des théories de mortalité », *Théories, paradigmes et courants explicatifs en démographie, Chaire Quetelet 1997*, Louvain-la-Neuve, 26-28 novembre 1997, (à paraître).
- Tabutin D., Willems M., (1996), « La surmortalité des filles jusqu'en 1940. Un bel exemple des inégalités sexuelles dans l'histoire occidentale », *Santé et mortalité des enfants en Europe, Chaire Quetelet 1994*, sous la direction de G. Masure-Stroobant, C. Gourbin et P. Buekens, Louvain-la-Neuve, pp. 129-177.
- Teitelbaum M. S., (1984), *The British fertility decline. Demographic transition in the crucible of the Industrial revolution*, Princeton.
- Termote M., (1995), « Vers une approche intégrée de la transition démographique », *Transitions démographiques et sociétés*, sous la direction de D. Tabutin, T. Eggerickx et C. Gourbin, Chaire Quetelet 1992, Institut de Démographie, Académia-L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, pp. 323-330.
- Thielemans M.R., (1985), « Plaidoyer pour une histoire de l'industrie linière en Brabant wallon », *La Belgique rurale du Moyen Age à nos jours, Mélanges offerts à Jean Jacques Hoebanx*, Bruxelles, pp. 381-396.
- Tilly C., (1978), « The historical study of vital processes », *Historical studies of changing fertility*, C. Tilly (ed), Princeton, pp. 3-55.
- Tugault Y. (1973), *La mesure de la mobilité. Cinq études sur les migrations internes*, Travaux et documents, cahier n°67, I.N.E.D., Paris.
- Tugault Y. (1975), *Fécondité et urbanisation*, Travaux et documents, cahier n°74, I.N.E.D., Paris.
- Ulenz R., (1914), *Le Condroz, sa population agricole au XIX<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de l'Académie royale de Belgique. Classe des Lettres et des Sciences morale et politiques, 13, Bruxelles.
- Vallin, J., (1989), « La mortalité en Europe de 1720 à 1914 : tendances à long terme et changements de structure par sexe et par âge », *Annales de Démographie Historique*, pp. 31-54.
- Vandermotten C., Decroly J.-M., (1995), « Géographie », *Wallonie. Atouts et références d'une région*, Région Wallonne, s.l., pp. 85-108.
- Van de Walle E., (1965), « La nuptialité en Belgique de 1846 à 1930 et sa relation avec le déclin de la fécondité », *Population et Famille*, 2, pp. 37-56.
- Van de Walle E., (1968), « Marriage and marital fertility », *Daedalus*, pp. 486-501.
- Van de Walle E., (1969), « Problèmes de l'étude du déclin de la fécondité européenne », *Recherches Economiques de Louvain*, n°4, pp. 271-287.
- Van de Walle E., (1974), *The female population of France in the Nineteenth Century*, Princeton.
- Van de Walle E., (1989), « De la nature à la fécondité naturelle », *Annales de Démographie Historique 1988*, pp. 13-19.
- Van de Walle E., (1998), « Nouvelles attitudes devant la vie : la limitation des nais



- sances », *Histoire des populations de l'Europe. II. La révolution démographique 1750-1914.*, sous la direction de J.-P. Bardet et J. Dupâquier, Paris, pp. 131-159.
- Van de Walle E., Blanc O., (1975), « Registres de population et démographie : La Hulpe, 1846-1880 », *Population et Famille*, t. 36, 3, pp. 113-128.
- Van de Walle F., (1986), « Infant mortality and the European demographic transition », *The decline of Fertility in Europe*, A.J. Coale and S. Cotts Watkins (eds), Princeton, pp. 201-233.
- Van Houtte C., (1914), « Avant Malthus. La théorie de la population et le mouvement en faveur de la petite culture dans les Pays-Bas à la fin de l'Ancien Régime », *Mélanges d'histoire offerts à Charles Moeller*, t. 2, Louvain, pp. 420-428.
- Van Houtte J., (1943), *Esquisse d'une histoire économique de la Belgique*, Louvain.
- Van Kalken F., (1936), *Commotions populaires en Belgique (1834-1902)*, Bruxelles.
- Vandenbroeke C., (1975), *Agriculture et alimentation*, Gand-Louvain.
- Vandenbroeke C., (1977), « Caractéristiques de la nuptialité et de la fécondité en Flandre et en Brabant aux XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles », *Annales de Démographie Historique*, pp. 9-20.
- Vandenbroeke C., (1987), « Agriculture flamande et démographie (XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) », *Evolution agraire et croissance démographique*, A. Fauve-Chamoux (ed.), Liège, pp. 325-346.
- Vandenbroeke C., Van Poppel F., Van Der Woude A.M., (1983), « Le développement séculaire de la mortalité aux jeunes âges dans le territoire du Bénélux », *Annales de Démographie Historique*, pp. 257-289.
- Van Der Hertten B., Horlings E., (1997), « Le transport en Belgique entre 1830 et 1990. Reconstruction d'une banque de données », *Bulletin du Crédit Communal*, 3, n°201, pp. 5-22.
- Vandermotten C., Decroly J.-M., (1995), « Géographie », *Wallonie. Atouts et référence d'une Région, Région wallonne*, s.l., pp. 85-108.
- Vandermotten C., Saey P., Kesteloot C., (1990), « Les fragments de la Belgique: la Flandre et la Wallonie existent-elles vraiment ? », *Les fractionnements sociaux de l'espace belge. Une géographie de la société belge*, *Contradictions*, n°58-59, pp. 7-67.
- Vandervaeren J., (1930), *Les faits principaux de l'histoire de l'agriculture belge durant un siècle 1830-1930*, Bruxelles.
- Vandervelde E., (1898), *L'influence des villes sur les campagnes. Monographies locales. La Hulpe-Rixensart-Genval*, Bruxelles.
- Vandervelde E., (1910), *L'exode rural et le retour aux champs*, Paris.
- Vandeschrick C., (1995), *Analyse démographique, Population et développement*, n°1, Louvain-la-Neuve-Paris.



- Van Poppel F. (1989), « Urban-rural versus regional differences in demographic behavior. The Netherlands, 1850-1960 », *Journal of Urban History*, vol. 15, n°4, pp. 363-398.
- Vanschoenbeek G., (1981), « De la passivité au mouvement social », *L'industrie en Belgique : deux siècles d'évolution, 1780-1980*, Bruxelles, pp. 127-142.
- Verhaegen A., (1953), "Note sur le travail et les salaires en Belgique au XVIII<sup>e</sup> siècle", *Bulletin de L'Institut de Recherche Economique de l'Université de Louvain*, t. 19, pp. 71-87.
- Verhaegen B., (1961), *Contribution à l'histoire économique des Flandres. Analyse de la répartition professionnelle, 1846-1870*, vol. 1, Louvain-Paris.
- Verhaeren E. (s.d.), *Les villes tentaculaires et les campagnes hallucinées*, Paris.
- Verhulst A., (1990), *Précis d'histoire rurale de la Belgique*, s.l.,
- Vilquin E., (1978), « La mortalité infantile selon le mois de naissance. Le cas de la Belgique au 19<sup>e</sup> siècle », *Population*, t. 33, n°6, pp. 1137-1153.
- Vliebergh E., Ulens R., (1909), *La population agricole de la Hesbaye au XIX<sup>e</sup> siècle. Contribution à l'étude de l'histoire économique et sociale*, Bruxelles.
- Vliebergh E., (1911), *Etudes d'économie rurale*, Louvain.
- Vögele J. P., (1996), « Différences entre ville et campagne et évolution de la mortalité en Allemagne pendant l'industrialisation », *Annales de démographie Historique*, pp. 249-268.
- Watkins S. C., (1995), « Etats, réseaux et rythme de déclin de la fécondité en Angleterre et en France », *La sociologie des populations*, sous la direction de H. Gérard et V. Piché, Montréal, pp. 171-188.
- Watkins S. C., Gutmann M., (1983), « Methodological issues in the use of population registers for fertility analysis », *Historical Methods*, t. 6, n°3, pp. 109-120.
- Wautelet J.-M., (1995), *Structures industrielles et reproduction élargie du capital en Belgique (1850-1914)*, Département des Sciences de la Population et du Développement, Institut d'Etudes du Développement, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- Weber A.F., (1899), *The growth of cities in the nineteenth century*, New-York.
- Wibail A., (1933), « L'évolution économique de la sidérurgie belge de 1830 à 1913 », *Bulletin de l'Institut des Sciences Economiques*, pp. 31-59.
- Wibail A., (1934), « L'évolution économique de l'industrie charbonnière belge depuis 1831 », *Bulletin de l'Institut des Sciences Economiques*, pp. 3-30.
- Wilcox J., Golden H., (1982), « Prolific immigrants and dwindling natives?: Fertility patterns in Western Massachussetts, 1850 and 1880 », *Journal of Family History*, Fall, pp. 265-288.
- Wilson C., (1984), « Natural fertility in pre-industrial England, 1600-1799 », *Population Studies*, Londres, vol. 38, fasc. 2, pp. 225-240.
- Wilson C., Oeppen J., Pardoe M., (1988), « What is natural fertility? The modelling of a concept », *Population Index*, 54 (1), pp. 4-20.



- Woods R.I., (1987) « Approaches to the fertility transition in Victorian England », *Population Studies*, 41, pp. 283-311.
- Woods R.I., Smith C.W., (1983), « The decline of marital fertility in the late nineteenth century: the case of England and Wales », *Population Studies*, 37, pp. 207-225.
- Woronoff D., (1994), *Histoire de l'industrie en France. Du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris.
- Wrigley E.A., (1961), *Industrial growth and population change. A regional study of the coalfield areas of north-west Europe in the later nineteenth century*, Cambridge.
- Wrigley E.A., (1966), « Family limitation in pre-industrial England », *Economic History Review*, t. XIX, pp. 82-109.
- Wrigley E.A., (1969), *Société et population*, Paris.
- Wrigley E.A., (1985), « The fall of marital fertility in nineteenth-century France: exemplar or exception? », *European Journal of Population*, n°1, pp. 31-60 et 141-177.
- Wrigley E.A., (1987), « Fertility strategy for the individual and the group », *People, Cities and Wealth*, E.A. Wrigley, Oxford-Cambridge, pp. 197-214.
- Yernaux J.-L., (1964), « Les taux féminins d'activité. Leur évolution en Belgique 1866-1962 », *Revue Belge de Sécurité Sociale*, pp. 1102-1129.



## *Liste des figures*

Figure 1.	La couverture spatiale de l'étude .....	42
Figure 2.	Les dialectes en Wallonie .....	43
Figure 3.	Les grandes zones agro-géographiques ou paysagères de la Wallonie .....	46
Figure 4.	Présentation des 6 milieux d'habitat du centre de la Wallonie .....	48
Figure 5.	L'évolution du prix de la tonne de charbon, de son prix de revient et de la marge bénéficiaire .....	68
Figure 6.	L'évolution du prix de la tonne de charbon et de la tonne de fonte.....	69
Figure 7.	L'évolution de la production et des exportations de charbon et de la production de fonte .....	70
Figure 8.	L'évolution du chiffre de la population de la Belgique et de ses régions.....	76
Figure 9.	L'évolution de la population des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910.....	77
Figure 10.	L'évolution de la population de quelques cités industrielles de la région de Charleroi, de 1831 à 1910.....	78
Figure 11.	L'évolution de la population des communes de la Hesbaye, du Condroz et de la Fagne-Thiérache, entre 1831 et 1870 et entre 1870 et 1910 .....	84
Figure 12.	L'évolution des taux de croissance annuels de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années) .....	86
Figure 13.	Les taux d'accroissement annuels de la population des cités industrielles entre 1846 et 1855 et entre 1876 et 1885 .....	88
Figure 14.	Les taux d'accroissement annuels de la population des communes rurales, en 1846-1855 et en 1856-1865 .....	90
Figure 15.	Les taux d'accroissement annuels de la population des communes rurales, en 1886-1895 et en 1896-1905 .....	91



Figure 16.	L'évolution du bilan naturel de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années).....	96
Figure 17.	L'évolution du bilan migratoire de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années).....	98
Figure 18.	Les bilans migratoires annuels des cités industrielles de la région de Charleroi en 1846-1855 et en 1876-1885 .....	100
Figure 19.	L'évolution des taux annuels d'accroissement de la population, des bilans naturels et des bilans migratoires des différents milieux d'habitat, de 1831 à 1910 (moyennes mobiles sur 5 années) .....	104
Figure 20.	Les bilans naturels et les bilans migratoires des cités industrielles de la région de Charleroi en 1841-1845 .....	108
Figure 21.	Les bilans naturels et les bilans migratoires des cités industrielles de la région de Charleroi en 1876-1880 .....	109
Figure 22.	Les bilans naturels et les bilans migratoires des cités industrielles de la région de Charleroi en 1906-1910 .....	110
Figure 23.	L'évolution du taux brut de natalité en Belgique et dans quelques pays européens, de 1831 à 1910 .....	115
Figure 24.	L'évolution du taux brut de natalité en Belgique, en Flandre et en Wallonie, de 1831 à 1910 .....	116
Figure 25.	L'évolution du taux brut de natalité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années) .....	118
Figure 26.	Les taux bruts de natalité dans les cités industrielles, en Hesbaye et en Fagne-Thiérache, en 1836-1845 et en 1856-1865 .....	120
Figure 27.	La diminution des taux bruts de natalité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie au milieu du 19e siècle .....	121
Figure 28.	La hausse du taux brut de natalité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie entre 1846-1850 et 1861-1865.....	122
Figure 29.	Les taux bruts de natalité dans les cités industrielles du bassin de Charleroi et dans les bassins industriels en aval de Liège .....	124
Figure 30.	L'évolution de la fécondité légitime (Ig) dans quelques pays d'Europe occidentale au 19e siècle.....	130
Figure 31.	L'évolution de la fécondité légitime (Ig) dans les provinces de la Belgique au 19e siècle .....	132
Figure 32.	L'écart entre la fécondité légitime (Ig) des milieux urbains et ruraux de quelques pays et régions d'Europe avant le début de leur transition de la fécondité : (Ig urbain / Ig rural) x 100 .....	135
Figure 33.	L'écart entre la fécondité légitime des populations urbaines et rurales dans quelques pays d'Europe au 19e et au début du 20e siècle : (Ig urbain/Ig rural)*100 .....	136



Figure 34.	Niveaux et tendances de la fécondité légitime selon la taille des communes en Belgique, de 1866 à 1920 .....	137
Figure 35.	Niveaux et tendances de la fécondité légitime selon la taille des communes en Flandre et en Wallonie, de 1866 à 1920 .....	138
Figure 36.	Les écarts de la fécondité légitime (Ig) entre les régions et entre les milieux urbains et ruraux en Belgique .....	141
Figure 37.	La baisse de la fécondité générale (If) de la population de différents milieux d'habitat .....	148
Figure 38.	L'évolution de l'indice de fécondité légitime Ig dans différents milieux d'habitat, de 1846 à 1910 .....	152
Figure 39.	L'évolution de la fécondité légitime dans quelques régions administratives industrielles de Belgique, de France, d'Angleterre-Pays de Galles et d'Allemagne, au 19 <sup>e</sup> siècle .....	156
Figure 40.	L'évolution de l'indice de fécondité illégitime dans quelques milieux d'habitat, de 1866 à 1910.....	158
Figure 41.	L'évolution des taux de nuptialité dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910.....	165
Figure 42.	Le synchronisme entre l'évolution des taux bruts de nuptialité et de mortalité et celle du bilan migratoire, au 19 <sup>e</sup> siècle (moyenne mobile sur 5 années). ....	168
Figure 43.	L'évolution de l'indice de nuptialité Im dans différents milieux d'habitat, de 1846 à 1910 .....	170
Figure 44.	L'évolution de l'âge moyen au premier mariage des femmes, de 1866 à 1910, dans quelques milieux d'habitat.....	175
Figure 45.	L'évolution de l'âge moyen au premier mariage des hommes, de 1866 à 1910, dans quelques milieux d'habitat.....	176
Figure 46.	L'évolution de la proportion de célibataires définitifs chez les femmes, dans quelques milieux d'habitat, de 1866 à 1910 .....	179
Figure 47.	L'évolution de la proportion de célibataires définitifs chez les hommes, dans quelques milieux d'habitat, de 1866 à 1910.....	179
Figure 48.	L'évolution des taux brut de natalité et de nuptialité dans les cités industrielles de la région de Charleroi, de 1831 à 1910.....	183
Figure 49.	L'évolution des taux brut de natalité et de nuptialité dans les campagnes hesbignonnes, de 1831 à 1910.....	183
Figure 50.	L'évolution de la fécondité légitime (Ig), de l'intensité de la nuptialité (Im) et de la fécondité générale 5If dans différents milieux d'habitat, de 1866 à 1910 .....	186
Figure 51.	L'évolution du taux brut de mortalité en Belgique et dans quelques pays européens, de 1831 à 1910 .....	192
Figure 52.	L'évolution du taux brut de mortalité en Belgique, en Flandre et en Wallonie de 1831 à 1910 .....	193





Figure 53.	L'évolution du taux brut de mortalité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années) .....	196
Figure 54.	L'évolution des taux bruts de mortalité dans le bassin industriel de Charleroi et dans les bassins industriels en aval de Liège, de 1831 à 1910 .....	197
Figure 55.	Les rapports des quotients de mortalité par âge dans quelques milieux d'habitat wallons en 1889-1892 : les deux sexes réunis (communes de moins de 5.000 hab. = base 100) .....	209
Figure 56.	Les rapports des quotients de mortalité par âge et par sexe dans quelques milieux d'habitat wallons en 1889-1892 : (communes de moins de 5.000 hab. = base 100) .....	213
Figure 57.	Les rapports de masculinité des quotients par âge dans quelques milieux d'habitat wallons en 1889-1892 : (qm/qf)*100 .....	214
Figure 58.	L'évolution du taux de mobilité, de 1841 à 1910, dans les milieux d'habitat du centre de la Wallonie (moyenne mobile sur 5 années) ...	221
Figure 59.	L'évolution du nombre de tickets de semaine délivrés par les chemins de fer belges de 1870 à 1908.....	225
Figure 60.	L'évolution des taux d'immigration et d'émigration dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1857 à 1910.....	227
Figure 61.	L'évolution des proportions de non-natifs, de 1846 à 1910, dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie .....	231
Figure 62.	Les rapports de masculinité par groupe quinquennal d'âges pour les immigrants vers Châtelet (1856-1869) et pour la population des cités industrielles de la région de Charleroi (1866) .....	235
Figure 63.	La distribution des immigrants selon l'âge à Châtelet et dans les bassins industriels en aval de Liège (Leboutte, 1988) .....	236
Figure 64.	La distribution des immigrants selon l'âge et le sexe à Châtelet (1856-1869) .....	237
Figure 65.	Les pyramides des âges des immigrants vers Châtelet (1856-1869) et de la population des cités industrielles de la région de Charleroi (Charleroi, Gilly, Jumet et Montignies-sur-Sambre), ramenées à une même base de 10 000 personnes .....	238
Figure 66.	La distribution des immigrants vers Châtelet selon le groupe socio-professionnel (1856-1869).....	243
Figure 67.	Les pyramides des âges comparatives de la population de la Wallonie et de l'arrondissement de Nivelles en 1880 et en 1910 (structures par âge ramenées à une même base de 10 000 personnes).....	259



Figure 68.	Les pyramides des âges comparatives de la population de la Wallonie et des cités industrielles carolorégiennes, en 1866, 1880 et 1910 (structures par âge ramenées à une même base de 10 000 personnes).....	260
Figure 69.	L'évolution du taux brut de natalité dans les cités industrielles de la région de Charleroi, de 1856 à 1910 (moyenne mobile sur 5 années).....	277
Figure 70.	Un exemple du couplage des informations provenant des registres de population .....	286
Figure 71.	Les générations de femmes qui ont l'objet d'un dépouillement dans les registres de population .....	288
Figure 72.	Les 13 catégories de famille .....	294
Figure 73.	La représentativité de l'échantillon. La distribution des familles selon le nombre d'enfants survivants au 31-12-1880 .....	296
Figure 74.	La distribution des familles selon le nombre d'enfants (%) .....	307
Figure 75.	Les probabilités d'agrandissement de la famille selon les générations .....	309
Figure 76.	Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges, selon les générations de naissance .....	311
Figure 77.	La comparaison des taux de fécondité légitime par groupe d'âges, d'une génération à l'autre (génération 1823-1832 = base 100).....	312
Figure 78.	Fécondité légitime naturelle et fécondité légitime dirigée .....	318
Figure 79.	L'évolution des taux de fécondité légitime selon l'âge au premier mariage .....	319
Figure 80.	La distribution des femmes selon l'âge à la dernière naissance.....	327
Figure 81.	Les intervalles intergénéraliques selon le rang de naissance et la dimension finale des familles.....	331
Figure 82.	La distribution des familles de migrants (toutes générations confondues) selon la commune de naissance.....	355
Figure 83.	L'évolution de la descendance légitime selon les générations et le statut de sédentaire ou de migrant (génération 1823-1832 = 100).....	360
Figure 84.	Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges.....	363
Figure 85.	L'évolution selon l'âge du salaire journalier moyen des mineurs de fond et de surface, dans le bassin industriel de Charleroi (moyenne calculée entre le 15 et le 31 décembre 1898).....	381
Figure 86.	La distribution des ouvriers âgés de plus de 16 ans, selon le salaire moyen quotidien, dans l'arrondissement de Charleroi en 1846 .....	385
Figure 87.	La distribution des ouvriers masculins âgés de plus de 16 ans, selon le salaire moyen quotidien, dans l'arrondissement de Charleroi en 1880 .....	387
Figure 88.	L'évolution de la descendance légitime selon le groupe socioprofessionnel et la génération de naissance (1823-1832 = 100) .....	407



Figure 89.	La distribution du nombre d'enfants nés-vivants selon le groupe socioprofessionnel .....	409
Figure 90.	Les probabilités d'agrandissement de la famille selon le groupe socioprofessionnel .....	411
Figure 91.	Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âge, selon le groupe socioprofessionnel .....	413
Figure 92.	Les taux de fécondité légitime selon l'âge au mariage et le groupe socioprofessionnel .....	418
Figure 93.	La distribution des femmes selon l'âge à la dernière naissance et le groupe socioprofessionnel .....	422
Figure 94.	L'évolution de la descendance finale légitime, par génération de cinq ans .....	432
Figure 95.	L'évolution relative de la fécondité légitime selon l'âge et par génération de cinq ans .....	432
Figure 96.	L'évolution annuelle de la descendance finale légitime des femmes âgées de 25-45 ans .....	434
Figure 97.	L'évolution des taux de fécondité légitime entre 1858 et 1902 (1863-1867 = 100) .....	436
Figure 98.	L'évolution de la descendance légitime des femmes âgées de 25 à 44 ans selon le groupe socioprofessionnel et la période d'observation (1863-1867 = 100) .....	437
Figure 99.	Les intervalles intergénérisiques pour les femmes ayant mis au monde de 3 à 7 enfants, par période d'observation .....	441
Figure 100.	L'évolution des salaires nominaux dans différentes industries, de 1831 à 1910 .....	453
Figure 101.	L'évolution des salaires nominaux, de 1831 à 1910, pour quelques professions de la mine .....	454
Figure 102.	L'évolution des prix de détail des principales denrées alimentaires de l'ouvrier (moyenne pondérée des cinq denrées de base), de 1831 à 1910 .....	455
Figure 103.	L'évolution des prix de détail de quelques denrées alimentaires de base, de 1831 à 1910 .....	456
Figure 104.	L'évolution du salaire réel dans les charbonnages belges, de 1835 à 1910 .....	458



## Liste des tableaux

Tableau 1.	Quelques indicateurs de présentation des différents milieux d'habitat, en début de période d'observation.....	50
Tableau 2.	Comparaison des chiffres de population fournis respectivement par la statistique du mouvement de la population (au 31 décembre) et les recensements de la population (au 1er janvier).....	58
Tableau 3.	L'évolution de la population de quelques régions et milieux d'habitat au 18 <sup>e</sup> siècle.....	74
Tableau 4.	L'évolution du chiffre de la population de la Belgique et de ses régions (chiffres aux recensements).....	75
Tableau 5.	L'évolution de la population des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1911.....	81
Tableau 6.	L'évolution du rang des cités industrielles du bassin de Charleroi et des villes traditionnelles wallonnes dans la hiérarchie urbaine belge, entre 1831 et 1910.....	82
Tableau 7.	L'évolution du taux d'accroissement annuel de la population et des bilans naturels et migratoire de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910.....	92
Tableau 8.	La variabilité des bilans naturel et migratoire annuels des milieux d'habitat du centre de la Wallonie et leur corrélation avec le taux d'accroissement de la population, de 1831 à 1910.....	111
Tableau 9.	L'évolution des taux bruts de natalité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910.....	119
Tableau 10.	L'intensité de la baisse de la natalité dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, après 1875.....	124
Tableau 11.	Evolution de la proportion de femmes âgées de 15-49 ans (%).....	144
Tableau 12.	Evolution du rapport de masculinité entre 15 et 49 ans (nbr. d'hommes pour 100 femmes).....	144
Tableau 13.	Evolution des indices de fécondité générale (If).....	147
Tableau 14.	Evolution des indices de fécondité légitime (Ig).....	151
Tableau 15.	L'intensité de la baisse de la fécondité légitime (Ig).....	154
Tableau 16.	Evolution des indices de fécondité illégitime (Ih).....	159
Tableau 17.	L'évolution des taux bruts de nuptialité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910.....	167
Tableau 18.	Evolution des indices d'intensité de la nuptialité (Im).....	171



Tableau 19a.	Evolution de l'âge moyen au 1er mariage de la population féminine.....	174
Tableau 19b.	Evolution de l'âge moyen au 1er mariage de la population masculine.....	177
Tableau 20a.	Evolution de la proportion de célibataires définitifs féminins .....	180
Tableau 20b.	Evolution de la proportion de célibataires définitifs masculins .....	180
Tableau 21.	L'impact du changement de la fécondité légitime et du changement de la nuptialité sur l'évolution de la fécondité générale.....	185
Tableau 22.	L'évolution des taux bruts de mortalité de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910.....	195
Tableau 23.	Quelques indices de mortalité selon le milieu d'habitat et la taille des communes en Wallonie (1889-1892).....	206
Tableau 24.	Les quotients de mortalité selon l'âge et le sexe pour quelques milieux d'habitat de la Wallonie (1889-1892).....	212
Tableau 25.	L'évolution des taux de mobilité, d'immigration et d'émigration de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1841 à 1910.....	222
Tableau 26.	L'évolution des proportions de non-natifs de 1846 à 1910 selon les milieux d'habitat du centre de la Wallonie.....	232
Tableau 27.	L'évolution annuelle de l'immigration à Châtelet de 1856 à 1869, selon le sexe.....	234
Tableau 28.	La répartition des immigrants vers Châtelet par type de ménage (1856-1869) .....	239
Tableau 29.	La distribution des ménages immigrants vers Châtelet selon leur taille (1856-1869) .....	240
Tableau 30.	La répartition des immigrants vers Châtelet par groupe socio-professionnel et par type de ménage (1856-1869).....	241
Tableau 31.	La distribution des immigrants de Châtelet selon la distance séparant cette commune de leur lieu de provenance et de leur lieu de naissance (1856-1869) .....	244
Tableau 32.	La distribution des immigrants de Châtelet selon leur arrondissement et leur région de provenance et de naissance (1856-1869) ..	246
Tableau 33.	La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon leur type et selon la distance parcourue depuis leur lieu de provenance et leur lieu de naissance (1856-1869) .....	248
Tableau 34.	La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon leur statut socio-professionnel et selon la distance parcourue depuis leur lieu de provenance et leur lieu de naissance (1856-1869) .....	249



Tableau 35.	La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon qu'ils ont effectué une migration directe ou indirecte : classement selon le type de ménage et le groupe socio-professionnel (1856-1869) .....	250
Tableau 36.	Evolution de quelques indices synthétiques de structure par âge de la population des milieux d'habitat de la Wallonie .....	251
Tableau 37.	La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon qu'ils ont effectué une migration directe ou indirecte : classement selon le type de ménage (1856-1869) .....	253
Tableau 38.	La distribution des ménages d'immigrants vers Châtelet selon qu'ils ont effectué une migration directe ou indirecte : classement selon le groupe socio-professionnel (1856-1869) .....	254
Tableau 39.	Evolution de quelques indices synthétiques de structure par âge de la population des milieux d'habitat de la Wallonie (selon les recensements de la population) .....	261
Tableau 40.	Illégitimité et conceptions prénuptiales dans les milieux industriels de la région de Charleroi (selon notre échantillon de 2.000 familles) .....	300
Tableau 41.	L'évolution de la descendance générale (hybride) et de la descendance légitime selon les générations de naissance .....	304
Tableau 42.	La distribution des familles selon le nombre d'enfants .....	306
Tableau 43.	Les probabilités d'agrandissement de la famille selon les générations .....	307
Tableau 44.	Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges, selon les générations de naissance .....	310
Tableau 45.	Les valeurs de $n(a)$ et de $v(a)$ adaptées à des groupes quinquennaux d'âges .....	314
Tableau 46.	Les paramètres $M$ et $m$ de Coale et Trussell .....	316
Tableau 47.	Les taux de fécondité légitime selon l'âge au premier mariage (‰) .....	320
Tableau 48.	Quelques indices supplémentaires de l'évolution du contrôle volontaire des naissances .....	321
Tableau 49.	Age moyen à la dernière naissance et durée moyenne de vie génésique .....	324
Tableau 50.	La distribution des femmes selon l'âge à la dernière maternité .....	325
Tableau 51.	L'âge moyen de la mère à la dernière naissance selon l'âge au premier mariage .....	326
Tableau 52.	Les intervalles intergénésiques selon le rang de naissance et la dimension finale des familles .....	335
Tableau 53.	L'impact respectif des méthodes de régulation des naissances sur la baisse de la fécondité .....	337



Tableau 54.	Les stratégies de régulation des naissances selon la génération de naissance et la dimension finale des familles.....	339
Tableau 55.	Les stratégies de régulation des naissances selon la génération, l'âge au mariage de la mère et la taille finale des familles.....	341
Tableau 56.	La distribution des familles de migrants selon la distance entre leur lieu de naissance et leur commune d'accueil .....	352
Tableau 57.	La distribution des familles de migrants selon la province et l'arrondissement de naissance.....	354
Tableau 58.	Qui détermine le statut des familles de migrants ? Unions endogames et exogames.....	357
Tableau 59.	L'évolution de la descendance finale légitime (au delà de 20 ans) selon l'origine des familles .....	359
Tableau 60.	L'évolution du paramètre «m» de Coale et Trussell pour les familles de migrants et de sédentaires.....	361
Tableau 61.	Les taux de fécondité légitime selon l'âge et le statut de sédentaire ou de migrant .....	362
Tableau 62.	L'importance du contrôle volontaire des naissances après 30 ans : $(\sum tx \geq 30 \text{ ans} / \sum tx \geq 20 \text{ ans}) * 100$ .....	364
Tableau 63.	Age moyen à la première et à la dernière naissance, âge moyen au premier mariage (en année) selon la génération et le type de famille .....	366
Tableau 64.	Les intervalles intergénérisques selon la génération et le type de familles, classées selon leur statut de migrante ou de sédentaire (en mois) .....	368
Tableau 65.	L'impact respectif des différentes méthodes de régulation des naissances sur la baisse de la fécondité légitime chez les sédentaires et chez les migrants .....	370
Tableau 66.	Le nombre moyen d'enfants et l'âge à la dernière naissance selon l'origine géographique des familles.....	372
Tableau 67.	Le nombre moyen d'enfants et quelques indicateurs de calendrier selon l'endogamie (couples) ou l'exogamie (selon que la femme ou l'homme est non-natifs) des mariages chez les migrants.....	373
Tableau 68.	Le nombre moyen d'enfants et quelques indicateurs de calendrier selon le parcours migratoire des migrants récents.....	374
Tableau 69.	La répartition de la population ouvrière masculine du bassin industriel de la région de Charleroi selon le type d'industrie et leur commune de résidence (31 décembre 1896).....	377
Tableau 70.	Les salaires journaliers des ouvriers de plus de 16 ans, selon les principales branches d'industrie, en Belgique .....	385
Tableau 71.	La répartition des familles selon la génération et le groupe socioprofessionnel .....	391



Tableau 72.	Le nombre de houilleurs et de verriers dans quelques communes du bassin industriel de Charleroi, selon les recensements de l'industrie.....	393
Tableau 73.	Le travail des enfants dans les mines de charbon et les verreries de l'arrondissement de Charleroi .....	397
Tableau 74.	La descendance légitime, selon les groupes socioprofessionnels ....	406
Tableau 75.	La répartition des familles selon le nombre d'enfants nés vivants et le groupe socioprofessionnel.....	408
Tableau 76.	Les probabilités d'agrandissement des familles selon le groupe socioprofessionnel et les générations.....	410
Tableau 77.	D'autres indicateurs de l'évolution du contrôle des naissances, selon le groupe socioprofessionnel .....	412
Tableau 78.	Les taux de fécondité légitime selon l'âge au mariage des mères et les groupes socioprofessionnels .....	417
Tableau 79.	Age moyen au 1 <sup>er</sup> mariage, à la première naissance et à la dernière naissance selon le groupe socioprofessionnel.....	420
Tableau 80.	La distribution des femmes selon l'âge à la dernière naissance et le groupe socioprofessionnel.....	421
Tableau 81.	Intervalles intergénésiques, âge à la première naissance et âge à la dernière naissance, selon le groupe socioprofessionnel et le nombre d'enfants nés vivants.....	425
Tableau 82.	L'impact respectif des différentes méthodes de régulation des naissances sur la baisse de la fécondité légitime.....	427
Tableau 83.	Les taux de fécondité légitime (‰) par groupe quinquennal d'âges et par génération .....	431
Tableau 84.	Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges et par période d'observation de cinq ans (‰).....	435
Tableau 85.	Les descendances légitimes par période d'observation et selon le groupe socioprofessionnel .....	438
Tableau 86.	Stratégie d'arrêt et espacement des naissances par période d'observation .....	440







## *Table des matières*

<b>Préface</b> .....	23
<b>Introduction générale</b> .....	25
1. La transition démographique : apports et limites de l'étude de Princeton .....	25
2. La micro-analyse comme complément indispensable à la macro-analyse .....	27
3. Objectifs et hypothèses de travail .....	29
4. L'organisation du travail .....	33
 <b>Première partie. La dynamique démographique des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1830 à 1910. Le bassin industriel carolorégien : un modèle démographique particulier ? .....</b>	 35
 <b>Chapitre 1. Repères méthodologiques : définition des milieux d'habitat, présentation des données et des hypothèses de travail .....</b>	 37
1. La définition des milieux d'habitat .....	38
1.1. La diversité des expériences urbaines et rurales .....	38
1.2. La distinction des milieux d'habitat du centre de la Wallonie .....	40
1.2.1. La couverture spatiale de l'étude : le centre de la Wallonie .....	41
1.2.2. Le centre de la Wallonie partagé en six milieux d'habitat différents .....	43
2. Présentation et critique des données .....	56
2.1. Une base de données démographiques de plus de 220 000 informations .....	56
2.2. Les autres sources de données statistiques .....	58
3. Objectifs et questions .....	60
4. Les crises agricoles et alimentaires des années 1845-1856 et la « grande dépression » économique des années 1873-1892 .....	61



4.1. Les crises agricoles et alimentaires des années 1845-1856 .....	61
4.1.1. La fragilité de l'univers rural de la moitié du 19e siècle .....	61
4.1.2. Les crises alimentaires du milieu du 19e siècle : 1845-1856 .....	62
4.1.3. Le déclin de l'industrie à domicile .....	63
4.1.4. Une augmentation importante du paupérisme .....	66
4.2. La «grande dépression» économique des années 1873-1892 .....	66
4.2.1. Les grands traits du développement industriel de la Wallonie .....	66
4.2.2. Et survint la première grande crise du monde industriel : la «grande dépression» économique des années 1873-1892 .....	67

## **Chapitre 2. L'évolution de la population et de la dynamique démographique des différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1830 à 1910 .....**

1. Une brève description de l'évolution de la population de la Belgique, de ses régions, de ses villes et de ses campagnes, du début du 18e siècle à 1830 .....	72
1.1. L'essor démographique de la Belgique et de ses régions au 18e siècle.....	72
1.2. La croissance démographique est plus rapide dans les campagnes que dans les villes.....	73
2. Le centre de la Wallonie. Une évolution démographique marquée par l'urbanisation du sillon industriel Sambre-Meuse .....	73
2.1. L'explosion démographique des cités industrielles du centre de la Wallonie .....	76
2.2. La cité industrielle : un milieu d'habitat original mais qui ne parvint pas à se hisser au sommet de la pyramide urbaine .....	79
2.3. La relative apathie démographique du réseau urbain traditionnel et des campagnes .....	82
3. La dynamique démographique : la contribution des bilans naturels et des bilans migratoires à l'évolution du chiffre de la population .....	85
3.1. L'évolution des taux d'accroissement annuels de la population : des profils inconstants mais témoins d'importantes différences entre les milieux d'habitat.....	85
3.1.1. Des cités industrielles en sursystème démographique de 1831 à 1875.....	85
3.1.2. Le cas des régions rurales : une croissance ralentie mais aucune trace de dépopulation des campagnes .....	87
3.2. L'évolution des bilans naturel et migratoire de la population des milieux d'habitat du centre de la Wallonie, de 1831 à 1910.....	94
3.2.1. L'intensité des bilans naturel et migratoire : la suprématie des cités industrielles sur les autres milieux d'habitat.....	95
3.2.1.1. Les bilans naturels sont les plus élevés pour les cités industrielles, mais ils fléchissent dans tous les milieux d'habitat dans le dernier quart du 19e siècle .....	95



3.2.1.2. Les bilans migratoires sont presque toujours négatifs dans les campagnes et positifs dans les cités industrielles.....	97
3.2.2. La contribution des bilans naturels et migratoires à la croissance démographique des milieux d'habitat du centre de la Wallonie au 19e siècle.....	101
3.2.2.1. Le monde urbain : une trappe mortelle qui ne grandit que par l'afflux des campagnards ?.....	101
3.2.2.2. Dans les milieux d'habitat du centre de la Wallonie, le bilan naturel est l'élément moteur de leur croissance démographique au 19e siècle .....	103
4. Conclusion .....	110

### **Chapitre 3. Un aperçu des comportements démographiques selon les milieux d'habitat. La natalité, la fécondité et la nuptialité .....**

1. Le cadre général : la natalité en Belgique, en Flandre et en Wallonie au 19e siècle .....	114
2. Des niveaux de natalité très variables selon les milieux d'habitat, mais des évolutions marquées par les mêmes séquences.....	117
2.1. De la surnatalité des cités industrielles à la sous-natalité de la Fagne-Thiérache.....	117
2.2. De la précocité de la baisse décisive de la natalité en Fagne-Thiérache à la brutalité du déclin de la natalité dans les milieux industriels, vers le milieu des années 1870.....	120
3. L'évolution de la fécondité légitime au 19e siècle en Belgique, dans ses régions et selon les milieux urbain et rural .....	125
3.1. Note méthodologique et critique sur la mesure de la fécondité et de la nuptialité.....	125
3.2. La précocité du déclin de la fécondité légitime en Wallonie et les différences observées entre le milieu rural et le milieu urbain.....	129
3.2.1. En Belgique, la transition de la fécondité légitime démarre entre 1866 et 1880.....	129
3.2.2. Le déclin de la fécondité légitime : un déphasage important entre la Flandre et la Wallonie .....	131
3.2.3. Des différences significatives entre le milieu urbain et le milieu rural .....	132
3.2.3.1. Urbanisation et déclin de la fécondité : des liens complexes et flous.....	133
3.2.3.2. La fécondité légitime en milieu urbain est presque ; toujours inférieure à la fécondité légitime en milieu rural.....	134



3.2.3.3.	Les écarts entre la fécondité légitime des populations urbaines et rurales n'ont cessé de s'accroître tout au long du 19e siècle.....	134
3.2.3.4.	L'évolution de la fécondité légitime selon la taille de la population ou le degré d'urbanisation des localités.....	136
3.2.3.5.	L'antériorité de l'urbain dans le déclin de la fécondité...	139
3.2.4.	Retour critique sur la pertinence du « modèle culturel régional » et du « modèle culturel urbain » .....	140
4.	Fécondité et nuptialité au 19e siècle en Wallonie, selon le milieu d'habitat.....	142
4.1.	La fécondité générale : des niveaux élevés en milieu industriel.....	143
4.1.1.	Un problème à évacuer rapidement : l'impact des structures par âge et par sexe sur la natalité.....	143
4.1.2.	La surfécondité des cités industrielles et la sous-fécondité des villes traditionnelles .....	145
4.1.3.	C'est dans les cités industrielles que l'indice If a baissé le plus brutalement, entre 1866 et 1880 .....	147
4.2.	Niveau et tendance de la fécondité légitime dans les différents milieux d'habitat.....	149
4.2.1.	En 1866, la fécondité légitime est élevée dans les cités industrielles, mais l'écart entre les milieux d'habitat est relativement réduit .....	149
4.2.2.	La transition de la fécondité légitime dans les cités industrielles de la région de Charleroi : un modèle de déclin rapide et relativement précoce.....	151
4.3.	La fécondité illégitime.....	157
4.4.	L'érosion progressive du modèle restrictif de la nuptialité .....	160
4.4.1.	Le rôle régulateur de la nuptialité en régime pré-malthusien .....	160
4.4.2.	La prolétarianisation de la population aurait rompu le carcan malthusien des mariages.....	162
4.4.3.	L'intensité de la nuptialité dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie.....	164
4.4.3.1.	Les taux de nuptialité sont les plus élevés dans les cités industrielles carolorégiennes.....	164
4.4.3.2.	L'indice Im n'augmente de façon significative qu'à la fin du 19e siècle .....	169
4.4.4.	Age moyen au premier mariage et célibat définitif.....	171
4.4.4.1.	De la précocité du mariage dans les cités industrielles au mariage tardif dans les villes traditionnelles .....	171
4.4.4.2.	Le célibat définitif.....	178
4.5.	Les relations entre l'évolution de la fécondité et celle de la nuptialité.....	181
4.5.1.	La nuptialité a-t-elle joué un rôle déterminant dans la transition de la fécondité légitime ? .....	181



4.5.2. Les contributions respectives de la fécondité légitime et de la nuptialité dans le déclin de la fécondité générale .....	184
5. Conclusion .....	187

#### **Chapitre 4. La mortalité : l'inégalité devant la mort selon le milieu d'habitat..... 189**

1. Le cadre général : la mortalité en Belgique, en Flandre et en Wallonie au 19e siècle .....	191
2. Les taux de mortalité selon le milieu d'habitat .....	193
3. Les trois phases de l'évolution de la mortalité aux 18e et 19e siècles .....	197
4. En 1890, les risques de mourir demeurent sensiblement différents selon le milieu de résidence .....	202
4.1. Surmortalité urbaine et surmortalité des milieux industriels vers le milieu du 19e siècle .....	202
4.2. A la fin du 19e siècle, les cités industrielles de la région de Charleroi ne sont pas les milieux d'habitat les plus mortifères .....	204
4.3. Les différences de mortalité selon l'âge et le sexe .....	208
5. Conclusion .....	213

#### **Chapitre 5. De l'intensité croissante de la mobilité à son rôle autorégulateur ..... 217**

1. Un monde de plus en plus mobile .....	219
1.1. Des changements de résidence de plus en plus nombreux .....	219
1.2. Le développement spectaculaire des migrations pendulaires .....	223
2. Quand l'émigration semble créer l'immigration... et inversement ! .....	225
2.1. Immigration et émigration : un couple indissociablement lié.....	225
2.1.1. La turbulence migratoire des cités industrielles .....	225
2.1.2. Les intensités de l'émigration et de l'immigration sont étroitement corrélées dans chaque milieu d'habitat.....	228
2.1.3. Quand les émigrants se recrutent parmi les immigrants.....	229
3. L'identification socio-démographique des immigrants : le cas de 6 800 immigrants vers Châtelet entre 1856 et 1869.....	232
3.1. Les caractéristiques des migrants selon le sexe, l'âge, le type de ménage et le statut socio-professionnel.....	233
3.1.1. Un relatif équilibre statistique entre les sexes .....	233
3.1.2. La structure par âge des immigrants est globalement plus jeune que celle de la population d'accueil .....	236
3.1.3. La taille des ménages d'immigrants : une majorité de célibataires mais la plupart des immigrants sont impliqués dans une migration de type familiale.....	239



3.1.4. Les courants d'immigration se composent essentiellement d'une population peu qualifiée .....	240
3.2. Prédominance des migrations de proximité et origine rurale de la majorité des migrants .....	242
3.2.1. L'impact de la distance : une distorsion importante entre le lieu de provenance et le lieu de naissance .....	242
3.2.2. Les migrations à plus longue distance sont essentiellement alimentées par les campagnes hesbignones, et dans une moindre mesure par la Flandre .....	245
3.2.3. Les isolés migrent, en moyenne, sur de plus longues distances que les familles.....	247
3.2.4. La distance de migration en fonction du groupe socio-professionnel .....	248
3.2.5. Migrants directs ou migrants multiples ? .....	252
4. Motivations et conséquences des migrations .....	255
4.1. Les motifs de la migration : l'effet push-pull et le rôle autorégulateur de la migration.....	255
4.2. Les effets démographiques des migrations.....	257
4.2.1. L'impact des migrations sur le potentiel de procréation des campagnes et des cités industrielles .....	257
4.2.2. La migration comme agent de diffusion de comportements nouveaux dans les campagnes ? .....	262
5. Conclusion .....	264

## **Conclusion de la première partie. Les crises socio-économiques comme agents détonateurs de la modification des comportements démographiques.....**

1. Les cités industrielles de la région de Charleroi : un environnement démographique particulier.....	267
2. Le synchronisme de l'évolution démographique dans les différents milieux d'habitat du centre de la Wallonie et l'impact des crises socio-économiques sur la modification des comportements démographiques .....	269

## **Deuxième partie. Le déclin de la fécondité dans les milieux industriels de la région de Charleroi et le rôle joué par la « grande dépression » économique des années 1873-1892 .....**

### **Chapitre 1. Repères méthodologiques : objectifs, hypothèse et sources de données.....**

1. Objectifs et hypothèse.....	275
2. Source et méthode de dépouillement .....	278

2.1. Les registres de population : avantages et limites.....	279
2.2. La méthode de dépouillement dans les registres de population et les caractéristiques de l'échantillon de familles.....	286
2.2.1. L'identification des générations.....	287
2.2.2. Sédentaires et migrants : définition et délimitation de la zone de collecte.....	289
2.2.3. Le pistage de plus de 2 000 familles dans les registres de population.....	291
2.2.4. La représentativité de l'échantillon des 2 000 familles.....	293
3. Fécondité générale et fécondité légitime.....	296

## **Chapitre 2. Les mécanismes de la baisse de la fécondité dans les milieux industriels de la région de Charleroi. Approche longitudinale**..... 303

1. L'évolution de la descendance légitime et la distribution des familles selon le nombre d'enfants.....	303
1.1. La descendance légitime. De 10 enfants à moins de 6 enfants en moyenne par femme.....	303
1.2. La composition des familles. La généralisation des familles de petite taille.....	305
1.3. Les probabilités d'agrandissement de la famille. Une autre lecture de la volonté de réduire la descendance pour les générations 1843-1862.....	307
2. Les taux de fécondité légitime par groupe quinquennal d'âges et selon l'âge au premier mariage.....	310
2.1. Les femmes de plus de 35 ans de la génération 1833-1842 : les initiatrices du contrôle volontaire des naissances.....	310
2.2. D'autres indices du contrôle volontaire des naissances : les paramètres M et m de Coale et Trussel.....	313
2.3. Les taux de fécondité légitime selon l'âge au mariage.....	318
3. Les mécanismes du contrôle volontaire de la fécondité : stratégie d'arrêt et/ou d'espacement des naissances.....	322
3.1. Stratégie d'arrêt et diminution de la durée de vie génésique.....	323
3.2. De la réalité de l'espacement des naissances ?.....	328
3.2.1. Les difficultés d'un concept.....	328
3.2.2. La baisse de la fécondité : le rôle décisif de la contraception d'arrêt.....	330
3.2.3. La combinaison des méthodes de régulation des naissances au sein de chaque génération.....	337
4. Conclusions.....	341





<b>Chapitre 3. Innovateurs ou imitateurs ? Les sédentaires et les migrants : des comportements reproducteurs différents ? .....</b>	<b>343</b>
1. L'état de la question. Un terrain encore en friche .....	343
1.1. Migrants-sédentaires : une dichotomie délaissée dans les études de fécondité différentielle .....	343
1.2. La fécondité des migrants se distingue-t-elle de celle des sédentaires ? ..	345
2. Les comportements reproducteurs des familles de migrants et de sédentaires dans le milieu industriel carolorégiens du 19 <sup>e</sup> siècle .....	350
2.1. Quelques données d'identification des migrants : qui sont-ils, d'où viennent-ils ? .....	350
2.1.1. D'où viennent les migrants ? .....	351
2.1.2. Migration directe ou par étapes ? .....	353
2.1.3. Quelques autres facteurs d'insertion différentielle : intégration spatiale et choix du conjoint. ....	356
2.2. La transition de la fécondité chez les familles de migrants et de sédentaires .....	358
2.2.1. Une descendance légitime assez semblable mais un contrôle des naissances peut-être un rien plus précoce chez les sédentaires .....	358
2.2.2. A la recherche des éventuels précurseurs du contrôle volontaire des naissances .....	360
2.2.2.1. L'évolution du paramètre « m » de Coale et Trussell confirme la relative précocité des sédentaires et souligne le léger retard des migrants anciens .....	360
2.2.2.2. Les taux de fécondité légitime selon l'âge de la mère : le contrôle volontaire de la fécondité se généralise pour les générations nées après 1843 .....	361
2.2.3. Arrêt, espacement des naissances ou retard de la première naissance ? .....	365
2.2.3.1. La diminution de l'âge moyen à la dernière naissance, chez les sédentaires comme chez les migrants .....	365
2.2.3.2. Des naissances plus espacées chez les migrants anciens .....	367
2.2.3.3. Le rôle déterminant de la contraception d'arrêt chez les sédentaires comme chez les migrants .....	369
3. Conclusions. Les différences minimales entre sédentaires et migrants soulignent la rapidité d'adaptation des comportements de ces derniers aux conditions d'existence de leur milieu d'accueil .....	369



<b>Chapitre 4. Des comportements différents selon le statut socioprofessionnel ? .....</b>	<b>375</b>
1 La constitution des groupes socioprofessionnels : vers une typologie selon le statut social ou le niveau de vie.....	375
1.1. Le bassin industriel de Charleroi : des activités dominantes mais une mosaïque de professions.....	375
1.2. Les difficultés liées à la constitution des typologies selon la profession .....	379
1.3. Pour une estimation du niveau de vie selon la profession et les salaires ..	384
1.4. En définitive.....	390
2. Niveaux et tendances de la fécondité selon les groupes socioprofessionnels ...	394
2.1. Le rôle précurseur des "classes privilégiées" et le principe de diffusion de l'innovation .....	394
2.2. C'est au rythme des besoins de l'industrie que naissent les hommes .....	395
2.2.1. La surfécondité des milieux industriels et le travail des enfants ...	395
2.2.2. Au 19 <sup>e</sup> siècle, l'enfant est un rouage indispensable de l'économie industrielle et de l'économie des ménages .....	398
2.2.3. La surfécondité dans les milieux ouvriers serait moins le résultat d'une certaine imprévoyance que d'un choix conscient .....	400
2.3. Diffusion ou adaptation ? .....	402
3. La limitation des naissances chez les houilleurs, chez les verriers et parmi la petite bourgeoisie du bassin industriel de Charleroi .....	405
3.1. La descendance légitime est la plus élevée chez les houilleurs et la plus faible parmi la petite bourgeoisie.....	405
3.2. Le modèle de la famille réduite s'impose progressivement .....	407
3.3. La limitation des naissances se manifeste d'abord parmi la petite bourgeoisie, mais elle se généralise chez les houilleurs et les verriers dès le début des années 1870 .....	411
3.3.1. Le paramètre « m » et les taux de fécondité légitime selon l'âge de la mère .....	411
3.3.2. Les taux de fécondité selon l'âge de la mère au premier mariage. Un malthusianisme plus résolu chez les verriers que chez les houilleurs ? .....	415
3.4. Retard de la première naissance, arrêt de la procréation ou espacement des naissances ? Des stratégies différentes ? .....	419
3.4.1. La durée de vie génésique des couples diminue de 35 à 41 % selon les groupes socioprofessionnels, entre les générations 1823-1832 et 1853-1862 .....	419
3.4.2. Avec la génération 1843-1862, la moitié des femmes de houilleurs et les deux tiers des femmes de verriers et de la petite bourgeoisie clôturent leur vie génésique avant 35 ans .....	421



3.4.3. Les houilleurs pratiquaient un malthusianisme moins résolu que celui des verriers .....	423
4. Conclusions.....	428

## **Chapitre 5. Le déclin de la fécondité dans le bassin industriel de Charle- roi et la dépression économique des années 1873-1892..... 429**

1. La rupture décisive se situe au cours des années 1878-1882 .....	429
1.1. De l'analyse longitudinale à l'analyse transversale.....	429
1.1.1. Un ultime retour vers l'analyse longitudinale .....	430
1.1.2. Difficultés et apport de l'analyse transversale de la fécondité .....	433
1.2. Dans le milieu industriel carolorégien, la baisse décisive de la fé- condité se situe vers 1877-1880.....	434
1.2.1. Entre 1868-1872 et 1878-1882, les descendances générale et légitime chutent de plus de 25 % .....	434
1.2.2. La baisse de la fécondité apparaît d'abord parmi la petite bour- geoisie et chez les verriers.....	437
1.2.3. Contraception d'arrêt et espacement des naissances durant la crise économique.....	438
2. La dépression économique de 1873-1892 et la baisse de la fécondité dans le bassin industriel de Charleroi : de la théorie explicative aux faits.....	442
2.1. De la pauvreté de masse à la relative abondance de masse .....	443
2.1.1. Baisse de la fécondité et développement socio-économique : l'industrialisation constitue un contexte favorable mais pas né- cessaire au déclin de la fécondité .....	443
2.1.2. Bien-être, aisance, niveau de vie et fécondité : une vision mal- thusienne et une vision transitionnelle .....	445
2.1.3. La théorie d'Hector Denis : la mutation de la société moderne et l'impact de la dépression économique de 1873-1892.....	447
2.1.4. La remise à jour et le développement de la théorie explicative formulée par Hector Denis.....	448
2.2. Les faits : de la lente amélioration des conditions de vie ouvrière aux événements tragiques de mars 1886 .....	450
2.2.1. L'amélioration du niveau de vie des populations ouvrières (1850 - 1873).....	451
2.2.1.1. Les salaires nominaux ont augmenté de 1850 à 1873 .....	452
2.2.1.2. L'évolution des prix de détail des denrées alimentaires de base : une tendance à la hausse entre 1862 et 1873, malgré de fortes oscillations annuelles.....	454
2.2.1.3. Les salaires réels : malgré la hausse du prix des den- rées alimentaires de base, le niveau de vie des popula- tions ouvrières semble avoir augmenté entre 1850 et 1873.....	457



2.2.1.4. L'amélioration du niveau de vie et l'apparition de nouvelles habitudes de consommation ..... 458

2.2.2. 1873-1886 : du début de la grande dépression économique aux émeutes ouvrières de mars 1886 ..... 460

2.2.2.1 La crise de 1873 plonge les masses ouvrières dans la misère ..... 461

2.2.2.2. Pour les ouvriers, il n'est plus question de s'accommoder de la misère ..... 462

2.2.3. A partir de 1886, la condition ouvrière s'améliore et la limitation des naissances se généralise ..... 465

**Conclusion de la seconde partie. La grande dépression économique des années 1873-1892 et la baisse de la fécondité dans le bassin industriel de Charleroi ..... 469**

**Pour un bilan... provisoire ! ..... 475**

**Annexes..... 481**

**Bibliographie..... 511**

**Liste des tableaux et figures..... 539**

**Table des matières ..... 551**













